



Bulletin

de l'AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Volume 13 - Numéro 4

28 janvier 2016

Bulletin de l'Autorité des marchés financiers

Autorité des marchés financiers

Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2016

ISSN 1710-4149

Table des matières

1. Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers	6
1.1 Avis et communiqués	
1.2 Réglementation	
1.3 Autres décisions	
2. Bureau de décision et de révision	10
2.1 Rôle d'audiences	
2.2 Décisions	
3. Distribution de produits et services financiers	44
3.1 Avis et communiqués	
3.2 Réglementation	
3.3 Autres consultations	
3.4 Retraits aux registres des représentants	
3.5 Modifications aux registres des inscrits	
3.6 Avis d'audiences	
3.7 Décisions administratives et disciplinaires	
3.8 Autres décisions	
4. Indemnisation	123
4.1 Avis et communiqués	
4.2 Réglementation	
4.3 Autres consultations	
4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers	
4.5 Fonds d'assurance-dépôts	
4.6 Autres décisions	

5. Institutions financières	130
5.1 Avis et communiqués	
5.2 Réglementation et lignes directrices	
5.3 Autres consultations	
5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers	
5.5 Sanctions administratives	
5.6 Autres décisions	
6. Marchés de valeurs et des instruments dérivés	435
6.1 Avis et communiqués	
6.2 Réglementation et instructions générales	
6.3 Autres consultations	
6.4 Sanctions administratives pécuniaires	
6.5 Interdictions	
6.6 Placements	
6.7 Agréments et autorisations de mise en marché de dérivés	
6.8 Offres publiques	
6.9 Information sur les valeurs en circulation	
6.10 Autres décisions	
6.11 Annexes et autres renseignements	
7. Bourses, chambres de compensation, organismes d'autorégulation et autres entités réglementées	535
7.1 Avis et communiqués	
7.2 Réglementation de l'Autorité	
7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées	
7.4 Autres consultations	
7.5 Autres décisions	
8. Entreprises de services monétaires et Contrats publics	546
8.1 Avis et communiqués	
8.2 Réglementation	
8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires	
8.4 Autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public	
8.5 Autres décisions	
9. Régimes volontaires d'épargne-retraite	560
9.1 Avis et communiqués	
9.2 Réglementation	
9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire d'épargne-retraite	

9.4 Autres décisions

Liste des acronymes et abréviation :

- Autorité : Autorité des marchés financiers
instituée en vertu de la LAMF
- BDR : Bureau de décision et de révision
- CSF : Chambre de la sécurité financière
- ChAD : Chambre de l'assurance de dommages
instituée en vertu de la LDPSF
- OAR : Organismes d'autoréglementation et
organismes dispensés de reconnaissance
à titre d'OAR mais qui sont assujettis à la
surveillance de l'Autorité
- OCRCVM : Organisme canadien de réglementation
du commerce des valeurs mobilières

1.

Gouvernance de l'Autorité des marchés financiers

- 1.1 Avis et communiqués
 - 1.2 Réglementation
 - 1.3 Autres décisions
-

1.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

1.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

1.3 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

2.

Bureau de décision et de révision

2.1 Rôle d'audiences

2.2 Décisions

2.1 RÔLE D'AUDIENCES



RÔLE DES AUDIENCES

N ^o DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
28 janvier 2016 – 14 h 00					
2011-021	<p>Robert Morin et Roger Éthier et Incase Finance inc. et Vivre-Entreprise en soins de santé inc. Parties requérantes</p> <p>Autorité des marchés financiers Partie intimée</p> <p>Gestion M.E.R.R. inc. et Les Résidences Desjardins (St-Sauveur) inc. et Bilodeau Spécialiste en chaussures inc. et Pantero Technologies inc. et Banque Canadienne Impériale de Commerce, Banque HSBC du Canada et Banque Nationale du Canada Parties mises en cause</p> <p>Labelle, Marquis inc. Partie intervenante</p>	<p>BCF, s.e.n.c.r.l.</p> <p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Kaufman Laramée, s.e.n.c.r.l.</p>	Lise Girard	Demande de levée partielle d'une ordonnance de blocage	Audience pro forma

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
28 janvier 2016 – 14 h 00					
2015-014	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Jacques Paquin Partie intimée Caisse Desjardins de Lévis Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de levée partielle des ordonnances de blocage	Audience pro forma
2 février 2016 – 9 h 30					
2015-013	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Marcel Paiement, 9319-9271 Québec inc., La Financiere Prêbec ltée et Prêbec ltée Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dupuis Paquin avocats & conseillers d'affaires inc.	Claude St Pierre	Contestation d'une décision rendue ex parte	Audience pro forma

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
4 février 2016 – 14 h 00					
2015-015	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Clément C. Gagnon, Éloïse Gagnon (aussi connue sous le nom de Marie-Éloïse Gagnon), Commandité CGE I inc., Commandité CGE Québec 2011 inc., CGE Capital inc., MEG Capital inc. et Le Centre Financier CGE inc. Parties intimées</p> <p>CGE Ressources 2010 s.e.c. et CGE Ressources Québec 2011 s.e.c. Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Létourneau Gagné</p> <p>Létourneau Gagné</p>	Lise Girard	<p>Demande de mesure de redressement, d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et de retrait des droits d'inscription</p>	Audience pro forma

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
4 février 2016 – 14 h 00					
2015-027	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Kamran Shahid, 9322-5746 Québec Inc., Imran Shahid et 7267711 Canada Inc. Parties intimées</p> <p>Banque de Montréal, Banque TD Canada Trust, Caisse Populaire Desjardins de Sault-Au-Recollet- Montréal-Nord, Groupe CHCR Inc., Officier de la publicité des droits de la circonscription foncière de La Prairie et Desi Times Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Schurman Longo Grenier</p>	Lise Girard	Contestation d'une décision rendue ex parte	Audience pro forma
5 février 2016 – 9 h 30					
2014-041	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>SuperDirectories inc. Partie intimée</p> <p>Jean-Paul Lavoie Partie intimée</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Robichaud & Dupras, Avocats</p> <p>M^e Vital Julien</p>	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, d'interdiction d'opérations sur valeurs et mesure propre au respect de la loi	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
8 février 2016 – 9 h 30					
2014-020	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Claude St Pierre	Demande d'imposition de pénalités administratives et de mesure propre au respect de la loi et contestation d'une décision rendue ex parte	Audience au fond
	Karatbars International GMBH Partie intimée	Davies Ward Phillips & Vineberg s.e.n.c.r.l, s.r.l			
	Robert La Rivière, Michel Desroches et Anthoni Snopek Parties intimées				
9 février 2016 – 9 h 30					
2014-020	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Claude St Pierre	Demande d'imposition de pénalités administratives et de mesure propre au respect de la loi et contestation d'une décision rendue ex parte	Audience au fond
	Karatbars International GMBH Partie intimée	Davies Ward Phillips & Vineberg s.e.n.c.r.l, s.r.l			
	Robert La Rivière, Michel Desroches et Anthoni Snopek Parties intimées				

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
11 février 2016 – 14 h 00					
2014-018	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Kader Hanahem et 9073-1266 Québec inc. (faisant affaires sous le nom de Groupe financier Orizon) Parties intimées</p> <p>Sophie Jean Partie intimée</p> <p>Banque Royale du Canada Partie mise en cause</p> <p>Caisse Desjardins du Mont-Bellevue de Sherbrooke Partie mise en cause</p> <p>Caisse Desjardins du Nord de Sherbrooke, Banque Laurentienne et Officier du bureau de la publicité des droits de la circonscription foncière de Sherbrooke Parties mises en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>M^e Thomas Walsh</p> <p>Gowling Lafleur Henderson, s.e.n.c.r.l., s.r.l.</p> <p>Fontaine, Panneton & Associés</p>	Lise Girard	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage	Audience pro forma
2015-029	<p>Autorité des marchés financiers Partie intimée</p> <p>Mylène Fafard et Ian Harvey Parties intimées</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Deveau Avocats</p>	Lise Girard	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage	Audience pro forma

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
11 février 2016 – 14 h 00					
2014-031	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Jean-Patrice Nadeau, 9206-2629 Québec inc., 9296-1465 Québec inc. et 9254-5011 Québec inc. Parties intimées</p> <p>Caisse Desjardins du Mont-Saint-Bruno, Banque Laurentienne du Canada, Banque Nationale du Canada et Belhumeur Syndics inc. Parties mise en cause</p>	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande de prolongation de l'ordonnance de blocage	Audience pro forma
17 février 2016 – 9 h 30					
2015-030	<p>Autorité des marchés financiers Partie demanderesse</p> <p>Services Bench & Jerry Inc., Pierre René Benchley et Jerry Peterson Lavoile Parties intimées</p> <p>Banque Toronto-Dominion Partie mise en cause</p>	<p>Contentieux de l'Autorité des marchés financiers</p> <p>Colby, Monet, Demers, Delage & Crevier s.e.n.c.r.l.</p>	Jean-Pierre Cristel	Demande en annulation ou modification de l'ordonnance de blocage et contestation de la demande	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
18 février 2016 – 9 h 30					
2015-030	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services Bench & Jerry Inc., Pierre René Benchley et Jerry Peterson Lavoile Parties intimées Banque Toronto-Dominion Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Colby, Monet, Demers, Delage & Crevier s.e.n.c.r.l.	Jean-Pierre Cristel	Demande en annulation ou modification de l'ordonnance de blocage et contestation de la demande	Audience au fond
19 février 2016 – 9 h 30					
2015-030	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Services Bench & Jerry Inc., Pierre René Benchley et Jerry Peterson Lavoile Parties intimées Banque Toronto-Dominion Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Colby, Monet, Demers, Delage & Crevier s.e.n.c.r.l.	Jean-Pierre Cristel	Demande en annulation ou modification de l'ordonnance de blocage et contestation de la demande	Audience au fond
22 février 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Michel Drolet Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.	Jean-Pierre Cristel	Représentations sur sanctions	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
25 février 2016 – 14 h 00					
2015-032	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Alliance pour la santé étudiante au Québec Inc., Lev Bukhman et Patrice Allard Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers McCarthy Tétrault, s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant, mesure propre au respect de la loi, pénalité administrative, suspension d'inscription et nomination d'un dirigeant responsable	Audience pro forma
2016-001	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Invico Investissements et Retraite Inc. et Marc St-Onge Parties intimées Groupe Financier Invico Inc. Partie mise en cause	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers De Chantal, D'Amour, Fortier, s.e.n.c.r.l. De Chantal, D'Amour, Fortier, s.e.n.c.r.l.	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable, conditions à l'inscription, changement de dirigeant responsable, mesure propre au respect de la loi et suspension d'inscription	Audience pro forma
1 ^{er} mars 2016 – 9 h 30					
2015-028	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Daniel Salanon et Daniel Salanon Industries inc. Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Lise Girard	Demande d'interdiction d'opérations sur valeurs, de pénalité administrative et de mesure propre au respect de la loi	Audience au fond
2 mars 2016 – 9 h 30					
2015-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Fabrice Mvondo Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dupuis Paquin avocats & conseillers d'affaires inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller en dérivés, interdiction d'opérations sur dérivés, de mesure propre à assurer le respect de la loi et d'imposition d'une pénalité administrative	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
3 mars 2016 – 9 h 30					
2015-011	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Fabrice Mvondo Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dupuis Paquin avocats & conseillers d'affaires inc.	Jean-Pierre Cristel	Demande d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller en dérivés, interdiction d'opérations sur dérivés, de mesure propre à assurer le respect de la loi et d'imposition d'une pénalité administrative	Audience au fond
14 mars 2016 – 9 h 30					
2015-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Broker Force Insurance inc. Partie intimée Guy Bernard Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Tremblay Bois Mignault Lemay s.e.n.c.r.l. Dentons Canada s.e.n.c.r.l.	Claude St Pierre	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable, d'ordonnance de nomination d'un nouveau dirigeant responsable, de suspension d'inscription, de mesure de redressement et de mesures propres au respect de la loi	Audience au fond
15 mars 2016 – 9 h 30					
2015-023	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Broker Force Insurance inc. Partie intimée Guy Bernard Partie intimée	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Tremblay Bois Mignault Lemay s.e.n.c.r.l. Dentons Canada s.e.n.c.r.l.	Claude St Pierre	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant responsable, d'ordonnance de nomination d'un nouveau dirigeant responsable, de suspension d'inscription, de mesure de redressement et de mesures propres au respect de la loi	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
24 mars 2016 – 14 h 00					
2015-019	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Partners Indemnity Insurance Brokers Ltd. et Barry Downs Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Dunton, Rainville	Lise Girard	Demande de pénalité administrative, de conditions à l'inscription, d'interdiction d'agir à titre de dirigeant, de mesure de redressement, de mesure propre au respect de la loi	Audience pro forma
29 mars 2016 – 9 h 30					
2015-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Paul Azeff et Korin Bobrow Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin, s.e.n.c.r.l., s.r.l	Jean-Pierre Cristel	Demande d'ordonnance réciproque d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, de retrait d'inscription, d'interdiction d'agir comme administrateur ou dirigeant et de refus du bénéfice de dispense	Audience au fond
30 mars 2016 – 9 h 30					
2015-026	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Paul Azeff et Korin Bobrow Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Fasken Martineau DuMoulin, s.e.n.c.r.l., s.r.l	Jean-Pierre Cristel	Demande d'ordonnance réciproque d'interdiction d'opérations sur valeurs, d'interdiction d'exercer l'activité de conseiller, de retrait d'inscription, d'interdiction d'agir comme administrateur ou dirigeant et de refus du bénéfice de dispense	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
21 avril 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			
22 avril 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			



RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
25 avril 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			
26 avril 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
27 avril 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			
28 avril 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
29 avril 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			
2 mai 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Parties intimées	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
3 mai 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			
4 mai 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
5 mai 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			
6 mai 2016 – 9 h 30					
2014-052	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives, d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou dirigeant et d'interdiction d'opérations sur valeurs	Audience au fond
	Pierre Gévry Partie intimée	Borden Ladner Gervais, s.e.n.c.r.l., s.r.l.			
	Jean-Claude Vachon Partie intimée	Langlois Kronström Desjardins, s.e.n.c.r.l.			
	Alain Valiquette Partie intimée	Brière et Lebeuf inc.			
9 mai 2016 – 9 h 30					
2014-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives	Audience au fond
	Virginie Dionne-Bourassa et Charles Beaudet Parties intimées	Sheahan et associés S.E.N.C.			

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCCUREURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
10 mai 2016 – 9 h 30					
2014-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Virginie Dionne-Bourassa et Charles Beaudet Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Sheahan et associés S.E.N.C.	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives	Audience au fond
11 mai 2016 – 9 h 30					
2014-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Virginie Dionne-Bourassa et Charles Beaudet Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Sheahan et associés S.E.N.C.	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives	Audience au fond
12 mai 2016 – 9 h 30					
2014-012	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Virginie Dionne-Bourassa et Charles Beaudet Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Sheahan et associés S.E.N.C.	Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives	Audience au fond
30 mai 2016 – 9 h 30					
2015-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Désyrhée Ostiguy et Daniel Dumont Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jurilis, Cabinet d'avocats	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou de dirigeant	Audience au fond

RÔLE DES AUDIENCES

N° DU DOSSIER	PARTIES	PROCTEURS	MEMBRE(S)	NATURE	ÉTAPE
31 mai 2016 – 9 h 30					
2015-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Désyrhée Ostiguy et Daniel Dumont Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jurilis, Cabinet d'avocats	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou de dirigeant	Audience au fond
1 ^{er} juin 2016 – 9 h 30					
2015-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Désyrhée Ostiguy et Daniel Dumont Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jurilis, Cabinet d'avocats	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou de dirigeant	Audience au fond
2 juin 2016 – 9 h 30					
2015-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Désyrhée Ostiguy et Daniel Dumont Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jurilis, Cabinet d'avocats	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou de dirigeant	Audience au fond
3 juin 2016 – 9 h 30					
2015-025	Autorité des marchés financiers Partie demanderesse Désyrhée Ostiguy et Daniel Dumont Parties intimées	Contentieux de l'Autorité des marchés financiers Jurilis, Cabinet d'avocats	Lise Girard Jean-Pierre Cristel	Demande d'imposition de pénalités administratives et d'interdiction d'agir à titre d'administrateur ou de dirigeant	Audience au fond

27 janvier 2016

2.2 DÉCISIONS

BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
MONTRÉAL

DOSSIER N° : 2014-012

DÉCISION N° : 2014-012-001

DATE : 19 janvier 2016

EN PRÉSENCE DE : M^e JEAN-PIERRE CRISTEL

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS

Partie demanderesse / INTIMÉE

c.

VIRGINIE DIONNE-BOURASSA

et

CHARLES BEAUDET

Parties intimées / REQUÉRANTS

DÉCISION SUR REQUÊTE EN ARRÊT DES PROCÉDURES ET REJET DE DEMANDE

[art. 93, *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2, art. 58, *Règlement sur les règles de procédure du Bureau de décision et de révision*, RLRQ, c. A-33.2, r. 1]

2014-012-001

PAGE : 2

HISTORIQUE

[1] Le 5 mars 2014, l'Autorité des marchés financiers (« Autorité ») a saisi le Bureau de décision et de révision (« Bureau ») d'une demande d'imposition de pénalités administratives à l'encontre des intimés Virginie Dionne-Bourassa et Charles Beaudet, en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*¹ et de l'article 273.1 de la *Loi sur les valeurs mobilières*², dont les conclusions sont :

« **IMPOSER** à Virginie Dionne-Bourassa une pénalité administrative de 15 000 \$ en vertu de l'article 273.1 de la LVM.

IMPOSER à Charles Beaudet une pénalité administrative de 55 000 \$ en vertu de l'article 273.1 de la LVM. »

[2] L'Autorité allègue que ces pénalités administratives sont justifiées par une contravention, le 12 mars 2009, à l'article 189 de la *Loi sur les valeurs mobilières* par les intimés.

[3] Lors de l'audience *pro forma* du 8 avril 2014, le procureur des intimés n'ayant pas encore comparu, le Bureau leur accorda une remise *pro forma* au 7 mai 2014. Lors de l'audience du 7 mai 2014, le procureur des intimés demanda une autre remise *pro forma* que le Bureau lui accorda en fixant une audience au 19 juin 2014. Lors de l'audience du 19 juin 2014, le procureur des intimés demanda au Bureau une nouvelle remise *pro forma* en indiquant rechercher une entente avec l'Autorité. Cette demande de remise lui fut accordée et une audience fut fixée au 3 septembre 2014. Lors de l'audience *pro forma* du 3 septembre 2014, le procureur des intimés demanda une autre remise avec le consentement de l'Autorité que le Bureau accorda en fixant une audience *pro forma* au 14 octobre 2014.

[4] Lors de l'audience du 14 octobre 2014, la procureure de l'Autorité demanda au tribunal de déterminer une date d'audience pour entendre au mérite la demande de l'Autorité, ce que le Bureau décida de faire en fixant du 4 au 12 mai 2015 les dates de cette audience. Le 26 mars 2015, le procureur des intimés fit parvenir une lettre au Bureau lui demandant de remettre la date de cette audience en affirmant que « deux des témoins importants », soit le père et la mère de l'intimé Charles Beaudet, « ont malencontreusement prévu un voyage en Espagne pendant la période du procès ». Compte tenu de l'accord du procureur de l'Autorité à cette nouvelle demande de remise, le Bureau accepta de reporter l'audience pour entendre, au mérite, la demande de l'Autorité à la période du 23 au 30 novembre 2015.

[5] Le 13 octobre 2015, le procureur des intimés informa le Bureau de sa non-disponibilité pour procéder les 26, 27 et 30 novembre 2015.

[6] Le 10 novembre 2015, le procureur des intimés déposa au Bureau une « requête en arrêt de procédures et rejet de demande car contraire aux règles de justice naturelle et d'équité procédurale ».

¹ RLRQ, c. A-33.2.

² RLRQ, c. V-1.1.

2014-012-001

PAGE : 3

[7] Le Bureau a entendu, au mérite, cette requête du procureur des intimés lors d'une audience tenue les 23, 24 et 25 novembre 2015. Lors de cette audience, il fut toutefois décidé de retenir la période du 9 au 12 mai 2016 pour entendre au mérite la demande de l'Autorité, dans l'éventualité où la requête susmentionnée des intimés serait rejetée.

AUDIENCE

[8] L'audience du 23 au 25 novembre 2015 s'est tenue au siège du Bureau en présence des procureurs de l'Autorité et de celui des intimés. Les intimés Charles Beudet et Virginie Dionne-Bourassa étaient aussi présents.

[9] Le procureur des intimés a d'abord fait témoigner, Régent Beudet, le père de l'intimé Charles Beudet, puis l'intimée Virginie Dionne-Bourassa, la conjointe de l'intimé Charles Beudet, et finalement celui-ci.

[10] Le tribunal retient, en particulier, du témoignage de Régent Beudet qu'il :

- fut un administrateur et un initié, au sens de la *Loi sur les valeurs mobilières*³, de la compagnie MédiSolution Limitée du 21 mars 2003 jusqu'au moment de son acquisition en 2009. MédiSolution Limitée était, au moment des faits reprochés aux intimés, un émetteur assujéti à la *Loi sur les valeurs mobilières*⁴ et ses actions étaient inscrites à la cote de la Bourse de Toronto (TSX). Le 8 mai 2009, la société Brookfield a acquis la totalité des actions ordinaires de MédiSolution Limitée;
- fut membre du Comité spécial de MédiSolution Limitée qui était, en particulier, responsable d'évaluer l'offre d'acquisition présentée par la société Brookfield et de formuler une recommandation au conseil d'administration de MédiSolution Limitée. Il n'aurait toutefois pas de souvenirs précis de ce que lui et ses invités ont fait durant la période du 3 au 11 mars 2009;
- résidait en Floride en mars 2009 au moment des faits reprochés au présent dossier alors que les intimés séjournaient à sa résidence floridienne. Régent Beudet n'aurait toutefois pas de souvenirs précis de ce que lui et ses invités ont fait durant la période du 3 au 11 mars 2009;
- aurait jeté au rebus lors d'un déménagement tous les documents écrits qu'il avait en sa possession concernant la transaction susmentionnée entre MédiSolution Limitée et la société Brookfield. De plus, il aurait effacé de la mémoire de son ordinateur personnel toutes les copies informatiques de ces documents. Toutefois, par la suite, il n'aurait fait aucune démarche pour tenter de récupérer ces documents;

³ *Id.*, art. 89.

⁴ *Id.*, art. 68.

2014-012-001

PAGE : 4

- n'aurait appris que le 19 septembre 2011 que son fils, l'intimé Charles Beudet, avait acquis des actions de MédiSolution Limitée.

[11] Le tribunal retient, en particulier, du témoignage de l'intimée Virginie Dionne-Bourassa que celle-ci:

- Séjournait - avec son conjoint, l'intimé Charles Beudet et leurs deux enfants - à la résidence floridienne de son beau-père, Régent Beudet, le 9 mars 2009, date à laquelle l'Autorité allègue que celui-ci a participé à une conférence téléphonique du Comité spécial de MédiSolution Limitée dont la mission était notamment d'évaluer une offre potentielle d'acquisition provenant de la société Brookfield;
- a de nombreux souvenirs précis de son séjour en Floride en mars 2009;
- a visité la résidence floridienne de ses parents à Cape Coral, en Floride, le 11 mars 2009 et a le souvenir d'avoir effectué durant cette visite des transactions boursières à l'aide de son compte de courtage direct chez BMO en utilisant un ordinateur et un accès local à Internet. Elle n'a toutefois pas le souvenir d'avoir vendu le 11 mars 2009 la totalité des actions qu'elle détenait dans ce compte, ni d'avoir placé le 12 mars 2009 deux ordres d'achat pour un total de 44 000 actions de MédiSolution Limitée;
- a demandé il y a près de deux mois à la BMO des documents, concernant les transactions boursières qui lui sont reprochées dans le cadre de la présente affaire, mais ne les a pas encore reçus;
- a eu un premier contact avec une enquêteuse de l'Autorité le 11 avril 2011, a refusé de participer à un interrogatoire sur une base volontaire et a finalement été convoquée par *subpoena* à un interrogatoire qui a eu lieu le 14 septembre 2012.

[12] Le tribunal retient, en particulier, du témoignage de l'intimé Charles Beudet que celui-ci:

- a affirmé discuter avec son conseiller en placement de la Financière Banque Nationale, Jean-Luc Du Sault, chaque fois qu'il désire effectuer une transaction sur un titre ne faisant pas partie d'un « panier de titres » géré par Jean-Luc Du Sault en vertu d'une convention de gestion discrétionnaire. De plus, il a affirmé que toutes ses transactions boursières étaient exécutées par l'entremise de Jean-Luc Du Sault car l'intimé Charles Beudet a soutenu qu'il n'avait pas de compte de courtage en ligne lui permettant d'exécuter lui-même ses transactions par l'entremise d'Internet;
- a affirmé ne pas avoir de souvenir précis de conversations avec son conseiller en placement, Jean-Luc Du Sault, avant que celui-ci ne place pour le compte de l'intimé Charles Beudet, le 12 mars 2009, deux ordres d'achat pour un total de 80 000 actions de MédiSolution Limitée. Cette société ne faisait pas partie du « panier de titres » géré d'une manière discrétionnaire par Jean-Luc Du Sault;

2014-012-001

PAGE : 5

- a eu un premier contact avec une enquêteuse de l'Autorité le 30 novembre 2012, a refusé de participer à un interrogatoire sur une base volontaire et a finalement été convoqué par *subpoena* à un interrogatoire qui a eu lieu le 18 janvier 2013;
- a jugé essentiel, à la suite de cet interrogatoire, de faire parvenir aux enquêteurs de l'Autorité des informations additionnelles, par courriel, le 23 janvier 2013. Il appert, en particulier, de ces informations additionnelles - confirmées par l'intimé Charles Beaudet durant son témoignage lors de l'audience - qu'il aurait effectué des investissements de l'ordre de 3 millions de dollars dans au moins 40 titres ne faisant pas partie du panier de titres gérés d'une manière discrétionnaire par Jean-Luc Du Sault et que certains de ces investissements auraient été réalisés par l'entremise d'une firme de courtage autre que Financière Banque Nationale⁵.

[13] Les procureurs de l'Autorité ont fait témoigner deux enquêteurs œuvrant au sein de cet organisme, soit Sophie Dallaire et Daniel Pilon.

[14] Le tribunal retient, en particulier, du témoignage de l'enquêteuse Sophie Dallaire que:

- l'Autorité a émis une ordonnance d'enquête reliée à la présente affaire le 15 février 2010, et ce, à la suite de la détection de transactions potentiellement illégales de la part des intimés;
- les faits potentiellement reprochés aux intimés étant reliés à l'usage d'information privilégiée, l'enquête impliquait de recueillir des éléments de preuve qui sont, en partie, d'une nature circonstancielle. Il s'agit là d'un processus laborieux qui requiert un temps appréciable, en particulier pour obtenir des documents de la part de sociétés, institutions financières et parties impliquées directement ou indirectement dans la présente affaire;
- l'enquête a révélé une composante multi juridictionnelle à la présente affaire car les intimés auraient donné des ordres de transactions à partir d'un autre État, soit les États-Unis d'Amérique (« États-Unis »). Afin de recueillir certains éléments de preuve, l'Autorité a donc dû faire appel à l'assistance de la *Securities and Exchange Commission* des États-Unis, ce qui a eu pour effet d'entraîner des délais additionnels à l'enquête;
- le processus de rencontre et d'interrogatoire de certains témoins impliqués dans la présente affaire fut laborieux, en particulier pour ce qui a trait aux intimés;
- le rapport d'enquête, contenant 57 pages et 54 annexes, fut transmis au contentieux de l'Autorité le 26 septembre 2013.

[15] Le tribunal retient, en particulier, du témoignage de l'enquêteur Daniel Pilon que :

⁵ Pièce I-6 déposée par le procureur des intimés.

2014-012-001

PAGE : 6

- il a reçu le 19 novembre 2015 de la BMO un courriel indiquant que les informations concernant les opérations de ses clients sont conservées par celle-ci, tant pour les comptes ouverts que fermés, pour une durée de sept ans⁶;
- il a aussi obtenu de la BMO à la date susmentionnée des informations concernant deux ordres d'achat, placés le 12 mars 2009 par l'intimée Virginie Dionne-Bourassa, pour un total de 44 000 actions de MédiSolution Limitée⁷.

Les représentations du procureur des requérants-intimés

[16] Le procureur des requérants-intimés a d'abord souligné qu'un délai de cinq ans s'est écoulé entre la date des événements reprochés à ses clients, soit le 12 mars 2009, et le moment où la demande de l'Autorité dans la présente affaire leur a été signifiée, soit le 18 mars 2014.

[17] Pour le procureur des requérants-intimés, ce délai de cinq ans est en soi un abus de procédure qui ne rencontre pas la norme minimale de diligence requise en matière de justice administrative.

[18] Le procureur des intimés a soutenu que la trame factuelle de la présente affaire est très simple et que le nombre de témoins impliqués est limité. Il a donc plaidé que rien ne justifiait un tel délai de la part de l'Autorité.

[19] Le procureur des requérants-intimés a subsidiairement plaidé que, même si ce délai de cinq ans n'était pas considéré en soi abusif, il a causé un préjudice grave et irrémédiable à ses clients car - compte tenu de la nature circonstancielle de la preuve présentée par l'Autorité - le temps a porté inéluctablement atteinte à la qualité de la preuve qui peut être recueillie sur des éléments essentiels reliés aux transactions qui leur sont reprochées, soit des documents, des conversations ou pouvoir établir la présence physique des acteurs dans un lieu donné à un moment précis.

[20] À cet égard, le procureur des requérants-intimés a notamment souligné que Régent Beudet s'est départi de la version papier et électronique de tout son dossier sur MédiSolution, que l'intimé Charles Beudet s'est départi de tous les avis de confirmation qui auraient pu donner le contexte dans lequel il a effectué des transactions dans les années précédant la demande de l'Autorité et que l'intimée Virginie Dionne-Bourassa a tenté, jusqu'à maintenant sans succès, d'obtenir des informations de la BMO concernant les transactions qui lui sont reprochées.

[21] Le procureur des requérants-intimés plaide donc que ses clients ont le droit de demander au Bureau l'arrêt des procédures en cours dans le présent dossier et le rejet de la demande de l'Autorité sur la base qu'elle est abusive et contraire aux principes de justice fondamentale et d'équité procédurale.

⁶ Pièce D-39 déposée par l'Autorité.

⁷ Pièce D-39 et pages 6 et 7 de la pièce D-26, déposées par l'Autorité.

2014-012-001

PAGE : 7

Les représentations des procureurs de l'Autorité

[22] Pour les procureurs de l'Autorité, la requête en arrêt des procédures et en rejet de la demande de l'Autorité présentée par les requérants-intimés est non fondée et essentiellement de nature dilatoire. Elle s'ajoute à toutes les autres tentatives des requérants-intimés pour gagner du temps durant l'enquête et, par la suite, pour retarder l'audience du Bureau visant à entendre, au mérite, la demande de l'Autorité.

[23] Pour les procureurs de l'Autorité, le témoignage des enquêteurs a largement démontré la complexité de leur enquête dans la présente affaire, notamment pour ce qui a trait à son caractère multi juridictionnel. Leur témoignage a fait état d'une enquête menée d'une manière rigoureuse et systématique. Il a aussi expliqué que des délais, d'une aléatoire durée, sont nécessairement impliqués dans l'obtention de documents et de témoignages clefs.

[24] Les procureurs de l'Autorité ont souligné que le législateur a sciemment exclu de la *Loi sur les valeurs mobilières* un délai de prescription pour les procédures de nature administrative qui sont présentées devant le Bureau. Seul l'article 211 de cette loi prévoit une prescription de cinq ans dans le cas d'une poursuite de nature pénale, et ce, à compter de la date d'ouverture du dossier d'enquête. Or, dans la présente affaire, non seulement ce délai de cinq ans n'est pas encore écoulé, mais nous sommes selon eux dans le cadre d'une procédure administrative qui n'a rien à voir avec un recours pénal.

[25] Les procureurs de l'Autorité ont soumis que dans le présent dossier, entre l'émission de l'ordonnance d'enquête du 15 février 2010 et le dépôt de la demande de l'Autorité au Bureau le 5 mars 2014, un délai de quatre ans s'est essentiellement écoulé. En l'absence de toute prescription légale, ils ont plaidé qu'il fallait prendre garde de créer une « prescription d'origine judiciaire »⁸.

[26] Les procureurs de l'Autorité ont par ailleurs souligné que les requérants-intimés n'ont présenté aucune preuve de stigmatisation ou d'abus de procédure. Seuls des délais soi-disant excessifs sont allégués et, à cet égard, les procureurs de l'Autorité ont affirmé que les intimés ont largement contribué eux-mêmes à ces délais. De plus, ils ont plaidé que l'Autorité ne devrait pas être empêchée de présenter au Bureau sa demande et la preuve qu'elle a recueillie en cours d'enquête, à titre de régulateur de marché, en raison du simple fait que les intimés et certains témoins affirment maintenant s'être débarrassés de certains documents - version papier ou électronique – pertinents à la présente affaire et prétendent avoir une mémoire défaillante.

[27] Les procureurs de l'Autorité ont souligné que les allégations à l'encontre des intimés qui sont contenues dans sa demande concernent de graves infractions à la *Loi sur les valeurs mobilières*, lesquelles sont reliées à l'usage d'informations privilégiées. Les procureurs de l'Autorité ont conclu en demandant au Bureau de rejeter la requête des requérants-intimés et en lui demandant de procéder, dans l'intérêt public, à l'audition - au mérite - de la demande de l'Autorité.

⁸ *Blencoe c. Colombie-Britannique (Human Rights Commission)*, [2000] 2 R.C.S. 307.

2014-012-001

PAGE : 8

ANALYSE

[28] Les paragraphes 1 à 7 de la présente décision résument d'une manière claire et succincte le contexte entourant la présentation d'une « requête en arrêt de procédures et rejet de demande car contraire aux règles de justice naturelle et d'équité procédurale » par les requérants-intimés.

[29] Dans cette requête, les requérants-intimés demandent essentiellement au Bureau de mettre fin aux procédures en cours et de rejeter la demande de pénalités administratives que l'Autorité a présentée à l'encontre des intimés en alléguant un usage illicite d'informations privilégiées.

[30] Le Bureau rappelle qu'un délai de 21 mois s'est écoulé entre la réception de la demande de l'Autorité, le 5 mars 2014, et la réception, le 10 novembre 2015, de la « requête en arrêt de procédures et rejet de demande car contraire aux règles de justice naturelle et d'équité procédurale » des requérants-intimés. En fait, cette requête fut reçue par le Bureau 13 jours avant le début de l'audience destinée à entendre, au mérite, la demande de l'Autorité. À cet égard, le Bureau rappelle que la date de cette audience avait été convenue avec les parties dès la fin de mars 2015.

[31] Le Bureau rappelle aussi que l'usage illicite d'informations privilégiées est une infraction grave qui mine la confiance des investisseurs dans le fonctionnement équitable des marchés et souligne la nécessité d'intervenir fermement pour protéger cet élément essentiel à la continuité même du marché. Les événements qui ont affecté les principaux marchés financiers du monde en 2007 et en 2008 interpellent tous ceux qui auraient encore un doute quant à la possibilité que des marchés cessent de fonctionner lorsqu'un bris de confiance survient⁹.

[32] Les infractions qui sont reprochées aux intimés dans la demande de l'Autorité sont donc particulièrement sérieuses.

[33] La jurisprudence a maintes fois souligné que l'interdiction d'utiliser l'information privilégiée ou la communication d'une telle information vise à garantir que tous les investisseurs aient accès en même temps à la même information. Le Bureau a lui-même traité de cet important sujet dans plusieurs décisions, notamment en indiquant que :

« [15] L'usage illégal d'informations privilégiées est une infraction grave qui est grandement réprouvée dans le monde des valeurs mobilières. En commettant ce geste, les contrevenants à la loi viennent court-circuiter le bon fonctionnement du marché en utilisant une ou des informations qui sont connues d'eux seuls. Ces personnes créent un déséquilibre entre ceux qui savent et ceux qui ne savent pas.

⁹ À cet égard, le Bureau invite les sceptiques et les intéressés à une lecture attentive du Final Report of the National Commission on the Causes of the Financial and Economic Crisis in the United States (*The Financial Crisis Inquiry Report*, Official Government Edition, January 2011, ISBN 978-0-16-087727-8). Les effets dévastateurs d'une perte de confiance dans certains marchés y sont abondamment décrits. À cet égard, le Bureau souligne que certains de ces effets se font encore sentir aujourd'hui.

2014-012-001

PAGE : 9

[16] Les premiers se servent des informations connues d'eux seuls pour négocier sur des titres alors que les seconds, ignorant tout ce que les premiers connaissent, ne peuvent en profiter et voient d'autres personnes qu'eux empocher des profits ou éviter des pertes, sans toujours comprendre pourquoi les choses se passent comme elles se passent.

[17] Le fonctionnement harmonieux des marchés de valeurs mobilières suppose l'égalité de tous devant ceux-ci. En d'autres mots, les participants du marché devraient pouvoir négocier alors qu'ils sont tous en possession des mêmes informations et qu'ils peuvent alors prendre des décisions d'investissement éclairées.

[18] Négocier des titres en se servant d'une information privilégiée vient rompre le fondement du principe de l'égalité de tous devant les marchés. La personne qui le fait, empoche un profit ou évite de subir une perte parce qu'il a appris des choses sur une société qui sont encore inconnues du public. Mais la loi interdit expressément ce genre de comportement puisqu'il est estimé que le fait d'utiliser une information privilégiée crée un avantage indu pour celui qui en profite.

[19] La pire conséquence d'un tel usage est qu'il mine la confiance dans les marchés financiers. Lorsqu'est apprise la commission d'une infraction de cette nature, le public perd confiance dans les marchés; il sent qu'il a été floué et que les profits qu'il escomptait faire ont plutôt été dirigés vers ceux qui l'ont joué. Cette situation est néfaste et il est important que les autorités financières sévissent adéquatement lorsque ces cas surviennent. »¹⁰

[soulignement ajouté]

[34] Le Bureau a déjà statué que :

« [86] Le législateur a créé l'infraction de délit d'initié pour éviter qu'une personne en situation privilégiée par rapport à un autre investisseur puisse être avantagée par sa connaissance d'une information qui n'est pas connue des autres investisseurs et qui serait susceptible d'influencer leur décision d'acheter ou de vendre des titres.

[...]

[88] Ainsi, les investisseurs doivent avoir accès en même temps à toute l'information qui est susceptible d'affecter leur décision quant à un investissement afin d'assurer le caractère équitable et l'intégrité des marchés financiers. Rappelons le passage suivant de la *Securities and Exchange Commission* dans l'affaire *Texas Gulf Sulphur*¹¹ :

¹⁰ *Autorité des marchés financiers c. Côté*, 2010 QCBDRVM 8, par. 15 à 19.

¹¹ *Securities and Exchange Commission v. Texas Gulf Sulphur Co.*, [1968] USCA2 483, 401 F.2d 833, par. 41 et 44.

2014-012-001

PAGE : 10

« The essence of the Rule is that anyone who, trading for his own account in the securities of a corporation has "access, directly or indirectly, to information intended to be available only for a corporate purpose and not for the personal benefit of anyone" may not take "advantage of such information knowing it is unavailable to those with whom he is dealing" i.e. the investing public.

The only regulatory objective is that access to material information be enjoyed equally, but this objective requires nothing more than the disclosure of basic facts so that outsiders may draw upon their own evaluative expertise in reaching their own investment decisions with knowledge equal to that of the insiders. »¹²

[soulignement ajouté]

[35] La Commission des valeurs mobilières de l'Ontario (« CVMO ») s'est aussi prononcée à plusieurs occasions sur le caractère très sérieux de l'usage illégal d'informations privilégiées et a, en particulier, déclaré dans l'affaire *Gary Georges* :

« *The Report of the Committee on Corporate Disclosure of The Toronto Stock Exchange* (the Allen Committee), to which we were referred by Mr. Groia, makes it clear that conduct of this sort may not be uncommon. We would like to make it absolutely clear that such conduct is both illegal and improper, and that if, in proceedings commenced against an officer of an issuer or an analyst, such conduct was proved, we would regard it most seriously. As was said by the Commission in *In the Matter of Larry Woods (1995) 180.S.C.B. 4625 at page 4627*.

The prohibition on "insider trading", i.e. trading in securities of a reporting issuer with the knowledge of a material fact or material change with respect to the reporting issuer which has not generally been disclosed, is a significant component of the schemes of investor protection, and of the fostering of fair and efficient capital markets and confidence in them, that are the cornerstones of the Act. It would be grossly unfair to permit a person who obtains undisclosed material information with respect to a reporting issuer because of his relationship with the issuer to trade with the informational advantage this gives him or her. To quote the striking analogy used by Farley J.:

« It is not just a question of the house in a casino situation moving the odds in a card game or the dealer counting cards, it is akin to the dealer being able to play with marked cards. »

As Farley J. went on to say:

¹² *Autorité des marchés financiers c. Bertrand*, 2012 QCBDR 97, par 86 et 88.

2014-012-001

PAGE : 11

« when one actually trades with the benefit of insider information, then the seller is not an innocent and lucky winner. Rather the insider trader is a rapacious thief. »

As well, such activity, if countenanced, would detract from the credibility of our capital markets and lead to the undermining of investor confidence in those markets. In addition, the prohibition encourages timely disclosure of material changes, enabling investors to make better informed investment decisions. Accordingly, an intentional violation of the prohibition is, and must be regarded by the Commission as being, a very serious matter.

In our view, these remarks are equally applicable to tipping. »¹³

[soulignements ajoutés]

[36] Le Bureau souligne que l'objectif fondamental de la législation en matière de valeurs mobilières est la protection des épargnants et le maintien de l'intégrité des marchés financiers.

[37] Dans ses décisions, le Bureau doit prendre en considération cet objectif fondamental de la législation en matière de valeurs mobilières et, en particulier, l'importance des pouvoirs d'enquêtes conférés par le législateur à l'Autorité, à titre de régulateur de marché, en vue d'assurer la protection des épargnants et le maintien de l'intégrité des marchés financiers.

[38] La Cour suprême du Canada dans l'affaire *Pezim* a clairement statué que le pouvoir d'enquête conféré aux régulateurs de marché doit être considéré en fonction de l'objectif fondamental des lois en matière de valeurs mobilières, lequel relève de l'intérêt public:

« Comme je l'ai déjà mentionné, les lois sur les valeurs mobilières visent avant tout à protéger le public investisseur. Dans l'arrêt *Brosseau c. Alberta Securities Commission*, [1989] 1 R.C.S. 301 (*Brosseau*), notre Cour a reconnu l'importance de cet objectif lorsqu'il faut procéder à l'examen de décisions prises par des commissions des valeurs mobilières; le juge L'Heureux-Dubé, s'exprimant au nom de notre Cour, dit, à la p. 314: D'une manière générale, on peut dire que les lois sur les valeurs mobilières visent à réglementer le marché et à protéger le public. Cette Cour a reconnu ce rôle dans l'arrêt *Gregory & Co. v. Quebec Securities Commission*, [1961] R.C.S. 584, dans lequel le juge Fauteux a fait remarquer à la p. 588:

[TRADUCTION] L'objet prépondérant de la loi est d'assurer que les personnes qui, dans la province, exercent le commerce des valeurs mobilières ou qui agissent comme conseillers en placement, sont honnêtes et de bonne réputation et, ainsi, de protéger le public, dans la province ou ailleurs, contre toute fraude consécutive à certaines activités amorcées dans la province par des personnes qui y exercent ce commerce.

¹³ *In the matter of Gary George*, (1999) 22 OSCB 717.

2014-012-001

PAGE : 12

Ce rôle protecteur, qui est commun à toutes les commissions des valeurs mobilières, donne à ces organismes un caractère particulier qui doit être reconnu lorsqu'on examine la manière dont leurs fonctions sont exercées aux termes des lois qui leur sont applicables.»¹⁴

[soulignements ajoutés]

[39] Les requérants-intimés allèguent essentiellement que le délai de cinq ans qui s'est écoulé entre la date des transactions reprochées, soit le 12 mars 2009, et le moment où la demande de l'Autorité leur a été signifiée, soit le 18 mars 2014, est « en soi un abus de procédure » qui « ne rencontre pas la norme minimale de diligence requise en matière de justice administrative ».

[40] Les requérants-intimés soutiennent que la trame factuelle de la présente affaire est d'une grande simplicité, que le nombre de témoins est limité et que rien ne justifie un tel délai de la part de l'Autorité.

[41] À la lumière de la preuve qui lui a été présentée lors de l'audience ayant pour but d'entendre, au mérite, la requête des requérants-intimés, le Bureau ne partage pas cet avis.

[42] Le témoignage des enquêteurs de l'Autorité a démontré la complexité de l'enquête qui fut entreprise à la suite de l'émission de l'ordonnance d'enquête le 15 février 2010. À cet égard, le Bureau retient que cette enquête avait pour but de déterminer si les intimés avaient fait un usage illicite d'informations privilégiées. Or une enquête de cette nature requiert fréquemment l'assemblage d'éléments de preuve d'une nature circonstancielle, ce qui est rarement facile, en particulier si les témoins sont peu coopératifs. De plus, le Bureau retient que la preuve démontre qu'il a été découvert, en cours d'enquête, que les intimés auraient effectué des transactions sur les titres de MediSolution Limitée alors qu'ils résidaient temporairement dans une autre juridiction, soit les États-Unis.

[43] Dès lors, le niveau de difficulté - déjà élevé de l'enquête - a significativement augmenté car l'Autorité a dû faire appel à l'assistance de la *Securities and Exchange Commission* pour recueillir des éléments de preuve sur le territoire des États-Unis, et ce, avec tous les délais administratifs qu'une telle démarche implique.

[44] La preuve révèle que l'enquête de l'Autorité s'est déroulée sur une période d'un peu plus de trois ans et demi, soit du 15 février 2010 au 26 septembre 2013, date à laquelle le rapport d'enquête fut transmis au contentieux de l'Autorité pour analyse et recommandation aux décideurs de cet organisme. Moins de six mois plus tard, soit le 5 mars 2014, l'Autorité présentait sa demande au Bureau.

[45] Compte tenu des circonstances entourant la présente affaire et la nature de l'enquête qui fut entreprise par l'Autorité, le Bureau ne considère pas ces délais indus ou manifestement inacceptables.

¹⁴ *Pezim c. Colombie-Britannique (Superintendent of Brokers)*, [1994] 2 R.C.S. 557, 592.

2014-012-001

PAGE : 13

[46] De plus, le Bureau souligne que la *Loi sur les valeurs mobilières* ne fait état d'aucun délai de prescription pour les procédures de nature administrative qui sont présentées devant le Bureau.

[47] Cette loi prévoit bien une prescription de cinq ans¹⁵, en matière pénale, et celle-ci court entre la date d'ouverture du dossier d'enquête et le dépôt de la poursuite. Toutefois, la présente affaire n'est pas un recours pénal intenté par l'Autorité devant la Cour du Québec, en vertu de la *Loi sur les valeurs mobilières*, mais bien un recours de nature administrative présenté au Bureau en vertu de l'article 273.1 de cette loi. À cet égard, le Bureau note que, même dans le cadre du présent recours administratif, un délai de cinq ans entre le début de l'enquête et le dépôt de la demande de l'Autorité ne s'est pas écoulé.

[48] De plus, comme le rappelait la Cour suprême du Canada dans l'affaire *Blencoe*¹⁶ « le délai ne justifie pas, à lui seul, un arrêt des procédures comme l'abus de procédure en common law »¹⁷. « En droit administratif, il faut prouver qu'un délai inacceptable a causé un préjudice »¹⁸. « Mettre fin aux procédures simplement en raison du délai écoulé reviendrait à imposer une prescription d'origine judiciaire »¹⁹, ce qui, de l'avis du Bureau, n'est pas souhaitable en droit administratif et, en particulier, dans le domaine de la réglementation des marchés de valeurs mobilières.

[49] Le Bureau est d'avis, qu'outre de vagues assertions n'établissant pas l'incapacité de répondre aux allégations contenues dans la demande de l'Autorité, les requérants-intimés n'ont présenté aucune preuve spécifique - et encore moins prépondérante - de préjudice, de stigmatisation ou d'abus de procédure dans le cours de l'enquête ou autrement de la part de l'Autorité.

[50] De plus, ce n'est pas parce que des intimés et des témoins ont perdu ou détruit leurs dossiers personnels - papiers ou électroniques - reliés à la présente affaire ou prétendent avoir une mémoire chancelante de certains événements, que le Bureau devrait conclure qu'il faut empêcher l'Autorité de présenter sa demande avec la preuve qu'elle a recueillie en cours d'enquête et, encore moins, rejeter cette demande avant même de l'avoir entendue.

[51] En tout état de cause, le Bureau indique clairement aux requérants-intimés que, pour ce qui a trait à l'équité procédurale, il a la ferme intention de s'assurer qu'ils auront accès à tous les éléments de preuve dont le Bureau disposera lui-même pour rendre sa décision lorsqu'il entendra, au mérite, la demande de l'Autorité. De plus, les requérants-intimés pourront contre-interroger les témoins de l'Autorité, présenter leurs propres preuves et témoins, et présenter leur propre argumentation. À cet égard, le Bureau rappelle que c'est l'Autorité qui aura le fardeau de le convaincre, et ce, par le biais d'une preuve qui devra être prépondérante.

[52] Les allégations à l'encontre des intimés qui sont contenues dans la demande de l'Autorité concernent de graves infractions à la *Loi sur les valeurs mobilières* qui seraient reliées

¹⁵ *Loi sur les valeurs mobilières*, préc., note 2, art. 211.

¹⁶ *Blencoe c. Colombie-Britannique (Human Rights Commission)*, préc., note 8.

¹⁷ *Id.*, 367.

¹⁸ *Id.*

¹⁹ *Id.*

2014-012-001

PAGE : 14

à un usage illégal d'informations privilégiées. Cette demande est présentée par le régulateur de marché dûment mandaté par le législateur pour veiller à la protection des épargnants et à l'intégrité des marchés. Le Bureau considère qu'il est dans l'intérêt public d'entendre, au mérite, cette demande de l'Autorité.

[53] Le Bureau de décision et de révision a pris connaissance de la requête des requérants-intimés et des arguments présentés par leur procureur. Il a également entendu les arguments présentés par les procureurs de l'Autorité. Le Bureau a aussi dûment considéré la jurisprudence déposée par les parties et il est prêt, dans l'intérêt public, à prononcer sa décision sur la requête en arrêt des procédures et rejet de la demande de l'Autorité qui a été présentée par les requérants-intimés.

DISPOSITIF

[54] **POUR CES MOTIFS**, le Bureau de décision et de révision, en vertu de l'article 93 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers* et de l'article 58 du *Règlement sur les règles de procédure du Bureau de décision et de révision* :

REJETTE la requête en arrêt de procédures et en rejet de la demande de l'Autorité présentée par les requérants-intimés.

M^e Jean-Pierre Cristel, vice-président

M^e Christian Immer
(Sheahan et associés, s.e.n.c.)
Procureur de Virginie Dionne-Bourassa et Charles Beaudet

M^e Philippe Levasseur et M^e Annie Parent
(Contentieux de l'Autorité des marchés financiers)
Procureurs de l'Autorité des marchés financiers

Dates d'audience : 23, 24 et 25 novembre 2015

3.

Distribution de produits et services financiers

- 3.1 Avis et communiqués
 - 3.2 Réglementation
 - 3.3 Autres consultations
 - 3.4 Retraits aux registres des représentants
 - 3.5 Modifications aux registres des inscrits
 - 3.6 Avis d'audiences
 - 3.7 Décisions administratives et disciplinaires
 - 3.8 Autres décisions
-

3.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

3.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

3.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

3.4 RETRAITS AUX REGISTRES DES REPRÉSENTANTS

Courtiers

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
ALIZADEH KASHANI	MERAD	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-16
ARISTE	JOB	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-15
ARSENAULT	GUILLAUME	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-18
BARILE	FAUSTO	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2016-01-11
BEAUDIN	ROXANNE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-18
BEAUREGARD	MARIO	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-15
BELANGER	MANON	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-11
BELLEMARE	RENE	FINANCIERE BANQUE NATIONALE INC.	2015-12-31
BENLIMAME	YOUNES	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-08
BERGERON	MARTINE	PLACEMENTS CIBC INC.	2016-01-18
BERNIER	GEORGES	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2016-01-18
BERTHIAUME	SANDRA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-22
BILODEAU	MARTIN-PIERRE	MICA CAPITAL INC.	2015-01-11
BLAIN	CHANTAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-16
BLAIS	MARIE-PIER	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2015-07-31
BOERIU	SILVIU DORIN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-04
BORGES-PROULX	SEBASTIAN	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-11
BOUCHARD	NATHALIE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-15
BOUCHARD	GENEVIEVE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-15
BOUCHARD	SYLVIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2015-12-29
BOUGAOUA	SAÏD	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-04
BOULIERI	STEPHANIE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-21
BROCHU	SIMON	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS	2016-01-20

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
		INC.	
BUSSIERES	CYNTHIA	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2016-01-19
CAILLE	DANIELLE	FINANCIERE BANQUE NATIONALE INC.	2015-12-31
CANTORE	SAMANTHA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-11
CARBONNEAU	EMILIE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2015-01-08
CHARLAND	MANON	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-07
CHARTRAND	MICHEL	DESJARDINS SECURITE FINANCIERE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-18
CHUANG	WAN-CHU	FONDS D'INVESTISSEMENT HSBC (CANADA) INC.	2016-01-18
CISSE	OMAR	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-14
CISSE	MOHAMED LAMINE	PLACEMENTS CIBC INC.	2016-01-15
CLARKE JR.	STANLEY	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2016-01-08
CONCHA JELDES	GRISELLE ANDREA	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-18
CONSTAS	NICHOLAS	RBC PLACEMENTS EN DIRECT INC.	2016-01-15
COSTANTINO	LEA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2015-12-24
COUTURIER	BENOIT	PLACEMENTS CIBC INC.	2016-01-08
CURZON	ANTOINE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-25
DESBIENS	YAN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2015-12-31
DIODATI	MIRANDA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-11
DONG	SHICHENG	PLACEMENTS MANUVIE INCORPOREE	2016-01-07
DONVITO	PATRICK	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2016-01-22
DOUCET	SYLVIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-13
DUHAIME	MARC-ANDRE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-13
DUTRISAC	KARINE	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-05
EL GHIATI	SARA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-07
ESPINOSA	THIERRY	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-11
FILLION	FRANCINE	SCOTIA SECURITIES INC./PLACEMENTS SCOTIA INC.	2016-01-05
FONTAINE	KARINE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS	2016-01-25

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
		INC.	
GALASSO	ALEXANDRE	BEAUDOIN, RIGOLT & ASSOCIES INC.	2015-01-20
GALLANT	PASCAL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-18
GARANT	CAROLE	SCOTIA SECURITIES INC./PLACEMENTS SCOTIA INC.	2015-08-28
GARIEPY	NICOLAS	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2015-12-18
GENG	YA TONG	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2016-01-12
GERVASI	MAURO	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-09
GHOCHÉ	PATRICK	FINANCEMENT CORPORATIF KPMG INC.	2016-01-05
GODMER	FRANCINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2015-12-23
GRAVEL	LYNDA	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-15
HEBERT	MARTIN	SCOTIA SECURITIES INC./PLACEMENTS SCOTIA INC.	2016-01-11
HEBERT BRIAND	MARC-ANDRE	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2016-01-15
HICKOK	NORMAND	DESJARDINS SECURITE FINANCIERE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-13
HOULE	MAXIME	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-08
HOULE	NANCY	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-22
ISSA	ROLA	SCOTIA SECURITIES INC./PLACEMENTS SCOTIA INC.	2016-01-25
JAN	EN-YO	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-20
JUTRAS	ISABELLE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-08
KONAN	INGRID MARYSE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-12
LA MADELEINE	JADE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2015-12-31
LACHAPPELLE	JOCELYNE	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2015-01-15
LAMARRE	GEORGE	EQUITY ASSOCIATES INC.	2016-01-25
LAMBOURNE	PAMELA	BMO INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-18
LAMONTAGNE	JEAN	GESTION DE PORTEFEUILLE TRIASIMA INC.	2016-01-13
LANIEL	JONATHAN	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-01

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
LANTHIER	CHANTAL	GRUPE CLOUTIER INVESTISSEMENTS INC.	2015-12-31
LAPOINTE	ANNIE	FONDS D'INVESTISSEMENT HSBC (CANADA) INC.	2016-01-18
LAUZON	BRIGITTE	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-14
LAVALLEE	JEAN-DANIEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-20
LAVIGNE	MARIANE	COURTAGE DIRECT BANQUE NATIONALE INC.	2016-01-15
LAVOIE-DOYON	SIMON	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2016-01-04
LEE	MIN WAH	TD WATERHOUSE CANADA INC.	2016-01-15
LOUIS	BEATRICE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-23
LUSSIER	CYNTHIA	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-12
LUSSIER	DANIC	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-16
MALCANGI	JASON	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-13
MALTAIS	ELAINE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-18
MANGAKA	GEORGE	PLACEMENTS CIBC INC.	2015-10-22
MARCOUX	STEVE	FINANCIERE BANQUE NATIONALE INC.	2015-12-31
MATHLOUTHI	HAITHEM	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-15
MBOMO	JULES ÉRIC	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-15
MCCABE	ROBERT	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-14
MESSIER	NORMAND	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2015-12-31
MINICUCCI	ANTONIO	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-21
MINICUCCI	PINO	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-21
MONDESIR	DANY	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-11
MONTPETIT	PAUL	FONDS D'ÉTUDES POUR LES ENFANTS INC.	2016-01-15
MORIN	ROXANNE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-11
MROUE	ALI	PLACEMENTS CIBC INC.	2016-01-22
NAFTI	HASSEN	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-18

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
PAVLOVA	EKATERINA	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2015-12-31
PERREULT	DANIELLE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-15
PHONLASOUK	SOUDATHIP	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2015-01-01
PITRE	JEAN-FRANÇOIS	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2016-01-08
POULIN	JEAN-OLIVIER	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2016-01-18
PREFONTAINE-RACINE	PHILIPPE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2015-12-31
PROVENÇAL	ANNIE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-15
PRUD'HOMME	CHANTAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-09
PRUNEAU	MAXIME	BEAUDOIN, RIGOLT & ASSOCIES INC.	2016-01-13
RAIS	IMAD	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-15
ROBERT	CHANTAL	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-11
ROY	BENJAMIN	INVESTIA SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-22
ROYER	ANNICK	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2016-01-11
SALLOUM	GEORGES	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2016-01-12
SATIM	AVI	BLC SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-14
SAUVE-FRANKEL	JAN	FONDS D'INVESTISSEMENT ROYAL INC.	2016-01-11
SCOTT	JOELLE	VALEURS MOBILIERES DESJARDINS INC.	2015-12-31
SHAHARIAR	HASAN	BMO LIGNE D'ACTION INC.	2016-01-15
STAALI	GHITA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-15
ST-ONGE	BENOIT	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-11
SULLIVAN	CHERYL	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-16
TADLAOUI	ABDERRAHMANE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-08
TAILLON	MARIE-HELENE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-15
TIMBO	BOCAR	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-13
TOUCHETTE	SYLVIE	SERVICES D'INVESTISSEMENT TD INC.	2016-01-16

Nom	Prénom	Nom de la firme	Date d'interruption
TREMBLAY	LILIANE	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-11
VAILLANCOURT	MARLENE	PLACEMENTS FINANCIERE SUN LIFE (CANADA) INC.	2015-12-31
VALIQUETTE	JOSEE	DESJARDINS CABINET DE SERVICES FINANCIERS INC.	2016-01-04
VIEL	KRISTOPHER	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-21
VILLENEUVE-TREMBLAY	SAMUEL	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-18
WANG	JIA HUI	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2016-01-08
WEIR	WYATT	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2016-01-11
WILLIAMS	BRETT	SERVICES D'INVESTISSEMENT QUADRUS LTEE.	2016-01-11
WYNANTS	MARIJKE	SERVICES FINANCIERS GROUPE INVESTORS INC.	2016-01-14
ZAVODA-VAGNER	FRANCESCA	BANQUE NATIONALE INVESTISSEMENTS INC.	2016-01-15

Cabinets de services financiers

Sans mode d'exercice

Liste des représentants qui ne sont plus autorisés à agir dans une ou plusieurs disciplines

Vous trouverez ci-dessous la liste des représentants dont au moins l'une des disciplines mentionnées à leur certificat de l'Autorité est sans mode d'exercice. Par conséquent, ces individus ne sont plus autorisés à exercer leurs activités dans la ou les disciplines mentionnées dans cette liste et ce, depuis la date qui y est indiquée.

Représentants ayant régularisé leur situation

Il se peut que certains représentants figurant sur cette liste aient régularisé leur situation depuis la date de sans mode d'exercice de leur droit de pratique pour la ou les disciplines mentionnées. En effet, certains pourraient avoir procédé à une demande de rattachement et avoir récupéré leur droit de pratique dans l'une ou l'autre de ces disciplines. Dans de tels cas, il est possible de vérifier ces renseignements auprès du agent du centre de renseignements au :

Québec : (418) 525-0337
 Montréal : (514) 395-0337
 Sans frais : 1 877 525-0337.

Veillez-vous référer à la légende suivante pour consulter la liste de représentants. Cette légende indique les disciplines et catégories identifiées de 1a à 6a, et les mentions spéciales, de C et E.

Disciplines et catégories de disciplines	Mentions spéciales
1a Assurance de personnes	C Courtage spécial
1b Assurance contre les accidents ou la maladie	E Expertise en règlement de sinistre à l'égard des polices souscrites par l'entremise du cabinet auquel il rattaché
2a Assurance collective de personnes	
2b Régime d'assurance collective	
2c Régime de rentes collectives	
3a Assurance de dommages (Agent)	
3b Assurance de dommages des particuliers (Agent)	
3c Assurance de dommages des entreprises (Agent)	
4a Assurance de dommages (Courtier)	
4b Assurance de dommages des particuliers (Courtier)	
4c Assurance de dommages des entreprises (Courtier)	
5a Expertise en règlement de sinistres	
5b Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des particuliers	
5c Expertise en règlement de sinistres en assurance de dommages des entreprises	
6a Planification financière	

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
102480	BÉRARD, PIERRE	5a	2016-01-21
102623	BERGERON, PIERRE	3a	2016-01-21
102623	BERGERON, PIERRE	E	2016-01-21
102777	BERNIER, GEORGES	1a	2016-01-21
102777	BERNIER, GEORGES	2a	2016-01-21
104482	BOUDREAU, PAUL-EMILE	1a	2016-01-25
106216	CARTER, BRIGITTE	1b	2016-01-20
118048	LACHAPPELLE, JOCELYNE	1a	2016-01-25
119511	LARIVIÈRE, MARC	1a	2016-01-21
131773	SYLVESTRE, JACQUES	4a	2016-01-26
132519	THIVIERGE, ANNIK	4b	2016-01-25

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
140069	LAPOINTE, MARIE-JOSÉE	4b	2016-01-22
148267	ROY, BENJAMIN	1a	2016-01-22
158459	MORIN, NATHALIE	4b	2016-01-22
164542	DOUCET, SYLVIE	6a	2016-01-25
164711	MOQUIN, CHRISTINE	4b	2016-01-26
169268	BRUNEAU, JEAN-PASCAL	1a	2016-01-26
171631	POULIN, ETIENNE	1a	2016-01-26
173572	RUEL, JOSUÉ	1b	2016-01-22
174203	GIROUX, ISABELLE	4a	2016-01-25
177129	MORIN, KATIA	3b	2016-01-26
180240	JEAN-GILLES, MYRLÈNE	4b	2016-01-25
180712	KELLY, PETER	4b	2016-01-22
182454	SCHEPIS, DAVID	5b	2016-01-22
183383	MAHEU-GIROUX, NICOLAS	1a	2016-01-22
186574	DOUADI, ABDELKARIM	1a	2016-01-26
186845	GAHWA, SEFF SLIM	4b	2016-01-20
188512	PATERA, MICHELE	4b	2016-01-25
188894	PARADIS, MARIE-CLAUDE	3b	2016-01-22
189611	MADJROUH, ARMAND SAID	1a	2016-01-21
191388	TREMBLAY, CHRISTIAN	6a	2016-01-25
191570	HÉBERT BRIAND, MARC-ANDRÉ	1a	2016-01-20
193092	LAZARIDÈS, JEAN-FRANÇOIS	3b	2016-01-21
193811	BÉDARD, VALÉRIE	1a	2016-01-26
196016	DALCOURT, MARIE-LISE	4a	2016-01-22
196791	ROYER, ANNICK	1a	2016-01-20
201059	FEUGEAS-BLANCHARD, ERIC	1a	2016-01-21
202118	TRUDEAU-GUERTIN, FRANCIS	1a	2016-01-22
204883	BLOUIN, LINE	1a	2016-01-22
205349	LAVALLEE, JEAN-DANIEL	1a	2016-01-21
206810	DROUIN, MARCO	1a	2016-01-25
206833	TADROS, KATHLEEN	1b	2016-01-20
207188	HADDAD, NAJIB	3b	2016-01-22
208438	GILBERT, MELISSA	1a	2016-01-22
208567	FORTIER-SAVARD, CATHERINE	1a	2016-01-22
208597	LECLAIRE, FRANCIS	4b	2016-01-20

Certificat	Nom, Prénom	Disciplines	Date de sans mode d'exercice
209149	GENDRON, ALEXANDRE	4b	2016-01-21
209381	GAGNÉ-LAFLAMME, ALEXANDRE	1b	2016-01-21
209707	GEBRAEL, CHADY	1a	2016-01-21
209897	LALONDE, ANDREE	1a	2016-01-22
209915	BEAUCHAMP, MYLÈNE	1a	2016-01-26
209916	GAUTHIER, DANIEL	2b	2016-01-26
210390	LITALIEN-ST-DENIS, ALEXIS	1a	2016-01-22
210403	MASSON, LINDA	1b	2016-01-20
210439	AMARAL-GRAVEL, ALEX	1b	2016-01-20
210911	CONNELY, SEAN	1b	2016-01-22
210946	MICHAUD, PIERRE-OLIVIER	1a	2016-01-22
210964	RICHARD, KARL	1b	2016-01-22
211293	MARQUEZ, CRISTIAN DANIEL	1a	2016-01-22
211429	LAMBERT, JONATHAN	1b	2016-01-22

3.5 MODIFICATION AUX REGISTRES DES INSCRITS

3.5.1 Les cessations de fonctions d'une personne physique autorisée, d'une personne désignée responsable, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
B2B BANK INTERMEDIARY SERVICES INC.	Daigle	Jean	2015-10-05
GESTION DE PLACEMENTS INNOCAP INC.	Ladovrechis	Afroditi	2015-12-31
DESJARDINS SÉCURITÉ FINANCIÈRE INVESTISSEMENTS INC.	Bédard	Alain	2016-01-13
GESTION DE CAPITAUX DESAUTELS INC.	Greenstone	Elliot	2016-01-14

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
GESTION DE CAPITAUX DESAUTELS INC.	Greenstone	Elliot	2016-01-14
JARISLOWSKY, FRASER LIMITÉE	Corcoran	William	2016-01-14

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date de cessation
3IQ CORP.	Loeprich	Joh	2016-01-16
GESTION DE CAPITAUX DESAUTELS INC.	Greenstone	Elliot	2016-01-14

3.5.2 Les cessations d'activités

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
-------------	--	-------------	-------------------

Inscription	Nom du cabinet ou du représentant autonome	Disciplines	Date de cessation
502367	MICHEL LITTÉE & ASSOCIÉS, COURTIER D'ASSURANCES INC.	Assurance collective de personnes Assurance de dommages	2016-01-26
507475	RÉJEAN DRAPEAU	Assurance de personnes Assurance collective de personnes Planification financière	2016-01-21
509469	LA TURQUOISE, CABINET EN ASSURANCE DE DOMMAGES INC.	Assurance de dommages	2016-01-25
509883	CLEARY & ASSOCIATES INSURANCE BROKERS LTD	Assurance de dommages	2016-01-25
512772	LES ASSURANCES GHISLAINE PLAMONDON INC.	Assurance de dommages	2016-01-21
512813	JEAN-PASCAL BRUNEAU	Assurance de personnes	2016-01-26
512942	ASSUREXPERTS PIERRE AUCHU INC.	Assurance de dommages	2016-01-25
513338	YVES ST-HILAIRE	Assurance de personnes	2016-01-20
514120	SCM INSURANCE SERVICES INC.	Expertise en règlement de sinistres	2016-01-25
515700	VALÉRIE BÉDARD	Assurance de personnes	2016-01-26
516053	GESTION E.L.P. POULIN INC.	Assurance de personnes Planification financière	2016-01-26
516187	DAVID BOUILLON RENAUD	Assurance de personnes	2016-01-20
516239	DIANE BEAUDRY	Planification financière	2016-01-21
601114	MARCO DROUIN	Assurance de personnes	2016-01-25
601371	PAUL-EMILE BOUDREAULT	Assurance de personnes	2016-01-25
601602	STEVE LABRECQUE	Assurance de personnes	2016-01-22

3.5.3 Les ajouts concernant les personnes physiques autorisées, les personnes désignées responsables, d'un chef de la conformité ou d'un dirigeant responsable

Courtiers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
CALLIDUS CAPITAL CORPORATION	Donath	Tibor	2016-01-13
FREEDOM INTERNATIONAL BROKERAGE COMPANY	Byrd	James	2016-01-19

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
GESTION DE PORTEFEUILLE TRIASIMA INC.	Gagnier	Jacques	2016-01-26
LEITH WHEELER INVESTMENT COUNSEL LTD.	Cullen	Mark	2016-01-13
TRUST BANQUE NATIONALE INC.	Rene	Sebastien	2016-01-13
REALTY FINANCIAL ADVISORS INC.	Pyle	Alan	2016-01-19
REALTY FINANCIAL ADVISORS INC.	Rodney	Donald	2016-01-19
REALTY FINANCIAL ADVISORS INC.	Rodney	Jane	2016-01-19

Conseillers

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
GESTION DE PORTEFEUILLE TRIASIMA INC.	Gagnier	Jacques	2016-01-26
LEITH WHEELER INVESTMENT COUNSEL LTD.	Cullen	Mark	2016-01-13
TRUST BANQUE NATIONALE INC.	Rene	Sebastien	2016-01-13

Gestionnaires

Nom de la firme	Nom	Prénom	Date
BRIDGEWATER ASSOCIATES, LP	Kohler	Olivier	2016-01-21
CALLIDUS CAPITAL CORPORATION	Donath	Tibor	2016-01-13
GESTION D'ACTIFS MANUVIE LIMITÉE	Gurgun	Gorkem	2016-01-13
GESTION DE PORTEFEUILLE TRIASIMA INC.	Gagnier	Jacques	2016-01-26
GESTION DES PLACEMENTS NORDEA, AMERIQUE DU NORD	Malmfors	Jessica	2016-01-13
LEITH WHEELER INVESTMENT COUNSEL LTD.	Cullen	Mark	2016-01-13
RARE INFRASTRUCTURE (NORTH AMERICA) PTY. LTD.	Schliessler	Ursula	2016-01-21
TRUST BANQUE NATIONALE INC.	Rene	Sebastien	2016-01-13

3.5.4 Les nouvelles inscriptions

Cabinets de services financiers

Inscription	Nom du cabinet	Nom du dirigeant responsable	Disciplines	Date d'émission
601678	ROK ASSURANCES INC.	Eliane Massicotte	Assurance de dommages	2016-01-25
601676	GESTION CONSEILS MICHEL GAUTHIER INC.	Michel Gauthier	Assurance de personnes Assurance collective de personnes	2016-01-25

3.6 AVIS D'AUDIENCES

RÔLES DES AUDIENCES DE LA CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES (ChAD) FÉVRIER 2016

Partie intimée	N° du dossier	Membres	Date / heure	Lieu	Nature de la plainte	Type d'audition
Nick Janvier, inactif et sans mode d'exercice comme agent en assurance de dommages des particuliers (3B) Certificat n° 175777	Plainte n° 2015-11-02(A)	M ^e Patrick de Niverville, membre M ^{me} Danielle Charbonneau, membre M ^{me} Diane D. Martz, membre	3 février 2016	Chambre de l'assurance de dommages – Montréal	1 chef pour avoir agi à l'encontre de l'honneur et de la dignité de la profession et pour avoir manqué de probité (article 16 de la <i>Loi sur la distribution de produits et services financiers</i> et les articles 37(1), 37(7) et 37(9) du <i>Code de déontologie des représentants en assurance de dommages</i>).	Audition sur culpabilité et sanction
Michel Paquin, courtier en assurance de dommages (4A) Certificat n° 125830	Plainte n° 2015-06-01(C)	M ^e Patrick de Niverville M ^{me} Céline Lachance M ^{me} Chantal Yelle	18 et 19 février 2016 (9h30)	Chambre de l'assurance de dommages - Montréal	4 chefs pour avoir fait défaut d'agir en conseiller consciencieux en omettant de décrire la nature d'un produit d'assurance et en ne recueillant pas les renseignements nécessaires permettant d'identifier les besoins de l'assuré (articles 16, 27, 28 et 39 de la <i>Loi sur la distribution de produits et services financiers</i> et les articles 37(1) et 37(6) du <i>Code de déontologie des représentants en assurance de dommages</i>); 2 chefs pour avoir négligé ses devoirs professionnels reliés à l'exercice de ses activités en n'ayant pas une tenue de dossier à laquelle on est en droit de s'attendre de la part d'un courtier en assurance de dommages (articles 16, 85 et 86 de la <i>Loi sur la distribution de produits et services financiers</i> , et les articles 9 et 37(1) du <i>Code de déontologie des</i>	Audition sur culpabilité

RÔLES DES AUDIENCES DE LA CHAMBRE DE L'ASSURANCE DE DOMMAGES (ChAD) FÉVRIER 2016

Partie intimée	N° du dossier	Membres	Date / heure	Lieu	Nature de la plainte	Type d'audition
					représentants en assurance de dommages);	
					1 chef pour avoir fait défaut de rendre compte en n'informant pas adéquatement un assuré à la suite d'un sinistre (articles 37(4) et 37(6) du Code de déontologie des représentants en assurance de dommages).	

RÔLE DES AUDIENCES DE LA CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE (CSF) – Février 2016

Partie intimée	N° du dossier	Membres	Date / heure	Lieu	Nature de la plainte	Type d'audition
ZACHARY ROCHA 188252	CD00-1119	M ^o Alain Gélinas, Président(e) M ^{me} Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. Fin. M. Alain Legault	2 février 2016 à 09h30	Chambre de la sécurité financière 300, Léo-Pariseau, Montréal (Québec) H2X 4B8	Falsification ou contrefaçon de documents	Culpabilité
CLAUDE PRÉVOST 127840	CD00-1145	M ^o Alain Gélinas, Président(e) M ^{me} Diane Bertrand, Pl. Fin	3 février 2016 à 09h30	Chambre de la sécurité financière 300, Léo-Pariseau, Montréal	Falsification ou contrefaçon de signature Falsification ou contrefaçon de documents	Culpabilité

		M. Michel Gendron		(Québec) H2X 4B8		
JIMMY STAMATOPOULOS 140788	CD00-1113	M ^e Sylvain Généreux, Président(e) M. Louis-Gorges Boily, Pl. Fin. M ^{me} Suzanne Côté, Pl. Fin.	8 février 2016 à 09h30	Chambre de la sécurité financière 300, Léo-Pariseau, Montréal (Québec) H2X 4B8	Falsification ou contrefaçon de signature Absence ABF ou analyse de besoins financiers non conforme Opération non autorisée Fournir de faux renseignements à l'assureur	Culpabilité
ANDRÉ GOULET 115132	CD00-1087	M ^e François Folot, Président(e) M. François Faucher, Pl. Fin. M. François Laporte	9 février 2016 à 09h30 10 février 2016 à 09h30	Commission des lésions professionnelles à Québec 900, Place d'Youville Québec (Québec) G1R 3P7	Conflits d'intérêts Absence ABF ou analyse de besoins financiers non conforme	Culpabilité
GENEVIÈVE PARADIS 150951	CD00-1144	M ^e Alain Gélinas, Président(e) M. Alain Legault M. Réal Veilleux, A.V.A., Pl. Fin.	10 février 2016 à 09h30	Chambre de la sécurité financière 300, Léo-Pariseau, Montréal (Québec) H2X 4B8	Préavis de remplacement incomplet et/ou erroné Préavis de remplacement non expédié aux assureurs actuels dans les délais Avoir témoigné de la signature d'un consommateur hors de sa présence Absence d'attestation de la date d'envoi du préavis de remplacement Envoi du préavis de remplacement ailleurs qu'au siège des assureurs actuels	Culpabilité et sanctions
HAROLD MONGRAIN 135381	CD00-1124	M ^e François Folot, Président(e) M. Patrick Haussmann,	15 février 2016 à 09h30	Chambre de la sécurité financière 300, Léo-Pariseau,	Absence ABF ou analyse de besoins financiers non conforme Avoir témoigné de la signature d'un consommateur hors de sa présence	Culpabilité

		A.V.C. M. Michel Gendron		Montréal (Québec) H2X 4B8	Défaut de recueillir personnellement et de consigner par écrit les renseignements recueillis pour l'analyse des besoins financiers	
PIERRE PRIEUR 185749	CD00-1137	M ^e Alain Gélinas, Président(e) M. Alain Legault M ^{me} Nacera Zergane	16 février 2016 à 09h30	Chambre de la sécurité financière 300, Léo- Pariseau, Montréal (Québec) H2X 4B8	Falsification ou contrefaçon de signature	Culpabilité
RÉJEAN TALBOT 131874	CD00-1134	M ^e Alain Gélinas, Président(e) M. Marc Binette, Pl. Fin. M ^{me} Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. Fin.	17 février 2016 à 09h30 18 février 2016 à 09h30 19 février 2016 à 09h30	Chambre de la sécurité financière 300, Léo- Pariseau, Montréal (Québec) H2X 4B8	Appropriation de fonds pour fins personnelles Falsification ou contrefaçon de documents Utilisation de faux documents	Culpabilité
JIVE AOUN 198317	CD00-1136	M ^e François Folot, Président(e) M. Raphael Kalula Pili-Pili. M. Denis Marcil	17 février 2016 à 09h30	Commission des lésions professionnelles à Montréal 500, René- Lévesque O. Montréal (Québec) H2Z 1W7	Falsification ou contrefaçon de signature	Culpabilité
HIMLER CONSTANT 169195	CD00-1129	M ^e Alain Gélinas, Président(e) M. Denis Marcil	23 février 2016 à 09h30	Chambre de la sécurité financière 300, Léo- Pariseau,	Appropriation de fonds pour fins personnelles	Culpabilité

		M ^{me} Dyan Chevrier, A.V.A., Pl. Fin.		Montréal (Québec) H2X 4B8		
ABDELKARIM ZIANI 203918	CD00-1154	M ^e Janine Kean Président(e) M. Dominique Asselin, Pl. Fin. M. Gabriel Carrière, Pl. Fin.	24 février 2016 à 09h30	Chambre de la sécurité financière 300, Léo- Pariseau, Montréal (Québec) H2X 4B8	Appropriation de fonds pour fins personnelles	Culpabilité
LISE BÉLANGER 102104	CD00-1152	M ^e François Folot, Président(e) M. Raphael Kalula Pili-Pili. M. Denis Marcil	25 février 2016 à 09h30	Chambre de la sécurité financière 300, Léo- Pariseau, Montréal (Québec) H2X 4B8	Conflits d'intérêts	Culpabilité et sanctions

3.7 DÉCISIONS ADMINISTRATIVES ET DISCIPLINAIRES

Aucune information.

3.7.1 Autorité

Aucune information.

3.7.2 BDR

Les décisions prononcées par le Bureau de décision et de révision sont publiées à la section 2.2 du bulletin.

3.7.3 OAR

Veillez noter que les décisions rapportées ci-dessous peuvent faire l'objet d'un appel, selon les règles qui leur sont applicables.

3.7.3.1 Comité de discipline de la CSF

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1075

DATE : 5 janvier 2016

LE COMITÉ : M ^e François Folot	Président
M. Robert Chamberland, A.V.A.	Membre
M. Éric Bolduc	Membre

LYSANE TOUGAS, es qualités de syndique adjointe de la Chambre de la sécurité financière;

Partie plaignante

c.

ALEXANDRE BERNIER, conseiller en sécurité financière (numéro de certificat 145621);

Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Le 15 septembre 2015, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière s'est réuni à l'Hôtel Palace Royal de Québec, situé au 775, avenue Honoré-Mercier, Québec (Québec), salle Fontainebleau, et a procédé à l'audition d'une plainte disciplinaire portée contre l'intimé ainsi libellée :

LA PLAINTÉ

« 1. À Québec, le ou vers le 22 août 2008, l'intimé a fait défaut de procéder à une analyse complète et conforme des besoins financiers de C.C. alors qu'il lui faisait souscrire la police 00168065V, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2) et

CD00-1075

PAGE : 2

6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (RLRQ, chapitre D-9.2, r.10) ;

2. À Québec, le ou vers le 15 avril 2009, l'intimé a fait défaut de procéder à une analyse complète et conforme des besoins financiers de C.C. alors qu'il lui faisait souscrire la police 00180486V, contrevenant ainsi aux articles 16, 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 6 et 22 (1) du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (RLRQ, chapitre D-9.2, r.10). »

PLAIDOYER DE CULPABILITÉ

[2] D'entrée de jeu l'intimé qui se représentait lui-même enregistra un plaidoyer de culpabilité à l'égard de chacun des deux (2) chefs d'accusation contenus à la plainte.

[3] La plaignante par l'entremise de sa procureure versa ensuite au dossier une preuve documentaire qui fut cotée P-1 à P-6.

[4] Puis à l'aide de celle-ci, elle résuma les principaux éléments de faits ainsi que les circonstances entourant les infractions.

[5] Quant à l'intimé il se contenta d'apporter quelques précisions aux propos tenus par la procureure de la plaignante.

[6] Par la suite le comité, après avoir révisé la preuve qui venait de lui être présentée et considérant le plaidoyer de culpabilité enregistré par l'intimé, déclara ce dernier coupable de chacun des deux (2) chefs d'accusation contenus à la plainte.

[7] Les parties soumirent ensuite au comité leurs preuve et représentations sur sanction.

CD00-1075

PAGE : 3

PREUVE DES PARTIES

[8] Tant la plaignante que l'intimé déclarèrent alors n'avoir aucune preuve additionnelle à offrir.

[9] Elles exposèrent ensuite au comité leurs représentations respectives.

REPRÉSENTATIONS DE LA PLAIGNANTE

[10] La plaignante, par l'entremise de sa procureure, débuta en mentionnant au comité qu'elle-même et l'intimé avaient convenu de lui présenter, sur sanction, « des recommandations communes ».

[11] Ainsi elle indiqua que les parties s'étaient entendues pour lui proposer l'imposition des sanctions suivantes :

Sous le chef 1 : la condamnation de l'intimé au paiement d'une amende de 5 000 \$;

Sous le chef 2 : l'imposition d'une réprimande.

[12] Elle ajouta qu'elles avaient également convenu que ce dernier soit condamné au paiement des déboursés.

[13] Elle souligna ensuite les facteurs atténuants et aggravants suivants :

CD00-1075

PAGE : 4

Facteurs atténuants

- l'absence d'antécédents disciplinaires de l'intimé;
- l'enregistrement par ce dernier d'un plaidoyer de culpabilité à l'égard de chacun des deux (2) chefs d'accusation contenus à la plainte;
- un cas isolé, les deux (2) fautes reprochées à la plainte faisant partie du « même continuum » et étant rattachées à la recherche d'une seule et même couverture d'assurance;
- l'absence d'intérêt pécuniaire poursuivi par l'intimé;
- l'absence de préméditation de la part de ce dernier;
- un risque de récidive à son avis très faible, sinon absent;

Facteurs aggravants

- la gravité objective des infractions commises, le comité ayant déclaré à plusieurs reprises que l'analyse des besoins du client (ABF) était un exercice préalable indispensable à l'émission de tout contrat d'assurance de personnes, la pierre d'assise fondamentale sur laquelle devaient s'appuyer les recommandations du représentant;
- l'expérience de l'intimé qui aurait dû le mettre à l'abri de commettre les fautes qui lui sont reprochées.

CD00-1075

PAGE : 5

[14] Elle termina en déposant au soutien de ses recommandations un cahier d'autorités comportant quatre (4) décisions antérieures du comité¹.

REPRÉSENTATIONS DE L'INTIMÉ

[15] Quant à l'intimé, il se contenta de rappeler que les suggestions mises de l'avant par la plaignante étaient des « suggestions communes » et confirma alors son accord auxdites suggestions.

MOTIFS ET DISPOSITIF

[16] L'intimé a enregistré un plaidoyer de culpabilité à l'égard de chacun des deux (2) chefs d'accusation contenus à la plainte.

[17] Il n'a fait l'objet d'aucune condamnation disciplinaire antérieure.

[18] Les fautes qui lui sont reprochées constituent un cas isolé à l'égard d'un seul consommateur et sont relatives généralement à la même protection d'assurance.

[19] Relativement au premier chef d'accusation, bien qu'il ait procédé à une analyse des besoins du client (ABF) avant la souscription de la police, celle-ci s'est avérée incomplète et non conforme. À titre d'exemple, alors que le client détenait une assurance-invalidité, ce renseignement n'y apparaît pas. Des informations relatives à

¹ *Champagne c. Bélisle*, CD00-0965, décision sur culpabilité et sanction en date du 28 juillet 2014; *Champagne c. Rozenek*, CD00-1031, décision sur culpabilité et sanction en date du 16 décembre 2014; *Champagne c. Vézina*, CD00-1046, décision sur culpabilité et sanction en date du 29 avril 2015; *Champagne c. St-Onge*, CD00-1053, décision sur culpabilité et sanction en date du 10 juin 2015.

CD00-1075

PAGE : 6

certaines actifs de l'entreprise de service détenue par le client n'y apparaissent pas non plus.

[20] Relativement au second chef, l'intimé a agi dans ce qu'il croyait être l'intérêt du client.

[21] Ce dernier avait présenté à l'assureur un chèque sans provision (NSF) dans le but d'acquitter les frais de la police qu'il détenait, et comme conséquence ladite police était tombée en déchéance.

[22] Ledit client ne voulait cependant pas en acquitter les arrérages dus. De façon à ce qu'il ne se retrouve pas sans couverture et pour éviter qu'il ait à les payer, l'intimé a procédé à la souscription et l'émission d'une nouvelle police mais sans préalablement exécuter d'ABF ou une ABF complète et conforme.

[23] Relativement aux sanctions qui doivent lui être imposées, les parties ont soumis au comité ce qu'il est convenu d'appeler des « recommandations communes ».

[24] Or dans l'arrêt *Douglas*², la Cour d'appel du Québec a clairement indiqué la marche à suivre lorsque les parties en viennent à s'entendre pour présenter au tribunal de telles recommandations.

[25] Elle y a clairement indiqué que celles-ci ne devraient être écartées que si le tribunal les juge inappropriées, déraisonnables, contraires à l'intérêt public ou est d'avis qu'elles sont de nature à discréditer l'administration de la justice.

² *R. c. Douglas*, 2002, 162 CCC 3rd (37).

CD00-1075

PAGE : 7

[26] En l'espèce, après étude et examen attentif du dossier, le comité est d'avis que les recommandations conjointes des parties sont plutôt justes et appropriées.

[27] Elles lui apparaissent en effet conformes aux décisions rendues antérieurement par le comité dans des dossiers de même nature.

[28] De l'avis du comité, les sanctions suggérées respectent les antécédents jurisprudentiels, tiennent adéquatement compte de la gravité objective des infractions commises, de l'ensemble des facteurs atténuants et aggravants ainsi que des impératifs de dissuasion et d'exemplarité dont il ne peut être fait abstraction.

[29] Le comité donnera donc suite aux suggestions des parties.

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimé à l'égard de chacun des deux (2) chefs d'accusation mentionnés à la plainte;

RÉITÈRE la déclaration de culpabilité prononcée à l'endroit de l'intimé lors de l'audition, et ce, relativement aux deux (2) chefs d'accusation contenus à la plainte;

ET PROCÉDANT SUR SANCTION :

Sous le chef d'accusation numéro 1 :

CONDAMNE l'intimé au paiement d'une amende de 5 000 \$;

CD00-1075

PAGE : 8

Sous le chef d'accusation numéro 2 :**ÉMET** une réprimande à l'endroit de l'intimé;**CONDAMNE** l'intimé au paiement des déboursés conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions*, RLRQ, chapitre C-26.

(s) François Folot
M^e FRANÇOIS FOLOT
Président du comité de discipline

(s) Robert Chamberland
M. ROBERT CHAMBERLAND, A.V.A.
Membre du comité de discipline

(s) Éric Bolduc
M. ÉRIC BOLDUC
Membre du comité de discipline

M^e Jeanine Guindi
THERRIEN COUTURE
Procureurs de la partie plaignante

L'intimé se représente lui-même

Date d'audience : 15 septembre 2015

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1048

DATE : 5 janvier 2016

LE COMITÉ : M ^e Sylvain Généreux	Président
M. Guy Julien, A.V.C.	Membre
M. Jasmin Lapointe	Membre

CAROLINE CHAMPAGNE, ès qualités de syndique de la Chambre de la sécurité financière

Plaignante

c.

ANDRÉ BOUCHARD, conseiller en sécurité financière, certificat 104094

Intimé

DÉCISION SUR SANCTION

I - LE DÉROULEMENT DE L'AUDIENCE

[1] Par décision du 10 mars 2015, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le comité) a déclaré l'intimé coupable des chefs d'infraction contenus au seul paragraphe de la plainte :

1. À Saint-Eugène-D'Argentenay, le ou vers le 20 juin 2002, l'intimé a fait souscrire à J.B. 58 000 actions pour un montant d'environ 19 127,73 \$, alors qu'il n'y était pas autorisé en vertu de sa certification, contrevenant ainsi aux articles 12, 13 et 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2).

CD00-1048

PAGE : 2

[2] Lors d'une conférence téléphonique en gestion d'instance le 15 mai 2015, l'audience sur sanction a été fixée le 25 août 2015 à Saguenay.

[3] Lors de l'audience sur sanction, M^e Jean-François Noiseux, procureur de la plaignante, a indiqué ne pas avoir d'autres éléments de preuve à soumettre que ceux présentés lors de l'audience sur culpabilité.

[4] L'intimé a témoigné à l'invitation de son procureur, M^e Jean-Marc Fradette.

[5] Les procureurs ont ensuite fait leurs représentations et le comité a pris le dossier en délibéré.

Le témoignage de l'intimé

[6] Le comité a retenu ce qui suit de son témoignage.

[7] À titre de conseiller en sécurité financière, il a travaillé au sein de l'Industrielle Alliance (l'Industrielle) de 1998 à 2002; après une interruption de trois ans, il a recommencé en 2005 et il y travaille toujours.

[8] Il a 57 ans et projette de prendre sa retraite dans trois ou quatre ans.

[9] Il a informé l'Industrielle et certains de ses clients de l'existence de la plainte portée contre lui dans le présent dossier.

[10] Il a été fait écho dans les médias des procédures intentées contre lui par l'Autorité des marchés financiers (l'AMF) (lesquelles ont fait l'objet d'un arrêt des procédures).

[11] En dépit de tout cela, l'Industrielle et ses clients ont continué à lui faire confiance.

CD00-1048

PAGE : 3

[12] La plainte dont il a été reconnu coupable dans le présent dossier et les procédures intentées par l'AMF l'ont amené à être plus prudent et à référer ses clients, de façon systématique, aux représentants détenant la certification pertinente aux services professionnels qu'ils requièrent.

[13] Il a affirmé avoir eu sa leçon et ne plus jamais avoir rendu de services à l'extérieur du cadre prévu par sa certification.

[14] Il a ajouté avoir lui-même souscrit à des actions de placement Antoro et avoir perdu de l'argent.

[15] Il a insisté sur le fait qu'il n'avait pas agi de mauvaise foi et qu'il s'agit de la seule plainte disciplinaire dont il a fait l'objet.

II - LES REPRÉSENTATIONS DES PARTIES

a) la plaignante

[16] Son procureur a plaidé que l'intimé avait été reconnu coupable d'une infraction objectivement grave au sujet de laquelle une sanction de radiation temporaire s'imposait.

[17] Invoquant le jugement de la Cour du Québec dans l'affaire *Ledoux*¹ et la décision du comité dans le dossier *Francoeur*², il a indiqué que la plaignante recommandait l'imposition d'une période de radiation temporaire de six mois, la publication d'un avis

¹ *Ledoux c. Chambre de la sécurité financière*, 2011 QCCQ 15733 (CanLII); *Champagne c. Ledoux* 2012 QCCA 325 (CanLII) (refus de la Cour d'appel d'accorder la permission d'en appeler du jugement de la Cour du Québec).

² *Champagne c. Francoeur*, CD00-0883, décision sur culpabilité du comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière du 9 mars 2012 et sur sanction du 15 juillet 2012.

CD00-1048

PAGE : 4

de la décision dans un journal aux termes de l'article 156 du *Code des professions* et la condamnation de l'intimé au paiement des déboursés.

[18] Il a énuméré certains facteurs subjectifs atténuants et aggravants et souligné notamment que l'intimé n'avait pas manifesté, devant le comité, une très grande volonté de s'amender et qu'en conséquence le danger de récidive subsistait.

b) l'intimé

[19] Son procureur a également référé le comité au jugement rendu dans l'affaire *Ledoux* en insistant cependant sur les éléments qui distinguaient ce dossier de la présente affaire. Il a également fait valoir le principe de l'individualisation de la sanction.

[20] Cela dit, il a recommandé au comité d'imposer une amende de 1 000 \$ à l'intimé et de le condamner au paiement des déboursés. Il est d'avis que le comité ne devrait pas ordonner la publication d'un avis de la décision dans un journal; il a plaidé qu'il serait inutile de le faire puisqu'il s'est écoulé plus de douze ans depuis la commission des infractions.

III - L'ANALYSE

[21] Selon le comité, les chefs d'infraction dont l'intimé a été reconnu coupable sont objectivement graves. Un représentant qui fait souscrire une personne à des actions alors qu'il n'est pas autorisé à le faire en vertu de sa certification doit être puni sévèrement.

[22] On ne saurait tolérer qu'un représentant amène un client à souscrire à des actions alors qu'il n'est pas autorisé à le faire. Les clients sont, en effet, en droit de

CD00-1048

PAGE : 5

recevoir des services professionnels de représentants dont les compétences sont reconnues.

[23] De façon à bien protéger le public, la sanction doit être dissuasive (afin que le contrevenant ne recommence pas) et exemplaire (pour que les autres représentants comprennent que tout comportement de la sorte sera réprimé).

[24] Au-delà de ces aspects dissuasifs et d'exemplarité (lesquels visent la protection du public), la Cour d'appel nous enseigne qu'il faut prendre en compte la réhabilitation du professionnel³:

« La sanction ici imposée vise-t-elle à atteindre les grands objectifs déontologiques du droit disciplinaire que sont « la protection du public, [...] la dissuasion du professionnel de récidiver, l'exemplarité » et aussi la réhabilitation qui se traduit par « le droit du professionnel concerné d'exercer sa profession » ».

[25] Cela dit, examinons les facteurs subjectifs atténuants et aggravants pertinents au présent dossier.

[26] Le client mentionné à la plainte n'avait aucune expérience en matière de placement. Il ne récupèrera probablement jamais la somme de 19 127,73 \$ dont fait état la plainte.

[27] Lorsqu'il a commis les infractions énoncées à la plainte, l'intimé avait plus d'une dizaine d'années d'expérience et il savait que sa certification ne lui permettait pas d'agir dans le dossier.

³ CSF c. *Murphy* (2010) QCCA 1078, par. 36.

CD00-1048

PAGE : 6

[28] Par contre, l'intimé n'a pas agi de mauvaise foi, il a lui-même souscrit à des actions de placement Antoro et a perdu de l'argent dans l'opération; il n'a pas reçu de commission ni profité autrement de l'infraction commise.

[29] Il a fait part de ses difficultés de nature déontologique à l'Industrielle et à certains de ses clients et il a su conserver leur confiance. Il a été reconnu coupable d'infractions à l'égard d'un seul client.

[30] Plus important encore aux yeux du comité, les chefs d'infraction dont il a été reconnu coupable ont été commis il y a plus de douze ans et la preuve ne révèle pas que la syndique de la Chambre de la sécurité financière lui ait fait d'autres reproches depuis. Manifestement, l'intimé s'est amendé. Contrairement à la plaignante, le comité ne croit pas qu'un risque de récidive significatif subsiste.

[31] La Cour du Québec a réduit de 18 mois à six mois la sanction imposée au représentant *Ledoux* dans un dossier qui offre des similitudes avec le présent cas. Cependant, le comité est d'avis que les inconduites de *Ledoux* sont plus graves : il a commis des infractions sur une période de deux ans, à l'égard de 15 clients et en regard de sommes d'argent totalisant plus de 160 000 \$.

[32] En ce qui a trait à la décision dans *Francoeur*, le comité constate que la période de radiation temporaire a été imposée à une personne qui n'avait pas renouvelé son certificat depuis plus d'un an au moment où la décision sur sanction a été rendue; il s'agit d'un élément qui doit être pris en compte⁴.

⁴ Voir à ce sujet le paragraphe 54 du jugement rendu dans l'affaire *Ledoux c. Chambre de la sécurité financière* 2011 QCCQ 15733.

CD00-1048

PAGE : 7

[33] D'autre part, la condamnation au paiement d'une amende de 1 000 \$ (tel que proposé par le procureur de l'intimé) s'avère, pour les motifs mentionnés précédemment, une sanction beaucoup trop légère.

[34] En considérant l'ensemble des facteurs mentionnés précédemment, le comité considère que l'imposition d'une sanction de radiation temporaire de trois mois est une sanction adéquate dans les circonstances.

[35] Quant à la question de la publication d'un avis de la décision, le Tribunal des professions écrivait ce qui suit dans l'affaire *Pellerin*⁵.

« 27. Il importe d'abord de rappeler que le principal but de la publication d'un avis de la décision est la protection du public et qu'en l'absence de circonstances exceptionnelles, la jurisprudence constante établit qu'elle sera ordonnée.

28. L'objectif de protection du public comporte deux volets, à savoir :

- La nécessité d'informer le public que les comités de discipline veillent à sa protection;
- La nécessité d'informer le public qu'un professionnel ne peut pas, pendant une certaine période, exercer sa profession ou que son exercice est limité, de manière à éviter que des mandats lui soient confiés. »

[36] Les cas où on a conclu que l'on était en présence de circonstances exceptionnelles sont peu nombreux.

⁵ *Pellerin c. Avocats*, 2009 QCTP 120.

CD00-1048

PAGE : 8

[37] Dans cette même affaire *Pellerin*, le Tribunal des professions a renversé la décision du comité de discipline du Barreau et a ordonné à la secrétaire de ne pas faire publier un tel avis.

[38] Le Tribunal des professions s'est notamment fondé sur le fait que l'appelante était directrice de l'Office municipal d'habitation de sa région depuis plusieurs années et que cet emploi l'empêchait d'accepter des mandats comme avocate. L'appelante avait témoigné qu'elle ne pratique pas le droit et qu'elle n'avait pas l'intention de reprendre la pratique. Le Tribunal des professions a conclu qu'il n'y avait ni nécessité ni utilité d'informer le public de l'avis de radiation.

[39] Dans le présent dossier, l'intimé continue à exercer sa profession dans le même environnement que celui dans lequel il pratiquait au moment de la commission des infractions dont il a été reconnu coupable. En dépit du temps écoulé depuis la commission des infractions, le comité ne croit pas être en présence de circonstances exceptionnelles et conclut que le public doit être informé des infractions dont l'intimé a été reconnu coupable et du fait qu'il ne pourra exercer sa profession pendant une certaine période.

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de trois mois;

ORDONNE au secrétaire du comité de discipline de faire publier, conformément à ce qui est prévu à l'article 156 du *Code des professions*, aux frais de l'intimé, un avis de la présente décision dans un journal circulant dans le lieu où ce dernier a son domicile professionnel et dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession;

CD00-1048

PAGE : 9

CONDAMNE l'intimé au paiement des déboursés conformément à ce qui est prévu à l'article 151 du *Code des professions*.

(s) Sylvain Généreux
M^e Sylvain Généreux
Président du comité de discipline

(s) Guy Julien
M. Guy Julien, A.V.C.
Membre du comité de discipline

(s) Jasmin Lapointe
M. Jasmin Lapointe
Membre du comité de discipline

M^e Jean-François Noiseux
Bélanger Longtin, s.e.n.c.r.l.
Procureurs de la partie plaignante

M^e Jean-Marc Fradette
Fradette, Gagnon, Têtu, Le Bel, Girard
Procureurs de la partie intimée

Date d'audience : 25 août 2015

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-0909 et CD00-0947

DATE : 9 décembre 2015

LE COMITÉ : M ^e François Folot	Président
M. Marc Gagnon, A.V.C., Pl. Fin.	Membre
M. Patrick Hausmann, A.V.C.	Membre

DOSSIER CD00-0909

CAROLINE CHAMPAGNE, ès qualités de syndique de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

JOCELYN SIMARD, conseiller en sécurité financière (numéro de certificat 130957)

Partie intimée

DOSSIER CD00-0947

NATHALIE LELIÈVRE, ès qualités de syndique adjointe de la Chambre de la sécurité financière

Partie plaignante

c.

JOCELYN SIMARD, conseiller en sécurité financière (numéro de certificat 130957)

Partie intimée

DÉCISION SUR SANCTION

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 2

[1] À la suite de sa décision sur culpabilité, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière s'est réuni le 30 juin 2015 au siège social de la Chambre sis au 300, rue Léo-Pariseau, 26^e étage, Montréal, et a procédé à l'audition sur sanction.

LA PREUVE

[2] Alors que la plaignante déposa une preuve documentaire qui fut cotée SP-1 à SP-4, elle ne fit entendre aucun témoin.

[3] Quant à l'intimé, ce dernier choisit de témoigner et versa au dossier deux (2) documents qui furent cotés SI-1 et SI-2.

[4] Il fit de plus brièvement entendre son épouse, [...].

[5] Les parties soumièrent ensuite au comité leurs représentations respectives sur sanction.

REPRÉSENTATIONS DE LA PLAIGNANTE

[6] La plaignante, par l'entremise de sa procureure, débuta en avisant le comité qu'elle lui proposait l'imposition des sanctions suivantes :

Plainte CD00-0909

Sous chacun des chefs d'accusation 1 et 7 : la radiation temporaire de l'intimé pour une période de six (6) mois;

Sous chacun des chefs d'accusation 4 et 10 : la radiation temporaire de l'intimé pour une période d'une année;

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 3

Sous le chef d'accusation 6 : la radiation temporaire de l'intimé pour une période de deux (2) mois;

Plainte CD00-0947

Sous le chef d'accusation 1 : la radiation temporaire de l'intimé pour une période de trois (3) ans.

[7] Elle ajouta réclamer la publication de la décision ainsi que la condamnation de l'intimé au paiement des déboursés.

[8] Elle mentionna enfin que toutes les sanctions de radiation devraient être purgées de façon concurrente.

[9] Après un bref rappel des faits, elle évoqua les facteurs à son avis aggravants et atténuants suivants :

Facteurs aggravants

- la gravité objective des infractions commises;
- la confiance que les clients en cause témoignaient à l'intimé;
- le préjudice causé à ces derniers;
- l'expérience de l'intimé (20 ans), ce qui aurait dû le mettre à l'abri de commettre les fautes qui lui sont reprochées;

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 4

- relativement aux chefs 1 et 7 contenus à la plainte CD00-0909, l'adhésion des clients à une stratégie de prêt levier qui manifestement ne pouvait leur convenir, et ce, à la suite des conseils de l'intimé;
- les circonstances entourant la souscription des prêts leviers; elle rappela notamment qu'alors que J.G. et M.F. avaient consulté l'intimé à la recherche d'une police d'assurance-vie, ils s'étaient « retrouvés » à souscrire à un prêt levier, ce qui ne correspondait ni à leur profil d'investisseur ni à leur situation financière;
- relativement aux chefs 4 et 10 contenus à la plainte CD00-0909: la recommandation de souscrire des polices d'assurance-vie « répondant » aux prêts leviers;
- dans le cas de M.B. et J.S.B. leur situation relativement précaire, tel que mentionné au paragraphe 59 de la décision sur culpabilité, et l'aveu par l'intimé que s'il avait procédé à une analyse des besoins (ABF) c'était pour la forme (par. 63 de la décision), enfin l'admission par ce dernier qu'il avait commis plusieurs erreurs dans la confection de celle-ci;
- relativement au chef 6 contenu à la plainte CD00-0909: la reconnaissance de l'intimé qu'il avait contrefait la signature de la cliente;
- relativement à l'unique chef d'accusation contenu à la plainte CD00-0947: une entrave perpétrée non seulement à l'encontre du processus d'enquête disciplinaire, mais à l'encontre, à son avis, du bon fonctionnement du comité de discipline;

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 5

- l'antécédent disciplinaire de l'intimé, ce dernier ayant été reconnu coupable en mars 2001 puis sanctionné en juillet de la même année relativement à dix (10) chefs d'accusation dont notamment sept (7) lui reprochant d'avoir fait défaut de favoriser le maintien en vigueur de polices existantes et deux (2) d'avoir fait défaut de compléter les formulaires de remplacement de police et d'en acheminer une copie à la compagnie d'assurance remplacée, soit des infractions à des règles déontologiques précises que l'intimé ne pouvait ignorer;
- la vulnérabilité des consommateurs en cause : M.B. et J.S.B. n'étant ni très fortunés ni très instruits. Elle rappela que selon le témoignage de ces derniers, ils voulaient consulter leur fille avant de souscrire au prêt levier suggéré par l'intimé mais ce dernier leur avait laissé entendre qu'il fallait agir rapidement et ne leur en avait pas laissé l'occasion. Quant à J.G. et M.F., il s'agissait de clients de longue date à la recherche d'une « possible » police d'assurance-vie qui sont « repartis avec la souscription d'un prêt levier »;
- le préjudice causé aux consommateurs en cause, ces derniers n'ayant pas le profil pour souscrire un prêt levier et aucun besoin pour une police d'assurance-vie supplémentaire;
- les commissions touchées par l'intimé à la suite de la souscription par les clients des prêts leviers et des polices d'assurance en cause, soit dans le cas de M.B. et J.S.B. 2 812,50 \$ à la suite des placements rattachés aux prêts leviers et 1 616,76 \$ à la suite de l'assurance-vie. Dans le cas de J.G.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 6

et M.F., une commission de 3 750 \$ pour le placement rattaché aux prêts leviers et une somme de 3 610 \$ relativement à la souscription de la police d'assurance rattachée auxdits prêts leviers;

- un risque à son avis important de récidive compte tenu que les sanctions disciplinaires imposées précédemment par le comité ne semblent pas avoir eu l'effet escompté sur l'intimé, ce dernier se retrouvant à nouveau devant le comité de discipline.

Facteur atténuant

- l'enregistrement par l'intimé, bien que « du bout des lèvres », d'un plaidoyer de culpabilité à l'égard du chef 6 lui reprochant une contrefaçon de signature.

[10] Elle ajouta qu'outre ce qui précède, à son avis, peu ou pas de facteurs atténuants ne pouvaient être invoqués en faveur de l'intimé.

[11] À l'appui de ses recommandations, elle produisit un volumineux cahier d'autorités qu'elle commenta¹.

¹ *Rioux c. Biduk*, CD00-0565, décision sur culpabilité en date du 6 juin 2006 et décision sur sanction en date du 27 février 2007; *Champagne c. Exilus*, CD00-0899, décision sur culpabilité en date du 9 mai 2012 et décision sur sanction en date du 3 janvier 2013; *Champagne c. D'Aragon*, CD00-1003, décision sur culpabilité et sanction en date du 27 février 2015; *Thibault c. Petit*, CD00-0692, décision sur culpabilité et sanction en date du 30 juillet 2008; *Lévesque c. Gervais*, CD00-0766, décision sur culpabilité et sanction en date du 16 mars 2010; *Lelièvre c. Côté*, CD00-0841, décision sur culpabilité et sanction en date du 7 avril 2011; *Thibault c. Ferland*, CD00-0754, décision sur culpabilité en date du 3 janvier 2011 et décision sur sanction en date du 20 juillet 2011; *Lelièvre c. Bissonnette*, CD00-1034, décision sur culpabilité et sanction en date du 20 février 2015; *Champagne c. Townend*, CD00-0894, décision sur culpabilité en date du 9 mai 2013 et décision sur sanction en date du 1^{er} mai 2014; *Champagne c. Martineau*, CD00-1076, décision sur culpabilité et sanction en date du 10 juin 2015.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 7

REPRÉSENTATIONS DE L'INTIMÉ

[12] L'intimé qui se représentait lui-même débuta ses représentations en déclarant, relativement à l'unique chef d'accusation contenu à la plainte CD00-0947 lui reprochant d'avoir tenté d'entraver le travail du syndic et/ou de la Chambre de la sécurité financière, que c'était la fille du couple de consommateurs en cause qui avait initié la rencontre l'ayant mené à proposer une somme d'argent afin de « régler l'affaire » et à réclamer la signature d'une entente à l'amiable confidentielle. Il ajouta qu'à la suite du dépôt de la plainte CD00-0909, il s'était retrouvé dans une situation de grande anxiété, qu'il était alors sous médication, qu'il « ne savait pas quoi faire » et qu'il avait agi de la sorte à la suite de sollicitations, tel que précédemment mentionné, provenant de la fille des consommateurs en cause.

[13] Il poursuivit en déclarant qu'il « avait eu sa leçon » et en assurant le comité qu'il n'y aurait pas de récidive. Il souligna alors les cours de formation qu'il avait suivis de façon à parfaire ses connaissances, ce qui à son avis garantissait qu'il ne se retrouverait jamais plus dans la situation d'avoir à comparaître en discipline.

[14] Il commenta ensuite les autorités citées par la plaignante indiquant dans chaque cas pourquoi à son avis celles-ci devaient être distinguées ou écartées.

[15] Il indiqua que plutôt que les sanctions suggérées par la plaignante, il proposait au comité de lui imposer les sanctions suivantes :

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 8

Plainte CD00-0909

Sous chacun des chefs d'accusation 4 et 10 : une radiation temporaire de trois (3) mois à être purgée de façon concurrente;

Sous chacun des chefs d'accusation 1 et 7 : une radiation temporaire de trois (3) mois à être purgée de façon concurrente;

Sous le chef d'accusation 6 : une radiation temporaire d'un mois à être purgée de façon concurrente.

Plainte CD00-0947

Sous l'unique chef d'accusation : une radiation temporaire de trois (3) mois à être purgée de façon concurrente avec toutes les autres sanctions de radiation temporaire.

[16] Relativement à l'acquittement des déboursés il laissa entendre qu'à son avis il ne devrait être condamné qu'au paiement du 6/11 de ceux-ci puisque cinq (5) des chefs d'accusation portés contre lui avaient été rejetés.

[17] Il réclama enfin un délai de trente-deux (32) mois pour l'acquittement de ceux-ci, indiquant qu'il serait alors disposé à en effectuer le paiement au moyen de versements mensuels, égaux et consécutifs.

[18] Relativement à la publication de la décision, il mentionna « préférer » que le comité s'abstienne de l'ordonner parce qu'à son avis celle-ci allait simplement donner « un outil » à ses concurrents pour dénigrer ses services.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 9

[19] À l'appui de ses suggestions, il déposa à son tour une série de décisions antérieures du comité qu'il commenta².

[20] Il rappela que « l'antécédent disciplinaire » invoqué par la plaignante remontait à 2001 et plaida qu'il avait « payé » pour les fautes qui lui avaient alors été reprochées.

[21] Puis, après avoir affirmé ne vouloir aucunement nier sa responsabilité, il déclara qu'à l'époque il était de son intention de « développer les fonds communs », mais qu'il était « tombé dans la mauvaise boîte », que celle-ci l'avait incité à obtenir de ses clients qu'ils souscrivent des prêts leviers et qu'il s'était laissé influencer. Il ajouta « qu'il ne ferait plus jamais de prêts leviers » et qu'il avait « compris la leçon ».

[22] Il termina en affirmant que depuis le début de l'enquête de la plaignante il avait vécu sept (7) années d'insécurité et d'anxiété, et que maintenant âgé de 57 ans, approchant de la retraite, et se retrouvant dans une situation où il ne bénéficierait d'aucun fonds de pension, « il ne savait pas ce qu'il allait faire demain ».

² *Lévesque c. Larochelle*, CD00-0728, décision sur culpabilité en date du 10 novembre 2009 et décision sur sanction en date du 30 novembre 2010; *Thibault c. Pollender*, CD00-0676, décision sur culpabilité en date du 12 mars 2009 et décision sur sanction en date du 25 août 2009; *Champagne c. Delisle*, CD00-0874, décision sur culpabilité et sanction en date du 16 décembre 2011; *Lelièvre c. Saintilus*, CD00-0983, décision sur culpabilité en date du 17 février 2014 et décision sur sanction en date du 13 novembre 2014; *Lelièvre c. Douche*, CD00-0982, décision sur culpabilité et sanction en date du 8 août 2013; *Champagne c. Haché*, CD00-0778, décision sur culpabilité en date du 15 juin 2010 et décision sur sanction en date du 4 avril 2011; *Champagne c. Tremblay*, CD00-0945, décision sur culpabilité et sanction en date du 26 juin 2013; *Champagne c. Samson*, CD00-0810, décision sur culpabilité et sanction en date du 25 octobre 2010; *Lelièvre c. Bernier*, CD00-0910 et CD00-0935, décision sur culpabilité et sanction en date du 24 janvier 2013.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 10

MOTIFS ET DISPOSITIF

[23] L'intimé est âgé de 57 ans et œuvre dans le domaine de la distribution de produits et services financiers ou d'assurance depuis environ trente-deux (32) ans.

[24] Il a collaboré à l'enquête de la plaignante.

[25] Devant le comité, il a admis avoir manqué de jugement et a indiqué prendre l'entière responsabilité de ses actes.

[26] Il a affirmé réaliser qu'il n'aurait jamais dû conseiller les produits en cause à ses clients. Selon ses propos, il aurait été naïf en suivant les directives du cabinet qui l'employait et qui l'incitait alors à suggérer à ses clients la souscription de prêts leviers.

[27] Il indiqua être rattaché depuis sept (7) ans à un nouveau cabinet dont la tolérance envers la souscription de prêts leviers « est à zéro », ajoutant qu'il n'y avait aucun risque de récurrence de sa part puisqu'il n'entendait plus jamais « toucher à ça ».

[28] Il mentionna s'efforcer de donner un excellent service et d'être toujours disponible, sept (7) jours par semaine, pour sa clientèle.

[29] Il signala que les clients en cause n'avaient à son avis subi aucune perte financière puisqu'ils détenaient encore, a-t-il affirmé, les placements qu'ils avaient souscrits à la suite de ses conseils.

[30] Il rappela que s'il avait suggéré à ses clients des prêts leviers, il ne leur avait pas suggéré des prêts leviers « avec marge ».

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 11

[31] Il mentionna consentir à ce qu'il lui soit imposé de suivre un cours de formation sur les fonds de placement et/ou sur les normes de conduite dans l'exercice de la profession.

[32] Il affirma avoir vécu depuis le début de l'enquête de la plaignante sept (7) années de stress et d'anxiété signalant que sa santé en avait été affectée. Il ajouta que pour se défendre des accusations portées contre lui il avait dû supporter un lourd fardeau financier.

[33] Après avoir mentionné que l'Autorité des marchés financiers (AMF) avait soumis ses activités à une supervision de deux (2) ans, il affirma être aujourd'hui plus attentif et plus prudent dans l'exercice de la profession.

[34] Il déclara travailler de façon intense « pour faire vivre sa famille » et retirer des revenus de l'ordre de 30 000 \$ à 35 000 \$ par année de la profession.

[35] Selon ses affirmations, son épouse n'exerce aucun emploi « extérieur » et il est le seul à pourvoir aux besoins du ménage alors que sa fille majeure demeure toujours à la maison.

[36] Selon ses dires, il n'a pas de placements ou de « maison » qui lui appartiennent et il détiendrait des économies de l'ordre de 1 600 \$ à 1 700 \$.

[37] Néanmoins la gravité objective des infractions qu'il a commises est indéniable.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 12

PLAINTÉ CD00-0909

[38] Les infractions mentionnées à ladite plainte, pour lesquelles il a été reconnu coupable, touchent directement à l'exercice de la profession.

[39] Elles sont de nature à discréditer la profession.

Chefs d'accusation 1 et 7 :

[40] À ces chefs l'intimé a été reconnu coupable d'avoir fait souscrire aux clients y mentionnés un prêt investissement qui ne correspondait ni à leur profil d'investisseur ni à leur situation financière.

[41] Tel qu'il l'a lui-même admis devant le comité, il s'y connaissait peu et ne possédait pas beaucoup d'expérience dans le domaine des prêts investissements.

[42] D'ailleurs dans le cas du chef 1, il a d'abord suggéré à ses clients une demande conjointe de souscription à un prêt levier de 100 000 \$ mais celle-ci a été refusée par l'institution financière qui n'a par la suite que consenti un prêt moindre de 75 000 \$.

[43] En agissant tel qu'il lui a été reproché sous ces chefs, l'intimé a fait défaut de se comporter en représentant raisonnablement prudent, connaissant et diligent.

[44] Alors que sous ces deux (2) chefs la plaignante a suggéré, à titre de sanction, l'imposition d'une radiation temporaire de six (6) mois à être purgée de façon concurrente, l'intimé a plutôt proposé l'imposition d'une radiation temporaire de trois (3) mois.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 13

[45] À l'appui de sa recommandation pour l'imposition d'une sanction de radiation temporaire de six (6) mois, la plaignante a notamment invoqué l'affaire *Biduk*³ où le représentant, reconnu coupable d'avoir recommandé à ses clients de transférer leurs placements REER dans des titres de placement qui ne correspondaient pas à leur situation financière et à leurs objectifs d'investissement, a été condamné à une radiation temporaire de trois (3) mois. Elle indiqua cependant réclamer l'imposition d'une radiation temporaire de six (6) mois, et ce, afin de tenir compte de l'antécédent disciplinaire de l'intimé. À ce sujet elle rappela que le comité avait alors mentionné à sa décision que l'intimé « remplaçait les contrats d'assurance sans aucune considération professionnelle mais dans le seul but d'amasser des commissions ».

[46] Elle a également évoqué au soutien de sa suggestion la décision rendue par le comité dans l'affaire *Exilus*⁴ où le représentant, reconnu coupable sous cinq (5) chefs d'accusation lui reprochant d'avoir recommandé à ses clients de souscrire à des placements qui ne correspondaient pas à leur situation financière, à leurs objectifs de placement et à leur tolérance aux risques, a été condamné à une radiation temporaire de six (6) mois à être purgée de façon concurrente sous chacun des cinq (5) chefs.

[47] Il faut cependant noter qu'en cette affaire l'intimé avait commis la même faute à l'endroit de quatre (4) clients distincts.

[48] Enfin elle appuie sa recommandation sur la décision rendue par le comité dans l'affaire *D'Aragon*⁵ où le représentant, reconnu coupable d'avoir recommandé à ses

³ *Rioux c. Biduk*, CD00-0565, décision sur culpabilité en date du 6 juin 2006 et décision sur sanction en date du 27 février 2007.

⁴ *Champagne c. Exilus*, CD00-0899, décision sur culpabilité en date du 9 mai 2012 et décision sur sanction en date du 3 janvier 2013.

⁵ *Champagne c. D'Aragon*, CD00-1003, décision sur culpabilité et sanction en date du 27 février 2015.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 14

clients l'utilisation d'un prêt hypothécaire aux fins d'investissement, ce qui ne correspondait ni à leur situation personnelle et financière ni à leurs objectifs et horizons de placement, a été condamné à une radiation temporaire de trois (3) mois.

[49] Quant à l'intimé, il a cité l'affaire *Pollender*⁶ où le représentant, à qui il était reproché d'avoir fait souscrire à son client cinq (5) prêts leviers pour un montant de 359 387,80 \$, a été condamné à une radiation temporaire de trois (3) mois. Il est à souligner que le représentant, comme l'intimé, avait lui aussi fait l'objet d'une condamnation disciplinaire antérieure.

[50] Considérant ce qui précède, les circonstances propres à la présente affaire et l'expérience de l'intimé ainsi que son antécédent en matière disciplinaire et compte tenu tant des éléments objectifs que subjectifs, atténuants qu'aggravants qui lui ont été présentés, le comité en arrive à la conclusion qu'une sanction de radiation de cinq (5) mois sous chacun de ces chefs à être purgée de façon concurrente serait une sanction juste et appropriée, conforme aux précédents jurisprudentiels, adaptée aux infractions et respectueuses des principes d'exemplarité et de dissuasion dont il ne peut faire abstraction.

[51] L'intimé sera donc condamné à une radiation temporaire de cinq (5) mois sous chacun de ces chefs à être purgée de façon concurrente.

Chefs d'accusation 4 et 10 : à ces chefs l'intimé a été reconnu coupable de ne pas avoir subordonné son intérêt personnel à celui de ses clients en leur faisant souscrire des propositions pour l'émission des polices d'assurance-vie y mentionnées.

⁶ *Thibault c. Pollender*, CD00-0676, décision sur culpabilité en date du 12 mars 2009 et décision sur sanction en date du 25 août 2009.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 15

[52] Sous chacun de ces chefs, la plaignante a suggéré comme sanction l'imposition d'une radiation temporaire d'un an à être purgée de façon concurrente.

[53] Quant à l'intimé, celui-ci a suggéré l'imposition d'une radiation temporaire de trois (3) mois.

[54] À l'appui de sa suggestion, la plaignante a notamment cité la décision rendue par le comité dans l'affaire *Petit*⁷. Dans ladite affaire le représentant, après avoir été reconnu coupable à la suite d'un plaidoyer de culpabilité sous deux (2) chefs d'accusation lui reprochant d'avoir fait souscrire aux clients y mentionnés, à l'encontre de leurs intérêts, des polices d'assurance-vie universelle, a été condamné selon les « suggestions communes » des parties à une radiation temporaire de dix-huit (18) mois à être purgée de façon concurrente sous chacun desdits chefs.

[55] Elle invoqua de plus la décision rendue par le comité dans l'affaire *Gervais*⁸ où le représentant, reconnu coupable sous huit (8) chefs d'accusation d'avoir fait souscrire à ses clients une police d'assurance-vie dont le besoin n'était pas justifié, a été condamné sous chacun des huit (8) chefs à une radiation temporaire d'une année à être purgée de façon concurrente, et ce, à la suite de « recommandations communes » des parties.

[56] Quant à l'intimé, il a évoqué à l'appui de sa suggestion les décisions rendues par le comité dans les affaires *Larochelle*⁹, *Pollender*¹⁰ et *Delisle*¹¹.

⁷ *Thibault c. Petit*, CD00-0692, décision sur culpabilité et sanction rendue le 30 juillet 2008.

⁸ *Lévesque c. Gervais*, CD00-0766, décision sur culpabilité et sanction en date du 16 mars 2010.

⁹ *Lévesque c. Larochelle*, CD00-0728, décision sur culpabilité en date du 10 novembre 2009 et décision sur sanction en date du 30 novembre 2010.

¹⁰ Précitée.

¹¹ *Champagne c. Delisle*, CD00-0874, décision sur culpabilité et sanction en date du 16 décembre 2011.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 16

[57] Dans l'affaire *Larochelle*, le représentant reconnu coupable d'avoir fait souscrire à sa cliente une proposition pour l'émission d'un contrat d'assurance-vie universelle qui ne lui convenait pas a été condamné à une radiation temporaire de trois (3) mois.

[58] Après réflexion, considérant les circonstances propres à cette affaire, l'expérience de l'intimé ainsi que son antécédent en matière disciplinaire, et compte tenu tant des facteurs objectifs que subjectifs, atténuants qu'aggravants qui lui ont été présentés, le comité est d'avis qu'une sanction de radiation de neuf (9) mois sous chacun de ces chefs à être purgée de façon concurrente serait une sanction juste et appropriée, adaptée aux infractions et respectueuses des principes d'exemplarité et de dissuasion dont il ne peut faire abstraction.

Chef d'accusation numéro 6 : à ce chef l'intimé a été reconnu coupable d'avoir contrefait la signature de sa cliente sur un formulaire d'ouverture de compte.

[59] Selon ce qu'a déclaré l'intimé, c'est strictement à la suite d'un oubli de sa part que le document n'a pas été signé par la cliente.

[60] De plus, si l'on se fie à ses propos, à la suite de sa rencontre avec cette dernière, il aurait communiqué avec elle pour l'aviser de son oubli et elle lui aurait alors dit de signer à sa place, ce qu'il aurait fait.

[61] Le comité est donc confronté à une seule faute de cette nature, commise dans une situation où, si l'on se fie aux propos non contredits de l'intimé, il a simplement voulu s'éviter un déplacement ou en éviter un à sa cliente.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 17

[62] Compte tenu des circonstances entourant la faute de l'intimé et considérant qu'il s'agit d'une faute isolée et non d'une pratique répétée, et après considération de l'ensemble des facteurs tant objectifs que subjectifs, atténuants qu'aggravants qui lui ont été présentés, le comité est d'avis qu'une sanction de radiation temporaire d'un mois sous ce chef serait une sanction juste et appropriée.

PLAINTÉ CD00-0947

[63] À l'unique chef d'accusation contenu à cette plainte, l'intimé a été reconnu coupable d'avoir tenté d'entraver le travail du syndic et/ou de la Chambre de la sécurité financière en communiquant avec J.B., un témoin assigné par la plaignante, et en lui proposant une somme d'argent en contrepartie de la signature d'une « Entente à l'amiable et confidentielle » dans laquelle il exigeait de M.B., J.B. et C.B. notamment qu'ils s'engagent à retirer la plainte, à ne pas témoigner contre lui et à ne pas se présenter à l'audience.

[64] Alors que la plaignante recommande une sanction de radiation temporaire de trois (3) ans sous ce chef, l'intimé a suggéré une radiation temporaire de trois (3) mois.

[65] La plaignante appuie sa recommandation notamment sur la décision rendue par le comité dans l'affaire *Vaillancourt*¹².

[66] En cette affaire qui remonte à plus de dix (10) ans, le représentant qui avait été reconnu coupable entre autres, « d'avoir tenté d'éluder sa responsabilité civile et professionnelle en faisant signer à sa cliente un document aux termes duquel elle le

¹² *Rioux c. Vaillancourt*, CD00-0546, décision sur culpabilité en date du 21 janvier 2005 et décision sur sanction en date du 26 mai 2005.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 18

dégageait de toute responsabilité pour les transactions faites », a été condamné par le comité à une radiation temporaire de cinq (5) ans, et ce, alors que les parties avaient conjointement recommandé l'imposition d'une amende de 1 000 \$ sous ce chef.

[67] Le comité s'était en effet alors dissocié des représentations communes des parties. Il concluait que le représentant ayant « agi avec une malhonnêteté évidente non seulement quant aux représentations qu'il a faites à ses clients mais aux conseils qu'il leur a donnés », leur suggestion ne représentait pas une sanction juste ou appropriée. De plus, après avoir mentionné que ce dernier n'en était pas à sa première condamnation devant le comité de discipline et qu'il n'avait pas compris les exigences professionnelles d'un représentant, il en était arrivé à la conclusion que la gravité objective des fautes commises « lui imposait la sévérité ». Il avait de plus indiqué qu'aucun élément subjectif ne lui permettait d'atténuer la sanction à être imposée.

[68] La plaignante cita de plus à l'appui de sa recommandation la décision rendue par le comité dans l'affaire *Townend*¹³.

[69] En cette affaire le représentant, reconnu coupable de six (6) chefs d'accusation lui reprochant d'avoir tenté d'éluder sa responsabilité civile et professionnelle en faisant signer aux clients en cause les documents y mentionnés, a été condamné à une radiation temporaire de trois (3) ans (à être purgée de façon concurrente avec les autres sanctions de radiation).

[70] Il faut toutefois souligner que le représentant avait agi de la même façon, en plusieurs occasions, à l'endroit de clients distincts.

¹³ *Champagne c. Townend*, CD00-0894, décision sur culpabilité en date du 9 mai 2013 et décision sur sanction en date du 1^{er} mai 2014.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 19

[71] De plus, tel qu'il l'indique dans sa décision sur sanction, le comité concluait à un risque de récidive sérieux. Il mentionnait que l'intimé n'avait pas démontré « avoir saisi la leçon », qu'il avait agi avec une malhonnêteté évidente, et soulignait la commission d'infractions multiples et répétées à l'égard de plusieurs consommateurs sur une période de plus de deux ans et demi (2 ½).

[72] Elle termina en évoquant la décision rendue par le comité dans l'affaire *Martineau*¹⁴ où le représentant reconnu coupable d'avoir tenté d'éluider sa responsabilité en offrant à ses clients un montant total de 10 000 \$ (pour un dépôt dans une police d'assurance-vie) a été condamné à la suite de recommandations conjointes à une radiation temporaire de trois (3) ans à être purgée de façon concurrente.

[73] Il est à noter que le comité y indiquait que quoique les sanctions proposées pouvaient lui paraître quelque peu sévères, surtout celles sous le deuxième chef d'accusation (il s'agit du chef en cause), lorsque examinées dans leur globalité elles répondaient aux critères devant guider le comité dans la détermination des sanctions. Et comme il s'agissait de recommandations communes, le comité indiquait ensuite : « Elles ont été négociées par deux procureurs d'expérience qui ont tous deux au surplus agi dans le dossier CD00-0851 concernant l'intimé. Par conséquent, le comité y donnera suite ».

[74] Quant à l'intimé, à l'appui de sa recommandation sous ce chef, il a notamment cité la décision rendue par le comité dans l'affaire *Bernier*¹⁵.

¹⁴ *Champagne c. Martineau*, CD00-1076, décision sur culpabilité et sanction rendue le 10 juin 2015.

¹⁵ *Lelièvre c. Bernier*, CD00-0919 et CD00-0935, décision sur culpabilité et sanction en date du 24 janvier 2013.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 20

[75] En cette affaire deux (2) plaintes avaient été jointes. Dans celle portant le numéro CD00-0935, le représentant reconnu coupable d'avoir entravé le travail d'un enquêteur du syndic en omettant de lui transmettre l'intégralité des dossiers-clients qui lui étaient réclamés ainsi qu'en lui transmettant et lui présentant comme un document original un document contrefait, s'est vu imposer une radiation temporaire de six (6) mois à être purgée de façon concurrente avec les autres sanctions de radiation alors imposées.

[76] Aussi, considérant les circonstances propres au présent dossier et prenant en considération tant les éléments objectifs que subjectifs, atténuants qu'aggravants qui lui ont été présentés, le comité est d'avis qu'une sanction de radiation temporaire de neuf (9) mois sous ce chef à être purgée de façon concurrente serait en l'instance une sanction juste et appropriée, adaptée à l'infraction et respectueuse des principes d'exemplarité et de dissuasion dont il ne peut faire abstraction.

[77] Par ailleurs, en terminant, compte tenu de la preuve des faits qui lui a été présentée et qu'il souscrit entièrement à la suggestion de l'intimé voulant qu'il soit tenu de suivre un cours de perfectionnement et/ou une formation, le comité recommandera au conseil d'administration de la Chambre d'imposer à l'intimé de suivre à ses frais, à partir du programme : « Les concepts en assurance de personnes » les formations suivantes dispensées par la Chambre : 1) L'analyse des besoins financiers, cours numéro 24902; 2) L'analyse des besoins d'assurance-vie, cours numéro 27273, 3) Les produits d'assurance-vie, cours numéro 27644; 4) L'analyse des besoins d'épargne, cours numéro 28036, 5) Les produits d'épargne, cours numéro 28200, 6) L'intégration des concepts, cours numéro 290094, ce dernier devant produire audit conseil

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 21

d'administration une attestation à l'effet que lesdits cours ont été suivis avec succès dans les douze (12) mois de la résolution adoptée à cet effet.

[78] Relativement au paiement des déboursés, compte tenu que l'intimé a été reconnu coupable de six (6) des onze (11) chefs d'accusation portés contre lui, le comité se ralliera à sa suggestion et condamnera ce dernier à acquitter les déboursés dans la même proportion (6/11). De plus, il lui accordera, tel qu'il l'a réclamé, un délai de trente-deux (32) mois pour l'acquiescement de ceux-ci à la condition que le paiement en soit effectué au moyen de versements mensuels, égaux et consécutifs.

[79] Enfin, considérant que les arguments invoqués par l'intimé afin de le convaincre de ne pas ordonner la publication de la décision ne rencontrent pas les critères habituels « de circonstances exceptionnelles » qui lui permettraient de se rendre à sa demande, le comité ordonnera la publication de la décision.

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

PLAINTÉ CD00-0909

Sous chacun des chefs d'accusation 1 et 7 :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de cinq (5) mois à être purgée de façon concurrente;

Sous chacun des chefs d'accusation 4 et 10 :

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 22

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de neuf (9) mois à être purgée de façon concurrente;

Sous le chef d'accusation 6 :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période d'un mois à être purgée de façon concurrente;

PLAINTÉ CD00-0947

Sous l'unique chef d'accusation contenu à la plainte :

ORDONNE la radiation temporaire de l'intimé pour une période de neuf (9) mois à être purgée de façon concurrente;

RECOMMANDE au conseil d'administration de la Chambre de la sécurité financière d'imposer à l'intimé de suivre à ses frais à partir du programme : « Les concepts en assurance de personnes » les cours de formation suivants dispensés par la Chambre ou l'équivalent : 1) L'analyse des besoins financiers, cours numéro 24902; 2) L'analyse des besoins d'assurance-vie, cours numéro 27273, 3) Les produits d'assurance-vie, cours numéro 27644; 4) L'analyse des besoins d'épargne, cours numéro 28036, 5) Les produits d'épargne, cours numéro 28200, 6) L'intégration des concepts, cours numéro 290094, l'intimé devant produire au conseil d'administration une attestation à l'effet que lesdits cours ont été suivis avec succès dans les douze (12) mois de la résolution dudit conseil d'administration, le défaut de s'y conformer résultant en la suspension de

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 23

son droit d'exercice par l'autorité compétente jusqu'à la production d'une telle attestation;

ORDONNE au secrétaire du comité de discipline de faire publier aux frais de l'intimé un avis de la présente décision dans un journal circulant dans le lieu où l'intimé a son domicile professionnel ou dans tout autre lieu où il a exercé ou pourrait exercer sa profession conformément aux dispositions de l'alinéa 5 de l'article 156 du *Code des professions*, RLRQ chapitre C-26;

CONDAMNE l'intimé au paiement du 6/11 des déboursés, y compris les frais d'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions*, RLRQ chapitre C-26;

ACCORDE à l'intimé un délai de trente-deux (32) mois pour l'acquittement desdits déboursés à la condition que celui-ci soit effectué au moyen de versements mensuels, égaux et consécutifs débutant le trentième jour de la présente décision sous peine de déchéance du terme accordé.

CD00-0909 et CD00-0947

PAGE : 24

(s) François Folot
M^e FRANÇOIS FOLOT
Président du comité de discipline

(s) Marc Gagnon
M. MARC GAGNON, A.V.C., Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

(s) Patrick Hausmann
M. PATRICK HAUSSMANN, A.V.C.
Membre du comité de discipline

M^e Julie Piché
TERRIEN COUTURE AVOCATS
Procureurs de la partie plaignante

L'intimé se représente lui-même.

Date d'audience : 30 juin 2015

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1103

DATE : 21 décembre 2015

LE COMITÉ : M ^e Sylvain Généreux	Président
M. Guy Julien, A.V.C.	Membre
M. Serge Lafrenière, Pl. Fin.	Membre

LYSANE TOUGAS, ès qualités de syndique adjointe de la Chambre de la sécurité financière

Plaignante

c.

JULIE THERRIEN, conseillère en sécurité financière (numéro de certificat 175529)

Intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU CODE DES PROFESSIONS, LE COMITÉ A PRONONCÉ L'ORDONNANCE SUIVANTE :

- **Ordonnance de non-divulgence, de non-publication et de non-diffusion de tout renseignement ou de tout document permettant d'identifier le ou les consommateurs dont les noms ont été mentionnés lors de l'audience ou qui apparaissent sur les pièces au dossier.**

I - LA PLAINTÉ ET L'AUDIÉNCÉ SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

[1] Une plainte portant la date du 12 décembre 2014 a été portée contre l'intimée.

[2] Les chefs d'infraction énoncés aux deux paragraphes de cette plainte se lisent comme suit :

CD00-1103

PAGE : 2

1. À Sainte-Jeanne D'Arc, le ou vers le 20 juillet 2012, l'intimée a fourni de faux renseignements à l'assureur sur le formulaire de proposition électronique d'assurance J833,496-6 en attestant avoir passé en revue avec N.L. les renseignements le concernant dans ladite proposition, contrevenant ainsi aux articles 16 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 34 et 35 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (RLRQ, chapitre D-9.2, r. 3);
2. À Sainte-Jeanne D'Arc, le ou vers le 20 juillet 2012, l'intimée n'a pas recueilli personnellement tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de N.L. alors qu'elle lui faisait souscrire la proposition d'assurance J833,496-6, contrevenant ainsi aux articles 16 et 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, chapitre D-9.2), 6 et 22 (1) du *Règlement sur l'exercice des activités de représentants* (RLRQ, chapitre D-9.2, r. 10).

[3] Le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le comité) a siégé à Saguenay le 26 août 2015.

[4] M^e Jean-François Noiseux représentait la plaignante et était présent dans la salle d'audience. L'intimée y était également et avec l'accord du comité, M^e Martin Courville, le procureur de l'intimée, a participé à l'audience par le mode de communication appelé « FaceTime »¹.

[5] En début d'audience, les parties ont indiqué au comité qu'il était de l'intention de l'intimée d'enregistrer un plaidoyer de culpabilité en regard de l'article 34 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* (par. 1 de la plainte) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités de représentants* (par. 2 de la plainte) et ont invité le comité à prononcer un arrêt conditionnel des procédures eu égard aux autres dispositions mentionnées à la plainte.

¹ Prévenu deux jours avant la date de l'audience de l'intention de l'intimée de plaider coupable et d'un accord intervenu entre les parties quant à des « recommandations conjointes », le comité a tenu une conférence téléphonique en gestion d'instance au terme de laquelle il a permis au procureur de l'intimée (dont les bureaux sont situés dans la région de Montréal) de faire ses représentations « à distance » par le biais de ce moyen de communication moderne et économique.

CD00-1103

PAGE : 3

[6] Par l'examen de l'attestation de droit de pratique de l'intimée, le comité s'est assuré qu'il avait compétence pour disposer de la plainte.

[7] À la demande du procureur de la plaignante, le comité a émis une ordonnance aux termes de l'article 142 du *Code des professions* afin d'interdire la divulgation, la publication ou la diffusion de tout renseignement ou de tout document permettant d'identifier le ou les consommateurs dont les noms seront mentionnés lors de l'audience ou qui apparaissent sur les documents du dossier.

[8] Le comité a ensuite interrogé l'intimée afin de s'assurer qu'elle comprenait bien le sens et la portée de son plaidoyer de culpabilité.

[9] Satisfait des réponses obtenues, le comité a déclaré l'intimée coupable du chef d'infraction énoncé au paragraphe 1 de la plainte en regard de l'article 34 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière* et du chef d'infraction décrit au paragraphe 2 en ce qui a trait au paragraphe 6 du *Règlement sur l'exercice des activités de représentants*. Il a de plus ordonné l'arrêt des procédures quant aux autres dispositions invoquées à la plainte.

[10] Par admission, les parties ont présenté la preuve des circonstances dans lesquelles les infractions avaient été commises et des faits propres à l'intimée.

[11] Les procureurs des parties ont ensuite soumis leurs représentations et le comité a pris le dossier en délibéré.

CD00-1103

PAGE : 4

II - LA PREUVE ET LES REPRÉSENTATIONS DES PARTIES

[12] Le 20 juillet 2012, l'intimée a rencontré la conjointe du consommateur N.L. hors la présence de ce dernier. L'intimée a recueilli des renseignements relatifs aux besoins financiers de N.L. auprès de sa conjointe plutôt que de les obtenir de celui-ci.

[13] L'intimée a fourni de faux renseignements à l'assureur en attestant avoir passé en revue avec N.L. les renseignements le concernant quant à la proposition d'assurance mentionnée à la plainte.

[14] Les deux procureurs ont ensuite plaidé ce qui suit.

[15] Les infractions sont interreliées et ne concernent qu'un consommateur.

[16] Les actes fautifs n'étaient pas prémédités; l'intimée n'était pas animée d'une intention malicieuse; elle n'a pas cherché à prioriser ses intérêts personnels.

[17] L'intimée a collaboré à l'enquête; elle a plaidé coupable à la première occasion et n'a pas d'antécédents disciplinaires.

[18] Invoquant les décisions rendues par le comité dans les affaires *Dubois*², *Di Salvo*³, *Tousignant*⁴ et *Bélisle*⁵, les parties ont ensuite recommandé l'imposition d'une réprimande quant au premier chef d'infraction, la condamnation de l'intimée au paiement d'une amende de 5 000 \$ quant au deuxième chef d'infraction ainsi que sa condamnation au paiement des déboursés.

² *Champagne c. Dubois*, CD00-0969, décision sur culpabilité et sanction du 9 octobre 2013 (CDCSF).

³ *Champagne c. DiSalvo*, CD00-0970, décision sur culpabilité et sanction du 26 novembre 2013 (CDCSF).

⁴ *Champagne c. Tousignant*, CD00-0994, décision sur culpabilité et sanction du 12 juin 2014 (CDCSF).

⁵ *Champagne c. Bélisle*, CD00-0965, décision sur culpabilité et sanction du 28 juillet 2014 (CDCSF).

CD00-1103

PAGE : 5

[19] Le procureur de l'intimée a requis un délai de trois mois pour le paiement de l'amende; sur cette question, le procureur de la plaignante a mentionné qu'il s'en remettait à l'appréciation du comité.

III - L'ANALYSE

[20] La jurisprudence soumise par les parties est claire : ne pas recueillir auprès de la personne intéressée les renseignements nécessaires à une analyse de ses besoins financiers en matière d'assurance et indiquer faussement à l'assureur que cela a été fait sont des infractions graves requérant l'imposition de sanctions sévères.

[21] Les sanctions proposées tiennent compte de ces éléments, des facteurs atténuants mentionnés aux paragraphes 15, 16 et 17 et du principe de la globalité des sanctions (puisque les infractions sont interreliées).

[22] Les recommandations formulées conjointement par les parties ne doivent être écartées que si le comité les juge inappropriées, déraisonnables, contraires à l'intérêt public ou s'il est d'avis qu'elles sont de nature à discréditer l'administration de la justice⁶.

[23] Le comité est convaincu que les sanctions proposées sont appropriées et qu'elles assureront la protection du public; il y donnera donc suite.

[24] Le comité accordera un délai de trois mois à l'intimée pour payer l'amende.

⁶ *R. c. Douglas*, 2002, 162 C.C.C. (3rd) 37; *Malouin c. Notaires*, 2002 QCTP 105; *Champagne c. Lessard*, CD00-0888, 10 juillet 2012 (CDCSF).

CD00-1103

PAGE : 6

PAR CES MOTIFS, LE COMITÉ DE DISCIPLINE :

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimée en regard du chef d'infraction énoncé au paragraphe 1 de la plainte en ce qui a trait à l'article 34 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière*;

DÉCLARE l'intimée coupable du chef d'infraction énoncé au paragraphe 1 de la plainte en ce qui a trait à l'article 34 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière*;

ORDONNE l'arrêt conditionnel des procédures en ce qui a trait aux autres dispositions mentionnées au paragraphe 1 de la plainte;

PREND ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimée en regard du chef d'infraction énoncé au paragraphe 2 de la plainte en ce qui a trait à l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*;

DÉCLARE l'intimée coupable du chef d'infraction énoncé au paragraphe 2 de la plainte en ce qui a trait à l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*;

ORDONNE l'arrêt conditionnel des procédures en ce qui a trait aux autres dispositions mentionnées au paragraphe 2 de la plainte;

ET STATUANT SUR LES SANCTIONS

IMPOSE à l'intimée une réprimande en regard du chef d'infraction énoncé au paragraphe 1 de la plainte en ce qui a trait à l'article 34 du *Code de déontologie de la Chambre de la sécurité financière*;

CD00-1103

PAGE : 7

CONDAMNE l'intimée à payer une amende de 5 000 \$ en regard du chef d'infraction énoncé au paragraphe 2 de la plainte en ce qui a trait à l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*;

ACCORDE à l'intimée un délai de trois mois pour payer cette amende de 5 000 \$;

CONDAMNE l'intimée au paiement des déboursés conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions*.

(s) Sylvain Généreux

M^e Sylvain Généreux
Président du comité de discipline

(s) Guy Julien

M. Guy Julien, A.V.C.
Membre du comité de discipline

(s) Serge Lafrenière

M. Serge Lafrenière, Pl. Fin.
Membre du comité de discipline

M^e Jean-François Noiseux
BÉLANGER LONGTIN
Procureurs de la partie plaignante

M^e Martin Courville
DE CHANTAL D'AMOUR FORTIER
Procureurs de la partie intimée

Date d'audience : 26 août 2015

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

COMITÉ DE DISCIPLINE

CHAMBRE DE LA SÉCURITÉ FINANCIÈRE

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC

N° : CD00-1126

DATE : 4 janvier 2016

LE COMITÉ : M ^e Janine Kean	Présidente
M. Richard Charette	Membre
M. Pierre Décarie	Membre

CAROLINE CHAMPAGNE, ès qualités de syndique de la Chambre de la sécurité financière
Partie plaignante

c.

KARINE GAGNON, conseillère en sécurité financière, représentante de courtier en épargne collective et planificatrice financière (numéro de certificat 142257, BDNI 1605121)
Partie intimée

DÉCISION SUR CULPABILITÉ ET SANCTION

CONFORMÉMENT À L'ARTICLE 142 DU CODE DES PROFESSIONS, LE COMITÉ A PRONONCÉ UNE ORDONNANCE DE NON-DIVULGATION, DE NON-DIFFUSION ET DE NON-PUBLICATION DU NOM DE LA CONSOMMATRICE VISÉE PAR LA PLAINTÉ, AINSI QUE DE TOUT RENSEIGNEMENT PERMETTANT DE L'IDENTIFIER.

[1] Le 23 novembre 2015, le comité de discipline de la Chambre de la sécurité financière (le comité) s'est réuni au siège social de la Chambre, sis au 300, rue Léo-Pariseau, 26^e étage, à Montréal, pour procéder à l'audition de la plainte disciplinaire portée contre l'intimée le 28 mai 2015.

[2] La plaignante était représentée par M^e Alain Galarneau. L'intimée, bien qu'absente, était représentée par M^e Jessica Vu.

[3] Le comité a accueilli la demande du procureur de la plaignante de rendre une ordonnance conformément à l'article 142 du *Code des professions* telle que libellée ci-haut.

CD00-1126

PAGE : 2

LA PLAINTÉ

1. À Matane, le ou vers le 13 avril 2011, l'intimée n'a pas recueilli tous les renseignements et procédé à une analyse complète et conforme des besoins financiers de C.L.-M., alors qu'elle lui faisait souscrire la police [...], contrevenant ainsi aux articles 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2) et 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (RLRQ, c. D-9.2, r.10).

(Le numéro de la police mentionnée à la plainte, bien que connu par les parties, est non reproduit en conséquence de l'ordonnance rendue conformément à l'article 142 *du Code des professions*).

[4] Ensuite, M^e Galarneau a déposé l'attestation du droit de pratique de l'intimée confirmant qu'elle était membre de la Chambre de la sécurité financière (CSF) au moment des faits reprochés et qu'elle l'est encore au moment de l'audience (P-1).

PLAIDOYER DE CULPABILITÉ

[5] La procureure de l'intimée a déposé un plaidoyer de culpabilité dûment signé par sa cliente, le 16 novembre 2015 à Matane (I-1). De plus, l'intimée y indique consentir aux recommandations communes à être présentées au comité, quoique consciente que ce dernier n'y est toutefois pas lié.

[6] Après s'être assuré auprès de la procureure de l'intimée que celle-ci avait été informée que, par ce plaidoyer, elle reconnaissait les gestes reprochés et que ceux-ci constituaient des infractions déontologiques, le comité a donné acte au plaidoyer de culpabilité de l'intimée sous l'unique chef d'accusation portée contre elle.

REPRÉSENTATIONS DES PARTIES SUR SANCTION

[7] Le procureur de la plaignante a résumé les faits et produit les trois documents suivants :

- a) La proposition d'assurance que l'intimée a fait souscrire à la consommatrice le 13 avril 2011 (SP-1);
- b) Un document incomplet s'apparentant à une analyse de besoins financiers (ABF) (SP-2);
- c) Un engagement volontaire signé par l'intimée le 10 janvier 2008 auprès de la syndique de la CSF. Cet engagement fait état d'infractions de même nature que celle contenue dans la présente plainte (SP-3).

CD00-1126

PAGE : 3

[8] Comme l'intimée a fait elle-même la collecte des informations contenues dans SP-2, le procureur a convenu que l'infraction à retenir aux fins de la présente décision était celle décrite à l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants*, en vigueur en avril 2011 et qu'un arrêt conditionnel des procédures devait être ordonné à l'égard de l'autre disposition alléguée à ce chef.

[9] À titre de sanction sous l'unique chef d'accusation, il a recommandé la condamnation de l'intimée au paiement d'une amende de 5 000 \$ ainsi qu'à celui des déboursés.

[10] Au soutien, il a déposé sept décisions¹ rendues au cours de la dernière année, dans lesquelles différentes formations du comité ont conclu à des amendes de 5 000 \$ sur des infractions de même nature.

[11] Ensuite, il a souligné la gravité objective de l'infraction, soutenant que l'ABF constituait la pierre d'assise du travail du représentant. Cet exercice lui permettant de bien connaître les besoins de son client afin de lui recommander le produit qui lui convenait le mieux.

[12] Quant aux facteurs atténuants, il a mentionné :

- a) La collaboration de l'intimée;
- b) La reconnaissance des faits par celle-ci;
- c) L'enregistrement d'un plaidoyer de culpabilité;
- d) L'absence d'intention malhonnête;
- e) L'écoulement du temps;
- f) Le fait qu'il s'agissait d'un seul client et d'un seul événement;
- g) L'absence d'antécédent disciplinaire, bien qu'il y ait eu un engagement volontaire signé le 10 janvier 2008.

[13] Pour sa part, la procureure de l'intimée a ajouté que sa cliente avait pris des mesures correctives et que, depuis ces événements, elle utilisait le formulaire d'ABF préparé par le cabinet auquel elle est rattachée.

¹ *Lelièvre c. Lapointe*, CD00-01002, décision sur culpabilité et sanction du 19 novembre 2014; *Champagne c. Tousignant*, CD00-0994, décision sur culpabilité et sanction du 12 juin 2014; *Lelièvre c. Patry*, CD00-0921, décision sur culpabilité et sanction du 7 mai 2014; *Champagne c. Bégin*, CD00-0995, décision sur culpabilité et sanction du 14 mars 2014; *Champagne c. Rozenek*, CD00-1031, décision sur culpabilité et sanction du 16 décembre 2014; *Champagne c. Vézina*, CD00-1046, décision sur culpabilité et sanction du 11 mars 2015; *Champagne c. St-Onge*, CD00-1053, décision sur culpabilité et sanction du 10 juin 2015.

CD00-1126

PAGE : 4

ANALYSE ET MOTIFS

[14] Conformément à l'article 154 du *Code des professions*, le comité consigne par écrit la décision rendue séance tenante par laquelle il a donné acte à l'enregistrement du plaidoyer de culpabilité de l'intimée sous l'unique chef d'accusation porté contre elle.

[15] L'intimée a commencé en l'an 2000 dans le domaine de la distribution des produits d'assurance et de courtage en épargne collective. Depuis, elle pratique également dans la discipline de planification financière (P-1).

[16] Comme mentionné par le procureur de la plaignante, l'ABF constitue la pierre angulaire de la pratique de tout représentant en assurance d'où la gravité objective importante de l'infraction commise en l'espèce. Comme maintes fois répété par le comité, il est essentiel pour le conseiller de procéder à une ABF complète de son client préalablement à sa recommandation.

[17] En l'espèce, il s'agit toutefois d'un geste isolé qui remonte à plus de quatre ans et qui implique une seule consommatrice. L'intimée a pleinement collaboré à l'enquête de la syndique et a enregistré un plaidoyer de culpabilité.

[18] La recommandation des parties sur sanction est respectueuse des principes de dissuasion et d'exemplarité et conforme aux sanctions habituellement imposées pour des infractions de même nature.

[19] Par conséquent, le comité y donnera suite et condamnera l'intimée au paiement d'une amende de 5 000 \$ et à celui des déboursés.

PAR CES MOTIFS, le comité de discipline :

RÉITÈRE ORDONNER la non-divulgence, la non-publication et la non-diffusion du nom de la consommatrice visée par la plainte, ainsi que tout renseignement permettant de l'identifier;

RÉITÈRE PRENDRE ACTE du plaidoyer de culpabilité de l'intimée sous l'unique chef d'accusation porté contre elle;

DÉCLARE l'intimée coupable sous l'unique chef d'accusation contenu à la plainte pour avoir contrevenu à l'article 6 du *Règlement sur l'exercice des activités des représentants* (RLRQ, c. D-9.2, r.10);

ORDONNE l'arrêt conditionnel des procédures quant à l'article 27 de la *Loi sur la distribution de produits et services financiers* (RLRQ, c. D-9.2);

CD00-1126

PAGE : 5

ET STATUANT SUR LA SANCTION :

CONDAMNE l'intimée au paiement d'une amende de 5 000 \$ sous l'unique chef d'accusation contenu à la plainte;

CONDAMNE l'intimée au paiement des déboursés conformément aux dispositions de l'article 151 du *Code des professions*, RLRQ, c. C-26.

(s) Janine Kean

M^e Janine Kean

Présidente du comité de discipline

(s) Richard Charette

M. Richard Charette

Membre du comité de discipline

(s) Pierre Décarie

M. Pierre Décarie

Membre du comité de discipline

M^e Alain Galarneau
POULIOT CARON PRÉVOST BÉLISLE GALARNEAU
Procureurs de la partie plaignante

M^e Jessica Vu
JURILIS CABINET D'AVOCATS
Procureurs de la partie intimée

Date d'audience : Le 23 novembre 2015

COPIE CONFORME À L'ORIGINAL SIGNÉ

3.7.3.2 Comité de discipline de la ChAD

Aucune information.

3.7.3.3 OCRCVM

Aucune information.

3.7.3.4 Bourse de Montréal Inc.

Aucune information.

3.8 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

4.

Indemnisation

- 4.1 Avis et communiqués
 - 4.2 Réglementation
 - 4.3 Autres consultations
 - 4.4 Fonds d'indemnisation des services financiers
 - 4.5 Fonds d'assurance-dépôts
 - 4.6 Autres décisions
-

4.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

4.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

4.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

4.4 FONDS D'INDEMNISATION DES SERVICES FINANCIERS

Aucune information.

4.5 FONDS D'ASSURANCE-DÉPÔTS

Aucune information.

4.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

5.

Institutions financières

- 5.1 Avis et communiqués
 - 5.2 Réglementation et lignes directrices
 - 5.3 Autres consultations
 - 5.4 Modifications aux registres de permis des assureurs, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne et des statuts des coopératives de services financiers
 - 5.5 Sanctions administratives
 - 5.6 Autres décisions
-

5.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

5.2 RÉGLEMENTATION ET LIGNES DIRECTRICES

5.2.1 Consultation

Aucune information

5.2.2 Lignes directrices

Erratum

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital

Veillez prendre note qu'une erreur s'est glissée dans la Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital modifiée s'appliquant aux caisses non membres d'une fédération, aux sociétés de fiducie et sociétés d'épargne (la « Ligne directrice ») publiée à la section 5.2.2 du bulletin du 17 décembre 2015 (vol. 12, n° 50). L'encadré de la page 1291 ainsi que le paragraphe 807 (viii) à la page 1323 ont été omis par erreur.

La version intégrale de la Ligne directrice est publiée ci-dessous.

La Ligne directrice est également accessible sur la page d'accueil du site Web de l'Autorité au www.lautorite.qc.ca sous l'onglet « Institutions de dépôt » à la rubrique « Lignes directrices ».

Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Sylvain Roy
Direction de l'encadrement du capital des institutions financières
Autorité des marchés financiers
Téléphone : (418) 525-0337, poste 4517
Numéro sans frais : 1 877 525-0337
Courrier électronique sylvain.roy@lautorite.qc.ca

Le 28 janvier 2016



**AUTORITÉ
DES MARCHÉS
FINANCIERS**

LIGNE DIRECTRICE SUR LES NORMES RELATIVES À LA SUFFISANCE DU CAPITAL

**Caisses non membres d'une fédération, sociétés de
fiducie et sociétés d'épargne**

Janvier 2016

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	1
Chapitre 1. Vue d'ensemble	4
1.1 Champ d'application	4
1.2 Ratio de levier.....	5
1.3 Calcul des exigences minimales de fonds propres	6
1.4 Fonds propres réglementaires	6
1.5 Total des actifs pondérés en fonction des risques	10
Chapitre 2. Définition des fonds propres	12
2.1 Fonds propres réglementaires et critères d'admissibilité.....	12
2.2 Rachat ou achat	25
2.3 Provisions collectives (catégorie 2).....	25
2.4 Amortissement.....	26
2.5 Exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV).....	27
2.6 Les ajustements applicables aux fonds propres et seuils de déduction	30
2.7 Changement du traitement de certains éléments d'actifs.....	42
2.8 Évaluation de la qualité d'un instrument de fonds propres	42
2.9 Dispositions transitoires.....	43
Chapitre 3. Risque de crédit – Approche standard	51
3.1 Catégories de coefficients de pondération des risques	51
3.2 Catégories d'instruments hors bilan.....	65
3.3 Facteurs de conversion en équivalent-crédit.....	70
3.4 Contrats à terme (de gré à gré), swaps, options achetées et instruments dérivés similaires	71
3.5 Compensation des contrats à terme (de gré à gré), des swaps, des options achetées et des instruments dérivés similaires.....	73
3.6 Engagements	77
3.7 Évaluations externes du crédit et transposition des évaluations en pondérations.....	80
Chapitre 4. Atténuation du risque de crédit	88
4.1 Approche standard	88
Chapitre 5. Risque de crédit – Dispositions relatives à la titrisation..	114
5.1 Cadre de titrisation	114
5.2 Définitions et terminologie générale.....	116
5.3 Exigences opérationnelles pour la reconnaissance du transfert du risque ...	120
5.4 Traitement des expositions de titrisation	124
Chapitre 6. Risque opérationnel	140
6.1. Définition du risque opérationnel	140
6.2 Méthodologies de mesure	140

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital

Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne

Table des matières

Autorité des marchés financiers

Janvier 2016

6.3	Critères d'agrément	146
6.4	Application partielle	150
Chapitre 7.	Risque de marché.....	151
Chapitre 8.	Processus de surveillance prudentielle	152
8.1	Surveillance par le conseil d'administration et la haute direction.....	154
8.2	Évaluation saine des fonds propres.....	157
8.3	Évaluation exhaustive des risques.....	160
8.4	Surveillance et reddition de compte.....	164
8.5	Revue du contrôle interne.....	164
8.6	Aspects spécifiques à traiter dans le cadre du processus de surveillance prudentielle	165
8.7	Risque opérationnel.....	172
8.8	Processus de surveillance prudentielle pour la titrisation	173
8.9	Pratiques d'évaluation à la juste valeur.....	181
Chapitre 9.	Discipline de marché.....	184
9.1	Dispositions relatives à la communication financière	184
9.2	Exigences de communication financière.....	187
9.3	Exigences de divulgation relatives à la rémunération.....	205

ANNEXES

Annexe 1-I	Exigences minimales de fonds propres.....	210
Annexe 1-II	Ratio de conservation des fonds propres minimaux en fonction du niveau des fonds propres de la catégorie 1A	211
Annexe 1-III (a)	Cibles de fonds propres	212
Annexe 1-III (b)	Dispositions transitoires	213
Annexe 1-IV	Ratio de levier - calcul et définition des composantes	215
Annexe 2-I (a)	Grille d'autoévaluation de l'admissibilité des instruments aux fonds propres de la catégorie 1A	236
Annexe 2-I (b)	Grille d'autoévaluation de l'admissibilité des instruments aux fonds propres de la catégorie 1B	238
Annexe 2-I (c)	Grille d'autoévaluation de l'admissibilité des instruments aux fonds propres de la catégorie 2	243
Annexe 2-II	Exemple de la prise en compte limitée à 15 % des éléments de la catégorie 1A (déductions liées à un seuil)	246
Annexe 3-I	Exigences de fonds propres applicables aux transactions échouées et aux transactions ne faisant pas appel à un système règlements-livraison (SRL)	247
Annexe 3-II	Traitement du risque de contrepartie et de la compensation entre produits.....	250

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital

ii

Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne

Table des matières

Autorité des marchés financiers

Janvier 2016

Annexe 4-I	Vue d'ensemble des méthodologies applicables aux transactions couvertes par des sûretés financières dans le cadre de l'approche standard.....	279
Annexe 4-II	Dérivés de crédit – Types de produits.....	281
Annexe 6	Ventilation en secteurs d'activités	285

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital	iii
Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne	
Table des matières	
Autorité des marchés financiers	Janvier 2016

Liste des abréviations

Abréviations utilisées	Expressions
AEI	Approche d'évaluation interne
AIF	Actifs d'impôts futurs
AFN	Approche fondée sur les notations
ARC	Atténuation du risque de crédit
BRI	Banque des règlements internationaux
BMD	Banque multilatérale de développement
CÉGEP	Collège d'enseignement général et professionnel
CC	Contrepartie centrale
CCE	Contrepartie centrale éligible
CCC	Convention cadre de compensation
Fitch	Fitch Rating Services
FCC	Fonds commun de créances
FCEC	Facteurs de conversion en équivalent-crédit
FI	Fonds d'investissement
FMI	Fonds monétaire international
FR	Formule réglementaire
IC	Immobilier commercial
ICCA	Institut canadien des comptables agréés

Abréviations utilisées	Expressions
IFRS	Normes internationales d'information financière
IR	Immobilier résidentiel
LCSF	<i>Loi sur les coopératives de services financiers</i>
LNH	<i>Loi nationale sur l'habitation</i>
LSFSÉ	<i>Loi sur les sociétés de fiducie et sociétés d'épargne</i>
Moody's	Moody's Investors Service
MS	Méthode standard
OCDE	Organisation de coopération et de développement économiques
OCE	Organismes de crédit à l'exportation
OEEC	Organisme externe d'évaluation du crédit
OFT	Opérations de financement par titres
OICV	Organisation internationale de commerce de valeurs
OPCVM	Organismes de placement collectif en valeurs mobilières
OPHAC	Organismes publics hors administration centrale
PCAA	Papier commercial adossé à des actifs
PCGR	Principes comptables généralement reconnus
PESF	Programme d'évaluation du secteur financier du Fonds monétaire international
PFMI	Produits futurs sur marges d'intérêt
PIF	Passifs d'impôts futurs

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital
 Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
 Liste des abréviations
 Autorité des marchés financiers

v

Janvier 2016

Abréviations utilisées	Expressions
RC	Risque de contrepartie
SAH	Structure <i>ad hoc</i>
S&P	Standard & Poor's
SCHL	Société canadienne d'hypothèques et de logement
SRL	Système règlements-livraison
TAC	Titres adossés à des créances
VaR	Valeur à risque
VMC	Valeur marchande courante

Introduction

La *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne* (LSFSÉ) et la *Loi sur les coopératives de services financiers* (LCSF)¹, habilite l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») à donner des lignes directrices portant sur la suffisance de leur capital². En outre, les dispositions législatives prévoient des exigences en matière de capitalisation selon lesquelles les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne (les « sociétés »), tout comme les caisses non membres d'une fédération³ (les « caisses »), doivent maintenir un capital suffisant⁴ pour leurs opérations. Elles sont également tenues de suivre des pratiques de gestion saine et prudente, notamment, en se conformant à la présente ligne directrice⁵.

Une *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital* a été donnée aux caisses non membres d'une fédération, aux sociétés de fiducie et aux sociétés d'épargne en janvier 2011. Cette dernière reprenait de façon analogue les exigences relatives à la mesure des fonds propres connue sous le nom de « Accord de Bâle II », initialement publiée en juin 2006.

Ces normes de capital proposent une approche détaillée et sensible au risque, encourageant les établissements financiers à faire une meilleure gestion et une évaluation plus juste de leurs risques. Ce cadre s'appuie sur trois piliers.

Le pilier 1 (Chapitres 1 à 7 de la présente) permet de moduler les exigences minimales de fonds propres au profil de risque des établissements, en leur offrant un éventail plus large de méthodes d'évaluation du risque de crédit, opérationnel et de marché.

Le pilier 2 (Chapitre 8 de la présente) porte sur le processus de surveillance prudentielle et vise non seulement à s'assurer que les établissements disposent de fonds propres adéquats pour couvrir l'ensemble des risques liés à leurs activités, mais également à les inciter à élaborer et à utiliser de meilleures techniques de surveillance et de gestion des risques.

Enfin, le pilier 3 (Chapitre 9 de la présente) vise à renforcer la discipline de marché en veillant à ce que les établissements financiers privilégient et accentuent la transparence et la communication en regard de leur exposition aux risques.

Approche préconisée pour l'élaboration de la ligne directrice

La présente ligne directrice a été élaborée en tenant compte des caractéristiques des établissements financiers visés et dans un souci d'harmonisation optimale des exigences tenant au fait que plusieurs d'entre eux opèrent sur d'autres marchés.

¹ RLRQ, chapitre C-67.3.

² Article 565 (1) LCSF et article 314.1 (1) LSFSÉ.

³ Pour les fins d'application de la LCSF, l'article 1 LCSF précise que toute caisse constitue une coopérative de services financiers.

⁴ Article 451 LCSF et article 195 LSFSÉ.

⁵ Article 66 LCSF et article 177.2 LSFSÉ.

La ligne directrice énonce les normes de fonds propres sur lesquelles s'appuie l'Autorité pour déterminer si une caisse ou une société maintient un capital suffisant pour assurer une gestion saine et prudente en vertu des lois qui leur sont applicables.

Cette ligne directrice expose les exigences des approches plus simples prévues par le dispositif Bâle II, soit l'approche standard pour le risque de crédit et les approches indicateur de base et standard pour le risque opérationnel. La ligne directrice n'inclut pas d'exigences spécifiques pour le risque de marché. Toutefois, si l'Autorité considère que les opérations de négociation gagnent en importance dans les activités des établissements financiers visés, l'Autorité pourrait revoir les exigences de fonds propres de manière à tenir compte de l'incidence du risque de marché sur le profil de risque de ces établissements.

Toute caisse ou toute société qui désire appliquer l'approche fondée sur les notations internes (NI) pour le risque de crédit et/ou les approches de mesure avancées (AMA) pour le risque opérationnel doit en informer l'Autorité qui en précisera les modalités. Dans la mesure où une institution a obtenu de son autorité de contrôle l'autorisation d'appliquer de telles approches, l'Autorité pourra vérifier⁶ si le dispositif mis en place permet à l'institution de satisfaire aux exigences prescrites par les lois du Québec en matière de capitalisation et de gestion saine et prudente.

Étant donné que les caisses et les sociétés sont nommément visées par la présente ligne directrice, certaines particularités se retrouvent au texte, notamment dans le cadre des deux premiers chapitres, puisqu'ils portent sur le champ d'application et la définition des fonds propres, ces thèmes étant adaptés en fonction de leurs particularités. En outre, malgré le fait que les dispositions législatives de la LCSF utilisent l'expression « capital de base » et que celles de la LSFSE utilisent l'expression « capital », la terminologie internationale de « fonds propres » a été retenue à des fins de comparabilité et de compréhension commune. Finalement, dans les domaines où il y a possibilité d'exercer une « discrétion nationale » ou lorsque l'Autorité désire apporter des précisions quant au traitement attendu, des encadrés clairement intitulés « Note de l'Autorité » décrivent les modalités d'application de ces exigences.

Étant donné l'importance d'employer une terminologie cohérente afin de faciliter une transposition et une application souple de la ligne directrice, l'Autorité a reconnu la nécessité d'utiliser la terminologie française d'usage courant dans le secteur des services financiers au Canada. Ainsi, aux fins d'uniformisation terminologique, des modifications mineures peuvent avoir été effectuées à des paragraphes extraits des documents bâlois

⁶ Sur la base de la ligne directrice de l'Autorité portant sur les normes relatives à la suffisance du capital des caisses non membres d'une fédération, des sociétés de fiducie et sociétés d'épargne, qui fournit des normes d'encadrement prudentiel cohérent et comparables aux standards internationaux tel que reflété dans le document intitulé *Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres*, également connu sous le nom de « Bâle II » ainsi que dans les documents constituant « Bâle III », c'est-à-dire *Bâle III : Dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires* et *Bâle III : Dispositif international de mesure, normalisation et surveillance du risque de liquidité*.

Approche d'actualisation

Le Comité sur le contrôle bancaire (« Comité de Bâle ») a entrepris des travaux pour améliorer l'Accord de Bâle II. De ces travaux a résulté la publication de plusieurs documents en juin 2009 dont certains éléments (p. ex., la titrisation, le processus de surveillance prudentielle et la communication aux marchés) ont vu leur entrée en vigueur reportée au 1^{er} janvier 2012. Afin de fournir aux caisses non membres d'une fédération, aux sociétés de fiducie et aux sociétés d'épargne des normes d'encadrement prudentiel cohérent et comparables aux standards internationaux établis à l'égard des fonds propres, l'Autorité a intégré ces dispositions pour se conformer à cette nouvelle date d'entrée en vigueur. En outre, certaines modifications parues en juillet 2011 et portant sur les exigences de divulgation en matière de rémunération ont également été intégrées à la présente ligne directrice.

En décembre 2010, le Comité de Bâle a publié deux documents majeurs instaurant du même coup les dispositions connues sous le vocable « Bâle III ». Le premier document intitulé *Bâle III : Dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires* (révisé juin 2011), ainsi que le second *Bâle III : Dispositif international de mesure, normalisation et surveillance du risque de liquidité* ont introduit des dispositions visant notamment le resserrement des critères d'admissibilité des instruments de capitalisation aux fonds propres ainsi que des ratios de liquidité. La majorité des dispositions contenues dans ces documents prennent effet dès le 1^{er} janvier 2015. Toutefois, l'application de celles-ci est échelonnée sur une période de dix ans.

Enfin, dans le cadre de la présente ligne directrice, dans le but d'alléger le texte, les expressions génériques « institution financière » ou « institution » sont utilisées pour faire référence tant aux caisses qu'aux sociétés visées par le champ d'application.

Normes internationales d'information financière (IFRS)

Les IFRS ont remplacé les Principes comptables généralement reconnus (PCGR) canadiens pour la préparation des états financiers des entreprises canadiennes ayant une obligation d'information du public dont l'exercice est ouvert à compter du 1^{er} janvier 2011.

L'Autorité divulguera ses directives par le biais de son Bulletin à l'égard des normes nouvelles ou modifiées (publiées par l'*International Accounting Standards Board* ou IASB) subséquentement à la date d'entrée en vigueur des IFRS, lesquelles normes pourraient modifier le calcul des exigences de suffisance du capital.

Prise d'effet

La mise à jour de la ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital est effective à compter du 1^{er} janvier 2016.

Chapitre 1. Vue d'ensemble

Voici un aperçu des modalités d'application des exigences de fonds propres pour les caisses et les sociétés régies selon les lois suivantes :

- *Loi sur les coopératives de services financiers*, RLRQ, c. C-67.3;
- *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, RLRQ, c. S-29.01.

1.1 Champ d'application

La *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital* s'applique sur une base consolidée, à chaque caisse et à chaque société, pour y englober principalement toutes les opérations d'une caisse ou d'une société et toute autre activité financière menée au sein de leurs filiales.

Une caisse, dans le cours normal de ses opérations, exerce des activités financières telles que la réception de dépôts, la fourniture du crédit et l'offre d'autres produits et services financiers à ses membres.

Une société de fiducie, dans le cours normal de ses activités, agit comme tuteur ou curateur aux biens, liquidateur, syndic, séquestre, conseiller d'un majeur, fiduciaire ou fidéicommissaire⁷. Une société d'épargne emprunte des fonds sous forme de dépôts pour des fins de prêts et de placements⁸.

Pour le calcul des fonds propres réglementaires, la ligne directrice s'applique sur une base consolidée y incluant toutes les filiales contrôlées par l'institution.

Sont exclues de l'institution consolidée par voie de déduction :

- les participations dans les filiales d'assurance;
- les participations dans d'autres institutions financières réglementées dont il ne convient pas qu'une institution de dépôt soit le soutien financier.

⁷ Art. 170 LSFSÉ.

⁸ Art. 171 LSFSÉ.

1.2 Ratio de levier

Note de l'Autorité

Le Comité de Bâle a introduit un ratio de levier qui doit être effectif à compter du premier trimestre 2018. Ce ratio est décrit sommairement dans la présente section et détaillé à l'Annexe 1-IV afin d'alléger le texte.

Toutefois, contrairement aux autres pays du monde, le Canada avait un ratio de levier (Ratio actifs/fonds propres) dont la définition est sensiblement différente au niveau de sa composition à celui du Comité de Bâle. Cet ancien ratio sera remplacé par le ratio de levier Bâle III (« Ratio de levier »).

Ainsi, l'Autorité s'attend à ce que l'institution financière maintienne à compter du 1^{er} janvier 2015 un ratio de levier supérieur ou égal à 3 % en tout temps.

Afin de réduire au minimum le nombre de définitions des fonds propres, les fonds propres de la catégorie 1 aux fins du ratio de levier sont calculés de la manière décrite au Chapitre 2 de la ligne directrice.

Les paragraphes qui sont dans la présente section sont tirés du document intitulé *Bâle III : ratio de levier et exigences de publicité* de janvier 2014. Étant donné que les dispositions contenues dans ces paragraphes sont sujets à des modifications en fonction de l'évolution des critères de calibration, l'Autorité révisera au besoin les dispositions contenues dans l'Annexe 1-IV.

Le ratio de levier est défini comme étant la mesure des fonds propres⁹ (le numérateur) divisée par la mesure de l'exposition (le dénominateur).

Il est exprimé en pourcentage et se calcule de la manière suivante :

$$\text{Ratio de levier} = \frac{\text{Mesure de fonds propres}}{\text{Mesure de l'exposition}}$$

Toute institution financière doit maintenir en tout temps, telle que définie à la section 1.1, un ratio de levier supérieur ou égal à 3 %. Ce ratio permet de mesurer de façon globale la suffisance des fonds propres compte tenu de l'importance de l'exposition totale de l'institution.

Ce ratio est calculé de manière comparable dans l'ensemble des juridictions avec des ajustements pour tenir compte des différentes normes comptables applicables en vigueur. Son principal objectif est limiter la prise d'effet de levier excessif au bilan et au hors bilan.

⁹ Les fonds propres à considérer sont les fonds propres de la catégorie 1. Cela inclut les fonds propres de la catégorie 1A et 1B.

1.3 Calcul des exigences minimales de fonds propres

Toute institution doit veiller au respect des normes minimales de fonds propres axées sur le risque en fonction de son exposition au risque de crédit et au risque opérationnel. Le total des actifs pondérés en fonction des risques s'obtient en multipliant par 12,5 (soit la réciproque des fonds propres minimaux de 8 %) les exigences de fonds propres couvrant le risque opérationnel et en y ajoutant les actifs pondérés en fonction du risque de crédit. Le ratio de fonds propres basé sur le risque est calculé en divisant les fonds propres réglementaires par le total des actifs pondérés en fonction des risques.

Pour chaque catégorie d'actifs composant les fonds propres de haute qualité, un ratio minimum est à maintenir¹⁰ et ces ratios se calculent de la façon suivante :

$$\text{Ratio de fonds basé =} \frac{\text{Fonds propres}}{\text{Sur les actifs} \quad \text{PR de crédit}_{\text{Standard}} + [1,06 \times \text{APR de crédit}]_{\text{NI}} + [12,5 \times \text{Risque opérationnel}]}$$

où :

Fonds propres = Fonds propres de la catégorie 1A ou le total des fonds propres obtenus selon les dispositions du Chapitre 2¹¹.

APR de crédit_{Standard} = Actif pondéré en fonction du risque de crédit calculé selon l'approche standard. Cette méthode est décrite aux Chapitres 3 et 4

Risque opérationnel = Exigences de fonds propres en regard du risque opérationnel calculées à l'aide d'une des approches décrites au Chapitre 6.

Toute institution doit veiller à respecter en tout temps les exigences minimales de fonds propres qui s'établissent à un ratio de fonds propres de la catégorie 1A, de la catégorie 1 et de l'ensemble des fonds propres qui sont respectivement de 7 % (incluant un coussin de conservation¹² de 2,5 %), de 8,5 % et de 10,5 %¹³.

1.4 Fonds propres réglementaires

Aux fins des normes de suffisance des fonds propres, la définition des fonds propres consolidés d'une institution repose sur certains critères essentiels. Ces critères seront présentés au Chapitre 2 de la ligne directrice.

¹⁰ Voir Annexe 1-I.

¹¹ La définition des fonds propres de la catégorie 1 (1A et 1B) est présentée au Chapitre 2 de la présente ligne directrice.

¹² Voir la section 1.4.1 intitulée « Réserve ou coussin de conservation des fonds propres » et l'Annexe 1-III.

¹³ Voir le Tableau B de l'Annexe 1-I.

Les fonds propres réglementaires sont composés de la somme des éléments suivants :

1. Fonds propres de base (catégorie 1), lesquels visent à assurer la continuité d'exploitation. Les fonds propres de la catégorie 1 sont subdivisés en deux grands groupes, soit la catégorie 1A (noyau dur) et la catégorie 1B (fonds propres additionnels).
2. Fonds propres complémentaires (catégorie 2), lesquels visent à absorber les pertes en cas de liquidation.

L'admissibilité des instruments de capitalisation à chacune des trois catégories mentionnées ci-dessus (1A, 1B et 2) est établie par une série de critères qui sont définis au Chapitre 2 de la ligne directrice.

Les fonds propres de la catégorie 1 comprennent les éléments de la plus grande qualité, c'est-à-dire qu'ils répondent aux critères essentiels.

Les fonds propres de la catégorie 2 ne répondent pas aux critères d'admissibilité de la catégorie 1, mais doivent répondre à d'autres critères. Ils contribuent à la solidité globale en absorbant les pertes en cas de liquidation.

1.4.1 Réserve ou coussin de conservation des fonds propres

Note de l'Autorité

Bien qu'une période de transition pour l'application de la réserve de conservation de 2,5 % soit suggérée par le Comité de Bâle (voir Tableau B de l'Annexe 1-I), l'Autorité tient compte de cette réserve depuis janvier 2013 dans les fonds propres de la catégorie 1A (voir Annexe 1-III).

Remarque

Les paragraphes qui suivent à l'égard de la réserve ou coussin de conservation de fonds propres sont tirés du document Bâle III : dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires, publié par le Comité de Bâle en décembre 2010 et révisé en juin 2011.

L'Autorité reprend et adapte les paragraphes 122 à 133 (Section III) de ce document. La numérotation bâloise n'est quant à elle pas maintenue afin d'éviter toute confusion avec certains paragraphes subséquents déjà présents à la ligne directrice et qui présentent cette même numérotation. Ainsi, les paragraphes présentant des chiffres romains sont ceux importés du document bâlois.

- i. La réserve de conservation des fonds propres est conçue de façon à ce que l'institution puisse constituer, en dehors des périodes de tensions, des réserves de fonds propres qu'elle pourrait utiliser lorsqu'elle subit des pertes. Cette exigence

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital

7

Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
Chapitre 1

Autorité des marchés financiers

Janvier 2016

-
- utilise une règle simple de conservation des fonds propres permettant d'éviter tout manquement aux exigences réglementaires minimales.
- ii. En dehors des périodes de tensions, l'institution devrait détenir des réserves de fonds propres excédant les exigences réglementaires minimales.
 - iii. Lorsque cette réserve est entamée, les institutions devraient déployer les efforts nécessaires pour la reconstituer, notamment en réduisant les distributions discrétionnaires prélevées sur les excédents/bénéfices (p. ex., ristournes/dividendes, rachat de parts/d'actions et primes de rémunération). Elles peuvent également choisir plutôt que de conserver des fonds propres autogénérés. L'arbitrage entre ces options devrait faire l'objet d'une concertation avec l'Autorité dans le cadre de la gestion prospective des fonds propres.
 - iv. Il va sans dire que plus la réserve est réduite, plus les institutions devront déployer d'importants efforts pour la reconstituer. C'est pourquoi, en l'absence de levée de capitaux, les institutions devraient augmenter d'autant plus la part des excédents/bénéfices non distribués en vue de reconstituer leurs réserves de fonds propres lorsque leur niveau de fonds propres se rapproche de l'exigence minimale.
 - v. Il n'est pas acceptable qu'une institution qui a épuisé sa réserve de fonds propres justifie ce choix sur la base de prévisions de reprise pour expliquer sa décision de continuer à distribuer généreusement ses excédents/bénéfices aux membres/actionnaires, aux autres bailleurs de fonds et aux salariés. Ce sont ces parties prenantes, et non pas les déposants, qui doivent assumer le risque que la reprise ne se concrétise pas.
 - vi. Il n'est pas acceptable que l'institution qui a épuisé sa réserve de fonds propres distribue ses excédents/bénéfices pour simuler une solidité financière. Non seulement il est irresponsable du point de vue de l'institution de favoriser ainsi les intérêts des membres/actionnaires au détriment des déposants, mais un tel comportement peut aussi encourager d'autres institutions financières à en faire autant. En conséquence, l'ensemble des institutions financières pourrait en arriver à accroître les distributions au moment précis où elles devraient conserver leurs excédents/bénéfices.
 - vii. Paragraphe non retenu – généralités relatives à la résilience des systèmes.
 - viii. La réserve de conservation des fonds propres est établie à 2,5 % et doit être constituée entièrement de fonds propres de la catégorie 1A. Cette réserve est constituée au-delà des exigences minimales de fonds propres¹⁴. Les distributions discrétionnaires feront l'objet de restrictions lorsque le niveau de fonds propres de l'institution atteindra la fourchette de la réserve de conservation. À ce moment, l'institution pourra continuer d'exercer ses activités de façon normale bien qu'elle enregistre des pertes. Les restrictions ne concernent que la distribution des excédents/bénéfices et non le fonctionnement opérationnel de l'institution.
 - ix. Les restrictions susmentionnées augmentent à mesure que le niveau de fonds propres se rapproche des exigences minimales. Ce dispositif est conçu de

¹⁴ Les fonds propres de la catégorie 1A doivent d'abord satisfaire aux exigences minimales établies avant de pouvoir contribuer à la réserve de conservation des fonds propres.

manière à imposer des restrictions minimales à l'institution dont le niveau de fonds propres se situe dans la partie supérieure de la fourchette.

- x. Le tableau présenté à l'Annexe 1-II illustre les ratios minimaux de conservation des fonds propres que l'institution doit respecter selon le niveau où se situe son ratio de fonds propres de la catégorie 1A. Dès leur prise d'effet, les ratios de conservation demeureront en place jusqu'à ce les ratios de fonds propres exigés soient rencontrés.

Par exemple, l'institution ayant un ratio de fonds propres de la catégorie 1A compris entre 4,5 % et 4,656 % en 2016 sera tenue de conserver 100 % de ses excédents/bénéfices au cours de l'exercice suivant (elle ne doit verser aucun de ses excédents/bénéfices sous forme de ristournes/dividendes, rachat de parts/d'actions et de primes de rémunération discrétionnaires).

Ainsi, si l'institution souhaitait effectuer des versements supérieurs à ce que permet le tableau de l'Annexe 1-II, elle devra lever des capitaux (fonds propres) à hauteur de la différence entre le montant qu'elle souhaite verser et celui qu'elle est autorisée à verser. Cela ferait l'objet d'une concertation avec l'Autorité, dans le cadre de la gestion prospective des fonds propres.

- xi. Les autres éléments essentiels des exigences sont les suivants :
- a) Éléments soumis à la restriction sur les distributions discrétionnaires : ces éléments sont par exemple, les ristournes/dividendes, rachats de parts/d'actions et les paiements discrétionnaires sur les autres éléments de fonds propres de la catégorie 1A et les primes de rémunération discrétionnaires. Les versements qui n'entraînent pas une réduction des éléments de fonds propres de la catégorie 1A ne sont pas considérés comme des montants distribués.
 - b) Définition des excédents : ils désignent des excédents distribuables calculés avant la déduction d'éléments soumis à la restriction sur les distributions discrétionnaires. Ils sont calculés après imputation de l'impôt et en l'absence de toute distribution discrétionnaire. Ainsi, toute incidence fiscale de ces versements est annulée. L'institution qui n'enregistre pas d'excédent/bénéfice et affiche un ratio de fonds propres de la catégorie 1A inférieur à 7 % ne peut pas distribuer de montants positifs nets.
 - c) Application sur base consolidée : le dispositif devrait être appliqué sur une base consolidée à l'institution; ainsi, les restrictions seraient imposées sur les distributions de celle-ci.

1.4.2 Cible de fonds propres

L'Autorité s'attend à ce que l'institution atteigne en tout temps les exigences minimales de fonds propres équivalentes à la somme des ratios minimums de 2019 mentionnés à l'Annexe 1-III. Ainsi, le ratio cible de fonds propres de la catégorie 1A est de 7 % dès le 1^{er} trimestre 2013. L'Autorité s'attend en outre à ce que toutes les institutions atteignent le ratio cible de 8,5 % pour les fonds propres de la catégorie 1 et de 10,5 % pour le total des fonds propres d'ici le 1^{er} trimestre de 2014.

Note de l'Autorité

Les cibles décrites à l'Annexe 1-III s'appliquent à l'institution et constituent des seuils d'intervention et de surveillance. Si l'institution ne respecte pas ces cibles, l'Autorité pourrait prendre des mesures restrictives pouvant prendre la forme de restrictions sur les distributions.

L'Autorité peut aussi fixer des ratios cibles plus élevés lorsque les circonstances le justifient. Elle peut notamment exiger des fonds propres supplémentaires lorsqu'elle juge que la hausse globale de crédit est associée à une accumulation de risque systémique important au Canada ou dans un pays étranger dans lequel l'institution est exposée au risque de crédit.

1.5 Total des actifs pondérés en fonction des risques**1.5.1 Approche relative au risque de crédit**

La ligne directrice présente une approche pour mesurer le risque de crédit soit l'approche standard décrite au Chapitre 3.

En vertu de cette approche, l'institution se sert des évaluations faites par des organismes externes d'évaluation du crédit reconnus par l'Autorité pour déterminer les coefficients de pondération des risques liés aux catégories suivantes :

- créances d'emprunteurs souverains et de banques centrales;
- créances d'entités du secteur public n'appartenant pas à une administration centrale;
- créances des banques multilatérales de développement;
- créances de banques et d'entreprises d'investissement;
- créances d'entreprises.

Les expositions au bilan en vertu de l'approche standard sont mesurées à la valeur comptable, exception faite :

- des prêts établis à la juste valeur conformément à l'option de la juste valeur, à la couverture de la juste valeur et à la comptabilité des instruments disponibles à la vente;
- des titres de créance évalués conformément à la comptabilité des instruments disponibles à la vente;
- des biens pour propre usage lorsque le modèle de la réévaluation est utilisé ou lorsque l'institution a décidé d'évaluer un bien pour propre usage à sa juste valeur lors de la transition aux IFRS et d'utiliser celle-ci en tant que coût présumé à cette date.

Les instruments susmentionnés devraient plutôt être mesurés en fonction du coût amorti. Toutes les expositions assujetties à l'approche standard sont pondérées en fonction du risque en termes nets des réserves spécifiques.

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital
Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
Chapitre 1

10

Autorité des marchés financiers

Janvier 2016

Les expositions déclarées dans le cas des biens pour propre usage doivent être fondées sur les valeurs comptables, ajustées des éléments suivants :

- montants avant impôts reversés des excédents ou bénéfices non répartis tels que requis à la sous-section 2.1.1.1;
- gains de réévaluation sur biens pour propre usage présentés aux autres éléments du résultat global.

1.5.2 Approches relatives au risque opérationnel

La présente ligne directrice prévoit deux approches possibles pour mesurer le risque opérationnel : l'approche indicateur de base et l'approche standard, toutes deux décrites au Chapitre 6.

L'approche indicateur de base exige que l'institution calcule les exigences de fonds propres à l'égard du risque opérationnel en appliquant un coefficient de pondération de 15 % à son revenu brut moyen positif des trois dernières années. Pour calculer la moyenne, il convient toutefois d'exclure les chiffres d'une année pour laquelle le produit annuel brut est négatif ou égal à zéro du numérateur et du dénominateur.

En vertu de l'approche standard, les activités de l'institution sont divisées en huit secteurs d'activités. Les exigences de fonds propres sont calculées par l'application d'un coefficient de pondération spécifique au produit annuel brut de chaque secteur d'activités. L'exigence totale de fonds propres représente la moyenne sur trois ans des sommes des exigences de fonds propres de tous les secteurs d'activités pour chaque année. Toutefois lorsque l'exigence totale de fonds propres de l'ensemble des secteurs pour une année est négative, alors la contribution de cette année au numérateur sera égale à zéro.

Chapitre 2. Définition des fonds propres

Les dispositions contenues dans ce chapitre s'appuient principalement sur le document publié par le Comité de Bâle sur le contrôle bancaire en décembre 2010 et révisé en juin 2011 intitulé *Bâle III : Dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires*¹⁵. Ce document présente une définition des fonds propres aux termes de Bâle III qui doit être respectée par les institutions financières afin de suivre les pratiques de gestion saine issues du Comité de Bâle.

Remarque

Les paragraphes qui suivent à l'égard de la définition des fonds propres et des ajustements réglementaires y afférents s'appuient principalement sur le document *Bâle III : Dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires*, publié par le Comité de Bâle en décembre 2010 et révisé en juin 2011.

L'Autorité reprend et adapte certains des paragraphes 52 à 96 de ce document. Afin de faciliter la comparabilité avec les normes nationales et internationales, la numérotation bâloise est maintenue et ce, malgré le fait que certains paragraphes subséquents déjà existants dans la ligne directrice (sous Bâle II) présentent cette même numérotation.

2.1 Fonds propres réglementaires et critères d'admissibilité

Les fonds propres réglementaires sont composés des éléments suivants :

- fonds propres de la catégorie 1 ou fonds propres de base;
- fonds propres de la catégorie 2 ou fonds propres complémentaires.

2.1.1 Fonds propres de la catégorie 1

Les fonds propres de la catégorie 1 sont scindés en deux sous-catégories soit :

- fonds propres de catégorie 1A ou noyau dur des fonds propres;
- fonds propres de la catégorie 1B ou fonds propres additionnels.

2.1.1.1 Fonds propres de la catégorie 1A

52. Les fonds propres de la catégorie 1A d'une institution comprennent les éléments qui répondent aux critères essentiels.

¹⁵ Le Comité de Bâle a également publié en décembre 2011 un document complémentaire intitulé *Bâle III - Définition des fonds propres et questions fréquemment posées*.

Les fonds propres de la catégorie 1A d'une institution sont notamment constitués des éléments suivants :

- les réserves¹⁶ et les excédents non répartis¹⁷;
- les parts de capital^{17 18} qui répondent aux critères d'admissibilité énoncés au paragraphe 53 de la présente sous-section;
- le capital social ordinaire, c'est-à-dire les actions ordinaires, le surplus d'apport¹⁹ et les bénéfices non répartis (BNR)²⁰;
- les instruments de fonds propres de la catégorie 1A qui sont émis par des filiales consolidées et détenus par des tiers²¹;
- l'ajustement cumulatif de la conversion des devises étrangères net d'impôt déclaré dans les autres éléments du résultat global;
- les autres éléments du résultat étendu et autres réserves publiées²².

Les versements supplémentaires autres que l'intérêt applicable doivent être déduits des fonds propres de la catégorie 1A conformément aux principes comptables généralement reconnus en vigueur au Canada.

De plus, les ajustements réglementaires appliqués au calcul des instruments de fonds propres de la catégorie 1A, tels que présentés à la sous-section 2.6.1, doivent être pris en compte.

53. Les instruments composant la catégorie 1A, doivent répondre sans exception aux critères d'admissibilité ci-dessous :
1. L'instrument représente la créance la plus subordonnée en cas de liquidation de l'institution.
 2. L'instrument confère un droit à une réclamation équivalente à sa valeur nominale, après le paiement de tous les engagements de rang supérieur^{23 24}.

¹⁶ Art. 84 LCSF.

¹⁷ Pour les caisses seulement.

¹⁸ Art. 54 à 63 LCSF.

¹⁹ Lorsque le remboursement requiert l'autorisation écrite préalable de l'Autorité.

²⁰ Pour les sociétés seulement.

²¹ Ces instruments sont inclus dans les fonds propres de la catégorie 1A à condition qu'ils respectent entièrement les critères d'admissibilité mentionnés au paragraphe 53 de la sous-section 2.1.1.1.

²² Les pertes non réalisées sont assujetties aux dispositions transitoires énoncées au paragraphe 94. Le Comité de Bâle continue de réexaminer le traitement approprié des gains non réalisés, en tenant compte de l'évolution du cadre comptable. L'Autorité surveillera les faits nouveaux à ce chapitre sur la scène internationale et ajustera les présentes dispositions au besoin.

²³ Conformément à la législation en vigueur.

²⁴ Pour les institutions à capital-actions, « l'instrument confère un droit à une réclamation sur les actifs résiduels proportionnel au capital qu'ils représentent, après le paiement de tous les engagements de rang supérieur, en cas de liquidation ».

3. Le capital initial a une durée indéterminée et n'est jamais remboursé sauf en cas de liquidation (hormis les cas de rachats discrétionnaires dans les limites permises par la loi et sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité).
4. L'institution ne doit pas créer, au moment de l'émission, d'attentes à l'effet que l'instrument sera racheté, remboursé ou annulé. De même, le matériel promotionnel ne doit pas faire mention de modalités qui pourraient susciter de pareilles attentes.
5. Les versements incluant les excédents/bénéfices non répartis sont effectués en prélevant ces sommes sur les excédents/bénéfices pouvant être repartis. Le niveau des versements n'est d'aucune manière lié aux montants payés à l'émission conformément aux dispositions législatives applicables.
6. La répartition des bénéfices sous forme de ristournes, dividendes ou autres redistributions n'est pas obligatoire, et le non-paiement ne constitue donc pas un événement de défaut.
7. Les versements ne sont effectués (s'il y a lieu) qu'une fois l'ensemble des obligations légales et contractuelles honorées et les paiements sur les fonds propres de rangs supérieurs effectués.
8. Dans les fonds propres de la plus haute qualité, chaque instrument absorbe les pertes pour assurer la continuité d'exploitation (proportionnellement pour les institutions à capital-actions) et *pari passu* à tous les autres instruments.
9. Le capital versé doit être comptabilisé comme capitaux propres et non comme dettes pour des fins de détermination de l'insolvabilité au niveau du bilan.
10. Le capital versé doit être classé dans les fonds propres selon les principes comptables applicables en vigueur au Canada.
11. Le capital est émis directement et libéré. L'institution ne peut en avoir financé directement ou indirectement l'acquisition²⁵.
12. Le capital versé n'est pas garanti par une sureté ni de l'émetteur ou d'une entité liée et n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant la forme juridique et économique ainsi que le rang de créance.
13. L'émission doit être effectuée avec l'approbation du conseil d'administration en conformité avec les lois applicables.
14. Le montant versé figure clairement et séparément au bilan de l'institution et est déterminé selon les principes comptables applicables en vigueur au Canada.

²⁵ Le capital libéré désigne de façon générale le capital reçu par l'institution à titre irrévocable dont la valeur a été établie de manière fiable, qui se trouve sous l'entier contrôle de l'institution et ne l'expose, ni directement, ni indirectement, au risque de crédit de l'investisseur. [CBCB, QFP N° 5]

54. et 55. Concernent les fonds propres de la catégorie 1B et se retrouvent à la sous-section 2.1.1.2 dédiée à ces fonds propres.

56. Paragraphe non applicable.

57. à 61. Ces paragraphes concernent les fonds propres de la catégorie 2 et se retrouvent à la sous-section 2.1.2 dédiée à ces fonds propres.

2.1.1.1.1 Instruments de fonds propres de la catégorie 1A émis par une filiale consolidées et détenus par des tiers

62. Il s'agit de traitement des intérêts minoritaires émis à des tiers par les filiales consolidées de l'institution.

Les instruments de fonds propres de la catégorie 1A émis par une filiale intégralement consolidée de l'institution à l'intention d'un tiers peuvent faire l'objet d'une constatation limitée dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A de l'institution si :

- l'instrument, s'il était émis par l'institution, satisferait à tous les critères décrits au paragraphe 53 ci-dessus afin d'être classé comme un instrument de fonds propres de la catégorie 1A aux fins du calcul des fonds propres réglementaires;
- la filiale qui a émis l'instrument est elle-même une institution de dépôt^{26 27}.

Le montant satisfaisant aux critères susmentionnés qui sera constaté dans les fonds propres de la catégorie 1A est calculé comme suit :

- a) Capital versé plus excédents/bénéfices non répartis qui sont attribuables à des tiers investisseurs, avant les déductions, moins le montant des instruments de fonds propres excédentaires de la catégorie 1A de la filiale attribuables à des tiers investisseurs;
- b) Les instruments de fonds propres excédentaires de la catégorie 1A de la filiale se calculent ainsi : instruments de fonds propres de la catégorie 1A de la filiale, moins les déductions et moins le moindre : (1) des normes sur les instruments de fonds propres minimales de la catégorie 1A de la filiale plus les réserves de fonds propres et (2) de la part des exigences

²⁶ Toute institution assujettie aux mêmes normes prudentielles minimales et au même niveau de surveillance qu'une institution financière peut être assimilée à une institution financière.

²⁷ Une participation minoritaire dans une filiale qui est une institution financière est strictement exclue des instruments de fonds propres de la catégorie 1A de l'institution si l'institution ou l'entité affiliée a pris des dispositions pour financer directement ou indirectement une participation minoritaire dans la filiale par l'entremise d'une SAH ou d'un autre véhicule ou arrangement. Le traitement figurant ci-dessus est donc strictement disponible quand toutes les participations minoritaires dans la filiale de l'institution représentent uniquement les véritables contributions de tiers sous forme d'instruments de fonds propres de la catégorie 1A à la filiale.

minimales²⁸ consolidées des instruments de fonds propres de la catégorie 1A de la filiale plus la réserve de fonds propres²⁹ qui se rapporte à la filiale;

- c) Le montant des instruments de fonds propres excédentaires de la catégorie 1A attribuable à des tiers investisseurs correspond au produit des instruments de fonds propres excédentaires de la catégorie 1A de la filiale (calculés en (b) ci-dessus) et du pourcentage des instruments de fonds propres de la catégorie 1A qui est attribuable à des tiers investisseurs.

Les actions ordinaires ou les autres instruments de fonds propres de la catégorie 1A émis à des tiers investisseurs par une filiale consolidée qui n'est pas une institution de dépôt ne peuvent être inclus dans les instruments de fonds propres consolidés de la catégorie 1A de l'institution. Ils peuvent toutefois être inclus dans les instruments de fonds propres consolidés de la catégorie 1 et dans le total des fonds propres de l'institution, sous réserve des conditions mentionnées aux paragraphes 62 (sous-section 2.1.1.1) et 64 (sous-section 2.1.2.1).

2.1.1.1.2 Instruments de fonds propres de la catégorie 1A émis par l'intermédiaire de structures *ad hoc* (SAH)

65. Dans les cas où les fonds propres acquis par des tiers ont été émis par une SAH, l'institution ne pourra pas en inclure la moindre partie dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A. Elle pourra toutefois les inclure, au niveau consolidé, dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1B ou les fonds propres de la catégorie 2 et les traiter comme si elle les avait placés directement elle-même auprès de tiers, seulement :

- a) s'ils satisfont à tous les critères d'admissibilité;
- b) si le seul actif de la SAH est sa participation dans les fonds propres de l'institution sous une forme qui respecte ou dépasse tous les critères d'admissibilité applicables³⁰ (tel le critère 14 pour les instruments de fonds propres de la catégorie 1B et le critère 9 pour les fonds propres de la catégorie 2).

Dans les cas où les fonds propres acquis par des tiers ont été émis par une SAH par le biais d'une filiale intégralement consolidée de l'institution, il est possible, sous réserve des conditions énoncées au présent paragraphe, de les traiter comme si la filiale les avait placés directement elle-même auprès de tiers

²⁸ Ce montant doit exclure toutes les expositions interentreprises (p. ex., prêts et débetures) de la filiale à l'institution qui gonfleraient les actifs pondérés en fonction des risques de la filiale.

²⁹ Calculés selon la méthode de calcul des APR de l'organisme de réglementation local, c'est-à-dire si les exigences de l'organisme en question sont fondées sur les règles de Bâle I, cette méthode de calcul peut être utilisée. Le calcul doit tout de même être basé sur le minimum plus la réserve de conservation de fonds propres.

³⁰ Les actifs liés à l'exploitation de la SAH peuvent être exclus de cette évaluation si leur montant est minime.

et de les inclure dans instruments de fonds propres de la catégorie 1B ou les fonds propres de la catégorie 2 conformément aux modalités décrite aux paragraphes 63 et 64 .

2.1.1.2 Fonds propres additionnels (catégorie 1B)

54. Les éléments suivants sont inclus dans les fonds propres de la catégorie 1B :

1. les instruments émis par l'institution qui ne font pas parties des éléments de la catégorie 1A et qui rencontrent les quatorze (14) critères d'admissibilité ainsi que le critère relatif aux fonds propres d'urgence (critère 15) et;
2. les instruments qui sont émis par des filiales consolidées et détenus par des tiers et respectant les critères d'admissibilité dans les fonds propres de la catégorie 1B. De plus, ces éléments ne doivent pas être inclus dans les éléments de la catégorie 1A.

De plus, les ajustements réglementaires appliqués au calcul des instruments de fonds propres de la catégorie 1B, tels que présentés à la sous-section 2.6.3 doivent être pris en compte.

55. Les critères d'admissibilité aux fonds propres de la catégorie 1B sont les suivants :

1. L'instrument est émis et payé en espèce ou, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité, par d'autres moyens de paiement.
2. L'instrument est de rang inférieur à ceux des déposants, des créanciers ordinaires et des détenteurs de dettes subordonnées de l'institution.
3. L'instrument n'est adossé à aucune sûreté, ni garantie de l'émetteur ou d'autres entités liées, et n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant le rang de la créance comparativement aux autres éléments mentionnés au point 2 ci-dessus.
4. L'instrument a une durée indéterminée (perpétuelle), c'est-à-dire qu'il n'a pas de date d'échéance, de clause de progression (*step up*³¹) et autre incitatif de rachat.
5. L'instrument peut être remboursable par anticipation par l'émetteur (option d'achat), mais cette clause ne peut être exercée qu'après une période minimale de cinq ans de détention, selon les conditions suivantes :
 - L'institution doit obtenir l'autorisation préalable de l'Autorité.

³¹ Une clause de progression s'entend d'une option d'achat assortie d'une augmentation préétablie de l'écart initial de l'instrument à une date ultérieure par rapport au taux initial de rémunération (ou de versement) après avoir pris en compte l'écart de swap entre l'indice de référence initial et le nouvel indice de référence. Une conversion d'un taux fixe à un taux variable (ou inversement) accompagnée d'une option d'achat sans augmentation de l'écart de crédit ne constituerait pas une progression.

-
- L'institution ne doit en aucun cas laisser croire qu'elle exercera son option de rachat.
 - L'institution ne doit pas exercer son option de rachat sauf dans les cas suivants :
 - l'institution remplacera l'instrument racheté par des fonds propres de qualité égale ou supérieure, y compris les excédents non répartis, et ce, à des conditions viables en fonction de ses revenus sur une base de continuité des opérations³²; ou
 - l'institution démontrera que sa capitalisation est bien supérieure aux exigences minimales de fonds propres après l'exercice de son option de rachat.
6. Tout remboursement du principal (soit par rachat ou par remboursement anticipé) doit être préalablement autorisé par l'Autorité et l'institution ne doit pas présumer, ni laisser croire au marché que cette autorisation lui sera accordée.
 7. Les versements de la rémunération (incluant les coupons) de l'instrument doivent être entièrement discrétionnaires.
 - L'institution doit avoir une discrétion totale en tout temps pour annuler le paiement des versements.
 - L'annulation des paiements discrétionnaires ne doit pas être considérée comme un événement de défaut de la part de l'institution.
 - L'institution doit avoir la pleine disposition des versements annulés afin d'honorer ses engagements à l'échéance.
 - L'annulation de versements ne doit pas imposer de restriction à l'institution sauf en ce qui concerne les versements aux détenteurs de parts de capital admissibles/actions ordinaires.
 8. Le paiement de la rémunération liée à l'instrument doit être imputé aux excédents/bénéfices distribuables.
 9. L'instrument ne peut pas avoir une composante sensible au crédit sous forme de distributions ou de coupons mis à jour périodiquement sur la base, en tout ou en partie, de la note de crédit de l'institution.
 10. L'instrument ne peut engendrer un excédent de passifs sur les actifs, si la législation applicable détermine que dans un tel cas, l'institution est insolvable.

³² Les émissions de remplacement peuvent se faire en même temps que le rachat de l'instrument, mais non après celui-ci.

-
11. Les instruments désignés comme des passifs à des fins comptables doivent avoir la capacité d'absorption des pertes, en principal, par le biais :
- de leur conversion en instruments de fonds propres de la catégorie 1A/actions ordinaires selon le niveau du seuil prédéfini correspondant à au moins 5,125 % des instruments de fonds propres de la catégorie 1A; ou
 - d'un mécanisme de dépréciation qui impute les pertes à l'instrument à un niveau de seuil prédéfini correspondant à au moins 5,125 % des instruments de fonds propres de la catégorie 1A. Cette dépréciation aura les effets suivants :
 - réduction de la créance représentée par l'instrument, en cas de liquidation;
 - réduction du montant remboursé, en cas d'exercice de l'option;
 - réduction partielle ou intégrale du versement de la rémunération de l'instrument.
12. L'instrument ne peut avoir été acheté par l'institution, ni par une partie liée sur laquelle l'institution exerce son contrôle ou une influence significative. De plus, l'institution ne peut avoir financé directement ou indirectement l'achat de l'instrument.
13. L'instrument ne peut présenter de caractéristiques nuisant à la recapitalisation, comme des dispositions imposant à l'émetteur d'indemniser les investisseurs si un nouvel instrument est émis à un prix inférieur durant une période déterminée.
14. Si l'instrument n'est pas émis par une entité opérationnelle ou la société de portefeuille de l'institution (p. ex., par une SAH), le produit de l'émission doit être à la disposition immédiate et illimitée d'une entité opérationnelle ou de la société de portefeuille de l'institution de telle manière que soient respectés ou dépassés tous les autres critères d'admissibilité dans les fonds propres de la catégorie 1B.

Critère additionnel relatif aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité

15. Les modalités contractuelles de l'instrument doivent comporter une clause exigeant leur conversion intégrale et permanente en instrument de fonds propres de la catégorie 1A au point de non-viabilité conformément aux exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) de l'Autorité, tel qu'il est précisé à la section 2.5. Quand un instrument est émis par une SAH conformément au critère 14 ci-dessus, la conversion des instruments émis par la SAH à des investisseurs finaux doit faire écho à la conversion des fonds propres émis par l'institution au SAH.

2.1.1.2.1 Instruments de fonds propres de la catégorie 1 admissibles émis par une filiale consolidée et détenus par des tiers

63. Les instruments de fonds propres de la catégorie 1 émis par une filiale totalement consolidée de l'institution à des tiers investisseurs (y compris les montants visés aux paragraphes 62 de la sous-section 2.1.1.1.1 et 64 de la sous-section 2.1.2.1) peuvent être constatés parmi les fonds propres de la catégorie 1 consolidés de l'institution seulement si l'instrument, s'il était émis par l'institution, satisferait à tous les critères d'admissibilité dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1B ou les dépasserait.

Le montant des fonds propres qui sera constaté dans la catégorie 1 se calcule comme suit :

- a) capital versé plus réserves/bénéfices/excédents non répartis connexes qui sont attribuables à des tiers investisseurs, avant les déductions, moins le montant des instruments de fonds propres excédentaires de la catégorie 1A de la filiale attribuables à des tiers investisseurs;
- b) Les fonds propres excédentaires de la catégorie 1 de la filiale se calculent ainsi : fonds propres de la catégorie 1 de la filiale, moins les déductions et moins le moindre : (1) des normes minimales appliquées aux fonds propres de la catégorie 1 de la filiale plus les réserves de fonds propres³³ et (2) de la part des exigences minimales consolidées de fonds propres de la catégorie 1 du parent³⁴ plus la réserve de fonds propres³⁵ qui se rapporte à la filiale;
- c) Le montant des fonds propres de la catégorie 1 attribuable à des tiers investisseurs correspond au produit des fonds propres excédentaires de la catégorie 1 de la filiale (calculés en (b) ci-dessus) et du pourcentage des fonds propres de catégorie 1 qui est attribuable à des tiers investisseurs.

Le montant des fonds propres de la catégorie 1 qui sera constaté dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1B exclura les montants comptabilisés dans les fonds propres de la catégorie 1A conformément aux paragraphes 62 de la sous-section 2.1.1.1.1.

³³ Calculés selon la méthode de calcul des APR de l'organisme de réglementation local, c'est-à-dire si les exigences de l'organisme en question sont fondées sur les règles de Bâle I, cette méthode de calcul peut être utilisée. Le calcul doit tout de même être basé sur le minimum plus la réserve de conservation de fonds propres.

³⁴ Ce montant doit exclure toutes les expositions interentreprises (p. ex., prêts et débentures) de la filiale à l'institution, qui gonfleraient les actifs pondérés en fonction des risques de la filiale.

³⁵ Calculées selon la méthode de calcul des APR de l'organisme de réglementation de l'institution, c'est-à-dire si les exigences de l'organisme en question sont fondées sur les règles de Bâle III, la méthode de calcul doit être utilisée. Si cette information n'est pas disponible, le calcul peut alors être effectué selon la méthode de calcul des APR utilisée pour satisfaire aux exigences de l'organisme de réglementation local (le calcul doit tout de même être basé sur le minimum plus la réserve de conservation de fonds propres).

2.1.1.2.2 Instruments de fonds propres de la catégorie 1B émis par l'intermédiaire de SAH

65. Dans les cas où les fonds propres acquis par des tiers ont été émis par une SAH, l'institution ne pourra pas en inclure la moindre partie dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A. Elle pourra toutefois les inclure, au niveau consolidé, dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1B ou les fonds propres de la catégorie 2 et les traiter comme si elle les avait placés directement elle-même auprès de tiers, seulement :

- a) s'ils satisfont à tous les critères d'admissibilité;
- b) si le seul actif de la SAH est sa participation dans les fonds propres de l'institution sous une forme qui respecte ou dépasse tous les critères d'admissibilité applicables³⁶ (tel que le critère 14 pour les instruments de fonds propres de la catégorie 1B et le critère 9 pour les fonds propres de la catégorie 2).

Dans les cas où les fonds propres acquis par des tiers ont été émis par une SAH par le biais d'une filiale intégralement consolidée de l'institution, il est possible, sous réserve des conditions énoncées au présent paragraphe, de les traiter comme si la filiale les avait placés directement elle-même auprès de tiers et de les inclure dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1B ou les fonds propres de la catégorie 2 conformément aux modalités décrites aux paragraphes 63 et 64.

2.1.2 Fonds propres de la catégorie 2

57. Les fonds propres de la catégorie 2 (fonds propres complémentaires) sont constitués d'éléments qui ne répondent pas aux critères des deux premières catégories de fonds propres (1A et 1B), mais qui contribuent tout de même à la solidité financière d'une institution sur une base de sa capacité d'absorption des pertes en cas de liquidation.

Les fonds propres de la catégorie 2 comprennent les éléments qui ne sont pas inclus dans la catégorie 1, qui respectent l'ensemble des critères ci-dessus et qui satisfont aux principes de conversion. Peuvent être inclus dans cette catégorie et de manière non exhaustive les éléments suivants :

- les parts de qualification³⁷;
- les débetures de 99 ans admissibles;
- les instruments émis par les filiales consolidées de l'institution et détenus par des tiers³⁸;

³⁶ Les actifs liés à l'exploitation de la SAH peuvent être exclus de cette évaluation si leur montant est minime.

³⁷ Pour les caisses seulement.

- les provisions générales autorisées (voir la sous-section 2.1.2.2);

De plus, les ajustements réglementaires appliqués au calcul des instruments de la catégorie 2 tels que présentés à la sous-section 2.6.4 doivent être pris en compte.

58. Les éléments composant les fonds propres de la catégorie 2 doivent répondre aux critères d'admissibilité ci-dessous :

1. L'instrument est émis et payé en espèce ou sous réserve de l'autorisation de l'Autorité, par d'autres moyens de paiement.
2. L'instrument est de rang inférieur à ceux des déposants, des créanciers ordinaires de l'institution.
3. L'instrument n'est adossé à aucune sûreté, ni garantie de l'émetteur ou d'autres entités liées, et n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant, sous une forme juridique ou économique, le rang de la créance par rapport à celles des déposants et des créanciers ordinaires de l'institution.
4. Échéance :
 - a) l'instrument a une échéance minimale de cinq ans au moment de l'émission;
 - b) la comptabilisation de l'instrument dans les fonds propres au cours des cinq dernières années précédant l'échéance s'effectue sur la base d'un amortissement linéaire;
 - c) l'instrument ne comporte ni progression de taux (*step up*) ni aucune autre incitation au rachat.
5. L'instrument peut comporter une option de remboursement anticipé à l'initiative de l'émetteur, mais celle-ci ne peut être exercée qu'au terme d'une période minimale de 5 ans:
 - a) l'institution doit, pour exercer son option de rachat, obtenir l'autorisation préalable de l'Autorité;
 - b) l'institution ne doit pas laisser croire qu'elle exercera son option de rachat;
 - c) l'institution ne doit pas exercer son option de rachat sauf :
 - i. si elle remplace l'instrument racheté par des fonds propres de qualité égale ou supérieure et à des conditions viables en fonction de son revenu³⁹; ou

³⁸ Ces instruments sont inclus dans les fonds propres de la catégorie 2 à condition qu'ils respectent entièrement les critères d'admissibilité mentionnés au paragraphe 58 de la sous-section 2.1.2.

³⁹ Les émissions de remplacement peuvent se faire en même temps que l'instrument est racheté, mais non après le rachat.

-
- ii. si elle démontre que la position de ses fonds propres est bien supérieure à son exigence minimale après exercice de l'option de rachat.
6. L'investisseur ne doit pas avoir le droit de verser par anticipation de paiements programmés (coupon ou principal), sauf en cas de faillite et de liquidation.
 7. L'instrument ne peut pas comporter une clause liant sa rémunération au risque de crédit, c'est-à-dire que la rémunération de l'instrument ne peut être redéfinie périodiquement, en fonction intégralement ou partiellement, de la note de crédit de l'institution.
 8. L'instrument ne peut avoir été acheté par l'institution ni par une partie liée sur laquelle l'institution exerce son contrôle ou une influence significative, et l'institution ne peut avoir financé directement ou indirectement l'achat de l'instrument.
 9. Si l'instrument n'est pas émis par une entité opérationnelle⁴⁰ ou une entité ayant le pouvoir juridique pour ce faire (p. ex., par une SAH), le produit de l'émission doit être à la disposition immédiate et illimitée d'une entité opérationnelle ou de l'institution ayant le pouvoir juridique, de telle manière que soient respectés ou dépassés tous les autres critères d'admissibilité à la catégorie 2.

Critère additionnel relatif aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité

10. Les modalités contractuelles de l'instrument doivent comporter une clause exigeant leur conversion intégrale et permanente en instrument de fonds propres de la catégorie 1A au point de non-viabilité conformément aux exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) de l'Autorité, tel qu'il est précisé à la section 2.5. Quand un instrument est émis par une SAH conformément au critère 9 ci-dessus, la conversion des instruments émis par la SAH à des investisseurs finaux doit faire écho à la conversion des fonds propres émis par l'institution à la SAH.

2.1.2.1 Instruments de fonds propres de la catégorie 2 émis par une filiale consolidée et détenus par des tiers

64. Traitement des intérêts minoritaires émis à des tiers par les filiales consolidées de l'institution.

Le total des instruments de fonds propres (soit les instruments de fonds propres de la catégorie 1 et de la catégorie 2) émis par une filiale intégralement consolidée de l'institution et acquis par des investisseurs tiers (y compris les montants visés aux paragraphes 62 (sous-section 2.1.1.1.1) et 63 (sous-section 2.1.1.2.1)) ne peut être inclus dans le total des fonds propres qu'à la

⁴⁰ Une entité opérationnelle est une entité établie dans le but de faire affaire avec des clients afin de dégager du profit pour son propre compte.

condition que, si ces instruments étaient émis par l'institution ils satisferaient à tous les critères d'admissibilité dans les fonds propres de la catégorie 1 ou de la catégorie 2.

Le montant des fonds propres qui sera comptabilisé dans le total consolidé des fonds propres se calcule comme suit :

- a) Capital versé plus excédents/bénéfices non répartis qui sont attribuables à des tiers investisseurs, avant les déductions, moins le montant total des fonds propres excédentaires de la filiale attribuables à des tiers investisseurs;
- b) Le total des fonds propres excédentaires de la filiale se calculent ainsi: total des fonds propres de la filiale, moins les déductions et moins le moindre : (1) des exigences minimales relatives au total des fonds propres de la filiale plus les réserves de fonds propres⁴¹ et (2) de la part des exigences minimales consolidées du total des fonds propres de la filiale⁴² plus la réserve de fonds propres⁴³ qui se rapporte à la filiale;
- c) Le montant du total des fonds propres excédentaires attribuable à des tiers investisseurs correspond au produit du total des fonds propres excédentaires de la filiale (calculés en (b) ci-dessus) et du pourcentage du total des fonds propres qui est attribuable à des tiers investisseurs.

Le montant du total des fonds propres qui sera constaté dans les fonds propres de catégorie 2 exclura les montants comptabilisés dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A conformément au paragraphe 62 (sous-section 2.1.1.1) et les montants comptabilisés dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1B conformément au paragraphe 63 (sous-section 2.1.1.2.1).

2.1.2.2 Instruments de fonds propres de la catégorie 2 émis par l'intermédiaire de SAH

65. Dans les cas où les fonds propres acquis par des tiers ont été émis par une SAH, l'institution ne pourra pas en inclure la moindre partie dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A. Elle pourra toutefois les inclure, au niveau consolidé, dans les fonds propres de la catégorie 1B ou les

⁴¹ Calculés selon la méthode de calcul des APR de l'organisme de réglementation local, c'est-à-dire si les exigences de l'organisme en question sont fondées sur les règles de Bâle I, cette méthode de calcul peut être utilisée. Le calcul doit tout de même être basé sur le minimum plus la réserve de conservation de fonds propres.

⁴² Ce montant doit exclure toutes les expositions interentreprises (p. ex., prêts et débentures) de la filiale à l'institution qui gonfleraient les actifs pondérés en fonction des risques de la filiale.

⁴³ Calculés selon la méthode de calcul des APR de l'organisme de réglementation de l'institution, c'est-à-dire, si les exigences de l'organisme en question sont fondées sur les règles de Bâle III, la méthode de calcul doit être utilisée. Si cette information n'est pas disponible, le calcul peut alors être effectué selon la méthode de calcul des APR utilisée pour satisfaire aux exigences de l'organisme de réglementation local (le calcul doit tout de même être fondé sur le minimum plus la réserve de conservation de fonds propres).

fonds propres de la catégorie 2 et les traiter comme si elle les avait placés directement elle-même auprès de tiers, seulement :

- a) s'ils satisfont à tous les critères d'admissibilité;
- b) si le seul actif de la SAH est sa participation dans les fonds propres de l'institution sous une forme qui respecte ou dépasse tous les critères d'admissibilité applicables⁴⁴ (tel que le critère 14 pour les fonds propres de la catégorie 1B et le critère 9 pour les fonds propres de la catégorie 2).

Dans les cas où les fonds propres acquis par des tiers ont été émis par une SAH par le biais d'une filiale intégralement consolidée de l'institution, il est possible, sous réserve des conditions énoncées au présent paragraphe, de les traiter comme si la filiale les avait placés directement elle-même auprès de tiers et de les inclure dans les fonds propres de catégorie 1B ou les fonds propres de catégorie 2 conformément aux paragraphes 63 (sous-section 2.1.1.2.1) et 64 (sous-section 2.1.2.1).

2.1.2.3 Parts de qualification

Les caisses présentent une particularité sur le plan juridique et sur le plan économique faisant en sorte qu'il ne peut y avoir d'exploitation normale de l'entreprise coopérative sans émission d'une part de qualification, créant ainsi le lien indispensable entre la caisse et le membre pour la continuité des affaires.

2.2 Rachat ou achat

Toute demande écrite d'autorisation de rachat des parts de capital admissibles ou leur achat aux fins d'annulation⁴⁵ doit indiquer notamment le type de capital admissible, le motif du rachat ou de l'achat aux fins d'annulation, le montant visé et la période au cours de laquelle cette opération sera effectuée dans le cours normal des activités de l'institution.

2.3 Provisions collectives (catégorie 2)

Une institution financière utilisant l'approche standard :

Les provisions collectives pour pertes sur prêts constituées en regard de pertes futures non identifiées sont pleinement disponibles pour couvrir les pertes susceptibles de se matérialiser ultérieurement; elles peuvent donc être incluses dans les fonds propres de catégorie 2.

⁴⁴ Les actifs liés à l'exploitation de la SAH peuvent être exclus de cette évaluation si leur montant est minime.

⁴⁵ Le montant préalablement autorisé devrait être relativement équivalent à celui qui sera effectivement racheté dans les faits, au cours de la période visée par l'autorisation. Les rachats ou achats de parts devront s'effectuer sur une période maximale de 12 mois consécutifs.

Toutefois, il faudrait en exclure les provisions constituées pour faire face à la détérioration constatée d'actifs particuliers ou de passifs connus, pris individuellement ou collectivement.

Les provisions collectives pouvant être incluses dans les fonds propres de catégorie 2 seront limitées à au plus 1,25 % des actifs pondérés en fonction du risque de crédit tels que calculés sous le régime de l'approche standard.

L'institution financière doit être dotée d'un processus interne pour déterminer l'admissibilité des provisions collectives qui peuvent être incluses dans les fonds propres de catégorie 2 selon ces critères. Elle doit régulièrement démontrer à l'Autorité qu'elle satisfait cette norme. L'inclusion de provisions collectives dans les fonds propres ne peut être appliquée qu'avec le consentement écrit préalable de l'Autorité.

2.4 Amortissement

Les éléments de fonds propres de la catégorie 2 sont soumis à un amortissement linéaire dégressif sur une période de cinq ans précédant l'échéance. Ainsi, à mesure que l'échéance, le rachat ou l'encaissement de ces instruments approchent, les soldes en cours doivent être amortis selon les critères suivants :

Temps à échéance résiduel	Taux d'inclusion dans les fonds propres de la catégorie 2
5 ans ou plus	100 %
4 ans ou plus, mais moins de 5 ans	80 %
3 ans ou plus, mais moins de 4 ans	60 %
2 ans ou plus, mais moins de 3 ans	40 %
1 an ou plus, mais moins de 2 ans	20 %
Moins d'un an	0 %

L'Autorité s'attend à ce que l'amortissement soit calculé sur une base trimestrielle en tenant compte du contenu de la colonne « Temps à échéance résiduel » ci-dessus mentionnée.

Le calcul de l'amortissement doit commencer au premier trimestre de l'exercice qui se termine dans la cinquième année avant l'échéance. Par exemple, si un instrument échoit le 31 décembre 2020, l'émission est amortie de 20 % le 1^{er} janvier 2015, et l'amortissement est déclaré sur le relevé des normes des fonds propres du 31 mars 2016. Chaque relevé ultérieur daté du 31 mars fera état d'une tranche d'amortissement supplémentaire de 20 %.

Note :

Lorsque le rachat n'est pas assujéti à l'autorisation de l'Autorité, l'amortissement doit commencer après la cinquième année pour une débenture de 20 ans qui peut être rachetée à tout moment après les 10 premières années. Cette mesure ne s'applique pas lorsque le rachat doit être autorisé au préalable et par écrit par l'Autorité.

Lorsque l'émetteur peut racheter un instrument sous réserve de l'autorisation écrite au préalable de l'Autorité, l'instrument est assujéti à l'amortissement linéaire dans les cinq dernières années avant l'échéance.

2.5 Exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV)

Note de l'Autorité

L'Autorité adopte les dispositions introduites par le Comité de Bâle à l'égard des critères additionnels d'admissibilité des instruments de capitalisation dans les fonds propres⁴⁶.

Toutefois, étant donné que les discussions en regard de l'application aux entités coopératives des dispositions relatives aux fonds propres d'urgence ont toujours cours au niveau international, l'Autorité pourrait apporter des modifications aux présentes, lorsque pertinent, postérieurement à la prise d'effet de la ligne directrice (1^{er} janvier 2016), de façon à refléter les conclusions de ces discussions. Le cas échéant, le projet de ligne directrice modifié fera l'objet de consultations, tel que requis en vertu de la LCSF et la LSFSE.

Les fonds propres réglementaires ont pour objectif premier d'absorber les pertes d'une institution advenant une faillite ou une liquidation. Les fonds propres d'urgence visent à garantir que les personnes qui investissent dans les fonds propres réglementaires, autres que sous forme d'instrument de fonds propres de la catégorie 1A assument les pertes avant les contribuables si le gouvernement ainsi que l'Autorité décident qu'il est de l'intérêt public de renflouer l'institution non viable⁴⁷.

Dans cette optique, à compter du 1^{er} janvier 2013, tous les instruments de fonds propres de la catégorie 1B (fonds propres additionnels) et ceux de la catégorie 2 émis par l'institution doivent être conformes aux neuf principes suivants émis par le Comité de Bâle.

2.5.1 Principes relatifs aux FPUNV

Principe 1 : Les instruments de capitalisation des catégories 1B et 2 doivent comporter des caractéristiques et conditions spécifiques permettant leur

⁴⁶ BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX. COMITÉ DE BÂLE SUR LE CONTRÔLE BANCAIRE. *Exigences minimales visant à assurer l'absorption des pertes au point de non-viabilité d'un établissement*, 13 janvier 2011.

⁴⁷ D'autres options de règlements pourraient être utilisées pour rétablir une institution en faillite soit comme une solution de rechange aux FPUNV, soit conjointement avec une conversion des FPUNV ou après la conversion et pourraient aussi entraîner des pertes pour les bailleurs de fonds propres.

conversion totale en instruments permanents advenant un évènement déclencheur ayant un impact sur la solvabilité de l'institution. Ainsi, les caractéristiques de ces instruments ne doivent en aucun cas prévoir une créance résiduelle qui soit prioritaire aux autres éléments de capitalisation conséquemment à la survenance d'un évènement déclencheur.

Principe 2 : Tous les instruments relatifs aux fonds propres d'urgence, en cas de non-viabilité, doivent satisfaire aux critères initiaux d'admissibilité de leurs catégories respectives, tels que spécifiés à la section 2.1 de la ligne directrice. Par souci de cohérence, la classification d'un instrument de fonds propres de catégories 1B ou 2 sera en fonction des modalités de l'instrument de FPUNV en l'absence d'un évènement déclencheur.

Principe 3 : Les caractéristiques et conditions exigées au Principe 1 pour les instruments de capitalisation des catégories 1B et 2 doivent prévoir les éléments déclencheurs suivants :

- L'Autorité annonce publiquement que l'institution a été avisée par écrit qu'elle est considérée comme non viable ou sur le point de le devenir et que la transformation de ces fonds propres d'urgence pourrait rétablir ou maintenir sa viabilité.
- L'Administration fédérale ou provinciale canadienne annonce publiquement que l'institution a accepté ou convenu d'accepter une injection de liquidités ou toutes autres formes d'aides⁴⁸ sans lesquelles l'Autorité aurait jugé l'institution non viable.

Principe 4 : Les conditions de conversion des fonds propres d'urgence doivent tenir compte de la valeur nominale de ces instruments lorsque survient l'évènement déclencheur.

Principe 5 : La méthode de conversion doit tenir compte de la hiérarchie des demandes en liquidation et avoir pour effet de diluer de manière appréciable les instruments des fonds propres de la catégorie 1A. Ce qui signifie que la conversion doit démontrer que les anciens détenteurs des instruments de créances subordonnées reçoivent des droits économiques qui sont plus favorables que ceux accordés aux anciens investisseurs privilégiés.

Principe 6 : L'institution émettrice des instruments (doit garantir, dans la mesure du possible, qu'il n'y a aucun obstacle à la conversion afin que celle-ci puisse être immédiate à la demande de l'Autorité.

Principe 7 : En aucun cas, la conversion de ces instruments ne doit constituer un évènement de défaut. L'Autorité s'attend à ce que l'institution fasse des efforts commerciaux et promotionnels afin que les investisseurs soient

⁴⁸ On entend par « aide » toutes formes d'aide, monétaire ou de soutien financier dans le but de permettre une continuation des opérations courantes.

bien informés que la conversion ne devrait pas être considérée comme un événement de défaut tant directement qu'indirectement.

Principe 8 : Les modalités des instruments de FPUNV doivent obligatoirement comporter des dispositions visant les détenteurs de FPUNV qui ne sont pas autorisés, en vertu de la LCSF ou de la LSFSÉ, à acquérir des éléments de fonds propres de la catégorie 1A lorsque survient un événement déclencheur. Ces mécanismes devraient permettre aux fournisseurs de fonds propres de respecter les interdictions juridiques, d'une part, et de continuer à bénéficier des résultats économiques provenant de la propriété de ces instruments de la catégorie 1A, et d'autre part; ils devraient aussi autoriser ces personnes à céder leurs droits à une personne qui est autorisée à détenir ces instruments.

Principe 9 : Ces principes s'appliquent à l'institution dans son ensemble incluant les entités apparentées canadiennes et étrangères qui seraient assujetties aux exigences de Bâle III en matière de fonds propres. Afin de considérer les éléments FPUNV d'une entité apparentée dans les fonds propres de l'institution, un élément déclencheur supplémentaire à ceux mentionnés au Principe 3 ci-dessus doit être pris en compte. L'Autorité n'activera les éléments déclencheurs ayant un lien avec une entité apparentée d'une autre juridiction qu'en consultation avec l'autorité de contrôle d'accueil dès l'occurrence de l'un des éléments supplémentaires suivants :

- la décision qu'une annulation de la consolidation des FPUNV dans l'institution est nécessaire, de l'avis de son autorité de contrôle, sans quoi l'entité apparentée deviendrait non viable;
- l'entité apparentée serait devenue non viable de l'avis de l'Autorité, si elle (l'entité apparentée) n'avait pas reçu pas d'injections de fonds ou tout autre soutien de même nature provenant d'une autre institution établie dans la juridiction d'origine (origine de l'institution).

Cette mesure est obligatoire sans égard au fait que le pays d'accueil ait mis en œuvre les exigences visant les FPUNV pour les instruments de fonds propres réglementaires.

2.5.2 Critères à considérer pour déclencher la conversion des FPUNV

Lorsqu'une institution n'est plus viable ou sur le point de ne plus l'être et qu'une fois tous les instruments de fonds propres d'urgence convertis, s'il est raisonnable de croire que la viabilité de l'institution sera rétablie ou maintenue, l'Autorité examinera tous les faits et toutes les circonstances pertinents afin de déterminer la viabilité réelle de l'institution. Elle pourrait notamment prendre en considération les critères suivants, lesquels peuvent être considérés individuellement et ne doivent pas être perçus comme formant une liste exhaustive⁴⁹:

⁴⁹ L'Autorité se réserve la latitude et la discrétion nécessaires pour composer avec les événements ou les situations imprévues au cas par cas.

-
- i. À savoir si les actifs de l'institution sont, de l'avis de l'Autorité, suffisants pour protéger adéquatement les déposants ainsi que les créanciers de celle-ci.
 - ii. À savoir si l'institution a perdu la confiance des déposants ou autres créanciers et du grand public. Cela peut se manifester par une difficulté croissante à obtenir du financement à court terme ou le reconduire.
 - iii. À savoir si, de l'avis de l'Autorité, les fonds propres réglementaires de l'institution ont atteint un niveau pouvant influencer négativement sur les déposants et les créanciers ou s'ils se dégradent de manière à ce que cela se produise.
 - iv. À savoir si l'institution a été incapable de rembourser un passif devenu dû et payable ou si, de l'avis de l'Autorité, elle ne sera pas en mesure de s'acquitter de ses passifs au fur et à mesure qu'ils sont échus et deviennent payables.
 - v. À savoir si l'institution ne s'est pas conformée à une ordonnance, émise par l'Autorité, visant à augmenter ses fonds propres.
 - vi. À savoir si, de l'avis de l'Autorité, il y a d'autres situations concernant l'institution qui pourraient causer un préjudice important aux intérêts de ses déposants ou de ses créanciers, ou aux propriétaires des actifs qu'elle administre, y compris si des poursuites en vertu d'une loi en matière de faillite ou d'insolvabilité ont été entamées au Canada ou ailleurs à l'égard de l'institution.
 - vii. À savoir si l'institution n'est pas en mesure de recapitaliser de son propre chef en émettant des instruments des fonds propres de la catégorie 1A ou d'autres formes de fonds propres réglementaires. Par exemple, aucun investisseur ou groupe d'investisseur n'est disposé à investir, ou en mesure de le faire, en quantité suffisante ou pour une période qui permettra de rétablir la viabilité de l'institution. De même, rien ne permet de croire qu'un tel type d'investisseur se présentera à court terme sans que les instruments de FPUNV ne soient convertis.

Les autorités compétentes impliquées auront le pouvoir discrétionnaire de choisir de ne pas déclencher les FPUNV, malgré le fait que l'Autorité considère que l'institution n'est plus viable, ou qu'elle est sur le point de ne plus l'être. Le cas échéant, les créanciers et les investisseurs dans les instruments des fonds propres de la catégorie 1A de l'institution pourraient encourir des pertes en raison de la mise à exécution d'autres mécanismes de résolution, y compris la liquidation.

2.6 Les ajustements applicables aux fonds propres et seuils de déduction

Tous les éléments déduits des fonds propres sont automatiquement exclus de l'actif total de l'institution et sont pondérés à 0 % aux fins de la suffisance des fonds propres basée sur les risques.

Sauf en ce qui concerne les biens pour propre usage, les réserves de couverture de flux de trésorerie et les gains et pertes cumulés attribuables aux variations de son propre risque de crédit à l'égard des passifs financiers à la juste valeur, l'institution ne doit en aucun cas appliquer des ajustements dans le but de retirer de ses fonds propres de la

catégorie 1A, les gains ou les pertes non réalisés sur les actifs ou les passifs qui sont mesurés à la juste valeur selon les principes comptables en vigueur⁵⁰.

Les pertes nettes cumulées de réévaluation après impôt sur les propriétés pour propre usage comptabilisées au moyen de modèle de réévaluation doivent être retirées des excédents non repartis aux fins du calcul de la suffisance des fonds propres. Quant aux gains, nets de réévaluation après impôt, ils doivent être retirés des autres éléments du résultat étendu inclus dans les instruments de fonds propres de catégorie 1A. De même pour les propriétés pour propre usage comptabilisées au coût et dont la juste valeur a été déterminée au moment de la conversions aux IFRS, les gains et les pertes de réévaluation, net des impôts, devraient être renversés des excédents non repartis pour fins de capital.

2.6.1 Ajustements réglementaires applicables aux fonds propres de la catégorie 1A

67. Écarts d'acquisition et autres actifs incorporels (sauf charges administratives liées aux créances hypothécaires)

Les écarts d'acquisition doivent être retirés du calcul des fonds propres de la catégorie 1A incluant tous les écarts d'acquisition comptabilisés dans l'évaluation des investissements dans les fonds propres d'une institution financière similaire ainsi que dans les fonds propres d'autres institutions financières qui sont à l'extérieur du périmètre de consolidation. Le montant total est à déduire en totalité, net des passifs d'impôts futurs correspondants qui seraient éteints si l'écart d'acquisition se dépréciait ou étaient « décomptabilisés » en conformité avec les principes comptables en vigueur au Canada.

Tous les autres actifs incorporels⁵¹ sauf les charges administratives liées aux créances hypothécaires doivent être déduits dans le calcul des fonds propres de catégorie 1A. Leur montant est à déduire en totalité, net des passifs d'impôt futurs correspondants qui serait éteint si les actifs incorporels se dépréciaient ou étaient décomptabilisés en conformité avec les principes comptables en vigueur au Canada. Les charges administratives liées aux créances hypothécaires sont déduites aux termes des déductions liées à un seuil énoncées aux paragraphes 87 à 89 de la présente section.

69. Actifs d'impôts futurs

Les actifs d'impôts futurs (AIF), à l'exception de ceux traités au second paragraphe de cet article et des AIF associés à la décomptabilisation des réserves de flux de couverture, sont déduits des fonds propres de la catégorie 1A. Toutefois, les AIF peuvent être compensés à l'aide de passifs

⁵⁰ Le Comité de Bâle poursuit l'examen du traitement applicable aux gains non réalisées en considérant l'évolution des normes comptables applicables. Advenant des changements apportés par le Comité de Bale sur ces traitements, l'Autorité pourrait modifier la présente ligne directrice en conséquence.

⁵¹ Incluant les logiciels considérés comme des actifs incorporels.

d'impôt futurs (PIF) associés, si et seulement si, ils se rapportent aux impôts prélevés par la même autorité fiscale et que celle-ci autorise toute forme de compensation. Lorsque les AIF sont causés par des différences temporaires (p. ex., les provisions de pertes sur les créances douteuses), le montant à déduire figure dans les seuils de déduction présentés aux paragraphes 87 à 89 ci-après. Tout autre actif de ce type (p. ex., report des pertes d'exploitation inutilisées, crédits d'impôt inutilisés) doit être entièrement déduit net des PIF tels que mentionnés ci-dessus. Les PIF faisant l'objet d'une compensation avec l'AIF doivent exclure les montants qui ont déjà fait l'objet de compensation dans la déduction des écarts d'acquisition, des actifs incorporels, des actifs du régime de retraite à prestations déterminées, la décomptabilisation des réserves de couverture de flux de trésorerie et ils doivent être affectés au prorata entre les AIF sujets aux seuils de déductions et les AIF entièrement déduits.

Les actifs d'impôts futurs (AIF) émanant de différences temporaires que l'institution pourrait réaliser en reportant des pertes d'exploitation sur des années fiscales antérieures ne sont pas assujettis à la déduction mais reçoivent par contre une pondération en fonction des risques de 100 %. L'Autorité doit être avisée de tout AIF pondéré à 100 % et l'institution peut être sujette à une surveillance accrue par rapport à ces AIF.

70. Actifs d'impôts futurs à court terme

Quand un trop-versé d'impôt ou le report de pertes d'exploitation de l'exercice en cours sur les exercices antérieurs donnent lieu à la constatation à des fins comptables d'une créance ou d'un compte débiteur sur l'État ou l'administration fiscale locale, cette créance ou ce compte débiteur serait assorti de la pondération du risque souverain pertinente. Ces montants sont classés dans les actifs d'impôts futurs à court terme à des fins de comptabilité. Il n'est pas nécessaire de déduire les actifs d'impôts futurs à court terme du calcul des fonds propres de la catégorie 1A.

71 et 72. Réserves de couverture de flux de trésorerie

Le montants des réserves de couverture de flux de trésorerie, qui font référence à la couverture des éléments qui dont les positions ne sont pas comptabilisées à la juste valeur au bilan incluant les flux de trésorerie projetés doivent être entièrement décomptabilisés du calcul des fonds propres de la catégorie 1A. En somme, les éléments de valeur positive doivent être déduits des fonds propres et les éléments de valeur négative réintégrés.

74. Plus-value de cession liée aux opérations de titrisation

Toute augmentation des fonds propres découlant d'opération de titrisation (p. ex., les revenus futurs sur les marges ainsi que les gains sur disposition) devrait être décomptabilisée du calcul des fonds propres de la catégorie 1A.

75. Gains et pertes cumulés attribuables aux variations de son propre risque de crédit à l'égard des passifs financiers à la juste valeur⁵²

Tout gain ou toute perte latents sur la juste valeur m des passifs financiers attribuables aux variations du risque de crédit de l'institution doivent être décomptabilisés du calcul des fonds propres de la catégorie 1A. Ainsi, toute valeur négative doit être ajoutée et toute valeur positive, déduite⁵³.

- 76 et 77. Actif et passif des régimes de retraite à prestations déterminées

Tout passif de régimes de retraite à prestation déterminée tel qu'il figure au bilan, aux fins de calcul des fonds propres de la catégorie 1A, doit être entièrement comptabilisé. Pour chaque régime de retraite à prestations déterminées correspondant à un actif au bilan de l'institution, l'actif doit être déduit des fonds propres de la catégorie 1A, déduction faite de tout PIF associé qui serait éteint⁵⁴ si l'actif se dépréciait ou s'il était décomptabilisé en conformité avec les principes comptables applicables en vigueur au Canada. Toutefois, l'institution peut avec l'autorisation de l'Autorité, compenser cette déduction avec les actifs du fonds auxquels l'institution a un accès illimité et inaliénable. Ces actifs sont assortis de la pondération en fonction des risques qui leur correspondrait s'ils étaient détenus directement par cette dernière.

78. Participations dans ses propres instruments de capitalisation (catégorie 1A)

Tous les instruments de fonds propres de la catégorie 1A appartenant à l'institution et détenus par cette dernière directement ou indirectement doivent être exclus du calcul des fonds propres de la catégorie 1A, à moins qu'une décomptabilisation ait été faite en conformité avec les principes comptables applicables en vigueur au Canada. L'institution doit aussi déduire du calcul des fonds propres de la catégorie 1A tout élément de la catégorie 1A qu'elle pourrait être contractuellement obligée d'acheter. Ce traitement s'appliquera, que l'exposition soit inscrite dans le portefeuille bancaire ou dans le portefeuille de négociation.

De plus, les positions longues brutes peuvent être déduites des positions courtes en termes nets de la même exposition sur le même sous-jacent, à condition que les positions courtes ne comportent aucun risque de contrepartie.

79. Participations croisées dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A de banques, d'entités d'assurance et d'autres institutions financières

⁵² Le Comité de Bâle a publié un document de consultation sur le calcul de cet ajustement réglementaire intitulé *Application of own credit risk adjustments to derivatives* en décembre 2011. L'Autorité pourrait réviser les présentes dispositions lorsque le Comité de Bâle publiera la version finale de ce document.

⁵³ L'Autorité pourrait réviser ces points s'il advenait des changements notables au document en consultation mentionné précédemment.

⁵⁴ Les dispositions transitoires relatives à cet élément sont énoncées à l'introduction de la présente ligne directrice.

Les participations croisées dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A d'une banque, d'une entité d'assurance et d'une autre institution financière doivent être déduites de cette catégorie afin d'éviter la hausse artificielle de la position des fonds propres de la catégorie 1A.

80. Autres participations dans les fonds propres de banques, d'autres institutions financières⁵⁵ et d'entités d'assurance⁵⁶ (qui ne sont pas considérées comme des participations significatives)

L'ajustement réglementaire décrit dans la présente section s'applique aux participations dans les fonds propres de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurance lorsque la participation n'est pas considérée comme significative⁵⁷ (assujettie au traitement des paragraphes 84 à 86). En outre :

- Les participations comprennent la détention directe, indirecte⁵⁸ et synthétique d'instrument de fonds propres⁵⁹. Ainsi, l'institution doit examiner son portefeuille de titres indiciels afin de déterminer les participations sous-jacentes aux capitaux propres. Lorsque la valeur marchande est opérationnellement difficile à déterminer par l'institution, une valeur estimative conservatrice pourrait être utilisée, avec l'autorisation préalable de l'Autorité.
- Les titres détenus dans le portefeuille bancaire ainsi que dans le portefeuille de négociation doivent être inclus dans le calcul. Les fonds propres comprennent les actions ordinaires et tous autres types d'instruments en espèces ou synthétiques tels que les dettes subordonnées. Seules les positions longues nettes sont à considérer (c.-à-d., la position longue brute, moins les positions courtes de la même exposition sous-jacentes, si leur échéance est identique à celle de la position longue ou si leur temps à échéance résiduel est au moins d'un an⁶⁰).

⁵⁵ Exemples d'activités que les institutions financières peuvent exercer : crédit-bail, émission de cartes de crédit, gestion de portefeuilles, conseil en placement, garde de titres, tout service similaire en faveur du secteur financier. [CBCB, QFP. N° 7]

⁵⁶ La portée de cet ajustement réglementaire doit être considérée comme exhaustive. L'institution est invitée à communiquer au besoin avec l'Autorité pour obtenir d'autres consignes à ce sujet, relativement à certaines participations. L'institution doit aussi prendre note que les fonds de couverture doivent être pris en compte dans le cadre de la portée de l'ajustement réglementaire requis.

⁵⁷ Voir paragraphe 84 pour la définition de « participation significative ».

⁵⁸ Les participations indirectes sont des expositions ou des composantes d'expositions qui, si une participation directe perd de sa valeur, occasionne une perte pour l'institution plus ou moins équivalente à la perte de valeur de la participation directe.

⁵⁹ Des exemples de participations indirectes et synthétiques : l'institution investit dans le capital d'une entité non financière et sait que les fonds investis servent à investir dans le capital d'une institution financière; l'institution prend position dans un swap de rendement total dérivé d'un instrument de capital d'une autre institution financière; l'institution garantit à un tiers son investissement dans le capital d'une autre institution financière.

⁶⁰ Pour déterminer à quoi correspond une participation nette dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurances, l'institution doit considérer que les positions courtes synthétiques détenues à l'égard des positions boursières longues

- Les positions de souscriptions détenues pendant cinq jours ouvrables et moins doivent être exclues et celles détenues pour plus de cinq jours ouvrables doivent être incluses.
- Lorsque les instruments de fonds propres dans lesquels l'institution a investi ne satisfont pas les critères d'admissibilité dans une des catégories de fonds propres (1A, 1B et 2), ces instruments seront alors traités comme des fonds propres de la catégorie 1A aux fins de la déduction des fonds propres^{61 62}.

Les expositions doivent être évaluées en fonction du montant figurant au bilan de l'institution. Toutefois, avec l'autorisation préalable de l'Autorité, l'institution peut exclure temporairement certaines participations lorsque celles-ci s'inscrivent dans une procédure de résolution de faillite ou d'apport d'assistance financière en vue d'une restructuration d'une institution financière en difficulté⁶³.

- Les garanties et/ou tous autres dispositifs de rehaussement des fonds propres de la catégorie 1A, fournis par l'institution à d'autres institutions financières (banques, autres institutions financières et entités

au comptant ont une échéance correspondante (par renvoi aux paragraphes 78, 80 à 84 du libellé de Bâle III) sous réserve de toutes les conditions suivantes.

- La position boursière longue au comptant est détenue à des fins de couverture, ou la position (au comptant ou synthétique) est détenue à des fins de couverture des régimes d'actionnariat des employés
- Les liquidités du marché pertinent sont suffisantes (les actions incluses dans les grands indices satisferaient à ce critère).
- Sur demande, l'institution doit présenter à l'Autorité un rapport détaillé sur ces positions et peut faire l'objet d'une surveillance accrue à ce chapitre.

⁶¹ Les participations émises dans une institution financière réglementée n'étant pas incluses dans les fonds propres de cette dernière, alors, il n'est pas nécessaire de la déduire. Toutefois, s'il s'agit d'autres institutions financières et des entités d'assurance non assujetties aux critères de Bâle III sur les instruments de fonds propres, alors, la déduction doit être appliquée à partir des fonds propres de qualité supérieure.

⁶² S'agissant des participations dans des institutions financières et des entités d'assurances non assujetties aux critères d'admissibilité de Bâle III pour les instruments de fonds propres (tel qu'il est mentionné dans la présente ligne directrice), la déduction doit être appliquée à partir de la catégorie de fonds propres de qualité correspondante déterminée au moyen des trois méthodes que voici :

- La catégorie de fonds propres (s'il y a lieu) à laquelle l'instrument est admissible conformément aux critères de Bâle III;
- La catégorie de fonds propres à laquelle l'instrument est admissible conformément à la plus récente version de la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance de fonds propres* (EMSFP).
- La catégorie de fonds propres à laquelle l'instrument est admissible conformément à la plus récente version de la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance du capital pour les assureurs de dommages* (TCM).

Si l'instrument de fonds propres de l'institution dans lequel l'institution a investi ne satisfait pas aux critères d'admissibilité dans les fonds propres réglementaires conformément soit aux critères de Bâle III soit à la ligne directrice sur les EMSFP et celle du TCM, il est assimilé à des instruments de fonds propres de la catégorie 1A aux fins de cette déduction.

⁶³ [CBCB, QFP, N° 3]

d'assurance), seront traités comme des fonds propres investis dans d'autres institutions au montant maximal de l'arrangement⁶⁴.

81. Pour déterminer le montant à déduire des fonds propres de l'institution :
- a) L'institution doit comparer le total de l'ensemble de ses participations dépassant le seuil de 10 % des fonds propres de la catégorie 1A après toutes les déductions énumérées aux paragraphes 67 à 80 ci-avant.
 - b) Les montants excédant le seuil de 10 % décrit ci-dessus (a) doivent être déduits des fonds propres correspondants. Ainsi :
 - i. Le montant à déduire des fonds propres de la catégorie 1A se calcule en utilisant le montant de (a) multiplié par le total des participations dans les fonds propres de la catégorie 1A d'autres institutions divisé par le total de toutes formes de participation dans le fonds propre d'autres institutions.
 - ii. Le montant à déduire des fonds propres de la catégorie 1 se calcule en utilisant le montant de (a) multiplié par le total des participations dans les fonds propres de la catégorie 1A d'autres institutions divisé par le total de toutes formes de participation dans le capital d'autres institutions.
 - iii. Le montant à déduire des fonds propres de la catégorie 2 se calcule en utilisant le montant de (a) multiplié par le total des participations dans les fonds propres de la catégorie 1A d'autres institutions divisé par le total de toutes formes de participation dans le capital d'autres institutions.
82. Pour les déductions à effectuer, si le montant de la déduction à une catégorie donnée de fonds propres ne peut être compensé par les fonds propres de cette catégorie, la différence sera déduite de la catégorie de fonds propres de qualité immédiatement supérieure. Par exemple, si l'institution ne détient pas suffisamment de fonds propres de la catégorie 2 pour les déductions à appliquer, le reliquat est déduit des fonds propres de la catégorie 1B.
83. Le montant des participations en-dessous du seuil de 10 % décrites au paragraphe 81(a) ne sera pas déduit des fonds propres, mais continuera d'être pondéré en fonction des risques applicables. Pour l'application de la pondération pour le risque associé, le montant des participations doit être alloué au prorata entre les quantités supérieures et inférieures au seuil.
84. Participations significatives⁶⁵ dans les fonds propres de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurances qui sont à l'extérieur du périmètre de la consolidation réglementaire⁶⁶.

⁶⁴ [CBCB, QFP, N° 9]

⁶⁵ L'expression « participations significatives » au sens retenu dans la présente ligne directrice fait référence à une participation dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A de plus de 10 %. Elle fait référence à une détention de plus de 10 % par l'institution du capital-actions votante

Les ajustements réglementaires décrits dans ce paragraphe s'appliquent aux participations dans les fonds propres de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurance qui sont à l'extérieur du périmètre de la consolidation réglementaire, lorsque l'institution détient une participation significative dans les fonds propres de ces institutions ou lorsque l'institution émettrice est affiliée.

- Les participations comprennent la détention directe, indirecte⁶⁷ et synthétique d'instrument⁶⁸ de fonds propres. Alors, l'institution devrait examiner son portefeuille de titres indiciels afin de déterminer les participations sous-jacentes aux capitaux propres⁶⁹.
- Les titres détenus dans le portefeuille bancaire ainsi que dans le portefeuille de négociation doivent être inclus dans le calcul. Les fonds propres comprennent les actions ordinaires et tous autres types d'instruments en espèces ou synthétiques par exemple les dettes subordonnées. Seules les positions longues nettes sont à considérer⁷⁰.
- Les positions de souscriptions détenues pendant cinq jours ouvrables et moins peuvent être exclues et celles détenues pour plus de cinq jours ouvrables doivent être incluses.
- Lorsque les instruments de fonds propres dans lesquels l'institution a investi ne satisfont pas aux critères d'admissibilité dans une des catégories de fonds propres (1A, 1B et 2), ces instruments seront alors

d'une société de capital-actions 1 ou de fonds propres de la catégorie 1A d'une autre institution financière.

⁶⁶ Les participations dans des institutions financières qui sont à l'extérieur du périmètre de la consolidation réglementaire s'entendent des participations dans des institutions qui n'ont pas été consolidées ou qui n'ont pas été consolidées de manière à ce que leurs actifs soient pris en compte dans le calcul des actifs pondérés en fonction des risques consolidés de l'institution. Il s'agit (i) des participations dans des institutions non consolidées, y compris dans des coentreprises comptabilisées à la valeur de consolidation, (ii) des participations dans des filiales déconsolidées aux fins des fonds propres réglementaires (incluant les filiales d'assurance), (iii) d'autres éléments des fonds propres de la catégorie 1A par les filiales non consolidées et par les institutions non consolidées dans lesquelles l'institution détient une participation significative. En outre, l'Autorité appliquera le traitement à l'égard des expositions à la titrisation (tel qu'il est expliqué au Chapitre 6 de la ligne directrice) quand elle aura précisé qu'un instrument de titrisation doit être déconsolidé à des fins réglementaires.

⁶⁷ Les participations indirectes sont des expositions ou des composantes d'expositions qui, si une participation directe perd de sa valeur, occasionneront une perte pour l'institution plus ou moins équivalente à la perte de valeur de la participation directe.

⁶⁸ Des exemples de participations indirectes et synthétiques : (i) L'institution investit dans le capital d'une institution non-financière en sachant que ces fonds servent à investir dans le capital d'une institution financière. (ii) L'institution prend position dans un swap de rendement total dérivé d'un instrument de capital d'une autre institution financière. (iii) L'institution garantit à un tiers son investissement dans le capital d'une autre institution financière [CBCB, QFP, N° 15]

⁶⁹ Lorsque la valeur marchande est impossible à déterminer par l'institution, une valeur estimative conservatrice pourrait être utilisée avec l'autorisation préalable de l'Autorité.

⁷⁰ Position longue nette correspond aux positions longues brutes moins les positions courtes sur la même exposition sous-jacente s'ils ont la même échéance avec les positions longues ou que leur temps à échéance résiduel est supérieur ou égal à un an.

traités comme des instruments de la catégorie 1A aux fins de la déduction des fonds propres⁷¹.

- Les expositions doivent être évaluées en fonction du montant figurant au bilan de l'institution. Toutefois, avec l'autorisation préalable de l'Autorité, l'institution peut exclure temporairement certaines participations lorsque celles-ci s'inscrivent dans une procédure de résolution de faillite ou d'apport d'assistance financière en vue d'une restructuration d'une institution en difficulté⁷².
- Les garanties et/ou tous autres dispositifs de rehaussement des fonds propres de la catégorie 1A, fournis par l'institution à d'autres institutions financières (banques, autres institutions financières et d'entités d'assurance), seront traités comme des fonds propres investis dans d'autres institutions financières au montant maximal de l'arrangement⁷³.
- Les écarts d'acquisition et les actifs incorporels relatifs aux participations significatives dans les fonds propres d'entités non consolidées selon les normes comptables en vigueur, devraient être déduits sur la base des seuils de déductions (paragraphe 87 à 89 ci-après)⁷⁴.

85. Toutes les participations mentionnées ci-dessus, qui ne sont pas des fonds propres de la catégorie 1A doivent être déduites en totalité de la catégorie de fonds propres appropriée. Ainsi, la déduction doit être appliquée à la même catégorie de fonds propres de l'institution pour laquelle ces instruments seraient normalement admissibles s'il était émis par l'institution elle-même. Si l'institution est tenue de faire une déduction à une composante donnée des fonds propres

⁷¹ Les participations émises dans une institution financière réglementée n'étant pas incluses dans les fonds propres de cette dernière, alors, il n'est pas nécessaire de la déduire. Toutefois, s'il s'agit d'institutions financières et d'entités d'assurance non assujetties aux critères de Bâle III sur les instruments de fonds propres, alors, la déduction doit être appliquée à partir des fonds propres de qualité supérieure (catégorie 1A).

S'agissant des participations dans des institutions financières et des entités d'assurances non assujetties aux critères d'admissibilité de Bâle III pour les instruments de fonds propres (tel qu'il est mentionné dans la présente ligne directrice), la déduction doit être appliquée à partir de la catégorie de fonds propres de qualité correspondante déterminée au moyen des trois méthodes que voici :

La catégorie de fonds propres (s'il y a lieu) à laquelle l'instrument est admissible conformément aux critères de Bâle III.

- a) La catégorie de fonds propres à laquelle l'instrument est admissible conformément à la plus récente version de la Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance de fonds propres (EMSFP).
- b) La catégorie de fonds propres à laquelle l'instrument est admissible conformément à la plus récente version de la *Ligne directrice sur les exigences en matière de suffisance du capital pour les assureurs de dommages* (TCM).

Si l'instrument de fonds propres de l'institution dans lequel l'«entité» a investi ne satisfait pas aux critères d'admissibilité dans les fonds propres réglementaires conformément soit aux critères de Bâle III soit à la Ligne directrice sur les EMSFP et celle du TCM, il est assimilé à des instruments de fonds propres de la catégorie 1A aux fins de cette déduction.

⁷² [CBCB, QFP, N° 3]

⁷³ [CBCB, QFP, N° 9]

⁷⁴ Aucune divulgation n'est requise par l'Autorité, mais l'institution doit être en mesure de fournir l'information à l'Autorité au besoin.

sans en être suffisamment dotée, la différence sera déduite de l'élément de qualité immédiatement supérieure (p. ex., si elle ne détient pas assez de fonds propres de la catégorie 1B pour procéder à cette déduction, la différence sera déduite des fonds propres de la catégorie 1A).

86. Les participations susmentionnées qui prennent la forme de titres de fonds propres de la catégorie 1A seront assujetties aux déductions liées à un seuil décrites aux paragraphes 87 à 89 ci-après.

2.6.2 Seuils de déduction pour les fonds propres de la catégorie 1A

87. Au lieu d'être soumis à une déduction totale, les éléments suivants seront assujettis à une reconnaissance limitée dans le calcul des fonds propres de la catégorie 1A de l'institution :

- participations significatives dans des titres de fonds propres de la catégorie 1A de banques, entités d'assurances et d'autres institutions financières qui sont à l'extérieur du périmètre de la consolidation réglementaire (décrites aux paragraphes 84 à 86 ci-dessus);
- les charges administratives liées aux créances hypothécaires;
- les actifs d'impôt futurs (AIF) attribuables à des différences temporaires⁷⁵.

88. Voici comment déterminer le montant à déduire des fonds propres

- a) L'institution doit comparer le total des éléments énumérées ci-dessus à 10 % des fonds propres de la catégorie 1A une fois toutes les déductions énumérées aux paragraphes 67 à 86 effectuées.
- b) Il faudrait déduire des fonds propres de la catégorie 1A, le montant de chacun des éléments susmentionnés en excédent du seuil de 10 %, tel que décrit en (a).

À compter du 1^{er} janvier 2013, l'institution devra déduire le montant cumulatif des trois (3) éléments ci-dessus mentionnés (non déduit en b) ci-dessus), dépassant le seuil de 15 % de ses fonds propres de la catégorie 1A, calculé avant la déduction de ces éléments spécifiques, mais après les ajustements réglementaires sur ses fonds propres (paragraphes 67 à 86). Toutefois, les éléments inclus dans le 15 % doivent être divulgués.

À compter du 1^{er} janvier 2018, la façon de calculer le seuil de 15 % subira un traitement différent. Ainsi, le montant cumulatif de trois (3) éléments pouvant être considérés en partie dans les fonds propres réglementaires et qui demeureront reconnus après l'application des ajustements requis, ne devraient pas excéder 15 % des fonds propres de la catégorie 1A calculé après ajustements réglementaires. Voir exemple à l'Annexe 2-II.

⁷⁵ Voir le paragraphe 69 de la sous-section 2.6.1.

89. Le montant total des trois éléments décrits ci-dessus qui ne sont pas déduits des fonds propres de la catégorie 1A aura une pondération en fonction du risque de 250 %.

2.6.3 Ajustements réglementaires applicables aux fonds propres additionnels (catégorie 1B)

Remarque

Pour les fins des ajustements aux fonds propres additionnels (catégorie 1B) et aux fonds propres complémentaires (catégorie 2), l'Autorité a résumé au moyen d'un sommaire, les paragraphes pertinents tout en conservant la même numérotation que celle utilisée pour les ajustements aux fonds propres de la catégorie 1A. Dans cette perspective, pour plus de détails quant aux traitements applicables, la section 2.6.1 doit être consultée.

Afin d'éviter toute confusion liée au fait de répéter les numéros de paragraphes, ceux-ci portent la numérotation romaine majuscule. Les numéros de paragraphes associés à Bâle III (le cas échéant) apparaissent entre crochets à la fin du paragraphe désigné plutôt qu'au début.

- I. Participations dans ses propres instruments de capitalisation additionnels (catégorie 1B)

L'institution est tenue de déduire des fonds propres additionnels (catégorie 1B) les participations dans ses propres instruments de la catégorie 1B, à moins qu'une décomptabilisation ait été faite en conformité avec les principes comptables applicables en vigueur au Canada. En outre, l'institution doit déduire du calcul des fonds propres de la catégorie 1B, les éléments de fonds propres additionnels (catégorie 1B) qu'elle pourrait être contractuellement obligée d'acheter. La marche à suivre est décrite au paragraphe 78 de la sous-section 2.6.1. [CBCB, paragr. 78]

- II. Participations croisées dans les instruments de fonds propres additionnels (catégorie 1B) de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurances

a) Toute participation croisée dans des instruments de fonds propres de la catégorie 1B, directement ou indirectement par l'institution qui ont pour objectif de gonfler artificiellement ses positions de fonds propres, doit être déduite du calcul des fonds propres de la catégorie 1B. Tous autres éléments de fonds propres de la catégorie 1B que l'institution pourrait être obligée de racheter en vertu d'obligations contractuelles, doivent faire partie des déductions. Cet ajustement s'applique tant aux portefeuilles bancaires que de négociation.

b) L'institution doit déduire de ses fonds propres de la catégorie 1B, les participations dans les fonds propres de banques, d'autres institutions financières et des entités d'assurance qui ne sont pas considérées comme étant des participations significatives (paragraphes 80 à 83 de la sous-section 2.6.1). [CBCB paragr. 79]

III. Participations significatives dans les fonds propres de la catégorie 1B de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurance qui sont à l'extérieur du périmètre de la consolidation réglementaire

- a) Les participations significatives dans les fonds propres de la catégorie 1B, dans les institutions ci-dessus mentionnées en (b), doivent aussi être déduites sur la base des critères des paragraphes 84 à 86 de la sous-section 2.6.1 sur les ajustements des fonds propres de la catégorie 1A. [CBCB paragr. 84 à 86]

IV. Hypothèques inversées

Les hypothèques inversées dont le ratio prêt-valeur est supérieur à 85 % et l'exposition dépassant le seuil du 85 % doivent être entièrement déduites des fonds propres de la catégorie 1B. Pour plus de détails, quant au traitement réservé aux hypothèques inversées, consultez la sous-section 3.1.9.1 de la ligne directrice.

2.6.4 Ajustements réglementaires applicables aux fonds propres complémentaires (catégorie 2)

Les fonds propres de la catégorie 2 contribuent à la solidité de l'institution en absorbant les pertes en cas de liquidation. Ils sont aussi soumis à des ajustements réglementaires. Les fonds propres complémentaires ajustés ne peuvent être inférieurs à zéro. Ainsi, si le total des déductions des fonds propres de la catégorie 2 est supérieur aux fonds propres de la catégorie 2 disponibles, l'excédent doit être déduit des fonds propres additionnels (catégorie 1B). Les déductions sont les suivantes :

I. Participations dans ses propres instruments de fonds propres de la catégorie 2

L'institution doit déduire des fonds propres de la catégorie 2, les participations dans ses propres instruments de fonds propres de la catégorie 2 qu'elle détient à moins que les participations n'aient déjà été décomptabilisées en vertu des principes comptables applicables en vigueur au Canada. Le calcul de la déduction doit se faire tel qu'indiqué au paragraphe 78 de la sous-section 2.6.1.

II. Participations croisées dans les fonds propres de la catégorie 2 de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurances

Les participations croisées dans les fonds propres de la catégorie 2 de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurances doivent être déduites afin d'éviter le gonflement artificiel de la position des fonds propres de la catégorie 2 (voir paragraphe 79 de la sous-section 2.6.1).

-
- III. Autres participations dans les fonds propres de la catégorie 2 de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurance (qui ne sont pas considérées comme des participations significatives)

L'institution doit déduire de ses fonds propres de la catégorie 2, les participations dans les fonds propres de la catégorie 2 des banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurance qui ne sont pas considérées comme des participations significatives (voir paragraphes 80 à 83 (sous-section 2.6.1) pour le traitement).

- IV. Participations significatives dans les fonds propres de la catégorie 2 de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurance qui sont à l'extérieur du périmètre de la consolidation réglementaire

Les participations significatives dans les autres éléments de fonds propres de la catégorie 2, dans les institutions ci-dessus mentionnées, doivent aussi être déduites sur la base des critères des paragraphes 84 à 86 de la sous-section 2.6.1.

2.7 Changement du traitement de certains éléments d'actifs

Les éléments suivants, bénéficiant d'une déduction de 50 % des fonds propres de la catégorie 1 et de 50 % pour les fonds propres de la catégorie 2 sous Bâle II, devront se voir attribuer une pondération de 1 250 % de leur pondération au risque. Ces éléments sont les suivants :

- les expositions de titrisation qui sont mentionnées au Chapitre 5;
- les transactions en suspens non DVP (Livraison contre paiement) et non PVP (paiement contre paiement);
- les participations significatives dans certaines entités commerciales, nettes de l'écart d'acquisition et des actifs incorporels déduits du capital.

2.8 Évaluation de la qualité d'un instrument de fonds propres

L'Autorité s'attend à ce que l'institution procède à l'autoévaluation de tout instrument de fonds propres, aux fins d'en déterminer l'admissibilité à la catégorie 1 ou à la catégorie 2. Pour ce faire, les Annexes 2-I (a), 2-I (b) et 2-I (c) de la présente ligne directrice fournissent des « Grilles d'autoévaluation de l'admissibilité des instruments à la catégorie 1(1A et 1B) et à la catégorie 2 ».

L'Autorité s'attend à ce que l'institution conserve les résultats d'une telle autoévaluation aux fins d'examen, sur demande. L'Autorité peut demander des documents supplémentaires (p. ex., un projet de règlement intérieur définissant les conditions de l'émission du titre projeté, une copie de la notice d'offre) afin d'évaluer, après consultation des parties concernées, si la qualité de l'instrument de fonds propres est fondée sur des données exactes et complètes.

En définitive, l'Autorité peut considérer qu'un instrument de fonds propres se classe dans une catégorie différente de celle retenue par l'institution aux fins de la mesure de la suffisance des fonds propres.

2.9 Dispositions transitoires

94(a). Les périodes transitoires pour l'application des nouvelles normes de suffisance du capital de base ont pour objectif de permettre aux institutions financières de s'ajuster afin de respecter les plus hauts standards en la matière et de permettre la continuité des opérations. Les dispositions transitoires incluent les éléments suivants :

L'application des principes sur la suffisance du capital de base a débuté le 1^{er} janvier 2013 pour s'échelonner jusqu'en 2019. Ainsi, l'institution devra respecter les cibles de capitalisation en tenant compte de ses actifs pondérés en fonction du risque. Ces exigences sont les suivantes :

- ratio minimal des fonds propres de la catégorie 1A de 7 %⁷⁶ à compter du 1^{er} trimestre 2013;
- ratio minimal de fonds propres de la catégorie 1 de 8.5 % est en vigueur depuis le 1^{er} trimestre 2014;
- ratio minimal total des fonds propres de 10.5 % est en vigueur depuis le 1^{er} trimestre 2014.

94(b). Paragraphe non retenu compte tenu de l'application immédiate des dispositions transitoires sur les fonds propres, tel que mentionné à la sous-section 1.4.2 ainsi qu'au tableau de l'Annexe 1-III.

94(c). Les ajustements réglementaires (déductions et ajustements prudentiels décrits aux paragraphes 67 à 89 des sous-sections 2.6.1 et 2.6.2) incluant les montants au-delà des plafonds agrégés de 15 % fixé pour les participations significatives dans d'autres institutions financières, les charges administratives liées aux créances hypothécaires et les actifs d'impôt futurs (AIF) résultant de différences temporaires devront être entièrement déduits des fonds propres de la catégorie 1A à compter du 1^{er} trimestre 2018.

94(d). Ces ajustements réglementaires seront plafonnés à 20 % des ajustements dans les fonds propres de la catégorie 1A le 1^{er} janvier 2014, à 40 % le 1^{er} janvier 2015, à 60 % le 1^{er} janvier 2016, à 80 % le 1^{er} janvier 2017 et à 100 % à compter du 1^{er} janvier 2018. Les mêmes périodes transitoires s'appliqueront aux fonds propres de la catégorie 1B et aux fonds propres de la catégorie 2. Ainsi, pendant les périodes de transition ci-dessus mentionnées, les montants résiduels non déduits demeureront assujettis à la ligne directrice effective en décembre 2011. Le même traitement est applicable aux filiales en fonction des catégories de fonds propres. En outre, les pertes non réalisées,

⁷⁶ En plus du ratio minimum de 4,5 %, l'institution devra constituer une réserve de conservation de 2,5 %. Donc, le ratio cible des fonds propres de la catégorie 1A est de 7 % à compter du 1^{er} janvier 2013.

relativement à l'inclusion des autres éléments du résultat étendu dans les fonds propres de la catégorie 1A, seront aussi assujetties à la disposition transitoire énoncée dans le présent paragraphe, s'il y a lieu.

Le traitement des participations dans les fonds propres de banques, d'autres institutions financières ainsi que dans les entités d'assurance, sortant du paramètre de consolidation réglementaire, doivent être entièrement déduites par l'institution de la valeur de ses participations aux fins du calcul des déductions énoncées aux paragraphes 80 à 86 plutôt que le montant comptabilisé dans les fonds propres de l'institution pendant la période de transition⁷⁷.

- 94(e). Le traitement des instruments de fonds propres émis par les filiales consolidées et détenus par des tiers (p. ex., intérêts minoritaires) sera également mis en place progressivement. Si ces instruments de fonds propres sont admissibles à l'inclusion dans une des trois catégories de fonds propres selon les paragraphes 63 à 65 (sous-sections 2.1.1.1.1, 2.1.2.1 et 2.1.2.2), ils peuvent l'être à partir du 1^{er} janvier 2013. Si ces instruments ne satisfont pas aux critères d'admissibilité dans une des trois composantes, mais sont comptabilisés compte tenu du traitement de la présente, il faudrait exclure de la catégorie concernée, 20 % de ce montant le 1^{er} Janvier 2014, 40 % le 1^{er} janvier 2015, 60 % le 1^{er} janvier 2016, 80 % le 1^{er} janvier 2017 et finalement 100 % le 1^{er} janvier 2018.

Pendant la période transitoire, les montants non déduits des instruments de fonds propres de la catégorie 1A, des instruments de fonds propres de la catégorie 1B ou des instruments de fonds propres de la catégorie 2 seront traités comme suit :

1. Écart d'acquisition [CBCB, paragr. 67]

Les montants non déduits des instruments de fonds propres de la catégorie 1A seront déduits des fonds propres de la catégorie 1. Pendant la période de transition, la définition d'écart d'acquisition au sens du paragraphe 67 s'appliquera.

2. Actifs incorporels autres que les charges administratives liées aux créances hypothécaires [CBCB, paragr. 67]

- a) Déterminer le montant des actifs incorporels qui doivent être déduits sous l'application complète de Bâle III (en utilisant la définition de Bâle III des actifs incorporels qui incluent les logiciels considérés comme actifs incorporels).
- b) Déduire des instruments de fonds propres de la catégorie 1A la proportion en (a) qui doit être déduite selon les mesures transitoires.
- c) Calculer les actifs incorporels (en utilisant la définition précédente de la ligne directrice en vigueur au cours de 2012 qui exclut les

⁷⁷ [CBCB, QFP, N° 20]

logiciels des actifs incorporels) en excès de 5 % des fonds propres de la catégorie 1 brut. Le calcul du seuil de 5 % devrait utiliser la définition des mesures transitoires de Bâle III (qui permet une intégration progressive des déductions).

- d) Comparer le montant calculé en (a) et (c). Le montant total à être déduit est le plus petit de (a) et (c).
- e) Le montant à être déduit des fonds propres de la catégorie 1B est le montant total déterminé en (d) moins le montant déjà déduit des instruments de fonds propres de la catégorie 1A, comme indiqué en (b) ci-dessus⁷⁸.
- f) Les montants non déduits sont pondérés en fonction du risque à raison d'un coefficient de 100 %.

3. Actifs d'impôts futurs [CBCB, paragr. 69]

Les montants non déduits des instruments de fonds propres de la catégorie 1A seront assortis d'une pondération en fonction des risques de 100 %. Le montant assujéti à une déduction ou à une pondération en fonction des risques correspond au montant net après comptabilisation de tous les passifs d'impôts futurs (PIF) connexes en application du paragraphe 69.

4. Les pertes nettes non réalisées relatives à la réserve de couverture des flux de trésorerie et aux titres de créance disponibles à la vente⁷⁹.

- a) Les pertes nettes non réalisées relatives à la réserve de couverture de flux de trésorerie sont assujétiées aux dispositions transitoires énoncées au paragraphe 94(d). Les montants non déduits des instruments de fonds propres de la catégorie 1A seront assortis d'une pondération en fonction des risques de 0 %. Il n'y a pas de traitement transitoire pour les gains non réalisés relatifs à la réserve de couverture de flux de trésorerie.
- b) Les pertes nettes non réalisées relatives aux titres de créance disponible à la vente sont assujétiées aux dispositions transitoires énoncées au paragraphe 94(d). Les montants non déduits des instruments de fonds propres de la catégorie 1A seront déduits des fonds propres de la catégorie 1. Il n'y a pas de traitement transitoire pour les gains non réalisés relatifs aux titres de créance disponible à la vente.
- c) Les pertes nettes non réalisées relatives aux ajustements cumulés des fluctuations des devises sont sujettes au paragraphe 94(d). Les

⁷⁸ Dans le cas où le montant total à être déduit selon (d) ci-dessus est inférieur au montant déjà déduit des instruments de fonds propres de la catégorie 1A sous (b), aucun autre ajustement n'est nécessaire.

⁷⁹ CBCB, juin 2011, note de bas de page N° 10.

montants non déduits des instruments de fonds propres de catégorie 1A seront déduits des fonds propres de la catégorie 1.

- d) Toutes les autres pertes nettes non réalisées incluses dans le résultat étendu sont assujetties au paragraphe 94(d). Les montants non déduits des instruments de fonds propres de la catégorie 1A seront pondérés à 0 %.

5. Insuffisance des provisions pour pertes attendues [CBCB, paragr. 73]

Les montants non déduits des instruments de fonds propres de la catégorie 1A seront déduits à raison de 50 % des fonds propres de la catégorie 1 et à raison de 50 % des fonds propres de la catégorie 2.

6. Plus-value de cession liée aux opérations de titrisation [CBCB, paragr. 74]

Les montants non déduits des instruments de fonds propres de la catégorie 1A seront déduits des fonds propres de la catégorie 1.

7. Gains et pertes cumulatifs attribuables aux variations de son propre risque de crédit à l'égard des passifs financiers à la juste valeur [CBCB, paragr. 75]

Les montants non déduits des instruments de fonds propres de la catégorie 1A, relativement à la part de la déduction correspondant aux rajustements de la valeur de la dette sur les passifs des dérivés, seront assortis d'une pondération de 0 % (sous réserve du Comité de Bâle, qui exige d'adopter la méthode de calcul énoncée dans son document de consultation intitulé *Application of own credit risk adjustments to derivatives* de décembre 2011.

8. Actif et passif des régimes de retraite à prestations déterminées [CBCB, paragr. 76 et 77]

Les montants non déduits des instruments de fonds propres de la catégorie 1A seront assortis d'une pondération en fonction des risques de 100 %.

9. Participations dans ses propres instruments de fonds propres (y compris les instruments de fonds propres de la catégorie 1A, des fonds propres de la catégorie 1B et les fonds propres de la catégorie 2) [CBCB, paragr. 78]

En ce qui concerne les participations dans ses propres instruments de fonds propres de la catégorie 1A, les montants non déduits des fonds propres doivent recevoir les pondérations en fonction des risques suivantes : 100 % pour les participations dans les titres de créances et 200 % pour les participations dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A.

10. Participations croisées dans les fonds propres de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurances [CBCB, paragr. 79]

Les montants non déduits des instruments de fonds propres de catégorie 1A doivent être déduits des fonds propres de la catégorie 1A. Les participations croisées dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1B et des instruments de fonds propres de la catégorie 2 doivent être déduits des fonds propres de la catégorie 1B et de la catégorie 2, respectivement, tout au long de la période de transition.

11. Autres participations dans les fonds propres de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurances quand l'institution ne détient pas une participation significative [CBCB, paragr. 80 à 83]

Les montants non déduits des fonds propres doivent recevoir les pondérations en fonction des risques suivantes : 100 % pour les participations dans les titres de créances et 200 % pour les participations dans les actions, les autres instruments de fonds propres de la catégorie 1A et les actions privilégiées.

12. Participations significatives dans les fonds propres de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurances [CBCB, paragr. 84 à 86]

En ce qui a trait aux participations dans les instruments de fonds propres de catégorie 1B et des fonds propres de la catégorie 2 : les montants non déduits des fonds propres doivent recevoir les pondérations en fonction des risques suivantes : 100 % pour les participations dans les titres de créances et 200 % pour les participations dans les actions ordinaires, les autres instruments de fonds propres et les actions privilégiées.

Déductions liées à un seuil [CBCB, paragr. 87 à 89]⁸⁰

- a) Voir le paragraphe 88 pour le calcul du seuil du 1^{er} janvier 2013 au 1^{er} janvier 2018.
- b) La différence de la déduction liée au seuil entre le calcul final et le calcul intérimaire ((a) ci-dessus) sera assujettie à une pondération en fonction des risques de 250 %.
- c) La portion du montant en (a) ayant trait aux actifs d'impôt futurs et aux droits de service hypothécaire sera assujetti à une pondération en fonction des risques de 100 %.
- d) La portion du montant en (a) non déduite des instruments de fonds propres de la catégorie 1A pendant la période transitoire se rapportant aux participations significatives dans les instruments de fonds propres de la catégorie 1A de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurances qui sont à

⁸⁰ Le montant déduit conformément aux dispositions transitoires (au total) ne doit jamais dépasser le montant de ce qui doit être déduit des instruments de fonds propres de la catégorie 1A conformément à Bâle III dans un scénario global.

l'extérieur du périmètre de consolidation tel que défini aux paragraphes 84-86) doit être déduite 50 % des fonds propres de la catégorie 1B et 50 % des fonds propres de la catégorie 2.

- 94(f). L'injection dans les fonds propres d'organisme du secteur public existant bénéficiera de l'option « grand-père » jusqu'au 1^{er} janvier 2018.
- 94(g). Les instruments de fonds propres qui ne sont plus admissibles en qualité de fonds propres (catégories 1A, 1B et 2) et qui sont admissibles aux dispositions transitoires de la présente ligne directrice seront progressivement déduits à compter du 1^{er} janvier 2013. En prenant comme base la valeur nominale des instruments visés non échus au 1^{er} janvier 2013, le plafond de reconnaissance de ces instruments sera fixé à 90 % à partir du 1^{er} janvier 2013 et une réduction annuelle de 10 % pour les années subséquentes s'appliquera⁸¹.

Ce plafond s'appliquera séparément aux fonds propres de la catégorie 1B et de la catégorie 2 et fera référence au montant total des éléments de chaque catégorie non échus, qui ne sont plus admissibles selon les critères prescrits, mais qui sont admissibles selon les dispositions transitoires⁸².

Période de déclaration	Plafond applicable
T1 2013	90 %
T1 2014	80 %
T1 2015	70 %
T1 2016	60 %
T1 2017	50 %
T1 2018	40 %
T1 2019	30 %
T1 2020	20 %
T1 2021	10 %

Si l'instrument est racheté ou que sa constatation dans les fonds propres est amortie après le 1^{er} janvier 2013, la valeur nominale prise en compte dans la base de calcul ne sera pas réduite. En outre, les instruments ne peuvent être inclus dans le calcul soumis à un plafond en particulier que dans la mesure où

⁸¹ Le niveau de la base est fixé le 1^{er} janvier 2013 et ne change pas par la suite. [CBCB, QFP, N° 19]

⁸² Si un instrument est décomptabilisé le 1^{er} janvier 2013, il ne sera pas admissible aux dispositions relatives aux droits acquis et ne sera pas pris en compte dans la base fixée le 1^{er} janvier 2013. [CBCB, QFP, N° 2]

ils sont comptabilisés dans cette catégorie de fonds propres en vertu de la version précédente de la ligne directrice de l'Autorité⁸³.

Par exemple, si un instrument de fonds propres novateurs de la catégorie 1 est comptabilisé dans les fonds propres de la catégorie 2B en qualité d'instrument novateur excédentaire, l'instrument en question ne peut être utilisé que pour contribuer à la base de la catégorie 2 et il doit contribuer à la base théorique de la catégorie 1.

Les instruments assortis d'une clause incitative au rachat seront traités de la manière suivante :

- Pour un instrument comportant une option de remboursement anticipé et un saut de rémunération (*step up*) (ou une autre clause incitative au remboursement) exerçable avant le 1^{er} janvier 2013, si l'option n'est pas exercée à la date d'échéance effective⁸⁴ et si l'instrument satisfait par anticipation aux nouveaux critères d'admissibilité dans les fonds propres de la catégorie 1B ou dans ceux de la catégorie 2, l'instrument continuera d'être comptabilisé dans la composante correspondante des fonds propres.
- Pour un instrument comportant une option de remboursement anticipé et un saut de rémunération (ou une autre clause incitative au remboursement) exerçable entre le 12 septembre 2010 et le 1^{er} janvier 2013, si l'option n'est pas exercée à la date d'échéance effective et si l'instrument ne satisfait pas par anticipation aux nouveaux critères d'admissibilité dans les fonds propres de la catégorie 1B ou dans ceux de la catégorie 2, l'instrument sera entièrement décomptabilisé de la composante correspondante des fonds propres à partir du 1^{er} janvier 2013.
- Pour un instrument comportant une option de remboursement anticipé et un saut de rémunération (ou une autre clause incitative au remboursement) exerçable le 1^{er} janvier 2013 ou après cette date, si l'option n'est pas exercée à la date d'échéance effective et si l'instrument ne satisfait pas par anticipation aux nouveaux critères d'admissibilité dans les fonds propres de la catégorie 1B ou dans ceux de la catégorie 2, il sera entièrement décomptabilisé de la composante correspondante des fonds propres à partir de la date d'échéance effective. Avant la date d'échéance effective, l'instrument sera considéré comme « un instrument qui ne satisfait plus à la définition des fonds propres de la catégorie 1B ou de la catégorie 2 » et sera donc supprimé progressivement à partir du 1^{er} janvier 2013.
- Pour un instrument comportant une option de remboursement anticipé et un saut de rémunération (ou une autre clause incitative au remboursement) exerçable le 12 septembre 2010 ou avant cette date, si l'option n'a pas été exercée à la date d'échéance effective et que l'instrument ne satisfait pas par anticipation aux nouveaux critères d'admissibilité dans les fonds propres de la catégorie 1B ou 2, l'instrument sera considéré comme « un instrument qui ne satisfait plus à la

⁸³ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital de base*, publiée avant le 1^{er} janvier 2013.

⁸⁴ La date d'échéance effective est celle du rachat assorti d'un incitatif. Les instruments dépourvus d'un incitatif de rachat ne comporteraient pas de date d'échéance effective autre que leur date d'échéance prévue, le cas échéant.

définition des fonds propres de la catégorie 1B ou de la catégorie 2 » et sera donc supprimé progressivement à partir du 1^{er} janvier 2013.

95. Les instruments de fonds propres qui ne satisfont pas aux critères d'admissibilité dans les fonds propres de la catégorie 1A en seront exclus à compter du 1^{er} janvier 2013. Toutefois, les instruments répondant aux trois conditions suivantes seront éliminés progressivement, selon le calendrier décrit au paragraphe 94(g) :
- Émission par une société qui n'est pas constituée en société par actions.
 - Comptabilisation dans les fonds propres selon les principes comptables applicables en vigueur au Canada.
 - Comptabilisation sans restriction dans les fonds propres de la catégorie 1 conformément aux dispositions de la présente ligne directrice.
96. Seuls les instruments émis avant le 12 septembre 2010 peuvent bénéficier des mesures transitoires susmentionnées.

Les instruments de fonds propres émis avant le 1^{er} janvier 2013 qui satisfont aux critères du dispositif de Bâle III relatifs aux fonds propres réglementaires, abstraction faite des exigences relatives aux FPUNV⁸⁵ seront considérés comme étant des instruments de fonds propres non admissibles et assujettis au retrait progressif dont il est question dans la présente ligne directrice. [CBCB, communiqué, janvier. 2011]

⁸⁵ COMITÉ DE BÂLE SUR LE CONTRÔLE BANCAIRE. *Final elements of the reforms to raise the quality of regulatory capital*, January, 2011.

Chapitre 3. Risque de crédit – Approche standard

Remarques générales

Les Chapitres 3 à 6 de la présente ligne directrice portant sur le risque de crédit et le risque opérationnel, reprennent essentiellement les dispositions des approches plus simples prévues au pilier 1 de l'Accord de Bâle II et des nouvelles dispositions du Comité de Bâle dans la publication intitulée *Dispositif réglementaire mondial visant à renforcer la résilience des établissements et systèmes bancaires* (Décembre 2010) révisé juin 2011.

Ces chapitres comportent des consignes qui s'inspirent, aux fins de compatibilité et d'harmonisation, des cadres au niveau international et canadien sur les normes de fonds propres dont les modalités d'application s'adressent aux banques. Ainsi, des ajustements ont été apportés aux dispositions de ces chapitres afin de tenir compte des spécificités du contexte québécois et de rendre le régime applicable tant aux caisses qu'aux sociétés de fiducie et sociétés d'épargne.

Prendre note que toutes les expositions assujetties à l'approche standard devraient être pondérées en termes nets des réserves individuelles.

3.1 Catégories de coefficients de pondération des risques

Les catégories de coefficient de pondération des risques s'appliquent aux montants figurant au bilan et aux montants en équivalent-crédit hors bilan, à l'exception des éléments déduits des fonds propres à titre de rajustements réglementaires conformément aux dispositions du Chapitre 2.

Créances individuelles

3.1.1 Créances des emprunteurs souverains⁸⁶

Les créances des juridictions, États (ou administrations centrales) et des banques centrales sont pondérées selon le tableau ci-dessous.

Notation ⁸⁷	AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BBB-	BB+ à B-	Inférieure à B-	Pas de notation
Pondération du risque	0 %	20 %	50 %	100 %	150 %	100 %

⁸⁶ Le Code civil du Québec n'emploie pas la terminologie « emprunteurs souverains » mais plutôt « États ». Dans la présente ligne directrice, l'expression « emprunteurs souverains » est toutefois conservée à des fins de comparabilité.

⁸⁷ Ces notations sont établies d'après la méthodologie utilisée par Standard & Poor's. La sous-section 3.7.2.1 fournit davantage de détails sur les coefficients de pondération des risques déterminés d'après les méthodologies d'autres organismes externes d'évaluation du crédit.

L'Autorité peut autoriser une pondération des risques plus favorable aux expositions des institutions sur leur propre juridiction ou leur propre État (ou banque centrale) si elles sont libellées et financées⁸⁸ en monnaie locale⁸⁹. Les institutions exerçant des activités au Québec et ayant des expositions vis-à-vis des emprunteurs souverains répondant aux critères ci-dessus peuvent utiliser le même coefficient de pondération que celui attribué à ces emprunteurs souverains par l'autorité de contrôle dont ils relèvent.

3.1.2 Créances des emprunteurs souverains non notés

Dans le cas des créances des emprunteurs souverains auxquels aucune note n'a été attribuée, les institutions peuvent utiliser les notations de crédit établies par des organismes de crédit à l'exportation (OCE). La classification des notes de risque consensuelles établie par des OCE participant à l'*Arrangement relatif à des lignes directrices pour les crédits à l'exportation bénéficiant d'un soutien public*, publié sur le site Web de l'OCDE⁹⁰, est la suivante :

Notation des OCE	0 ou 1	2	3	4, 5 ou 6	7
Pondération du risque	0 %	20 %	50 %	100 %	150 %

Les créances de la Banque des règlements internationaux, du Fonds monétaire international, de la Banque centrale européenne et de la Communauté européenne peuvent être pondérées à 0 %.

3.1.3 Créances des organismes publics hors administration centrale (OPHAC)

On entend par « organisme public hors administration centrale » les types suivants d'entités :

- entités appartenant directement et entièrement à un gouvernement;
- commissions scolaires, collèges d'enseignement général et professionnel (cégeps), universités, hôpitaux et programmes de services sociaux qui bénéficient d'un soutien financier régulier d'un gouvernement;
- municipalités.

⁸⁸ L'institution financière aura donc également des passifs correspondants en monnaie locale.

⁸⁹ Cette pondération inférieure pourra être étendue aux sûretés et garanties (voir les sous-sections 4.1.3 et 4.1.5.).

⁹⁰ Cette classification peut être consultée sur le site Web de l'OCDE (<http://www.oecd.org>), « Arrangement sur les crédits à l'exportation » de la Direction Échanges.

Les créances des OP sont assorties d'un coefficient de pondération des risques se situant à un échelon supérieur à celui appliqué aux créances des emprunteurs souverains :

Notation des emprunteurs souverains	AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BBB-	BB+ à B-	Inférieure à B-	Pas de notation
Pondération - Emprunteurs souverains	0 %	20 %	50 %	100 %	150 %	100 %
Pondération - OP	20 %	50 %	100 %	100 %	150 %	100 %

Il existe deux exceptions à ce qui précède :

- i. Les créances des entités suivantes reçoivent le même coefficient de pondération des risques que le gouvernement du Canada :
 - administrations provinciales et territoriales et mandataires des administrations fédérales, provinciales et territoriales dont les dettes constituent, en vertu de leurs lois habilitantes, des obligations directes de l'État responsable.
- ii. Les créances des entités suivantes sont assimilées à des créances des entreprises :
 - entités qui, de l'avis du gouvernement du pays hôte, sont en concurrence sensible avec le secteur privé. Les institutions doivent s'adresser au gouvernement du pays hôte pour déterminer si un OP est ou non en concurrence avec le secteur privé.

Le coefficient de pondération des risques des OP est conçu pour s'appliquer au financement des services municipaux et publics de l'OP lui-même. Lorsque des OP autres que des gouvernements provinciaux ou territoriaux du Canada fournissent des garanties ou d'autres mécanismes de soutien à d'autres fins que le financement des services municipaux et publics de l'OP lui-même, le coefficient de pondération des risques des OP ne peut être utilisé.

Les exigences de fonds propres s'appliquant aux OP situés à l'étranger sont déterminées par l'autorité de contrôle nationale de la juridiction d'origine.

3.1.4 Créances des banques multilatérales de développement (BMD)

Les créances des BMD qui répondent aux critères ci-dessous reçoivent un coefficient de pondération des risques de 0 % :

- une excellente évaluation à long terme, c'est-à-dire qu'une majorité des évaluations externes de la BMD doivent être AAA;

-
- soit l'actionnariat est composé en grande partie d'emprunteurs souverains présentant une évaluation à long terme égale ou supérieure à AA-, soit l'essentiel des fonds perçus par la BMD revêt la forme de capital versé et l'endettement est négligeable ou nul;
 - un fort soutien des actionnaires qui se manifeste par le montant du capital versé; le montant de capital additionnel que la BMD peut solliciter, si nécessaire, pour rembourser ses engagements; et des apports et nouvelles garanties régulières des actionnaires souverains;
 - un niveau adéquat de fonds propres et de liquidité (une approche au cas par cas est nécessaire à cet effet);
 - des exigences réglementaires strictes en matière de crédit et politiques financières prudentes comprenant notamment une procédure d'autorisation structurée, des limites internes de solvabilité et de concentration des risques (par pays, par secteur ainsi que par exposition individuelle et catégorie de crédit), la validation des expositions importantes par le conseil d'administration ou l'un de ses comités, un calendrier fixe des remboursements, une surveillance effective de l'utilisation des crédits, un processus de révision de la situation et une évaluation rigoureuse des risques et des provisions pour pertes sur prêts.

Les BMD actuellement admissibles à un coefficient de pondération des risques de 0 % sont les suivantes :

- Groupe Banque mondiale
- Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD)
- Société financière internationale (SFI)
- Banque asiatique de développement (BasD)
- Banque africaine de développement (BAD)
- Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD)
- Banque interaméricaine de développement (BID)
- Banque européenne d'investissement (BEI)
- Fonds européen d'investissement (FEI)
- Banque nordique d'investissement (BNI)
- Banque de développement des Caraïbes (BDC)
- Banque islamique de développement (BID)
- Banque de développement du Conseil de l'Europe (BDCE)

Pour les autres BMD, les risques sont pondérés selon les coefficients suivants :

Notation des BMD	AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BBB-	BB+ à B-	Inférieure à B-	Pas de notation
Pondération du risque	20 %	50 %	50 %	100 %	150 %	50 %

3.1.5 Créances des institutions de dépôt et des banques

Les institutions de dépôt englobent celles qui acceptent des dépôts et accordent des prêts qui sont assujettis à la réglementation, fédérale ou provinciale, notamment les coopératives de services financiers, les sociétés de fiducie, les sociétés d'épargne, les banques et les sociétés coopératives de crédit.

On entend par « banque » toute institution considérée comme une banque dans le pays où elle a son siège et surveillée à ce titre par l'organisme de contrôle bancaire ou les autorités monétaires appropriées. En général, les banques exercent des transactions bancaires et peuvent accepter des dépôts dans le cadre ordinaire de leurs transactions.

Dans le cas des banques constituées dans des pays autres que le Canada, la définition de « banque » est celle qui est utilisée dans la réglementation sur les normes des fonds propres de la juridiction hôte.

Voici les coefficients de pondération des risques qui s'appliquent aux institutions de dépôt et aux banques :

Notation des emprunteurs souverains	AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BBB-	BB+ à B-	Inférieure à B-	Pas de notation
Pondération du risque - Institutions de dépôt et banques	20 %	50 %	100 %	100 %	150 %	100 %

Les coefficients de pondération des institutions de dépôt et des banques sont supérieurs d'un cran à la notation des emprunteurs souverains du pays où l'institution de dépôt ou la banque a son siège.

Les créances des entités mères des institutions de dépôt qui ne sont pas elles-mêmes des institutions financières sont assimilées aux créances des entreprises.

3.1.6 Créances des entreprises d'investissement

Les créances des entreprises d'investissement peuvent être traitées comme les créances des institutions de dépôt et des banques à condition que ces établissements soient soumis à des dispositifs de surveillance et de réglementation équivalant à ceux prévus par le Nouvel Accord de Bâle (en particulier, les exigences de fonds propres au

titre des risques)⁹¹. Dans le cas contraire, ces créances doivent suivre les règles applicables aux créances des entreprises.

3.1.7 Créances des entreprises

Le tableau ci-dessous présente les coefficients de pondération des créances des entreprises notées, y compris celles des assureurs. Le coefficient de pondération standard appliqué aux créances des entreprises non notées est de 100 %. Une créance d'entreprise non notée ne peut en aucun cas recevoir un coefficient de pondération plus favorable que celui attribué à une créance de l'État où se situe son siège⁹².

Notation des entreprises	AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BB-	Inférieure à BB-	Pas de notation
Pondération du risque	20 %	50 %	100 %	150 %	100 %

Les institutions peuvent choisir d'appliquer un coefficient de pondération de 100 % à tous les risques d'entreprise. Dans ce cas, l'institution doit toutefois utiliser le coefficient de pondération de 100 % pour tous les risques d'entreprise.

3.1.8 Créances figurant dans les portefeuilles réglementaires de clientèle de détail

Les créances de clientèle de détail sont pondérées selon un coefficient de 75 %.

Pour figurer dans le portefeuille réglementaire de clientèle de détail, les créances doivent satisfaire aux quatre critères ci-dessous :

- destination - il doit s'agir d'une exposition vis-à-vis d'un ou de plusieurs particuliers ou d'une petite entreprise;
- produit - l'exposition revêt l'une des formes suivantes : crédits et lignes de crédit renouvelables (dont cartes de crédit et découverts), prêts à terme et crédits-bails aux particuliers (tels que prêts à tempéraments, prêts et crédits-bails sur véhicules automobiles, prêts étudiants et à l'éducation, financements personnels) ainsi que facilités et engagements envers les petites entreprises. Les titres (tels qu'obligations et actions), cotés ou non, sont expressément exclus de cette catégorie, tandis que les crédits hypothécaires sont inclus dans la mesure où ils peuvent être traités comme des créances adossées à de l'immobilier résidentiel;

⁹¹ C'est-à-dire à des normes de fonds propres comparables à celles régissant les banques en vertu du Nouvel Accord de Bâle. Le mot « comparables » signifie implicitement que l'entreprise de valeurs mobilières (mais pas nécessairement sa société mère) est soumise à une surveillance et à une réglementation consolidées en ce qui a trait à ses sociétés affiliées en aval.

⁹² Les termes « siège » et « siège social » utilisés dans le texte de la ligne directrice prennent le même sens,

- granularité - l'Autorité doit s'assurer que le portefeuille de clientèle de détail est suffisamment diversifié pour diminuer les risques et justifier le coefficient de pondération de 75 %;
- faible valeur individuelle – l'exposition globalisée maximale sur une seule contrepartie ne peut dépasser un seuil de 1,25 million de dollars canadiens en valeur absolue. Le même seuil est appliqué aux prêts accordés à de petites entreprises par le biais d'un particulier ou garantis par un particulier.

Les prêts pour construction résidentielle qui satisfont aux critères ci-dessus sont pondérés en fonction des risques à 75 %. Les prêts pour construction résidentielle qui ne satisfont pas à ces critères doivent être traités à titre de créance d'entreprise assujettie aux coefficients de pondération du risque énoncés à la sous-section 3.1.7.

3.1.9 Créances garanties par immobilier résidentiel

Les hypothèques sur des immeubles qui sont ou seront habités par l'emprunteur ou loués sont pondérées à 35 %.

Les hypothèques résidentielles suivantes sont admissibles :

- Créances garanties par une hypothèque de premier rang sur des immeubles résidentiels en copropriété ou d'un à quatre logements, consentis à une ou plusieurs personnes ou garantis par une ou plusieurs personnes, à condition que ces prêts ne soient pas en souffrance depuis 90 jours ou plus et que le ratio prêt-valeur ne dépasse pas 80 %.
- Hypothèques subsidiaires (de premier rang ou non) sur des immeubles résidentiels en copropriété ou d'un à quatre logements, consenties à une ou plusieurs personnes ou garanties par une ou plusieurs personnes, à la condition qu'aucune des parties ne détienne une hypothèque de premier rang ou intermédiaire sur ledit immeuble, que ces prêts ne soient pas en souffrance depuis 90 jours ou plus et que le ratio prêt-valeur des prêts en agrégat ne dépasse pas 80 %.

Les participations dans des propriétés hôtelières ou détenues en multipropriété sont exclues de la définition d'« hypothèque résidentielle admissible ».

On attribue un coefficient de pondération de 75 % aux hypothèques subsidiaires non assurées qui constitueraient par ailleurs des hypothèques résidentielles, si leur ratio prêt-valeur ne dépassait pas 80 %.

Les prêts hypothécaires résidentiels assurés en vertu de la *Loi nationale sur l'habitation*⁹³ (LNH) ou par des programmes d'assurance hypothécaire équivalents sont assujettis à un coefficient de pondération des risques de 0 %. Lorsqu'une hypothèque est entièrement assurée par un assureur hypothécaire privé qui détient une garantie de sécurité auprès du gouvernement du Canada (p. ex., une garantie provisoire obtenue auprès du ministre des Finances, conformément aux articles 3, 4, 16 et 43 de la *Loi sur*

⁹³ L.R.C. 1985, c. N-11.

*la protection de l'assurance hypothécaire résidentielle*⁹⁴), les institutions sont autorisées à prendre en compte l'effet d'atténuation du risque exercé par la garantie en comptabilisant la partie de l'exposition qui est couverte par la garantie de sécurité du gouvernement du Canada de la même manière que s'il s'agissait d'une exposition couverte directement par ce dernier. Le reste de l'exposition doit être traité comme une hypothèque garantie par une entreprise, selon les règles énoncées au Chapitre 4.

3.1.9.1 Prêts hypothécaires inversés

Un prêt hypothécaire inversé permet aux emprunteurs de convertir en liquidités la portion de leur résidence exempte de dette. Le montant de l'avance initiale dans le cadre d'un prêt hypothécaire inversé est établi selon la durée d'occupation prévue de l'emprunteur, la valeur estimative de la propriété et les taux d'intérêt prévus. Le prêt est remboursé à même la valeur de recouvrement de la propriété.

Les prêts hypothécaires inversés sont des prêts à forfait garantis par une propriété qui n'ont pas de terme défini et qui ne font pas l'objet de remboursements mensuels de capital et d'intérêt. Au fil du temps, le montant du prêt hypothécaire inversé augmente en raison de l'accumulation et du report des intérêts. En règle générale, le prêt est remboursé à même le produit net de la vente de la maison (c.-à-d., après déduction des coûts de disposition), lorsque l'emprunteur quitte sa résidence.

Les fournisseurs de prêts hypothécaires inversés sont remboursés du montant de la juste valeur marchande de la maison (après déduction des coûts de disposition) au moment de la vente ou du montant du prêt, selon le moindre des deux. En presumant qu'aucun cas de défaut ne se produit (p. ex., si l'emprunteur néglige de payer les impôts fonciers ou les assurances, ou d'entretenir sa maison), le fournisseur de prêt hypothécaire inversé n'a aucun recours si le montant réalisé à la vente de la propriété est inférieur au solde du prêt hypothécaire inversé.

Toutes les institutions financières sont tenues de traiter les risques liés aux prêts hypothécaires inversés selon l'approche standard pour le risque de crédit.

Les expositions liées à des prêts hypothécaires inversés⁹⁵ sont admissibles à un coefficient de pondération des risques de 35 %, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- Le ratio prêt-valeur initial est d'au plus 40 %.
- Le ratio prêt-valeur actuel est d'au plus 60 %.

⁹⁴ L.C. 2011, ch. 15, art. 20.

⁹⁵ Les expositions liées aux prêts hypothécaires inversés comprennent toutes les avances plus les intérêts courus et 50 % des montants non utilisés, après déduction des provisions individuelles. Les montants non utilisés des prêts hypothécaires inversés ne comprennent pas la croissance future des prêts attribuable à la capitalisation des intérêts. Les montants non utilisés sont traités comme des lignes de crédit inutilisées et sont assujettis à un facteur de conversion en équivalent-crédit de 50 % (c.-à-d., engagements dont l'échéance initiale est de plus d'un an).

-
- Les coûts de disposition de la propriété grevée d'une hypothèque ainsi que le risque d'erreur d'évaluation ne dépasseront pas 15 à 20 % de la valeur d'évaluation actuelle.
 - Les critères des prêts hypothécaires résidentiels admissibles définis à la sous-section 3.1.9 de la présente ligne directrice sont satisfaits (sauf qu'il n'y a pas d'exigence en ce qui concerne les recours contre l'emprunteur en cas d'insolvabilité).

En outre, pour qu'un prêt hypothécaire inversé soit admissible à un coefficient de pondération des risques de 35 %, le souscripteur doit avoir défini, à la prise d'effet du prêt hypothécaire et au moment où le coefficient de pondération est pris en compte, toutes les directives suivantes :

- normes de souscription étayées et prudentes, comprenant des méthodes systématiques d'estimation de la durée d'occupation prévue (qui doit au minimum se fonder sur les tables de mortalité standard), l'appréciation/la dépréciation foncière future, des taux d'intérêts futurs sur l'hypothèque inversée et de la détermination des ratios prêt-valeur maximaux initiaux appropriés et du prêt maximal pouvant être octroyé;
- procédures étayées de surveillance continue des ratios prêt-valeur, fondées sur l'encours des prêts et tenant compte des intérêts courus, des montants non utilisés et de la valeur à jour des propriétés;
- procédures étayées de l'exécution de réévaluations indépendantes régulières des propriétés, au moins une fois tous les cinq ans et de façon plus fréquente dans le cas des prêts dont le ratio prêt-valeur s'approche de 80 %;
- processus étayé permettant de veiller à ce que les propriétés situées dans les grands centres urbains où les prix de revente chutent de plus de 10 % soient réévaluées en temps opportun;
- procédures étayées pour vérifier que les emprunteurs satisfont aux critères du prêt;
- méthode rigoureuse de simulation de crise à l'égard du portefeuille de prêts hypothécaires inversés tenant compte de la durée d'occupation prévue, de la valeur de la propriété et des taux d'intérêt estimatifs;
- évaluation continue des simulations de crise à l'égard du portefeuille de prêts hypothécaires inversés intégrée aux processus d'évaluation des fonds propres internes du Chapitre 8 et de planification des fonds propres de l'institution.

Aux fins du calcul des actifs pondérés en fonction des risques, le ratio prêt-valeur actuel est défini comme l'exposition liée aux prêts hypothécaires inversés tel que défini à la note de bas de page N° 95, divisée :

- lorsque la plus récente valeur estimative de la propriété est supérieure à sa valeur estimative initiale, par la valeur estimative initiale ou 80 % de la valeur estimative la plus récente, selon le plus élevé de ces montants;

- lorsque la plus récente valeur estimative de la propriété est inférieure à sa valeur estimative initiale, par la plus récente valeur estimative.

Voici les modalités du régime de fonds propres appliqué aux expositions liées à des prêts hypothécaires inversés :

Ratio prêt-valeur initial		Ratio prêt-valeur actuel	Pondération des risques
≤ 40 %	et	≤ 60 %	35 %
> 40 %	et	≤ 60 %	50 %
		> 60 % et ≤ 75 %	75 %
		> 75 % et ≤ 85 %	100 %
		> 85 %	Déduction partielle

Plus précisément :

- Une exposition liée à un prêt hypothécaire inversé initialement admissible à un coefficient de pondération des risques de 35 %, dont le ratio prêt-valeur se chiffre entre 60 % et 75 %, est pondérée selon un coefficient de 75 %.
- Une exposition liée à un prêt hypothécaire inversé dont le ratio prêt-valeur initial était supérieur à 40 % (mais qui par ailleurs aurait été admissible à un coefficient de pondération des risques de 35 %) est pondérée selon un coefficient de 50 %, à condition que son ratio prêt-valeur soit d'au plus 60 %.
- Exception faite de celles qui ne sont pas admissibles à un coefficient de 35 % à 50 % (sans égard au ratio prêt-valeur initial), toute exposition liée à un prêt hypothécaire inversé dont le ratio prêt-valeur se chiffre entre 60 % et 75 % est pondéré selon un coefficient de 75 %.
- Toute exposition liée à un prêt hypothécaire inversé dont le ratio prêt-valeur se chiffre entre 75 % et 85 %, et tout prêt hypothécaire inversé non admissible à une pondération des risques de 35 % ou 50 % (sans égard au ratio prêt-valeur initial) et dont le ratio prêt-valeur actuel est d'au plus 85 %, est pondéré selon un coefficient de 100 %.
- Si le ratio prêt-valeur actuel d'une exposition liée à un prêt hypothécaire inversé est supérieur à 85 %, le montant de l'exposition dont le ratio prêt-valeur est supérieur à 85 % est déduit des fonds propres. Le montant résiduel est pondéré selon un coefficient de 100 %.

3.1.10 Titres adossés à des créances hypothécaires

Coefficient de pondération des risques de 0 %

- titres adossés à des créances hypothécaires transmis directement à l'investisseur LNH garantis par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), les engagements de la SCHL constituant des obligations légales du gouvernement du Canada.

Coefficient de pondération des risques de 35 %

- titres adossés à des créances hypothécaires entièrement et spécifiquement garantis par des prêts hypothécaires résidentiels admissibles (voir la sous-section 3.1.9).

Coefficient de pondération des risques de 100 %

- sommes à recevoir découlant de la vente d'hypothèques en vertu du Programme des titres adossés à des créances hypothécaires LNH.

3.1.11 Titres adossés à des créances hypothécaires avec flux monétaire transmis directement à l'investisseur

Les titres adossés à des créances hypothécaires avec flux monétaire transmis directement à l'investisseur, qui donnent directement droit aux éléments d'actif hypothéqués, se voient attribuer le coefficient de pondération des risques associés aux éléments d'actif hypothéqués si les conditions suivantes sont réunies :

- Le bloc d'hypothèques de priorité ne contient que des hypothèques entièrement productives au moment où le titre hypothécaire est créé.
- Le cas échéant, les titres doivent absorber leur juste part des pertes, au prorata.
- Un fonds commun de créances est établi pour la titrisation et l'administration des prêts hypothécaires mis en commun.
- Les hypothèques sous-jacentes sont confiées à un tiers indépendant qui les détient au nom des personnes ayant investi dans lesdits titres.
- Les accords portant sur le fonds commun de créances et le fiduciaire comportent les obligations suivantes :
 - Si l'on confie les tâches administratives à un administrateur ou agent d'hypothèque, le fonds commun et le fiduciaire doivent surveiller le rendement de l'administrateur ou de l'agent.
 - Le fonds commun et le fiduciaire doivent fournir des renseignements détaillés et réguliers sur la structure et le rendement des prêts hypothécaires mis en commun.
 - Le fonds commun et le fiduciaire doivent être juridiquement distincts de l'initiateur des prêts hypothécaires mis en commun.
 - Le fonds commun et le fiduciaire doivent répondre de tout dommage ou perte aux investisseurs causés par la mauvaise gestion des prêts hypothécaires mis en commun ou celle de leur agent d'hypothèque.
 - Le fiduciaire doit avoir les premiers droits sur l'actif hypothéqué au nom des détenteurs des titres.

-
- L'accord doit permettre au fiduciaire de prendre des mesures clairement énoncées en cas de manquement du débiteur hypothécaire.
 - Le détenteur du titre doit avoir une part au prorata dans l'actif hypothéqué sous-jacent, sinon le fonds commun qui émet le titre ne doit avoir que des éléments de passif liés à l'émission du titre hypothécaire.
 - Les flux de trésorerie provenant des hypothèques sous-jacentes doivent répondre aux exigences du titre à cet égard sans recours indu à un revenu de réinvestissement.
 - Le fonds commun ou le fiduciaire peut investir lesdits fonds avant la distribution aux investisseurs, mais uniquement dans des instruments à court terme du marché monétaire (sans aucun risque important de réinvestissement) ou dans de nouveaux prêts hypothécaires.

Un coefficient de pondération de 100 % est attribué aux titres adossés à des créances hypothécaires qui ne satisfont pas aux normes précitées. Les titres adossés à des créances hypothécaires à coupon zéro et les autres catégories de titres (les dettes résiduelles prioritaires et de second rang) qui assument plus que leur part des pertes au prorata se voient automatiquement attribuer un coefficient de pondération des risques de 100 %.

Si certains éléments d'actif communs sous-jacents sont assujettis à des coefficients de pondération différents, le plus élevé des coefficients de pondération associés aux éléments d'actif s'appliquera aux titres.

Le traitement des titres adossés à des créances hypothécaires émis en tranches se retrouve au Chapitre 5 de la ligne directrice, lequel porte sur les dispositions relatives à la titrisation.

3.1.12 Mises en pension et prises en pension

Une mise en pension de titres représente un accord en vertu duquel un cédant accepte de vendre des titres à un prix déterminé et de les racheter à une date déterminée à un prix déterminé. Vu que la transaction est assimilée à une mesure de financement au plan comptable, les titres demeurent inscrits au bilan. Compte tenu du fait que ces titres sont temporairement attribués à une autre partie, les éléments d'actif pondérés en fonction des risques associés à cette exposition doivent correspondre au plus élevé des montants des éléments d'actif pondérés en fonction des risques calculés au moyen de ce qui suit :

- le coefficient de pondération du risque du titre; ou
- le coefficient de pondération de la contrepartie à la transaction, en tenant compte, s'il y a lieu, des sûretés admissibles (voir Chapitre 4).

Une prise en pension est le contraire d'une mise en pension et suppose l'achat et la revente ultérieure d'un titre. Les prises en pension sont assimilées à des prêts garantis, ce qui traduit la réalité économique de la transaction. Le risque doit donc être mesuré comme un risque de contrepartie. Si l'élément d'actif temporairement acquis est un titre

qui répond à la définition de sûreté admissible au sens du Chapitre 4, l'exposition pondérée en fonction des risques pourra être réduite en conséquence.

3.1.13 Prêts de titres

Au cours d'une transaction, les institutions peuvent agir à titre de mandant, en prêtant de leurs propres titres, ou de mandataire, en prêtant des titres pour le compte de clients.

Lorsqu'une institution prête de ses propres titres, le risque de crédit est fondé sur le plus élevé :

- du risque de crédit lié au titre prêté; ou
- du risque de contrepartie que représente l'emprunteur des titres. Ce risque peut être réduit si l'institution détient une sûreté admissible (voir le Chapitre 4). Lorsqu'une institution accorde des prêts de titres par le biais d'un mandataire et reçoit une garantie explicite que les titres seront recouverts, le mandataire est le contrepartiste de l'institution.

Lorsqu'une institution qui agit à titre de mandataire accorde des prêts de titres pour le compte d'un client et garantit que les titres prêtés seront recouverts faute de quoi elle en remboursera au client la valeur marchande, le risque de crédit est fondé sur le risque de contrepartie que représente l'emprunteur des titres en question. Ce risque peut être réduit si l'institution détient une sûreté admissible (voir le Chapitre 4).

3.1.14 Créances garanties par immobilier commercial

Les hypothèques commerciales sont pondérées selon un coefficient de 100 %.

3.1.15 Prêts en souffrance

La partie non couverte d'un prêt (autre qu'un crédit hypothécaire au logement) échu depuis plus de 90 jours, nette des provisions individuelles (dont les radiations partielles), est pondérée comme suit :

- Coefficient de 150 % lorsque les provisions individuelles sont inférieures à 20 % de l'encours du prêt;
- Coefficient de 100 % lorsque les provisions individuelles sont supérieures à 20 % et inférieures à 100 % de l'encours du prêt.

Les sûretés et garanties admissibles⁹⁶ pour déterminer la partie couverte d'un prêt en souffrance sont les mêmes que celles utilisées pour la réduction des risques de crédit

⁹⁶ Dans le contexte de la présente ligne directrice, les termes « sûretés » et « garanties » sont utilisés au sens générique. Toutefois, selon les dispositions du Code civil du Québec, le terme « garantie » peut également englober la notion de caution ou de cautionnement. En ce qui concerne le terme « sûreté », il a été utilisé dans le texte en traduction de *collateral*. Les dispositions du Code civil, quant à elles, présentent les sûretés comme étant soit, l'hypothèque sur un bien ou un bien affecté d'une sûreté. Dans le cadre du présent document, les termes garanties et sûretés sont conservés à des fins de comparabilité.

(voir le Chapitre 4). Aux fins de déterminer le coefficient de pondération applicable, les prêts en souffrance à la clientèle de détail doivent être exclus de l'ensemble des portefeuilles réglementaires de clientèle de détail pour l'évaluation du critère de granularité dont il est question à la sous-section 3.1.8.

Les prêts hypothécaires au logement échus depuis plus de 90 jours reçoivent un coefficient de pondération de 100 %, hors provisions individuelles.

3.1.16 Créances à risque élevé

Un coefficient de pondération minimal de 150 % est appliqué aux créances suivantes :

- Créances des emprunteurs souverains, organismes publics, institutions de dépôt, banques et entreprises d'investissement notés en dessous de B-;
- Créances des entreprises ayant une notation inférieure à BB-;
- Prêts en souffrance tels que définis à la sous-section 3.1.15;
- Les tranches de titrisation assorties d'une notation comprise entre BB+ et BB- pondérées à 350 %, tel qu'indiqué au paragraphe 567 de la sous-section 5.4.3.

3.1.17 Autres actifs

Coefficient de pondération des risques de 0 %

- Espèces et lingots d'or gardés dans les coffres de l'institution ou de façon répartie en fonction du passif-lingots;
- Gains non réalisés et créances courues sur les transactions hors bilan liées aux taux de change et aux taux d'intérêt lorsqu'ils ont été inscrits hors bilan;
- Tout montant déduit des fonds propres suivant les consignes énoncées au Chapitre 2 de la présente ligne directrice.

Coefficient de pondération des risques de 20 %

- Chèques et autres effets en transit.

Coefficient de pondération des risques de 100 %

- Participations non significatives dans les fonds propres de banques, d'autres institutions financières et d'entités d'assurances auxquelles s'appliquent une approche standard visant le risque de crédit et qui n'ont pas été déduites des fonds propres;
- Locaux, usines, équipement et autres immobilisations;
- Biens fonciers et autres placements (y compris les participations non consolidées dans d'autres sociétés);
- Charges payées d'avance (p. ex., impôts fonciers et services publics);

-
- Frais reportés (p. ex., frais de référence hypothécaire);
 - Tous les autres éléments d'actifs.

Coefficient de pondération des risques de 250 %

- Les diverses formes de déductions liées au seuil décrites au Chapitre 2, qui sont inférieures aux seuils applicables.

Coefficient de pondération des risques de 1 250 %

- Divers éléments décrits au Chapitre 2 (Éléments assujettis à une pondération des risques de 1 250 %).

3.2 Catégories d'instruments hors bilan

Les définitions figurant dans la présente section s'appliquent aux engagements hors bilan. L'expression « instrument hors bilan » utilisée dans la présente ligne directrice englobe des garanties, des engagements, des dérivés et d'autres accords contractuels dont le montant total du principal notionnel peut ne pas être comptabilisé au bilan. Ces instruments sont assujettis à une exigence de fonds propres, qu'ils aient ou non été comptabilisés au bilan à la valeur du marché.

Les institutions doivent assurer un suivi étroit des transactions sur titres, produits de base et devises qui ont échoué, dès le premier jour de l'échec. L'exigence de fonds propres appliquée à ces transactions doit être calculée conformément à l'Annexe 3-II. En ce qui concerne les transactions sur titres, produits de base et devises qui ne sont pas traitées au moyen d'un système de règlement-livraison (SRL), les institutions doivent également calculer une exigence de fonds propres conformément à l'Annexe 3-1.

Le montant en équivalent-crédit des opérations de financement par titres (OFT)⁹⁷ et des dérivés de gré à gré qui exposent une institution au risque de contrepartie⁹⁸ doit être calculé conformément aux dispositions énoncées à l'Annexe 3-II. Cette annexe s'applique à tous les dérivés de gré à gré détenus dans le portefeuille bancaire et dans le portefeuille de négociation.

⁹⁷ Les opérations de financement par titres (OFT) sont des transactions prenant notamment la forme de mises en pension, de prises en pension, de prêts et emprunts de titres, et de prêts garantis par des titres avec appel de marge, pour lesquels la valeur de la transaction dépend de la valeur marchande et où les transactions sont souvent assujetties à des accords sur marge.

⁹⁸ Le risque de contrepartie (RC) représente le risque que la contrepartie d'une transaction fasse défaut avant le règlement final des flux de trésorerie de la transaction. S'ensuivrait une perte économique si les transactions ou le portefeuille des transactions renfermant la contrepartie comportaient une valeur économique positive à la date de défaut. Contrairement à l'exposition d'une entreprise au risque de crédit par le biais d'un emprunt, où l'exposition sur le risque est unilatérale et que seule l'institution prêteuse est confrontée au risque de perte, le risque de contrepartie engendre une exposition bilatérale aux pertes : la valeur marchande de la transaction peut être positive ou négative pour l'une ou l'autre contrepartie de la transaction. La valeur marchande est incertaine et peut fluctuer dans le temps, selon le mouvement des facteurs sous-jacents du marché.

3.2.1 Substituts directs de crédit

Les substituts directs de crédit comprennent les garanties et les instruments équivalents qui garantissent des créances financières. Avec un substitut direct de crédit, le risque de perte pour l'institution dépend directement de la solvabilité de la contrepartie.

Exemples de substituts directs de crédit :

- Les garanties accordées au nom de clients pour des obligations financières desdits clients, au cas où il y aurait manquement, par exemple, des garanties de :
 - paiement de dettes existantes relatives à des services;
 - paiement relatif à un contrat d'achat;
 - paiements de baux, de prêts ou de prêts hypothécaires;
 - paiement de chèques non certifiés;
 - versement de taxe (de vente) à l'État;
 - paiement de dettes existantes relatives à l'achat de marchandises;
 - paiement d'une prestation de retraite non capitalisée;
 - assurances d'obligations financières.
- Les garanties bancaires à première demande ou autres obligations irrévocables et équivalentes servant de garanties financières, comme les lettres de crédit soutenant l'émission d'effets de commerce;
- Les participations à risque dans des acceptations bancaires et des lettres de crédit financières. Les participations à risque constituent des garanties de la part des institutions participantes en vertu desquelles, si le client concerné ne respecte pas ses obligations, elles indemniseront l'institution émettrice du montant total d'intérêt et de principal qui leur est attribuable;
- Les prêts de titres, lorsque l'institution est responsable envers son client de tout manquement à recouvrer les titres prêtés;
- Les dérivés de crédit dans le portefeuille bancaire lorsque l'institution vend une protection de crédit.

3.2.2 Engagements de garantie liés à des transactions

Les engagements de garantie liés à des transactions concernent les activités commerciales courantes d'une contrepartie, lorsque le risque de perte pour l'institution déclarante dépend de la vraisemblance d'un événement futur indépendant de la solvabilité de la contrepartie. Essentiellement, les engagements de garantie liés à des transactions sont des garanties qui soutiennent des contrats ou engagements non financiers ou commerciaux d'exécution particulière plutôt que des obligations financières générales de clients. Les garanties liées à l'exécution excluent explicitement les éléments liés à l'inexécution d'obligations financières.

Les garanties liées à l'exécution et les garanties non financières comprennent :

- les garanties d'exécution, les contre-garanties et les indemnités. Les garanties d'exécution à première demande représentent les obligations qui garantissent l'exécution de contrats ou d'entreprises non financières ou commerciales, notamment les accords garantissant :
 - l'exécution des obligations contractuelles des sous-traitants et des fournisseurs;
 - les contrats de main-d'œuvre et de matériaux;
 - la livraison de marchandise, les soumissions et les cautionnements de soumission;
 - les garanties de remboursement de cautions ou de charges payées d'avance en cas d'inexécution.
- les cautions de dédouanement et les cautionnements d'accise. Les montants inscrits pour ces instruments doivent correspondre à la responsabilité maximale de l'institution déclarante.

3.2.3 Engagements liés à des transactions commerciales

Ceux-ci comprennent des engagements à court terme à dénouement automatique liés à des transactions commerciales comme les lettres de crédit commerciales et les lettres de crédit documentaires émises par l'institution et garanties par les expéditions en question.

Les lettres de crédit émises au nom d'une contrepartie et adossées à des lettres de crédit dont la contrepartie est bénéficiaire (« lettres adossées ») doivent être déclarées à titre de lettres de crédit documentaires.

Les lettres de crédit notifiées par l'institution pour lesquelles elle agit comme agent de remboursement ne doivent pas être assimilées à un élément d'actif à risque.

3.2.4 Engagements de mise et de prise en pension

Une mise en pension est une transaction par laquelle la vente d'un titre ou d'un autre élément d'actif s'accompagne d'un engagement simultané en vertu duquel le vendeur rachètera l'élément d'actif de l'acheteur initial à un prix prédéterminé après une période déterminée. Une prise en pension consiste en l'achat d'un titre ou d'un autre élément d'actif avec engagement simultané prévoyant que l'acheteur revendra l'élément d'actif au vendeur initial à un prix prédéterminé après une période déterminée. Si ces transactions ne figurent pas au bilan, elles doivent être déclarées parmi les engagements hors bilan et assorties d'un facteur de conversion de 100 %.

3.2.5 Achats à terme d'éléments d'actif⁹⁹

Il s'agit d'un engagement d'acheter un prêt, un titre ou un autre élément d'actif à une date ultérieure déterminée, habituellement selon des modalités prédéterminées.

3.2.6 Dépôts terme contre terme

Il s'agit d'un accord entre deux parties en vertu duquel l'une paie et l'autre reçoit un taux d'intérêt convenu sur un dépôt qui doit être placé par une partie auprès de l'autre à une date ultérieure prédéterminée. Ces dépôts se distinguent des contrats à terme de taux d'intérêt en ce que, dans le cas des dépôts terme contre terme, le dépôt est effectivement fait.

3.2.7 Actions et titres partiellement libérés

Il s'agit de transactions où seule une partie du prix d'émission ou de la valeur nominale d'un titre acheté a été souscrite et où l'émetteur peut réclamer le solde (ou un autre versement) soit à une date prédéterminée au moment de l'émission, soit à une date ultérieure non précisée.

3.2.8 Facilités d'émission d'effets et facilités renouvelables à prise ferme

Il s'agit d'ententes selon lesquelles un emprunteur peut émettre des billets à court terme, pour des échéances variant entre trois et six mois, à concurrence d'une limite fixée pendant une longue période, souvent au moyen d'offres répétées à un syndicat soumissionnaire. Si à un moment quelconque, les effets ne sont pas vendus par le soumissionnaire à un prix acceptable, un souscripteur à forfait (ou un groupe de souscripteurs à forfait) les achète à un prix prescrit.

3.2.9 Opérations à terme sur taux d'intérêt

Il s'agit d'accords entre deux parties en vertu desquels, à une date ultérieure prédéterminée, il y aura règlement en espèces de la différence entre le taux d'intérêt contractuel et le taux courant du marché sur un montant de principal théorique prédéterminé pour une période prédéterminée.

3.2.10 Contrats de swap de taux d'intérêt

Dans un contrat de *swap* de taux d'intérêt, deux parties s'engagent par contrat à échanger leurs paiements d'intérêt sur le même montant d'endettement théorique. Dans la plupart des cas, les deux parties s'échangent des paiements à taux d'intérêt fixe contre des paiements à taux d'intérêt variable. Il peut toutefois y avoir échange de paiement à intérêt variable contre d'autres paiements à taux d'intérêt variable.

⁹⁹ Ne comprend pas une transaction au comptant dont le contrat prévoit qu'elle doit être réglée à l'intérieur de la période normale de règlement.

3.2.11 Options sur taux d'intérêt et sur devises

Une option est un accord entre deux parties en vertu duquel le vendeur de l'option accorde à l'acheteur, contre compensation (prime ou frais), le droit, mais non l'obligation, de lui acheter ou de lui vendre ultérieurement, soit à une date déterminée, soit pendant une période déterminée, un instrument financier ou une marchandise à un prix convenu au moment de l'accord sur l'option. D'autres formes d'options sur les taux d'intérêt comprennent les accords de plafonnement de taux d'intérêt et les contrats à taux d'intérêt plancher et plafond.

Les options sur les opérations de change peuvent être exclues lorsqu'elles sont soumises à des exigences quotidiennes de constitution de fonds.

3.2.12 Contrats financiers à terme sur devises

Le contrat financier à terme sur devises est un accord entre une institution et une contrepartie en vertu duquel l'institution consent à vendre à la contrepartie ou à lui acheter un montant fixe de devises à un taux de change fixe pour livraison et règlement à une date déterminée ultérieurement ou à l'intérieur d'une période d'options fixe.

3.2.13 Swaps de devises

Un contrat de swap de devises est une transaction en vertu de laquelle deux parties s'échangent des devises et les flux d'intérêt connexes pour une certaine période. Les *swaps* de devises sont utilisés pour échanger des créances à taux d'intérêt fixe dans des monnaies différentes.

3.2.14 Swaps simultanés de taux et de devises

Les contrats de swap de taux d'intérêt dans deux monnaies combinent les caractéristiques des swaps de devises et des swaps de taux d'intérêt.

3.2.15 Opérations à terme sur taux d'intérêt et sur devises

Une opération à terme est une obligation contractuelle uniformisée de livrer une quantité déterminée d'une marchandise (instrument financier, monnaie étrangère, etc.) ou d'en prendre livraison à une date ultérieure déterminée à un prix déterminé établi sur un marché central réglementé.

3.2.16 Contrats sur les métaux précieux et contrats financiers sur les produits de base

Les contrats sur les métaux précieux et les contrats financiers sur les produits de base peuvent prendre la forme de contrats au comptant, de contrats à effet différé, de contrats à terme et de contrats à option. Les métaux précieux sont principalement l'or, l'argent et le platine. Les produits de base sont des biens en vrac comme les grains, les métaux et les aliments échangés dans une bourse de marchandises ou sur le marché au comptant. Aux fins des fonds propres, les contrats sur l'or sont assimilés à des contrats sur devises.

3.2.17 Bons de souscription

Les bons de souscription comprennent les options ou contrats de livraison en espèces dont la valeur est déterminée par les fluctuations, dans le temps, d'un indice, d'un produit ou d'une monnaie étrangère sous-jacents. Lorsque les bons de souscription autres que les fonds propres ou l'opération de couverture de tels bons de souscription exposent l'institution financière à un risque de contrepartie, le montant en équivalent-crédit doit être déterminé au moyen de l'évaluation du risque courant pour les contrats sur les taux de change.

3.3 Facteurs de conversion en équivalent-crédit

La valeur nominale (montant du principal notionnel) d'un instrument hors bilan ne traduit pas toujours le risque de crédit propre à l'instrument. Pour estimer le risque de crédit, il faut multiplier le montant notionnel de l'instrument par un facteur de conversion du crédit afin d'obtenir un montant d'équivalent-crédit¹⁰⁰. Le montant d'équivalent-crédit est considéré comme un élément figurant au bilan et le degré de risque pondéré applicable à la contrepartie ou, s'il y a lieu, au garant ou à la garantie constituée sur un bien lui est attribué. Voici les facteurs de conversion en équivalent-crédit (FCEC) :

Facteur de conversion de 100 %

- Substituts directs de crédit (garanties générales d'endettement et instruments de type garantie, y compris les garanties bancaires à première demande liées à des prêts ou à des titres ou soutenant ceux-ci);
- Acquisitions de participations à risque dans des acceptations et les participations bancaires à des substituts directs de crédit (p. ex., es garanties bancaires à première demande);
- Engagements de mise et de prise en pension;
- Accords à terme (obligations contractuelles) d'acheter des éléments d'actif, y compris les facilités de financement avec certitude d'appel de fonds;
- Options de vente souscrites sur des éléments d'actif déterminés ayant les caractéristiques d'une amélioration du crédit¹⁰¹.

Facteur de conversion de 50 %

- Engagements de garantie liés à des transactions (p. ex., les cautionnements de soumission, les garanties d'exécution, les contre-garanties et les garanties bancaires à première demande liées à des transactions particulières);

¹⁰⁰ Voir la section 3.4 « Contrats à terme (de gré à gré), swaps, options achetées et instruments dérivés similaires ».

¹⁰¹ Les options de vente souscrites (lorsque les primes sont payées à l'avance) exprimées en taux du marché pour des monnaies ou des instruments financiers ne comportant aucun risque de crédit ou risque relatif aux actions sont exclues du cadre.

-
- Engagements assortis d'une échéance initiale supérieure à un an, y compris les engagements de souscription et les marges de crédit commercial;
 - Les facilités d'émission d'effets, les facilités renouvelables à prise ferme et d'autres accords semblables.

Facteur de conversion de 20 %

- Engagements à court terme à dénouement automatique liés à des transactions commerciales, y compris les lettres de crédit commerciales et les lettres de crédit documentaires (un FCEC de 20 % est appliqué tant à la partie émettrice qu'à celle qui confirme la transaction);
- Engagements comportant une échéance initiale d'un an ou moins.

Facteur de conversion de 0 %

- Engagements révocables sans condition à tout moment sans préavis.

3.4 Contrats à terme (de gré à gré), swaps, options achetées et instruments dérivés similaires

Les contrats à terme (de gré à gré), les *swaps*, les options achetées et les instruments dérivés similaires requièrent un traitement spécial puisque les institutions sont exposées au risque de crédit, non pour la totalité de leur valeur nominale, mais seulement pour le coût potentiel de remplacement du flux de trésorerie (sur les contrats affichant un gain) en cas de manquement de la contrepartie. Les montants en équivalent-crédit sont calculés au moyen de la méthode d'évaluation du risque courant et se voient appliquer le coefficient de pondération approprié à la contrepartie. Les détails de cette méthode se retrouvent à l'Annexe 3-II.

La majoration servant au calcul du montant en équivalent-crédit dépend de l'échéance du contrat et de la volatilité des taux et des prix qui sous-tendent ce type d'instrument. Les instruments négociés en bourse peuvent être exclus lorsqu'ils font l'objet d'un appel de dépôts de garantie quotidiens. Les options de gré à gré doivent être incluses avec les mêmes facteurs de conversion que les autres instruments.

Les institutions doivent assurer un suivi étroit des transactions sur titres, produits de base et devises qui ont échoué, dès le premier jour de l'échec. L'exigence de fonds propres appliquée à ces transactions doit être calculée conformément à l'Annexe 3-I. En ce qui concerne les transactions sur titres, produits de base et devises ne faisant pas appel à un système de règlement-livraison, les institutions doivent également calculer l'exigence de fonds propres conformément à l'Annexe 3-I.

3.4.1 Contrats sur taux d'intérêt

Comprennent :

- les swaps de taux d'intérêt sur une seule monnaie;
- les swaps de base;
- les contrats de taux à terme et les produits ayant des caractéristiques semblables;
- les contrats à terme sur taux d'intérêt;
- les options sur taux d'intérêt achetées.

3.4.2 Contrats sur taux de change

Comprennent :

- les contrats sur l'or¹⁰²;
- les swaps de devises;
- les swaps simultanés de taux et de devises;
- les contrats de change à terme à forfait;
- les contrats à terme sur devises;
- les options sur devises achetées.

3.4.3 Contrats sur actions

Ces contrats sur actions comprennent:

- les contrats à terme;
- les contrats à terme (de gré à gré);
- les swaps;
- les options achetées;
- les instruments dérivés similaires sur actions particulières et sur indices d'actions.

3.4.4 Contrats sur métaux précieux (p. ex., argent, platine, palladium)

Ces contrats comprennent:

- les contrats à terme;
- les contrats à terme (de gré à gré);
- les swaps;

¹⁰² Aux fins du calcul du risque de crédit, les contrats sur l'or sont assimilés aux contrats sur devises.

-
- les options achetées;
 - les instruments dérivés similaires sur métaux précieux.

3.4.5 Instruments sur produits de base

Ces contrats comprennent:

- les contrats à terme;
- les contrats à terme (de gré à gré);
- les swaps;
- les options achetées;
- les instruments dérivés similaires fondés sur des contrats sur produits énergétiques, sur produits agricoles ou sur métaux non ferreux (p. ex., aluminium, cuivre, zinc);
- les autres contrats sur métaux non précieux.

3.5 Compensation des contrats à terme (de gré à gré), des swaps, des options achetées et des instruments dérivés similaires

Les institutions peuvent compenser les contrats sur la base de la novation ou de toute forme de compensation juridiquement valide. La novation s'entend d'un contrat bilatéral écrit entre deux contreparties en vertu duquel chaque obligation d'une partie envers l'autre de livrer une monnaie donnée à une date d'évaluation déterminée est automatiquement éteinte et remplacée par l'obligation de verser un montant unique, lequel résulte de la compensation des montants dont chaque contrepartie était redevable envers l'autre en vertu de toutes les obligations éteintes.

Une institution désirant compenser des transactions par novation ou par une autre forme de compensation bilatérale doit prouver à l'Autorité¹⁰³ que les conditions suivantes sont réunies :

- L'institution a signé un contrat ou un accord écrit de compensation bilatéral avec chaque contrepartie, créant ainsi une seule obligation juridique couvrant toutes les transactions bilatérales compensées. Par l'effet d'un tel mécanisme, elle assume une seule obligation de paiement ou ne peut réclamer qu'un montant unique selon la somme nette des valeurs positives et négatives, au prix du marché, de toutes ses transactions avec cette contrepartie en cas de manquement, de faillite ou de liquidation de celle-ci ou dans des circonstances semblables.
- L'institution doit disposer d'avis juridiques écrits et éclairés qui concluent qu'en cas de contestation judiciaire, les autorités administratives ou tribunaux pertinents considéreraient que l'exposition en vertu de l'accord de compensation représente

¹⁰³ Si l'Autorité n'est pas convaincue du caractère exécutoire du mécanisme sous le régime des lois de sa juridiction, ni l'une ou l'autre contrepartie ne peut compenser les contrats aux fins du calcul des fonds propres.

Le montant net en vertu des lois de toutes les instances pertinentes. Pour que l'institution en vienne à cette conclusion, les opinions juridiques doivent traiter de la validité juridique et de la force exécutoire de la totalité de l'accord de compensation en vertu de ses modalités :

- les lois de toutes les juridictions pertinentes s'entendent : a) des lois en vigueur là où les contreparties ont été constituées et, si la succursale étrangère d'une contrepartie est en cause, les lois de la juridiction où est situé la succursale; b) les lois régissant chacune des transactions; et, c) les lois régissant tout contrat ou accord requis aux fins de compensation;
 - un avis juridique doit généralement être reconnu comme tel par le milieu juridique dans le pays de l'institution ou dans un avis juridique portant d'une manière raisonnée sur tous les enjeux pertinents;
- L'institution applique des procédures internes pour s'assurer qu'avant d'inclure une transaction dans une tranche de compensation, la transaction est prise en compte par les avis juridiques qui respectent les critères susmentionnés.
 - L'institution doit instaurer des procédures pour mettre à jour les avis juridiques afin d'assurer la force exécutoire permanente de l'accord de compensation, compte tenu des changements qui pourraient être apportés aux lois pertinentes.
 - L'institution conserve tous les documents nécessaires dans ses dossiers.

Aucun contrat renfermant une disposition de dégagement ne sera admissible à la compensation aux fins du calcul des fonds propres. Une disposition de dégagement permet à une contrepartie en règle de n'effectuer que des paiements limités ou même de n'effectuer aucun paiement à la succession du défaillant même si ce dernier est un créancier net.

La compensation entre les transactions assimilables à des pensions et les dérivés de gré à gré n'est pas autorisée en vertu de la méthode actuelle de calcul des expositions.

Le risque de crédit propre aux transactions à terme (de gré à gré), aux swaps, aux options achetées et aux instruments dérivés similaires avec compensation bilatérale correspond à la somme du coût de remplacement net au prix du marché, s'il est positif, et d'un facteur de majoration calculé d'après le principal notionnel de chacun des contrats sous-jacents avant la compensation. Toutefois, aux fins du calcul des risques de crédit potentiels associés aux contrats assujettis à des accords de compensation exécutoires et dont le principal notionnel équivaut aux flux de trésorerie, le principal notionnel correspond aux recettes nettes échues à chaque date d'évaluation et pour chaque devise. Ces contrats sont réputés en constituer un seul parce que la compensation des contrats dans une même devise venant à échéance à la même date réduira à la fois le risque potentiel et le risque courant. Le risque courant (c.-à-d. le coût de remplacement) des régimes de compensation multilatérale est fonction des règles de répartition des pertes de la chambre de compensation.

Les facteurs de majoration bruts doivent être calculés en fonction des obligations juridiques au titre des flux de trésorerie, dans toutes les monnaies. On y arrive en

compensant toutes les sommes à recevoir et à payer dans la même monnaie, pour chaque date d'évaluation. Les obligations compensées sont converties en dollars canadiens en utilisant les cours à terme actuels pour chaque date d'évaluation. Une fois converties, les sommes à recevoir à chaque date d'évaluation sont additionnées et les facteurs de majoration bruts sont calculés en multipliant la somme à recevoir par le facteur de majoration approprié.

Le risque de crédit futur des transactions compensées (A_{net}) est égal à la somme de 40 % des majorations calculées selon la méthode en vigueur (A_{brut})¹⁰⁴ et de 60 % du produit obtenu en multipliant la majoration par le ratio coût de remplacement courant net/coût de remplacement courant positif (RPN)¹⁰⁵.

où :

RPN = coût de remplacement net/coût de remplacement positif des transactions assujetties à des accords de compensation exécutoires.

Le RPN peut être calculé pour chaque contrepartie ou pour l'ensemble d'un portefeuille pour toutes les transactions assujetties à des accords de compensation exécutoires. Dans le premier cas, un seul RPN est calculé pour chaque contrepartie. Dans le deuxième, il est établi pour toutes les contreparties.

3.5.1 Calcul du montant en équivalent-crédit des contrats compensés

- Déterminer les majorations et les coûts de remplacement pour chaque transaction et chaque contrepartie assujettie à la compensation bilatérale. Une feuille de calcul semblable à celle figurant ci-après peut servir à cette fin.

Contrepartie 1					
Transaction	Principal notionnel	Facteur de majoration ¹⁰⁶	Risque de crédit potentiel	Coût de remplacement positif	Coût de remplacement négatif
	(1)	(2)	(1) x (2) = (3)	(4)	(5)
3					
, etc.					

¹⁰⁴ A_{brut} est égal à la somme des risques de crédit futurs (c.-à-d. au produit obtenu en multipliant le principal notionnel par le facteur de majoration approprié selon l'Annexe 3-II) pour les transactions assujetties à des accords de compensation exécutoires.

¹⁰⁵ Dans les documents de la BRI, le coût de remplacement positif est appelé « coût de remplacement brut ». De même, le RPN est remplacé par BNR.

¹⁰⁶ Voir Tableau 1 de la section III de l'Annexe 3-II.

2. Calculer le coût de remplacement net pour chacune des contreparties assujetties à la compensation bilatérale :

- faire la somme des coûts de remplacement positifs et négatifs ($R^+ + R^-$)
- (Aux fins de la méthode par portefeuille, le coût de remplacement négatif d'une contrepartie ne peut servir à compenser le coût de remplacement positif d'une autre contrepartie). Si le résultat est négatif, inscrire zéro.

3. Calculer le RPN :

Dans le cas des institutions utilisant la méthode de contrepartie par contrepartie, le RPN est égal au résultat obtenu en divisant le coût de remplacement net calculé à l'étape 2 par le coût de remplacement positif (R^+ calculé à l'étape 1).

Aux fins de la méthode par portefeuille, le RPN correspond au résultat obtenu en divisant la somme des coûts de remplacement nets pour chacune des contreparties assujetties à la compensation bilatérale par la somme des coûts de remplacement positifs pour ces mêmes contreparties.

Voici un exemple simple du calcul de RPN :

Transaction	Contrepartie 1		Contrepartie 2		Contrepartie 3	
	Principal notionnel	Évaluation à la valeur du marché	Principal notionnel	Évaluation à la valeur du marché	Principal notionnel	Évaluation à la valeur du marché
Transaction 1	100	10	50	8	30	-3
Transaction 2	100	-5	50	2	30	1
Coût de remplacement positif (R^+)		10		10		1
Coût de remplacement net (RN)		5		10		0
RPN (par contrepartie)	0,5		1		0	
Total du RPN	$\sum RN / \sum R^+ = 15/21 = 0,71$					

4. Calculer A_{net} pour chaque contrepartie assujettie à la compensation bilatérale; le montant du RPN est fondé sur la méthode utilisée par l'institution soit la méthode de contrepartie par contrepartie ou la méthode par portefeuille. L'institution doit choisir une seule méthode pour toutes les transactions de compensation.

A_{net} est égal à :

Dans le cas des contrats de compensation,
lorsque le coût de remplacement est > 0

$$(0,4 \times A_{brut}) + (0,6 \times A_{brut} \times RPN)$$

Dans le cas des contrats de compensation,
lorsque le coût de remplacement est $= 0$

$$0,4 \times A_{brut}$$

5. Calculer le montant de l'équivalent-crédit pour chaque contrepartie en additionnant le coût net de remplacement (étape 2) et A_{net} (étape 4). Additionner le coefficient de risque des contreparties et inscrire le total de l'équivalent-crédit au Tableau 40 du formulaire de divulgation.

Note : Les contrats peuvent être assujettis à compensation entre divers types d'instruments dérivés (taux d'intérêt, devises, titres, etc.) Dans ce cas, attribuer le coût de remplacement net au prorata entre les types d'instruments dérivés dont le coût de remplacement brut est positif.

3.6 Engagements

Les engagements sont des accords qui obligent une institution, à la demande d'un client :

- à accorder du crédit sous la forme de prêts ou de participation à des prêts, de créances au titre de baux financiers, de prêts hypothécaires, de découverts, d'acceptations, de lettres de crédit, de garanties ou de substituts de prêts; ou
- à acheter des prêts, des titres ou d'autres éléments d'actif.

Normalement, les engagements supposent un contrat ou un accord écrit et une contrepartie quelconque (p. ex., une commission d'engagement).

3.6.1 Facteurs de conversion en équivalent-crédit

Le facteur de conversion en équivalent-crédit qui s'applique à un engagement dépend de son échéance. On considère que les engagements à longue échéance comportent un risque élevé parce que la période entre les réévaluations du crédit est relativement longue et qu'il y a relativement peu d'occasions de retirer l'engagement si la qualité du crédit du tireur se détériore.

Les facteurs de conversion s'appliquent aux engagements comme suit :

Facteur de conversion de 0 %

- Engagements révocables sans condition par l'institution, à tout moment et sans préavis, ou devenant automatiquement caducs en cas de dégradation de la solvabilité de l'emprunteur. Cela suppose que l'institution réalise au moins une fois par année une évaluation en bonne et due forme de la facilité, ce qui lui permet de relever toute détérioration apparente de la qualité du crédit. Les engagements vis-à-vis de la clientèle de détail sont révocables sans condition si l'institution est contractuellement autorisée à les annuler dans les limites permises par la réglementation relative à la protection des consommateurs et les dispositions connexes.

Facteur de conversion de 20 %

- Engagements avec une échéance initiale d'un an ou moins.

Facteur de conversion de 50 %

- Engagements avec une échéance initiale de plus d'un an;
- Facilités d'émission d'effets et facilités renouvelables à prise ferme;
- Partie inutilisée d'un engagement à consentir un prêt qui sera tiré en un certain nombre de tranches, certaines dans un délai inférieur à un an et certaines dans un délai supérieur à un an;
- Engagements à terme (lorsque l'institution s'engage à émettre un engagement) si le prêt peut être tiré plus d'un an après la signature initiale de l'engagement par l'institution.

3.6.2 Échéance

Les institutions doivent utiliser l'échéance initiale (voir ci-après) pour déclarer ces instruments.

3.6.2.1 Échéance initiale

L'échéance d'un engagement se mesure entre la date où l'engagement a été accepté par le client, que l'engagement soit révocable ou irrévocable, conditionnel ou inconditionnel, et le premier en date des jours suivants :

- la date d'échéance prévue de l'engagement;
- la date à laquelle l'institution peut, à son choix, annuler l'engagement sans condition.

Une clause de détérioration importante ne donne pas une protection suffisante à l'égard d'un engagement pour que celui-ci soit considéré comme annulable sans condition.

Lorsque l'institution s'engage à accorder une facilité à une date future (un engagement à terme), il faut mesurer l'échéance initiale de l'engagement entre la date d'acceptation de l'engagement et la date finale où des tirages sont permis.

3.6.2.2 Renégociation d'un engagement

Si les parties s'entendent, un engagement peut être renégocié avant son échéance. Si la renégociation requiert une évaluation du crédit du client conformément aux normes de l'institution en matière de crédit et confère à l'institution une entière discrétion pour ce qui est du renouvellement ou de la prorogation de l'engagement et de la modification d'autres modalités de l'engagement, l'engagement initial peut, à la date d'acceptation des nouvelles modalités par le client, être considéré comme étant échu, auquel cas un nouvel engagement peut être appliqué. Si de nouvelles modalités ne sont pas négociées, l'engagement initial demeure en vigueur jusqu'à l'échéance initiale.

Ce processus doit être clairement étayé.

Dans les transactions syndiquées et à participation, une institution participante doit pouvoir exercer ses droits de renégociation indépendamment des autres membres du syndicat.

Lorsque ces conditions ne sont pas réunies, la date initiale de l'engagement doit servir à déterminer l'échéance.

3.6.3 Types particuliers d'engagements

3.6.3.1 Engagements sans échéance ou variables

Un facteur de conversion en équivalent-crédit de 0 % s'applique aux engagements sans échéance ou variables comme les marges de cartes de crédit, les marges personnelles de crédit et les autorisations de découvert de comptes chèques personnels qui ne sont pas utilisées et qui sont annulables sans condition à tout moment.

3.6.3.2 Engagements permanents non confirmés

Les engagements variables qui sont annulables sans condition par l'institution à tout moment sous réserve d'un préavis ne constituent pas des engagements annulables sans condition et font l'objet d'un facteur de conversion de 50 %. Les engagements à long terme doivent être annulables sans préavis pour faire l'objet du coefficient de pondération de 0 %.

3.6.3.3 Engagements tirés en un certain nombre de tranches

Un facteur de conversion en équivalent-crédit de 50 % s'applique à un engagement de consentir un prêt (ou d'acheter un élément d'actif) qui doit être tiré en un certain nombre de tranches, certaines dans un délai d'un an ou moins et certaines dans un délai de plus d'un an. Dans ces cas, il ne faut accorder aucune importance à la capacité de renégocier les modalités des tranches ultérieures. Souvent, ces engagements portent

sur des projets immobiliers dont une institution peut difficilement se retirer sans mettre son placement en danger.

Lorsque la facilité comporte des tranches non liées et que les conversions entre les tranches de plus d'un an et de moins d'un an sont permises (c.-à-d. lorsque l'emprunteur peut choisir les termes de l'échéance des engagements), un facteur de conversion de 50 % s'applique à tout l'engagement.

Lorsque la facilité comporte des tranches non liées et que les conversions entre les tranches de plus d'un an et de moins d'un an sont permises, chaque tranche peut être convertie séparément, selon son échéance.

3.6.3.4 Engagements portant sur des montants variables

Dans le cas des engagements qui portent sur des montants qui varient pendant la durée de l'engagement, comme le financement d'une entreprise¹⁰⁷ sujette à une variation saisonnière des flux de trésorerie, le facteur de conversion doit s'appliquer au montant inutilisé maximal qui peut être tiré pendant le reste de la durée de l'engagement.

3.6.3.5 Engagement à consentir un prêt comportant une échéance de plus d'un an

Un engagement à consentir un prêt comportant une échéance de plus d'un an, mais qui doit être utilisé dans un délai inférieur à un an peut être assimilé à un instrument à échéance de moins d'un an, à condition que toute partie non utilisée de l'engagement soit automatiquement annulée à la fin de la période de tirage.

Toutefois, si par une combinaison d'options ou de tirages, de remboursements et de nouveaux tirages, etc., le client peut avoir accès à une marge de crédit au-delà d'un an sans que l'institution puisse annuler l'engagement sans condition en moins d'un an, l'engagement doit être converti selon un facteur de 50 %.

3.6.3.6 Engagements portant sur des transactions hors bilan

En cas d'engagement à fournir un élément hors bilan, l'institution doit prendre le plus bas des deux facteurs de conversion en équivalents-crédits applicables.

3.7 Évaluations externes du crédit et transposition des évaluations en pondérations

Les passages suivants sont essentiellement tirés du *Nouvel Accord de Bâle intitulé Convergence internationale de la mesure et des normes de fonds propres – Dispositif révisé*, publié en juin 2004 et révisé en novembre 2005 et juin 2006. Ils ont été adaptés pour rendre applicables les normes sur les fonds propres aux institutions visées dans le champ d'application de la présente ligne directrice. L'Autorité a annoté certains extraits

¹⁰⁷ Le terme « entreprise » est utilisé au sens générique même si les dispositions du *Code civil du Québec* réfèrent à la notion de « personne morale ».

notamment pour préciser ses attentes en regard d'éléments faisant appel aux discrétions qui peuvent être exercées par les autorités de contrôle dans leur juridiction.

3.7.1 Évaluations externes du crédit

3.7.1.1 Procédure de reconnaissance

90. C'est aux autorités de contrôle nationales qu'il incombe d'examiner en continu si un organisme externe d'évaluation du crédit (OEEC) satisfait aux critères énumérés au paragraphe ci-après. Elles devraient pour cela se reporter au code de conduite de l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV) intitulé *Code of conduct fundamentals for Credit Rating Agencies*. Par ailleurs, la reconnaissance d'un OEEC peut être partielle, par exemple, elle peut être limitée à certains types de créances ou à certains pays. La procédure prudentielle de reconnaissance doit être rendue publique afin d'éviter d'inutiles obstacles à l'entrée d'OEEC sur le marché.

Note de l'Autorité

L'Autorité autorisera les institutions financières à reconnaître les notes de crédit des agences de notation suivantes aux fins des normes de fonds propres :

- DBRS;
- Moody's Investment Services;
- Standard & Poor's (S&P);
- Fitch Rating Services.

3.7.1.2 Critères d'éligibilité

91. Un OEEC doit satisfaire aux six critères suivants :

Objectivité : La méthodologie d'évaluation du crédit doit être rigoureuse, systématique et faire l'objet d'une validation fondée sur des données historiques. De plus, cette évaluation doit être soumise à un examen permanent et refléter toute évolution de la situation financière. Préalablement à la reconnaissance par l'Autorité, une méthodologie d'évaluation adaptée à chaque segment du marché, comprenant des procédures de contrôle ex post rigoureux, doit avoir été établie depuis au moins un an et de préférence trois ans.

Indépendance : Un OEEC doit être indépendant et ne subir aucune pression politique ou économique susceptible d'influencer ses évaluations. Il doit être préservé dans la mesure du possible des contraintes pouvant naître de situations de conflit d'intérêts liées à la composition de son conseil d'administration ou de son actionnariat.

Accès international/transparence : Les évaluations de crédit, les éléments clés sur lesquels elles s'appuient et la participation éventuelle de l'émetteur au processus d'évaluation sont des informations qui devraient être rendues

publiques selon un principe de non-sélectivité, sauf s'il s'agit d'évaluations privées. En outre, les procédures, méthodologies et hypothèses générales utilisées par l'OEEC pour ses évaluations devraient être rendues publiques.

Communication : Un OEEC doit communiquer les informations suivantes : : son code de conduite; la nature générale des modalités de sa rémunération par les entités évaluées; ses méthodologies d'évaluation (y compris la définition du défaut de paiement, l'horizon temporel et la signification de chaque notation); le taux réel de défaut relevé dans chaque catégorie d'évaluation et l'évolution de ces évaluations, et l'évolution de ces évaluations, par exemple, la probabilité pour des notations AA de devenir A avec le temps.

Ressources : L'OEEC doit disposer de ressources suffisantes pour fournir des évaluations de crédit de bonne qualité et être à même d'entretenir des relations suivies avec les niveaux décisionnels et opérationnels des entités évaluées, de manière à renforcer la valeur des évaluations. Les méthodes utilisées doivent combiner les approches qualitatives et quantitatives.

Crédibilité : Elle découle, dans une certaine mesure, des critères précédents et est confirmée par la confiance qu'accordent des parties indépendantes (investisseurs, assureurs, partenaires commerciaux) aux évaluations externes du crédit réalisées par un OEEC. La crédibilité est également étayée par l'existence de procédures internes destinées à empêcher le mauvais usage de renseignements confidentiels. Il n'est pas nécessaire qu'un OEEC réalise des évaluations dans plus d'un pays pour être reconnu.

3.7.2 Considérations pratiques

3.7.2.1 Transposition des évaluations en pondérations

92. Il incombe à l'Autorité d'affecter les évaluations des OEEC reconnus aux coefficients de pondération existants dans le cadre de l'approche standard, c'est-à-dire d'établir à quel coefficient de pondération correspond chaque catégorie d'évaluation de crédit. Cette mise en correspondance doit être objective et faire coïncider de façon cohérente le coefficient de pondération et le niveau de risque de crédit indiqué dans les tableaux ci-dessous, et ce pour toute l'échelle des coefficients de pondération.

NOTE À LONG TERME				
Pondération dans le cadre de l'approche standard	DBRS	Moody's	S&P	Fitch
Long terme				
1 (AAA à AA-)	AAA à AA (faible)	Aaa à Aa3	AAA à AA-	AAA à AA-
2 (A+ à A-)	A (élevée) à A (faible)	A1 à A3	A+ à A-	A+ à A-
3 (BBB+ à BBB-)	BBB (élevée) à BBB (faible)	Baa1 à Baa3	BBB+ à BBB-	BBB+ à BBB-
4 (BB+ à B-)	BB (élevée) à B (faible)	Ba1 à B3	BB+ à B-	BB+ à B-
5 (inférieure à B-)	CCC	inférieure à B3	inférieure à B-	inférieure à B-

93. Dans le cadre de cette procédure, l'Autorité doit évaluer des facteurs tels que la taille et le champ d'action du lot d'émetteurs évalué par chaque OEEC, la gamme des évaluations attribuées et leur signification ainsi que la définition du défaut de paiement utilisée.
94. Les institutions doivent utiliser de manière cohérente les évaluations des OEEC retenues et leurs cotes de façon consistantes pour tous les types de créances, tant pour la détermination des coefficients de pondération que pour la gestion de leurs risques. Les institutions ne sont pas autorisées à choisir de façon sélective les évaluations de différents OEEC et à changer arbitrairement d'OEEC pour bénéficier des pondérations les plus favorables.
95. Les institutions doivent faire connaître les OEEC auxquels elles ont recours pour pondérer leurs actifs par type de créance, les coefficients de pondérations associées à chaque catégorie d'évaluation, telles qu'elles sont établies par l'Autorité à travers la procédure de mise en correspondance, ainsi que les actifs agrégés pondérés pour chaque coefficient de pondération sur la base des évaluations de chaque OEEC reconnu.

3.7.2.2 Évaluations multiples

96. Si, pour une créance donnée, il n'existe qu'une seule évaluation établie par un OEEC choisi par l'institution, c'est cette évaluation qui devra être utilisée pour en déterminer le coefficient de pondération.
97. S'il existe deux évaluations effectuées par des OEEC choisis par l'institution correspondant à des coefficients de pondération différents, c'est le coefficient de pondération le plus élevé qui sera retenu.

98. Dans le cas de trois évaluations ou plus donnant lieu à des coefficients de pondération différents, c'est le coefficient de pondération le plus élevé des deux évaluations les plus basses qui sera utilisé.

3.7.2.3 Alternative émetteur/émission

99. Si une institution souscrit à une émission particulière à laquelle s'applique une évaluation d'émission spécifique, le coefficient de pondération de la créance sera basé sur cette évaluation. Si la créance n'a pas reçu d'évaluation spécifique, ce sont les principes généraux ci-dessous qui s'appliquent :
- Lorsque l'emprunteur a bénéficié d'une évaluation spécifique sur une émission de dette – mais que la créance de l'institution est étrangère à cette dette – une évaluation de crédit de bonne qualité (correspondant à un coefficient de pondération inférieur à celui qui s'applique à une créance non notée) pour cette émission précise ne peut être appliquée par l'institution à la créance non évaluée de l'institution que si cette créance est de rang égal (« *pari passu* ») ou supérieur, à tous égards, à celui d'une créance évaluée. Autrement, la créance non évaluée recevra le coefficient de pondération applicable aux créances non évaluées.
 - Lorsque l'emprunteur bénéficie d'une évaluation en tant qu'émetteur, celle-ci s'applique généralement aux créances de premier rang non garanties sur cet émetteur. En conséquence, seules les créances de premier rang de l'émetteur bénéficient d'une évaluation de bonne qualité. Les autres créances non évaluées d'un émetteur bénéficiant d'une bonne évaluation de crédit sont traitées comme si elles n'étaient pas évaluées. Si l'émetteur ou une émission individuelle présente une évaluation de qualité médiocre (correspondant à un coefficient de pondération égal ou supérieur à celui qui s'applique aux créances non évaluées), une créance non évaluée sur la même contrepartie, de rang égal ou subordonné à i) l'évaluation de l'exposition des créances de premier rang non garanties sur l'émetteur, ou à ii) l'évaluation de l'exposition, recevra le même coefficient de pondération applicable à l'évaluation de qualité médiocre.
100. Que l'institution ait l'intention de s'appuyer sur l'évaluation propre à un émetteur ou à une émission, cette évaluation doit prendre en considération et refléter le montant total de son exposition au risque de crédit pour tous les paiements qui lui sont dus¹⁰⁸.
101. Afin d'éviter une double comptabilisation, les techniques d'atténuation du risque de crédit ne sont pas prises en compte si le rehaussement de crédit est déjà incorporé dans l'évaluation de l'émission. (voir section 4.1, paragr. 114)

¹⁰⁸ Par exemple, si le principal et les intérêts sont dus à une institution, l'évaluation doit prendre en considération et refléter la totalité du risque de crédit lié tant au principal qu'aux intérêts.

3.7.2.4 Évaluations en monnaie locale et en monnaies étrangères

102. Dans le cas d'expositions non évaluées pondérées en fonction de la notation d'une exposition équivalente du même emprunteur, la règle générale veut que les évaluations effectuées en devises étrangères ne soient utilisées que pour les expositions libellées dans cette même monnaie. Quant aux évaluations en monnaie locale, si elles sont distinctes, elles ne sont appliquées que pour le coefficient de pondération des créances libellées dans cette monnaie¹⁰⁹.

3.7.2.5 Évaluations à court/long termes

103. Pour déterminer les pondérations, les évaluations à court terme sont censées concerner une émission donnée. Elles ne peuvent être utilisées que pour déduire les coefficients de pondération appliqués aux créances provenant de la facilité notée et ne peuvent être étendues à d'autres créances à court terme. Une évaluation à court terme ne peut en aucun cas être utilisée pour étayer le coefficient de pondération d'une créance à long terme non évaluée; elle ne vaut que pour des créances à court terme sur des banques, d'autres institutions financières et des entreprises. Le tableau ci-dessous présente un cadre pour les expositions des institutions sur des facilités spécifiques à court terme telles qu'une émission de papier commercial.

Notation	A-1/P-1 ¹¹⁰	A-2/P-2	A-3/P-3	Autres ¹¹¹
Pondération	20 %	50 %	100 %	150 %

¹⁰⁹ Cependant, si une exposition résulte de la participation d'une institution à un emprunt qui a été accordé (ou couvert contre le risque de convertibilité et de cession) par certaines BMD, l'Autorité peut considérer que son risque de convertibilité et de cession est effectivement réduit. Pour être reconnues, les BMD doivent avoir le statut de créancier privilégié et figurer au Chapitre 3. En pareils cas, pour déterminer la pondération, la notation sur la monnaie locale peut être utilisée à la place de celle sur devises. S'il y a couverture contre le risque de convertibilité et de cession, la notation sur la monnaie locale ne peut être utilisée que pour la partie de l'emprunt qui a été garantie. On applique à la partie de l'emprunt qui ne bénéficie pas de cette couverture la pondération fondée sur la notation sur devises.

¹¹⁰ Les notations sont établies d'après la méthodologie de Standard & Poor's et Moody's Investors Service. La note A-1 de Standard & Poor's comprend les notations A-1+ et A-1-.

¹¹¹ Cette catégorie inclut toutes les notes de qualité inférieure ainsi que les notes B et C.

Notes de crédits à court terme				
Catégorie du coefficient de pondération des risques standard	DBRS	Moody's	S&P	Fitch
Court terme				
1 (A-1/P-1)	R-1(élevée) à R-1(faible)	P-1	A-1+, A-1	F1+, F1
2 (A-2/P-2)	R-2(élevée) à R-2(faible)	P-2	A-2	F2
3 (A-3/P-3)	R-3	P-3	A-3	F3
4 Autres	Inférieures à R-3	NP	Toutes les notations à court terme inférieures à A-3	Inférieures à F3

104. Si une facilité à court terme notée bénéficie d'un coefficient de pondération de 50 %, les facilités à court terme non notées ne peuvent être affectées d'un coefficient de pondération inférieure à 100 %. Lorsqu'un émetteur bénéficie d'une créance à court terme qui justifie un coefficient de pondération de 150 %, toutes les créances non évaluées, qu'elles soient à court ou long terme, doivent aussi recevoir un coefficient de 150 %, sauf si l'institution leur applique des techniques agréées de réduction du risque.

105. Non applicable.

106. L'utilisation d'une évaluation à court terme implique que l'organisme effectuant l'évaluation réponde à tous les critères d'éligibilité d'un OEEC énumérés au paragraphe 91.

3.7.2.6 Niveau d'application de l'évaluation

107. Les évaluations externes appliquées à une personne morale faisant partie d'un groupe ne peuvent être utilisées pour pondérer les autres personnes morales du groupe.

3.7.2.7 Évaluations non sollicitées

108. En règle générale, les institutions devraient utiliser des notes sollicitées auprès d'OEEC reconnus. L'Autorité peut cependant les autoriser à utiliser de la même manière des notes non sollicitées si elles se sont assurées que celles-ci ne sont pas d'une qualité inférieure. Il peut cependant arriver que les OEEC se servent de notes non sollicitées pour inciter des pressions sur des institutions à solliciter des notes. Si de tels comportements sont constatés, l'Autorité devrait

s'interroger sur le maintien de la reconnaissance de ces OEEC aux fins du calcul des fonds propres réglementaires.

Note de l'Autorité

Les institutions ou entités financières ne doivent pas se fonder sur une évaluation non sollicitée pour déterminer le coefficient de pondération du risque d'un actif.

Chapitre 4. Atténuation du risque de crédit

Pour les institutions ayant recours à l'approche standard.

4.1 Approche standard

4.1.1 Principaux aspects

i. Introduction

109. Les institutions recourent à plusieurs techniques pour atténuer les risques de crédit auxquels elles sont exposées : prises de sûretés de premier rang sous la forme de liquidités ou de titres couvrant en tout ou en partie des expositions au risque; garantie de tiers; achats de protection sous la forme de garanties ou de dérivés de crédit ou encore accords de compensation des prêts et des dépôts avec une même contrepartie.
110. Lorsque ces techniques satisfont aux conditions de validité juridique exposées aux paragraphes 117 et 118 ci-après, l'approche révisée de l'atténuation du risque de crédit (ARC) permet de faire appel, pour le calcul des fonds propres réglementaires, à un plus grand nombre de facteurs d'atténuation du risque que sous l'Accord de 1988.

ii. Généralités

111. Le dispositif général du présent chapitre s'applique aux expositions du portefeuille bancaire selon l'approche standard.
112. L'approche globale pour le traitement des sûretés (les paragraphes 130 à 138 de la sous-section 4.1.2, les paragraphes 145 à 177 de la sous-section 4.1.3) s'applique également aux fins du calcul de l'exigence des fonds propres au titre du risque de contrepartie sur les instruments dérivés de gré à gré et sur les transactions assimilables à des pensions inscrites dans le portefeuille de négociation.
113. Une transaction couverte au moyen des techniques ARC ne peut en aucun cas faire l'objet d'une exigence de fonds propres plus élevée que lorsqu'elle n'est pas couverte.

Remarque

Cette limite de fonds propres s'applique aux transactions sur les sûretés et les garanties. Elle ne s'applique pas aux transactions assimilables à des pensions en vertu de l'approche globale pour lesquelles les deux volets de la transaction (sûreté reçue et fournie) ont été pris en compte dans le calcul du montant de l'exposition.

-
114. L'effet d'une technique ARC ne peut être pris en compte deux fois. En conséquence, les créances faisant l'objet d'une notation spécifique intégrant déjà l'existence d'une couverture ne peuvent bénéficier, aux fins du calcul des fonds propres réglementaires, d'une reconnaissance prudentielle additionnelle au titre des techniques ARC. De plus, la reconnaissance de l'effet d'une technique ARC ne peut intervenir pour les créances ne faisant l'objet que d'une notation sur le principal seulement (paragraphe 100 de la sous-section 3.7.2.3).
115. L'utilisation des techniques ARC peut conduire à réduire ou à transférer le risque de crédit, mais elle peut également accroître d'autres risques (dits résiduels), comme les risques juridique, opérationnel, de liquidité ou encore de marché. Il est donc impératif pour les institutions d'employer des méthodes et processus de contrôle rigoureux pour maîtriser ces risques, notamment dans les domaines suivants : stratégie, analyse du crédit sous-jacent, évaluation, politiques et procédures, systèmes, contrôle des risques liés à l'échéance de positions, gestion du risque de concentration issu de l'utilisation par l'institution des techniques ARC et de l'interaction de ces techniques avec le profil global de risque de crédit de l'institution. Si ces risques ne sont pas bien gérés, l'Autorité peut imposer des exigences de fonds propres supplémentaires ou prendre d'autres mesures telles que décrites par les dispositions du processus de surveillance prudentielle. (Chapitre 8 de la présente ligne directrice)
- 115(i). Les institutions financières doivent veiller à ce que des ressources suffisantes soient consacrées à la mise en œuvre ordonnée des accords de marge avec les contreparties dans le cadre d'opérations sur dérivés de gré à gré et de cessions temporaires de titres, telles que mesurées par la ponctualité et l'exactitude des appels de marge émis et par le temps de réponse aux appels de marge reçus. Les institutions financières doivent avoir mis en place une politique de gestion des sûretés pour le contrôle, le suivi et la présentation de rapports concernant les éléments suivants :
- le risque auquel les accords de marge les exposent (comme la volatilité et la liquidité des titres constituant les sûretés);
 - le risque de concentration envers des types spécifiques de sûreté;
 - la réutilisation des sûretés (liquidités et autres) y compris les éventuelles pénuries de liquidités résultant de la réutilisation des sûretés reçues des contreparties;
 - l'abandon de droits sur les sûretés fournies aux contreparties.
116. Les exigences relatives à la discipline de marché doivent également être satisfaites pour que les institutions puissent bénéficier d'un allègement des exigences de fonds propres réglementaires au titre des techniques ARC.

iii. Validité juridique

117. Afin d'obtenir un allègement des exigences de fonds propres lorsqu'elles utilisent les techniques ARC, les institutions doivent respecter les normes minimales suivantes en matière de documentation juridique.
118. Toute la documentation utilisée dans le cadre de prises de sûretés et pour documenter la compensation d'éléments de bilan, d'achats de protection sous la forme de garanties et de dérivés de crédit doit être contraignante pour toutes les parties et d'une validité juridique assurée dans toutes les juridictions concernées. Les institutions doivent vérifier ces aspects préalablement au moyen de recherches juridiques suffisantes et fonder leur conclusion sur une base juridique solide. Ces recherches doivent être actualisées, au besoin, pour garantir la validité juridique permanente de cette documentation.

4.1.2 Vue d'ensemble des techniques d'atténuation du risque de crédit¹¹²

Transactions assorties de sûretés

119. Cette expression désigne toute transaction dans laquelle :
- les institutions ont une exposition de crédit effective ou potentielle;
 - l'exposition de crédit effective ou potentielle est couverte en totalité ou en partie par des sûretés fournies par une contrepartie¹¹³ ou par un tiers pour le compte de celle-ci.
120. Les institutions qui acceptent des sûretés financières éligibles (par. ex., des liquidités ou des titres, définis spécifiquement aux paragraphes 145 et 146 de la sous-section 4.1.3) sont autorisées à réduire leur exposition vis-à-vis d'une contrepartie aux fins du calcul de leurs exigences de fonds propres pour tenir compte de l'effet d'atténuation du risque apportée par la sûreté.

Dispositif global et conditions minimales

121. Les institutions peuvent opter soit pour l'approche simple, qui consiste à substituer à la pondération de la contrepartie celle de la sûreté pour la fraction d'exposition ainsi couverte (sous réserve, de manière générale, d'un plancher de 20 %), soit pour l'approche globale qui permet une compensation plus importante entre le montant de la sûreté et celui de l'exposition en réduisant en fait le montant de l'exposition de la valeur attribuée à la sûreté. Ces approches peuvent être utilisées indifféremment, mais non simultanément, pour le

¹¹² Voir l'Annexe 4-I pour un aperçu des méthodologies applicables au traitement, en termes de fonds propres, des transactions garanties par des sûretés financières dans le cadre de l'approche standard.

¹¹³ Dans cette section, le terme « contrepartie » est utilisé pour désigner une partie vis-à-vis de laquelle une institution présente une exposition de bilan ou de hors bilan ou une exposition potentielle. Cette exposition peut, par exemple, prendre la forme d'un prêt en espèces ou en titres (où la contrepartie serait généralement appelée l'emprunteur), de titres fournis comme sûretés, d'un engagement ou d'une exposition dans le cadre d'un contrat dérivé de gré à gré.

portefeuille bancaire, tandis que seule l'approche globale peut être appliquée pour le portefeuille de négociation. Une couverture partielle est prise en compte dans les deux cas. Les asymétries des échéances entre expositions couvertes et sûretés ne sont autorisées que dans le cadre de l'approche globale.

Note de l'Autorité

Les institutions ayant recours à l'approche standard peuvent choisir la méthode simple ou la méthode globale assortie de décotes prudentielles.

122. Cependant, pour obtenir une diminution des exigences de fonds propres quelle que soit la forme des sûretés, les conditions énoncées aux paragraphes 123 à 126 doivent être respectées dans l'une et l'autre des approches.
123. En plus des exigences générales de validité juridique exposées aux paragraphes 117 et 118 de la sous-section 4.1.1, le mécanisme juridique par lequel la sûreté est donnée en garantie ou transférée doit permettre de s'assurer que l'institution bénéficiaire de cette sûreté peut à son gré la réaliser ou en prendre la pleine propriété juridique en cas de défaut, d'insolvabilité ou de faillite (ou d'un ou plusieurs autres incidents de crédit définis dans la documentation relative à la transaction) de la contrepartie (et, le cas échéant, du gardien de la sûreté). Les institutions doivent prendre, en outre, toutes les mesures nécessaires pour remplir les conditions relevant de la législation applicable aux sûretés dont elles bénéficient afin de s'assurer, par exemple, en faisant inscrire leurs droits sur les sûretés, qu'elles pourront exercer ceux-ci, notamment en étant en mesure de les compenser valablement, dans le cas de remise de sûreté par transfert de propriété.

Note de l'Autorité

Dans le cas des biens servant de sûretés, les entités financières peuvent avoir recours à une assurance de titres plutôt qu'à une recherche de titres afin de se conformer au paragraphe 123. Cependant, l'Autorité s'attend à ce que les entités financières ayant recours à une assurance de titres tiennent compte du risque de non-exécution de ces contrats lorsqu'elles procèdent au calcul estimatif de la PCD, si ce risque est important.

124. Afin que la sûreté apporte une réelle protection, il ne doit pas exister de corrélation positive significative entre la qualité de crédit de la contrepartie et la valeur de la sûreté. Par exemple, les titres émis par la contrepartie ou par toute entité de son groupe ne fournissent qu'une faible protection et ne sont donc pas éligibles.
125. La réalisation d'une sûreté le moment venu implique que les institutions doivent disposer de procédures claires et rigoureuses leur permettant de garantir que toutes les conditions juridiques requises en cas de défaut de la contrepartie ou

de réalisation de la sûreté soient bien observées et que cette dernière puisse rapidement être réalisée.

126. Lorsque la sûreté est détenue par un gardien, les institutions doivent prendre des dispositions appropriées pour s'assurer que ce dernier opère bien une ségrégation entre les sûretés et ses propres actifs.
127. Une exigence de fonds propres doit être calculée sur chaque volet d'une transaction assortie d'une sûreté comme, par exemple, dans le cas des mises et prises en pension. Il en va de même pour les deux volets des transactions de prêt et d'emprunt de titres, ainsi que pour la fourniture de titres liés à une exposition sur dérivés sur un autre emprunt.
128. Une institution qui, en tant que mandataire, arrange une transaction assimilable à une pension (mise/prise en pension ou de prêt/emprunt de titres) entre un client et un tiers et garantit au client que ce tiers remplira ses obligations, encourt le même risque que si elle était partie prenante à la transaction pour son propre compte. Il lui faut donc dans ce cas calculer les exigences de fonds propres comme si elle était contrepartie directe à la transaction.

Note de l'Autorité

Une transaction en vertu de laquelle une institution financière agit à titre de mandataire et fournit une garantie au client doit être traitée comme un substitut direct de crédit (c.-à-d. une tranche de compensation distincte) à moins qu'elle ne soit couverte par un accord-cadre de compensation.

Approche simple

129. Dans le cadre de l'approche simple, le coefficient de pondération de l'instrument de couverture totale ou partielle se substitue à celui applicable à la contrepartie. Les détails de ce dispositif sont exposés aux paragraphes 182 à 185 de la sous-section 4.1.3.

Approche globale

130. Dans le cadre de l'approche globale, les institutions détentrices d'une sûreté doivent prendre en compte l'effet de cette dernière en ajustant la valeur de l'exposition aux fins du calcul des exigences de fonds propres. Cet ajustement s'effectue en appliquant des « décotes » sur le montant de l'exposition vis-à-vis de la contrepartie ainsi que sur la valeur de la sûreté reçue, décotes visant à tenir compte de leurs possibles variations de valeur futures¹¹⁴ occasionnées par les fluctuations de marché. Il en résulte, tant pour l'exposition que pour la sûreté, des montants ajustés en fonction de la volatilité. Sauf dans le cas où un volet de la transaction porte sur des liquidités, le montant ajusté est plus élevé dans le cas de l'exposition et plus faible pour la sûreté.

¹¹⁴ Les montants des expositions peuvent varier, par exemple lorsque les titres sont prêtés.

-
131. De surcroît, si l'exposition et la sûreté sont libellées dans des devises différentes, un ajustement supplémentaire à la baisse doit être effectué sur le montant de la sûreté afin de tenir compte de la volatilité liée aux possibles fluctuations de change futures.
132. Si le montant de l'exposition est supérieur à celui de la sûreté, les deux étant ajustés en fonction de la volatilité (y compris tout autre ajustement au titre du risque de change), les actifs pondérés correspondent à la différence entre ces deux montants, multipliée par le coefficient de pondération de la contrepartie. Le mode de calcul est décrit aux paragraphes 147 à 150 de la sous-section 4.1.3.
133. Les institutions visées par la présente ligne directrice ne peuvent utiliser qu'un type de décotes : les décotes prudentielles standards, définies par le Comité de Bâle.
134. Paragraphe retiré – destiné aux institutions qui ont le choix entre décotes prudentielles standards et décotes internes.
135. Le montant de chaque décote dépend du type d'instrument, du type de transaction, de la fréquence des réévaluations aux prix du marché et des appels de marge. À titre d'exemple, les transactions assimilables aux pensions assorties de réévaluations et d'appels de marge quotidiens recevront une décote basée sur une période de détention de cinq jours ouvrables, tandis que les transactions sur prêts garantis comportant des clauses de réévaluation quotidienne, mais pas de clause d'appels de marge seront affectées d'une décote basée sur une période de détention de vingt jours ouvrables. Ce nombre de jours est augmenté en utilisant la racine carrée de la formule temporelle, en fonction de la fréquence des appels de marge ou des réévaluations.
136. Pour certaines transactions assimilables aux pensions (globalement, les mises en pension d'obligations d'État définies aux paragraphes 170 et 171 de la sous-section 4.1.3), l'Autorité peut autoriser les institutions utilisant des décotes prudentielles standards à ne pas les appliquer aux fins du calcul du montant de l'exposition après atténuation des risques.
137. L'effet d'accords-cadres de compensation couvrant les transactions assimilables aux pensions peut être pris en compte pour le calcul des exigences de fonds propres, sous réserve des conditions établies au paragraphe 173 de la sous-section 4.1.3.
138. Supprimé
- i. Compensation des éléments du bilan**
139. Les institutions ayant conclu des accords de compensation des prêts et dépôts, dont le caractère exécutoire est assuré, peuvent calculer leurs exigences de fonds propres sur la base des expositions nettes, sous réserve des conditions posées au paragraphe 188 de la sous-section 4.1.4.

ii. Garanties et dérivés de crédit

140. Lorsque les garanties ou dérivés de crédit sont directs, explicites, irrévocables et inconditionnels, et que l'Autorité est assurée que les institutions remplissent certaines conditions opérationnelles minimales en matière de gestion des risques, les institutions peuvent être autorisées à prendre en compte l'effet des protections acquises sous cette forme aux fins du calcul de leurs exigences de fonds propres.
141. Plusieurs garants et vendeurs de protection sont éligibles. Comme dans le cadre de l'Accord de 1988, l'approche par substitution s'applique. Ainsi, seules les garanties octroyées ou les protections fournies par les entités ayant un coefficient de pondération inférieure à celui de la contrepartie entraînent une réduction des exigences de fonds propres, la fraction couverte de l'exposition vis-à-vis de la contrepartie étant affectée du coefficient de pondération du garant ou du vendeur de protection et la partie non couverte conservant le coefficient de pondération de la contrepartie.
142. Les exigences opérationnelles sont précisées aux paragraphes 189 à 193 de la sous-section 4.1.5.

iii. Asymétrie des échéances

143. Il y a asymétrie des échéances lorsque le temps à échéance résiduel de l'instrument de couverture est plus court que celui de l'exposition couverte. Dans ce cas, lorsque l'échéance initiale de l'instrument de couverture est inférieure à un an, la technique ARC n'est pas prise en compte aux fins du calcul des exigences de fonds propres. Dans d'autres cas, elle ne l'est que partiellement, comme l'expliquent les paragraphes 202 à 205 de la sous-section 4.1.6. Les asymétries des échéances ne sont pas reconnues dans le cadre de l'approche simple applicable aux sûretés.

iv. Divers

144. Les traitements de couvertures multiples ainsi que celui des dérivés de crédit au premier et au second défaut sont présentés aux paragraphes 206 à 210 de la sous-section 4.1.7.

4.1.3 Sûretés

i. Sûretés financières éligibles

145. Les instruments de sûreté suivants peuvent être pris en compte dans l'approche simple :

a) liquidités (telles que les certificats de dépôt ou les instruments comparables émis par l'institution prêteuse) en dépôt auprès de l'institution exposée au risque de contrepartie^{115 116};

ou

b) titres de créances notés par un OEEC reconnu lorsqu'ils sont :

- au moins de niveau BB- s'ils sont émis par un emprunteur souverain ou des organismes publics traités comme emprunteurs souverains par l'Autorité;
- au moins de niveau BBB- s'ils sont émis par d'autres entités (dont les institutions financières et entreprises d'investissement);
- au moins de niveau A-3/P-3 pour les titres de créances à court terme;

c) titres de créances non notés par un OEEC reconnu lorsqu'ils remplissent tous les critères suivants :

- émis par une institution financière;
- cotés sur une bourse reconnue;
- entrant dans la catégorie de créance de premier rang;
- toutes les émissions notées de même rang par l'institution émettrice doivent être notées au moins BBB- ou A-3/P-3 par un OEEC qui est reconnu;
- l'institution détenant les titres comme sûreté ne dispose d'aucune information laissant entendre que cette émission justifie une notation inférieure à BBB- ou A-3/P-3 (selon le cas);

¹¹⁵ Les instruments liés à une note de crédit émis par l'institution pour couvrir les expositions de son portefeuille bancaire sont traités comme des transactions garanties par des liquidités s'ils satisfont aux critères applicables aux dérivés de crédit.

¹¹⁶ Si des liquidités en dépôt, des certificats de dépôt ou des instruments comparables émis par l'institution prêteuse sont détenus en tant que sûreté dans une institution financière tierce hors du cadre d'un accord de conservation et qu'ils sont expressément donnés en garantie ou affectés, irrévocablement et sans condition, en faveur de la l'institution prêteuse, le montant de l'exposition couvert par la sûreté (après toute décote nécessaire au titre du risque de change) reçoit la pondération attribuée à l'institution financière tierce.

-
- l'Autorité a suffisamment confiance dans la liquidité de marché du titre;
- d) actions (y compris les obligations convertibles en actions) entrant dans la composition d'un indice principal.
- e) parts d'organismes de placement collectif en valeurs mobilières (OPCVM) et fonds d'investissement (FI) lorsque :
- leur cours est publié chaque jour;
 - l'OPCVM/le FI ne comporte à son actif que des instruments énumérés dans le présent paragraphe¹¹⁷.
- 145(i). Les titrisations de titrisations (telles que définies au Chapitre 5), quelle que soit leur éventuelle note de crédit, ne sont pas des sûretés financières éligibles, qu'une institution financière utilise la méthode des décotes prudentielles ou la méthode de décotes fondées sur ses propres estimations.
146. Les instruments de sûreté ci-après peuvent être pris en compte dans l'approche globale :
- a) tous les instruments du paragraphe 145;
- b) les actions (y compris les obligations convertibles en actions) n'entrant pas dans la composition d'un des principaux indices, mais cotées sur une bourse reconnue;
- c) les OPCVM/FI qui comprennent des actions de cette nature.

ii. Approche globale

Calcul des exigences de fonds propres

147. Pour une transaction assortie de sûreté, le montant de l'exposition après atténuation du risque se calcule ainsi :

$$E^* = \max \{0, [E \times (1 + De) - S \times (1 - Ds - Dfx)]\}$$

où :

$$E^* = \text{valeur de l'exposition après atténuation du risque}$$

$$E = \text{valeur au bilan de l'exposition}$$

$$De = \text{décote appropriée pour l'exposition}$$

¹¹⁷ Cependant, l'utilisation potentielle ou non par un OPCVM/FCP de dérivés uniquement pour couvrir les placements énumérés dans ce paragraphe et au suivant ne doit pas empêcher les parts de cet OPCVM/FCP d'être admissibles en tant que sûretés financières.

S = valeur courante de la sûreté reçue

Ds = décote appropriée pour la sûreté

Dfx = décote appropriée pour asymétrie de monnaies entre sûreté et exposition

148. Le montant de l'actif pondéré de la transaction assortie de sûreté est obtenu en multipliant le montant de l'exposition après atténuation du risque par le coefficient de pondération de la contrepartie.

149. Le traitement des transactions qui présentent une asymétrie des échéances entre l'exposition de la contrepartie et la sûreté est indiqué aux paragraphes 202 à 205 de la sous-section 4.1.6.

150. Lorsque la sûreté est un panier d'actifs, la décote applicable au panier est :

$$D = \sum_i a_i D_i$$

où :

a_i = est la pondération de l'actif (mesuré en unités de devises) contenu dans le panier; et

D_i = la décote applicable à cet actif.

Décotes prudentielles standards

151. Le tableau suivant présente les décotes prudentielles standards (dans l'hypothèse de réévaluations aux prix du marché et d'appels de marge quotidiens et d'une période de détention de dix jours ouvrables) exprimées en pourcentages :

Notation de l'émission de titres de créances	Temps à échéance résiduel	Décotes		Expositions sur titrisations
		Emprunteur souverain ¹¹⁸	Autre émetteur ¹¹⁹	
AAA à AA-/A-1	≤ 1 an	0,5	1	2
	>1 an et ≤ 5 ans	2	4	8
	> 5 ans	4	8	16
A+ à BBB-/A-2/A-3/P-3 et titres bancaires non notés (paragr. 145(d))	≤ 1 an	1	2	4
	>1 an, ≤ 5 ans	3	6	12
	> 5 ans	6	12	24
BB+ à BB-	Ensemble	15	Non éligible	Non éligible
Actions de grands indices (y compris les obligations convertibles en actions) et or		15		
Autres actions (y compris les obligations convertibles en actions) cotées sur une bourse reconnue		25		
OPCVM / FI		Plus forte décote applicable à tout titre dans lequel le fonds peut investir		
Liquidités dans la même devise ¹²⁰		0		

- 152 La décote prudentielle standard applicable au risque de change, quand exposition et sûreté sont libellées dans des devises différentes, est de 8 % (également sur la base d'une période de détention de dix jours ouvrables et d'une réévaluation quotidienne aux prix du marché).
153. Pour les transactions dans lesquelles l'institution prête des instruments non éligibles (c.-à-d. des titres d'entreprises de qualité inférieure à BBB-), la décote applicable à l'exposition doit être la même que celle applicable à l'action négociée sur une bourse reconnue n'entrant pas dans la composition d'un des principaux indices.
154. à 165. Paragraphes retirés – destinés aux institutions qui veulent être autorisées à calculer les décotes en utilisant leurs propres estimations de la volatilité des prix du marché et de la volatilité de change.

¹¹⁸ Inclut les organismes publics traités comme emprunteurs souverains par l'Autorité. Les banques multilatérales de développement recevant un coefficient de pondération de 0 % sont traitées comme emprunteurs souverains.

¹¹⁹ Inclut les OP qui ne sont pas traités comme emprunteurs souverains par l'Autorité.

¹²⁰ Sûretés admissibles sous forme de liquidités précisées au paragraphe 145 a).

Ajustements liés aux périodes de détention différentes et à une fréquence autre que quotidienne des réévaluations aux prix du marché et des appels de marge

166. En fonction de la nature et de la fréquence des réévaluations aux prix du marché et des appels de marge, il peut s'avérer nécessaire, pour certaines transactions, d'adopter des périodes de détention différentes. Le dispositif de décote appliqué aux sûretés fait une distinction entre les transactions assimilables aux pensions (mises/prises en pension et prêts/emprunts de titres), les « autres transactions dictées par les conditions du marché des capitaux » (transactions sur dérivés de gré à gré et prêts garantis par des titres avec appel de marge ou « prêts sur marge ») et les prêts garantis. Dans les deux premiers cas, la documentation comporte des clauses d'appels de marge, ce qui n'est généralement pas le cas pour les prêts garantis.
167. Les périodes de détention minimales applicables aux divers produits sont résumées ci-dessous :

Type de transaction	Période de détention minimale	Condition
Transactions assimilables aux pensions	Cinq jours ouvrables	Appel de marge quotidien
Autres transactions sur le marché des capitaux	Dix jours ouvrables	Appel de marge quotidien
Prêts garantis	Vingt jours ouvrables	Réévaluation quotidienne

Lorsqu'une institution financière a une transaction ou un ensemble de compensation qui répond aux critères énoncés aux paragraphes 41(i) ou 41 (ii) de l'Annexe 3-II, la période de détention minimale devrait être la période de marge en risque applicable en vertu de ces paragraphes.

168. Lorsque la fréquence des appels de marge ou des réévaluations est supérieure au minimum, les montants minimaux des décotes sont extrapolés en fonction du nombre effectif de jours ouvrables entre les appels de marge ou les réévaluations en utilisant la racine carrée de la formule temporelle ci-dessous :

$$D = D_M \sqrt{\frac{N_R + (T_M - 1)}{T_M}}$$

où :

D = décote

D_M = décote pour la période de détention minimale

T_M = période de détention minimale applicable pour le type de transaction

N_R = nombre effectif de jours ouvrables entre les appels de marge pour les transactions sur le marché des capitaux ou entre les réévaluations pour les transactions assorties de sûretés

Lorsque la volatilité est déterminée pour une période de détention de T_N jours, différente de la période de détention minimale spécifiée T_M , la décote D_M est calculée en utilisant la racine carrée de la formule temporelle ci-dessous :

$$D = D_N \sqrt{\frac{T_M}{T_N}}$$

où :

T_N = période de détention utilisée par l'institution pour obtenir D_N

D_N = décote fondée sur la période de détention T_N

169. Ainsi, les institutions adoptant les décotes prudentielles standards prendront comme base les décotes pour une période de dix jours ouvrables indiquées au paragraphe 151, qu'elles extrapoleront en hausse ou en baisse, en fonction du type de transaction et de la fréquence des appels de marge ou réévaluations, au moyen de la formule suivante :

$$D = D_{10} \sqrt{\frac{N_R + (T_M - 1)}{10}}$$

où :

D = décote

D_{10} = décote prudentielle standard pour dix jours ouvrables pour un instrument donné

N_R = nombre effectif de jours ouvrables entre les appels de marge pour les transactions sur le marché des capitaux ou entre les réévaluations pour les transactions assorties de sûretés

T_M = période de détention minimale applicable au type de transaction

Conditions pour l'application d'une décote nulle

170. Pour les transactions assimilables aux pensions satisfaisant aux conditions ci-après et dont la contrepartie est un intervenant clé dans le marché, l'Autorité peut choisir de ne pas appliquer les décotes prévues par l'approche globale et d'opter plutôt pour une décote nulle.

- a) L'exposition et la sûreté sont l'une et l'autre sous forme de liquidités, de la garantie venant d'un emprunteur souverain ou d'un OP pouvant bénéficier d'un coefficient de pondération de 0 % dans l'approche standard¹²¹;
- b) L'exposition et la sûreté sont libellées dans la même devise;
- c) Soit, il s'agit d'une transaction à un jour, soit l'exposition et la sûreté sont réévaluées quotidiennement aux prix du marché et soumises à un appel de marge quotidien;
- d) Suite à un défaut d'appel de marge par une contrepartie, le délai requis entre la dernière réévaluation aux prix du marché ayant précédé ce défaut et la réalisation de la sûreté ne peut pas dépasser quatre jours ouvrables¹²²;
- e) Le règlement de la transaction s'effectue par le biais d'un système de règlements reconnu pour ce type de transaction;
- f) L'accord est couvert par une documentation standard de marché pour les transactions assimilables aux pensions sur les titres concernés;
- g) La documentation régissant la transaction précise que, si la contrepartie ne satisfait pas à l'obligation de livrer les liquidités, les titres ou la marge de garantie, ou si elle vient à faire défaut, la transaction peut être immédiatement résiliable;
- h) En cas de défaut, que la contrepartie soit ou non insolvable ou en faillite, l'institution a le droit inaliénable et le caractère exécutoire de saisir immédiatement la sûreté et de la réaliser à son profit.

Note de l'Autorité

La dérogation s'applique aux mises en pension de titres émis par le gouvernement du Canada ou par une province ou un territoire canadien, sous réserve de la confirmation que les critères ci-dessus sont satisfaits.

171. Les intervenants principaux dans le marché peuvent inclure, à la discrétion de l'Autorité, les entités ci-dessous :
- a) emprunteurs souverains, banques centrales et organismes publics;
 - b) banques et entreprises d'investissement;
 - c) autres institutions financières (y compris les assureurs) pouvant bénéficier d'un coefficient de pondération de 20 % dans l'approche standard;
 - d) fonds de placement soumis à réglementation et à des exigences de fonds propres ou de niveaux d'endettement;

¹²¹ Cette condition est remplie lorsque l'Autorité a décidé que les créances en devise locale sur sa juridiction peuvent prétendre à une pondération de 0 % dans le cadre de l'approche standard.

¹²² Cela ne signifie pas que l'institution doit toujours réaliser la sûreté, mais plutôt qu'elle le peut dans les délais impartis.

- e) fonds de pension soumis à réglementation; et
- f) organismes de compensation reconnus.

Note de l'Autorité

L'Autorité reconnaît les entités énumérées ci-dessus comme étant des « intervenants principaux » aux fins de la dérogation.

172. Lorsqu'une autorité de contrôle applique une dérogation spécifique aux transactions assimilables aux pensions portant sur des titres émis par le gouvernement de son pays ou de sa juridiction, ses homologues peuvent décider d'autoriser les institutions ayant leur siège dans leur juridiction à adopter la même approche.

Note de l'Autorité

Les institutions ou entités financières peuvent appliquer les dérogations autorisées par d'autres autorités de contrôle du G-10 dans le cas des transactions assimilables à des mises en pension et touchant des titres émis par leurs gouvernements et destinés à leurs marchés intérieurs.

Traitement des transactions assimilables aux pensions régies par des accords-cadres de compensation

173. Les effets des accords de compensation bilatérale couvrant les transactions assimilables aux pensions sont pris en compte, au cas par cas, s'ils sont légalement exécutoires dans chaque juridiction concernée, lors d'un défaut, que la contrepartie soit ou non insolvable ou en faillite. En outre, les accords de compensation doivent :
- a) accorder à la partie non défaillante le droit de résilier et de dénouer rapidement toutes les transactions découlant de l'accord en cas de défaut, y compris en cas d'insolvabilité ou de faillite de la contrepartie;
 - b) procéder à la compensation des gains et pertes sur les transactions (y compris la valeur des sûretés éventuelles) résiliées et dénouées à cet effet afin qu'un seul montant net soit dû par une partie à l'autre;
 - c) autoriser la réalisation ou la compensation rapide de la sûreté en cas de défaut; et
 - d) être légalement exécutoire, en lien avec les droits découlant des dispositions figurant en a) à c) ci-dessus, dans chaque juridiction concernée, en cas de défaut sans égard à l'insolvabilité ou à la faillite de la contrepartie.

174. La compensation entre positions du portefeuille bancaire et du portefeuille de négociation ne peut être autorisée que lorsque les transactions faisant l'objet de cette compensation remplissent les deux conditions suivantes :

- a) Toutes les transactions sont réévaluées quotidiennement aux prix du marché¹²³.
- b) Les instruments de sûreté utilisés dans les transactions sont reconnus comme sûretés financières éligibles dans le portefeuille bancaire.

175. La formule du paragraphe 147 est adaptée pour calculer les exigences de fonds propres dans les transactions régies par un accord de compensation.

176. Pour les institutions utilisant les décotes prudentielles standards, la formule ci-dessous permet de prendre en compte l'incidence des accords-cadres de compensation :

$$E^* = \max \{0, [(\sum(E) - \sum(S)) + \sum(E_t \times D_t) + \sum(E_{fx} \times D_{fx})]\}^{124}$$

où :

E^* = valeur de l'exposition après atténuation du risque

E = valeur au bilan de l'exposition

S = valeur courante de la sûreté reçue

E_t = valeur absolue de l'exposition nette sur un titre donné

D_t = décote appropriée pour E_t

E_{fx} = valeur absolue de l'exposition nette dans une devise différente de la devise de règlement

D_{fx} = décote appropriée à l'asymétrie de devises

177. Il s'agit ici d'obtenir un montant d'exposition net après compensation des expositions et sûretés et d'avoir une majoration reflétant les fluctuations éventuelles des cours des titres inclus dans les transactions et, le cas échéant, le risque de change. La position nette longue ou courte de chaque titre concerné par l'accord de compensation est multipliée par la décote adéquate. Toutes les autres dispositions liées au calcul des décotes figurant aux paragraphes 147 à 172 de la présente sous-section s'appliquent de la même manière aux institutions utilisant des accords de compensation bilatérale pour les transactions assimilables aux pensions.

¹²³ La période de détention pour les décotes dépend, comme dans les autres transactions assimilables aux pensions, de la fréquence de l'ajustement de marge.

¹²⁴ Le point de départ de cette formule est la formule figurant au paragraphe 147, qui peut également être présentée ainsi : $E^* = (E - S) + (E \times D_e) + (S \times D_s) + (S \times D_{fx})$.

-
178. à 181(i). Paragraphes retirés – destinés aux institutions autorisées à utiliser une approche de modèle VaR au lieu des décotes standards.

III. Approche simple

Conditions minimales

182. Pour être prise en compte dans l'approche simple, une sûreté doit être donnée en garantie au minimum pour la durée de l'exposition et être évaluée aux prix du marché et réévaluée au moins tous les six mois. Les fractions de créances couvertes par la valeur marchande d'une sûreté éligible reçoivent le coefficient de pondération applicable à l'instrument de couverture, sous réserve d'un plancher de 20 %, sauf dans les conditions précisées aux paragraphes 183 à 185. Le reste de la créance doit être affecté du coefficient de pondération correspondant à la contrepartie. Une exigence de fonds propres est appliquée à chaque volet de la transaction, par exemple, pour la prise et la mise en pension.

Exceptions au plancher de pondération

183. Un coefficient de pondération de 0 % est attribué aux transactions qui satisfont aux critères définis au paragraphe 170 et sont effectuées avec un intervenant principal, défini au paragraphe 171, et un de 10 % si la contrepartie n'est pas un intervenant principal.
184. Un coefficient de pondération de 0 % est attribué aux transactions sur dérivés de gré à gré soumises à une réévaluation quotidienne aux prix du marché, assorties d'une sûreté sous forme de liquidités et ne présentant pas d'asymétrie de devises; ce coefficient de pondération peut être porté à 10 % si les transactions sont couvertes par des titres d'emprunteurs souverains ou d'OP pouvant prétendre à un coefficient de pondération 0 % selon l'approche standard.
185. Le plancher de 20 % relatif aux transactions assorties d'une sûreté ne s'applique pas et un coefficient de pondération de 0 % peut être appliqué lorsqu'une exposition et une sûreté sont libellées dans la même devise et :
- que la sûreté est constituée de liquidités en dépôt (tel que défini au paragraphe 145 a) de la sous-section 4.1.3); ou
 - que la sûreté revêt la forme de titres d'État ou d'organismes publics admis à un coefficient de pondération de 0 % et que sa valeur marchande a été escomptée de 20 %.

iv. Transactions sur dérivés de gré à gré assorties de sûretés

186. Selon la méthode d'évaluation du risque courant, l'exigence couvrant le risque de contrepartie pour un contrat individuel est calculée comme suit :

$$\text{Exigence de contrepartie} = [(CR + \text{majoration}) - S_A] \times p \times 8 \%$$

où :

CR = coût de remplacement

Majoration = montant de l'exposition potentielle future calculée conformément aux paragraphes 92(i) et 92(ii) de l'Annexe 3-II

S_A = montant de la sûreté ajusté en fonction de la volatilité selon l'approche globale décrite aux paragraphes 147 à 172 de la présente sous-section, ou zéro si aucune sûreté admissible n'est appliquée à la transaction

p = coefficient de pondération de la contrepartie

187. En présence de contrats valides de compensation bilatérale, CR représente le coût de remplacement net, et la majoration correspond à A_{Net} . Le calcul doit être effectué conformément aux paragraphes 96(i) à 96(vi) de l'Annexe 3-II. La décote correspondant au risque de change (Dfx) doit être appliquée lorsqu'il existe une différence entre la devise de la sûreté et celle du règlement. Même quand l'exposition, la sûreté et le règlement impliquent la présence de plus de deux devises, il convient d'utiliser une seule décote, dans l'hypothèse d'une période de détention de dix jours ouvrables, extrapolée si nécessaire en fonction de la fréquence des réévaluations aux prix du marché.
- 187(i). Paragraphe retiré - Destiné aux institutions qui sont autorisées par l'Autorité à appliquer la méthode des modèles internes pour calculer l'exigence de fonds propres au titre du risque de contrepartie.

4.1.4 Compensation des éléments du bilan

188. Une institution qui :
- a) dispose de fondements juridiques solides pour conclure que l'accord de compensation est valide dans chaque juridiction concernée, indépendamment d'une insolvabilité ou d'une faillite de la contrepartie;
 - b) est en mesure de déterminer, à tout moment, les éléments d'actif et de passif envers la même contrepartie qui sont soumis à l'accord de compensation;
 - c) surveille et contrôle ses risques liés à l'échéance de couverture;

- d) surveillance et contrôle les expositions correspondantes sur une base nette;

peut utiliser l'exposition nette de ses prêts et dépôts comme base du calcul de ses fonds propres selon la formule du paragraphe 147 de la sous-section 4.1.3. Les éléments d'actif (prêts) sont traités comme des expositions et ceux du passif (dépôts) comme des sûretés. La décote D est alors égale à zéro, sauf en cas d'asymétrie de devises. Une période de détention de dix jours ouvrables s'applique en présence d'une réévaluation quotidienne aux prix du marché et si toutes les conditions requises aux paragraphes 151 et 169 de la sous-section 4.1.3 et les paragraphes 202 à 205 de la sous-section 4.1.6 sont remplies.

4.1.5 Garanties et dérivés de crédit

i. Exigences opérationnelles

Exigences opérationnelles communes aux garanties et dérivés de crédit

189. Une garantie (contre-garantie) ou un dérivé de crédit doit représenter une créance directe sur le vendeur de la protection et porter explicitement sur des expositions spécifiques ou un portefeuille d'expositions de telle sorte que l'étendue de la couverture est définie clairement et de manière irréfutable. Sauf en cas de non-paiement par un acheteur de protection de la prime due au titre du contrat de protection, le contrat doit être irrévocable et ne comporter, en effet, aucune clause autorisant le vendeur de protection à annuler unilatéralement la couverture ou permettant d'en augmenter le coût effectif par suite d'une détérioration de la qualité du crédit de la créance couverte¹²⁵. La garantie doit être également inconditionnelle, aucune clause ne pouvant dispenser le vendeur de la protection de son obligation de paiement rapide au cas où la contrepartie initiale n'aurait pas effectué les paiements dus.

Exigences opérationnelles complémentaires pour les garanties

190. En plus des exigences de validité juridique définies aux paragraphes 117 et 118 de la sous-section 4.1.1, les conditions ci-dessous doivent être respectées pour qu'une garantie soit reconnue :
- a) En cas de défaut ou de non-paiement de la contrepartie, l'institution peut se retourner rapidement contre le garant pour qu'il s'acquitte de tous arriérés au titre du contrat régissant la transaction. Le garant peut s'acquitter de l'ensemble des arriérés par un paiement unique à l'institution ou il peut assumer les obligations de paiement futures de la contrepartie couverte par la garantie. L'institution doit avoir le droit de recevoir ces paiements du garant sans être obligée de poursuivre la contrepartie en justice pour qu'elle s'acquitte de ses arriérés.

¹²⁵ À noter que la condition d'irrévocabilité ne nécessite pas que les échéances de la protection du crédit et de l'exposition concordent, mais plutôt que l'échéance convenue *ex ante* ne puisse pas être réduite *ex post* par le vendeur de la protection. Le paragraphe 203 indique comment traiter les options d'achat pour déterminer le temps à échéance résiduel de la protection du crédit.

-
- b) La garantie est une obligation explicitement couverte par un contrat qui engage la responsabilité du garant.
 - c) La garantie couvre tous les types de paiements que l'emprunteur correspondant est censé effectuer au titre de l'acte régissant la transaction, par exemple, le montant notionnel, les marges de garantie, etc. Il existe une exception à cette disposition : si une garantie ne couvre que le paiement du principal, il convient de traiter les intérêts et autres paiements non couverts comme montants non garantis conformément au paragraphe 198.

Exigences opérationnelles complémentaires pour les dérivés de crédit

191. Pour qu'un contrat sur dérivé de crédit soit reconnu, il importe que les conditions suivantes soient respectées :

- a) Les incidents de crédit précisés par les parties contractantes doivent couvrir au minimum :
 - le non-paiement des montants dus au titre des conditions de l'engagement sous-jacent alors en vigueur (compte tenu toutefois d'un délai de grâce correspondant en pratique à celui prévu par l'engagement sous-jacent);
 - la faillite, l'insolvabilité ou l'incapacité du débiteur de régler ses dettes, son impossibilité de respecter ses échéances de paiement ou la reconnaissance par écrit de celle-ci et autres événements analogues;
 - la restructuration de l'engagement sous-jacent impliquant l'abandon ou le report du principal, des intérêts ou des commissions avec, pour conséquence, une perte sur prêt (telle qu'amortissement, provision spécifique ou autre débit similaire porté au compte de résultat). Quand la restructuration n'est pas définie comme un incident de crédit, se reporter au paragraphe 192 de la présente sous-section.
- b) Si le dérivé de crédit couvre des engagements qui n'incluent pas l'engagement sous-jacent, c'est l'élément (g) ci-dessous qui précisera si l'asymétrie d'actifs peut être autorisée.
- c) Le dérivé de crédit ne doit pas expirer avant l'échéance du délai de grâce éventuellement nécessaire pour la survenance d'un défaut à l'égard de l'engagement sous-jacent par suite d'une absence de paiement, sous réserve des dispositions du paragraphe 203 de la sous-section 4.1.6.
- d) Les dérivés de crédit prévoyant un règlement en liquidités ne sont pris en compte pour le calcul des fonds propres que s'il existe une procédure d'évaluation solide permettant une estimation fiable de la perte. Les évaluations de l'actif sous-jacent ultérieures à l'incident de crédit doivent se faire dans des délais très précis. Si l'actif de référence précisé dans le

contrat du dérivé de crédit pour le règlement en liquidités est différent de l'actif sous-jacent, c'est l'élément (g) ci-dessous qui déterminera si l'asymétrie d'actifs peut être autorisée.

- e) S'il est nécessaire, pour effectuer le règlement, que l'acheteur de la protection ait le droit ou la capacité de transférer l'actif sous-jacent au vendeur de la protection, il doit être prévu dans les conditions de cet actif que l'autorisation d'une telle cession ne peut être raisonnablement refusée.
 - f) L'identité des parties chargées de décider si un incident de crédit s'est effectivement produit doit être clairement établie. Cette décision n'incombe d'ailleurs pas au seul vendeur de la protection; l'acheteur doit également avoir le droit ou la capacité d'informer le fournisseur de la survenance d'un tel événement.
 - g) Une asymétrie entre l'actif sous-jacent et l'actif de référence aux termes du contrat de dérivé de crédit (c.-à-d. l'actif utilisé pour déterminer la valeur du règlement en liquidités ou l'actif livrable) peut être autorisée : 1) si l'actif de référence est d'un rang égal ou inférieur à celui de l'actif sous-jacent et 2) si l'actif sous-jacent et l'actif de référence émanent du même emprunteur (c.-à-d. la même entité juridique) et s'il existe des clauses de défaut croisé ou de remboursement anticipé croisé dont le caractère exécutoire est assuré.
 - h) Une asymétrie entre l'actif sous-jacent et l'actif utilisé pour déterminer si un incident de crédit s'est produit peut être autorisée : 1) si ce dernier actif est de rang égal ou inférieur à celui de l'actif sous-jacent et 2) si l'actif sous-jacent et l'actif de référence émanent du même emprunteur (c.-à-d. la même entité juridique) et s'il existe des clauses de défaut croisé et de remboursement anticipé croisé dont le caractère exécutoire est assuré.
192. Quand la restructuration de l'engagement sous-jacent n'est pas un incident de crédit couvert par un dérivé de crédit, mais quand les autres conditions du paragraphe 191 sont réunies, une reconnaissance partielle sera autorisée. Si le montant du dérivé est inférieur ou égal au montant de l'actif sous-jacent, le montant de la couverture peut être considéré comme couvert à 60 %. Si le montant du dérivé est supérieur à celui de l'actif sous-jacent, alors le montant de la couverture éligible est plafonné à 60 % du montant de l'actif sous-jacent¹²⁶.
193. Seuls les swaps de défaut de crédit et les *swaps* sur rendement total dont la protection du crédit est équivalente à celle de garanties sont susceptibles d'être pris en compte, hormis l'exception suivante. Si, après avoir acheté une protection par le biais d'un *swap* sur rendement total, une institution comptabilise les paiements nets reçus à ce titre comme des revenus nets, mais n'enregistre pas la détérioration correspondante de la valeur de l'actif couvert (soit en réduisant sa juste valeur, soit en augmentant les réserves), cette

¹²⁶ Le facteur de 60 % correspond à un traitement provisoire que, après examen de données supplémentaires, le Comité de Bâle envisage de préciser avant la mise en œuvre de Bâle II.

protection ne sera pas prise en compte. Les dérivés au premier défaut et au second défaut sont traités séparément aux paragraphes 207 à 210 de la sous-section 4.1.7.

194. Les autres types de dérivés de crédit ne sont pas pris en compte pour l'instant¹²⁷.

ii. Garants (contre-garants)/vendeurs de protection éligibles

195. La protection accordée par les entités suivantes est prise en compte :

- emprunteurs souverains¹²⁸, organismes publics, institutions financières, banques¹²⁹ et entreprises d'investissement dont le coefficient de pondération est inférieur à celui de la contrepartie;
- autres entités notées au moins A-, y compris les sociétés mères, filiales et sociétés affiliées à l'emprunteur lorsqu'elles sont affectées d'un coefficient de pondération inférieur à celui de l'emprunteur.
- autres entités actuellement assorties d'une note externe d'au moins BBB- et qui étaient assorties d'une note externe d'au moins A- au moment où elles ont accordé la protection (dans le cas des expositions de titrisation). Cela couvre les sociétés mères, les filiales et sociétés affiliées lorsqu'elles sont affectées d'une pondération inférieure à celle du débiteur.

iii. Coefficients de pondération

196. La fraction protégée de l'exposition est affectée du coefficient de pondération du vendeur de protection, tandis que la fraction non couverte reçoit le coefficient de pondération de la contrepartie sous-jacente.

197. Les seuils d'importance relative en matière de paiements au-dessous desquels aucun paiement n'est effectué en cas de perte sont équivalents aux positions de premières pertes conservées par l'institution et doivent être déduits en totalité des fonds propres de l'institution qui achète la protection.

Couverture proportionnelle

198. Si le montant garanti (ou sur lequel porte la protection de crédit) est inférieur à celui de l'exposition et si les fractions protégées et non protégées sont de même rang, c'est-à-dire que l'institution et le garant se partagent proportionnellement les pertes, un allègement des fonds propres

¹²⁷ Les instruments liés à une note de crédit émis par l'institution pour couvrir les expositions de son portefeuille bancaire sont traités comme des transactions garanties par des liquidités s'ils satisfont aux critères applicables aux dérivés de crédit.

¹²⁸ En font également partie, la Banque des Règlements Internationaux, le Fonds monétaire international, la Banque centrale européenne et la Communauté européenne, ainsi que les BMD mentionnées au Chapitre 3.

¹²⁹ Y compris les autres BMD.

réglementaires est possible, sur une base proportionnelle : la fraction protégée de l'exposition bénéficie alors du traitement applicable aux garanties/dérivés de crédit éligibles, l'autre fraction étant considérée comme non garantie.

Couverture par tranche

199. Si une institution transfère une partie du risque lié à une exposition, en une ou plusieurs tranches, à un ou des vendeurs de la protection, tout en conservant un certain niveau de risque sur le prêt, et que le risque transféré et le risque conservé ne sont pas de même rang, elle peut obtenir une protection soit pour la tranche supérieure (p. ex., deuxième perte), soit pour la tranche inférieure (p. ex., premières pertes). Ce sont les dispositions définies au Chapitre 5 « Dispositions relatives à la titrisation » qui s'appliquent alors.

iv. Asymétries de devises

200. Lorsque la protection est libellée dans une devise différente de celle de l'exposition, entraînant une asymétrie, le montant de l'exposition censée être protégée est réduit par l'application d'une décote D_{FX} , soit :

$$G_A = G \times (1 - D_{FX})$$

où :

G = montant nominal de la protection

D_{FX} = décote appropriée à l'asymétrie de devises entre la protection de crédit et l'engagement sous-jacent.

C'est la décote appropriée basée sur une période de détention de dix jours ouvrables (en supposant une réévaluation quotidienne aux prix du marché) qui s'applique ici. La décote prudentielle est, pour sa part, de 8 %. Les décotes doivent être extrapolées au moyen de la racine carrée de la formule temporelle, en fonction de la fréquence de réévaluation de la protection (paragraphe 168 de la sous-section 4.1.3).

Note de l'Autorité

Une asymétrie de devises se produit lorsque la devise reçue par une institution diffère de la devise de la sûreté détenue. C'est généralement le cas lorsqu'elle reçoit des paiements dans plus d'une devise en vertu d'un même contrat.

v. Garanties et contre-garanties des emprunteurs souverains

201. Un coefficient de pondération inférieur peut être appliqué, à la discrétion de l'Autorité, aux expositions d'une institution sur l'emprunteur souverain (ou la banque centrale) du pays où est situé son siège social, dans la mesure où l'exposition est libellée et financée en devise locale. Ce traitement peut être

étendu par l'Autorité à la part de créances garantie par la juridiction, l'État (ou la banque centrale) lorsque la garantie est libellée en devise locale et que l'exposition est financée dans cette même devise. Une créance peut être couverte par une garantie, contre-garantie elle-même indirectement par un emprunteur souverain; elle peut alors être considérée comme bénéficiant d'une garantie souveraine, à condition que :

- a) la contre-garantie souveraine couvre tous les éléments de risque de crédit de la créance;
- b) la garantie initiale et la contre-garantie répondent l'une et l'autre à toutes les exigences opérationnelles pour les garanties, sauf que la contre-garantie ne doit pas forcément être directement et explicitement liée à la créance initiale;
- c) l'Autorité ait l'assurance que la couverture est adéquate et qu'aucun historique de données ne laisse supposer que la couverture de la contre-garantie n'est pas totalement équivalente, en fait, à celle d'une garantie directe d'emprunteur souverain.

4.1.6 Asymétries des échéances

202. Dans le cadre du calcul des actifs pondérés, une asymétrie des échéances existe lorsque le temps à échéance résiduel d'une couverture est inférieur à celui de l'exposition sous-jacente.

i. Définition de l'échéance

203. L'échéance de l'exposition sous-jacente et celle de la couverture doivent être définies avec prudence. L'échéance effective du sous-jacent doit être considérée comme la date la plus éloignée possible à laquelle la contrepartie doit s'acquitter de son obligation, en tenant compte de tout délai de grâce applicable. Pour la couverture, il doit être tenu compte des options implicites qui peuvent en réduire la durée, afin d'utiliser l'échéance effective la plus proche possible. Si l'option d'achat est laissée à la discrétion du vendeur de la protection, l'échéance sera toujours fixée à la date de la première option d'achat; si elle dépend de l'institution acheteuse de la protection, mais que les clauses de l'accord à l'origine de la couverture comportent une incitation positive pour cette institution à anticiper la transaction avant son échéance contractuelle, c'est la durée allant jusqu'à la première option d'achat qui sera censée être l'échéance effective. Par exemple, si une majoration des coûts se produit en liaison avec une option d'achat ou si le coût effectif de la couverture augmente avec le temps alors que la qualité du crédit demeure inchangée ou s'améliore, l'échéance effective correspondra au temps restant jusqu'à la première option d'achat.

ii. Coefficients de pondération applicables en cas d'asymétrie des échéances

204. Comme indiqué au paragraphe 143 de la sous-section 4.1.2, les couvertures présentant des asymétries des échéances ne sont comptabilisées que lorsque l'échéance initiale est supérieure ou égale à un an (lorsque l'échéance initiale de l'exposition est inférieure à un an, les échéances des couvertures doivent donc concorder). Dans tous les cas, elles ne seront plus reconnues lorsque le temps à échéance résiduel est inférieur ou égal à trois mois.
205. Lorsque des techniques d'atténuation reconnues du risque de crédit (sûreté, compensation des positions du bilan, garanties et dérivés de crédit) présentent une asymétrie des échéances, l'ajustement intervient de la manière suivante :

$$P_a = P \times (t - 0,25)/(T - 0,25)$$

où :

P_a = valeur de la protection ajustée pour asymétrie des échéances

P = protection (p. ex., montant de la sûreté, montant de la garantie) ajustée en fonction de décotes éventuelles

t = min (T, temps à échéance résiduel prévu par l'accord de protection), en années

T = min (5, temps à échéance résiduel de l'exposition), en années

4.1.7 Autres aspects liés au traitement des techniques ARC

i. Traitement de techniques ARC simultanées

206. Une institution qui utilise plusieurs techniques ARC (p. ex., une sûreté et une garantie d'instrument) pour couvrir une même exposition doit subdiviser cette dernière en partie couverte chacune par un type d'instrument (ainsi, l'une correspond à la sûreté, l'autre à la garantie) et calculer séparément les actifs pondérés pour chaque partie. De même, si la protection octroyée par un seul vendeur présente des échéances différentes, elle doit être subdivisée en protections distinctes.

ii. Dérivés de crédit au premier défaut

207. Il arrive qu'une institution obtienne une protection sur un panier de signatures de référence et que le premier cas de défaut parmi ces signatures déclenche la mise en œuvre de la protection; l'incident de crédit met aussi un terme au contrat. Dans ce cas, l'institution peut prendre en compte l'allègement de fonds propres réglementaires pour l'actif du panier affecté de la pondération la plus faible, mais seulement si son montant nominal est inférieur ou égal à celui du dérivé de crédit.

208. Ce sont les coefficients de pondération indiqués à la sous-section 5.4.3, paragraphe 567 pour les tranches de titrisation qui s'applique aux institutions fournissant une protection par le biais de ce type d'instrument si le produit a été évalué par un OEEC reconnu. S'il n'a pas été ainsi noté, les coefficients de pondération des actifs du panier sont cumulés à concurrence maximale de 1 250 % et multipliés par le montant nominal de la protection offerte par le contrat de dérivés de crédit afin d'obtenir le montant de l'actif pondéré.

iii Dérivés de crédit au second défaut

209. Dans le cas où le second défaut parmi les actifs du panier déclenche la protection de crédit, l'institution ayant obtenu cette protection par le biais de ce produit ne peut prendre en compte un allègement de fonds propres que si la protection au premier défaut a également été obtenue ou si l'un des actifs du panier a déjà fait l'objet d'un défaut.

210. S'agissant des institutions qui octroient une protection par le biais d'un tel instrument, le régime de fonds propres est le même que celui prévu au paragraphe 208. La seule exception concerne l'agrégation des coefficients de pondération : l'actif présentant le plus faible coefficient de pondération des risques peut être exclu du calcul.

211. à 537. Paragraphes retirés – destinés aux institutions autorisées à utiliser une approche fondée sur les notations internes pour le risque de crédit.

Chapitre 5. Risque de crédit – Dispositions relatives à la titrisation

Remarque

Le Cadre de titrisation doit être utilisé pour déterminer le traitement des fonds propres pondérés en fonction des risques applicables à toutes les expositions de titrisation qui satisfont aux définitions et aux exigences opérationnelles ci-après, sans égard au traitement comptable.

Pour plus de précision, et par souci de cohérence avec le paragraphe 539 ci-après, les expositions sur titres hypothécaires dont le risque de crédit ne comporte pas de tranches (titres hypothécaires LNH) ne constituent pas des expositions de titrisation aux fins des fonds propres fondés sur les risques selon le Cadre de titrisation.

5.1 Cadre de titrisation

Champ et définition des transactions couvertes par les dispositions relatives à la titrisation

538. Les institutions doivent appliquer les dispositions relatives à la titrisation pour calculer les exigences de fonds propres réglementaires associées aux expositions résultant de transactions de titrisation classiques et synthétiques ou de montages assimilables présentant des caractéristiques communes à ces deux types de titrisation. Le traitement d'une exposition de titrisation doit être déterminé en fonction de sa nature économique plutôt que de sa forme juridique. De même, l'Autorité se fonde sur la nature économique d'une transaction pour déterminer s'il convient de lui appliquer les dispositions relatives à la titrisation aux fins du calcul des fonds propres réglementaires. Les institutions sont invitées à consulter l'Autorité en cas d'incertitudes quant à déterminer si la transaction devrait être considérée comme de la titrisation. Par exemple, les transactions impliquant des flux de trésorerie générés par des biens immobiliers (p. ex., les loyers) peuvent ainsi, sous certaines conditions, être traitées comme des prêts spécialisés.
539. Une titrisation classique est une structure dans laquelle les flux de trésorerie générés par un portefeuille d'expositions sous-jacent sont utilisés pour rémunérer au moins deux strates ou tranches de risque différentes reflétant des niveaux variables de risque de crédit. Les montants versés aux investisseurs ne dépendent pas d'une obligation de l'établissement initiateur ayant octroyé les expositions, mais des résultats de ce portefeuille d'expositions sous-jacent. Les structures en strates/tranches qui caractérisent les titrisations se distinguent de celles caractérisant les instruments de dette prioritaires et subordonnés ordinaires en ce sens que les tranches de titrisation subordonnées de rang inférieur peuvent absorber des pertes sans pour autant que les paiements des tranches prioritaires soient interrompus, alors que les instruments de dette prioritaires et subordonnés traduisent une priorité des droits des créanciers sur les produits de liquidation.

Note de l'Autorité

Dans sa forme la plus simple, la titrisation de l'actif consiste à convertir des actifs généralement non liquides en titres qui peuvent être négociés sur les marchés financiers. Le processus de titrisation de l'actif s'amorce habituellement par la division des actifs financiers en blocs relativement homogènes au chapitre des caractéristiques des mouvements de trésorerie et des profils de risque, y compris les risques de crédit et de marché. Ces blocs d'actifs sont ensuite vendus à une entité hors d'atteinte en cas de faillite, habituellement appelée « structure *ad hoc* » ou SAH, qui finance l'achat en émettant des titres adossés à des créances (TAC) à des investisseurs. Les TAC sont des instruments financiers pouvant prendre diverses formes, notamment des papiers commerciaux, des créances à terme et des certificats de propriété à titre de bénéficiaire. Les mouvements de trésorerie engendrés par les actifs sous-jacents appuient le remboursement des TAC. Diverses formes de rehaussement de crédit sont utilisées pour offrir une protection de crédit aux investisseurs des TAC.

La titrisation a généralement pour effet de partager le risque de pertes de crédit découlant des actifs sous-jacents en tranches qui sont distribuées aux diverses parties. Chaque niveau est considéré comme un rehaussement de crédit s'il protège les niveaux supérieurs contre les pertes.

Une institution peut exercer au moins une fonction dans une transaction de titrisation de l'actif, notamment :

- investir dans un titre de créance émis par une SAH;
- offrir un rehaussement de crédit;
- fournir une facilité de trésorerie;
- constituer ou faire constituer une SAH;
- percevoir les paiements de principal et d'intérêt sur les actifs et les transmettre à la SAH ou aux investisseurs dans des titres d'une SAH, ou à un fiduciaire les représentant;
- favoriser des options de liquidation anticipée.

540. Une titrisation synthétique est une structure comportant au moins deux strates ou tranches différentes de risque reflétant des niveaux variables de risque de crédit, où tout ou partie du risque associé à un portefeuille d'expositions sous-jacent est transféré au moyen de dérivés de crédit ou de garanties destinées à couvrir le portefeuille; ces dérivés ou garanties peuvent être garantis à l'origine (p. ex., des instruments liés à une note de crédit) ou non (p. ex., des swaps de défaut de crédit). Le risque encouru par l'investisseur dépend par conséquent des résultats du portefeuille d'actifs sous-jacent.

Note de l'Autorité

Des consignes relatives aux dérivés de crédit visant les fonds propres se retrouvent au Chapitre 4 de la présente ligne directrice, « Atténuation du risque de crédit ».

541. Les expositions des institutions résultant de transactions de titrisation sont dénommées ci-après « expositions de titrisation ». Elles peuvent inclure notamment : titres adossés à des actifs ou à des créances hypothécaires, rehaussements de crédit, lignes de crédit, swaps de taux et de devises, dérivés de crédit et couvertures par tranches définies au paragraphe 199 de la sous-section 4.1.5. Les comptes de réserve, tels les comptes de sûretés en liquidités, comptabilisés à l'actif par l'institution initiatrice sont également considérés comme des expositions de titrisation.
- 541(i). Une exposition de retitrisation représente une exposition de titrisation en vertu de laquelle le risque lié à un portefeuille d'expositions sous-jacent est divisé en tranches et au moins une des expositions sous-jacentes est une exposition de titrisation. En outre, une exposition à au moins une exposition de retitrisation devient une exposition de retitrisation.

Note de l'Autorité

Les institutions sont invitées à consulter l'Autorité en cas d'incertitude quant à déterminer si une exposition donnée doit être assimilée à une exposition de retitrisation.

542. Les instruments sous-jacents du portefeuille d'actifs titrisés comprennent notamment (liste non exhaustive) : prêts; engagements; titres adossés à des actifs ou à des créances hypothécaires; obligations émises par les entreprises; actions; participations en action non cotées en bourse. Le portefeuille d'instruments sous-jacent peut englober une ou plusieurs expositions.

5.2 Définitions et terminologie générale

5.2.1 Établissement initiateur

543. Aux fins du calcul des exigences de fonds propres au titre des risques, une institution est considérée « établissement initiateur » dans le cadre d'une titrisation lorsqu'elle répond à l'une des conditions suivantes :
- a) Elle est directement ou indirectement à l'origine des expositions sous-jacentes incluses dans la titrisation.
 - b) Elle agit en qualité de promoteur dans le cadre d'une structure d'émission de papier commercial adossé à des actifs (PCAA), ou d'une structure similaire qui achète des expositions à des tiers. Dans ce contexte, elle est généralement considérée « établissement promoteur » et, par conséquent, initiatrice si, de fait ou en substance, elle remplit les fonctions de gestionnaire ou de conseil, place les titres sur le marché ou fournit des liquidités et/ou des rehaussements de crédit.

Note de l'Autorité

Une institution est considérée comme le fournisseur des actifs dans les cas suivants :

- Les actifs figuraient au bilan de l'institution à un moment donné avant d'être transférés à une SAH.
- L'institution consent un prêt à une SAH afin que cette dernière puisse accorder un prêt à un emprunteur comme s'il s'agissait de l'institution¹³⁰; ou
- l'institution permet¹³¹ à une SAH de céder directement les actifs financés par des TAC.
- L'Autorité se réserve le droit d'adopter une démarche de transparence pour déterminer l'établissement initiateur. Cette démarche peut également servir pour s'assurer que l'institution conserve des fonds propres suffisants dans une transaction de titrisation.

5.2.2 Programme d'émission de papier commercial adossé à des actifs (PCAA)

544. Un programme PCAA consiste principalement à émettre du papier commercial assorti d'une échéance initiale inférieure ou égale à un an adossé à des actifs ou à d'autres expositions détenues par une SAH isolée de la faillite.

5.2.3 Option de liquidation anticipée

545. Une option de liquidation anticipée confère le droit de dénouer les expositions de titrisation (p. ex., des titres adossés à des créances) avant le remboursement intégral des expositions sous-jacentes ou des expositions de titrisation. Dans les titrisations classiques, cette transaction est généralement réalisée en rachetant les expositions de titrisation encore en cours lorsque l'encours du portefeuille de créances sous-jacent ou des titres est tombé en deçà d'un seuil prédéterminé. Pour les titrisations synthétiques, elle peut prendre la forme d'une clause annulant la protection du crédit.

5.2.4 Rehaussement de crédit

546. Un rehaussement de crédit est une disposition contractuelle en vertu de laquelle l'institution conserve ou assume une exposition de titrisation et, en substance, fournit aux autres parties à la transaction un degré de protection supplémentaire.

¹³⁰ Cette forme de prêt est dite « à distance ». L'institution est considérée comme le fournisseur puisque la SAH crée un actif portant la marque de l'institution. Cette dernière assumera un risque d'atteinte à la réputation du fait de son association avec le produit.

¹³¹ Par exemple, en approuvant des prêts ou en fournissant un soutien administratif.

Note de l'Autorité

Par « rehaussement de crédit », on entend un accord conclu avec une SAH pour couvrir les pertes liées au bloc d'actifs. Le rehaussement de crédit permet de protéger les investisseurs si les mouvements de trésorerie provenant de l'actif sous-jacent sont insuffisants pour effectuer sans délai les paiements de principal et d'intérêt attribuables à des TAC. Ce mécanisme sert à améliorer ou à soutenir la note de crédit des tranches supérieures et donc, la tarification et la négociabilité des TAC.

Parmi les exemples courants de ce type de protection, mentionnons : les dispositions de recours; les structures titres prioritaires/subordonnés, les marges de crédit subordonnées, les prêts subordonnés, les avoirs de tiers; les *swaps* structurés pour fournir un élément de rehaussement de crédit, et les facilités de trésorerie qui excèdent 103 % de la valeur nominale du papier commercial. En outre, ces mécanismes englobent des instruments de financement temporaire, à l'exception des avances de services admissibles, fournies par une institution à un fournisseur de rehaussement de crédit ou à une SAH, pour combler l'écart entre la date de dépôt d'une demande de remboursement auprès d'une tierce partie fournisseur du mécanisme de rehaussement et la date de réception du paiement.

5.2.5 Obligation à coupons détachés de rehaussement de crédit sur flux d'intérêt seulement

547. Une obligation à coupons détachés de rehaussement de crédit sur flux d'intérêt seulement est un actif figurant au bilan :

- qui représente une évaluation de flux de trésorerie liés à des produits futurs sur marges d'intérêt; et
- qui est subordonné.

5.2.6 Remboursement anticipé

548. Une clause de remboursement anticipé permet aux investisseurs, quand elle est exercée, d'être remboursés du montant des titres avant leur échéance initiale. Aux fins du calcul des exigences de fonds propres au titre des risques, elle peut être contrôlée ou non contrôlée. Pour être considérée comme contrôlée, elle doit répondre à tous les critères suivants :

- a) L'institution doit disposer d'un programme adéquat lui permettant de faire face à ses besoins en fonds propres/liquidités en cas de remboursement anticipé ;
- b) Il existe, sur toute la durée de la transaction, y compris durant la période de remboursement, le même partage proportionnel des intérêts, du principal, des charges, des pertes et des recouvrements sur la base des parts relatives des créances détenues, en début de mois, entre l'institution et les investisseurs ;

- c) L'institution doit fixer un délai suffisant pour permettre le remboursement ou la comptabilisation des expositions en défaut représentant 90 % du total des dettes dues au début de la période de remboursement anticipé;
- d) Le rythme de remboursement ne doit pas être plus rapide que celui d'un amortissement linéaire sur la période citée en c).

Note de l'Autorité

La documentation relative à la titrisation doit préciser que le remboursement ne peut être précipité par des mesures de réglementation qui influent sur le fournisseur d'actifs.

549. Une clause de remboursement anticipé ne répondant pas aux critères ci-dessus est considérée comme non contrôlée.

5.2.7 Marge nette

550. La marge nette correspond généralement à la différence entre le montant brut des produits financiers et autres produits perçus par le fonds ou la SAH (définie au paragraphe 552 de la sous-section 5.2.9) et celui des intérêts payés, des commissions liées au service de la dette, des radiations et autres frais prioritaires du fonds ou SAH.

5.2.8 Soutien implicite

551. On parle de soutien implicite par une institution dans une transaction de titrisation lorsque ce soutien va au-delà de ses obligations contractuelles prédéfinies.

5.2.9 Structure *ad hoc*

552. Une structure *ad hoc* (SAH) est une société, un fonds ou une autre forme juridique constituée dans un but précis, dont les activités se limitent à celles répondant à son objet et dont le but est d'isoler celle-ci du risque de crédit de l'établissement initiateur ou vendeur des expositions. Elle sert couramment de structure de financement dans laquelle les expositions sont cédées à un fonds (ou à une entité similaire) contre liquidités ou autres actifs financés au moyen d'un emprunt émis par le fonds.

Note de l'Autorité

L'Autorité s'attend à ce qu'une institution minimise son exposition au risque découlant de la relation avec une SAH. Une institution qui constitue ou fait constituer une SAH ne sera pas tenue de conserver des fonds propres résultant de cette activité si les conditions suivantes sont réunies :

- L'institution ne possède pas de capital-actions dans une société et elle n'est pas non plus bénéficiaire d'une fiducie utilisée comme SAH pour acheter et titriser des actifs financiers. À cette fin, le capital-actions englobe toutes les catégories d'actions ordinaires et privilégiées.
- Le nom de l'institution n'est pas inclus dans le nom d'une société ou d'une fiducie utilisée comme SAH, et aucun rapprochement n'est sous-entendu avec l'institution, par exemple, l'utilisation d'un symbole étroitement lié à cette dernière. Toutefois, si l'institution exécute une fonction précise pour une transaction ou des transactions particulières (p. ex., recueillir et transmettre des paiements ou fournir un rehaussement), elle pourrait l'indiquer dans le prospectus d'émission.
- Aucun administrateur, dirigeant ou employé de l'institution n'est membre du conseil d'administration d'une société utilisée comme SAH, à moins que le conseil de cette dernière compte au moins trois membres. Si le conseil se compose d'au moins trois membres, l'institution ne peut compter plus d'un administrateur. Si la SAH est une fiducie, le bénéficiaire et le fiduciaire lié par contrat et (ou) le fiduciaire de l'émetteur doivent être des tiers indépendants de l'institution.
- L'institution ne consent pas de prêt subordonné à la SAH, sauf dans les conditions prévues par la présente ligne directrice. C'est-à-dire qu'un prêt consenti par une institution à une SAH pour couvrir les coûts initiaux de la transaction ou de l'établissement est déduit des fonds propres pourvu que le prêt soit plafonné à son montant initial, qu'il soit amorti pendant la durée des titres émis par la SAH et qu'il ne sert pas de forme de protection des actifs ou titres émis.
- L'institution n'assume aucune perte subie par la SAH ou ses investisseurs, ou ne prend pas en charge les dépenses courantes de la SAH, sauf dans les conditions prévues par la présente ligne directrice.

Si l'institution ne respecte pas toutes ces conditions, elle doit détenir des fonds propres en couverture de tous les titres émis à des tiers par la SAH.

5.3 Exigences opérationnelles pour la reconnaissance du transfert du risque

553. Les exigences opérationnelles ci-après s'appliquent à l'approche standard du dispositif de titrisation.

5.3.1 Exigences opérationnelles pour les titrisations classiques

554. Un établissement initiateur peut exclure les expositions titrisées du calcul de ses actifs pondérés uniquement si toutes les conditions suivantes sont remplies. Les institutions qui y satisfont doivent par ailleurs détenir des fonds propres réglementaires pour toutes les expositions de titrisation qu'elles conservent.

- a) Une part substantielle du risque de crédit associé aux expositions titrisées a été transférée à des tiers.
- b) Le cédant ne conserve pas un contrôle effectif ou indirect sur les expositions transférées. Les actifs sont juridiquement isolés du cédant de telle manière (par cession d'actifs ou par voie de sous-participation) que les expositions sont placées hors de tout recours du cédant des actifs et de ses créanciers, même en cas de faillite ou de liquidation. L'opinion d'un conseiller juridique qualifié doit certifier que ces conditions sont satisfaites.

Le cédant est réputé avoir conservé un contrôle effectif sur les expositions au risque de crédit transférées lorsqu'il : i) peut racheter à l'acquéreur les expositions cédées auparavant pour réaliser un bénéfice ou ii) est contraint de conserver le risque associé aux expositions cédées. Le fait que le cédant conserve les droits de gestion liés aux expositions ne signifie pas nécessairement qu'il exerce un contrôle indirect sur celles-ci.

- c) Les titres émis ne constituent pas des obligations du cédant. Ainsi, les investisseurs qui acquièrent les titres détiennent une créance uniquement sur le portefeuille d'expositions sous-jacent.
- d) Puisque l'acquéreur est une SAH, les détenteurs des intérêts économiques dans cette SAH ont le droit de les donner ou de les échanger sans restriction.
- e) Les options de liquidation anticipée doivent satisfaire aux conditions précisées au paragraphe 557 de la sous-section 5.3.3.
- f) La titrisation ne comporte pas de clauses prévoyant : i) que l'établissement initiateur soit tenu de modifier systématiquement les expositions sous-jacentes de façon à améliorer la qualité de crédit (en moyenne pondérée) du portefeuille de créances, à moins que ce ne soit par cession d'actifs à leur valeur marchande à des tiers indépendants n'appartenant pas au groupe; ii) que l'établissement initiateur puisse augmenter le niveau de ses positions de premières pertes ou de rehaussement de crédit après le montage de la transaction; ou iii) que les intérêts versés aux parties autres que l'établissement initiateur (investisseurs et tiers fournisseurs d'un rehaussement de crédit) soient majorés en cas de détérioration de la qualité de crédit du portefeuille d'actifs sous-jacents.

5.3.2 Exigences opérationnelles pour les titrisations synthétiques

555. Pour les titrisations synthétiques, la couverture de l'exposition sous-jacente grâce aux techniques ARC (sûretés, garanties et dérivés de crédit) ne peut être prise en compte aux fins du calcul des exigences de fonds propres au titre des risques que si les conditions suivantes sont remplies :

- a) Les techniques ARC doivent satisfaire aux critères spécifiés au Chapitre 4 de la présente ligne directrice.

-
- b) Les sûretés éligibles sont limitées à celles précisées aux paragraphes 145 et 146 de la sous-section 4.1.3. Les sûretés éligibles données par les SAH peuvent être prises en compte.
- c) Les garants éligibles sont définis au paragraphe 195 de la sous-section 4.1.5. Les institutions ne peuvent pas reconnaître des SAH comme garants dans les dispositions relatives à la titrisation.
- d) Les institutions doivent transférer à des tiers une portion significative du risque de crédit associé à l'exposition sous-jacente.
- e) Les instruments utilisés pour transférer le risque de crédit ne peuvent pas comporter de conditions restreignant le montant du risque de crédit transféré, notamment :
- clauses limitant de façon matérielle la protection de crédit ou le transfert du risque de crédit (p. ex., seuils d'importance relative en deçà desquels la protection de crédit est censée ne pas être appelée, même si un événement affecte la qualité de crédit, ou dispositions prévoyant la résiliation de la protection en cas de détérioration de la qualité des expositions sous-jacentes);
 - clauses exigeant que l'établissement initiateur modifie les expositions sous-jacentes en vue d'améliorer la qualité (en moyenne pondérée) du portefeuille de créances;
 - clauses augmentant le coût de la protection de crédit en cas de détérioration de la qualité du portefeuille de créances;
 - clauses prévoyant un accroissement des intérêts versés aux parties autres que l'établissement initiateur (investisseurs et tiers fournissant un rehaussement de crédit) en cas de détérioration de la qualité de crédit du portefeuille de créances de référence;
 - clauses prévoyant que l'établissement initiateur puisse augmenter le niveau initial de sa position de premières pertes ou rehaussement de crédit.
- f) Il est nécessaire d'obtenir confirmation, auprès d'un conseiller juridique qualifié, du caractère exécutoire de la protection du crédit dans tous les pays ou juridictions concernés;
- g) Les options de liquidation anticipée doivent satisfaire aux conditions précisées au paragraphe 557 de la sous-section 5.3.3.

556. Pour les titrisations synthétiques, les effets de l'application des techniques ARC pour couvrir l'exposition sous-jacente sont traités conformément aux paragraphes 109 à 210 de la section 4.1. En cas d'asymétrie des échéances, les fonds propres réglementaires seront déterminés conformément aux paragraphes 202 à 205 de la sous-section 4.1.6. Lorsque les expositions du portefeuille d'actifs sous-jacent sont d'échéances différentes, la plus longue d'entre elles définit l'échéance du portefeuille. Les asymétries des échéances peuvent exister dans le cadre des titrisations synthétiques quand, par exemple,

une institution recourt aux dérivés de crédit pour transférer à des tiers, en totalité ou en partie, le risque de crédit d'un portefeuille d'actifs donné. Le dénouement du dérivé de crédit met fin à la transaction. Par conséquent, l'échéance effective des tranches de titrisation synthétique peut être différente de celle des expositions sous-jacentes. L'institution initiatrice doit, dans une titrisation synthétique, appliquer le régime suivant à ce type d'asymétrie des échéances. Une institution qui fait appel à l'approche standard pour la titrisation doit déduire toutes les positions conservées non notées ou notées de qualité inférieure à BBB-.

Note de l'Autorité

Les exigences suivantes s'appliquent aux titrisations, qu'elles soient classiques ou synthétiques :

- L'institution doit comprendre les risques inhérents de l'activité, savoir structurer et gérer ces transactions et doter adéquatement les fonctions relatives aux transactions.
- Les modalités de toutes les transactions entre l'institution et la SAH doivent à tout le moins respecter les conditions du marché (et les frais sont acquittés sans tarder) et rencontrer les normes de crédit habituelles de l'institution. Le comité du crédit ou une structure tout aussi indépendante doit approuver chaque transaction.
- Les plans de fonds propres et de liquidité d'une institution doivent tenir compte du besoin potentiel de financer une augmentation de l'actif au bilan pour des motifs d'amortissement anticipé ou d'événements liés à l'échéance des titres. Si l'Autorité estime que la planification est insuffisante, il peut relever les exigences de fonds propres de l'institution.
- Les exigences de fonds propres relatives aux transactions de titrisation de l'actif se limitent à celles énoncées dans la présente ligne directrice si l'institution ne procure que le niveau de soutien (rehaussement de crédit ou de liquidité) auquel elle s'est engagée dans les diverses ententes qui définissent et restreignent les niveaux de pertes assumées par l'institution.

5.3.3 Exigences opérationnelles pour les options de liquidation anticipée et traitement de ces options

557. Aucune exigence de fonds propres due à la présence d'une option de liquidation anticipée ne sera nécessaire si les conditions suivantes sont réunies :

- i. L'exercice ne doit pas être obligatoire, en droit ou en substance, mais doit rester à la discrétion de l'établissement initiateur.
- ii. L'option ne doit pas être structurée dans le but d'éviter l'imputation des pertes aux rehaussements de crédit ou positions détenues par les investisseurs, ni d'aucune façon destinée à apporter un rehaussement de crédit.
- iii. L'option de liquidation ne peut être exercée que s'il reste 10 % ou moins du portefeuille sous-jacent initial ou des titres émis ou de la valeur du

portefeuille de référence dans le cas de transactions de titrisation synthétiques.

Note de l'Autorité

Une entente qui autorise l'institution à acheter les actifs restants d'un bloc lorsque le solde de ces actifs ne dépasse pas 10 % du bloc initial est considérée comme une option de liquidation anticipée et ne requiert pas de fonds propres. Toutefois, une option de liquidation anticipée qui permet le rachat des prêts restants lorsque le solde est supérieur à 10 % de la valeur initiale du bloc ou qui permet l'achat d'actifs non productifs est considérée comme un rehaussement de premier niveau.

558. Les transactions de titrisation qui comportent une option de liquidation anticipée ne répondant pas à l'ensemble des conditions exposées au paragraphe 557 ci-dessus résultent en une exigence de fonds propres pour l'institution initiatrice. Dans une titrisation classique, les expositions sous-jacentes doivent être traitées comme si elles n'avaient pas été titrisées. En outre, les institutions ne doivent pas comptabiliser les plus-values sur cessions, telles que définies au paragraphe 562 de la sous-section 5.4.1.

Dans une titrisation synthétique, l'institution qui acquiert la protection doit détenir des fonds propres correspondant au montant total des expositions titrisées comme si elles ne bénéficiaient d'aucune protection contre le risque de crédit associé à ces dernières. Si une transaction de titrisation synthétique intègre une option d'achat (autre qu'une option de liquidation anticipée) qui met un terme effectif à la transaction et à la protection acquise à une date spécifique, l'institution doit traiter la transaction conformément au paragraphe 556 de la sous-section 5.3.2 et aux paragraphes 202 à 205 de la sous-section 4.1.6.

559. S'il s'avère que, lorsqu'elle est exercée, l'option de liquidation anticipée sert de rehaussement de crédit (c.-à-d. qu'elle constitue une forme de protection implicite de la part de l'institution), elle doit être traitée comme une transaction de titrisation.

5.4 Traitement des expositions de titrisation

5.4.1 Calcul des exigences de fonds propres

560. Les institutions sont tenues de détenir des fonds propres réglementaires couvrant toutes leurs expositions de titrisation, y compris celles relatives aux techniques d'atténuation du risque de crédit utilisées dans le cadre d'une transaction de titrisation, à des investissements dans des titres adossés à des créances, à la conservation d'une tranche subordonnée, à l'octroi d'une ligne de crédit ou d'un rehaussement de crédit (voir sections suivantes). Les expositions de titrisation rachetées doivent être traitées comme des expositions de titrisation conservées.

i. Déduction / Coefficients de pondération de 1 250 %

561. Les expositions de titrisations qui étaient précédemment déduites des fonds propres sont désormais pondérées à 1 250 %. Les coupons détachés uniquement représentatifs de flux d'intérêts (nets du montant déduit des fonds propres de la catégorie 1 conformément au paragraphe 562) doivent être pondérés à 1 250 %. Les éléments qui sont pondérés à 1 250 % peuvent être calculés nets de toutes provisions individuelles correspondant aux expositions de titrisation.
562. Les institutions sont tenues de déduire des fonds propres de la catégorie 1 toute augmentation de capital résultant de transactions de titrisation telles que celles liées à des produits futurs sur marges d'intérêt (PFMI) donnant lieu à une augmentation dans les fonds propres réglementaires. Une telle augmentation de fonds propres est dénommée « plus-value » aux fins du dispositif de titrisation.
563. Paragraphe retiré – destiné aux institutions utilisant une approche fondée sur les notations internes.

ii. Soutien implicite

564. Lorsqu'une institution apporte un soutien implicite à une transaction de titrisation, elle doit, au minimum, détenir des fonds propres couvrant toutes les expositions liées à cette transaction, comme si celles-ci n'avaient pas été titrisées. Par ailleurs, elle n'est pas autorisée à comptabiliser les plus-values sur cession, telles que définies au paragraphe 562. En outre, elle est tenue de rendre publique l'information suivante :
- a) l'octroi d'un soutien non contractuel;
 - b) l'impact de ce soutien sur ses fonds propres.

5.4.2 Exigences opérationnelles pour l'utilisation des évaluations de crédit des organismes externes

565. Les exigences opérationnelles suivantes s'appliquent à l'utilisation des évaluations de crédit des organismes externes dans l'approche standard applicable à la titrisation :
- a) Pour être admise aux fins du calcul de la pondération des risques, l'évaluation externe doit couvrir et refléter le montant total de l'exposition au risque de crédit encourue par l'institution au titre de tous les paiements qui lui sont dus. Par exemple, lorsqu'une institution détient une créance constituée du principal et des intérêts, l'évaluation doit pleinement prendre en compte et refléter le risque de crédit associé au respect des échéances d'amortissement du principal et des intérêts.

- b) L'évaluation doit être réalisée par un organisme externe d'évaluation du crédit (OEEC) reconnu par l'Autorité conformément aux paragraphes 90 à 108 des sous-sections 3.7.1 et 3.7.2, à l'exception suivante : à la différence de ce qui est indiqué au paragraphe 91 de la sous-section 3.7.1.2 (Accès international/transparence), pour qu'une évaluation du crédit soit éligible, les procédures, les méthodologies, les hypothèses et les éléments clés sur lesquelles s'appuient les évaluations doivent être rendus publics selon un principe de non-sélectivité et gratuitement¹³². En d'autres termes, une notation doit être publiée sous une forme facilement disponible et incluse dans la matrice de transition de l'OEEC. En outre, l'analyse des pertes et de la trésorerie ainsi que la sensibilité des notes à l'évolution des hypothèses de notation sous-jacentes devraient être rendues publiques. En conséquence, les notations qui sont mises à la seule disposition des parties à une transaction ne satisfont pas à cette exigence.
- c) Les OEEC reconnus doivent avoir apporté la preuve de leur expertise dans l'évaluation des titrisations, démontrée, par exemple, par leur expérience sur le marché.
- d) Une institution doit appliquer de façon homogène, à toutes les expositions de titrisation d'un type donné, les évaluations externes de crédit provenant d'OEEC reconnus. Par ailleurs, elle ne peut pas utiliser les évaluations de crédit d'un OEEC pour une ou plusieurs tranches et celles d'un autre OEEC pour d'autres positions (acquises ou conservées) au sein de la même structure de titrisation que celle-ci soit notée ou non notée par le premier OEEC. Lorsqu'il est possible d'utiliser les notations d'au moins deux OEEC reconnus et que ces derniers évaluent différemment le risque de crédit de la même exposition de titrisation, les paragraphes 96 à 98 de la sous-section 3.7.2.2, s'appliquent.
- e) Lorsqu'un garant éligible défini au paragraphe 195 de la sous-section 4.1.5, fournit directement à une SAH une ARC prise en compte dans l'évaluation externe de crédit affectée à une exposition de titrisation, il convient d'utiliser le coefficient de pondération correspondant à l'évaluation externe du crédit. Afin d'éviter tout double comptage, aucune reconnaissance prudentielle additionnelle n'est admise. Si le fournisseur d'ARC n'est pas reconnu comme garant éligible (paragraphe 195 de la sous-section 4.1.5), les expositions de titrisation couvertes doivent être traitées comme si elles n'étaient pas notées.
- f) Dans le cas où l'ARC ne bénéficie pas à la SAH, mais à une exposition de titrisation spécifique au sein d'une structure donnée (p. ex., tranche de TAC), l'institution doit traiter l'exposition comme si elle n'était pas notée, puis appliquer le régime ARC précisé au Chapitre 4 pour la prise en compte de la couverture.

¹³² Si l'évaluation de crédit éligible n'est pas fournie gratuitement, l'OEEC devrait en donner une raison valable, dans le cadre de son code de conduite disponible publiquement, conformément au principe d'application du code de conduite de l'OICV à l'intention des OEEC : « en cas de non-respect des règles, l'OEEC est tenue de se justifier ».

- g) (i) Aux fins du calcul de la pondération des risques, une institution ne peut se fonder sur une évaluation externe de crédit lorsque cette évaluation s'appuie au moins en partie sur un soutien non capitalisé fourni par l'institution. Par exemple, si une institution achète un PCAA alors qu'elle fournit une exposition de titrisation non capitalisée à l'échelle du programme PCAA (p. ex., une facilité de trésorerie ou un rehaussement de crédit) et que cette exposition joue un rôle dans la détermination de l'évaluation du crédit du PCAA, l'institution doit considérer le PCAA comme s'il n'était pas noté. L'institution doit continuer de détenir des fonds propres pour couvrir les autres expositions de titrisation (p. ex., la facilité de trésorerie ou le rehaussement de crédit).
- (ii) Le traitement décrit à l'alinéa 565(g)(i) s'applique également aux expositions détenues dans le portefeuille de négociation. L'exigence de fonds propres d'une institution pour des expositions détenues dans le portefeuille de négociation ne peut être inférieure au montant exigé par les expositions du portefeuille bancaire.
- (iii) Les institutions peuvent reconnaître le chevauchement de leurs expositions en accord avec le paragraphe 581. Par exemple, une institution qui fournit une facilité de trésorerie soutenant 100 % du PCAA émis par le programme PCAA et qui achète 20 % de l'encours du PCAA de ce programme pourrait reconnaître un chevauchement de 20 % (100 % de facilité de trésorerie + 20 % du papier commercial détenu – 100 % du papier commercial émis = 20 %). Si l'institution a fourni une facilité de trésorerie couvrant 90 % de l'encours du PCAA et qu'elle a acheté 20 % du PCAA, les deux expositions se chevauchent (90 % de facilité de trésorerie + 20 % du papier commercial détenu – 100 % du papier commercial émis = 10 %). Si l'institution a fourni une facilité de trésorerie couvrant 50 % de l'encours du PCAA et a acheté 20 % du PCAA, les deux expositions seraient traitées comme s'il n'y avait pas de chevauchement. Lorsque les exigences de fonds propres du risque spécifique pour les expositions du portefeuille de négociation et les exigences de fonds propres pour les expositions du portefeuille bancaire se chevauchent, l'institution pourrait reconnaître ce chevauchement dans la mesure où elle peut calculer et comparer les exigences de fonds propres pour les expositions en question.

5.4.2.1 Information reliée aux sûretés sous-jacentes soutenant les expositions de titrisation

- 565(i). Afin de pouvoir utiliser le Cadre de titrisation, l'institution doit disposer de l'information spécifiée dans les paragraphes 565(ii) à 565(iv).
- 565(ii). En règle générale, une institution doit, de façon continue, avoir une compréhension exhaustive des risques de chacune de ses expositions de titrisation, qu'elles soient au bilan ou non, et des portefeuilles sous-jacents à ses expositions de titrisation.

-
- 565(iii). Les institutions doivent avoir accès à l'information relative à la performance des portefeuilles sous-jacents, de façon continue et en temps opportun. Cette information peut inclure, selon le cas : le type d'exposition; le pourcentage des prêts en souffrance depuis 30, 60 et 90 jours; les taux de défaut, les taux de paiement anticipé; les saisies hypothécaires; le type de propriété; le taux d'occupation; la note de crédit moyenne ou autres mesures de solvabilité; le ratio prêt-valeur moyen; ainsi que la diversification par industrie et par zone géographique. Pour les retitrisations, les institutions devraient avoir de l'information non seulement sur les tranches de titrisation sous-jacentes, telles que le nom et la qualité du crédit de l'émetteur, mais aussi sur les caractéristiques et la performance des portefeuilles sous-jacents aux tranches de titrisation.
- 565(iv). L'institution doit avoir une compréhension approfondie de toutes les composantes structurelles d'une transaction de titrisation qui pourrait avoir un impact significatif sur la performance des expositions de l'institution à la transaction, comme l'ordre contractuel d'imputation des pertes et les seuils connexes, les rehaussements de crédit, les lignes de crédit, les seuils de valeur marchande et les définitions de défaut spécifiques à la transaction.

5.4.3 Approche standard pour les expositions de titrisation

i. Champ d'application

566. Les institutions appliquant l'approche standard au risque de crédit pour le type d'exposition sous-jacente titrisée doivent utiliser l'approche standard relative à la titrisation.

ii. Pondérations

567. L'actif pondéré d'une exposition de titrisation est calculé en multipliant le montant de la position par le coefficient de pondération approprié, déterminé conformément aux tableaux ci-après. Les institutions doivent d'abord appliquer un FCEC aux positions de hors bilan, puis multiplier le résultat par un coefficient de pondération. Si l'exposition est notée, le FCEC est de 100 %. Les positions à long terme non notées ou affectées d'une notation inférieure ou égale à B+ et les positions à court terme bénéficiant d'une note autre que A-1/P-1, A-2/P-2, A-3/P-3 doivent être multipliées par un coefficient de pondération de 1 250 %, de même que les positions à court terme non notées, à l'exception des situations décrites aux paragraphes 571 à 575 de la présente sous-section.

Notation¹³³ des crédits à long terme

Évaluation externe de crédit		AAA à AA-	A+ à A-	BBB+ à BBB-	BB+ à BB-	B+ et moins ou non notée
Pondération de risque	Expositions de titrisation	20 %	50 %	100 %	350 %	1 250 %
	Expositions de retitrisation	40 %	100 %	225 %	650 %	1 250 %

Notation des crédits à court terme

Évaluation externe de crédit		A-1/P-1	A-2/P-2	A-3/P-3	Autre notation ou non notée
Pondération de risque	Expositions de titrisation	20 %	50 %	100 %	1 250 %
	Expositions de retitrisation	40 %	100 %	225 %	1 250 %

Note de l'Autorité

La correspondance des notes à court terme et à long terme aux catégories de notation des agences de notation reconnues par l'Autorité dans la présente ligne directrice, décrite aux sous-sections 3.7.2.1 et 3.7.2.5 s'applique aussi à cette section. Les coefficients de pondération des risques attribués aux catégories de notation applicables aux transactions de titrisation varient parfois de ceux attribués aux catégories de notation dans la sous-section 3.7.2.

568. Le régime de fonds propres appliqué aux positions conservées par les établissements initiateurs, les lignes de crédit, l'ARC et les titrisations d'expositions renouvelables sont analysées séparément. Le traitement des options de rachat anticipé est exposé aux paragraphes 557 à 559 de la sous-section 5.3.3.

Les investisseurs peuvent prendre en compte les notations de moindre qualité

569. Seuls les tiers investisseurs, et non les institutions agissant en qualité d'établissements initiateurs, peuvent prendre en compte les évaluations externes de crédit équivalentes à BB+ ou BB- aux fins de la pondération des expositions de titrisation.

¹³³ Les notations utilisées dans les tableaux sont fournies uniquement à titre d'exemple et n'indiquent aucune préférence ni un soutien ni une adhésion à un système particulier de notation externe.

Les établissements initiateurs doivent déduire les expositions de notation inférieure à BBB-

570. Les établissements initiateurs, définis au paragraphe 543 de la sous-section 5.2.1, doivent multiplier toutes les expositions de titrisation conservées affectées d'une note de moindre qualité (inférieure à BBB-) par un coefficient de 1 250 %

iii. Exceptions au traitement général des expositions de titrisation non notées

571. Les deux tableaux précédents indiquent que les expositions de titrisation non notées sont à multiplier par un coefficient de pondération de 1 250 % aux exceptions suivantes près :
- a) l'exposition la plus prioritaire de la transaction de titrisation;
 - b) les expositions de deuxièmes pertes ou expositions prioritaires dans les programmes PCAA et qui satisfont aux conditions précisées au paragraphe 574;
 - c) les lignes de crédit éligibles.

Traitement des expositions de titrisation les plus prioritaires non notées

572. Si l'exposition la plus prioritaire d'une titrisation classique ou synthétique n'est pas notée, l'institution qui la détient ou la garantit peut déterminer la pondération en appliquant le principe de transparence, à condition d'avoir à tout moment connaissance de la composition du portefeuille de créances sous-jacent. Les institutions ne sont pas tenues de prendre en compte les *swaps* de taux ou de devises pour déterminer si une exposition est la plus prioritaire d'une transaction de titrisation aux fins de l'application du principe de transparence.
573. Selon le principe de transparence, l'exposition la plus prioritaire non notée se voit affecter la pondération moyenne applicable aux expositions sous-jacentes, sous réserve du processus de surveillance prudentielle. Lorsque l'institution n'est pas en mesure de déterminer les coefficients de pondération à appliquer aux expositions de crédit sous-jacentes, un coefficient de pondération de 1 250 % doit être appliqué à l'exposition.

Traitement des expositions de deuxièmes pertes ou expositions prioritaires dans les programmes PCAA

574. Les expositions de titrisation non notées apportées par des institutions en qualité de promoteurs de programmes PCAA n'ont pas à être pondérées à 1 250 % si elles satisfont aux conditions suivantes :
- a) D'un point de vue économique, l'exposition est une position de « deuxièmes pertes » ou mieux et la position de « premières pertes »

fournit une protection de crédit importante à la position de « deuxièmes pertes ».

- b) Le risque de crédit associé a reçu une note de bonne qualité (BBB- ou supérieure).
 - c) L'institution détenant l'exposition de titrisation non notée ne conserve ni ne fournit la position de « premières pertes ».
575. Lorsque ces conditions sont remplies, le coefficient de pondération en fonction du risque le plus élevé des deux valeurs suivantes est appliqué :
- a) 100 %; ou
 - b) le coefficient de pondération le plus élevé parmi ceux applicables aux expositions sous-jacentes couvertes par la ligne de crédit.

Coefficients de pondération applicables aux lignes de crédit éligibles

576. Pour les lignes de crédit éligibles, définies au paragraphe 578, dans le cas où les conditions d'utilisation des évaluations de crédit des organismes externes prévues au paragraphe 565 de la sous-section 5.4.2 ne sont pas satisfaites, le coefficient de pondération appliqué à l'équivalent-risque de crédit de l'exposition est égal à la pondération la plus élevée parmi celles applicables aux expositions sous-jacentes couvertes par la ligne de crédit.

iv. Facteurs de conversion des expositions hors bilan en équivalent-risque de crédit

577. Aux fins du calcul des exigences de fonds propres, les institutions doivent, sur la base des critères définis ci-après, établir si une exposition de titrisation hors bilan peut être admise comme « facilité de trésorerie éligible » ou comme « avance en compte courant éligible provenant d'un organisme de gestion »; un facteur de conversion en équivalent-risque de crédit de 100 % est appliqué à toutes les autres expositions de titrisation hors bilan.

Lignes de crédit éligibles

578. Les institutions peuvent traiter les expositions de titrisation hors bilan comme des lignes de crédit éligibles si elles satisfont aux conditions minimales suivantes :
- a) La documentation de la ligne de crédit doit clairement identifier et limiter les circonstances dans lesquelles elle peut être utilisée. Les tirages doivent être limités au montant susceptible d'être totalement remboursé en cas de liquidation des expositions sous-jacentes et de tous les rehaussements de crédit apportés par le vendeur. En outre, la ligne de crédit ne doit pas couvrir les pertes subies dans le portefeuille d'expositions sous-jacent avant un tirage ni être structurée de telle sorte

que les tirages soient certains (ce dont attesteraient des prélèvements réguliers ou continus).

- b) Si les expositions devant être financées par la ligne de crédit bénéficiant d'une notation externe, la ligne de crédit ne peut être utilisée que pour financer les titres faisant l'objet d'une notation externe BBB- ou mieux au moment du financement.
 - c) La ligne de crédit ne peut être tirée que lorsque tous les rehaussements de crédit (propres à une transaction et à l'ensemble du programme) dont elle peut bénéficier ont été épuisés.
 - d) Le remboursement des tirages (actifs acquis ou crédits obtenus en vertu de contrats d'achat ou de crédit préalables) ne doit pas être subordonné aux intérêts de tout détenteur d'obligations du programme (p. ex., programme PCAA,), ni lié à une clause de report ou de renonciation.
579. Lorsque ces conditions sont remplies, l'institution peut appliquer un FCEC de 50 % aux lignes de crédit sans égard à leur échéance. Toutefois, si la notation externe de la ligne de crédit elle-même est utilisée aux fins de la pondération des risques, un FCEC de 100 % doit être appliqué.

580. Supprimé.

Traitement du chevauchement d'expositions

581. Une institution peut fournir divers types de lignes de crédit pouvant être tirées dans différentes conditions. Une même institution peut octroyer plusieurs lignes de crédit. Étant donné la diversité des éléments déclencheurs, il peut arriver qu'une institution couvre deux fois les expositions sous-jacentes. En d'autres termes, il est possible que les lignes de crédit se chevauchent puisque le tirage de l'une d'elles peut restreindre ou empêcher l'utilisation d'une autre. En cas de chevauchement de lignes de crédit apportées par la même institution, celle-ci n'est pas tenue de relever en double l'exigence de fonds propres; elle doit uniquement détenir des fonds propres au titre de la position couverte par le chevauchement (lignes de crédit et/ou rehaussements de crédit). Lorsque les expositions concernées sont soumises à des FCEC différents, l'institution doit appliquer le plus élevé. Cependant, quand les lignes de crédit à l'origine du chevauchement sont octroyées par différentes institutions, chacune doit détenir des fonds propres en regard du montant maximum de la ligne de crédit.

Avances en compte courant éligibles, provenant d'un organisme de gestion

582. À la discrétion de l'Autorité et sous réserve que cette disposition soit contractuelle, un organisme de gestion peut consentir des avances en compte courant afin de préserver la continuité des paiements aux investisseurs, à condition que le remboursement des liquidités prélevées au titre de la ligne de crédit soit prioritaire par rapport aux autres créances sur les flux de trésorerie générées par le portefeuille d'expositions sous-jacent. Également à la discrétion

de l'Autorité, les avances ou lignes de crédit non utilisées d'organisme de gestion, si elles sont révocables sans condition et sans préavis, peuvent se voir appliquer un FCEC de 0 %.

Note de l'Autorité

(i) Perception et transmission des paiements

Une institution, dont la seule activité à l'égard d'une transaction particulière de titrisation de l'actif consiste à percevoir les paiements de principal et d'intérêt rattaché à des actifs sous-jacents et à transmettre ces fonds à la SAH ou aux investisseurs de cette dernière (ou à un fiduciaire les représentant), ne doit pas être tenue de remettre des fonds à la SAH ou à ses investisseurs, avant d'avoir reçu ces fonds des débiteurs. Si cette condition est respectée, l'activité n'exige aucun fonds propres.

L'institution qui perçoit des paiements de principal et d'intérêt à l'égard des actifs sous-jacents et qui verse ces fonds à la SAH ou à ses investisseurs (ou à un fiduciaire les représentant) peut également :

- structurer les transactions;
- analyser les actifs sous-jacents;
- exécuter des examens de diligence raisonnable et de crédit;
- suivre la qualité du crédit du portefeuille renfermant les actifs sous-jacents;
- fournir des avances d'organisme de gestion (voir les conditions énoncées en (ii) ci-après).

À ce titre, une institution doit :

- se conformer aux conditions imposées à une institution qui constitue une SAH;
- avoir dans ses dossiers des éléments prouvant que ses conseillers juridiques sont convaincus que les conditions des actifs titrisés la protègent contre toute obligation envers les investisseurs de la SAH (à l'exception des obligations contractuelles habituelles qui se rapportent à son rôle au chapitre de la perception et de la transmission des paiements);
- veiller à ce que tous les prospectus d'émission renferment une déclaration sans équivoque et très visible selon laquelle l'institution ne soutienne ni l'émission, ni la SAH, et ne remédiera à aucune perte du portefeuille.

Si une institution qui fait fonction d'organisme de gestion ne consent aucune avance et respecte toutes ces conditions, cette activité n'exige aucun fonds propres.

Si une institution ne satisfait pas à ces conditions, elle doit conserver des fonds propres à l'égard de tous les titres de créances émis à des tiers par la SAH.

(ii) Avances d'un organisme de gestion

Une institution peut être tenue, en vertu d'un contrat, de fournir des fonds à une SAH pour assurer la continuité des paiements aux investisseurs de la SAH, uniquement lorsque les paiements à partir des actifs sous-jacents n'ont pas été reçus en raison d'écarts temporaires attribuables aux dates, situation par ailleurs inhabituelle. Une institution qui offre ce type de

soutien est habituellement désignée organisme de gestion et les fonds fournis sont désignés avances d'un organisme de gestion. Si une institution fait fonction d'organisme de gestion, l'Autorité s'attend à ce que les conditions suivantes soient respectées :

- Une avance d'un organisme de gestion n'est pas faite pour compenser les pertes au titre des flux de trésorerie qui découlent d'un défaut de l'actif.
- Le mécanisme en vertu duquel les avances d'un organisme de gestion sont effectuées, peut être annulé sans condition par l'organisme de gestion.
- La valeur totale des avances en espèces est limitée au montant total qui peut être transféré pour la période de perception.
- Les avances d'un organisme de gestion ont préséance sur toutes les créances des investisseurs de la SAH, sur les charges et sur les autres affectations en espèces;
- Le remboursement des avances s'effectue sur les montants perçus ultérieurement ou sur les rehaussements de crédit disponibles.
- Les avances d'un organisme de gestion sont remboursées dans les trente et un jours ouvrables à partir de la date où le montant a été avancé.
- L'organisme de gestion évalue la probabilité de remboursement d'avances avant chacune d'elles, et les avances ne doivent être effectuées que si les normes de prêt prudentes sont respectées.

Si les conditions des sections (i) et (ii) sont toutes respectées, les institutions doivent comptabiliser les facilités de trésorerie inutilisées comme des engagements hors bilan. Les sommes utilisées sont considérées comme des prêts figurant au bilan.

Dans tous les autres cas, les sommes ainsi affectées sont considérées comme un rehaussement de « premier niveau ».

v. Traitement de l'atténuation du risque de crédit dans les expositions de titrisation

583. Les dispositions ci-après concernent les institutions dont les expositions de titrisation bénéficient d'une ARC (garanties, dérivés de crédit et sûretés et compensation d'éléments du bilan). Dans ce contexte, les sûretés désignent celles qui servent à couvrir le risque de crédit d'une exposition de titrisation plutôt que les expositions sous-jacentes de la titrisation.
584. Lorsqu'une institution autre que l'établissement initiateur apporte une protection de crédit à une exposition de titrisation, elle doit calculer une exigence de fonds propres au titre de l'exposition couverte comme si elle agissait en qualité d'investisseur dans cette titrisation. Si la protection porte sur un rehaussement de crédit non noté, l'institution doit la traiter comme si elle détenait directement le rehaussement de crédit non noté.

Sûretés

585. Les sûretés éligibles se limitent à celles reconnues pour l'ARC dans l'approche standard aux paragraphes 145 et 146 de la sous-section 4.1.3. Les sûretés données par les SAH peuvent être prises en compte.

Garanties et dérivés de crédit

586. Il est possible de prendre en compte la protection de crédit apportée par les entités énumérées au paragraphe 195 de la sous-section 4.1.5. Les SAH ne sont pas reconnues comme garants.
587. Lorsque les garanties ou les dérivés de crédit répondent aux critères opérationnels minimums précisés aux paragraphes 189 à 194 de la sous-section 4.1.5, les institutions peuvent prendre en compte ce type de protection dans le calcul des exigences de fonds propres correspondant aux expositions de titrisation.
588. Les exigences de fonds propres liées à la fraction garantie/protégée seront calculées conformément à la méthodologie applicable aux techniques ARC dans l'approche standard (paragraphes 196 à 201 de la sous-section 4.1.5).

Asymétries des échéances

589. Les fonds propres réglementaires à constituer au titre des asymétries des échéances seront déterminés conformément aux paragraphes 202 à 205 de la sous-section 4.1.6. Lorsque les expositions faisant l'objet de la couverture sont d'échéances différentes, c'est celle dont l'échéance est la plus longue qui doit être utilisée.

vi. Exigences de fonds propres en cas de clause de remboursement anticipé

Champ d'application

590. Une institution initiatrice est tenue de détenir des fonds propres au titre de tout ou d'une partie de l'intérêt des investisseurs (pour couvrir les montants utilisés et non utilisés en rapport avec les expositions titrisées) si les deux conditions suivantes sont réunies :
- a) Elle cède ses expositions à une structure comportant un mécanisme de remboursement anticipé.
 - b) Les expositions cédées sont renouvelables. Il s'agit d'expositions (p. ex., créances achetées de cartes de crédit et engagements de financement d'entreprises) pour lesquelles l'emprunteur peut effectuer des tirages et des remboursements de montant variable, avec un plafond prédéfini.
591. L'exigence de fonds propres devrait refléter le type de mécanisme déclenchant le remboursement anticipé.
592. Concernant les structures de titrisation dans lesquelles le portefeuille d'actifs sous-jacent comprend à la fois des expositions renouvelables et à terme, l'institution doit appliquer le régime des remboursements anticipés

(paragraphe 594 à 605 de la présente sous-section) à la fraction du portefeuille d'actifs sous-jacent comportant des expositions renouvelables.

593. Les institutions ne sont pas tenues de calculer une exigence de fonds propres au titre de l'existence d'une clause de remboursement anticipé dans les situations suivantes :
- a) Les structures rechargeables dans lesquelles les expositions sous-jacentes ne sont pas renouvelables et le remboursement anticipé met fin à la capacité de l'institution à prendre de nouvelles expositions.
 - b) Les transactions portant sur des actifs renouvelables comportant des mécanismes de remboursement anticipé qui reproduisent les structures à terme (c.-à-d. où le risque lié aux lignes de crédit sous-jacentes ne revient pas à l'établissement initiateur).
 - c) Les structures dans lesquelles une institution titrise une ou plusieurs lignes de crédit et où l'investisseur reste pleinement exposé aux tirages futurs par les emprunteurs, même après un remboursement anticipé.
 - d) Le mécanisme de remboursement anticipé est déclenché uniquement par des circonstances non liées à la performance des actifs titrisés ou du vendeur d'actifs, telles que d'importantes modifications de la législation ou de la réglementation fiscale.

Exigences maximales de fonds propres

594. Le total des exigences de fonds propres d'une institution appliquant le régime de remboursement anticipé est soumis à un plafond égal à la plus élevée des deux valeurs suivantes : i) montant requis pour les expositions de titrisation conservées; ii) montant des fonds propres qui devraient être détenus en l'absence de titrisation des expositions. Par ailleurs, les institutions doivent déduire le montant total de tout gain issu d'une vente et appliquer un coefficient de pondération aux coupons détachés représentatif de flux d'intérêt résultant de la transaction de titrisation conformément aux paragraphes 561 à 563 de la sous-section 5.4.1.

Mécanisme

595. L'exigence de fonds propres de l'institution initiatrice au titre de l'intérêt des investisseurs équivaut au produit des trois éléments suivants :
- a) l'intérêt des investisseurs;
 - b) le FCEC approprié (voir ci-après);
 - c) le coefficient de pondération applicable au type d'exposition sous-jacente, comme si les expositions n'avaient pas été titrisées.

Les FCEC sont différents selon que le remboursement anticipé des investisseurs s'effectue par le biais d'un mécanisme contrôlé ou non contrôlé et

selon que les expositions titrisées sont des lignes de crédit à la clientèle de détail sans engagement (telles que créances achetées de cartes de crédit) ou d'autres lignes de crédit (telles que crédits renouvelables aux entreprises). Une ligne de crédit est considérée sans engagement si elle est révocable sans condition et sans préavis.

vii. Détermination des FCEC en cas de clause de remboursement anticipé contrôlé

596. Un mécanisme de remboursement anticipé est contrôlé lorsqu'il satisfait à la définition du paragraphe 548 de la sous-section 5.2.6.

Expositions sans engagement au bénéfice de la clientèle de détail

597. Pour les lignes de crédit sans engagement au bénéfice de la clientèle de détail (p. ex., créances achetées de cartes de crédit) dans les titrisations comportant un mécanisme de remboursement anticipé contrôlé, les institutions doivent comparer leur marge nette moyenne sur 3 mois (définie au paragraphe 550 de la sous-section 5.2.7) avec le niveau à partir duquel elles sont obligées de renoncer à la marge nette, comme l'exige économiquement la structure (seuil de renonciation).
598. Dans les cas où la structure n'oblige pas à renoncer à la marge nette, le seuil de renonciation est réputé égal à 4,5 points de pourcentage.
599. L'institution doit diviser le niveau de la marge nette par le seuil de renonciation pour fixer les segments appropriés et appliquer les facteurs de conversion correspondants, comme indiqué dans le tableau ci-après :

Mécanisme de remboursement anticipé contrôlé

	Sans engagement	Avec engagement
Lignes de crédit à la clientèle de détail	Marge moyenne à 3 mois Facteur de conversion en équivalent-crédit (FCEC)	
	133,33 % ou plus, du seuil de renonciation	FCEC 0 %
	< 133,33 % à 100 % du seuil de renonciation	FCEC 1 %
	< 100 % à 75 % du seuil de renonciation	FCEC 2 %
	< 75 % à 50 % du seuil de renonciation	FCEC 10 %
	< 50 % à 25 % du seuil de renonciation	FCEC 20 %
	25 % ou moins, du seuil de renonciation	FCEC 40 %
Autres lignes de crédit	FCEC 90 %	FCEC 90 %

600. Les institutions sont tenues d'appliquer les FCEC décrits ci-dessus, en cas de mécanisme de remboursement anticipé contrôlé, à l'intérêt des investisseurs (paragr. 595).

Autres expositions

601. Toutes les autres transactions de titrisation renouvelables (celles qui sont assorties d'un engagement et toutes les expositions autres qu'envers la clientèle de détail) dotées d'un mécanisme de remboursement anticipé contrôlé reçoivent un FCEC de 90 % pour les expositions de hors bilan.

viii. Détermination des FCEC en cas de clause de remboursement anticipé non contrôlé

602. Les mécanismes de remboursement anticipé ne répondant pas à la définition d'un mécanisme contrôlé (paragraphe 548 de la sous-section 5.2.6) sont considérés non contrôlés et soumis au régime suivant.

Expositions sans engagement au bénéfice de la clientèle de détail

603. Pour les lignes de crédit sans engagement au bénéfice de la clientèle de détail (p. ex., créances achetées de cartes de crédit) dans les titrisations comportant un mécanisme de remboursement anticipé non contrôlé, les institutions doivent établir la comparaison décrite aux paragraphes 597 et 598 de la présente sous-section.

604. L'institution doit diviser le niveau de la marge nette par le seuil de renonciation pour fixer les segments appropriés et appliquer les facteurs de conversion correspondants, tel qu'indiqué dans le tableau ci-après :

Mécanisme de remboursement anticipé non contrôlé

	Sans engagement		Avec engagement
Lignes de crédit à la clientèle de détail	Marge moyenne à 3 mois Facteur de conversion en équivalent-crédit (FCEC)		FCEC 90 %
	133,33 % ou plus, du seuil de renonciation	FCEC 0 %	
	< 133,33 % à 100 % du seuil de renonciation	FCEC 5 %	
	< 100 % à 75 % du seuil de renonciation	FCEC 15 %	
	< 75 % à 50 % du seuil de renonciation	FCEC 10 %	
	< 50 % à 25 % du seuil de renonciation	FCEC 50 %	
	25 % ou moins du seuil de renonciation	FCEC 100 %	
Autres lignes de crédit	FCEC 100 %		FCEC 100 %

Autres expositions

605. Toutes les autres transactions de titrisation renouvelables (celles qui sont assorties d'un engagement et toutes les expositions autres que celle envers la clientèle de détail) dotées d'un mécanisme de remboursement anticipé non contrôlé reçoivent un FCEC de 100 % pour les expositions de hors bilan.
606. à 643. Paragraphes retirés – destinés aux institutions autorisées à utiliser une approche fondée sur les notations internes pour les opérations de titrisation.

Chapitre 6. Risque opérationnel

6.1. Définition du risque opérationnel

644. Le risque opérationnel se définit comme le risque de pertes résultant de carences ou de défauts attribuables à des procédures, à des personnes et systèmes internes ou à des événements extérieurs. La définition inclut le risque juridique¹³⁴, mais exclut les risques stratégiques et d'atteinte à la réputation.

6.2 Méthodologies de mesure

645. Le cadre décrit ci-après présente deux méthodes de calcul des exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel, par ordre croissant de complexité et de sensibilité au risque :

- approche indicateur de base;
- approche standard;

646. Les institutions sont invitées à passer de l'approche la plus simple à la plus complexe à mesure qu'elles développent des systèmes et des pratiques de mesure plus élaborés du risque opérationnel. Les critères d'agrément de l'approche standard sont exposés ci-après.

647. Les institutions exposées à un risque opérationnel important (p. ex., établissements spécialisés offrant des services de traitement de cartes de paiement) sont censées utiliser une formule plus élaborée que l'approche indicateur de base et correspondant à leur profil de risque¹³⁵. Une institution sera autorisée à utiliser l'approche indicateur de base pour certaines parties de leurs activités et standard pour d'autres, sous certaines conditions (Note de l'Autorité, sous-section 6.4).

648. Une institution ne pourra pas, sans l'autorisation écrite de l'Autorité, revenir à l'approche indicateur de base après avoir été autorisée à utiliser l'approche standard. Toutefois, si l'Autorité détermine qu'une institution ne répond plus aux critères d'éligibilité à l'approche standard, elle peut lui demander de revenir à l'approche indicateur de base pour une partie ou l'ensemble de ses activités, jusqu'à ce qu'elle satisfasse aux conditions posées par l'Autorité pour utiliser à nouveau l'approche standard.

¹³⁴ Le risque juridique inclut, entre autres, l'exposition à des amendes, pénalités et dommages exemplaires pour faute résultant de l'exercice de surveillance prudentielle ainsi que de transactions privées.

¹³⁵ L'Autorité examinera l'exigence de fonds propres correspondant à l'approche (indicateur de base ou standard) utilisée par l'institution en regard du risque opérationnel afin d'en déterminer la crédibilité d'ensemble, notamment par rapport aux institutions comparables. Si les résultats manquent de crédibilité, l'Autorité envisagera une action dans le cadre de son processus de surveillance prudentielle.

6.2.1 Approche indicateur de base

649. Les institutions appliquant l'approche indicateur de base doivent, au titre du risque opérationnel, détenir des fonds propres correspondant à la moyenne sur les trois dernières années d'un pourcentage fixe (alpha) de leur produit annuel brut moyen positif. Pour calculer la moyenne, il convient d'exclure les chiffres d'une année pour laquelle le produit annuel brut est négatif ou égal à zéro du numérateur et du dénominateur¹³⁶. L'exigence peut être exprimée ainsi :

$$K_{AIB} = [\sum(PB_{1...n} \times \alpha)]/n$$

où :

K_{AIB} = exigence de fonds propres selon l'approche indicateur de base

$PB_{1...n}$ = produit annuel brut, s'il est positif, sur les trois années écoulées

n = nombre d'années, sur les trois écoulées, pour lesquelles le produit annuel est positif

α = 15 %, coefficient fixé par le Comité de Bâle, représentant la proportion entre le niveau de fonds propres de l'ensemble du secteur bancaire et l'indicateur correspondant.

Note de l'Autorité

Les institutions nouvellement constituées qui appliquent l'approche indicateur de base et dont les données sur le produit brut couvrent moins de 12 trimestres devraient calculer les exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel en utilisant les données sur le produit brut disponibles afin de déterminer des valeurs approximatives pour les périodes pour lesquelles les données sont inexistantes (trois années de données sont requises). Les institutions doivent consulter les instructions afférentes au formulaire de divulgation de l'Autorité sur les normes de fonds propres.

650. Le produit brut correspond aux produits d'intérêts nets et autres produits d'exploitation¹³⁷. Il est calculé :

- brut de toutes les provisions (p. ex., pour intérêts impayés);
- brut des frais d'exploitation, dont les commissions versées aux prestataires de services d'externalisation¹³⁸;

¹³⁶ Si le produit annuel brut négatif introduit une distorsion dans l'exigence de fonds propres prévue au présent chapitre, l'Autorité envisagera une action prudentielle appropriée en vertu de son processus de surveillance prudentielle.

¹³⁷ Définis, au niveau national, par l'autorité de contrôle et/ou les normes comptables nationales.

¹³⁸ À l'inverse des commissions payées pour des services externalisés, les commissions reçues par les institutions qui fournissent des services d'externalisation entrent dans la définition du produit brut.

- excluant les plus ou moins-values réalisées à partir de cessions de titres du portefeuille bancaire¹³⁹;
- excluant les éléments exceptionnels ou inhabituels et produits des activités d'assurance.

Note de l'Autorité

Les institutions devraient consulter la définition du produit brut à utiliser au moment de calculer les fonds propres au titre du risque opérationnel selon l'approche indicateur de base ou selon l'approche standard qu'on trouvera dans les instructions pour remplir le relevé des normes de fonds propres.

Note de l'Autorité

L'Autorité s'attend à ce que les institutions effectuent un rapprochement entre le produit brut déclaré et les montants figurant dans les états financiers audités. Cette information doit être remise à l'Autorité à sa demande.

Ces rapprochements doivent préciser les éléments qui sont exclus du calcul du risque opérationnel conformément à la définition du produit brut, mais qui sont inclus dans les états financiers audités.

Note de l'Autorité

Lorsqu'une institution procède à une acquisition d'envergure, le calcul des fonds propres pour risque opérationnel doit être ajusté pour tenir compte de ces activités. Étant donné que le calcul du produit brut est fondé sur une moyenne mobile de 12 trimestres, le produit brut des quatre plus récents trimestres de l'activité acquise doit être fondé sur les montants réels du produit brut déclarés par l'activité acquise. Des estimations peuvent être utilisées pour les huit trimestres précédents si les montants réels ne sont pas disponibles.

Les institutions appliquant l'approche indicateur de base doivent utiliser les montants réels du produit brut des quatre plus récents trimestres. Des estimations peuvent être utilisées pour les huit trimestres précédents si les montants réels ne sont pas disponibles.

Quand une institution procède à un dessaisissement, le calcul du produit brut peut être ajusté, avec l'autorisation écrite de l'Autorité, pour tenir compte de ce dessaisissement.

651. Comme l'approche indicateur de base constitue la méthodologie élémentaire, le présent cadre ne soumet son utilisation à aucune condition spécifique. Les institutions appliquant cette approche sont toutefois appelées à respecter les

¹³⁹ Les plus ou moins-values de cession de titres réalisées classés comme « détenus jusqu'à échéance » et « disponibles à la vente », qui sont des éléments courants du portefeuille bancaire (aux termes de certaines normes comptables), sont également exclues de la définition du produit brut.

recommandations du Comité de Bâle figurant dans le document *Principes pour la saine gestion du risque opérationnel* (juin 2011).

6.2.2 Approche standard^{140 141}

652. Dans l'approche standard, les activités des institutions sont réparties en huit secteurs d'activités (financement des entreprises, activités de marché, banque de détail, banque commerciale, paiement et règlement, fonctions d'agent, gestion d'actifs et courtage de détail), décrits dans l'Annexe 6.
653. Pour chaque secteur d'activités, le produit brut sert d'indicateur global du volume d'activité et, partant, du degré d'exposition au risque opérationnel. L'exigence de fonds propres pour chaque secteur d'activités est calculée en

¹⁴⁰ Le Comité de Bâle a l'intention de réexaminer le calibrage des approches indicateur de base et standard lorsque des données plus sensibles au risque seront disponibles. Un tel recalibrage n'aurait pas pour but d'influer notablement sur le calibrage global de la composante risque opérationnel de l'exigence de fonds propres prévue par le présent chapitre.

¹⁴¹ Approche standard alternative

L'Autorité peut, à sa discrétion, autoriser une institution financière à appliquer l'approche standard alternative (ASA), à condition qu'elle puisse démontrer que celle-ci apporte une amélioration, permettant par exemple d'éviter un double comptage des risques. Une fois qu'elle aura adopté une approche ASA, l'institution financière ne pourra pas revenir à l'approche standard sans l'autorisation de l'Autorité. Il n'est pas envisagé de permettre aux institutions financières importantes détenant des portefeuilles diversifiés sur les principaux marchés d'utiliser l'approche ASA.

Aux termes de l'ASA, l'exigence de fonds propres au titre du risque opérationnel et sa méthodologie de calcul sont identiques à celles de l'approche standard, sauf pour deux secteurs d'activités : banque de détail et banque commerciale. Pour ceux-ci, les prêts et avances – multipliés par un facteur fixe « m » – sont utilisés au lieu du produit brut comme indicateur de risque; les bêta sont identiques à ceux de l'approche standard. L'exigence de fonds propres ASA au titre du risque opérationnel pour opérations de détail (la formule de base étant identique pour l'activité de banque commerciale) est exprimée de la façon suivante :

$$K_{NI} = \beta_{NI} \times m \times PA_{NI}$$

où :

K_{NI} correspond à l'exigence de fonds propres pour l'activité de détail

β_{NI} correspond au bêta pour l'activité de détail

PA_{NI} correspond au total de l'encours des prêts et avances à la clientèle de détail (non pondérés des risques et avant déduction des provisions), calculé en moyenne sur les trois années écoulées

m est égal à 0,035.

Aux fins de l'ASA, le total des prêts et avances dans l'activité de détail comprend l'ensemble des montants tirés sur les portefeuilles de crédit suivants : détail; PME assimilées à la clientèle de détail; acquisition de créances de la clientèle de détail. Pour la banque commerciale, le total des prêts et avances comprend les montants tirés sur les portefeuilles de crédit suivants : entreprises; emprunteurs souverains; banques; financement spécialisé; PME assimilées aux entreprises; acquisition de créances des entreprises. La valeur comptable des titres détenus dans le portefeuille bancaire doit également être incluse.

En appliquant l'ASA, les institutions, si elles le désirent, peuvent agréger leurs activités de détail et de banque commerciale, en leur affectant un bêta de 15 %. De même, les institutions financières qui ne sont pas en mesure d'affecter le produit brut aux six autres secteurs d'activités peuvent agréger le produit brut total correspondant et lui appliquer un bêta de 18 %, le produit annuel brut étant traité conformément au paragraphe 654.

Comme dans l'approche standard, l'exigence de fonds propres totale ASA représente la somme des exigences de fonds propres pour chacun des huit secteurs d'activités.

multipliant le produit brut par un facteur (nommé bêta) spécifique. Bêta représente une mesure approchée de la relation, pour l'ensemble du secteur bancaire, entre l'historique des pertes imputables au risque opérationnel pour un secteur d'activités donné et le montant agrégé du produit brut de ce secteur. Il convient de noter que, dans l'approche standard, le produit brut se mesure pour chaque secteur d'activités et non pour l'ensemble de l'activité de l'institution; par exemple, s'agissant du financement des entreprises, l'indicateur est le produit brut qui lui est spécifique.

654. L'exigence totale de fonds propres représente la moyenne sur trois ans des sommes des exigences de fonds propres de chacun des secteurs d'activités pour chaque année. Quelle que soit l'année considérée, les exigences de fonds propres « négatives » (résultant d'un produit brut négatif) dans tout secteur d'activités pourraient compenser sans limitation les exigences de fonds propres positives dans d'autres secteurs¹⁴². Toutefois, lorsque l'exigence totale de fonds propres de l'ensemble des secteurs pour une année donnée est négative, alors la contribution de cette année au numérateur sera égale à zéro¹⁴³. Elle peut être exprimée ainsi :

$$K_{TAS} = \{\sum_{\text{années 1-3}} \max [\sum (PB_{1-8} \times \beta_{1-8}), 0]\} / 3$$

où :

- K_{TAS} = exigence de fonds propres selon l'approche standard
- PB_{1-8} = produit annuel brut pour une année donnée, tel que défini ci-dessus dans l'approche indicateur de base, pour chacun des huit secteurs d'activités
- β_{1-8} = pourcentage fixe, déterminé par le Comité de Bâle, représentant la relation entre le niveau de fonds propres requis et le produit brut de chacun des huit secteurs d'activités.

¹⁴² Les autorités de contrôle nationales sont libres d'adopter un traitement plus prudent du produit brut négatif.

¹⁴³ Si, comme pour l'approche indicateur de base, le produit annuel brut négatif introduit une distorsion dans l'exigence de fonds propres prévue dans le présent chapitre en application de l'approche standard, les superviseurs envisageront une action prudentielle appropriée dans le cadre du processus de surveillance prudentielle.

Les valeurs des bêtas sont détaillées ci-après :

Secteurs d'activités	Facteur bêta
Financement d'entreprise (β_1)	18 %
Activités de marché (β_2)	18 %
Banque de détail (β_3)	12 %
Banque commerciale (β_4)	15 %
Paiements et règlements (β_5)	18 %
Fonctions d'agent (β_6)	15 %
Gestion d'actifs (β_7)	12 %
Courtage de détail (β_8)	12 %

Note de l'Autorité

Les institutions nouvellement constituées qui prévoient appliquer l'approche standard et dont les données sur le produit brut couvrent moins de 12 trimestres devraient répondre aux critères d'agrément propres à cette approche, notamment aux exigences relatives à la ventilation en secteurs d'activités qui sont décrites à l'Annexe 6. Elles devraient utiliser les données disponibles sur le produit brut afin de déterminer des valeurs approximatives pour les périodes pour lesquelles les données sont inexistantes (trois années de données sont requises). Les institutions doivent consulter les instructions afférentes au formulaire de divulgation de l'Autorité sur les normes de fonds propres.

Note de l'Autorité

Lorsqu'une institution procède à une acquisition importante, le calcul des fonds propres pour risque opérationnel doit être ajusté pour tenir compte de ces activités. Étant donné que le calcul du produit brut est fondé sur une moyenne mobile de 12 trimestres, le produit brut des quatre plus récents trimestres de l'activité acquise doit être fondé sur les montants réels du produit brut déclarés par l'activité acquise. Des estimations peuvent être utilisées pour les huit trimestres précédents si les montants réels ne sont pas disponibles.

Les institutions appliquant l'approche standard doivent ventiler le produit brut des quatre plus récents trimestres de l'activité acquise dans les huit secteurs d'activités prévus par le Nouvel Accord. Quand l'institution a reçu l'allocation en pourcentage du produit brut de l'activité acquise ventilé dans les huit secteurs d'activités pour les quatre plus récents trimestres, elle peut l'appliquer au produit brut des huit trimestres précédents. Ainsi, l'exercice de ventilation de l'activité acquise ne doit être exécuté que pour les quatre plus récents trimestres. Les résultats de la ventilation peuvent être appliqués au total du produit brut de l'activité acquise pour les huit trimestres précédents pour déterminer le pourcentage attribué aux huit secteurs d'activités.

Quand une institution procède à un dessaisissement, le calcul du produit brut peut être ajusté, avec l'autorisation écrite de l'Autorité, pour tenir compte de ce dessaisissement.

Note de l'Autorité

En ce qui concerne les institutions qui mettent en œuvre l'approche standard, l'Autorité permettra à leurs filiales d'appliquer l'approche indicateur de base ou l'approche standard afin de déterminer l'exigence des fonds propres réglementaires au titre du risque opérationnel de la filiale.

655. à 659. Paragraphes retirés – destinés aux institutions autorisées à utiliser des approches de mesures avancées

6.3 Critères d'agrément**6.3.1 Approche standard¹⁴⁴**

660. Pour être autorisée à appliquer l'approche standard, une institution doit donner à l'Autorité l'assurance qu'au minimum :

- son conseil d'administration et sa haute direction participent activement à la surveillance du cadre de gestion du risque opérationnel;
- elle dispose d'un système de gestion du risque opérationnel de conception saine et mis en œuvre avec intégrité;

¹⁴⁴ L'autorité nationale qui autorise un établissement à appliquer l'approche standard alternative (ASA) doit décider des conditions requises pour cette approche, les critères d'agrément énoncés aux paragraphes 662 et 663 de cette section n'étant pas nécessairement appropriés.

- elle dispose des ressources suffisantes, au sein des principaux secteurs d'activités ainsi que des unités de contrôle et de vérification.
661. L'Autorité est en droit d'imposer à l'institution une période initiale de surveillance de l'approche standard avant qu'elle puisse l'utiliser aux fins du calcul des exigences de fonds propres réglementaires.
662. L'institution doit élaborer des procédures spécifiques et établir des critères consignés par écrit pour ventiler le produit brut de ses diverses activités entre les secteurs d'activités et activités prévues par le cadre de l'approche standard. Les critères doivent faire l'objet d'un examen et d'un ajustement, selon les besoins, de façon à intégrer les nouvelles activités et les changements d'activité. Les principes présidant à cette ventilation sont exposés dans l'Annexe 6.
663. Certaines institutions à dimension internationale pourraient souhaiter utiliser l'approche standard. Il est donc important qu'elles disposent de systèmes adéquats pour la gestion du risque opérationnel. En conséquence, elles doivent satisfaire aux critères supplémentaires suivants pour pouvoir utiliser l'approche standard¹⁴⁵.

Note de l'Autorité

Toute institution appliquant l'approche standard devra se conformer aux critères du paragraphe 663. L'Autorité tiendra compte du profil de risque et de la complexité de l'institution lorsqu'elle examinera les documents d'autoévaluation de la conformité à ces critères.

- a) l'institution doit être dotée d'un système de gestion du risque opérationnel où les responsabilités sont clairement attribuées à une fonction de gestion du risque opérationnel. Cette fonction est responsable : de l'élaboration de stratégies permettant d'identifier, d'évaluer, de surveiller et de contrôler/d'atténuer le risque opérationnel; de la codification des politiques et procédures de l'institution concernant la gestion et le contrôle du risque opérationnel; de la conception et de la mise en œuvre du cadre d'évaluation du risque opérationnel de l'institution; de la conception et de la mise en œuvre du système de divulgation du risque opérationnel.

¹⁴⁵ Pour les autres institutions, l'observation de ces critères est recommandée et peut être imposée par l'Autorité, à sa discrétion.

Note de l'Autorité

Il se peut que la taille et la complexité d'une institution ne justifient pas l'existence d'une unité organisationnelle se consacrant uniquement à la gestion du risque opérationnel. Le cas échéant, une institution doit être en mesure de démontrer à l'Autorité que son cadre de gestion du risque opérationnel est adapté à la taille et à la complexité de ses opérations. En l'absence d'une telle unité indépendante, les responsabilités susmentionnées devraient échoir à des employés qui sont indépendants des activités faisant l'objet du contrôle.

L'expression « système de gestion du risque opérationnel » ne désigne pas nécessairement une application technologique conçue pour gérer le risque opérationnel systémique, quoiqu'une telle application puisse être un élément de l'approche de l'institution en la matière. Le terme « système » s'entend plutôt d'un ensemble de politiques et de processus mis en place à l'échelle de l'institution afin de cerner et d'évaluer le risque opérationnel et d'en assurer le suivi et le contrôle.

- b) dans le cadre de son système interne d'évaluation du risque opérationnel, l'institution doit enregistrer systématiquement les données relatives au risque opérationnel, notamment les pertes significatives par secteur d'activités. Le système d'évaluation doit être étroitement intégré aux processus de gestion des risques de l'institution. Les données qu'il produit doivent faire partie intégrante de ses processus de surveillance et de contrôle du profil de risque opérationnel. Par exemple, ces informations doivent tenir une place prépondérante dans la divulgation des risques, dans les rapports à la direction et dans l'analyse des risques. L'institution doit disposer de techniques pour inciter à une meilleure gestion du risque opérationnel dans l'ensemble de l'institution.

Note de l'Autorité

Toute institution qui met en œuvre l'approche standard devrait être en mesure d'en faire le suivi et de rendre compte des données pertinentes relatives au risque opérationnel, notamment les pertes significatives que subit un secteur d'activités important. Il faut que le degré de complexité de ce mécanisme de suivi et de reddition de comptes soit adapté à la taille de l'institution, en prenant en compte la structure de rapport de celle-ci, ainsi que son exposition au risque opérationnel.

- c) l'exposition au risque opérationnel (et notamment les pertes significatives subies) doit être régulièrement divulguée à la direction de l'unité concernée, à la haute direction et au conseil d'administration. L'institution doit disposer de procédures lui permettant de prendre les mesures nécessaires à la lumière des rapports à la direction.

Note de l'Autorité

Toute institution qui met en œuvre l'approche standard devrait périodiquement faire rapport sur son exposition au risque opérationnel à la haute direction et au conseil d'administration. La fréquence et la teneur de ces rapports doivent être fonction de la structure de rapport ainsi que de la nature, de la complexité et du profil de risque de l'institution. La nécessité d'officialiser le processus de production de ces rapports doit également correspondre à la structure interne de l'institution (p. ex., le nombre d'employés et la hiérarchie). Toute institution doit élaborer des procédures lui permettant de prendre des mesures adéquates au vu de l'information que renferment les rapports liés au risque opérationnel.

- d) le système de gestion du risque opérationnel de l'institution doit être bien documenté. L'institution doit avoir mis en place des procédures permettant d'assurer le respect d'un ensemble documenté de politiques, contrôles et procédures internes concernant le système de gestion du risque opérationnel, qui doit comporter des règles à appliquer en cas de non-conformité.

Note de l'Autorité

Toute institution devrait élaborer des processus pour s'assurer qu'elle respecte un ensemble documenté de politiques, de procédures et de contrôles internes relativement à la gestion du risque opérationnel.

- e) les processus de gestion et le système d'évaluation du risque opérationnel doivent faire l'objet d'une validation et d'une vérification périodique indépendante, devant porter sur les activités des unités et sur la fonction de gestion du risque opérationnel.

Note de l'Autorité

Lorsque la taille et la complexité d'une institution ne justifient pas l'existence d'une unité organisationnelle se consacrant uniquement à la gestion du risque opérationnel, la vérification indépendante doit porter particulièrement sur les processus de gestion de ce risque, et elle peut être intégrée à l'examen des activités des unités respectives qui en font l'objet.

- f) le système d'évaluation du risque opérationnel de l'institution (y compris les processus internes de validation) doit faire l'objet d'un examen périodique par les auditeurs externes et/ou l'Autorité.

Note de l'Autorité

L'Autorité n'oblige pas les institutions à se prêter à des examens de vérification externe du système d'évaluation du risque opérationnel.

664. à 679. Paragraphes retirés – destinés aux institutions autorisées à utiliser des approches de mesures avancées.

6.4 Application partielle**Note de l'Autorité**

L'Autorité ne permettra que provisoirement à une institution adoptant l'approche standard d'en faire l'application partielle. Une institution pourra appliquer l'approche indicateur de base à une partie de ses opérations pendant au plus trois ans suivant l'instauration de l'approche standardisée. L'Autorité ne permettra l'application partielle de l'approche standard que si l'institution peut prouver que cette application partielle n'est pas à des fins d'arbitrage des fonds propres au niveau de l'institution telle que définie dans le champ d'application de la présente ligne directrice. Elle s'attend à ce que l'application partielle ne soit utilisée que dans des cas précis, où l'institution peut clairement justifier cette démarche.

680. à 683. Paragraphes retirés – destinés aux institutions autorisées à utiliser la méthodologie AMA pour certaines de leurs activités.

Chapitre 7. Risque de marché

683(i) à 718(cxii) inclusivement.

Paragraphe retirés – destinés aux institutions qui ont des exigences spécifiques en matière de fonds propres pour le risque de marché.

Note de l'Autorité

Définitions

Le risque de marché s'entend du risque de pertes sur les positions de bilan et hors bilan liées à la variation du prix du marché. Les risques propres à cette exigence sont les suivants :

- pour les instruments du portefeuille de négociation :
 - risque de taux d'intérêt;
 - risque sur titres de propriété.
- à l'échelle de l'institution :
 - risque de change;
 - risque sur produits de base.

Par portefeuille de négociation, on entend les positions sur instruments financiers et produits de base détenues à des fins de négociation ou dans le but de couvrir d'autres éléments du portefeuille de négociation.

Les positions détenues à des fins de négociation sont celles qui ont été prises en vue d'être cédées à court terme et/ou dans l'intention de tirer profit de mouvements de prix actuels ou escomptés à court terme, ou pour s'assurer des bénéfices d'arbitrages. Elles peuvent englober, par exemple, des positions pour compte propre, des positions liées à la négociation pour la clientèle (notamment achats et ventes simultanés clientèle/compte propre) et les activités de teneur de marché.

Exigences de fonds propres

Considérant la nature des activités des institutions visées par la présente ligne directrice, l'Autorité ne détermine pas, pour l'instant, d'exigences spécifiques en matière de fonds propres pour le risque de marché. Toutefois, si l'Autorité constate que les opérations de négociation gagnent en importance dans les activités des institutions visées, l'Autorité pourrait revoir les exigences de fonds propres de manière à mesurer l'incidence du risque de marché sur le profil de risque des institutions.

Bien que les dispositions propres à la mesure du risque de marché ne soient pas incluses à la présente ligne directrice, l'Autorité désire toutefois porter à l'attention des institutions, le fait que certaines dispositions relatives à la gestion et à la surveillance prudentielle du risque de taux d'intérêt du portefeuille bancaire, plus particulièrement les paragraphes 739, 740, et 762 à 764, se retrouvant au chapitre 8 de la présente, doivent tout de même être considérées par les institutions visées lorsque applicables.

Chapitre 8. Processus de surveillance prudentielle

Principe essentiel

Principe 1 : Les institutions devraient disposer d'une procédure permettant d'évaluer l'adéquation globale de leurs fonds propres par rapport à leur profil de risque ainsi que d'une stratégie permettant de maintenir leur niveau de fonds propres.

Les paragraphes 719 à 725 ont été retirés puisqu'ils sont destinés aux autorités de réglementation.

726. Les institutions doivent être en mesure de démontrer que leurs objectifs internes de fonds propres sont justifiés et correspondent à leur profil de risque global ainsi qu'à leur cadre opérationnel. En évaluant l'adéquation des fonds propres, la haute direction doit avoir une perspective globale de l'exposition aux risques de l'institution, afin d'identifier et réagir de manière efficace et en temps opportun aux risques émergents et croissants. La haute direction doit également tenir compte de la conjoncture économique dans laquelle opère l'institution. Des simulations de crise rigoureuses, de caractère prospectif, devraient être effectuées pour déceler les éventuels événements ou changements des conditions du marché qui pourraient avoir des répercussions défavorables sur l'institution. De toute évidence, il incombe à la haute direction, en premier lieu, de s'assurer que l'institution dispose d'un niveau de fonds propres suffisants pour couvrir les risques.

Note de l'AutoritéSimulation de crise

La simulation de crise peut se définir comme suit : « l'examen des effets potentiels sur la situation financière d'une entreprise de divers changements précis au titre des facteurs de risque, correspondant à des événements exceptionnels, mais plausibles »¹⁴⁶.

Exigences minimales de fonds propres

En vertu des exigences minimales de la présente ligne directrice, les institutions ne sont pas tenues de prendre explicitement en compte la simulation de crise dans l'élaboration des composantes de la formule de calcul des fonds propres réglementaires.

Évaluation des fonds propres internes

En plus de satisfaire aux exigences minimales de fonds propres, les institutions doivent procéder à des évaluations internes de l'adéquation des fonds propres qu'elles détiennent. Les institutions devraient disposer d'une procédure permettant d'évaluer l'adéquation globale de leurs fonds propres par rapport à leur profil de risque ainsi que d'une stratégie permettant de maintenir leur niveau de fonds propres

La portée et la complexité des efforts déployés par les institutions pour évaluer l'adéquation des fonds propres doivent être proportionnelles à l'importance et la complexité de diverses activités. Il peut s'avérer nécessaire de procéder à des simulations de crise exhaustives et sophistiquées pour certaines activités qui sont complexes et importantes pour une institution; une simulation moins exhaustive et sophistiquée pourrait suffire pour le même genre d'activités dans une institution où ces activités sont moins complexes ou importantes.

Les simulations de crise doivent être plausibles et pertinentes en fonction de la composition du portefeuille d'une institution. Elles doivent déterminer les vulnérabilités et la possibilité de pertes importantes découlant des rapports entre les facteurs de risque dans des conditions extrêmes.

L'analyse de scénarios désigne habituellement des variations des paramètres qui se produisent de façon individuelle ou simultanée. Elle permet souvent d'examiner les conséquences des catastrophes sur la situation financière d'une institution, par exemple, des mouvements simultanés dans certaines catégories de risque influant sur l'ensemble des activités opérationnelles d'une institution, par exemple, mouvements des volumes, de la valeur des placements et des taux d'intérêt. Les scénarios peuvent être déterminés de diverses façons, notamment au moyen de modèles stochastiques, de l'analyse des résultats historiques ou de la répétition d'un événement historique. La précision et l'exhaustivité des scénarios peuvent varier en fonction des besoins de l'institution.

¹⁴⁶ BANK FOR INTERNATIONAL SETTLEMENTS. COMMITTEE ON THE GLOBAL FINANCIAL SYSTEM. *Stress Testing by Large Financial Institutions: Current Practice and Aggregation Issues*, April, 2000.

Pour augmenter la valeur des exercices de simulation de crise, les institutions devraient prendre en compte ce qui suit :

- déterminer une gamme de scénarios susceptibles de générer des pertes pour les portefeuilles ou les activités.
- classer les scénarios selon le niveau des éventuels effets défavorables.
- évaluer les probabilités relatives des scénarios.

Les simulations de crise doivent être intégrées aux contrôles internes, à la fois ceux qui sont appliqués pour gérer le risque des activités d'une institution et ceux qui régissent l'évaluation et la gestion des fonds propres de celle-ci. Elles doivent aussi être intégrées au processus de production de rapports de l'institution, afin de permettre à la haute direction et au conseil d'administration de comparer les estimations de pertes éventuelles découlant des simulations de crise et les limites de tolérance au risque. Les simulations de crise complètent les modèles statistiques de fonds propres et atténuent le recours par les institutions à une seule mesure du risque. Elles peuvent être plus efficaces que certains modèles de fonds propres, car elles tiennent compte de l'évolution des rapports entre les facteurs de risque.

Ainsi, les résultats des simulations de crise devraient :

- renseigner les instances décisionnelles sur les éventuels risques et leurs répercussions;
- permettre aux instances décisionnelles de prendre ces risques en compte dans leurs pratiques de planification des fonds propres et de gestion des risques.

727. Les cinq caractéristiques essentielles d'un processus de saine gestion des risques sont les suivantes :

- surveillance active par le conseil d'administration et la haute direction;
- mise en place de politiques, procédures et limites appropriées;
- identification, mesure, atténuation, contrôle, suivi et reddition de compte exhaustive et en temps opportun des risques;
- systèmes d'information de gestion (« SIG ») appropriés tant au niveau des activités qu'au niveau de l'ensemble de l'institution;
- contrôle interne exhaustif.

8.1 Surveillance par le conseil d'administration et la haute direction¹⁴⁷

728. Un processus sain de gestion des risques est primordial pour une évaluation efficace de l'adéquation des fonds propres d'une institution. Il incombe aux instances décisionnelles d'appréhender la nature et l'ampleur des risques encourus par l'institution, ainsi que la relation entre ces risques et les niveaux

¹⁴⁷ Cette sous-section de la ligne directrice réfère à une structure de direction composée d'un conseil d'administration et de la haute direction. Les termes de « conseil d'administration » et de « haute direction » ne désignent pas des formes juridiques, mais servent plutôt à identifier deux instances décisionnelles au sein de l'institution financière.

appropriés de fonds propres. Il leur incombe également de s'assurer que les processus de gestion de risques correspondent, dans leur formalisation et leur degré de complexité, au profil de risque et au plan d'activité de l'institution.

729. L'analyse des exigences de fonds propres actuelles et futures des institutions par rapport à leurs objectifs stratégiques constitue un élément essentiel du processus de planification stratégique. Le plan stratégique de l'institution doit décrire clairement les besoins en fonds propres, les dépenses en capital prévues, le niveau de fonds propres souhaitable et les sources externes de capitaux. La haute direction et le conseil d'administration doivent considérer la planification des fonds propres comme un élément fondamental pour atteindre les objectifs stratégiques fixés.
730. Il appartient au conseil d'administration de définir l'appétit pour le risque et les niveaux de tolérance aux risques de l'institution. Il devrait également s'assurer que la haute direction établit un dispositif d'évaluation des divers risques, élabore un système permettant de faire le lien entre ces risques et le niveau de fonds propres de l'institution et définit une méthode de surveillance de la conformité aux politiques internes. Il est tout aussi important que le conseil d'administration adopte et favorise des contrôles internes rigoureux, ainsi que des politiques et des procédures consignées par écrit, et qu'il s'assure que la haute direction les communique efficacement dans l'ensemble de l'institution.
- 730(i). Le conseil d'administration et la haute direction devraient avoir une connaissance suffisante de tous les secteurs d'activités afin de s'assurer que les politiques, les contrôles et les systèmes de suivi de risques soient appropriés et efficaces. Ils devraient avoir l'expertise nécessaire pour comprendre les activités des marchés de capitaux dans lesquelles l'institution est impliquée telles que la titrisation et les activités hors-bilan et les risques qui leur sont associés. Le conseil d'administration et la haute direction devraient être informés, de façon continue, selon l'évolution des risques liés aux marchés financiers, des pratiques de gestion des risques et des activités de l'institution. De plus, le conseil d'administration et la haute direction devraient s'assurer que les rôles et les responsabilités soient clairement définis. Dans le cas des produits et activités qui sont nouveaux ou complexes, la haute direction devrait en comprendre les hypothèses sous-jacentes aux modèles d'affaires, l'évaluation et les pratiques de gestion de risques. De plus, la haute direction devrait évaluer l'exposition potentielle aux risques dans le cas où les hypothèses établies s'avéreraient inexactes.
- 730(ii). Avant de s'engager dans des nouvelles activités ou d'introduire de nouveaux produits, le conseil d'administration et la haute direction devraient identifier et analyser les changements du profil de risque global de l'institution qui découleraient de ces produits ou activités, et s'assurer de mettre en place les infrastructures et les contrôles internes nécessaires afin de gérer les risques. L'institution financière devrait également considérer les difficultés dans l'évaluation des nouveaux produits et estimer leur performance pendant une période de crise économique.

-
- 730(iii). La fonction de gestion de risque de l'institution et le chef de la gestion de risques ou la personne dans un poste équivalent, devraient être indépendants des secteurs d'activités individuels et rendre compte directement au chef de la direction et au conseil d'administration. De plus, la fonction de gestion de risques devrait faire état de ses préoccupations, telles que les concentrations de risque et les dépassements des limites d'appétit pour le risque¹⁴⁸.

8.1.1 Saines pratiques de rémunération

- 730(iv). La gestion des risques devrait faire partie intégrante de la culture de l'institution. Elle devrait se voir porter une attention particulière de la part du chef de la direction, de la fonction de gestion des risques, de la haute direction, des responsables du pupitre de négociation et des autres secteurs d'activités ainsi que des employés impliqués dans les décisions stratégiques et quotidiennes. Afin de favoriser le développement et le maintien d'une culture de gestion des risques exhaustive, les politiques de rémunération ne devraient pas être indûment liées aux résultats à court terme.

Les politiques de rémunération devraient plutôt être liées à la préservation du capital à long terme, à la solidité financière de l'institution et incorporer des mesures de performance ajustée en fonction des risques. En outre, une institution devrait fournir une divulgation adéquate relativement à ses politiques de rémunération. Le conseil d'administration et la haute direction de l'institution ont la responsabilité d'atténuer les risques inhérents aux politiques de rémunération afin d'assurer une gestion efficace des risques globaux de l'institution.

- 730(v). Le conseil d'administration de l'institution doit superviser activement la conception et l'exploitation des programmes de rémunération, lesquels ne devraient pas être contrôlés principalement par le chef de la direction et l'équipe de direction. Les membres du conseil d'administration et les employés concernés devraient avoir l'indépendance et l'expertise en matière de gestion de risques et de rémunération.
- 730(vi). Le conseil d'administration doit en outre surveiller et passer en revue les programmes de rémunération pour s'assurer de la présence de contrôles adéquats et d'un bon fonctionnement. L'opérationnalisation des programmes devrait être régulièrement revue afin d'assurer leur conformité aux politiques et procédures. Les résultats obtenus au titre de la rémunération, des mesures de risques et du risque encouru devraient être régulièrement revus afin d'assurer l'atteinte des objectifs visés.
- 730(vii). Les employés attirés aux fonctions des finances et au contrôle des risques doivent être indépendants, avoir l'autorité appropriée et être rémunérés indépendamment des secteurs d'activités qu'ils supervisent et proportionnellement avec le rôle clé qu'ils occupent dans l'institution. Un niveau

¹⁴⁸ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gestion intégrée des risques*, avril 2009, section 2.3 « Rôle du chef de la gestion des risques ».

approprié d'indépendance et d'autorité de ces employés est nécessaire pour préserver l'intégrité de la gestion financière et de la gestion des risques vis-à-vis la rémunération incitative.

- 730(viii). La rémunération doit être ajustée en fonction de tous les types de risques afin qu'elle reflète un équilibre entre les bénéfices générés et le niveau de risque assumé pour les générer. De façon générale, tant les mesures quantitatives que le jugement devraient jouer un rôle dans la détermination des ajustements appropriés au risque, y compris les risques plus difficilement quantifiables tels que le risque de liquidité et le risque de réputation.
- 730(ix). Les résultats obtenus au titre de la rémunération doivent être symétriques avec le risque encouru. Les programmes de rémunération devraient relier la taille de l'enveloppe de bonis à la performance globale de l'institution. Le paiement d'incitatifs aux employés devrait être lié à la contribution de l'individu et de son unité d'affaires à la performance globale de l'institution.
- 730(x). Les calendriers de versements doivent être sensibles à l'horizon temporel des risques. Les bénéfices et les pertes des différentes activités de l'institution étant réalisés sur différentes périodes, les versements liés à la rémunération variable devraient être différés en conséquence. Les versements ne devraient pas être conclus sur de courtes périodes lorsque les risques sont réalisés sur de longues périodes. Les instances décisionnelles devraient remettre en question des versements pour des revenus non réalisés ou dont la probabilité de réalisation demeure incertaine au moment du versement.
- 730(xi). La composition en espèces, titres et autres formes de rémunération doit être compatible avec le profil de risque de l'institution. La composition variera en fonction de la position de l'employé et son rôle. L'institution devrait être en mesure d'expliquer le raisonnement menant à la composition choisie.
- 730(xii). Les institutions doivent divulguer en temps opportun des informations claires et exhaustives concernant leurs pratiques de rémunération afin de faciliter la mobilisation de toutes les parties prenantes, incluant notamment les actionnaires. Les parties prenantes doivent être en mesure d'évaluer la qualité des pratiques de rémunération au soutien de la stratégie et de la position de risque de l'institution. Une divulgation appropriée de sa gestion des risques et des autres systèmes de contrôle permettront aux contreparties de l'institution de prendre des décisions éclairées au sujet de leurs relations d'affaires avec celle-ci. L'Autorité devrait avoir accès à toute l'information nécessaire afin d'évaluer les pratiques de rémunération de l'institution.

8.2 Évaluation saine des fonds propres

731. Une évaluation saine des fonds propres comporte les éléments fondamentaux suivants :
- politiques et procédures destinées à garantir que l'institution identifie, mesure et divulgue tous les risques importants;

- processus mettant en relation les fonds propres et le niveau des risques;
- processus qui formule des objectifs en termes d'adéquation des fonds propres en fonction des risques, en tenant compte des objectifs stratégiques de l'institution et de son plan d'activité;
- processus de contrôle interne, de révision et de vérification visant à garantir l'intégrité du processus global de gestion.

8.2.1 Politiques, procédures et limites

731(i). Le programme global de gestion de risques de l'institution devrait inclure des politiques détaillées qui établissent des limites précises de gestion prudente pour les principaux risques liés aux activités de l'institution. Les politiques et procédures de l'institution devraient fournir des directives spécifiques pour la mise en œuvre de stratégies d'affaires globales et établir, s'il y a lieu, des limites internes pour les divers types de risques auxquels l'institution peut être exposée. Ces limites devraient prendre en considération le rôle de l'institution dans le système financier et être établies en fonction de ses fonds propres, du total de ses actifs, de ses profits et pertes ou de son niveau global de risque lorsque des mesures adéquates sont en place.

731(ii). Les politiques, procédures et limites de l'institution devraient :

- assurer l'identification, la mesure, le suivi, le contrôle et l'atténuation appropriés et en temps opportun des risques notamment dans le cadre de ses activités de financement, d'investissement, de négociation, de titrisation, d'activités hors-bilan et fiduciaires et autres activités d'importance au niveau du secteur d'activités et au niveau global;
- s'assurer que la substance économique de l'exposition aux risques de l'institution, incluant le risque de réputation et l'incertitude concernant l'évaluation, soit entièrement reconnue et intégrée aux processus de gestion de risques;
- être cohérentes avec les objectifs définis de l'institution, de même qu'avec sa santé financière;
- délimiter clairement les rôles et les responsabilités au sein des différents secteurs d'activités et s'assurer qu'il y a une séparation claire entre les secteurs d'activités et la fonction de gestion de risques;
- référer aux supérieurs hiérarchiques et notifier les dépassements des limites internes;
- assurer l'analyse des nouvelles activités et des nouveaux produits en impliquant la gestion de risques, le contrôle et les secteurs d'activités afin de s'assurer que l'institution est apte à gérer et à contrôler ces activités avant d'y donner suite;
- inclure un échéancier et un processus pour les réviser et les mettre à jour au besoin.

8.2.2 Systèmes de l'information de gestion

731(iii). Les SIG de l'institution devraient fournir au conseil d'administration et à la haute direction, de façon claire et concise, de l'information pertinente et en temps opportun sur le profil de risque de l'institution. Cette information devrait comporter toutes les expositions aux risques, incluant celles relatives aux activités hors-bilan. La haute direction devrait également comprendre les hypothèses sous-jacentes et les limites inhérentes à la mesure précise des risques.

731(iv). Une agrégation efficace des risques nécessite une infrastructure appropriée et des SIG qui permettent :

- l'agrégation des expositions et des mesures de risques entre les secteurs d'activités, et;
- l'identification des concentrations de risques et des risques émergents (voir la sous-section 8.6.3).

Les SIG devraient permettre d'évaluer l'impact de différents scénarios de crises qui pourraient affecter l'ensemble de l'institution. De plus, les systèmes de l'institution devraient être suffisamment souples afin de pouvoir considérer les couvertures et les autres techniques d'atténuation des risques mises en place.

731(v). Afin de permettre une gestion proactive des risques, le conseil d'administration et la haute direction devraient s'assurer que les SIG sont aptes à fournir régulièrement, de l'information exacte et à jour sur le profil de risque agrégé de l'institution ainsi que des principales hypothèses utilisées pour l'agrégation des risques. Les SIG devraient être flexibles et répondre aux changements des hypothèses de risque sous-jacentes et devraient inclure des perspectives multiples d'expositions aux risques afin de prendre en considération les incertitudes dans la mesure des risques. Ils devraient aussi permettre à l'institution de générer des scénarios d'analyse prévisionnels qui tiennent compte de la perception des gestionnaires sur l'évolution des conditions de marchés et des crises potentielles. Une validation, initiale et continue, des intrants provenant d'autres sources ou d'autres outils utilisés par les SIG (p. ex., notation de crédit, mesures de risques, modèles) devrait être assurée.

731(vi). Les SGI de l'institution devraient être en mesure de déceler les dépassements des limites. Aussi des procédures devraient être mises en place pour permettre d'informer rapidement la haute direction des dépassements de même que pour s'assurer que les mesures appropriées sont prises. Par exemple, les expositions similaires devraient être agrégées pour l'ensemble des secteurs d'activités (incluant le portefeuille bancaire et le portefeuille de négociation) afin de déceler toute concentration ou dépassement de limites internes.

8.3 Évaluation exhaustive des risques

732. Tous les risques importants encourus par l'institution devraient être pris en compte dans le cadre du processus d'évaluation des fonds propres. Même s'il est admis que tous les risques ne peuvent pas être mesurés avec précision, un processus devrait être élaboré pour les estimer. Par conséquent, les risques suivants, qui ne constituent en aucun cas une liste exhaustive de tous les risques, devraient être examinés.
733. **Risque de crédit** – Les institutions devraient disposer de méthodologies leur permettant d'évaluer le risque de crédit lié à leurs expositions vis-à-vis différents emprunteurs ou contreparties, ainsi qu'au niveau de l'ensemble du portefeuille. Elles devraient évaluer les expositions, qu'elles soient notées ou non, et chercher à savoir si les pondérations de risque appliquées à de telles expositions, dans l'approche standard, sont adaptées au risque qui leur est inhérent. Lorsqu'une institution estime que le risque inhérent à une telle exposition, particulièrement si elle n'est pas notée, est sensiblement plus élevé que le risque implicite dans la pondération dont elle est assortie, elle devrait tenir compte du degré plus élevé de risque de crédit dans l'évaluation de l'adéquation globale de ses fonds propres. Lorsque les institutions sont plus sophistiquées, la surveillance du risque de crédit pour l'évaluation de l'adéquation des fonds propres devrait couvrir, au minimum, quatre domaines : systèmes de notation des risques; analyse/agrégation des portefeuilles; titrisation/dérivés de crédit complexes; expositions importantes et concentrations du risque.
734. Les notations internes du risque constituent un outil important pour le suivi du risque de crédit. Ces notations devraient être adéquates, pour contribuer à l'identification et à l'évaluation de toutes les expositions au risque de crédit, et doivent être intégrées à l'analyse globale du risque de crédit et de l'adéquation des fonds propres d'une institution. Le système de notation devrait fournir des notations détaillées de tous les actifs, et pas seulement des encours défaillants. Les provisions pour créances douteuses devraient être incluses dans l'évaluation du risque de crédit aux fins de l'adéquation des fonds propres.
735. L'analyse du risque de crédit devrait déceler correctement tout point faible d'un portefeuille, notamment toute concentration du risque. Elle devrait aussi dûment intégrer les risques résultant de la gestion des concentrations de crédit, et autres risques au niveau des portefeuilles, au moyen de mécanismes tels que les transactions de titrisation et les dérivés de crédit complexes.
736. **Risque opérationnel** – Il est estimé que la même rigueur doit être appliquée à la gestion du risque opérationnel qu'à la gestion des autres risques majeurs des institutions financières. Une mauvaise gestion du risque opérationnel peut résulter en une représentation erronée du profil risque/rendement d'une institution et exposer celle-ci à d'importantes pertes.
737. Les institutions devraient développer un dispositif de gestion du risque opérationnel et évaluer l'adéquation de leurs fonds propres selon cette

méthodologie. Ce dispositif devrait tenir compte du goût et de la tolérance de l'institution pour le risque opérationnel, conformément aux politiques relatives à la gestion de ce risque, examinant notamment de quelle manière et dans quelle mesure ce risque est transféré à l'extérieur de l'institution. Il devrait également comporter des politiques définissant l'approche adoptée par l'institution pour identifier, évaluer, surveiller et contrôler/atténuer ce risque.

738. **Risque de marché** – Les institutions devraient disposer de méthodes leur permettant d'évaluer et de gérer activement tous les risques de marché significatifs apparaissant à tout niveau (position, segment de marché, secteur d'activités ou ensemble de l'institution).
- 738(i). à 738(v). Paragraphes retirés – destinés aux institutions utilisant des technologies plus avancées pour évaluer l'adéquation des fonds propres au titre des risques de marché et satisfaire aux exigences minimales de fonds propres.
739. **Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire**¹⁴⁹ – Le processus d'évaluation de ce risque devrait porter sur toutes les positions importantes de l'institution sur taux d'intérêt et prendre en compte toutes les données pertinentes concernant les révisions de taux et les échéances. De manière générale, ces informations doivent comprendre : encours et taux d'intérêt contractuels relatifs aux instruments et aux portefeuilles; paiements de principal; dates de révision des taux; dates d'échéance; indice utilisé pour les révisions de taux; plafonds ou planchers contractuels de taux pour les instruments à taux variable. Les hypothèses et techniques du système doivent en outre être solidement documentées.
740. Indépendamment de la nature et de la complexité du système de mesures utilisé, les instances décisionnelles doivent s'assurer que ce système est adéquat et exhaustif. La qualité et la fiabilité du système de mesure dépend en grande partie de la qualité des données et des différentes hypothèses utilisées dans le modèle. Les instances décisionnelles doivent accorder une attention particulière à ces aspects.
741. **Risque de liquidité**¹⁵⁰ – La liquidité est un facteur essentiel de la viabilité de toute institution. Le niveau de fonds propres d'une institution peut avoir des conséquences sur sa capacité à obtenir des liquidités, notamment en période de crise. Une institution doit disposer de systèmes appropriés pour mesurer, surveiller et contrôler le risque de liquidité. Les institutions doivent évaluer l'adéquation de leurs fonds propres en fonction de leur profil de liquidité et de la liquidité des marchés sur lesquels elles opèrent.
742. **Autres risques** – Bien qu'il soit reconnu que les « autres » risques, comme le risque stratégique ou le risque de réputation, soient difficilement mesurables,

¹⁴⁹ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gestion du risque de taux d'intérêt*, avril 2009.

¹⁵⁰ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gestion du risque de liquidité*, avril 2009.

l'Autorité s'attend à ce que les institutions continuent à développer des techniques de gestion pour tous les aspects de ces risques.

- 742(i). **Risque de réputation** – le risque de réputation est le risque engendré par une perception négative de la part des clients, des contreparties, des actionnaires, des investisseurs, des débiteurs, des analystes de marchés et autres tiers ou autorités de réglementation, qui pourrait porter atteinte à la capacité de l'institution de maintenir ses activités existantes ou futures, ses relations d'affaires et de continuer à accéder aux sources de financement (p. ex., marché interbancaire ou de la titrisation). Le risque de réputation est multidimensionnel et reflète la perception des autres participants au marché. De plus, l'exposition à ce risque est essentiellement liée à l'adéquation des processus internes de gestion de risques de l'institution, ainsi qu'à l'efficacité de la direction à répondre aux influences externes sur les opérations liées à l'institution.
- 742(ii). Le risque de réputation peut nécessiter l'apport d'un soutien implicite pouvant donner lieu à un risque de crédit, de liquidité, de marché, et un risque juridique qui ensemble, peuvent avoir un impact négatif sur les revenus de l'institution, sa liquidité et ses fonds propres. Une institution devrait identifier les sources potentielles du risque de réputation auxquelles elle est exposée. Celles-ci incluent les secteurs d'activités, les passifs, les opérations affiliées, les instruments hors-bilan et les marchés sur lesquels l'institution exerce ses activités. Les risques identifiés devraient être incorporés au processus de gestion de risques et pris en considération dans l'évaluation interne de l'adéquation des fonds propres ainsi que dans le plan de contingence pour la gestion du risque de liquidité.
- 742(iii). Le risque de réputation associé aux instruments hors-bilan peut s'avérer important en période de crise. Ainsi, l'institution peut être contrainte à agir, au-delà de ses obligations contractuelles, en apportant un soutien implicite aux promoteurs de titrisation et d'instruments hors-bilan. L'institution devrait inclure les expositions qui pourraient augmenter le risque de réputation dans son évaluation de la conformité à l'encadrement des activités de titrisation et de l'impact potentiel défavorable de l'apport d'un soutien implicite.
- 742(iv). Le risque de réputation peut résulter, par exemple, du fait que l'institution agit comme promoteur des structures de titrisation telles que les conduits de PCAA et les SAH, ainsi que par la vente des expositions de crédit aux fiducies de titrisation. Il peut également résulter de la participation de l'institution à la gestion d'actifs ou de fonds, particulièrement lorsque les instruments financiers sont émis par des entités détenues ou le promoteur, et sont distribués aux clients du promoteur. Dans le cas où les instruments n'ont pas été évalués convenablement ou que les risques n'ont pas été communiqués adéquatement, le promoteur peut se sentir responsable vis-à-vis de ses clients, ou se voir obliger de rembourser les pertes subites. Le risque de réputation peut également survenir lorsque l'institution est promoteur d'activités telles que la gestion des fonds communs de placement du marché monétaire, les fonds de couverture interne et les fiducies de placement immobilier. Dans ces cas,

l'institution peut décider de soutenir la valeur des actions/unités détenues par les investisseurs, même si elle n'y est pas tenue par contrat.

- 742(v). Le risque de réputation peut également affecter les passifs de l'institution, puisque la confiance des marchés et la capacité de l'institution à financer ses activités sont étroitement liées à sa réputation. Ainsi, afin d'éviter l'atteinte à sa réputation, l'institution pourrait rembourser par anticipation ses passifs même si cela pouvait avoir une incidence négative sur sa liquidité. Ceci est plus particulièrement vrai dans le cas des passifs faisant partie des fonds propres réglementaires (p. ex., les dettes hybrides/subordonnées). Dans ces cas, le niveau des fonds propres pourrait être affecté.
- 742(vi). La direction de l'institution devrait mettre en place des politiques appropriées pour identifier les sources de risque de réputation lorsque l'institution investit dans de nouveaux marchés, de nouveaux produits ou de nouveaux secteurs d'activités. De plus, les procédures de simulation de crises de l'institution devraient tenir compte du risque de réputation de sorte que la direction ait une bonne compréhension des conséquences et des effets secondaires du risque de réputation.
- 742(vii). Une fois que l'institution a identifié les expositions potentielles pour sa réputation, elle pourrait devoir mesurer le montant du soutien à fournir (incluant le soutien implicite pour la titrisation) ou les pertes qu'elle pourrait subir en cas de conditions défavorables sur les marchés. En particulier, afin d'éviter des effets négatifs sur sa réputation et de contribuer au maintien de la confiance des marchés, l'institution devrait développer des méthodologies pour mesurer efficacement les effets du risque de réputation en lien avec les autres risques (p. ex., le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de marché et le risque opérationnel) auxquels elle pourrait être exposée. Ceci peut être accompli en incluant les scénarios de risque de réputation dans les simulations de crises déjà en place. Par exemple, les expositions hors-bilan non contractuelles pourraient être incluses dans les simulations de crise afin de déterminer les impacts sur le profil de risque de l'institution. Les méthodologies développées pourraient aussi inclure une comparaison entre le montant réel de l'exposition inscrit au bilan et le montant maximal de l'exposition détenue hors-bilan, qui représente le montant potentiel auquel l'institution est exposée.
- 742(viii). En fournissant un support implicite, l'institution signale au marché que les risques liés aux actifs titrisés sont encore détenus par elle et n'ont pas été transférés. Puisque le risque lié aux provisions pour le soutien implicite n'est pas couvert par les dispositions des Chapitres 3 à 7, il devrait être pris en considération dans le cadre du présent chapitre. De plus, le processus d'approbation des nouveaux produits et des nouvelles stratégies devrait considérer les provisions potentielles pour le soutien implicite et être incorporé dans l'évaluation interne de l'adéquation des fonds propres de l'institution.

8.4 Surveillance et reddition de compte

743. L'institution devrait mettre en place un système adéquat pour surveiller et signifier son exposition au risque ainsi que pour évaluer l'incidence d'une modification de son profil de risque sur ses besoins en fonds propres. Les instances décisionnelles doivent régulièrement recevoir des rapports sur le profil de risque et les besoins en fonds propres de l'institution. Ces rapports doivent leur permettre :

- d'évaluer le niveau et la tendance des risques importants, ainsi que leur effet sur le niveau de fonds propres;
- d'évaluer la sensibilité et la pertinence des hypothèses clés utilisées dans le système de mesures des fonds propres;
- d'établir que l'institution détient suffisamment de fonds propres par rapport aux divers risques et qu'elle respecte les objectifs définis en matière d'adéquation des fonds propres;
- d'évaluer les exigences futures en fonds propres d'après le profil de risque signifié et d'ajuster, si nécessaire, le plan stratégique de l'institution.

8.5 Revue du contrôle interne¹⁵¹

744. La structure de contrôle interne d'une institution est essentielle pour le processus d'évaluation des fonds propres. Le contrôle effectif de ce processus implique une revue par une unité indépendante et, si nécessaire, l'implication des vérifications internes ou externes. Le conseil d'administration de l'institution a la responsabilité de s'assurer que la haute direction met en place un système d'évaluation des divers risques, élabore un système reliant le niveau de fonds propres aux risques et définit une méthode de surveillance du respect des politiques internes. Il doit vérifier régulièrement que son système de contrôle interne est adéquat, afin de garantir que l'institution mène ses activités de façon ordonnée et prudente.

745. L'institution devrait procéder à des examens périodiques de son processus de gestion des risques afin de garantir son intégrité, sa précision et sa pertinence. Les domaines qui devraient être examinés sont les suivants :

- caractère approprié du processus d'évaluation des fonds propres de l'institution, en fonction de la nature, de l'étendue et de la complexité de ses activités;
- identification des grandes expositions et des concentrations de risque;
- exactitude et exhaustivité des données utilisées dans le processus d'évaluation de l'institution;

¹⁵¹ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gouvernance*, avril 2009, point 4 « contrôle interne ».

- pertinence et validité des scénarios utilisés dans le processus d'évaluation;
- simulations de crise et analyse des hypothèses et des données utilisées;
- efficacité de la reddition de comptes relativement aux dépassements de limites et autres redevances exceptionnelles¹⁵².

746. à 760. Paragraphes retirés - destinés aux autorités de réglementation

8.6 Aspects spécifiques à traiter dans le cadre du processus de surveillance prudentielle

761. Plusieurs aspects importants auxquels les institutions et l'Autorité devraient accorder une attention toute particulière lors du processus de surveillance prudentielle ont été identifiés. Ces aspects portent notamment sur certains risques importants qui ne sont pas directement pris en compte dans le cadre des Chapitres 3 à 6 de la présente ligne directrice et sur des évaluations essentielles que l'Autorité doit effectuer pour s'assurer du bon fonctionnement de certains aspects couverts par ces chapitres.

8.6.1 Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire

762. Il est reconnu que le risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire peut être un risque important, et que des fonds propres doivent donc y être affectés. Compte tenu de la forte hétérogénéité qui existe parmi les institutions financières quant à la nature de ce risque, il a été convenu de traiter le risque de taux d'intérêt dans le cadre de ce chapitre. L'Autorité pourrait néanmoins définir une norme minimale obligatoire de fonds propres.

763. Il est reconnu que les systèmes internes des institutions constituent le principal instrument de mesure du risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire et la base de la réaction de l'Autorité. Pour faciliter la surveillance des expositions au risque de taux d'intérêt, les institutions doivent fournir à l'Autorité les résultats produits par leurs systèmes d'évaluation internes, en termes de valeur économique par rapport aux fonds propres, sur la base d'un choc de taux d'intérêt standard.

764. Si l'Autorité considère que l'institution ne détient pas suffisamment de fonds propres par rapport au niveau du risque de taux d'intérêt, elle doit exiger que l'institution réduise ce risque, se dote d'un volume déterminé de fonds propres supplémentaires ou associe les deux mesures. L'Autorité sera particulièrement attentive au fait que les institutions aient un volume adéquat de fonds propres par rapport au risque de taux d'intérêt lorsque la valeur économique diminue de plus de 20 % de la somme des fonds propres des catégories 1 et 2 en cas de choc de taux d'intérêt standard (200 points de base) ou équivalent, tel que le

¹⁵² AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gouvernance*, avril 2009, point 4 « contrôle interne ».

précise le document de référence « *Principes pour la gestion et la surveillance du risque de taux d'intérêt* »¹⁵³.

8.6.2 Risque de crédit

765. et 766. Paragraphes retirés – destinés aux institutions utilisant la méthodologie NI.

8.6.2.1 Risque résiduel

767. La présente ligne directrice permet aux institutions de compenser le risque de crédit ou de contrepartie par des sûretés, garanties ou dérivés de crédit, ce qui entraîne une réduction des exigences de fonds propres. Si, pour diminuer le risque de crédit, les institutions ont recours à des techniques ARC, celles-ci peuvent faire naître des risques de nature à limiter l'efficacité de la protection. Ces risques auxquels les institutions sont exposées (risque juridique, risque de documentation ou risque de liquidité) sont à prendre en compte par l'Autorité. Le cas échéant, même si elle respecte les exigences de fonds propres de la présente ligne directrice, une institution pourrait être confrontée à une exposition plus importante que prévu au risque de crédit à l'égard de la contrepartie sous-jacente.

À titre d'exemple, ces risques incluent :

- incapacité de mobiliser ou de réaliser rapidement les sûretés reçues (en cas de défaut de la contrepartie);
- refus ou retard de paiement du garant;
- inefficacité d'une documentation non vérifiée.

768. L'Autorité exigera donc que les institutions aient mis en place des politiques et procédures ARC, consignées par écrit, en vue de contrôler ces risques résiduels. Une institution peut se voir demander de soumettre ces politiques et procédures à l'Autorité et doit régulièrement examiner leur adéquation, leur efficacité et leur fonctionnement.

769. Dans le cadre de ses politiques et procédures ARC, une institution doit se demander si, lorsqu'elle calcule ses exigences de fonds propres, il est approprié de prendre intégralement en compte la valeur du facteur ARC comme les Chapitres 3 à 6 de la présente ligne directrice l'y autorise et elle doit démontrer que ses politiques et procédures de gestion ARC justifient la réduction de l'exigence de fonds propres qu'elle prend en compte. Lorsque l'Autorité n'est pas satisfaite de la rigueur, de la pertinence ou de l'application de ces politiques et procédures, elle peut requérir de l'institution la mise en place d'une action corrective immédiate ou la détention de fonds propres

¹⁵³ BANQUE DES RÈGLEMENTS INTERNATIONAUX. Comité de Bâle : *Principes pour la gestion et la surveillance du risque de taux d'intérêt*, juillet 2004.

AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gestion du risque de taux d'intérêt*, avril 2009.

supplémentaires au titre du risque résiduel jusqu'à ce que les insuffisances des procédures ARC soient comblées à la satisfaction de l'Autorité. Celle-ci peut, par exemple, imposer à une institution de prendre une ou plusieurs des mesures suivantes :

- Ne pas prendre intégralement en compte les facteurs ARC (sur l'ensemble du portefeuille de crédit ou une gamme de produits donnée).
- Détenir un montant supplémentaire spécifique de fonds propres.

8.6.2.2 Risque de contrepartie

- 777(i). Étant donné que le risque de contrepartie (RC) représente une forme de risque de crédit, les institutions devraient adopter des approches en matière de simulations de crise, de « risques résiduels » liés aux techniques d'atténuation du risque de crédit et de concentrations de crédit qui satisfassent aux normes de la présente ligne directrice exposées dans les paragraphes précédents.
- 777(ii). Une institution doit disposer de politiques, procédures et systèmes de gestion du RC reposant sur des principes sains et mis en œuvre de façon intègre, qui soient adaptés à la sophistication et à la complexité des expositions de l'institution comportant un RC. Un dispositif sain de gestion du RC recouvre l'identification, la mesure, la gestion, l'approbation et la communication interne du RC.
- 777(iii). Les politiques de gestion du risque adoptées par une institution doivent tenir compte des risques de marché et de liquidité, ainsi que des risques juridiques et opérationnels pouvant être associés au RC et, dans la mesure du possible, des corrélations entre ces risques. Avant de s'engager avec une contrepartie, l'institution doit en évaluer la qualité de crédit et tenir dûment compte des risques de préréglément et de règlement. La gestion de ces risques doit avoir lieu, de manière aussi complète que possible, au niveau de la contrepartie (agrégation des expositions au RC avec d'autres expositions) ainsi qu'à l'échelle de l'institution.
- 777(iv). Le conseil d'administration et la haute direction doivent être activement associés au processus de contrôle du RC et le considérer comme un aspect essentiel de l'activité de l'institution, auquel il convient de consacrer des ressources importantes.
- 777(v). Les rapports quotidiens sur les expositions d'une institution au RC doivent être révisés par des responsables hiérarchiques possédant l'expertise et l'autorité suffisantes pour faire appliquer une réduction des positions prises par tel ou tel gestionnaire de crédit ou négociant, ainsi qu'une réduction de l'exposition globale de l'institution au RC.
- 777(vi). Le système de gestion du RC doit être utilisé conjointement avec des limites internes de crédit et de négociation. À cet égard, ces limites doivent être établies en fonction du risque mesuré par le modèle de l'institution; la relation

doit être constante et doit être bien comprise par les gestionnaires de crédit, les négociants et la haute direction.

- 777(vii). La mesure de l'exposition au RC doit inclure un suivi de l'utilisation journalière et intra journalière des lignes de crédit. Les institutions doivent mesurer leur exposition courante brute et nette des sûretés détenues lorsque ce calcul est approprié et significatif (instruments dérivés de gré à gré, prêts sur marge, etc.). Pour que leur système de suivi des limites soit solide, les institutions doivent notamment mesurer et évaluer l'exposition maximale ou l'exposition potentielle future (EPF), sur la base de l'intervalle de confiance qu'elles ont choisi, tant au niveau du portefeuille que de chaque contrepartie. Elles doivent prendre en compte les positions importantes ou concentrées, notamment par groupes de contreparties liées, par secteur, par marché, par stratégie de placement des clients, etc.
- 777(viii). Paragraphe retiré – destiné aux institutions utilisant une approche fondée sur un modèle interne pour le traitement du risque de contrepartie.
- 777(ix). Les institutions doivent être dotées d'un processus permettant la vérification du respect d'un ensemble documenté de politiques, contrôles et procédures internes relatifs au fonctionnement du système de gestion du RC. Ce système doit s'appuyer sur une documentation exhaustive, par exemple, sous la forme d'un manuel de gestion des risques qui décrit les principes fondamentaux à la base de la gestion des risques et explique les techniques empiriques de mesure du RC.
- 777(x). L'institution doit procéder périodiquement à une analyse indépendante du système de gestion du RC dans le cadre de son processus de vérification interne. Cette analyse doit porter à la fois sur les activités des unités d'octroi de crédit et de négociation, et sur celles de l'unité indépendante de contrôle des risques. De même, l'ensemble des procédures de gestion du RC doit être revu à intervalles périodiques (idéalement au moins une fois par an) en s'attardant plus spécifiquement, au minimum, aux aspects suivants :
- le caractère adéquat de la documentation concernant le système et les processus de gestion du RC;
 - l'organisation de l'unité de gestion des sûretés;
 - l'organisation de l'unité de contrôle du RC;
 - l'intégration des mesures du RC dans la gestion quotidienne des risques;
 - les procédures d'agrément des modèles de tarification des risques et des systèmes d'évaluation utilisés par les négociants et le personnel du postmarché;
 - la validation de toute modification significative du processus de mesure du RC;
 - l'ampleur des RC appréhendés par le modèle;

- la fiabilité et l'intégrité du système de reddition de compte;
- la précision et l'exhaustivité des données relatives au RC;
- la transposition fidèle, dans la mesure des expositions, du cadre juridique régissant les accords de sûreté et de compensation;
- le contrôle de la cohérence, de l'actualité et de la fiabilité des sources d'information utilisées dans les modèles internes, ainsi que de l'indépendance de ces sources;
- l'exactitude et la pertinence des hypothèses en matière de volatilité et de corrélations;
- l'exactitude des calculs de l'évaluation et d'équivalent risque;
- la vérification de la précision du modèle par de fréquents contrôles *ex post*.

777(xi). à 777(xiv). Paragraphe retirés – destinés aux institutions autorisées à utiliser un modèle interne ou l'approche standard pour estimer le montant de son exposition au risque de contrepartie.

8.6.3 Concentrations de risques

770. Les concentrations de risques non gérées constituent sans doute la principale cause des grands problèmes du secteur financier. L'institution devrait considérer toutes les expositions directes et indirectes similaires, indépendamment d'où elles ont été comptabilisées (p. ex., portefeuille bancaire vs portefeuille de négociation). Une concentration de risques consiste en une exposition unique ou un groupe d'expositions (p. ex., au même emprunteur ou à la même contrepartie, incluant l'exposition aux fournisseurs de protection/garants, zone géographique, industrie ou d'autres facteurs de risques) de nature à engendrer potentiellement (i) des pertes suffisamment importantes (par rapport à la rentabilité, aux fonds propres, au total des actifs ou au niveau global du risque) pour menacer la solvabilité de l'institution financière ou sa capacité à poursuivre ses activités principales ou (ii) un changement important du profil de risque de l'institution. Les concentrations de risques devraient être analysées tant au niveau de l'entité légale qu'au niveau consolidé. En effet, des concentrations de risques au niveau d'une filiale pourraient s'avérer non significatives au niveau consolidé, mais pourraient tout de même menacer la viabilité de la filiale.

771. Les concentrations de risques peuvent apparaître à l'actif, au passif ou au hors bilan d'une institution financière lors de l'exécution ou le traitement de transactions (produits ou services) ou encore dans diverses expositions correspondant à ces catégories. Comme le prêt est l'activité première de la plupart des institutions de dépôt, les concentrations de risque de crédit sont souvent les concentrations les plus importantes.

772. Les concentrations de risque apparaissent dans les expositions directes envers des débiteurs, et, éventuellement, dans les expositions vis-à-vis de fournisseurs de protection/garants. Ces concentrations devraient être intégrées dans l'évaluation globale de l'exposition aux risques de l'institution. Celle-ci devrait prendre en considération les concentrations qui sont basées sur des facteurs de risques communs ou corrélés qui reflètent des situations spécifiques différentes des concentrations traditionnelles telles que les corrélations entre le risque de marché, le risque de crédit et le risque de liquidité. Ces concentrations ne sont pas prises en compte dans les exigences de fonds propres prévues dans les Chapitres 3 à 7 de la présente ligne directrice.

773. Les institutions devraient être dotées de politiques, systèmes et contrôles internes efficaces pour identifier, mesurer, surveiller et contrôler leurs concentrations de risque. Les institutions devraient explicitement prendre en compte l'ampleur de leurs concentrations de risque lors de leur évaluation de l'adéquation des fonds propres dans le cadre du présent chapitre. Ces politiques devraient couvrir les différentes formes de concentrations de risque auxquelles une institution peut être exposée, dont :

- les expositions significatives envers une contrepartie/emprunteur individuelle ou un groupe de contreparties/emprunteurs liés;
- les expositions au même secteur économique ou à la même industrie incluant les institutions financières réglementées et non réglementées tels que les fonds de couverture et les gestionnaires de fonds privés;
- les zones géographiques;
- les expositions indirectes au risque de crédit résultant des techniques ARC (p. ex., exposition à un même type de sûreté ou à une protection du crédit apportée par une même contrepartie);
- le risque de marché lié aux expositions de négociation;
- les expositions aux contreparties (p. ex., les fonds de couverture) lors de l'exécution ou du traitement des transactions (de produits ou de services);
- les sources de financement;
- les actifs détenus dans le portefeuille bancaire ou le portefeuille de négociation, tels que les prêts, les instruments dérivés et les produits structurés;
- les expositions aux éléments hors-bilan, incluant les garanties, les lignes de crédit et autres engagements;
- les expositions à des contreparties dont les résultats financiers dépendent de la même activité ou du même produit de base.

Les institutions peuvent fixer un plafond global pour la gestion et le contrôle de l'ensemble des expositions importantes.

-
- 773(i). Les concentrations de risques peuvent également émerger d'une combinaison d'expositions entre ces grandes catégories (présentées ci-dessus). L'institution devrait comprendre ses concentrations de risque à l'échelle de l'institution résultant d'expositions similaires dans ses différents secteurs d'activités. Par exemple : les expositions aux prêts à risque dans les portefeuilles de prêts, les expositions aux contreparties, l'exposition aux conduits et aux véhicules d'investissement structuré, les expositions contractuelles et non contractuelles, les activités de négociation et les placements à venir où l'institution agira comme placeur (« *underwriting pipelines* »).
- 773(ii). Dans la majorité des cas, les concentrations de risques proviennent des expositions directes aux emprunteurs et aux émetteurs. L'institution peut aussi s'exposer, de façon indirecte, à une concentration dans une catégorie d'actifs par l'entremise d'investissements qui sont garantis par ces actifs (p. ex., les titres garantis par des créances). L'institution peut également s'exposer de façon indirecte aux fournisseurs de protection garantissant la performance d'un type d'actif en particulier (p. ex., assureurs spécialisés). L'institution devrait mettre en place des procédures systématiques adéquates pour identifier une corrélation élevée entre la solvabilité d'un fournisseur de protection et les émetteurs des expositions sous-jacentes due à une performance dépendante de facteurs communs autres que le risque systémique (p. ex., *wrong way risk*).
774. Le dispositif mis en place par une institution pour gérer les concentrations de risques doit être convenablement documenté et comporter une définition des concentrations de risque pertinente pour l'institution ainsi qu'une description du mode de calcul de ces concentrations et de leurs limites. Les limites doivent être définies en fonction des fonds propres, du total des actifs ou, lorsque des mesures adéquates existent, du niveau de risque global de l'institution.
- 774(i). Des procédures devraient être mises en place afin de communiquer les concentrations de risques à la haute direction et au conseil d'administration en indiquant clairement d'où provient dans l'institution chaque segment d'une concentration de risques. L'institution devrait disposer de stratégies crédibles d'atténuation de risques approuvées par la haute direction. Ces stratégies peuvent comprendre la modification des stratégies d'affaires, la réduction des limites ou l'augmentation des coussins de fonds propres en conformité avec le profil de risque souhaité. Lors de l'implantation des stratégies d'atténuation des risques, l'institution devrait être consciente des concentrations possibles pouvant résulter de l'utilisation de techniques d'atténuation des risques.
775. L'institution devrait utiliser des techniques appropriées pour mesurer les concentrations de risques, notamment les impacts de différents facteurs de risques, l'utilisation de scénarios au niveau des secteurs d'activités et au niveau de l'institution, et l'utilisation de simulations de crises intégrées et des modèles de calcul de fonds propres économiques. Les concentrations identifiées devraient être mesurées de différentes manières, incluant par exemple les expositions nettes et brutes, l'utilisation des montants notionnels et l'analyse des expositions avec et sans couverture de contrepartie. L'institution devrait effectuer périodiquement des simulations de crises pour ses principales

concentrations de risque et examiner les résultats de ces simulations afin d'identifier les changements potentiels des conditions de marché qui pourraient avoir une incidence négative sur les résultats de l'institution et l'adéquation de ses fonds propres, pour y faire face de manière appropriée. Les résultats de ces simulations devraient être communiqués à la haute direction et au conseil d'administration.

775(i). Les politiques, stratégies et procédures mises en place pour la gestion des concentrations de risques devraient tenir compte non seulement des conditions normales du marché, mais aussi de l'accumulation potentielle des concentrations issues de situations de crises, de périodes de récession économique et de périodes d'illiquidité générale des marchés financiers. En plus, l'institution devrait établir des scénarios qui tiennent compte des concentrations possibles générées par d'éventuelles réclamations contractuelles ou non contractuelles. Les scénarios devraient également combiner l'accumulation potentielle des expositions avec une perte de liquidité des marchés et une baisse significative de la valeur des actifs.

776. Supprimé.

777. Dans le cadre de ses activités, l'Autorité devrait apprécier l'ampleur des concentrations de risque d'une institution, la façon dont elles sont gérées et dans quelle mesure elle les intègre dans son évaluation interne de l'adéquation des fonds propres dans le cadre du présent chapitre. L'Autorité devrait aussi s'assurer que la gestion des concentrations de risques n'est pas un processus automatique, mais plutôt un processus qui permet à l'institution de déterminer, selon son modèle de gestion, ses propres vulnérabilités. Cette évaluation devrait comporter également des vérifications des résultats des simulations de crises. L'Autorité devrait entreprendre toute action nécessaire lorsque les risques découlant des concentrations de risque d'une institution ne sont pas suffisamment pris en compte par cette dernière.

8.7 Risque opérationnel

778. Le produit brut, utilisé dans les approches indicateur de base et standard pour le risque opérationnel, est un simple paramètre représentatif de l'ampleur de l'exposition au risque opérationnel d'une institution et peut, dans certains cas (p. ex., pour les institutions caractérisées par des marges faibles ou une rentabilité réduite), sous-estimer le besoin en fonds propres pour le risque opérationnel. L'Autorité vérifiera que les exigences de fonds propres obtenues par le calcul des Chapitres 3 à 6 de la présente ligne directrice donnent une idée cohérente de l'exposition au risque opérationnel d'une institution, par exemple, par rapport à d'autres institutions de même taille et exerçant des activités similaires.

778(i). à 778(iv). Paragraphes retirés – destinés aux institutions tenues à des exigences minimales de fonds propres à l'égard du risque de marché et utilisant des modèles internes.

779. à 783. Paragraphes retirés – destinés aux autorités de réglementation.

8.8 Processus de surveillance prudentielle pour la titrisation¹⁵⁴

784. En plus du principe formulé dans les Chapitres 3 à 5 de la présente ligne directrice selon lequel les institutions doivent prendre en compte la substance économique des transactions pour déterminer l'adéquation de leurs fonds propres, l'Autorité surveillera, au besoin, l'application adéquate de ces dispositions. En conséquence, le traitement des fonds propres réglementaires pour des expositions de titrisation spécifiques pourrait se distinguer des traitements définis dans les Chapitres 3 à 5 de la présente ligne directrice, en particulier dans les cas où l'exigence générale de fonds propres ne refléterait pas de manière adéquate et suffisante les risques auxquels est exposée l'institution. Ainsi, tous les risques liés à la titrisation, particulièrement ceux qui ne sont pas couverts entièrement par les dispositions des Chapitres 3 à 5, devraient être pris en considération par l'évaluation interne de l'adéquation des fonds propres de l'institution.

Ces risques incluent :

- le risque de crédit, de marché, de liquidité et de réputation liés à chaque exposition;
- les potentiels retards de paiement ou les pertes liées aux expositions sous-jacentes titrisées;
- les expositions liées aux lignes de crédit accordées aux SAH;
- les expositions aux garanties fournies par les rehausseurs de crédit ou des tiers.

La gestion des risques liés aux activités de titrisation, au bilan et hors-bilan, devrait être intégrée au cadre de gestion de risques de l'institution (p. ex., l'approbation des produits et des limites de concentrations de risques).

784(i). Les expositions de titrisation devraient être incluses dans les SIG de l'institution afin de permettre à la haute direction et au conseil d'administration de comprendre l'impact de telles expositions sur la liquidité¹⁵⁵, les revenus, la concentration des risques et les fonds propres. Plus particulièrement, l'institution devrait mettre en place les processus nécessaires à la transmission rapide de l'information sur les transactions de titrisation incluant les données de marché, lorsqu'elles sont disponibles, ainsi que les données à jour sur la performance fournies par le fiduciaire ou l'agent de recouvrement.

¹⁵⁴ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gestion des risques liés à la titrisation*, avril 2009.

¹⁵⁵ AUTORITÉ DES MARCHÉS FINANCIERS. *Ligne directrice sur la gestion du risque de liquidité*, avril 2009.

-
- 784(ii). L'institution devrait analyser les risques sous-jacents lorsqu'elle investit dans les produits structurés, et ne pas s'appuyer uniquement sur les notes de crédit externes attribuées aux expositions de titrisation par les OEEC. L'institution devrait savoir que les notes externes sont un point de départ utile pour l'analyse du crédit, mais qu'elles ne peuvent remplacer une compréhension complète et appropriée du risque sous-jacent, surtout lorsque les notes attribuées à certaines catégories d'actif sont récentes ou sont manifestement volatiles. De plus, lors de l'acquisition et de façon continue, l'institution devrait effectuer des analyses de crédit de l'exposition de titrisation. Elle devrait aussi mettre en place des outils quantitatifs, des modèles d'évaluation et des simulations de crise suffisamment sophistiquées pour évaluer de manière fiable tous les risques pertinents.
- 784(iii). Lorsqu'elle évalue des expositions de titrisation, l'institution devrait s'assurer de bien comprendre la qualité du crédit et les caractéristiques de risque des expositions sous-jacentes dans les transactions de crédit structurées, y compris toutes les concentrations de risques. L'institution devrait aussi passer en revue l'échéance des expositions qui sous-tendent les transactions de crédit structurées par rapport aux créances émises afin d'évaluer les éventuelles asymétries des échéances.
- 784(iv). L'institution devrait suivre le risque de crédit des expositions de titrisation à l'échelle de la transaction, dans chaque secteur d'activités et pour l'ensemble de ses secteurs d'activités. Elle devrait produire des mesures fiables du risque global. L'institution devrait aussi suivre toutes les concentrations significatives des expositions de titrisation, comme les concentrations de nom, de produit ou de secteur, et saisir cette information dans les systèmes d'agrégation des risques à l'échelle de l'entreprise qui surveille, par exemple, l'exposition de crédit envers un débiteur donné.
- 784(v). L'évaluation des risques par l'institution elle-même doit reposer sur une compréhension exhaustive de la structure de la transaction de titrisation. Elle devrait cerner les différents types de seuils (déclencheurs), d'événements de crédit et de dispositions juridiques pouvant affecter le rendement de ses expositions au bilan et hors bilan, et intégrer ces seuils et dispositions à sa gestion du financement des liquidités, du crédit et du bilan. L'institution devrait aussi tenir compte de l'impact des événements ou des seuils sur la position de ses liquidités et de ses fonds propres.
- 784(vi). Dans le cadre de ses processus de gestion des risques, l'institution devrait considérer et, lorsque cela est approprié, évaluer aux prix du marché les positions entreposées et celles en traitement, quelle que soit la probabilité que ces expositions soient titrisées. Elle devrait envisager des scénarios qui peuvent l'empêcher de titriser ses actifs dans ses simulations de crise et cerner l'effet potentiel de tels expositions sur sa liquidité, ses bénéfices et l'adéquation de ses fonds propres.
- 784(vii). L'institution devrait élaborer des plans de contingence prudents précisant comment elle pourrait réagir à des pressions au niveau du financement, des

fonds propres ou d'autres types de pressions qui surviennent lorsque l'accès aux marchés de la titrisation est réduit. Les plans de contingence devraient également spécifier la façon dont l'institution compte relever les défis d'évaluation des positions potentiellement illiquides détenues pour la vente ou à des fins de transaction. Les mesures du risque, les résultats des simulations de crise et les plans de contingence devraient être incorporés dans les processus de gestion intégrée des risques de l'institution, tout comme son évaluation interne de l'adéquation des fonds propres, et devrait aboutir à un niveau approprié de capital au titre du pilier 2 en excès des exigences minimales.

- 784(viii). L'institution qui utilise les techniques d'atténuation des risques devrait comprendre entièrement les risques à atténuer, l'impact potentiel de l'atténuation et si l'atténuation est pleinement efficace ou non. Plus particulièrement, l'institution devrait déterminer si elle devra apporter un soutien à ses structures de titrisation en période de crise lorsque la titrisation est utilisée comme source de financement.
785. Entre autres, l'Autorité peut, le cas échéant, examiner l'évaluation par l'institution de ses besoins en fonds propres ainsi que la façon dont cette évaluation se reflète dans le calcul des fonds propres et dans la documentation relative à certaines transactions pour déterminer si les exigences de fonds propres correspondent au profil de risque (p. ex., clauses de substitution). L'Autorité examinera aussi comment l'institution a traité dans son calcul du capital économique, les asymétries des échéances relatives aux positions conservées. Plus particulièrement, elle devra surveiller attentivement la structuration des asymétries des échéances pour déceler toute volonté de réduire artificiellement les exigences de fonds propres. Elle pourra en outre examiner l'évaluation faite par l'institution de la corrélation effective entre les actifs du lot et la façon dont l'institution l'a prise en compte dans le calcul des fonds propres. Lorsqu'elle considère que l'approche d'une institution n'est pas adéquate, l'Autorité pourra prendre les mesures et actions nécessaires parmi lesquelles : refus ou réduction d'un allègement d'exigences de fonds propres dans le cas d'actifs cédés, ou augmentation des fonds propres requis en regard des expositions de titrisation acquises.

8.8.1 Degré de transfert de risque

786. Les transactions de titrisation peuvent être effectuées à d'autres fins que le transfert de risque de crédit (p. ex., financement). Dans ce cas, il pourrait néanmoins exister un transfert de risque de crédit limité. Cependant, pour qu'un établissement initiateur puisse bénéficier d'un allègement des exigences de fonds propres, le transfert de risque résultant de la titrisation doit être jugé significatif par l'Autorité. S'il est estimé insuffisant ou inexistant, l'Autorité peut imposer l'application d'exigences de fonds propres supérieures à ce que prescrivent les Chapitres 3 à 6 de la présente ligne directrice ou refuser à l'institution tout allègement. L'allègement obtenu correspondra donc au montant du risque de crédit effectivement transféré. Les exemples suivants présentent des cas où l'Autorité peut s'interroger sur le degré de transfert du risque, par

exemple, lorsqu'une part importante du risque est conservée ou rachetée ou bien en cas de sélection des expositions à transférer par voie de titrisation.

787. Le fait de retenir ou de racheter des expositions de titrisation significatives peut, selon la part de risque détenue par l'établissement initiateur, aller à l'encontre de l'objectif de transfert du risque de crédit. Plus particulièrement, l'Autorité s'attend à ce qu'une part significative du risque de crédit et de la valeur nominale du lot d'actifs soit transférée à au moins un tiers indépendant lors du montage de la transaction et après l'exécution de la transaction. Quand les institutions rachètent un risque à des fins de tenue de marchés, l'Autorité peut juger approprié par exemple, qu'un établissement initiateur rachète une partie d'une transaction, mais pas une tranche complète. L'Autorité s'attend, lorsque des positions ont été achetées à des fins de tenue de marché, à ce qu'elles soient revendues dans une période appropriée, en conséquence, conformément à l'objectif initial du transfert de risque.
788. Un transfert de risque de trop faible ampleur, surtout concernant des expositions de bonne qualité non notées, a pour autre conséquence que l'établissement initiateur conservera probablement les actifs non notés de moins bonne qualité et la majeure partie du risque de crédit inhérent aux expositions sous-jacentes de la transaction de titrisation. En conséquence, et selon le résultat du processus de surveillance prudentielle, l'Autorité peut accroître les exigences de fonds propres pour certaines expositions, voire rehausser le niveau global de fonds propres que l'institution est tenue de posséder.

8.8.2 Innovations du marché

789. Comme les exigences minimales de fonds propres concernant la titrisation ne régleront peut-être pas tous les problèmes éventuels, l'Autorité aura à examiner les nouvelles caractéristiques des titrisations au fur et à mesure des innovations. De telles évaluations comporteront une étude de l'incidence des nouveaux montages sur le transfert du risque de crédit et aboutiront, le cas échéant, à des actions appropriées dans le cadre du présent chapitre. Des actions pourront être décidées au titre du Chapitre 5, pour prendre en compte les innovations du marché; elles pourront prendre la forme d'un ensemble d'exigences opérationnelles et/ou d'un régime de fonds propres spécifique.

8.8.3 Apport d'un soutien implicite

790. Un soutien à une transaction, qu'il soit contractuel (p. ex., par des rehaussements de crédit au montage de la titrisation) ou non (soutien implicite), peut prendre de nombreuses formes. Par exemple, un soutien contractuel peut inclure : surdimensionnement; dérivés de crédit; comptes de lissage des flux; engagements contractuels de recours; effets de rang subordonné; facteurs d'atténuation du risque de crédit appliqués à une tranche spécifique; subordination des revenus de commissions ou d'intérêts; report de la marge financière; options de terminaison anticipée dépassant 10 % de l'émission initiale. Parmi les soutiens implicites : achat au lot sous-jacent d'expositions au

risque de crédit dont la valeur s'est dégradée; vente au lot sous-jacent, avec décote, d'expositions au risque de crédit; achat d'expositions sous-jacentes à un prix supérieur à celui du marché; augmentation d'une position de premières pertes pour tenir compte de la détérioration de la qualité des expositions sous-jacentes.

791. L'apport d'un soutien implicite (non contractuel), par opposition à un soutien contractuel de la qualité du crédit (par rehaussements de crédit), fait l'objet d'une attention particulière de l'Autorité. Dans le cas des structures classiques de titrisation, l'apport d'un soutien implicite remet en cause le critère de la cession définitive qui, lorsqu'il est satisfait, permet aux institutions d'exclure les actifs titrisés du calcul de leurs fonds propres réglementaires. Pour les structures de titrisation synthétiques, le transfert de risque est annulé. En apportant un soutien implicite, les institutions signalent qu'elles continuent de supporter le risque et qu'il n'y a pas eu réellement transfert du risque. Le calcul des fonds propres de l'institution sous-évalue donc le risque réel. En conséquence, l'Autorité pourra prendre les mesures ou actions appropriées lorsqu'une institution recourt à un soutien implicite.
792. Lorsqu'il s'avère qu'une institution apporte un soutien implicite à une titrisation, elle devra détenir des fonds propres en rapport avec la totalité des expositions sous-jacentes associées à la structure, comme si celles-ci n'avaient pas été titrisées. Elle devra également annoncer publiquement qu'elle a fourni un soutien non contractuel et préciser l'augmentation des exigences de fonds propres qui en résulte (indiquée précédemment). Il s'agit ainsi d'imposer aux institutions de détenir des fonds propres en rapport avec les expositions pour lesquelles elles encourent un risque de crédit et de la dissuader d'apporter un soutien non contractuel.
793. S'il s'avère qu'une institution a apporté un soutien implicite en plus d'une occasion, elle devra porter à la connaissance du public cette infraction et l'Autorité prendra les actions et mesures appropriées, notamment – mais pas uniquement – une ou plusieurs des mesures suivantes :
- L'institution peut se voir refuser le bénéfice d'un traitement des fonds propres favorable pour les actifs titrisés pendant une période à déterminer par l'Autorité.
 - L'institution peut être tenue de posséder des fonds propres en regard de tous les actifs titrisés, comme si elle avait contracté un engagement à leur égard, en appliquant un facteur de conversion au coefficient de pondération du risque correspondant aux actifs sous-jacents.
 - Aux fins du calcul des fonds propres, l'institution peut être tenue de traiter tous ses actifs titrisés comme s'ils étaient restés inscrits à son bilan.
 - L'institution peut être tenue de détenir des fonds propres réglementaires supérieurs aux ratios d'exigences minimales de fonds propres en fonction des risques.

794. L'Autorité se montrera vigilante dans l'examen du soutien implicite et entreprendra l'action la plus appropriée pour en atténuer les effets. Dans l'attente d'une éventuelle enquête, l'institution peut se voir refuser tout allègement de ses exigences de fonds propres pour ses transactions de titrisation prévues (moratoire). La réaction de l'Autorité sera destinée à changer le comportement de l'institution à l'égard du soutien implicite et à corriger la perception du marché quant à la volonté de l'institution d'apporter de futurs recours au-delà de ses obligations contractuelles.

8.8.4 Risques résiduels

795. Comme dans le cas des techniques d'atténuation du risque de crédit en général, l'Autorité examinera le bien-fondé des approches des institutions pour la prise en compte de la protection de crédit. En particulier, en ce qui concerne les titrisations, elle analysera la validité de la protection par rapport aux rehaussements de crédit de premières pertes.

Pour ce qui est de ces positions, la perte attendue ne devrait pas constituer un élément significatif du risque, et devrait être conservée par l'acheteur de protection par le biais de la tarification. Par conséquent, l'Autorité s'attend à ce que les politiques des institutions tiennent compte de cet aspect dans la détermination de leur capital économique. Si l'Autorité ne considère pas que l'approche de prise en compte de la protection est convenable, elle pourra prendre les actions et mesures appropriées, qui peuvent comporter une augmentation des exigences de fonds propres en regard d'une transaction spécifique ou d'une catégorie particulière de transactions.

8.8.5 Clauses de rachat anticipé

796. L'Autorité s'attend à ce que l'institution ne recourt pas à des clauses lui permettant de procéder au rachat anticipé de la titrisation ou de la couverture de protection de crédit si cela doit augmenter l'exposition de l'institution à des pertes ou à une détérioration de la qualité de crédit des expositions sous-jacentes.

797. Outre le principe général énoncé précédemment, l'Autorité s'attend à ce que l'institution ne procède à la liquidation anticipée qu'à des fins économiques, par exemple, lorsque le coût de gérer les expositions de crédit dépasse les bénéfices des expositions sous-jacentes.

798. À la discrétion de l'Autorité, une vérification peut être exigée avant que l'institution ne procède à un rachat, afin d'examiner, notamment, les points suivants :

- la justification de la décision d'exercer le rachat par anticipation;
- l'incidence de l'exercice d'une telle clause sur son ratio de fonds propres.

799. L'Autorité peut aussi demander à l'institution de conclure simultanément une transaction parallèle, si cela est rendu nécessaire par le profil global de risque de l'institution et les conditions de marché.

800. Les clauses de rachat à date déterminée doivent être exécutées à une date postérieure à la duration ou durée de vie moyenne pondérée des expositions de titrisation sous-jacentes. En conséquence, l'Autorité peut imposer un délai minimum à respecter avant la première date possible de rachat, compte tenu, par exemple, de l'existence de coûts irrécupérables immédiats dans une titrisation sur le marché financier.

8.8.6 Remboursement anticipé

801. L'Autorité devrait examiner les méthodes adoptées, en interne, par les institutions pour mesurer, surveiller et gérer les risques associés aux titrisations des facilités de crédit renouvelables, et notamment évaluer le risque et la probabilité d'un remboursement anticipé sur de telles transactions. Elle devrait, à tout le moins, s'assurer que les institutions appliquent des méthodes satisfaisantes pour affecter les fonds propres économiques selon la nature économique du risque de crédit découlant de la titrisation des expositions renouvelables et s'attendre à ce que les institutions disposent de programmes adéquats assurant la disponibilité de fonds propres et de liquidités, intégrant la probabilité d'un remboursement anticipé et permettant de faire face aux conséquences d'un remboursement normal ou anticipé. Il faut en outre que ce type de plan prenne en compte la possibilité qu'une institution soit tenue de disposer de fonds propres réglementaires plus importants en fonction des exigences relatives au remboursement anticipé dans le cadre des Chapitres 3 à 6 de la présente ligne directrice.

802. Dans la mesure où la plupart des déclenchements de remboursements anticipés sont liés aux niveaux de marge nette, les facteurs ayant une incidence sur les niveaux en question devraient être compris, surveillés et gérés – autant que faire se peut (voir paragraphes 790 à 794 sur le soutien implicite) – par l'établissement initiateur. À titre d'exemple, les facteurs suivants devraient généralement être pris en compte :

- paiements des intérêts effectués par les emprunteurs sur les soldes sous-jacents à recevoir;
- autres commissions ou frais à payer par les débiteurs sous-jacents (p. ex., commissions au titre des retards de paiement, des avances en compte courant ou des dépassements de limite);
- radiations;
- paiements de principal;
- recouvrements sur prêts radiés;
- commissions sur paiements;

-
- intérêts payés sur certificats d'investissement;
 - facteurs macroéconomiques, tels que taux de faillite, fluctuations des taux d'intérêt, taux de chômage, etc.
803. L'institution devrait prendre en considération les conséquences que peuvent avoir des changements dans la gestion de portefeuille ou les stratégies commerciales sur les niveaux de marge nette et sur la probabilité que se produise un remboursement anticipé. Ainsi, des stratégies de marketing ou des changements dans la politique de prêt se traduisant par une réduction des marges financières ou une augmentation des radiations risquent aussi de faire baisser les niveaux de marge nette et d'augmenter la probabilité d'un remboursement anticipé.
804. L'institution devrait recourir à des techniques telles que les analyses de recouvrement sur des lots statiques et des simulations de crise pour mieux appréhender les résultats des lots. Ces techniques peuvent révéler des tendances négatives ou mettre en évidence des effets défavorables. Des politiques permettant de réagir rapidement à des évolutions défavorables ou non anticipées devraient être mises en place par l'institution. Si elle ne juge pas ces politiques suffisantes, l'Autorité pourra prendre les mesures et actions appropriées, lesquelles peuvent comprendre, notamment, l'obligation pour l'institution d'obtenir une facilité de trésorerie spécialement affectée à cet effet ou d'accroître le coefficient de conversion pour remboursement anticipé, renforçant ainsi les exigences de fonds propres de l'institution.
805. Même si les exigences de fonds propres de l'institution soumise au régime de remboursement anticipé décrites dans les Chapitres 3 à 6 de la présente ligne directrice visent à répondre aux éventuelles préoccupations de l'Autorité concernant la survenance d'un remboursement anticipé – notamment une marge nette insuffisante pour couvrir des pertes potentielles –, les politiques et les principes de surveillance dont il est question dans la présente section admettent qu'un niveau donné de marge nette n'est pas, en soi, un indicateur parfait de la qualité de crédit du lot d'expositions sous-jacent. Ainsi, dans certaines conditions, les niveaux de marge nette peuvent régresser si rapidement qu'ils ne peuvent rendre compte à temps d'une détérioration. Ils peuvent en outre être situés bien au-delà des niveaux de déclenchement, mais avec une forte volatilité qui pourrait attirer l'attention de l'Autorité. De plus, la marge nette peut fluctuer pour des raisons sans rapport avec le risque de crédit sous-jacent, par exemple, une asymétrie de taux avec laquelle les marges financières sont réévaluées par rapport aux taux des certificats d'investissement. Les fluctuations ordinaires de la marge nette peuvent ne pas préoccuper l'Autorité, même lorsqu'elles provoquent une modification des exigences de fonds propres. C'est particulièrement le cas lorsque l'institution dépasse le premier seuil déclenchant l'application de facteurs de conversion en équivalent-crédit ou qu'elle repasse en dessous. Par ailleurs, il est possible de maintenir les niveaux de marge nette en ajoutant (ou en affectant) un nombre toujours plus important de nouveaux comptes au fonds principal, ce qui aura tendance à dissimuler la détérioration potentielle de la qualité des éléments

d'un portefeuille. Pour toutes ces raisons, l'Autorité portera particulièrement son attention sur la gestion interne, les contrôles et les activités de surveillance du risque, s'agissant des titrisations assorties de mécanismes de remboursement anticipé.

806. L'Autorité s'attend à ce que le degré de sophistication du système mis en place par l'institution pour surveiller la probabilité et les risques d'un remboursement anticipé soit fonction de l'ampleur et de la complexité de ses transactions de titrisation assorties de clauses de remboursement anticipé.
807. En ce qui concerne plus particulièrement les remboursements anticipés contrôlés, l'Autorité peut aussi examiner le processus par lequel l'institution détermine la durée minimale nécessaire pour rembourser 90 % de l'encours au moment du remboursement anticipé. Si l'Autorité ne juge pas ce processus adéquat, elle pourra prendre l'action ou la mesure appropriée (p. ex., augmentation du coefficient de conversion affecté à une transaction spécifique ou une catégorie de transactions particulière).

8.9 Pratiques d'évaluation à la juste valeur

- 807(i). Les principes qui suivent s'appliquent à toutes les positions qui sont évaluées à la juste valeur, et ce, sous des conditions normales et non uniquement en période de crise.
- 807(ii). Les caractéristiques des produits structurés complexes, incluant les transactions de titrisation, rendent leur évaluation intrinsèquement difficile, en partie attribuable à l'absence de marchés liquides et actifs, à la complexité et à la particularité des ordres de paiements ainsi qu'au lien entre les évaluations et les facteurs de risques sous-jacents. L'absence d'un prix transparent dans un marché liquide signifie que l'évaluation doit s'appuyer sur des modèles ou des méthodologies d'approximation de prix ainsi que sur le jugement d'experts. Les résultats de tels modèles et processus sont très sensibles aux intrants et aux hypothèses adoptées, qui pourraient eux-mêmes être sujets aux erreurs d'estimation et aux incertitudes. De plus, la calibration des méthodologies d'évaluation est souvent compliquée vu la non-disponibilité de références.
- 807(iii). De ce fait, l'institution devrait disposer de structures de gouvernance fiables et de processus de contrôle pour l'évaluation à la juste valeur des expositions à des fins de gestion de risque et d'information financière. Les structures de gouvernance de l'évaluation et les processus qui y sont reliés devraient s'intégrer à la structure générale de gouvernance de l'institution et être conformes aux objectifs de gestion de risques et de reddition de comptes. Les structures de gouvernance et les processus devraient couvrir, explicitement, le rôle du conseil d'administration et de la haute direction. En outre, le conseil d'administration devrait recevoir des rapports de la haute direction sur la surveillance de l'évaluation et les problématiques de la performance des modèles d'évaluation qui sont signalés à la haute direction aux fins de résolution, ainsi que les changements significatifs aux politiques d'évaluation.

-
- 807(iv). Une institution devrait également disposer de structures de gouvernance claires et rigoureuses pour la production, l'affectation et la vérification de l'évaluation des instruments financiers. Les politiques devraient prévoir que les approbations de toutes les méthodes d'évaluation soient adéquatement documentées. De plus, les politiques et les procédures devraient établir l'étendue des pratiques acceptables de tarification, d'évaluation aux prix du marché, d'ajustements d'évaluation et des réévaluations indépendantes périodiques. Les processus d'approbation de nouveaux produits devraient inclure toutes les parties concernées à l'interne dans la gestion de risques, le contrôle des risques, l'assignation et la vérification de l'évaluation des instruments financiers.
- 807(v). Les processus de contrôle d'une institution pour la mesure et la reddition de compte de l'évaluation devraient s'appliquer de façon harmonisée dans l'institution et s'intégrer aux mesures de risques et aux processus de gestion. En particulier, les contrôles d'évaluation devraient s'appliquer de façon harmonisée pour les instruments similaires (risques) et être cohérents entre les secteurs d'activités. Ces conditions devraient faire l'objet d'audit interne. Sans tenir compte de la comptabilisation au portefeuille bancaire ou au portefeuille de négociation d'un nouveau produit, la révision et l'approbation des méthodes d'évaluation devraient s'établir en fonction d'exigences minimales. En plus, le processus d'approbation de l'évaluation des nouveaux produits devrait s'appuyer sur des méthodes d'évaluation acceptables et propres aux produits et activités.
- 807(vi). L'institution doit avoir la capacité, y compris pendant les périodes de crise, d'établir et de vérifier les évaluations des instruments et des transactions auxquelles elle participe. Cette capacité devrait être proportionnelle au niveau de risque et à la taille des expositions selon la nature des activités de l'institution. En outre, pour les expositions qui représentent des risques importants, l'institution devrait avoir la capacité de produire des évaluations utilisant d'autres méthodes dans le cas où les intrants et les approches de base deviendraient peu fiables, non disponibles ou non pertinentes en raison de l'instabilité ou de l'illiquidité des marchés. L'institution doit évaluer la fiabilité et analyser la performance de ses modèles en période de crise afin d'en comprendre les limites.
- 807(vii). La pertinence et la fiabilité des évaluations sont directement liées à la qualité et à la fiabilité des intrants. L'institution devrait appliquer les normes comptables applicables pour établir l'information pertinente sur le marché et les autres facteurs ayant un impact significatif sur la juste valeur d'un instrument, lors de la sélection des intrants appropriés à utiliser dans le processus d'évaluation. Lorsque les valeurs sont dans un marché actif, l'institution devrait maximiser l'utilisation des intrants observables qui sont pertinents et minimiser l'utilisation des intrants non observables lors de l'estimation de la juste valeur par des techniques d'évaluation. Toutefois, lorsque le marché est réputé inactif, les intrants ou les transactions observables peuvent ne pas être pertinents comme dans une liquidation immédiate ou une vente à tout prix, ou les opérations peuvent n'être pas observables, par exemple lorsque les marchés sont inactifs.

Dans ces cas, les normes comptables relatives à la juste valeur fournissent de l'assistance sur ce qui devrait être considéré, sans être normatives. En évaluant si la source est fiable et pertinente, l'institution devrait prendre en considération, entre autres, les éléments suivants :

- la fréquence et la disponibilité des prix et des cours du marché;
- si ces prix représentent des transactions réelles effectuées sans lien de dépendance;
- l'ampleur de la distribution des données et leur disponibilité aux intervenants du marché concerné;
- la rapidité de publication de l'information relativement à la fréquence des évaluations;
- le nombre de sources indépendantes qui produisent les prix et les cours de marché;
- si les prix et/ou les cours du marché sont basés sur des transactions réelles;
- la maturité du marché;
- les similitudes entre l'instrument financier négocié et celui détenu par l'institution.

807(viii). La divulgation de l'institution devrait être à jour, pertinente, fiable, et utile à la prise de décision qui favorise la transparence. La haute direction devrait voir à ce que l'information sur l'incertitude liée à l'évaluation puisse être faite de façon plus compréhensible. Par exemple, l'institution peut décrire les techniques de modélisation et les instruments financiers applicables; la sensibilité de la modélisation de la juste valeur aux intrants et aux hypothèses et l'impact des scénarios de crise sur les évaluations. L'institution doit régulièrement réviser ses politiques de communication afin de s'assurer que l'information demeure pertinente à ses modèles de gestion et à ses produits ainsi qu'aux conditions actuelles de marché.

Chapitre 9. Discipline de marché

9.1 Dispositions relatives à la communication financière

9.1.1 Exigences et champ d'application

L'institution est tenue de respecter les exigences de communication énoncées au présent chapitre afin de permettre aux différents intervenants du marché financier d'apprécier le profil de risque. Ces exigences sont en lien avec les approches plus simples prévues par le dispositif, soit l'approche standard pour le risque de crédit et les approches indicateur de base et standard pour le risque opérationnel.

L'institution devrait divulguer uniquement les renseignements qui touchent à ses activités et aux approches adoptées dans le cadre des Chapitres 3 à 6. Certaines de ces informations constitueront des critères déterminants pour l'utilisation de méthodologies spécifiques ou la reconnaissance de transactions et d'instruments particuliers.

L'Autorité a pris en compte la nécessité de convergence entre les exigences de communication financière du présent chapitre et celles des principes comptables généralement reconnus en vigueur au Canada.

Les passages de ce chapitre sont essentiellement tirés de la partie 4 de l'Accord de Bâle II. Il est à noter que certains passages ont été modifiés, voire même adaptés pour tenir compte de certaines particularités de nature coopérative visées dans le champ d'application de la ligne directrice.

808. Paragraphe retiré – destiné aux autorités de réglementation

9.1.2 Principes directeurs

809. L'objectif du chapitre portant sur la discipline de marché, est de compléter les exigences minimales de fonds propres (Chapitres 3 à 6) et le processus de surveillance prudentielle (Chapitre 8). Les dispositions de ce chapitre ont pour objectif de promouvoir la discipline de marché en développant un ensemble d'exigences de communication financière permettant aux intervenants du marché financier d'apprécier des éléments d'information essentiels sur le champ d'application, les fonds propres, les expositions au risque, les procédures d'évaluation des risques et, par conséquent, l'adéquation des fonds propres de l'institution. En plus des exigences de divulgation établies dans ce chapitre, l'institution est responsable de communiquer son profil de risque actuel aux intervenants du marché. L'information divulguée par l'institution doit répondre à cet objectif.

810. En principe, la communication de l'institution devrait être cohérente avec la façon dont la haute direction et le conseil d'administration évaluent et gèrent les risques de l'institution. Dans le cadre des Chapitres 3 à 6, l'institution utilise des approches et/ou des méthodes définies pour évaluer les divers risques auxquels elle est confrontée et les exigences de fonds propres qui en découlent. La diffusion d'informations dans cette optique constitue un moyen

efficace d'informer le marché sur les expositions de l'institution. Un dispositif de communication financière cohérent et compréhensible facilite les comparaisons.

- 811. Paragraphe retiré – destiné aux autorités de réglementation
- 812. Paragraphe retiré – destiné aux institutions qui ont recours à des méthodes internes
- 813. Non applicable.

9.1.3 Emplacement des communications

- 814. La haute direction de l'institution devrait exercer sa discrétion pour définir le support et l'emplacement qui conviennent le mieux à la communication financière. Lorsque les informations sont diffusées dans le cadre des exigences comptables ou qu'elles visent à satisfaire des critères prescrits par les autorités en valeurs mobilières, l'institution peut s'appuyer sur ces exigences pour se conformer aux attentes liées au présent chapitre. En pareils cas, l'institution devrait expliquer les différences importantes entre les informations comptables ou les autres communications et le fondement prudentiel de la communication financière. Ces explications ne doivent pas nécessairement prendre la forme d'une concordance ligne par ligne.
- 815. Pour les informations financières qui ne sont pas obligatoires au titre des exigences comptables ou autres exigences, la haute direction peut choisir de diffuser les données relatives au présent chapitre par d'autres moyens (comme un site Internet accessible à tous ou des rapports réglementaires publics disponibles auprès de l'Autorité). Toutefois, l'institution est incitée à présenter, dans la mesure du possible, toutes les informations correspondantes en un même lieu; si ces informations complémentaires ne sont pas jointes aux données comptables, elle devrait, en outre, indiquer où les trouver.

9.1.4 Exigences concernant la validation des informations financières

- 816. La réponse aux obligations d'informations comptables ou autres doit également permettre de mieux définir les exigences concernant la validation des informations financières. Ainsi, celles qui sont contenues dans les états financiers annuels feront généralement l'objet d'une vérification et les pièces complémentaires devront être concordantes. De plus, ces pièces (tel le rapport de gestion) publiées pour répondre à d'autres exigences de communication financière (comme les critères prescrits par les autorités de valeurs mobilières) sont généralement soumises à un examen suffisamment minutieux (p. ex., évaluations relevant du contrôle interne) pour satisfaire aux critères de validation.

Si ces éléments ne sont pas communiqués dans le cadre d'une procédure de validation, mais, le cas échéant, dans un rapport ponctuel ou une page de site Internet, la haute direction doit alors s'assurer qu'ils font l'objet de vérifications appropriées, dans l'esprit des principes de communication généraux ci-après.

En conséquence, les informations financières au titre du présent chapitre ne devront pas nécessairement être soumises à un audit externe, sauf si l'Autorité en décide autrement.

9.1.5 Principe de l'importance relative

817. L'institution devrait définir les informations lui apparaissant pertinentes, selon le principe de l'importance relative. Une information sera jugée importante (ou significative) si son omission ou son inexactitude est de nature à modifier ou à influencer l'appréciation ou la décision de son utilisateur. Cette définition est conforme aux principes comptables généralement reconnus au Canada. L'Autorité est consciente qu'un jugement qualitatif doit permettre de déterminer si, dans des circonstances particulières, la personne utilisant une information financière considérera tel ou tel élément comme important ou non (critère d'utilisateur). L'Autorité n'établit pas de seuils spécifiques de communication financière, car ceux-ci peuvent être sujets à des manipulations et sont, en outre, difficiles à déterminer, et considère le critère d'utilisateur comme une référence utile pour s'assurer que la communication financière est suffisante.

9.1.6 Fréquence des communications

818. Les informations quantitatives précisées dans le présent chapitre doivent être publiées selon les dates habituelles de dépôt de l'information financière (semestrielle pour les sociétés et trimestrielle pour les coopératives). L'institution est tenue de faire état de ses ratios de fonds propres et de fonds propres totaux, ainsi que des diverses composantes de ces ratios¹⁵⁶. De plus, si les informations concernant les expositions au risque ou d'autres éléments sont susceptibles d'évoluer rapidement, l'institution doit alors diffuser également ces informations sur une base plus fréquente. Dans tous les cas, elle devrait publier les informations importantes dès qu'elle est en mesure de le faire et pas au-delà des délais prescrits par l'Autorité. Toutefois, les informations qualitatives qui donnent un aperçu général des objectifs et politiques de gestion des risques, du système de notification et des définitions propres à l'institution peuvent être communiquées une fois par an.

Remarque

L'Autorité exige que l'ensemble des exigences de divulgation prévues au présent chapitre soit fourni dans un délai raisonnable après la fin de son exercice, selon les dates habituelles de dépôt de l'information financière.

¹⁵⁶ Ces composantes comprennent les fonds propres des catégories 1A, 1B, le total des fonds propres incluant les fonds propres de la catégorie 2.

9.1.7 Informations propres à l'institution et informations confidentielles

819. Les informations propres à l'institution englobent celles (p. ex., sur des produits ou des systèmes) qui, si elles étaient portées à la connaissance de la concurrence, affecteraient la valeur de l'investissement réalisé dans ces produits ou systèmes et nuiraient ainsi à sa position concurrentielle. Les informations concernant la clientèle sont souvent confidentielles, car elles sont fournies dans le cadre d'un accord juridique ou d'une relation de contrepartie. Cela a un impact sur ce que l'institution est en droit de révéler sur sa clientèle ainsi que sur le détail de ses dispositifs internes, tels que leurs méthodes utilisées, leurs estimations de paramètres, leurs données, etc.

Les exigences présentées ci-après concilient au mieux la nécessité de diffuser des informations significatives et la protection des informations propres à l'institution ou confidentielles. Dans des cas exceptionnels, la divulgation de certains éléments requis par le présent chapitre pourrait porter un grave préjudice à la position de l'institution, s'il s'agit d'informations qui, par nature, sont soit propres à l'institution, soit confidentielles.

Dans ces circonstances, l'institution n'est pas tenue de communiquer de tels éléments, mais elle doit diffuser des informations plus générales ayant trait à l'exigence concernée, tout en précisant que des éléments spécifiques n'ont pas été communiqués et les raisons de cette décision. Cette dérogation limitée n'a pas vocation à s'opposer aux exigences de communication dictées par les principes comptables.

9.2 Exigences de communication financière¹⁵⁷

820. Les sections suivantes présentent, sous forme de tableaux, les exigences de communication financière au titre du présent chapitre. Des définitions et explications complémentaires sont fournies dans les notes de bas de page.

9.2.1 Principes généraux de communication financière

821. L'institution devrait être dotée d'une politique formalisée en matière de communication financière, approuvée par le conseil d'administration, qui définisse l'approche choisie pour déterminer les informations à diffuser et les contrôles internes à exercer sur l'ensemble du processus. En outre, l'institution devrait appliquer des procédures pour évaluer le caractère approprié de sa communication financière, incluant la validation et la fréquence de celle-ci.

La partie applicable au paragraphe 822 est déplacée à la sous-section 9.2.4 pour assurer la continuité dans la présentation des tableaux.

¹⁵⁷ Dans la présente section, les informations financières désignées par un astérisque sont des conditions concernant l'utilisation d'une approche ou méthodologie particulière aux fins des calculs des fonds propres réglementaires.

9.2.2 Expositions et procédures d'évaluation

823. Les risques auxquels l'institution est exposée et les techniques qu'elle utilise pour identifier, mesurer, surveiller et contrôler ces risques constituent des facteurs importants qui sont pris en compte par les intervenants du marché financier pour évaluer l'institution. Cette section passe en revue certains grands risques affectant l'institution : le risque de crédit, le risque de taux d'intérêt, le risque sur actions du portefeuille bancaire ainsi que le risque opérationnel. Elle porte également sur les informations financières liées aux techniques d'atténuation du risque de crédit et la titrisation d'actifs, qui modifient, l'une comme l'autre, le profil de risque de l'institution. Le cas échéant, le texte précise les informations particulières attendues de l'institution qui utilise différentes approches d'évaluation des fonds propres réglementaires.

9.2.3 Exigences générales d'informations qualitatives

824. Pour chaque type de risque (risques de crédit, opérationnel, de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire et sur actions), l'institution doit décrire ses objectifs et politiques de gestion des risques, notamment :

- ses stratégies et procédures;
- la structure et l'organisation de la fonction de gestion des risques correspondante;
- la portée et la nature des systèmes de reddition de compte et/ou de mesure du risque;
- les politiques de couverture et/ou d'atténuation du risque, ainsi que les stratégies et procédures de surveillance de l'efficacité continue des couvertures et/ou techniques d'atténuation.

9.2.4 Champ d'application

Le présent chapitre s'applique sur une base consolidée, à chaque caisse et à chaque société, pour y englober principalement toutes les opérations d'une caisse ou d'une société et toute autre activité financière menée au sein de leurs filiales (comme indiqué dans le Chapitre 1 « champ d'application »).

D'une manière générale, les informations relatives aux différentes filiales n'auront pas à satisfaire aux exigences de communication financière précisées ci-après.

TABLEAU 1

Champ d'application		
Informations qualitatives	a)	Nom de l'institution à laquelle s'applique la présente ligne directrice.
	b)	Présentation des différences dans les principes de consolidation, selon qu'ils répondent à des fins comptables ou prudentielles, accompagnées d'une brève description des composantes que comprend l'institution financière : a) Composantes cumulées / consolidées ¹⁵⁸ ; b) composantes exclues par voie de déduction ¹⁵⁹ ; c) ni consolidées ni déduites (p. ex., lorsque la participation est pondérée en fonction des risques).
	c)	Toutes les restrictions, ou autres obstacles majeurs, sur les transferts de fonds ou fonds propres réglementaires au sein du groupe.
Informations quantitatives	d)	Montant agrégé des insuffisances de fonds propres ¹⁶⁰ dans toutes les filiales non incluses dans la consolidation, c'est-à-dire qui sont déduites, et nom de ces filiales.

¹⁵⁸ Conformément aux principes comptables applicables en vigueur au Canada.

¹⁵⁹ Peuvent figurer en complément (complément aux entités et/ou complément d'informations sur les entités) à la liste des filiales importantes pour les états financiers consolidés, selon les principes comptables applicables en vigueur au Canada.

¹⁶⁰ Une insuffisance de fonds propres est le montant manquant par rapport aux exigences de fonds propres réglementaires. Les insuffisances qui ont été déduites à l'échelle du groupe, en plus des investissements dans ces filiales, ne doivent pas être incluses dans l'insuffisance agrégée de fonds propres.

9.2.5 Fonds propres

TABLEAU 2

Structure des fonds propres		
Informations qualitatives	a)	Informations résumées sur les principales caractéristiques contractuelles de tous les éléments de fonds propres.
Informations quantitatives	b)	<p>Montant des fonds propres de la catégorie 1 (1A et 1B), distinguant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • les réserves; • les excédents non répartis; • les parts de capital; • les participations minoritaires admissibles découlant de la consolidation d'instruments de fonds propres de la catégorie 1; • l'ajustement cumulatif de la conversion des devises étrangères net d'impôt déclaré dans les autres éléments du résultat global; • les gains / (pertes) cumulatifs nets après impôt découlant de l'évolution du risque de crédit de l'institution financière utilisant l'option de la juste valeur pour ses passifs; • les pertes cumulatives nettes après impôt sur les titres de participation disponibles à la vente déclarées dans les autres éléments du résultat global; • les gains cumulatifs non réalisés nets après impôt sur les immeubles de placement présentés à la juste valeur; • les gains / (pertes) non réalisés nets après impôt sur les biens pour propre usage réévalués à la juste valeur à la conversion aux IFRS (modèle de coût); • la perte cumulative de réévaluation nette après impôt sur les biens pour propre usage (modèle de réévaluation); • les autres instruments de fonds propres; • les instruments émis par l'institution financière qui ne font pas parties des éléments de la catégorie 1A et qui rencontrent les critères d'admissibilité de la catégorie 1B • les instruments qui sont émis par des filiales consolidées et détenus par des tiers et qui respectent les critères d'admissibilité de la catégorie 1B. • les ajustements réglementaires appliqués aux instruments de la catégorie 1 (1A et 1B).
	c)	Montant total des fonds propres de la catégorie 2.
	d)	Autres éléments à déduire des fonds propres de la catégorie 1 et de la catégorie 2.
	e)	Total des fonds propres éligibles.

TABLEAU 3

Adéquation des fonds propres		
Informations qualitatives	a)	Brève analyse de l'approche suivie par l'institution financière en vue d'évaluer l'adéquation de ses fonds propres pour soutenir ses activités actuelles et futures.
Informations quantitatives	b)	<p>Exigences de fonds propres au titre du risque de crédit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Portefeuilles soumis à l'approche standard ou à l'approche standard simplifiée, faisant l'objet d'une communication financière distincte; • Portefeuilles couverts par des approches NI, faisant individuellement l'objet d'une communication financière distincte au titre de l'approche NI fondation et de l'approche NI avancée; <p>i) entreprises (y compris financement spécialisé non soumis aux critères de classification prudentiels), emprunteurs souverains et banques;</p> <p>ii) prêts hypothécaires au logement;</p> <p>iii) expositions renouvelables sur la clientèle de détail éligibles¹⁶¹;</p> <p>iv) autres expositions sur la clientèle de détail.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Expositions relatives à des transactions de titrisation.
	c)	<p>Exigences de fonds propres au titre de l'exposition sur actions dans l'approche NI :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Portefeuilles d'actions soumis aux approches fondées sur le marché; <ul style="list-style-type: none"> ➢ portefeuilles soumis à l'approche de pondération simple; ➢ actions du portefeuille bancaire dans le cadre de l'approche des modèles internes (pour l'institution financière utilisant cette approche pour les expositions sur actions du portefeuille bancaire); • Portefeuilles d'actions soumis aux approches PD/PCD.
	d)	<p>Exigences de fonds propres au titre des risques de marché¹⁶² :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Approche standard; • Approche modèles internes – portefeuille de négociation.

¹⁶¹ Les portefeuilles de créances non hypothécaires envers la clientèle de détail utilisées pour le calcul des fonds propres au titre des Chapitres 3 à 8 (c.-à-d. expositions renouvelables éligibles et autres expositions sur la clientèle de détail) devraient être traités portefeuille par portefeuille, à moins qu'ils soient d'importance négligeable (par rapport à l'ensemble des expositions de crédit) et que leur profil de risque soit suffisamment semblable, puisque, dans ce cas, la communication d'informations spécifiques n'aiderait pas les utilisateurs à mieux comprendre le profil de risque de l'activité clientèle de détail de l'institution.

¹⁶² Les exigences de fonds propres ne font l'objet d'une communication financière que pour l'approche retenue.

	e)	Exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel ¹⁶³ : <ul style="list-style-type: none"> • approche indicateur de base; • approche standard; • AMA.
	f)	<ul style="list-style-type: none"> • Ratio des fonds propres de la catégorie 1 et ratio de fonds propres totaux : <ul style="list-style-type: none"> ➢ Pour l'institution financière, telle que définie à la section 1.1.

9.2.6 Risque de crédit

825. Les informations générales sur le risque de crédit fournissent aux intervenants du marché financier toute une série de renseignements sur l'ensemble des expositions au risque de crédit; elles ne doivent pas nécessairement s'appuyer sur des informations établies à des fins réglementaires. Les informations portant sur les techniques d'évaluation des fonds propres donnent des indications sur la nature spécifique des expositions, les méthodes d'évaluation des fonds propres et les données qui permettent d'apprécier la fiabilité des informations communiquées.

¹⁶³ Voir note de bas de page N° 162.

TABLEAU 4¹⁶⁴

Risque de crédit : Informations générales		
Informations qualitatives	a)	Exigences qualitatives générales (paragraphe 824 de la sous-section 1.2.3) au titre du risque de crédit, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • définitions des prêts en souffrance et/ou prêts douteux (à des fins comptables); • description des approches adoptées pour les provisions spécifiques et générales ainsi que des méthodes statistiques; • analyse de la politique de gestion du risque de crédit suivie par l'institution financière; • pour l'institution financière qui a adopté, en partie seulement, soit l'approche NI fondation soit l'approche NI avancée, description de la nature des expositions dans chaque portefeuille qui sont soumises aux approches : <ol style="list-style-type: none"> 1) Standard; 2) NI fondation; et 3) NI avancée. ainsi que des plans de mise en œuvre et du calendrier d'application de l'approche adoptée.
	b)	Total des expositions brutes au risque de crédit ¹⁶⁵ , plus exposition brute moyenne ¹⁶⁶ sur la période ¹⁶⁷ , avec ventilation par grande catégorie d'expositions de crédit ¹⁶⁸ .
Informations quantitatives	c)	Répartition géographique ¹⁶⁹ des expositions, avec ventilation, pour les zones importantes, par grande catégorie d'expositions de crédit.

¹⁶⁴ Le Tableau 4 ne couvre pas le risque sur actions.

¹⁶⁵ À savoir, après les ajustements de la valeur au bilan (autant pour les expositions comptabilisées à la juste valeur que celles comptabilisées au coût après amortissement) en fonction des principes comptables applicables en vigueur au Canada et sans considérer les effets des techniques d'atténuation du risque de crédit, telles que les sûretés et la compensation.

¹⁶⁶ Sauf si la position en fin de période est représentative des positions de l'institution en regard des risques sur la période, les expositions brutes moyennes n'ont pas besoin d'être communiquées.

¹⁶⁷ Lorsque les montants moyens sont communiqués en application d'une norme comptable ou pour répondre à toute autre exigence précisant la méthode de calcul à utiliser, cette méthode devrait être suivie. Sinon, les expositions moyennes doivent être calculées à l'aide de l'intervalle le plus fréquemment constaté généré par les systèmes d'une entité financière pour des raisons de gestion, de réglementation ou autres, à condition que les moyennes ainsi obtenues soient représentatives des activités de l'institution. La base de calcul des moyennes doit être précisée uniquement lorsqu'il ne s'agit pas d'une moyenne quotidienne.

¹⁶⁸ Cette ventilation peut être celle qui est appliquée dans le cadre des principes comptables et peut, par exemple, être la suivante : a) prêts, engagements et autres expositions de hors-bilan sur instruments autres que dérivés; b) titres de créances; c) dérivés de gré à gré.

¹⁶⁹ Les zones géographiques peuvent être constituées d'un seul pays, d'un groupe de pays ou de régions au sein d'un pays. L'institution pourrait décider de définir les zones géographiques selon la manière dont elles gèrent leurs portefeuilles en termes géographiques. Le critère utilisé pour affecter les prêts aux zones géographiques devrait être précisé.

TABLEAU 4¹⁶⁴

Risque de crédit : Informations générales	
d)	Répartition des expositions par secteur d'activités ou type de contrepartie, avec ventilation par grande catégorie d'expositions de crédit.
e)	Répartition des échéances contractuelles résiduelles de l'ensemble du portefeuille, avec ventilation par grande catégorie d'expositions de crédit.
f)	Par grande catégorie de secteur ou de contrepartie : <ul style="list-style-type: none"> • montant des prêts douteux et, si l'information est disponible, celui des prêts en souffrance, les deux montants étant fournis séparément¹⁷⁰; • provisions spécifiques et générales; • imputations aux provisions spécifiques et radiations durant la période.
g)	Montant des prêts douteux et, si l'information est disponible, celui des prêts en souffrance. Les deux chiffres étant fournis séparément et ventilés par grande zone géographique, comprenant, le cas échéant, les montants correspondants des provisions spécifiques et générales en rapport avec chaque zone géographique ¹⁷¹ .
h)	Rapprochement des variations des provisions pour prêts douteux ¹⁷² .
i)	Pour chaque portefeuille, le montant des expositions (pour les institutions utilisant l'approche NI, le montant des encours, plus ECD sur les engagements de crédit inutilisés) qui sont soumises aux approches : <ol style="list-style-type: none"> 1) standard; 2) NI fondation; et 3) NI avancée.

¹⁷⁰ L'institution est également incitée à fournir une analyse de la durée des prêts en souffrance.

¹⁷¹ Les informations concernant la part des provisions générales qui n'est pas affectée à une zone géographique doivent être communiquées séparément.

¹⁷² Ce rapprochement comporte des éléments d'informations déjà couverts par les principes comptables applicables en vigueur au Canada, mais ce rapprochement doit dissocier les provisions spécifiques et générales et indiquer les soldes d'ouverture et de clôture de ces provisions.

TABLEAU 5

Risque de crédit : communication financière relative aux portefeuilles dans le cadre de l'approche standard et aux pondérations réglementaires dans le cadre des approches NI ¹⁷³		
Informations qualitatives	a)	<p>Pour les portefeuilles soumis à l'approche standard :</p> <ul style="list-style-type: none"> • nom des OEEC et OCE utilisés ainsi que les raisons des changements éventuels; • types d'expositions pour lesquels ces organismes sont consultés; • description de la procédure suivie pour transposer les évaluations de crédit des émissions publiques sur des actifs similaires détenus dans le portefeuille bancaire; • alignement sur les tranches de risques de l'échelle alphanumérique de chaque organisme utilisé.
Informations quantitatives	b)	<ul style="list-style-type: none"> • Pour les montants des expositions après atténuation du risque selon l'approche standard, encours de l'institution (notés et non notés) dans chaque tranche de risques ainsi que ceux qui sont déduits. • Pour les expositions soumises aux pondérations réglementaires dans l'approche NI (immobilier commercial à forte volatilité, financements spécialisés assujettis à des critères de classement prudentiels et actions couvertes par l'approche simple de pondération en fonction des risques), montant agrégé de l'encours de l'institution pour chaque tranche de risques.

¹⁷³ Une exception de *minimis* s'applique lorsque les notations sont utilisées pour moins de 1 % du portefeuille de prêts global.

Paragraphe 826 et Tableau 6 retirés – communication financière relative aux portefeuilles soumis aux approches NI au titre du risque de crédit.

TABLEAU 7

Techniques d'atténuation du risque de crédit : communication financière dans le cadre des approches standard et NI ^{174 175}		
Informations qualitatives	a)	Exigences générales d'informations qualitatives (paragraphe 824 de la sous-section 9.2.3) concernant les techniques d'atténuation du risque de crédit, notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les politiques et procédures concernant la compensation d'éléments de bilan et de hors-bilan ainsi que les indications sur l'ampleur de leur utilisation; • les politiques et procédures d'évaluation et de gestion des sûretés; • la description des principaux types de sûretés reçues par l'institution financière; • les principales catégories de garants et/ou contreparties sur dérivés de crédit et leur solvabilité; • et les informations sur la concentration des risques (de marché ou de crédit) dans le cadre des techniques d'atténuation employées.
	b)	Pour chaque portefeuille de risque de crédit faisant l'objet d'une communication financière distincte et soumis à l'approche standard et/ou NI fondation, l'exposition totale (après compensation d'éléments de bilan et de hors-bilan, s'il y a lieu) couverte par : <ul style="list-style-type: none"> • des sûretés financières éligibles; • d'autres sûretés NI éligibles; après application des décotes ¹⁷⁶ .
Informations quantitatives	c)	Pour chaque portefeuille de risque de crédit faisant l'objet d'une communication financière distincte et soumis à l'approche standard et/ou NI, l'exposition totale (après compensation d'éléments de bilan et de hors-bilan, s'il y a lieu) couverte par des garanties/dérivés de crédit.

¹⁷⁴ Au minimum, l'institution doit présenter les informations ci-dessous concernant l'atténuation du risque de crédit qui a été prise en compte à des fins d'atténuation des exigences de fonds propres dans le cadre de la ligne directrice. Le cas échéant, l'institution est incitée à diffuser des informations complémentaires sur les éléments d'atténuation qui n'ont pas été pris en compte à cet effet.

¹⁷⁵ Les dérivés de crédit qui sont traités, aux fins de la ligne directrice, comme composantes de structures de titrisation synthétique doivent être exclus de la divulgation relative aux techniques d'atténuation des risques de crédit et inclus dans celles qui portent sur la titrisation (voir le Tableau 9).

¹⁷⁶ Si l'approche globale est utilisée, le cas échéant, le total de l'exposition couverte par la sûreté après décotes doit être encore réduit afin d'éliminer les ajustements appliqués à l'exposition, comme l'autorisent les Chapitres 3 à 8 de la présente ligne directrice.

TABLEAU 8

Risque de contrepartie : informations générales sur les expositions		
Informations qualitatives	a)	<p>Exigences générales d'informations qualitatives (paragraphe 824 et 825 des sous-sections 9.2.3 et 9.2.6) relatives au risque de contrepartie et aux dérivés, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> Analyse de la méthodologie employée pour allouer des fonds propres économiques et fixer des limites de crédit concernant les expositions au risque de contrepartie; analyse des politiques adoptées en matière d'obtention des sûretés et de constitution des provisions pour risque de crédit; analyse des politiques adoptées en matière d'exposition au risque de corrélation défavorable; analyse des effets du montant de sûretés que l'institution devrait fournir en cas de révision à la baisse de sa note de crédit.
Informations quantitatives	b)	<p>Juste valeur brute positive des contrats, solde des transactions de compensation, exposition courante après compensation, sûretés détenues (y compris leur nature : liquidités, titres d'État, etc.) et exposition nette sur instruments dérivés¹⁷⁷. Mesures de l'exposition en cas de défaut, ou du montant de l'exposition, calculées par la méthode des modèles internes (MMI), la méthode standard (MS) ou la méthode de l'exposition courante (MEC) selon le cas. Valeur notionnelle des couvertures fondées sur des dérivés de crédit et distribution de l'exposition courante par catégories d'expositions¹⁷⁸.</p>
	c)	<p>Transactions sur dérivés de crédit engendrant un risque de contrepartie (valeur notionnelle), réparties entre les transactions liées au portefeuille de crédit de l'institution et les activités d'intermédiation, l'information étant subdivisée par type de dérivés de crédit utilisés¹⁷⁹, en distinguant, au sein de chaque groupe de produits, protections achetées et protections vendues.</p>
	d)	<p>Valeur estimée du facteur alpha si l'institution a obtenu de l'Autorité l'autorisation d'estimer cette valeur.</p>

¹⁷⁷ L'exposition de crédit nette sur dérivés désigne l'exposition de crédit sur dérivés compte tenu des soldes résultant des accords de compensation exécutoires et des conventions de remise de sûretés. Le montant notionnel des couvertures fondées sur des dérivés de crédit sensibilise les intervenants du marché financier à une possibilité supplémentaire d'atténuation du risque de crédit.

¹⁷⁸ Par exemple, contrats de taux, contrats sur devises, contrats sur actions, dérivés de crédit et contrats sur produits de base/autres contrats.

¹⁷⁹ Par exemple, contrats dérivés sur défaut, contrats sur rendement total, options référencées sur la qualité du crédit.

TABLEAU 9

Expositions de titrisation : communication financière dans le cadre des approches standard	
Informations qualitatives ¹⁸⁰	<p>a) Exigences générale d'informations qualitatives (paragraphe 824 de la sous-section 9.2.3) concernant la titrisation d'actifs (y compris les transactions synthétiques) comprenant une analyse :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des objectifs de l'institution financière au regard de ses transactions de titrisation, expliquant notamment dans quelle mesure lesdites transactions transfèrent de l'institution à d'autres institutions financières le risque de crédit des expositions titrisées sous-jacentes et incluant le type de risques assumés et retenus par les activités de retitrisation¹⁸¹; • de la nature des autres risques inhérents aux actifs titrisés (p. ex., le risque de liquidité); • des rôles joués par l'institution financière dans la procédure de titrisation¹⁸² ainsi que des indications sur l'importance de l'engagement de l'institution financière dans chaque transaction; • une description des processus de suivi des changements du risque de crédit et du risque de marché liés aux expositions de titrisation¹⁸³ (p. ex., l'impact des actifs sous-jacents sur l'exposition de titrisation) incluant une description des particularités du processus mis en place pour le suivi des expositions de retitrisation; • une description de la politique gouvernant l'utilisation des techniques d'atténuation du risque de crédit lié aux expositions de titrisation et aux expositions de retitrisation.

¹⁸⁰ Lorsque pertinent, l'institution financière devrait fournir les informations qualitatives de façon séparée pour le portefeuille bancaire et le portefeuille de négociation.

¹⁸¹ Par exemple, si l'institution financière est particulièrement active dans le marché des tranches prioritaires de la titrisation étagée des tranches mezzanine de la titrisation des hypothèques résidentielles, elle devrait décrire la structure de la titrisation étagée (p. ex., la tranche la plus prioritaire de la tranche mezzanine des hypothèques résidentielles); cette description devrait être fournie pour les catégories principales des produits de retitrisation dans lesquelles l'institution financière est active.

¹⁸² Par exemple : entité financière initiatrice, investisseur, organisme de gestion, entité financière apportant un rehaussement de crédit, promoteur, fournisseur de liquidités ou de swaps et vendeur de protection.

¹⁸³ Les expositions de titrisation, comme indiqué dans le Chapitre 6 de la présente ligne directrice, comprennent – entre autres – les valeurs mobilières, les facilités de trésorerie, les protections fournies aux positions de titrisation, les expositions utilisées, autres engagements et rehaussements de crédit, tels que les obligations à coupons détachés (sur flux d'intérêt seulement), dépôts de garantie sous forme de liquidités et autres actifs subordonnés.

TABLEAU 9

Expositions de titrisation : communication financière dans le cadre des approches standard	
b)	<p>Une liste :</p> <ul style="list-style-type: none"> • des types de SAH que l'institution financière, en tant que promoteur¹⁸⁴, utilise pour titriser les expositions des tiers. Il faut également indiquer si l'institution financière a des expositions à ces SAH, que ce soit au bilan ou hors-bilan • des entités affiliées i) que l'institution financière gère ou conseille et ii) qui investissent soit dans les expositions de titrisation que l'institution financière a titrisées ou les SAH pour lesquelles l'institution financière agit comme promoteur¹⁸⁵
c)	<p>Résumé des conventions comptables de l'institution concernant les transactions de titrisation, dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'explication du mode de traitement des transactions (comme cessions ou comme financements) • la prise en compte des plus-values sur cessions • les méthodes et les principales hypothèses (incluant les données intrants) pour l'évaluation des positions conservées ou acquises¹⁸⁶ • les changements importants dans les méthodes et les principales hypothèses depuis la dernière période de divulgation couverte et leurs effets • le traitement des titrisations synthétiques, si elles ne sont pas couvertes par d'autres conventions comptables (p. ex., sur les dérivés) • la méthode d'évaluation des expositions à titriser (p. ex., produit en développement ou entreposage) et si elles sont inscrites au portefeuille bancaire ou au portefeuille de négociation • les politiques de reconnaissance des passifs au bilan pour les ententes qui pourraient nécessiter de l'institution financière de fournir un soutien financier pour les actifs titrisés
d)	<p>Pour le portefeuille bancaire, faire mention du nom des OEEC utilisés pour la titrisation et les catégories d'expositions relatives à la titrisation pour lesquelles chaque organisme est employé.</p>

¹⁸⁴ L'institution est généralement considérée comme promoteur si, de fait ou en substance, elle remplit les fonctions de gestionnaires ou de conseil du programme, place les titres sur le marché, ou fournit des liquidités et/ou des rehaussements de crédit. Le programme pourrait inclure, par exemple, les programmes d'émissions de PCAA et les produits structurés.

¹⁸⁵ Par exemple, les fonds d'investissement du marché monétaire doivent être énumérés individuellement, et les fiducies personnelles et privées doivent être énumérées globalement.

¹⁸⁶ Lorsque pertinent, l'institution devrait faire la différence entre l'évaluation des expositions de titrisation et l'évaluation des expositions de titrisation étagée.

TABLEAU 9

Expositions de titrisation : communication financière dans le cadre des approches standard		
	e)	<p>Description du processus de l'AEI. Cette description devrait inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> la structure du processus d'évaluation interne et la relation entre l'évaluation interne et la notation externe, incluant l'information sur les OEEC tel que spécifié au point (d) ci-dessus; l'utilisation de l'évaluation interne à d'autres fins que pour le calcul des exigences de fonds propres; les mécanismes de contrôle du processus d'évaluation interne (indépendance, reddition de comptes, révision du processus, etc.); les types d'expositions¹⁸⁷ auxquelles le processus d'évaluation interne est appliqué; les facteurs de tension utilisés pour déterminer les niveaux de rehaussement de crédit, par type d'exposition.
	f)	Une explication des changements significatifs de toute information quantitative (p. ex., le montant des actifs à titriser et le mouvement des actifs entre le portefeuille bancaire et le portefeuille de négociation) depuis la dernière divulgation.
Informations quantitatives :	g)	Encours total des expositions titrisées ¹⁸⁸ par l'institution financière et définies par le cadre de titrisation (réparti entre titrisation classique et titrisation synthétique), par type, séparément des expositions de titrisation de tierces parties pour lesquelles l'institution financière agit uniquement en tant que promoteur.
	h)	<p>Pour les expositions titrisées par l'institution financière et définies par le cadre de titrisation.</p> <ul style="list-style-type: none"> montants des actifs titrisés qui sont douteux et/ou dont les paiements sont en souffrance, répartis par type d'exposition, et pertes prises en compte par l'institution financière durant la période en cours, réparties par type d'exposition¹⁸⁹
Portefeuille bancaire	i)	Encours total des expositions à titriser, réparties par type d'exposition.

¹⁸⁷ Par exemple, les cartes de crédit, les automobiles et les expositions de titrisation détaillées par type d'exposition du sous-jacent et par type d'actifs (p. ex., TAC)

¹⁸⁸ Les « expositions de titrisation » incluent les expositions résultant des transactions pour lesquelles l'institution joue le rôle de promoteur et les expositions découlant de transactions de titrisation où elle intervient à un autre titre, qui sont couvertes par le dispositif de titrisation. Les transactions de titrisation dans lesquelles l'institution financière initiatrice ne conserve aucune exposition de titrisation doivent apparaître séparément, mais elles ne doivent être indiquées que pour l'année où elles sont lancées.

¹⁸⁹ Par exemple, radiations/provisions (si les actifs restent inscrits au bilan), amortissement partiel d'obligations à coupons détachés (sur flux d'intérêt seulement) et d'autres participations résiduelles, ainsi que la reconnaissance des passifs requis pour de futurs supports financiers probables aux actifs titrisés de l'institution.

TABLEAU 9

Expositions de titrisation : communication financière dans le cadre des approches standard	
j)	Résumé des transactions de titrisation durant l'année en cours, y compris le total du montant des actifs titrisés (par catégorie d'exposition) et plus-values ou moins-values de cessions prises en compte, par catégorie d'exposition.
k)	Montant agrégé des : <ul style="list-style-type: none"> • expositions de titrisation au bilan, conservées ou acquises, réparties par type d'exposition; • expositions de titrisation hors bilan, réparties par type d'exposition.
l)	<ul style="list-style-type: none"> • Montant agrégé des expositions de titrisation conservées ou acquises et exigences de fonds propres correspondantes, réparties entre les expositions de titrisation et les expositions de retitrisation et réparties ensuite en un nombre significatif de tranches de pondération des risques pour chacune des approches utilisées pour le calcul des exigences de fonds propres (p. ex., FR, AFN et AEI). • Les expositions qui ont été entièrement déduites des fonds propres de la catégorie 1, les obligations à coupons détachés (sur flux d'intérêts seulement) déduites du total des fonds propres, et autres expositions déduites de ce total, doivent être communiquées séparément, par type d'exposition.
m)	Pour les titrisations soumises au régime de remboursement anticipé, les éléments suivants par type d'exposition pour les facilités titrisées : <ul style="list-style-type: none"> • les montants agrégés des expositions utilisées relatives aux intérêts du vendeur et à ceux de l'investisseur; • le montant agrégé des exigences de fonds propres à l'encontre des montants utilisés et des engagements inutilisés qu'elle a conservés (en qualité de vendeur); • le montant agrégé des exigences de fonds propres à l'encontre des expositions utilisées et des engagements inutilisés de l'investisseur.
n)	Montant agrégé des expositions de retitrisation conservées ou acquises réparties par : <ul style="list-style-type: none"> • expositions auxquelles les techniques d'atténuation du risque de crédit sont appliquées et celles auxquelles elles ne sont pas appliquées ; • expositions aux fournisseurs de garanties réparties selon les catégories de qualité de leur crédit ou leurs noms.
Informations quantitatives : Portefeuille de négociation	Encours total des expositions titrisées par l'institution financière et définies par le cadre de titrisation (réparti entre titrisation classique et titrisation synthétique), par type d'expositions ¹⁹⁰ , séparément des expositions de titrisation de tierces parties pour lesquelles l'institution financière agit uniquement en tant que promoteur.

¹⁹⁰ L'institution financière doit divulguer son exposition quelles que soient les exigences des fonds propres prévues aux Chapitres 3 à 8.

TABLEAU 9

Expositions de titrisation : communication financière dans le cadre des approches standard	
p)	Encours total des expositions à titriser, réparties par type d'exposition.
q)	Résumé des transactions de titrisation durant l'année en cours, y compris le total du montant des actifs titrisés (par catégorie d'exposition) et plus-values ou moins-values de cessions prises en compte, par catégorie d'exposition.
r)	Montant agrégé des expositions titrisées par l'institution financière pour lesquelles l'institution financière a retenu quelques expositions et auxquelles s'applique l'approche du risque de marché (réparties entre titrisation traditionnelle et titrisation synthétique), par type d'exposition.
s)	Montant agrégé des : <ul style="list-style-type: none"> • expositions de titrisation au bilan, conservées ou acquises, réparties par type d'exposition; • expositions de titrisation hors bilan, réparties par type d'exposition.
t)	Montant agrégé des expositions de titrisation conservées ou acquises réparties par : <ul style="list-style-type: none"> • expositions de titrisation conservées ou acquises qui font l'objet de la mesure du risque global pour le risque spécifique; • expositions de titrisation soumises au dispositif de titrisation pour le risque spécifique réparties en un nombre significatif de tranches de pondération des risques pour chacune des approches utilisées pour le calcul des exigences de fonds propres (p. ex., FR, AFN, et l'approche par ratio de concentration).
u)	Montant agrégé : <ul style="list-style-type: none"> • des exigences de fonds propres pour les expositions de titrisation qui font l'objet de la mesure du risque global, réparties par risque selon une classification appropriée (p. ex., risque de défaut, risque de migration, risque de corrélation); • des exigences de fonds propres pour les expositions de titrisation (ou de retitrisation), soumises au cadre de titrisation, réparties en un nombre significatif de tranches de pondération des risques pour chacune des approches de calcul des exigences de fonds propres (p. ex., FR, AFN et AEI); • des expositions de titrisation qui sont entièrement déduites des fonds propres de la catégorie 1. Les engagements et rehaussements de crédit, tels que les obligations à coupons détachés (sur flux d'intérêt seulement) et autres expositions déduites du total des fonds propres, devraient être divulguées séparément par type d'exposition.

TABLEAU 9

Expositions de titrisation : communication financière dans le cadre des approches standard		
	v)	<p>Pour les titrisations soumises au régime de remboursement anticipé, les éléments suivants par type d'exposition pour les facilités titrisées :</p> <ul style="list-style-type: none"> les montants agrégés des expositions utilisées relatives aux intérêts du vendeur et à ceux de l'investisseur; le montant agrégé des exigences de fonds propres à l'encontre des montants utilisés et des engagements inutilisés qu'elle a conservés (en qualité de vendeur); le montant agrégé des exigences de fonds propres à l'encontre des expositions utilisées et des engagements inutilisés de l'investisseur.
	w)	<p>Montant agrégé des expositions de retitrisation conservées ou acquises réparties par :</p> <ul style="list-style-type: none"> expositions auxquelles les techniques d'atténuation du risque de crédit sont appliquées et celles auxquelles elles ne sont pas appliquées; expositions aux fournisseurs de garanties réparties selon les catégories de qualité de leur crédit leurs noms.

Tableaux 10 et 11

Tableaux retirés – communication financière – risques de marché - les institutions visées par la présente ligne directrice n'ont pas d'exigences spécifiques en matière de fonds propres pour le risque de marché.

9.2.7 Risque opérationnel

TABLEAU 12

Risque opérationnel		
Informations qualitatives	a)	En plus des exigences générales d'informations qualitatives (paragraphe 824 de la sous-section 8.2.3), l'(les) approche(s) d'évaluation des fonds propres relative(s) au risque opérationnel que l'institution financière est habilitée à appliquer.
	b)	La description de l'AMA, si elle est utilisée, y compris l'analyse des facteurs internes et externes significatifs pris en compte dans l'approche. En cas d'utilisation partielle, la portée et la couverture des différentes approches utilisées.
	c)	Pour l'institution financière appliquant l'AMA, la description du recours à l'assurance aux fins d'atténuation du risque opérationnel.

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital
Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
Chapitre 9

203

Autorité des marchés financiers

Janvier 2016

9.2.8 Actions

TABLEAU 13

Les actions : informations sur les positions du portefeuille bancaire		
Informations qualitatives	a)	<p>Les exigences générales d'informations qualitatives (paragraphe 824 de la sous-section 9.2.3) relatives au risque sur actions, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> la différenciation entre les participations sur lesquelles des plus-values sont attendues et celles qui ont été prises à d'autres fins, notamment pour des raisons relationnelles et stratégiques; l'analyse des principales politiques relatives à l'évaluation et à la comptabilisation des actions détenues dans le portefeuille bancaire. Sont concernées les techniques de comptabilisation et les méthodes d'évaluation utilisées, et notamment les principales hypothèses et pratiques influant sur l'évaluation, ainsi que les évolutions importantes de ces pratiques.
	b)	La valeur communiquée au bilan pour l'état des investissements, ainsi que la juste valeur de ces investissements; pour les titres cotés, une comparaison avec la valeur des actions cotées en bourse lorsque le cours est très différent de la juste valeur.
Informations quantitatives	c)	<p>Les types et la nature des investissements, y compris le montant des actifs pouvant entrer dans les catégories :</p> <ul style="list-style-type: none"> cotés en bourse; non cotés en bourse.
	d)	Le montant cumulé des plus-values (moins-values) réalisées sur les ventes et liquidations durant la période sous revue.
	e)	<ul style="list-style-type: none"> Le total des plus-values (pertes) non réalisées¹⁹¹ Le total des plus-values (pertes) latentes¹⁹²; Tout montant des éléments susmentionnés inclus dans les fonds propres de la catégorie 1 et 2.
	f)	Les exigences en fonds propres ventilées par groupes appropriés d'actions, conformément à la méthodologie de l'institution financière, ainsi que les montants agrégés et le type de placement en actions régis par des dispositions prudentielles transitoires ou une clause d'antériorité concernant les exigences de fonds propres réglementaires.

¹⁹¹ Gains (pertes) non réalisé(e)s pris(es) en compte dans le bilan, mais pas dans le compte de profits et pertes.

¹⁹² Gains (pertes) non réalisé(e)s qui ne sont pris(es) en compte ni dans le bilan ni dans le compte de profits et pertes.

9.2.9 Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire

TABLEAU 14

Risque de taux d'intérêt dans le portefeuille bancaire (RTIPB)		
Informations qualitatives	a)	Les exigences générales d'informations qualitatives (paragraphe 824 de la sous-section 9.2.3), y compris la nature du RTIPB et les principales hypothèses, dont celles concernant les remboursements anticipés de prêts et l'évolution des dépôts sans échéance, et la fréquence de l'évaluation du RTIPB.
Informations quantitatives	b)	L'augmentation (diminution) des bénéfices ou de la valeur économique (ou des paramètres significatifs utilisés par la direction) en cas de chocs à la hausse ou à la baisse des taux, en fonction de la méthode utilisée par la direction pour mesurer le RTIPB, avec une répartition par devise (le cas échéant).

9.3 Exigences de divulgation relatives à la rémunération

9.3.1 Champ d'application

Bien que les institutions soient assujetties aux normes de Bâle et aux divulgations requises par le Chapitre 9, il est possible que ces dispositions puissent ne pas être pertinentes pour toutes les institutions ou pour tous leurs secteurs d'activités. Ainsi, il est possible qu'une institution ne soit pas de taille suffisante pour la mise en place d'un comité de rémunération distinct, ou n'ait pas les ressources pour mettre en œuvre un système entièrement fonctionnel de report et d'ajustement de la rémunération selon la performance.

Les exigences en matière de divulgation de la rémunération peuvent donc inclure des seuils de matérialité et de proportionnalité, s'appuyant sur ceux s'appliquant aux exigences existantes de divulgation.

Deux aspects peuvent être considérés :

- Si l'institution, dans son ensemble, est exonérée partiellement ou totalement de divulgation, selon son profil de risque, et
- Si l'institution est exonérée de certains types de divulgation attribuable au fait que l'information visée n'est pas significative ou est de nature confidentielle.

9.3.2 Méthode et fréquence de la divulgation

Les institutions devront divulguer minimalement sur une base annuelle les informations relatives à la rémunération. Elles devraient par ailleurs viser à divulguer ces informations dès qu'elles sont disponibles.

Les institutions devront, dans la mesure du possible, divulguer les informations relatives à la rémunération sur un seul site ou dans un seul document. Les institutions peuvent toutefois référer à un site ou à un document différent :

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital 205
Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
Chapitre 9

- Si une divulgation équivalente a déjà été faite en vertu d'une exigence comptable ou d'un prospectus couvrant la même période (dans de tels cas, l'Autorité aura le pouvoir discrétionnaire de reconnaître les informations existantes qui sont acceptables).
- Pour indiquer où des informations complémentaires (n'étant pas explicitement requises au titre du Chapitre 9) peuvent être trouvées.

Dans de tels cas, l'institution doit s'assurer que le site ou le document soit public est facilement accessible.

9.3.3 Principales informations sur la rémunération

Le Tableau 15 dresse la liste des principales informations sur la rémunération que les institutions devraient inclure à leur document de divulgation au titre du Chapitre 9. Les institutions devraient non seulement divulguer l'information requise, mais articuler autant que possible la façon dont ces facteurs complètent et appuient leur gestion intégrée des risques.

Les informations quantitatives devraient porter seulement sur les hauts dirigeants et les preneurs de risques importants et être subdivisées entre ces deux catégories.

TABLEAU 15

Rémunération	
Informations qualitatives	<p>a) Les informations divulguées en regard des instances qui supervisent la rémunération devraient inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le nom, la composition et le mandat de l'instance responsable de la supervision de la rémunération; • les coordonnées des consultants externes qui ont été sollicités, l'instance qui les a mandatés et les segments du processus de rémunération où ils ont été impliqués; • la description de la portée de la politique de rémunération de l'institution financière (p. ex., par régions, par secteurs d'activité), y compris la mesure dans laquelle elle est applicable aux filiales et succursales étrangères, le cas échéant; • la description des types d'employés considérés comme des preneurs de risque importants et les hauts dirigeants, y compris le nombre d'employés dans chaque groupe.

TABLEAU 15

Rémunération		
	b)	<p>Les informations divulguées à l'égard de la conception et de la structure des processus de rémunération devraient inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un aperçu des principaux objectifs et caractéristiques de la politique de rémunération; • si un examen par le comité de rémunération de la politique de rémunération de l'institution a été tenu au cours de la dernière année, ainsi qu'un aperçu des changements qui y ont été apportés, le cas échéant; • un énoncé sur la façon dont l'institution s'assure que les employés œuvrant du côté des risques et de la conformité sont rémunérés indépendamment des secteurs d'activité qu'ils supervisent.
	c)	<p>La description des façons dont les risques actuels et futurs sont pris en compte dans les processus de rémunération devrait inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un aperçu des principaux risques que l'institution financière considère lors de la mise en œuvre des mesures de rémunération; • un aperçu de la nature et du type des principales mesures utilisées pour considérer ces risques, y compris les risques plus difficilement mesurables (les montants n'ont pas à être divulgués); • un énoncé sur les façons dont ces mesures affectent la rémunération; • un énoncé sur la façon dont la nature et le type de ces mesures ont changé au cours de la dernière année, les raisons derrière ces changements, ainsi que l'impact des changements sur la rémunération.
	d)	<p>La description des méthodes avec lesquelles l'institution financière tente de lier la rémunération à la performance lors d'une période de mesure devrait inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un aperçu des principaux indicateurs de performance pour l'institution financière, les secteurs d'activité et les employés; • un énoncé illustrant comment la rémunération individuelle est liée à la performance individuelle ainsi qu'à la performance globale de l'institution; • un énoncé des mesures que l'institution financière mettra en œuvre afin d'adapter les rémunérations advenant le cas où les mesures de performance seraient de faible qualité¹⁹³.
	e)	<p>La description des méthodes avec lesquelles l'institution financière tente d'ajuster la rémunération en fonction de la performance à long terme devrait inclure :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un énoncé sur la politique de l'institution financière quant au report et à l'octroi de la rémunération variable et, si la portion de la rémunération variable qui est différée varie selon les employés ou groupes d'employés, une description des critères qui déterminent les proportions et leur importance relative; • un énoncé sur la politique et les critères utilisés par l'institution financière dans l'ajustement des rémunérations différées avant l'octroi et (si permis par la législation) après l'acquisition par des dispositions de récupération.

¹⁹³ Le critère de détermination d'une « faible » qualité devrait également être inclus.

TABLEAU 15

Rémunération		
	f)	<p>La description des différentes formes de rémunération variable que l'institution financière utilise et la justification de l'utilisation de ces différentes formes devraient inclure:</p> <ul style="list-style-type: none"> • un aperçu des formes de rémunération variables proposées (espèces, parts et instruments liés ou autres¹⁹⁴); • un énoncé sur l'utilisation des différentes formes de rémunération variable et, si la composition de la rémunération variable diffère selon les employés ou groupes d'employés, une description des critères qui déterminent les compositions et leur importance relative.
	g)	Le nombre de réunions tenues par l'instance principale chargée de superviser la rémunération au cours de l'année financière ainsi que la rémunération versée aux membres de cette instance.
Informations quantitatives	h)	<ul style="list-style-type: none"> • Le nombre d'employés ayant reçu une rémunération variable au cours de l'année financière. • Le nombre et montant total des bonis garantis accordés au cours de l'année financière. • Le nombre et montant total des primes à la signature versées au cours de l'année financière. • Le nombre et montant total des indemnités de départ versées au cours de l'année financière.
	i)	<ul style="list-style-type: none"> • Le montant total des rémunérations différées en suspens, ventilé selon que celles-ci soient en espèces, parts et instruments liés ou autres formes. • Le montant total des rémunérations différées versées au cours de l'année financière.
	j)	<ul style="list-style-type: none"> • La répartition des montants de rémunération accordés pour l'exercice : <ul style="list-style-type: none"> ➢ fixes et variables ➢ différés et non différés ➢ les différentes formes de rémunération utilisées (espèces, parts et instruments liés ou autres formes) • Un exemple de divulgation est présenté au Tableau 16.

¹⁹⁴ Une description des éléments correspondants à d'autres formes de rémunération (le cas échéant) devrait être présentée.

TABLEAU 15

Rémunération	
	<p>Les informations quantitatives sur l'exposition des employés aux ajustements implicites (p. ex., les fluctuations de la valeur des parts) et explicites (p. ex., les malus, récupérations ou revirements semblables, réévaluations à la baisse des primes) apportés à la rémunération différée et la rémunération retenue:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le montant total des rémunérations différées en suspens et de la rémunération retenue exposé à des ajustements a posteriori explicites et / ou implicites; • le montant total des réductions en raison d'ajustements a posteriori explicites au cours de l'année financière; • le montant total des réductions en raison d'ajustements a posteriori implicites au cours de l'année financière.
	k)

Annexe 1-I Exigences minimales de fonds propres

TABLEAU A

Exigences minimales des fonds propres							
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio de fonds propres de la catégorie 1A	3,5 %	3,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %
Total des fonds propres de la catégorie 1	4,5 %	5,5 %	6 %	6 %	6 %	6 %	6 %
Total des fonds propres	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %	8 %

TABLEAU B

Exigences minimales de fonds propres incluant la réserve de conservation (dispositions transitoires proposées par le Comité de Bâle)							
	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio de fonds propres de la catégorie 1A	3,5 %	3,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %	4,5 %
Réserve de conservation des fonds propres				0,625 %	1,25 %	1,875 %	2,5 %
Catégorie 1A + Réserve de conservation	3,5 %	3,5 %	4,5 %	5,125 %	5,75 %	6,375 %	7,0 %
Total des fonds propres de la catégorie 1	4,5 %	5,5 %	6,0 %	6,625 %	7,25 %	7,875 %	8,5 %
Total des fonds propres	8,0 %	8,0 %	8,0 %	8,625 %	9,25 %	9,875 %	10,5 %

**Annexe 1-II Ratio de conservation des fonds propres minimaux
en fonction du niveau des fonds propres de la
catégorie 1A**

2016	2017	2018	2019	Ratio de conservation
De 4,5 % à 4,656 %	De 4,5 % à 4,813 %	De 4,5 % à 4,969 %	De 4,5 % à 5,125 %	100 %
Plus de 4,656 % à 4,813 %	Plus de 4,813 % à 5,125 %	Plus de 4,969 % à 5,438 %	Plus de 5,125 % à 5,75 %	80 %
Plus de 4,813 % à 4,969 %	Plus de 5,125 % à 5,438 %	Plus de 5,438 % à 5,906 %	Plus de 5,75 % à 6,375 %	60 %
Plus de 4,969 % à 5,125 %	Plus de 5,438 % à 5,75 %	Plus de 5,906 % à 6,375 %	Plus de 6,375 % à 7,0 %	40 %
Plus de 5,125 %	Plus de 5,75 %	Plus de 6,375 %	Plus de 7,0 %	0 %

Annexe 1-III (a) Cibles de fonds propres

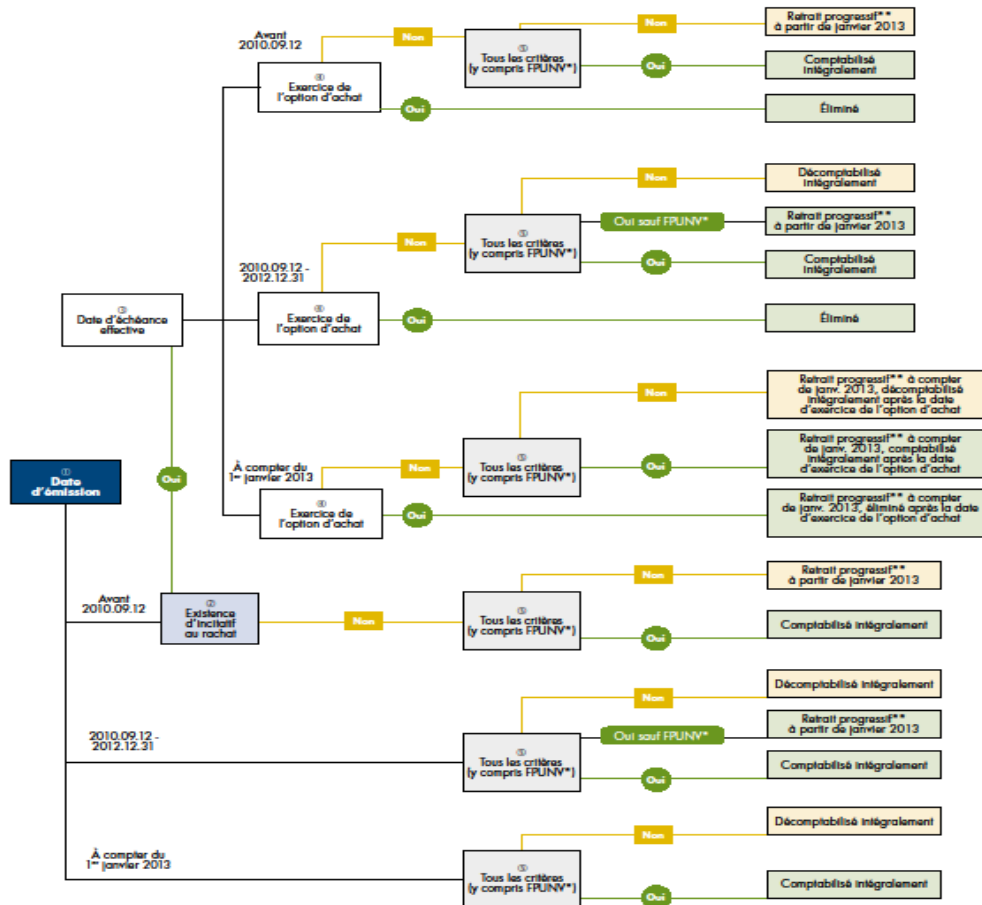
Cible de fonds propres incluant la réserve de conservation de 2,5 %

	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019
Ratio de fonds propres de la catégorie 1A¹⁹⁵	7,0 %	7,0 %	7,0 %	7,0 %	7,0 %	7,0 %	7,0 %
Total des fonds propres de la catégorie 1		8,5 %	8,5 %	8,5 %	8,5 %	8,5 %	8,5 %
Total des fonds propres		10,5 %	10,5 %	10,5 %	10,5 %	10,5 %	10,5 %

¹⁹⁵ Correspond au ratio minimal de fonds de catégorie 1A (4,5 %) plus la réserve de conservation de 2,5 %.

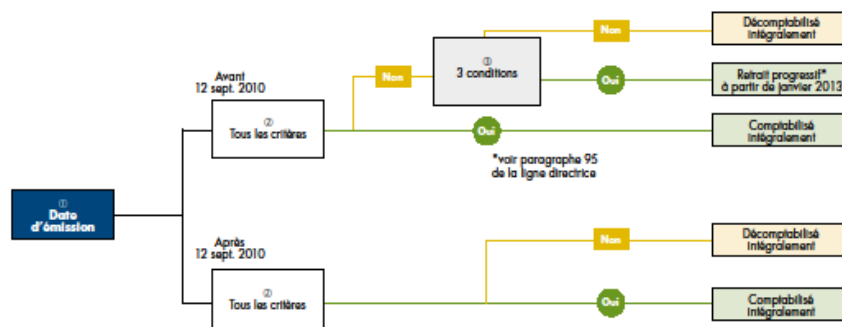
Annexe 1-III (b) Dispositions transitoires

DISPOSITIONS TRANSITOIRES POUR LES INSTRUMENTS DE CAPITALISATION NON-ADMISSIBLES (paragraphe 94 (g))



* « FPUNV » fait référence aux critères relatifs au point de non viabilité publiés par le Comité de Bâle, (Ligne directrice, Chapitre 2, section 2.5).
 ** « Retrait progressif » fait référence aux dispositions transitoires décrites aux paragraphes 94(g) seulement du chapitre 2 de la ligne directrice.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES POUR LES INSTRUMENTS DE CAPITALISATION NON-ADMISSIBLES (paragraphe 95)



* Les 3 conditions ainsi que le retrait progressif sont discutés dans le paragraphe 95 de la ligne directrice - Janvier 2013

Annexe 1-IV Ratio de levier - calcul et définition des composantes

Remarque

Les paragraphes qui suivent à l'égard du Ratio de levier sont tirés des documents *Bâle III : ratio de levier et exigences de publicité* et *Ratio de levier Bâle III Questions fréquemment posées*, publiés par le Comité de Bâle, respectivement en janvier 2014 et juillet 2015.

L'Autorité reprend et adapte les paragraphes du Comité de Bâle dans la présente annexe afin de faciliter la comparaison avec les paragraphes importés du document du Comité de Bâle.

L'Autorité s'attend à ce que l'entité calcule et divulgue trimestriellement le ratio de levier à partir du 1^{er} janvier 2015.

Champ d'application

6. Le ratio de levier est défini comme étant la mesure des fonds propres (le numérateur) divisée par la mesure de l'exposition (le dénominateur), et il est exprimé en pourcentage :

$$\text{Ratio de levier} = \frac{\text{Mesure de fonds propres}}{\text{Mesure de l'exposition}}$$

Exigences minimales

7. À compter du premier trimestre de 2015, l'Autorité s'attend à ce que l'institution maintienne un ratio de levier égal ou supérieur à 3 % en tout temps. Toutefois, au besoin, l'Autorité pourrait demander à l'institution financière de maintenir un niveau différent du plancher de 3 % prescrit actuellement. Dans le cas d'une éventuelle modification du ratio de levier, l'Autorité considérera notamment les éléments suivants :

- l'efficacité des fonctions de gestion opérationnelle et de supervision de l'institution;
- l'adéquation des méthodes et des procédures de gestion des fonds propres et de la liquidité;
- les interventions dont l'institution a fait l'objet;
- le profil de risque et les lignes d'affaires de l'institution (y compris la diversification des expositions);
- le plan stratégique et le plan d'affaires de l'institution.

Toute demande de l'institution de révision à la baisse du ratio cible de levier fixé par l'Autorité devrait être adressée à la Direction de la surveillance prudentielle des institutions de dépôt. Cette demande doit inclure minimalement les éléments suivants :

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital

215

Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne

Annexe 1-IV

Autorité des marchés financiers

Janvier 2016

-
- les motifs de la demande d'abaissement;
 - les projections financières, y compris les projections de croissance par ligne d'affaires;
 - les répercussions attendues des projections de croissance sur la rentabilité, la liquidité ainsi que les ratios de fonds propres ajustés pour les risques.
8. Les présentes exigences s'appliquent sur une base consolidée décrite dans le Chapitre 1 de la présente ligne directrice.
9. Traitement des participations dans les fonds propres des institutions financières, entités d'assurance ou commerciales qui sont à l'extérieur du périmètre de consolidation réglementaire

Lorsque ces institutions financières se situent hors du périmètre de consolidation réglementaire, seule la participation dans les fonds propres de ces établissements (c.-à-d. seule la valeur comptable de la participation, ce qui exclut les actifs sous-jacents et les autres expositions de l'institution détenue) doit être incluse dans la mesure de l'exposition du ratio de levier. Toutefois, les participations dans les fonds propres de ces établissements qui sont déduites des fonds propres de catégorie 1 tel qu'indiqué au paragraphe 16 peuvent être exclues de la mesure de l'exposition du ratio de levier.

Mesure de fonds propres

10. La mesure de fonds propres, servant à calculer le ratio de levier, est décrite au Chapitre 2 de la présente ligne directrice. Elle se compose des fonds propres de catégorie 1 « tout compris ». En d'autres termes, la mesure de fonds propres utilisée pour calculer le ratio de levier à un instant donné dans le temps est toujours égale à la mesure de fonds propres de catégorie 1 applicable à la période concernée dans le cadre fondé sur les risques.
11. Les exigences mentionnées dans cette section sont sujettes à des changements/modifications en fonction de l'évolution des pratiques internationales et nationales.

Mesure de l'exposition

12. La mesure de l'exposition du ratio de levier devrait généralement correspondre à la valeur comptable, sous réserve des conditions suivantes :
- Les expositions au bilan (hors positions sur dérivés) sont incluses dans la mesure de l'exposition en termes nets des provisions spécifiques et des ajustements d'évaluation comptable (p. ex., les ajustements d'évaluation de crédit).
 - Aucune compensation entre les prêts et les dépôts n'est permise.

13. Sauf indication contraire dans la présente ligne directrice, les garanties réelles ou financières ainsi que les garanties et les techniques d'atténuation du risque de crédit ne peuvent servir à réduire la mesure de l'exposition.

Note de l'Autorité

Les expositions de titrisation qui ne sont pas décomptabilisées ou exclues de la consolidation aux termes des normes comptables en vigueur (p. ex., les normes IFRS) devraient être incluses dans la mesure de l'exposition¹⁹⁶. En outre, sans égard à ce qui figure au bilan sous la norme comptable, la mesure de l'exposition devrait refléter l'exposition de l'émetteur suite à la titrisation. Si la titrisation n'a pas réduit sensiblement l'exposition au bilan de l'émetteur, elle peut être incluse dans la mesure de l'exposition, indépendamment du traitement comptable.

14. La mesure totale de l'exposition de l'institution correspond à la somme des expositions suivantes :
- a) les expositions au bilan;
 - b) les expositions sur dérivés;
 - c) les expositions aux opérations de financement par titres (OFT);
 - d) les éléments hors bilan.

Les traitements spécifiques de ces quatre principaux types d'exposition sont définis ci-dessous.

a) Expositions au bilan

15. L'institution doit inclure, dans la mesure de son exposition, tous les actifs inscrits au bilan y compris les garanties sur dérivés et les garanties sur OFT, à l'exception des dérivés et des actifs des OFT visés aux paragraphes 18 à 37 de la présente annexe¹⁹⁷.
16. Toutefois, à des fins de cohérence, les actifs au bilan qui sont déduits des fonds propres de catégorie 1 (tel qu'indiqué aux paragraphes 67 à 89 du Chapitre 2 de la présente ligne directrice) peuvent être déduits de la mesure de l'exposition.

¹⁹⁶ Le traitement particulier (droits acquis) dont font l'objet les prêts hypothécaires vendus dans le cadre des programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement (ce qui comprend le Programme des titres hypothécaires LNH et le Programme des obligations hypothécaires du Canada, ainsi que le Programme de prêts hypothécaires assurés) est permis pour le calcul du ratio de levier, où ces actifs ont été exclus du ratio actifs-fonds propres.

¹⁹⁷ Lorsque l'institution, en fonction de son cadre comptable en vigueur, comptabilise les actifs fiduciaires dans son bilan, ces actifs peuvent être exclus de la mesure de son exposition pour fins de calcul du ratio de levier à condition que ces actifs respectent les critères de décomptabilisation IAS 39 et, le cas échéant, IFRS 10 pour la déconsolidation. Lors de sa divulgation du ratio de levier, l'institution doit aussi divulguer l'ampleur de ces actifs fiduciaires décomptabilisés, conformément au paragraphe 52.

En voici deux exemples :

- Lorsqu'une institution financière ou une entité d'assurance se situe à l'extérieur du périmètre de consolidation réglementaire (référer au paragraphe 8 ci-dessus), le montant de toute participation dans les fonds propres de cette institution qui est déduit, partiellement ou en totalité, des fonds propres de la catégorie 1A ou des fonds propres de catégorie 1B de l'institution (suivant la méthode de déduction correspondante décrite aux paragraphes 84 à 89 du Chapitre 2) doit aussi être déduit de la mesure de l'exposition.
 - Lorsque l'institution applique l'approche fondée sur les notations internes (NI) pour calculer les exigences de fonds propres relatives au risque de crédit, le paragraphe 73 du Chapitre 2 de la ligne directrice requiert que tout déficit du total des provisions admissibles par rapport aux pertes attendues doit être réduit des fonds propres de la catégorie 1A. Le même montant doit être déduit de la mesure de l'exposition.
17. Les éléments de passif ne doivent pas être déduits de la mesure de l'exposition. Par exemple, les gains ou pertes sur actifs évalués à la juste valeur marchande ou les ajustements d'évaluation comptable des dérivés de passifs découlant de variations du risque de crédit de l'institution même, tel que décrit au paragraphe 75 du Chapitre 2, ne peuvent être déduits de la mesure de l'exposition de l'institution.

b) Expositions sur dérivés

i. Traitement des dérivés

18. Les dérivés créent deux types d'exposition :
- a) une exposition au sous-jacent du dérivé;
 - b) une exposition au risque de contrepartie.

Le ratio de levier applique la méthode décrite ci-dessous permettant de prendre en compte ces deux types d'exposition.

19. L'institution doit calculer ses expositions sur les dérivés¹⁹⁸, y compris lorsqu'elle vend une protection au moyen d'un dérivé de crédit comme étant le coût de remplacement¹⁹⁹ de l'exposition courante plus une majoration représentative de

¹⁹⁸ Cette approche renvoie à la méthode d'exposition courante (MEC) qu'utilise le dispositif de Bâle II pour calculer les montants d'expositions au risque de contrepartie associées à des expositions sur dérivés. Le Comité de Bâle envisage l'utilisation d'autres méthodes que la MEC, notamment la méthode des modèles non internes. Advenant l'adoption d'une autre approche en remplacement de la MEC, le Comité de Bâle déterminera si cette nouvelle approche est appropriée compte tenu de la nécessité de prendre en compte les deux types d'exposition créés par les dérivés, tel que décrit au paragraphe 18.

¹⁹⁹ Si les normes comptables locales ne prévoient pas de mesures comptables pour l'exposition à certains dérivés, dû au fait qu'ils sont détenus (complètement) hors bilan, l'institution doit utiliser comme coût de remplacement la somme des justes valeurs marchandes positives de ces dérivés.

l'exposition potentielle future (EPF), tel que décrit au paragraphe 20. Si l'exposition sur dérivés est couverte par un contrat de compensation bilatérale éligible, tel qu'indiqué aux paragraphes 21.1 à 21.2, un traitement différent peut s'appliquer²⁰⁰. Les dérivés de crédit vendus font l'objet d'un traitement additionnel, comme indiqué aux paragraphes 29 à 31 ci-dessous.

20. Pour une exposition sur un seul dérivé non couverte par un contrat de compensation bilatérale éligible comme mentionné aux paragraphes 21.1 et 21.2, le montant à inclure dans la mesure de l'exposition est déterminée de la manière suivante :

Mesure de l'exposition = coût de remplacement (CR) + majoration

où :

CR = le coût de remplacement du contrat (obtenu par évaluation aux prix du marché) lorsque le contrat a une valeur positive

Majoration = montant représentatif de l'EPF sur le temps à échéance résiduel du contrat obtenu par application d'un facteur de majoration au montant du principal notionnel du dérivé

- 20.1 Les facteurs de majoration suivants s'appliquent aux dérivés financiers et sont fonction du temps à échéance résiduel²⁰¹ :

	Dérivé de taux d'intérêt	Dérivés sur devises et sur or	Dérivés sur actions	Dérivés sur métaux précieux (sauf l'or)	Autres produits de base
Un an ou moins	0 %	1 %	6 %	7 %	10 %
Plus d'un à cinq ans	0,5 %	5 %	8 %	7 %	12 %
Plus de cinq ans	1,5 %	7,5 %	10 %	8 %	15 %

²⁰⁰ Il s'agit des règles de compensation du dispositif de Bâle II, à l'exception de celles visant la compensation multiproduit énoncées à la section III de l'Annexe 3-II de la présente ligne directrice (c.-à-d. que la compensation multiproduit n'est pas permise lorsqu'il s'agit de déterminer la mesure de l'exposition du ratio de levier.). Toutefois, lorsqu'une institution financière a conclu un accord de compensation multiproduit qui satisfait aux critères d'éligibilité énumérés aux paragraphes 21.1 c) et 21.2, elle peut opter pour une compensation distincte pour chaque catégorie de produit, sous réserve que soient remplies toutes les autres conditions applicables à la compensation dans cette catégorie de produit aux fins du ratio de levier Bâle III. [CBCB, QFP No 4, Q1]

²⁰¹ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 1]

Remarques :

1. Les facteurs des contrats prévoyant plusieurs échanges successifs de principal sont multipliés par le nombre de paiements restant à effectuer selon le contrat.
2. Pour les contrats prévoyant le règlement de l'encours des expositions après des dates de paiement déterminées et dont les modalités sont révisées de manière à ce que la valeur marchande du contrat soit nulle à ces dates déterminées, le temps à échéance résiduel serait égal à la période restant à courir jusqu'à la date de la prochaine réinitialisation. Dans le cas des contrats sur taux d'intérêt dont le temps à échéance résiduel dépasse un an et qui répondent aux conditions ci-dessus, le facteur de majoration est assujéti à un plancher de 0,5 %.
3. Les contrats à terme, les swaps, les options achetées et les contrats sur dérivés semblables n'entrant pas expressément dans l'une des colonnes du tableau sont à assimiler aux instruments sur « autres produits de base ».
4. En ce qui concerne les swaps taux variable contre taux variable dans une seule devise, il ne sera calculé aucune exposition sur le risque de crédit potentiel futur; l'exposition du risque de crédit devrait être uniquement évaluée sur la base de la valeur marchande.

20.2 L'Autorité s'attend à ce que les majorations soient calculées sur la base des montants effectifs et non sur des montants des notionnels apparents. Lorsque le notionnel déclaré se trouve amplifié par effet de levier, en raison de la structure de la transaction, l'institution doit utiliser le montant notionnel effectif dans la détermination de l'EPF²⁰².

20.3 Les facteurs de majoration suivants s'appliquent aux dérivés de crédit de même signature²⁰³ :

	Acheteur de protection	Vendeur de protection
Swaps sur rendement total		
Actif de référence « éligible »	5 %	5 %
Actif de référence « non éligible »	10 %	10 %
Swaps sur défaillance		
Actif de référence « éligible »	5 %	5 % ²⁰⁴
Actif de référence « non éligible »	10 %	10 % ²⁰⁵

²⁰² [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 2]

²⁰³ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 3]

²⁰⁴ Le vendeur de protection d'un swap sur défaillance est assujéti à un facteur de majoration uniquement lorsque la position est soumise à une clause de résiliation en cas d'insolvabilité de l'acheteur de protection alors que le sous-jacent reste solvable. Le facteur de majoration devrait alors être plafonné en fonction du montant des primes non acquittées.

²⁰⁵ Voir note de bas de page N° 204.

Il n'y a aucune différenciation en fonction du temps à échéance résiduel.

- 20.4 Lorsque le dérivé de crédit est un contrat sur premier défaut, la majoration est déterminée sur la base de la qualité la moins élevée du panier de créances, c'est-à-dire que, s'il existe des éléments non éligibles dans le panier, c'est la majoration applicable à l'actif de référence non éligible qui doit être utilisée. Pour ce qui est des contrats sur deuxième et n^e défaut, le panier sous-jacent doit continuer d'être affecté d'une majoration en fonction de la qualité de crédit; en d'autres termes, la deuxième qualité de crédit la plus faible déterminera la majoration applicable aux contrats sur deuxième défaut et ainsi de suite²⁰⁶.
- 20.5 et 6 La catégorie « éligible » se compose des titres qui sont notés de bonne qualité et qui sont émis ou entièrement garantis par :
- a) une institution du secteur public;
 - b) une banque multilatérale de développement²⁰⁷;
 - c) une institution financière si l'instrument ne fait pas partie des fonds propres de l'institution émettrice²⁰⁸; ou
 - d) une entreprise de courtage en valeurs mobilières réglementée d'un pays membre du Comité de Bâle ou d'un pays ayant mis en œuvre des normes équivalentes à celles du Comité de Bâle.

L'Autorité s'attend à ce que l'institution effectue sa propre évaluation interne afin de déterminer si un pays non membre du Comité de Bâle a mis en œuvre des normes équivalentes à celles du Comité de Bâle²⁰⁹.

- 20.7 De plus, la catégorie « éligible » comprend tout autre titre émis par une institution qui a été noté de bonne qualité²¹⁰ par au moins deux agences nationales de notation reconnues ou noté de bonne qualité par une agence nationale de notation reconnue et à tout le moins de bonne qualité par une autre agence de notation²¹¹.

ii. Compensation bilatérale

21. Lorsqu'un contrat de compensation bilatérale éligible est en place tel qu'indiqué aux paragraphes 21.1 et 21.2 de la présente section, le coût de remplacement de l'ensemble des expositions sur dérivés couvertes par le contrat est égal au

²⁰⁶ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 4]

²⁰⁷ Les banques multilatérales de développement sont définies au Chapitre 3 de la présente ligne directrice.

²⁰⁸ Les instruments émis par les institutions doivent respecter les critères de notation énumérés au paragraphe 21 de la présente section et provenir d'un pays qui est membre du Comité de Bâle ou qui a mis en œuvre des normes équivalentes à celles du Comité de Bâle.

²⁰⁹ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 5 et 6]

²¹⁰ Par exemple, les titres notés Baa ou plus par Moody's et BBB ou plus par Standard and Poor's

²¹¹ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 7]

coût de remplacement net et la majoration est donnée par M_{Nette} , tel qu'elle est calculée au paragraphe 21.3.

21.1 Aux fins du calcul du ratio de levier, les instructions suivantes s'appliquent :

- a) L'institution est autorisée à compenser des transactions soumises à novation, en vertu de laquelle toute obligation de l'institution envers sa contrepartie de livrer une devise précisée à une date de valeur donnée est automatiquement intégrée à l'ensemble des autres obligations pour la même devise et date de valeur; un montant unique se substitue de plein droit aux obligations brutes antérieures.
- b) L'institution peut également compenser des transactions soumises à une forme juridiquement valable de compensation bilatérale non couverte par a), notamment d'autres formes de novation.
- c) Dans les cas a) et b), l'institution devra démontrer à l'Autorité qu'elle possède :
 - un contrat ou un accord de compensation valide avec la contrepartie en place, de façon à ce qu'elle ait le droit de recevoir ou l'obligation de payer uniquement le total net des valeurs marchandes positives et négatives de toutes les transactions concernées en cas de défaut de paiement de la contrepartie advenant l'une des causes suivantes : défaillance, faillite, liquidation ou circonstances semblables;
 - des avis juridiques écrits indiquant que, advenant contestation, les autorités judiciaires et administratives compétentes décideront que la position de l'institution correspond à ce total net aux termes de :
 - la législation en vigueur dans le pays où la contrepartie est établie, et si une filiale étrangère d'une contrepartie est concernée, la législation du pays où la succursale est implantée;
 - la loi qui régit les diverses transactions;
 - la loi qui régit tout contrat ou accord requis pour effectuer la compensation.

L'Autorité, au besoin après consultation des autres responsables prudentiels concernés, doit être convaincue que la compensation est exécutoire selon chacune des lois applicables²¹² :

²¹² De la sorte, si l'une des autorités de surveillance a des doutes sur la validité juridique de la compensation selon sa législation, le contrat ou l'accord de compensation ne satisfait pas à cette condition et aucune des contreparties ne pourra bénéficier des avantages de cette transaction aux fins du contrôle prudentiel.

- les procédures requises pour permettre un réexamen des caractéristiques juridiques des dispositifs de compensation en fonction des modifications éventuelles des lois applicables²¹³.

21.2 Les contrats de compensation contenant des clauses d'exception d'inexécution ne peuvent être pris en considération aux fins du calcul des exigences relatives au ratio de levier. Une clause d'exception d'inexécution est une disposition qui permet à un contractant non défaillant de n'effectuer que des paiements limités, voire aucun paiement, à l'ensemble des contreparties défaillantes, même si ces dernières sont des créanciers²¹⁴.

21.3 L'exposition du risque de crédit afférent aux opérations à terme faisant l'objet d'une compensation bilatérale est calculé comme étant la somme des éléments suivants : le coût de remplacement net au prix du marché, s'il est positif, plus une majoration calculée sur la base du notionnel sous-jacent. La majoration applicable aux transactions compensées (M_{Nette}) est égale à la somme (i) de 40 % de la majoration brute (M_{Brute}) et (ii) de 60 % de la majoration brute corrigée du ratio coût de remplacement courant net/coût de remplacement courant brut (RNB).

Le calcul se résume par la formule suivante :

$$M_{\text{Nette}} = 0.4 \times M_{\text{Brute}} + 0.6 \times \text{RNB} \times M_{\text{Brute}}$$

où :

RNB = ratio coût de remplacement net / coût de remplacement brut pour les transactions soumises à un accord de compensation juridiquement valable²¹⁵

M_{Brute} = somme des diverses majorations (calculées en multipliant le montant de principal notionnel par les facteurs de majorations appropriés tels qu'ils sont définis aux paragraphes 20.1 à 20.7) correspondant à toutes les transactions assujetties à des accords de compensation juridiquement valables conclues avec une même contrepartie²¹⁶

²¹³ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 8]

²¹⁴ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 9]

²¹⁵ L'Autorité laisse à l'institution le choix du calcul du ratio RNB soit contrepartie par contrepartie, soit sur une base agrégée pour toutes les transactions assujetties à des accords de compensation juridiquement exécutoires. Toutefois, la méthode choisie par l'institution doit être utilisée de manière constante. Dans le cadre de l'agrégation, les positions courantes nettes de signe négatif envers une contrepartie ne peuvent pas servir à compenser les positions courantes nettes de signe positif envers une autre : pour chaque contrepartie, la position courante nette prise en compte pour le calcul du ratio RNB est soit le coût de remplacement net, soit zéro, la valeur la plus élevée étant retenue. Il convient de noter que, dans l'approche par agrégation, le ratio RNB s'applique séparément à chaque accord de compensation juridiquement exécutoire.

²¹⁶ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 10]

21.4 Pour les fins de calcul de l'exposition au risque de crédit potentiel futur à l'égard d'une contrepartie dans le cadre d'opérations compensées, pour les contrats de change à terme et les autres contrats similaires dans lesquels le principal notionnel correspond à des flux de trésorerie, le principal notionnel se définit comme étant les entrées nettes de fonds attendues, pour chaque date de valeur, dans chaque devise. Cela s'explique par le fait que la compensation de contrats dans la même devise venant à échéance à la même date se traduira par une exposition potentielle future et une exposition courante plus faibles²¹⁷.

iii. Traitement des garanties sur dérivés

22. Les garanties obtenues dans le cadre de contrats sur dérivés ont, sur le levier, les deux effets opposés suivants :
- Elles réduisent l'exposition à la contrepartie; mais
 - elles peuvent aussi augmenter les ressources économiques à la disposition de l'institution, qui peut utiliser la garantie pour contracter des emprunts.
23. Les garanties obtenues relativement aux contrats sur dérivés ne réduisent pas forcément le levier inhérent à la position sur dérivés de l'institution, ce qui est généralement le cas lorsque l'exposition de règlement découlant du contrat sur dérivés sous-jacent n'est pas réduite. De façon générale, les garanties obtenues ne peuvent pas être déduites des expositions sur dérivés, que la compensation soit ou non autorisée en vertu de la norme comptable en vigueur (les IFRS, p. ex.) ou du cadre fondé sur les risques. Par conséquent, lorsqu'il s'agit de calculer le montant de l'exposition par application des paragraphes 19 à 21 ci-dessus, l'institution ne doit pas réduire le montant de ses expositions par les garanties obtenues de la contrepartie.
24. De façon similaire, avec les garanties données, l'institution doit majorer sa mesure de l'exposition du montant des garanties fournies relativement aux contrats sur dérivés lorsque les provisions à l'égard de telles garanties ont été portées en diminution de ses actifs au bilan en application de la norme comptable en vigueur (les IFRS, p. ex.).

²¹⁷ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 11]

iv. Traitement de la marge pour variation des liquidités

25. Dans le cadre du traitement des expositions sur dérivés aux fins du calcul du ratio de levier, la portion en espèces de la marge de variation échangée entre les contreparties peut être considérée comme une forme de paiement de pré-règlement, si les conditions suivantes sont réunies :
- Dans le cas des opérations non compensées par une contrepartie centrale éligible (CCE)²¹⁸, les espèces que reçoit la contrepartie bénéficiaire ne font pas l'objet d'un traitement distinct au sens de la loi, en vertu d'un règlement ou selon un accord avec une contrepartie, c'est-à-dire qu'elles sont utilisées comme ses propres espèces²¹⁹.
 - La marge de variation est calculée et échangée tous les jours d'après une évaluation à la valeur marchande des positions sur dérivés²²⁰.
 - La marge pour variation des liquidités est reçue dans la devise dans laquelle le dérivé est réglé²²¹.
 - La marge de variation échangée correspond à la totalité du montant requis pour supprimer entièrement l'exposition du dérivé évaluée à la valeur marchande, sous réserve des seuils et des montants minimaux de transfert applicables à la contrepartie²²².
 - Les opérations sur dérivés et les marges de variation sont couvertes par une seule convention-cadre de compensation (CCC)^{223 224} conclue entre les entités juridiques qui sont contreparties aux opérations. La CCC doit

²¹⁸ Une contrepartie centrale éligible est un établissement agréé (y compris à titre dérogatoire) pour agir en qualité de contrepartie centrale (y compris ceux dont le permis a été accordé par le biais d'une exemption), et autorisée par l'autorité de réglementation/surveillance compétente à exercer une activité en cette qualité pour les produits offerts. L'autorisation est conditionnelle à ce que la contrepartie centrale soit établie, et fasse l'objet d'un contrôle prudentiel, dans une juridiction où l'autorité de réglementation/ surveillance compétente a mis en place une réglementation locale conforme aux « Principes pour les infrastructures de marchés financiers », formulés par le Comité sur les systèmes de paiement et de règlement (CSPR) et l'Organisation internationale des commissions de valeurs (OICV), et où l'autorité de réglementation a fait savoir publiquement qu'elle applique ces principes sur une base continue à la contrepartie centrale.

²¹⁹ [CBCB, juillet 2015, QFP, N° 1.5, Q5 et Q6]

²²⁰ [CBCB, juillet 2015, QFP, N° 1.3, Q3]

²²¹ [CBCB, juillet 2015, QFP, N° 1.1, Q1]

²²² Une marge de variation échangée le lendemain matin de la séance sur la base de la valeur de marché à la clôture remplirait ce critère si elle représente la totalité du montant qui serait nécessaire pour ramener à zéro l'exposition aux prix du marché sur le dérivé, en respectant le seuil et le montant de transfert minimal applicables. [CBCB, juillet 2015, QFP, N° 1.4, Q4]

²²³ Une CCC globale peut, à cette fin, être considérée comme une seule CCC. Une convention-cadre de compensation satisfait à ce critère si elle remplit les conditions énoncées aux paragraphes 21.1 c) et 21.2. [CBCB, juillet 2015, QFP, N° 1.2, Q2]

²²⁴ L'expression « convention-cadre de compensation » désigne dans ce paragraphe tout accord de compensation qui accorde des droits de compensation exécutoires en vertu de la loi, afin de tenir compte du fait qu'aucune standardisation des accords de compensation n'a encore vu le jour, qui puisse être comparable aux accords de compensation de gré à gré existant pour les opérations bilatérales.

stipuler explicitement que les contreparties acceptent de régler le montant net de toute obligation de paiement couverte par un accord de compensation, en tenant compte, le cas échéant, de la marge de variation reçue ou fournie advenant un événement de crédit faisant intervenir l'une ou l'autre des contreparties. La CCC doit être en vigueur et juridiquement exécutoire dans toutes les juridictions concernées, notamment en cas de défaillance, de faillite ou d'insolvabilité.

26. Si les conditions énoncées au paragraphe 25 sont réunies, la portion en espèces de la marge de variation reçue peut servir à réduire la portion de la mesure de l'exposition correspondant au coût de remplacement dans le ratio de levier, tandis que les actifs à recevoir de la marge de variation fournie peuvent être déduits de la mesure de l'exposition du ratio de levier comme suit :

- Dans le cas d'une *marge reçue* pour variation des liquidités, l'institution bénéficiaire peut réduire le coût de remplacement (mais non la portion correspondant à la majoration) du montant de l'exposition de l'actif dérivé d'un montant égal aux espèces reçues si la valeur marchande positive, du ou des dérivés n'a pas déjà été réduite du même montant de la marge reçue pour variation des liquidités en vertu de la norme comptable s'appliquant à l'institution (les IFRS, p. ex.).
- Dans le cas d'une marge *fournie* à une contrepartie pour variation des liquidités, l'institution fournisseur peut déduire l'actif à recevoir qui en résulte de la mesure de l'exposition du ratio de levier lorsque ladite marge a été comptabilisée en actif en vertu de la norme comptable s'appliquant à l'institution.

La marge pour variation des liquidités ne peut servir à réduire le montant de l'exposition potentielle future (inclus dans le calcul du ratio RNB défini au paragraphe 21.3 ci-dessus)²²⁵.

v. Traitement des services de compensation

27. Lorsque l'institution agissant à titre de membre compensateur²²⁶ offre à ses clients des services de compensation, ses expositions²²⁷ envers la contrepartie centrale (CC)²²⁸ qui résultent du fait qu'elle soit obligée de rembourser un client

²²⁵ [CBCB, juillet 2015, QFP, N° 1.6, Q7].

²²⁶ Un membre compensateur est un membre ou un participant direct d'une CC qui est autorisé à conclure une transaction avec la CC, qu'il conclue une transaction pour ses propres fins de couverture, d'investissement ou de spéculation ou à titre d'intermédiaire financier entre la CC et d'autres participants du marché.

²²⁷ Aux fins de l'application des paragraphes 27 et 28, les « expositions » incluent les marges initiales indépendamment de la question de savoir si elles sont fournies d'une manière qui les rend hors d'atteinte en cas d'insolvabilité de la CC.

²²⁸ Une CC est une chambre de compensation qui s'interpose entre les contreparties qui ont négocié des contrats sur un ou plusieurs marchés financiers et qui devient l'acheteur auprès de chaque vendeur et le vendeur auprès de chaque acheteur. De plus, il garantit la performance des contrats ouverts. Une CC devient contrepartie à des négociations avec les participants du marché par novation ou dans le cadre d'un système d'offre ouvert ou d'une autre convention exécutoire.

pour les pertes qu'il pourrait subir en raison de la variation de la valeur de ses transactions en cas de défaillance de la CC, doivent être prises en compte en y appliquant le traitement prévu pour tous les autres types d'opérations sur dérivés. Toutefois, si le membre compensateur est dispensé de rembourser le client à ce titre aux termes des dispositions de l'entente contractuelle conclue avec lui, l'institution n'est pas tenue de prendre en compte, dans la mesure de l'exposition du ratio de levier, les expositions du portefeuille à la CC qui en découlent²²⁹.

28. Lorsqu'un client conclut une opération sur dérivés directement avec la CC et que le membre compensateur garantit la performance des expositions du portefeuille de dérivés de ses clients envers la CC, l'institution financière agissant à titre de membre compensateur pour le client envers la CC doit calculer son exposition du ratio de levier qui découle de la garantie, comme s'il s'agissait d'une exposition sur dérivés, c'est-à-dire comme si elle avait conclu l'opération directement avec le client (voir à ce sujet les paragraphes 19 à 26, y compris les dispositions concernant l'obtention ou la prestation d'une marge pour variation des liquidités).

vi. Traitement supplémentaire des dérivés de crédits vendus

29. En plus de l'exposition au risque de contrepartie qui découle de la juste valeur des contrats, les dérivés de crédit vendus créent une exposition notionnelle liée à la solvabilité de l'institution de référence. Le Comité de Bâle estime donc qu'il est approprié de traiter les dérivés de crédit vendus de la même manière que les instruments de trésorerie (prêts ou obligations, p. ex. lorsqu'il s'agit de déterminer la mesure de l'exposition).
30. Afin de prendre en compte l'exposition au risque de crédit relatif de l'institution de référence sous-jacente, en plus du traitement susmentionné des CC à l'égard des dérivés et des garanties y afférentes, le montant notionnel effectif²³⁰ référencé par un dérivé de crédit vendu doit être inclus dans la mesure de l'exposition. Le montant notionnel effectif d'un dérivé de crédit vendu peut être réduit du montant de toute variation négative de la juste valeur²³¹ qui est entrée

²²⁹ Une entité affiliée à la banque qui agit en qualité de membre compensateur (MC) peut être considérée comme *cliente* aux fins de l'article 27 du cadre régissant le ratio de levier Bâle III si elle n'entre pas dans le périmètre de consolidation réglementaire au niveau auquel le ratio de levier Bâle III est appliqué. Dans le cas contraire, la transaction entre l'entité affiliée et le MC est éliminée par le processus de consolidation, mais le MC conserve une exposition de transaction envers la contrepartie centrale éligible (CCE) qui sera considérée comme une opération réalisée *pour compte propre*, et l'exemption prévue au paragraphe 27 ne s'applique plus. [CBCB, juillet 2015, QFP, N° 2, Q1]

²³⁰ Le montant notionnel effectif s'obtient par l'ajustement du montant notionnel de façon à ce qu'il reflète l'exposition véritable des contrats à effet de levier ou par ailleurs améliorés par la structure de l'opération.

²³¹ La notion de variation négative de la juste valeur se réfère à une juste valeur négative d'un dérivé de crédit comptabilisé dans les fonds propres de premier niveau (*Tier 1*). Ce traitement est conforme au principe énoncé par le Comité, en vertu duquel les montants notionnels effectifs intégrés dans la mesure de l'exposition peuvent être plafonnés au niveau de la perte potentielle maximale, ce qui signifie que la perte potentielle maximale à la date de déclaration est le montant notionnel du dérivé de crédit diminué, le cas échéant, de la juste valeur négative dont le montant vient déjà diminuer les fonds propres de premier niveau. [CBCB, juillet 2015, QFP, N° 5, Q1]

dans le calcul des fonds propres de catégorie 1 relativement au dérivé de crédit vendu.

Le montant obtenu peut être encore réduit du montant notionnel effectif d'un dérivé de crédit acheté sous la même signature de référence^{232 233}, à condition que :

- la protection de crédit achetée porte sur un actif de référence qui est d'un rang égal ou inférieur à celui de l'actif de référence sous-jacent du dérivé de crédit vendu dans le cas des dérivés de crédit sur une même signature²³⁴; et
- le temps à échéance résiduel de la protection de crédit achetée est supérieure ou égale à le temps à échéance résiduel du dérivé de crédit vendu.

31. Étant donné que les dérivés de crédit vendus sont comptabilisés dans la mesure de l'exposition à leur valeur notionnelle effective et qu'ils font aussi l'objet d'une majoration pour l'EPF, la mesure de l'exposition des dérivés de crédit vendus pourrait être surestimée. En conséquence, l'institution peut choisir de déduire de son montant de majoration brute calculée selon les paragraphes 19 à 21 le montant de majoration individuelle pour l'EPF qui se rapporte à un dérivé de crédit vendu (qui n'est pas compensé selon le

²³² Deux signatures de référence sont considérées comme identiques seulement si elles se rapportent à la même entité juridique. Pour les dérivés de crédit d'une même signature, la protection achetée qui fait référence à une position de rang inférieur peut compenser la protection vendue sur une position de rang supérieur de la même institution de référence tant et aussi longtemps qu'un événement de crédit lié sur l'actif de référence de rang supérieur n'entraîne un événement de crédit pour l'actif de référence de rang inférieur. La protection achetée sur un panier d'entités de référence peut compenser la protection vendue sur des signatures de référence individuelles si la protection achetée est financièrement équivalente à l'achat d'une protection distincte sur chacune des signatures individuelles du panier (ce serait le cas, par exemple, si l'institution devait acheter une protection sur une structure de titrisation complète). Si elle achète une protection sur un panier de signatures de référence, mais que la protection de crédit ne couvre pas tout le panier, c'est-à-dire que la protection couvre seulement un sous-ensemble du panier, comme dans le cas d'un dérivé de crédit au n° défaut ou d'une tranche de titrisation, la compensation n'est pas autorisée pour la protection vendue sur les signatures de référence individuelles. Toutefois, cette protection achetée peut compenser une protection vendue sur un panier, à condition qu'elle couvre la totalité du sous-ensemble du panier sur lequel la protection a été vendue. En d'autres termes, la compensation ne peut être comptabilisée que si le panier d'entités de référence et le niveau de subordination dans les deux opérations sont identiques.

²³³ Le montant notionnel effectif d'un dérivé de crédit vendu peut être réduit du montant de toute variation négative de la juste valeur constaté dans le calcul des fonds propres de catégorie 1 à condition que le montant notionnel effectif de la protection de crédit achetée compensatrice soit réduit du montant de toute variation positive de la juste valeur reflétée dans les fonds propres de catégorie 1. Lorsque l'institution achète une protection de crédit par le jeu d'un swap sur rendement total et qu'elle comptabilise les paiements nets reçus en bénéfice net mais n'enregistre pas la détérioration correspondante de la valeur du dérivé de crédit vendu (soit par réduction de la juste valeur, soit par augmentation des réserves) constatée dans les fonds propres de catégorie 1, la protection de crédit ne sera pas reconnue aux fins de la compensation des montants notionnels effectifs relatifs aux dérivés de crédit vendus.

²³⁴ Pour ce qui est des produits en tranches, la protection achetée doit porter sur un actif de référence de même rang.

paragraphe 30 et dont le montant notionnel effectif est inclus dans la mesure de l'exposition)²³⁵.

Expositions aux opérations de financement par titres (OFT)

32. Les OFT²³⁶ sont incluses dans la mesure de l'exposition en fonction du traitement décrit ci-dessous. Ce traitement tient compte du fait que les prêts et emprunts garantis sous forme d'OFT ont un effet de levier important d'une part, et d'autre part, il permet d'assurer une mise en œuvre cohérente à l'échelle internationale en proposant une mesure commune pour traiter les principales différences dans les normes comptables en vigueur.

1. Traitement général (l'institution agit à titre de mandant)

33. Lorsque l'institution agit à titre de mandant, la somme des montants aux alinéas (i) et (ii) décrites ci-dessous doit être incluse dans la mesure de l'exposition du ratio de levier.

i. Les actifs bruts des OFT²³⁷ constatés à des fins comptables (c.-à-d., sans prise en compte de la compensation comptable)²³⁸, sont ajustés de la manière suivante :

- en excluant de la mesure de l'exposition, la valeur des titres reçus dans le cadre d'une OFT, lorsque l'institution a comptabilisé ces titres dans ces actifs au bilan;
- les sommes à payer et à recevoir en espèces dans les OFT avec la même contrepartie peuvent être mesurées en valeur nette *si toutes* les conditions suivantes sont réunies :

²³⁵ Dans ces cas, lorsque des contrats effectifs de compensation bilatérale sont en place, et lorsqu'il s'agit de calculer $M_{Nette} = 0,4 \times M_{Brute} + 0,6 \times RNB \times M_{Brute}$ (tel que défini aux paragraphes 19 à 21), M_{Brute} peut être réduite des montants des majorations individuelles (soit les notionnels multipliés par les facteurs de majoration appropriés) qui se rapportent aux dérivés de crédit vendus dont les montants notionnels sont inclus dans la mesure de l'exposition du ratio de levier. Toutefois, aucun ajustement ne doit être apporté au RNB. En l'absence de contrats effectifs de compensation bilatérale, la majoration pour l'EPF peut être fixée à zéro afin d'éviter le double comptage dont il est question dans ce paragraphe.

²³⁶ Les OFT sont des opérations telles que les prises en pension, les mises en pension, les prêts et emprunts de titres, et les prêts sur marge, dans lesquelles, la valeur de l'opération dépend de la valeur marchande et où les opérations sont souvent assujetties à des accords sur marge.

²³⁷ Pour ce qui est des actifs visés par des OFT faisant l'objet d'une novation et compensés par des contreparties centrales éligibles, l'expression « les actifs bruts des OFT constatés à des fins comptables » est remplacée par l'expression « exposition contractuelle finale », c'est-à-dire l'exposition de la contrepartie centrale éligible une fois que le processus de novation a été appliqué, car les contrats préexistants ont été remplacés par de nouvelles obligations légales par le processus de novation. [CBCB, juillet 2015, QFP, N° 3, Q3]

²³⁸ Les actifs bruts des OFT constatés à des fins comptables ne doivent pas prendre en compte la compensation comptable des sommes à payer en espèces par les sommes à recevoir en espèces (comme le permet, par exemple, à l'heure actuelle les IFRS). Ce traitement réglementaire a l'avantage d'éviter les incohérences dans la compensation qui découlent de l'application de différentes normes comptables.

-
- a) Les opérations ont la même date définitive explicite de règlement²³⁹.
 - b) Le droit de compenser le montant dû à la contrepartie par le montant dû par la contrepartie est exécutoire aussi bien, dans le cours normal des affaires, qu'en cas (i) de défaillance, (ii) d'insolvabilité ou (iii) de faillite.
 - c) Les contreparties ont l'intention de procéder au règlement sur une base nette ou simultanément, ou les opérations sont soumises à un mécanisme de règlement qui résulte en l'équivalent fonctionnel d'un règlement sur une base nette²⁴⁰, c'est-à-dire que les flux de trésorerie des opérations sont équivalents à un montant net unique à la date de règlement. Pour obtenir une telle équivalence, les deux opérations doivent être réglées par l'intermédiaire du même système de règlements et les mécanismes de règlement doivent être soutenus par les liquidités et/ou les facilités de crédit intrajournalières afin que le règlement des deux opérations ait lieu avant la clôture de la séance journalière et que les liens avec les flux des sûretés n'entraînent pas l'annulation du règlement en espèces sur une base nette²⁴¹.

²³⁹ [CBCB, juillet 2015, QFP, N° 3, Q2]

²⁴⁰ Cette dernière condition fait en sorte que tout problème découlant de la composante titres des OFT n'empêche pas le règlement sur une base nette des sommes à payer et à recevoir en espèces. Ce critère ne vise pas à empêcher l'emploi d'un mécanisme de règlement-livraison ou un autre type de mécanisme de règlement, pourvu que ledit mécanisme respecte les exigences fonctionnelles énoncées dans ce paragraphe. Par exemple, un mécanisme de règlement peut remplir ces exigences si une opération qui a échoué (c.-à-d. les titres qui n'ont pas été transférés ainsi que les sommes à payer et à recevoir en espèces qui s'y rattachent) peut être saisie de nouveau dans le mécanisme jusqu'à son règlement. [CBCB QFP N°3. Q1]

²⁴¹ Cette dernière condition permet de s'assurer que tout problème découlant de la composante des titres d'OFT n'empêche pas le règlement sur une base nette des sommes à payer et à recevoir en espèces.

ii. Une mesure du risque de contrepartie est calculée comme l'exposition courante, sans majoration pour l'EPF²⁴², de la manière suivante :

- Lorsqu'un accord-cadre de compensation éligible est en place, l'exposition courante (E^*) est égale au plus élevé de zéro et de la différence entre la somme de la juste valeur des titres et espèces prêtés à une contrepartie pour toutes les opérations incluses dans l'accord-cadre admissible (soit $\sum E_i$) et la somme de la juste valeur des titres et espèces obtenus de la contrepartie relativement à ces opérations (soit $\sum C_i$). La formule illustrant ce calcul est la suivante :

$$E^* = \text{Max} \left\{ 0; \left[\sum E_i - \sum C_i \right] \right\}$$

- En l'absence d'un accord-cadre de compensation éligible, l'exposition courante des opérations avec une contrepartie doit être calculée pour chaque opération; c'est-à-dire que chaque opération (i) doit être traitée comme son propre ensemble de compensation, comme l'indique la formule suivante :

$$E_i^* = \text{Max} \{ 0; [E_i - C_i] \}$$

2. Les accords-cadres de compensation éligibles

33.1 Les effets des accords de compensation bilatérale couvrant les OFT sont reconnus, au cas par cas, s'ils sont d'une validité juridique dans chaque juridiction concernée, lors d'un défaut, que la contrepartie soit insolvable ou en faillite. Par ailleurs, les accords de compensation doivent :

- accorder à la partie non défaillante le droit de clore et de dénouer rapidement toutes les opérations découlant de l'accord en cas de défaut, y compris en cas d'insolvabilité ou de faillite de la contrepartie;
- prévoir la compensation des gains et pertes sur les opérations (y compris la valeur des toutes garanties) closes et dénouées aux termes de leurs dispositions, afin qu'une partie doit à l'autre un seul montant net;
- autoriser la réalisation ou la compensation rapide de la garantie en cas de défaut;
- être juridiquement valide, tout en respectant les obligations énoncées aux paragraphes a) à c) ci-dessus, dans chaque juridiction concerné en cas de défaut, que la contrepartie soit insolvable ou en faillite²⁴³.

²⁴² La détermination de l'EPF pour OFT aux termes du paragraphe 176, Chapitre 5 de la présente ligne directrice (dans le cas des OFT couvertes par des accords-cadres de compensation) oblige l'institution à appliquer une décote à la valeur des titres, notamment pour risque de change. Puisqu'aux fins du ratio de levier, le risque de contrepartie des OFT est calculé uniquement sur la base du volet « exposition courante » des formules contenues aux paragraphes susmentionnés, aucune décote des valeurs entrant dans le calcul n'est nécessaire.

²⁴³ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 12]

33.2 La compensation entre les positions détenues dans le portefeuille bancaire et celles détenues dans le portefeuille de négociation ne peut être autorisée que lorsque les opérations faisant l'objet de cette compensation remplissent les deux conditions suivantes :

- a) Toutes les transactions sont réévaluées quotidiennement aux prix du marché.
- b) Les instruments de garantie utilisés dans ces opérations sont reconnus comme garanties financières éligibles dans le portefeuille bancaire²⁴⁴.

3. Opérations de cession comptables

34. Dans une OFT, le prêteur du titre peut conserver le levier, que la norme comptable en vigueur (les IFRS, par exemple) considère ou non l'OFT comme étant une cession. De ce fait, lorsque la norme s'appliquant à l'institution considère les OFT comme étant des cessions, l'institution doit renverser toutes les écritures relatives à ces cessions. De plus, elle doit calculer son exposition de la même façon que si les OFT avaient été traitées comme des opérations de financement aux termes des normes comptables en vigueur, c'est-à-dire qu'elle doit inclure, pour ces OFT, la somme des montants prévus aux alinéas (i) et (ii) du paragraphe 33 dans le calcul de la mesure de l'exposition.

4. L'institution agissant à titre de mandataire

35. L'institution agissant à titre de mandataire dans le cadre d'une OFT offre généralement une indemnité ou une garantie seulement à une des deux parties concernées. Cette indemnité ou garantie couvre uniquement la différence entre, la valeur des titres ou des espèces que son client a prêté et la valeur des sûretés que l'emprunteur a fournies. Dans ce cas, l'institution est exposée à la contrepartie de son client à la hauteur de la différence entre les valeurs au lieu d'être entièrement exposée aux espèces ou aux titres sous-jacents à l'opération, comme c'est le cas lorsqu'elle est l'une des mandants de l'opération. Lorsque l'institution ne possède/contrôle pas les espèces ou titres sous-jacents, elle ne peut les exploiter à des fins de levier.

36. Lorsque l'institution agissant à titre de mandataire dans le cadre d'une OFT offre une indemnité ou une garantie à un client ou à une contrepartie pour couvrir la différence entre la valeur des titres ou des espèces que le client a prêté et la valeur des sûretés que l'emprunteur a fournies, elle est tenue de calculer la mesure de son exposition uniquement selon l'alinéa (ii) du paragraphe 33²⁴⁵.

²⁴⁴ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 13]

²⁴⁵ Lorsqu'en plus des conditions prévues aux paragraphes 35 à 37, l'institution agissant à titre de mandataire dans le cadre d'une OFT n'offre aucune indemnité ou garantie à l'une ou l'autre des parties concernées, elle n'est pas exposée à l'OFT et n'a donc pas besoin de la comptabiliser dans la mesure de l'exposition.

37. L'institution, agissant à titre de mandataire dans le cadre d'une OFT et qui offre une indemnité ou une garantie à un client ou à une contrepartie, a droit au traitement extraordinaire prévu au paragraphe 36 uniquement si son exposition aux opérations se limite à la différence garantie entre la valeur des espèces ou des titres que son client a prêtés et la valeur des sûretés que l'emprunteur a fournies.

Dans les situations où l'institution est davantage exposée financièrement (soit plus qu'à hauteur de la différence garantie) aux espèces ou aux titres sous-jacents à l'opération²⁴⁶, une autre exposition égale au montant intégral des titres ou des espèces doit être incluse dans la mesure de l'exposition.

Expositions hors bilan

38. Cette section explique l'incorporation des éléments hors bilan tel que défini à la section 3.2 du Chapitre 3 de la présente ligne directrice dans la mesure de l'exposition pour le calcul du ratio de levier. Ces éléments du hors bilan comprennent les engagements (y compris les facilités de trésorerie) qu'ils soient annulables ou pas sans conditions, les substituts directs de crédit, les acceptations bancaires, les lettres de crédit ainsi que les lettres de crédit commerciales.
39. Dans le cadre du processus d'évaluation du capital en fonction des risques, les éléments hors bilan sont convertis selon l'approche standard en équivalents de risque de crédit par l'utilisation de facteurs de conversion de crédit. Aux fins de détermination des montants relatifs aux expositions des éléments hors bilan pour le calcul du ratio de levier, les dispositions des paragraphes 39.1 à 39.9 doivent être appliquées à la valeur nominale.
- 39.1 Aux fins du calcul du ratio de levier, les éléments hors bilan²⁴⁷ sont convertis en équivalent-risque de crédit par l'application de facteurs de conversion au montant notionnel de l'exposition. C'est le montant obtenu après l'application de ces facteurs qui est inclus dans la mesure de l'exposition²⁴⁸.
- 39.2 Les engagements autres que les facilités de liquidité (lignes de crédit), de titrisation dont l'échéance initiale est d'au plus un an ainsi que les engagements dont l'échéance initiale est supérieure à un an se voient affecter d'un facteur de conversion de 20 % et de 50 % respectivement. Toutefois, les engagements qui peuvent être annulés sans condition à tout moment et sans préavis par l'institution, ou qui prévoient l'annulation automatique en cas de détérioration de

²⁴⁶ Par exemple, lorsque l'institution gère les sûretés reçues en son nom ou pour son propre compte plutôt que pour le compte du client ou de l'emprunteur (p. ex., en prêtant de nouveau ou en gérant les sûretés, les espèces ou les titres qui ne sont pas détenus distinctement).

²⁴⁷ Pour obtenir une description détaillée des éléments hors bilan, l'institution est invitée à consulter la section 3.2 du Chapitre 3 de la présente ligne directrice.

²⁴⁸ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 14]

la qualité du crédit de l'emprunteur sont assujettis à un facteur de conversion en équivalent-risque de crédit de 10 %^{249 250}.

- 39.3 Les substituts directs de crédit, par exemple les garanties générales d'endettement (y compris les lettres de crédit permanentes servant de garanties financières à des prêts ou à des titres) et les acceptations (y compris les endossements ayant le caractère d'acceptations) seront affectés d'un facteur de conversion de 100 %²⁵¹.
- 39.4 Les achats d'actifs à terme, les dépôts terme et les avoirs en titres de propriété et de dette partiellement payés, qui représentent des engagements faisant l'objet d'un retrait certain, seront assujettis à un facteur de conversion en équivalent-risque de crédit de 100 %²⁵².
- 39.5 Certaines clauses optionnelles incluses dans des transactions (p. ex., les cautionnements d'exécutions, les cautions de soumission, les garanties et lettres de crédit permanentes associées à une transaction spécifique) seront assujetties à un facteur de conversion en équivalent-risque de crédit de 50 %²⁵³.
- 39.6 Les programmes d'émission d'effets et les facilités de prise ferme renouvelables seront assujettis à un facteur de conversion de 50 %²⁵⁴.
- 39.7 Pour les lettres de crédit commerciales à court terme assujetties à une clause de dénouement automatique liées à des mouvements de marchandises (p. ex., les crédits documentaires garantis par les marchandises sous-jacentes), un facteur de conversion de 20 % est appliqué tant à l'institution émettrice qu'à celle confirmant l'exécution²⁵⁵.
- 39.8 Lorsqu'il existe des promesses de fournir un engagement sur un élément hors bilan, l'institution est assujettie au plus bas des deux facteurs de conversion applicables²⁵⁶.
- 39.9 Toutes les expositions de titrisation hors bilan, à l'exception d'une ligne de crédit éligible ou d'une avance en compte courant éligible provenant d'un fournisseur telles qu'elles sont définies aux paragraphes 576 et 578 du Chapitre 7 de la présente ligne directrice, se verront appliquer un facteur de conversion de 100 %. Toutes les lignes de crédit éligibles feront l'objet d'un

²⁴⁹ Les engagements vis-à-vis de la clientèle de détail ont considérés comme révocables sans condition si leurs modalités autorisent l'institution à les annuler dans la pleine mesure permise par les lois sur la protection des consommateurs et les lois connexes.

²⁵⁰ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 15]

²⁵¹ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 16]

²⁵² [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 17]

²⁵³ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 18]

²⁵⁴ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 19]

²⁵⁵ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 20]

²⁵⁶ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 21]

facteur de 50 %. Les avances ou lignes non utilisées, si elles sont révocables sans condition et sans préavis, peuvent se voir appliquer un facteur de conversion de 10 %²⁵⁷.

²⁵⁷ [CBCB, janvier 2014, annexe, paragr. 22]

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital 235
Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
Annexe 1-IV

Autorité des marchés financiers

Janvier 2016

Annexe 2-I (a) Grille d'autoévaluation de l'admissibilité des instruments aux fonds propres de la catégorie 1A

Critères d'admissibilité	Caractéristiques rattachées à l'instrument	Justifications	documentation / Références à l'appui
1. L'instrument représente la créance la plus subordonnée en cas de liquidation de l'institution financière.			
2. L'instrument confère un droit à une réclamation équivalente à sa valeur nominale après le paiement de tous les engagements de rang supérieur ²⁵⁸ .			
3. Le capital initial a une durée indéterminée et n'est jamais remboursé sauf en cas de liquidation (hormis les cas de rachats discrétionnaires dans les limites permises par la loi et sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité).			
4. L'institution financière ne doit pas créer, au moment de l'émission, d'attentes à l'effet que l'instrument sera racheté, remboursé ou même annulé. Le matériel promotionnel ne doit pas faire mention de modalités qui pourraient susciter de pareilles attentes de la part des membres.			
5. Les versements sous forme de ristournes ou autres incluant les excédents non répartis sont effectués en prélevant ces sommes sur les excédents pouvant être répartis. Ces versements, ne sont aucunement liés aux montants payés à l'émission conformément aux dispositions législatives applicables.			
6. La répartition des bénéfices sous forme de ristournes ou autre redistribution n'est pas obligatoire et le non-paiement ne constitue donc pas un événement de défaut.			

²⁵⁸ Conformément à la législation en vigueur.

Critères d'admissibilité	Caractéristiques rattachées à l'instrument	Justifications	documentation / Références à l'appui
7. Les versements ne sont effectués (s'il y a lieu) qu'une fois l'ensemble des obligations légales et contractuelles honorées, et les paiements sur les fonds propres de rangs supérieurs effectués.			
8. Dans les fonds propres de la plus haute qualité, chaque instrument absorbe les pertes pour assurer la continuité d'exploitation et <i>pari passu</i> à tous les autres instruments.			
9. Le capital versé doit être comptabilisé comme capitaux propres et non comme dettes pour des fins de détermination de l'insolvabilité au niveau du bilan.			
10. Le capital versé doit être classé dans les fonds propres selon les principes comptables applicables en vigueur au Canada.			
11. Le capital est émis directement et libéré ²⁵⁹ . L'institution financière ne peut avoir financé directement ou indirectement l'acquisition.			
12. Le capital versé n'est pas garanti par une sûreté ni de l'émetteur ou d'une entité liée et n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant la forme juridique et économique ainsi que le rang de créance.			
13. L'émission doit être effectuée avec l'approbation du conseil d'administration en conformité avec les lois applicables.			
14. Le montant versé figure clairement et séparément au bilan de l'institution financière et est déterminé selon les principes comptables applicables au Canada			

²⁵⁹ Le capital libéré désigne, de façon générale, le capital reçu par l'institution à titre irrévocable, dont la valeur a été fiablement établie, qui se trouve sous l'entier contrôle de l'institution et ne l'expose ni directement ni indirectement, au risque de crédit de l'investisseur. [CBCB, QFP N° 5]

Annexe 2-I (b) Grille d'autoévaluation de l'admissibilité des instruments aux fonds propres de la catégorie 1B

Critères d'admissibilité	Caractéristiques rattachées à l'instrument	Justifications	documentation / Références à l'appui
1. L'instrument est émis et payé en espèce ou, sous réserve de l'autorisation préalable de l'Autorité, par d'autres moyens de paiement.			
2. L'instrument est de rang inférieur à ceux des déposants, des créanciers ordinaires et des détenteurs de dettes subordonnées de l'institution financière.			
3. L'instrument n'est adossé à aucune sûreté, ni garantie de l'émetteur ou d'autres entités liées, et n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant le rang de la créance comparativement aux autres éléments mentionnés au point 2 ci-dessus.			
4. L'instrument a une durée indéterminée (perpétuelle), c'est-à-dire qu'il n'a pas de date d'échéance, de clause de progression (step up ²⁶⁰) et autre incitatif de rachat			

²⁶⁰ Une clause de progression s'entend d'une option d'achat assortie d'une augmentation préétablie de l'écart initial de l'instrument à une date ultérieure par rapport au taux initial de rémunération (ou de versement) après avoir pris en compte l'écart de swap entre l'indice de référence initial et le nouvel indice de référence. Une conversion d'un taux fixe à un taux variable (ou inversement) accompagnée d'une option d'achat sans augmentation de l'écart de crédit ne constituerait pas une progression.

Critères d'admissibilité	Caractéristiques rattachées à l'instrument	Justifications	documentation / Références à l'appui
5. L'instrument peut être remboursable par anticipation par l'émetteur (option d'achat), mais cette clause ne peut être exercée qu'après une période minimale de cinq ans de détention, selon les conditions suivantes : <ul style="list-style-type: none"> a) l'institution financière doit obtenir l'autorisation préalable de l'Autorité b) l'institution financière ne doit en aucun cas laisser croire qu'elle exercera son option de rachat c) l'institution financière ne doit pas exercer son option de rachat sauf dans les cas suivants : <ul style="list-style-type: none"> (i) l'institution financière remplacera l'instrument racheté par du capital de qualité égale ou supérieure, y compris les excédents non répartis et ce, à des conditions viables en fonction de ses revenus sur une base de continuité des opérations²⁶¹, ou (ii) l'institution financière démontrera que sa capitalisation est bien supérieure aux exigences minimales de fonds propres après l'exercice de son option de rachat. 			
6. Tout remboursement du principal (soit par rachat ou par remboursement anticipé) doit être préalablement autorisé par l'Autorité et l'institution financière ne doit pas présumer, ni laisser croire au marché que cette autorisation lui sera accordée			

²⁶¹ Les émissions de remplacement peuvent se faire en même temps que l'instrument est racheté, mais non après son rachat.

Critères d'admissibilité	Caractéristiques rattachées à l'instrument	Justifications	documentation / Références à l'appui
7. Les versements de la rémunération (incluant les coupons) de l'instrument doivent être entièrement discrétionnaires : <ul style="list-style-type: none"> a) l'institution financière doit avoir une discrétion totale en tout temps pour annuler les paiements des versements b) l'annulation des paiements discrétionnaires ne doit pas être considérée comme un événement de défaut de la part de l'institution financière c) l'institution financière doit avoir la pleine disposition des versements annulés afin d'honorer leurs engagements à l'échéance d) l'annulation de versements ne doit pas imposer de restriction à l'institution financière sauf en ce qui concerne les versements aux détenteurs de parts de capital admissibles 			
8. Le paiement de la rémunération liée à l'instrument doit être imputé aux excédents distribuables.			
9. L'instrument ne peut pas avoir une composante sensible au crédit sous forme de distributions ou de coupons mis à jour périodiquement sur la base, en tout ou en partie, de la position de crédit de l'institution financière.			
10. L'instrument ne peut pas engendrer un excédent de passifs sur les actifs si la législation applicable détermine que dans un tel cas, l'institution financière est insolvable.			

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital
 Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
 Annexe 2-1 (b)

240

Autorité des marchés financiers

Janvier 2016

Critères d'admissibilité	Caractéristiques rattachées à l'instrument	Justifications	documentation / Références à l'appui
<p>11. Les instruments désignés comme des passifs à des fins comptables doivent avoir la capacité d'absorption des pertes, en principal, par le biais :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de leur conversion en fonds propres de la catégorie 1A selon le niveau du seuil prédéfini correspondant à au moins 5,125 % des instruments de fonds propres de la catégorie 1A; ou b) d'un mécanisme de dépréciation qui impute les pertes à l'instrument à un niveau de seuil prédéfini correspondant à au moins 5,125 % des instruments de fonds propres de la catégorie 1A. Cette dépréciation aura les effets suivants : <ul style="list-style-type: none"> (i) réduction de la créance représentée par l'instrument, en cas de liquidation (ii) réduction du montant remboursé, en cas d'exercice de l'option (iii) réduction partielle ou intégrale du versement de la rémunération de l'instrument. 			
<p>12. L'instrument ne peut avoir été acheté par l'institution financière, ni par une partie liée sur laquelle l'institution exerce son contrôle ou une influence significative. De plus, l'institution financière ne peut avoir financé directement ou indirectement l'achat de l'instrument.</p>			
<p>13. L'instrument ne peut présenter des caractéristiques nuisant à la recapitalisation, comme des dispositions imposant à l'émetteur d'indemniser les investisseurs si un nouvel instrument est émis à un prix inférieur durant une période déterminée.</p>			
<p>14. Si l'instrument n'est pas émis par une entité opérationnelle ou la société de portefeuille de l'institution financière (p. ex. par une SAH), le produit de l'émission doit être à la disposition immédiate et illimitée d'une entité opérationnelle ou de la société de portefeuille de l'institution financière de telle manière que soient respectés ou dépassés tous les autres critères d'admissibilité dans les fonds propres de la catégorie 1B.</p>			

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital
Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
Annexe 2-1 (b)

241

Autorité des marchés financiers

Janvier 2016

Critères d'admissibilité	Caractéristiques rattachées à l'instrument	Justifications	documentation / Références à l'appui
<p>Critère relatif aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité</p> <p>15. Les modalités contractuelles de l'instrument doivent comporter une clause exigeant leur conversion intégrale et permanente en instrument des fonds propres de la catégorie 1A au point de non-viabilité conformément aux exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) de l'Autorité, tel qu'il est précisé à la section 2.5. Quand un instrument est émis par une SAH conformément au critère 14 ci-dessus, la conversion des instruments émis par la SAH à des investisseurs finaux doit faire écho à la conversion des fonds propres émis par l'institution financière à la SAH.</p>			

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital
Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
Annexe 2-1 (b)

242

Autorité des marchés financiers

Janvier 2016

Annexe 2-I (c) Grille d'autoévaluation de l'admissibilité des instruments aux fonds propres de la catégorie 2

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ	CARACTÉRISTIQUES RATTACHÉES À L'INSTRUMENT	JUSTIFICATIONS	DOCUMENTATION / RÉFÉRENCES À L'APPUI
1. L'instrument est émis et payé en espèce ou sous réserve de l'autorisation de l'Autorité, par d'autres moyens de paiement			
2. L'instrument est de rang inférieur à ceux des déposants, des créanciers ordinaires de l'institution			
3. L'instrument n'est adossé à aucune sûreté, ni garantie de l'émetteur ou d'autres entités liées, et n'est assorti d'aucun dispositif rehaussant, sous une forme juridique ou économique, le rang de la créance par rapport à celles des déposants et des créanciers ordinaires de l'institution			
4. Échéance <ul style="list-style-type: none"> a) L'instrument a une échéance minimale de 5 ans au moment de l'émission b) La comptabilisation de l'instrument dans les fonds propres au cours des cinq dernières années précédant l'échéance s'effectue sur la base d'un amortissement linéaire c) L'instrument ne comporte ni progression de taux (« <i>step up</i> ») ni aucune autre incitation au rachat 			

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital
 Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
 Annexe 2-I (c)
 Autorité des marchés financiers

243

Janvier 2016

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ	CARACTÉRISTIQUES RATTACHÉES À L'INSTRUMENT	JUSTIFICATIONS	DOCUMENTATION / RÉFÉRENCES À L'APPUI
<p>5. L'instrument peut comporter une option de remboursement anticipé à l'initiative de l'émetteur, mais celle-ci peut être exercée au terme d'une période minimale de 5 ans.</p> <p>a) L'institution financière doit, pour exercer son option de rachat, obtenir l'autorisation préalable de l'Autorité.</p> <p>b) L'institution financière ne doit pas laisser croire qu'elle exercera son option de rachat.</p> <p>c) L'institution financière ne doit pas exercer son option de rachat sauf :</p> <p>(i) si elle remplace l'instrument racheté par des fonds propres de qualité égale ou supérieure et à des conditions viables en fonction de son revenu²⁶²;</p> <p>ou</p> <p>(ii) si elle démontre que la position de ses fonds propres est bien supérieure à son exigence minimale après exercice de l'option de rachat.</p>			
<p>6. L'investisseur ne doit pas avoir le droit de verser par anticipation de paiements programmés (coupon ou principal), sauf en cas de faillite et de liquidation.</p>			
<p>7. L'instrument ne peut pas comporter une clause liant sa rémunération au risque de crédit, c'est-à-dire que la rémunération de l'instrument ne peut être redéfinie périodiquement, en fonction intégralement ou partiellement, de la note de crédit de l'institution financière.</p>			
<p>8. L'instrument ne peut avoir été acheté par l'institution financière, ni par une partie liée sur laquelle l'institution financière, exerce son contrôle ou une influence significative, et l'institution financière ne peut avoir financé directement ou indirectement l'achat de l'instrument.</p>			

²⁶² Les émissions de remplacement peuvent se faire en même temps que le rachat de l'instrument, mais non après celui-ci.

CRITÈRES D'ADMISSIBILITÉ	CARACTÉRISTIQUES RATTACHÉES À L'INSTRUMENT	JUSTIFICATIONS	DOCUMENTATION / RÉFÉRENCES À L'APPUI
<p>9. Si l'instrument n'est pas émis par une entité opérationnelle²⁶³ mais par une entité ayant le pouvoir juridique pour ce faire (p. ex., par une SAH), le produit de l'émission doit être à la disposition immédiate et illimitée d'une entité opérationnelle ou de l'institution ayant le pouvoir juridique, de telle manière que soient respectés ou dépassés tous les autres critères d'admissibilité à la catégorie 2.</p>			
<p>Critère relatif aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité</p> <p>10. Les modalités contractuelles de l'instrument doivent comporter une clause exigeant leur conversion intégrale et permanente en instrument des fonds propres de la catégorie 1a au point de non-viabilité conformément aux exigences relatives aux fonds propres d'urgence en cas de non-viabilité (FPUNV) de l'Autorité, tel qu'il est précisé à la section 2.5. Quand un instrument est émis par une SAH conformément au critère 9 ci-dessus²⁶⁴, la conversion des instruments émis par la SAH à des investisseurs finaux doit faire écho à la conversion des fonds propres émis par l'institution financière à la SAH.</p>			

²⁶³ Une entité opérationnelle est une entité établie dans le but de faire affaire avec des clients afin de dégager du profit pour son propre compte.

²⁶⁴ Critère d'admissibilité aux fonds propres de la catégorie 1B (Annexe 2-1 (b))

Annexe 2-II Exemple de la prise en compte limitée à 15 % des éléments de la catégorie 1A (déductions liées à un seuil)

1. La présente annexe vise à préciser le calcul de la limite de 15 % sur les participations significatives dans les fonds propres de la catégorie 1A dans les institutions financières non consolidées (p. ex., banques, les entités d'assurance et les autres institutions financières); les charges administratives liées aux créances hypothécaires et les actifs d'impôts futurs attribuables à des différences temporaires.
2. La comptabilisation de ces éléments est limitée à 15 % des fonds propres nets de la catégorie 1A, c'est-à-dire après toutes les déductions. Pour connaître le montant maximal des éléments pouvant être comptabilisés²⁶⁵, l'institution doit multiplier le montant des fonds propres de la catégorie 1A (après toutes les déductions, y compris après déduction intégrale des éléments spécifiés) par 17,65 % (soit $15\% / 85\% = 17,65\%$).

Illustrons cela par un exemple précis :

Prenons le cas d'une institution financière ayant un montant de 85 \$ (net de toutes déductions, y compris après déduction intégrale des éléments spécifiés) en fonds propres de la catégorie 1A. Le montant maximal des éléments spécifiés qui peut être pris en compte par cette dernière dans le calcul de ses fonds propres de la catégorie 1A correspond à $85 \$ \times 17,65\% = 15 \$$. Tout excédent en sus de 15 \$ doit être déduit des fonds propres de la catégorie 1A.

Si l'institution financière a des éléments spécifiés (à l'exception des montants déduits après l'application des limites de 10 % sur chaque élément) qui atteignent la limite de 15 %, les fonds propres de la catégorie 1A s'élèveront, après inclusion des éléments spécifiés, à $85 \$ + 15 \$ = 100 \$$. Le pourcentage des éléments spécifiés dans le total des fonds propres de la catégorie 1A serait alors de 15 %.

²⁶⁵ Le montant qui sera effectivement pris en compte peut être inférieur à ce maximum, soit parce que la somme des trois éléments spécifiés est inférieure à la limite de 15 % fixée dans la présente annexe, soit en raison de l'application de la limite de 10 % à chaque élément.

Annexe 3-I Exigences de fonds propres applicables aux transactions échouées et aux transactions ne faisant pas appel à un système règlements-livraison (SRL)

Les exigences de fonds propres pour les transactions qui ont échouées et celles qui n'ont pas fait appel à un système de règlements-livraison énoncées dans cette annexe s'appliquent en sus (c.-à-d. qu'elles ne remplacent pas) des exigences relatives aux transactions prévues dans la présente ligne directrice.

I. Principes fondamentaux

1. Les institutions devraient continuer à développer, mettre en œuvre et améliorer les systèmes de suivi de leurs expositions au risque de crédit résultant de transactions non réglées et échouées, afin de produire l'information de gestion leur permettant d'agir avec célérité, conformément aux paragraphes de la section 3.2 de la ligne directrice.
2. Les transactions réglées par le biais d'un système règlements-livraison (SRL)²⁶⁶, donnant lieu à un échange simultané de liquidités contre des titres, exposent les institutions à un risque de perte sur la différence entre le montant du règlement convenu et la valeur marchande courante (l'exposition positive courante) de la transaction. Les transactions donnant lieu à paiement sans livraison des actifs correspondants (titres, devises ou produits de base) ou, à l'inverse, à la livraison des actifs sans paiement correspondant (transactions non SRL ou transactions libres) les exposent au risque de perte sur le montant total du paiement en espèces effectué ou des actifs livrés. Des exigences de fonds propres spécifiques sont définies pour ces deux types d'expositions.
3. Les exigences de fonds propres ci-dessous sont applicables à toutes les transactions sur titres, instruments de change et produits de base comportant le risque d'un retard dans le règlement ou la livraison, y compris aux transactions traitées par des chambres de compensation et contreparties centrales reconnues et faisant l'objet d'une évaluation journalière aux prix du marché et au sein de laquelle elles sont assujetties au paiement d'une marge de variation quotidienne, et qui, par ailleurs, ne sont pas équilibrées par une autre position²⁶⁷. Les mises et prises en pension, de même que le prêt sur titres et les emprunts qui n'ont pas été réglés sont exclus du traitement des fonds propres²⁶⁸.

²⁶⁶ Aux fins de la ligne directrice, les transactions paiement contre paiement (PcP) sont incluses dans les transactions SRL.

²⁶⁷ Une valeur égale à zéro peut être attribuée à une exposition résultant d'opérations de paiement (p. ex., transferts de fonds) et d'autres transactions au comptant en instance avec une contrepartie centrale (p. ex., chambre de compensation) quand les expositions de la contrepartie centrale au risque de contrepartie envers tous ses participants sont entièrement couvertes par des sûretés sur une base quotidienne.

²⁶⁸ Toutes les mises et prises en pension, de même que les prêts et emprunts de titres, y compris ceux qui n'ont pas été réglés, sont assujettis au régime de l'Annexe 3-II ou aux sections portant sur l'atténuation du risque de crédit (Chapitre 4 de la ligne directrice).

4. En cas de défaut général d'un système de paiements ou de compensation ou d'une contrepartie centrale, l'Autorité peut, à sa discrétion, lever les exigences de fonds propres jusqu'à ce que la situation soit rétablie.
5. La non-exécution d'un paiement ou d'une livraison par une contrepartie à une transaction ne constitue pas un défaut au titre du risque de crédit au sens de la présente ligne directrice.
6. Paragraphe retiré – destiné aux institutions qui ont recours à l'approche NI aux fins du risque de crédit

II. Exigences de fonds propres

7. Dans le cas des transactions SRL, si le paiement n'est pas effectué dans les cinq jours ouvrables suivant la date du règlement, les institutions doivent déterminer l'exigence de fonds propres en multipliant l'exposition positive courante résultant de la transaction par le coefficient adéquat, comme indiqué au Tableau 1.

TABLEAU 1

Nombre de jours ouvrables après la date de règlement convenue	Coefficient de pondération du risque
De 5 à 15	8 %
De 16 à 30	50 %
De 31 à 45	75 %
46 ou plus	100 %

Une période de transition raisonnable peut être accordée aux institutions pour mettre à niveau leur système d'information afin d'être en mesure de déterminer le nombre de jours écoulés depuis la date de règlement convenue et de calculer l'exigence de fonds propres correspondante.

8. Dans le cas de transactions non SRL (p. ex., transactions libres), après le premier volet contractuel de paiement/livraison, l'institution ayant exécuté son obligation traite son exposition comme un prêt si elle n'a pas reçu le deuxième volet à la fin du même jour ouvrable²⁶⁹. Par conséquent, une institution utilisant l'approche standard applique les coefficients de pondération standards indiqués

²⁶⁹ Si les dates de réception de deux volets de paiement sont les mêmes, compte tenu des différences de fuseaux horaires, on considère que lesdits paiements sont effectués le même jour. Par exemple, si une institution transfère des yens le jour X (heure normale du Japon) et reçoit le montant correspondant en dollars américains par le *Clearing House Interbank Payments System* (CHIPS) le jour X (heure normale de l'Est de l'Amérique du Nord), le règlement est considéré comme étant effectué à la même date d'évaluation.

dans la ligne directrice. Cependant, l'institution peut choisir d'appliquer un coefficient de pondération uniforme de 100 % aux expositions non significatives, afin d'éviter la charge de travail occasionnée par une procédure complète d'évaluation de crédit. Si le deuxième volet n'est pas réglé dans les cinq jours ouvrables suivant la date contractuelle de règlement/livraison, l'institution ayant exécuté son obligation (premier volet) déduit de ses fonds propres l'intégralité du montant de la valeur transférée, augmenté des coûts de remplacement s'il y a lieu. Ce traitement reste applicable jusqu'au règlement effectif du deuxième volet.

Annexe 3-II Traitement du risque de contrepartie et de la compensation entre produits

1. La présente annexe définit la méthode permettant d'estimer le montant de l'exposition²⁷⁰ sur instruments comportant un risque de contrepartie (RC), soit celle de l'exposition courante.

I. Définitions et terminologie générale

2. Les termes et expressions utilisés dans la présente annexe sont définis ci-après :

A. Termes généraux

- Le **risque de contrepartie (RC)** désigne le risque que la contrepartie à une transaction fasse défaut avant le règlement final des flux de trésorerie liés à la transaction. Si, au moment du défaut, les transactions ou le portefeuille de transactions avec la contrepartie ont une valeur économique positive, une perte économique est subie. Contrairement au risque de crédit encouru dans le cadre d'un prêt, où seule l'institution prêteuse est confrontée au risque de perte, le RC engendre une exposition bilatérale aux pertes : la valeur marchande de la transaction peut être positive ou négative pour l'une ou l'autre contrepartie de la transaction. La valeur marchande est incertaine et peut fluctuer avec le temps en fonction de l'évolution des facteurs sous-jacents au marché.
- Une **contrepartie centrale (CC)** est une chambre de compensation qui s'interpose entre les contreparties à des contrats négociés sur un ou plusieurs marchés financiers, devenant ainsi l'acheteur de tous les vendeurs et le vendeur de tous les acheteurs, assurant ainsi la performance future des contrats ouverts. La contrepartie centrale devient partie aux transactions avec les participants au marché par un mécanisme de novation, un système d'offre ouvert ou un dispositif analogue juridiquement contraignant. Aux fins de la ligne directrice, une contrepartie centrale est une institution financière.
- Une **contrepartie centrale éligible** est une entité détentrice d'un permis pour agir en qualité de CC (y incluant celles dont le permis a été accordé par le biais d'une exemption) et autorisée par une autorité de réglementation/surveillance compétente à opérer en cette qualité pour les produits offerts. L'autorisation est conditionnelle à ce que la CC ait une place d'affaires, et fasse l'objet d'un contrôle prudentiel, dans une juridiction où l'autorité de réglementation/surveillance compétente a mis en place une réglementation locale conforme aux « Principes pour les infrastructures de marchés financiers » formulés par le Comité sur les systèmes de paiement et de règlement (CSPR) et le l'Organisme

²⁷⁰ Dans le présent document, l'expression « montant de l'exposition » est employée pour désigner la mesure de l'exposition dans la méthode standard de calcul du risque de crédit.

international des commissions de valeurs (OICV), et où l'autorité de réglementation a indiqué publiquement qu'elle applique ces principes sur une base continue à la CC.

De façon générale et en vertu du second pilier, l'Autorité se réserve le droit d'exiger que les institutions financières sous sa juridiction détiennent des fonds propres supplémentaires en regard de leurs expositions aux CC. Cela pourrait être approprié lorsque, par exemple, une évaluation externe telle qu'un Programme d'évaluation du secteur financier du FMI (PESF) a révélé d'importantes défaillances au niveau de la CC ou de la réglementation qui lui est appliquée, et que la CC et/ou son autorité de réglementation n'ont pas publiquement apportés des correctifs aux défaillances identifiées.

Si une CC est établie dans une juridiction où il n'existe pas d'autorité de réglementation des CC appliquant les Principes pour les infrastructures de marchés financiers, l'Autorité pourrait déterminer elle-même si la CC répond à la définition.

En outre, pour qu'une CC soit considérée comme éligible, les dispositions prévues aux paragraphes 122 et 123 de la présente annexe, aux fins du calcul des exigences de fonds propres en regard des expositions sur les fonds de défaut, doivent être fournis ou calculés conformément au paragraphe 124 de l'annexe.

- Un **membre compensateur** est un membre d'une CC ou un participant direct à une CC qui est habilité à réaliser une transaction avec la CC, que ce soit pour son propre compte, à des fins de couverture, placement ou spéculation, ou encore, en qualité d'intermédiaire financier entre la CC et d'autres participants au marché²⁷¹.
- Un **client** est une partie à une transaction avec une CC par l'entremise d'un membre compensateur intervenant en qualité d'intermédiaire financier ou garantissant à la CC la bonne exécution de la transaction.
- Le **dépôt de garantie initial** désigne les sûretés préfinancées livrées à la contrepartie centrale par un membre compensateur ou un client, en vue d'atténuer l'exposition potentielle future de la CC sur le membre compensateur résultant de l'éventuelle variation de valeur de ses transactions. Aux fins de la présente annexe, le dépôt de garantie initial n'inclut pas les contributions à une CC au titre des accords de partage des pertes (c.-à-d. dans le cas où une CC utilise le dépôt de garantie

²⁷¹ Aux fins de la présente annexe, lorsqu'une CC a institué des relations opérationnelles avec une seconde CC, cette dernière doit être assimilée à un membre compensateur de la première CC. Le fait que les sûretés fournies par la seconde CC à la première puissent être considérées comme des dépôts de garantie initiaux ou apports au fonds de défaut dépendra de la nature juridique des accords entre les deux CC. Les autorités de contrôle nationales devraient être consultées pour déterminer le traitement de ces dépôts de garantie initiaux et des contributions au fonds de défaut; elles devraient communiquer avec leurs homologues par le biais des « questions fréquemment posées » pour garantir la cohérence des traitements.

initial pour partager les pertes entre membres compensateurs, celui-ci sera assimilé à une exposition sur le fonds de défaut).

- La **marge de variation** désigne les sûretés préfinancées livrées à une CC par un membre compensateur ou un client, sur une base quotidienne ou intrajournalière, et déterminée à partir de l'évolution des prix de leurs transactions.
- Les **expositions de transaction**²⁷² qui se retrouvent à la section IX de la présente annexe, comprennent les expositions courantes²⁷³ et potentielles d'un membre compensateur ou d'un client à une CC découlant d'opérations sur dérivés de gré à gré, d'opérations sur dérivés négociés sur les marchés organisés ou de mises/prises en pension de titres, ainsi que le dépôt de garantie initial.
- Le **fonds de défaut (default funds)** désignés également par dépôts de compensation ou de contributions au fonds de garantie (ou toute autre appellation), sont des contributions, préfinancées ou non, des membres compensateurs pour le financement d'ententes de partage de pertes d'une CC. Ces contributions sont reconnues comme fonds de défaut sur la base du contenu de ses ententes de partage de pertes et non de la description qu'en donne la CC.
- Une **opération de compensation** désigne le volet de la transaction entre le membre compensateur et la CC lorsque le membre compensateur agit pour le compte d'un client (c.-à-d. lorsque le membre compensateur traite la transaction d'un client par compensation ou novation).

B. Types de transaction

- Une **transaction à règlement différé** est une transaction par laquelle une contrepartie s'engage à livrer un titre, un produit de base ou un certain montant de devises contre des liquidités, d'autres instruments financiers ou produits de base, ou vice versa, à une date de règlement ou de livraison prévue au contrat et qui dépasse le moindre de la norme du marché pour ce type de transaction et les cinq jours ouvrables après la date à laquelle l'institution a conclu la transaction.
- Une **opération de financement par titres (OFT)** est une transaction prenant notamment la forme, par exemple, de mise/prise en pension, prêt/emprunt de titres et prêt sur marge dont la valeur dépend des cours de marché et qui est souvent assujettie à un accord de marge.
- Un **prêt garanti par des titres avec appel de marge (prêt sur marge)** est une transaction par laquelle une institution octroie un crédit lié à l'achat, la vente, le portage ou la négociation de titres. Il se distingue des autres prêts assortis de sûretés constituées de titres. En règle générale,

²⁷² Expositions courantes et potentielles provenant tant des portefeuilles bancaires que des portefeuilles de négociation de l'institution.

²⁷³ Aux fins de cette définition, l'exposition courante d'un membre compensateur comprend la marge de variation due au membre compensateur, mais non encore reçue.

dans le cadre de ce type de transactions, les titres remis comme sûreté ont une valeur supérieure au montant du prêt.

C. Ensemble de compensation, ensemble de couverture et termes connexes

- Un **ensemble de compensation** est un groupe de transactions conclues avec une même contrepartie, qui font l'objet d'un accord de compensation bilatéral exécutoire assuré et dont la compensation est reconnue aux fins du calcul des fonds propres réglementaires par : les dispositions des paragraphes 96(i) à 96(v) de la présente annexe; les sections de la ligne directrice relatives aux techniques d'atténuation du risque de crédit; ou les règles sur la compensation entre produits énoncées dans la présente annexe. Toute transaction qui ne fait pas l'objet d'un accord de compensation bilatéral exécutoire assuré et reconnu aux fins du calcul des fonds propres réglementaires devrait être considérée, aux fins des présentes règles, comme constituant un ensemble de compensation à elle seule.
- Une **position à risque** est un montant attribué à une transaction dans le cadre de la méthode standard de mesure du RC (précisée dans la présente annexe) en application d'un algorithme défini par les autorités prudentielles.
- Un **ensemble de couverture** est un groupe de positions à risque résultant des transactions qui relèvent d'un même ensemble de compensation, et dont seul le solde est retenu pour calculer le montant de l'exposition dans le cadre de la méthode standard de mesure du RC.
- Un **accord de marge** est un accord contractuel (conclu séparément ou intégré dans un contrat) en vertu duquel une partie A doit fournir une sûreté à sa contrepartie B lorsque le risque de position de B sur A dépasse un certain montant.
- Un **seuil d'appel de marge** est le montant le plus élevé d'une exposition non réglée jusqu'à ce qu'une partie obtienne le droit d'obtenir une (nouvelle) sûreté.
- La **période de marge à risque** est le laps de temps qui s'écoule entre le dernier échange de sûretés couvrant un ensemble de compensation de transactions avec une contrepartie en défaut et le moment où cette contrepartie fait l'objet d'une déchéance du terme et où le risque de marché résultant de la nouvelle position reçoit une nouvelle couverture.
- La **compensation entre produits** est le regroupement, dans un même ensemble de compensation, de transactions portant sur des catégories de produits différentes, conformément aux règles de compensation entre produits énoncées dans la présente annexe.
- La **valeur marchande courante (VMC)** est la valeur marchande nette du portefeuille de transactions d'un ensemble de compensation avec une

contrepartie. Les valeurs de marché positives et négatives sont prises en compte dans le calcul de la VMC.

D. Distributions

- La **distribution des valeurs de marché** correspond à l'estimation de la distribution des valeurs de marché nettes des transactions relevant d'un ensemble de compensation à une date future donnée (horizon de prévision), sur la base de la valeur marchande de ces transactions observée jusqu'au moment de l'estimation.
- La **distribution des expositions** correspond à l'estimation de la distribution des valeurs de marché calculée en fixant à zéro les cas prévus de valeurs de marché nettes négatives (en partant du principe qu'au moment où l'institution doit de l'argent à la contrepartie, elle n'a pas de risque de position envers cette dernière).
- La **distribution dans l'hypothèse de neutralité du risque** est la distribution des valeurs de marché ou des expositions sur une période future, calculée sur la base de valeurs de marché implicites, telles que volatilités implicites.
- La **distribution effective** est la distribution des valeurs de marché ou des expositions sur une période future, calculée sur la base de valeurs historiques ou réalisées, telles que volatilités mesurées à partir des variations passées des prix, cours ou taux.

E. Mesure des expositions et ajustements

- L'**exposition courante** est la valeur marchande – si elle est positive – d'une transaction ou d'un portefeuille de transactions relevant d'un ensemble de compensation qui serait perdue en cas de défaut de la contrepartie, dans l'hypothèse d'une absence totale de recouvrement en cas de faillite. (Si la valeur marchande est négative, l'exposition courante est égale à zéro.) L'exposition courante est souvent également appelée coût de remplacement.
- L'**exposition maximale** est un pourcentage élevé (généralement 95 % ou 99 %) de la distribution des expositions à toute date future avant la date d'échéance de la transaction la plus longue de l'ensemble de compensation. Une valeur de l'exposition maximale est généralement calculée pour plusieurs dates antérieures à l'échéance la plus éloignée des transactions de l'ensemble de compensation.
- L'**exposition attendue** est la distribution moyenne des expositions à toute date future jusqu'à l'échéance de la transaction la plus longue de l'ensemble de compensation. La valeur de l'exposition attendue est généralement calculée pour un grand nombre de dates futures antérieures à l'échéance la plus éloignée des transactions de l'ensemble de compensation.

- **L'exposition attendue effective** à une date précise est l'exposition maximale attendue à cette date ou à toute date antérieure. Elle peut également se définir, pour une date donnée, comme étant la plus élevée des deux valeurs suivantes : l'exposition attendue à cette date ou l'exposition effective à la date antérieure. En pratique, l'exposition attendue effective est l'exposition attendue réputée non régressive dans le temps.
- **L'exposition positive attendue (EPA)** est la moyenne pondérée dans le temps des expositions attendues, les coefficients de pondération étant proportionnels à la durée de chaque exposition attendue par rapport à la période totale. Aux fins des exigences minimales de fonds propres, la moyenne est calculée sur la première année, ou, si l'échéance de tous les contrats de l'ensemble de compensation est inférieure à un an, sur la durée de vie du contrat dont l'échéance est la plus longue au sein de cet ensemble.
- **L'exposition positive attendue effective (EPA effective)** est la moyenne pondérée dans le temps des expositions attendues effectives sur la première année, ou, si l'échéance de tous les contrats de l'ensemble de compensation est inférieure à un an, sur la durée de vie du contrat dont l'échéance est la plus longue au sein de cet ensemble; les coefficients de pondération sont proportionnels à la durée de chaque exposition attendue par rapport à la période totale.
- **L'ajustement de l'évaluation de crédit** est l'ajustement de l'évaluation, au cours moyen du marché, du portefeuille des transactions avec une contrepartie. Cet ajustement tient compte de la valeur marchande du risque de crédit imputable à toute non-exécution des accords contractuels conclus avec une contrepartie. Il peut considérer soit la valeur marchande du risque de crédit de la contrepartie, soit celle du risque de crédit à la fois de l'institution et de la contrepartie.
- **L'ajustement unilatéral de l'évaluation de crédit** est l'ajustement de l'évaluation de crédit qui tient compte de la valeur marchande du risque de crédit que représente la contrepartie pour l'institution, mais non de celle du risque de crédit que représente l'institution pour la contrepartie.
- **L'ajustement de l'évaluation de débit** est l'ajustement de l'évaluation qui tient compte de la valeur marchande du risque de crédit que représente l'institution pour la contrepartie (c.-à-d. des changements dans le risque de crédit de l'institution), mais non celle du risque de crédit que représente la contrepartie pour l'institution.

F. Risques liés au risque de contrepartie

- Le **risque de renouvellement** représente le montant duquel l'exposition positive attendue est sous-estimée lorsqu'il est prévu que des transactions futures avec une contrepartie soient renouvelées en permanence, mais que l'exposition supplémentaire résultant de ces

transactions futures n'est pas prise en compte dans le calcul de l'exposition positive attendue.

- Le **risque général de corrélation défavorable** résulte d'une corrélation positive entre la probabilité de défaut des contreparties et les facteurs généraux de risques de marché.
- Le **risque spécifique de corrélation défavorable** résulte d'une corrélation positive entre l'exposition envers une contrepartie donnée et la probabilité de défaut de cette contrepartie, en raison de la nature des transactions conclues avec elle.

II. Champ d'application

3. La méthode exposée dans la présente annexe, pour calculer le montant de l'exposition au risque de crédit selon l'approche standard s'applique aux OFT et aux dérivés de gré à gré.
4. Ces instruments présentent généralement les caractéristiques suivantes :
 - Les transactions engendrent une exposition courante ou une valeur marchande.
 - Les transactions possèdent une valeur marchande future aléatoire, fondée sur des variables de marché.
 - Les transactions prévoient l'échange d'un paiement contre un autre paiement, ou l'échange d'un instrument financier (y compris produits de base) contre un paiement.
 - Les transactions sont effectuées avec une contrepartie identifiée, vis-à-vis de laquelle une probabilité de défaut spécifique peut être calculée²⁷⁴.
5. Les transactions considérées peuvent souvent présenter d'autres caractéristiques :
 - Il est possible, et parfois usuel, d'associer ces transactions à des sûretés pour atténuer le risque.
 - Les transactions peuvent avoir comme objectif principal d'assurer un financement à court terme, dans la mesure où elles portent essentiellement sur l'échange d'un actif contre un autre (liquidités ou titres) sur une période relativement courte, généralement à des fins commerciales de financement. Les deux volets des transactions ne résultent pas de décisions isolées, mais forment un tout indivisible qui sert un objectif déterminé.
 - Les transactions peuvent faire l'objet de compensation pour atténuer le risque.

²⁷⁴ Les transactions pour lesquelles la probabilité de défaut est calculée sur une base collective ne sont pas incluses dans le traitement du RC exposé ici.

-
- Les positions sont réévaluées fréquemment (le plus souvent, sur une base journalière), en fonction des variables du marché.
 - Des appels de marge peuvent être pratiqués.
6. Supprimé.
- 6(i). Les expositions sur les CC résultant d'opérations sur dérivés de gré à gré, d'opérations sur dérivés négociés sur les marchés organisés et de mises/prises en pension de titres font l'objet du traitement du risque de contrepartie décrit aux paragraphes 106 à 127 de la présente annexe. Les expositions découlant du règlement des transactions en liquidités (titres de propriété, titres à revenu fixe, opérations de change au comptant, contrats sur produits de base au comptant) ne font pas l'objet de ce traitement. Le règlement de transactions en liquidités continue d'être soumis au traitement décrit à l'Annexe 3-I.
- 6(ii). Quand le volet membre compensateur-client d'une opération sur dérivés négociés sur des marchés organisés relève d'un accord bilatéral, l'institution financière cliente et le membre compensateur doivent capitaliser cette transaction comme s'il s'agissait d'une opération sur dérivés de gré à gré.
7. Selon la méthode décrite dans la présente annexe, lorsqu'une institution achète un dérivé de crédit pour protéger une exposition du portefeuille bancaire ou une exposition au RC, elle détermine les exigences de fonds propres correspondant à l'exposition couverte sur la base des critères et des règles générales de reconnaissance des dérivés de crédit, à savoir l'approche par substitution ou le traitement du double défaut, le cas échéant. Lorsque cette approche ou ce traitement s'applique, le montant de l'exposition au RC sur de tels instruments est nul.
8. Le montant de l'exposition au RC est de zéro pour les contrats dérivés sur défaut du portefeuille bancaire qui ont été vendus, lorsqu'ils sont traités, dans le cadre de la ligne directrice, comme une garantie fournie par l'institution et qu'ils font l'objet d'une exigence de fonds propres au titre du risque de crédit couvrant la totalité du montant notionnel.
9. Selon la méthode décrite dans la présente annexe, le montant de l'exposition envers une contrepartie donnée est égal à la somme des montants des expositions calculées pour chaque ensemble de compensation avec cette contrepartie.
10. à 19. Paragraphes retirés – règles de compensation entre produits destinés aux institutions autorisés par l'Autorité à évaluer leurs expositions au risque de contrepartie à l'aide de la méthode des modèles internes
20. à 68. Paragraphes retirés – destinés aux institutions autorisées à utiliser la méthode des modèles internes pour calculer l'exposition aux fins des fonds propres réglementaires.

69. à 90. Paragraphes retirés – destinés aux institutions autorisées à utiliser la méthode standard pour calculer l'exposition aux fins des fonds propres réglementaires.

III. Méthode de l'exposition courante

91. Les institutions qui ne sont pas autorisées à utiliser la méthode des modèles internes peuvent avoir recours à la méthode de l'exposition courante, telle qu'elle est exposée aux paragraphes 186, 187 (sous-section 4.1.3). La méthode de l'exposition courante ne peut être appliquée qu'aux instruments dérivés de gré à gré; les OFT sont soumises aux traitements précisés aux paragraphes 109 à 210 inclusivement du Chapitre 4 de la ligne directrice.
92. Supprimé.
- 92(i). Selon la méthode de l'exposition courante, les institutions doivent calculer le coût de remplacement courant en évaluant les contrats aux prix du marché, ce qui permet d'appréhender le risque existant à la date de calcul sans avoir à procéder à une estimation, puis d'ajouter un élément (la « majoration ») destiné à refléter le risque potentiel futur sur la durée de vie résiduelle du contrat. Il a été convenu que, pour calculer l'équivalent risque de crédit de ces instruments dans le cadre de cette méthode, chaque institution additionne les deux composantes suivantes :
- le coût de remplacement total (obtenu par évaluation aux prix du marché) de tous ses contrats à valeur positive;
 - un montant correspondant au risque de crédit potentiel futur, calculé en pourcentage du total du principal notionnel inscrit dans ses livres, en fonction du temps à échéance résiduel et de la nature du contrat.

TABLEAU 1

Temps à échéance résiduel - portefeuilles bancaires et de négociation	Types de contrat				
	Taux d'intérêt	Devises et l'or	Actions	Métaux précieux (sauf l'or)	Autres produits de base
≤ 1an	0,0 %	1,0 %	6,0 %	7,0 %	10,0 %
> 1an et ≤ 5 ans	0,5 %	5,0 %	8,0 %	7,0 %	12,0 %
> 5 ans	1,5 %	7,5 %	10,0 %	8,0 %	15,0 %

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital
Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
Annexe 3-II
Autorité des marchés financiers

258

Janvier 2016

Dérivés de crédit	Portefeuille de négociation	Portefeuille bancaire - protection vendue
Dérivé de crédit sur une même contrepartie éligible	5,0 %	La méthode du risque courant n'est pas applicable. Traité comme un substitut direct de crédit – 100 % de la valeur nominale
Dérivé de crédit sur une même contrepartie non éligible	10,0 %	La méthode du risque courant n'est pas applicable. Traité comme un substitut direct de crédit – 100 % de la valeur nominale

Remarques :

1. Pour les contrats prévoyant plusieurs échanges successifs de principal, les facteurs sont à multiplier par le nombre de paiements prévus au contrat et restant dus.
 2. Pour les contrats définis de façon que les positions soient apurées aux dates de paiement déterminées et dont les termes sont révisés à ces dates de manière que leur valeur marchande soit ramenée à zéro, le temps à échéance résiduel est égal à la durée restant à courir jusqu'à la date du paiement suivant. Pour les contrats sur taux d'intérêt au temps à échéance résiduel supérieur à un an satisfaisant aux conditions ci-dessus, le facteur de majoration est assujéti à un plancher de 0,5 %.
 3. Les contrats à terme, swaps, options achetées et autres contrats dérivés semblables n'entrant pas expressément dans l'une des colonnes du tableau sont à assimiler aux instruments sur autres produits de base.
 4. En ce qui concerne les swaps taux variable contre taux variable dans une monnaie unique, il ne sera calculé aucune position pour risque de crédit potentiel futur, l'équivalent risque de crédit étant évalué uniquement sur la base de la valeur marchande.
- 92(ii). L'Autorité veille à ce que les majorations soient calculées par rapport aux montants effectifs plutôt que sur les montants notionnels apparents. Lorsque le montant notionnel déclaré se trouve rehaussé (p. ex., par effet de levier) par la structure de la transaction, les institutions doivent déterminer le risque potentiel futur en fonction du notionnel effectif.
93. Les institutions peuvent bénéficier d'un allègement des exigences de fonds propres pour tenir compte des sûretés, tel qu'indiqué au paragraphe 146 (sous-section 4.1.3). La méthodologie suivie pour la reconnaissance des sûretés éligibles est semblable à celle prévue dans le cadre du risque de crédit.
94. Paragraphe retiré - Dispositions relatives au risque de marché.

95. Pour calculer les exigences de fonds propres relatives aux expositions couvertes du portefeuille bancaire, la méthode prévue par la ligne directrice concernant les dérivés de crédit s'applique aux instruments dérivés de crédit éligibles.

96. Paragraphe retiré - Dispositions relatives au risque de marché.

Compensation bilatérale

96(i). Un examen approfondi des effets de la compensation bilatérale, c'est-à-dire de la pondération en termes nets plutôt que bruts des créances avec une même contrepartie née d'une gamme complète de contrats à terme, swaps, options et instruments dérivés similaires²⁷⁵. Si l'administrateur judiciaire (liquidateur) d'une contrepartie qui a fait défaut possède (ou peut exercer) le droit de dissocier les contrats ayant fait l'objet d'une compensation et d'exiger l'exécution des contrats favorables à la partie défaillante tout en se dégageant des contrats défavorables, le Comité de Bâle redoute qu'il n'en résulte aucune réduction du risque de contrepartie.

96(ii). Par conséquent, il a été convenu ce qui suit, aux fins de l'adéquation des fonds propres :

- a) Les institutions sont autorisées à compenser des transactions soumises à novation, en vertu de laquelle toute obligation d'une institution envers sa contrepartie de livrer une monnaie précisée à une date de valeur déterminée est automatiquement intégrée à l'ensemble des autres obligations pour la même monnaie et la même date de valeur, un montant unique se substituant de plein droit aux obligations brutes antérieures.
- b) Les institutions peuvent également compenser des transactions soumises à une forme juridiquement valable de compensation bilatérale non couverte par a), en particulier d'autres formes de novation.
- c) Dans les cas a) et b), l'institution devra démontrer à l'Autorité qu'elle possède²⁷⁶ :
 - i. un contrat ou accord de compensation avec la contrepartie engendrant une obligation juridique unique et couvrant l'ensemble des transactions, de façon que l'institution ait un droit de recevoir ou une obligation de payer uniquement le total net des valeurs de marché positives et négatives de toutes les transactions concernées en cas de défaut de paiement de la contrepartie pour l'une des causes suivantes : défaut, faillite, liquidation ou circonstances semblables;

²⁷⁵ La compensation de positions, destinée à réduire les coûts opérationnels des règlements quotidiens, n'est pas admise dans la présente ligne directrice, les paiements bruts de la contrepartie n'étant en aucune manière affectés.

²⁷⁶ Dans les cas où un accord tel que décrit sous 96(ii) a) a été agréé avant juillet 1994, l'Autorité détermine si des démarches supplémentaires sont nécessaires pour démontrer que l'accord est conforme aux exigences formulées ici.

-
- ii. des opinions juridiques écrites et fondées indiquant qu'en cas de contestation en droit, les autorités judiciaires et administratives concernées décideront que la position de l'institution correspond à ce total net aux termes de :
- la législation en vigueur dans le pays où la contrepartie est établie et, si une succursale étrangère d'une contrepartie est impliquée, la législation du pays où la succursale est implantée;
 - la loi qui régit les diverses transactions; et
 - la loi qui régit tout contrat ou accord requis pour effectuer la compensation.

L'Autorité, si nécessaire après consultation des autres responsables prudentiels intéressés, doit être convaincue que la compensation est juridiquement valable selon chacune des législations concernées²⁷⁷.

- iii. les procédures requises pour permettre un réexamen des caractéristiques juridiques des dispositifs de compensation en fonction des modifications éventuelles des législations applicables.

96(iii). Les contrats de compensation contenant des clauses d'exception d'inexécution ne peuvent être pris en considération aux fins du calcul des normes de fonds propres en application de la ligne directrice. Une clause d'exception d'inexécution est une disposition qui permet à un contractant non défaillant de n'effectuer que des paiements limités, voire aucun paiement, à la masse de la contrepartie défaillante, même si cette dernière est créditrice nette.

²⁷⁷ De la sorte, si l'une des autorités de surveillance a des doutes sur la validité juridique de la compensation selon sa législation, le contrat ou accord de compensation ne satisfait pas à cette condition et aucune des contreparties ne pourra en bénéficier aux fins du contrôle prudentiel.

- 96(iv). Pour les institutions utilisant la méthode d'évaluation du risque courant, le risque de crédit afférent aux transactions à terme faisant l'objet d'une compensation bilatérale est calculé comme la somme des éléments suivants : le coût de remplacement net aux prix du marché, s'il est positif, plus une majoration calculée sur la base du nominal sous-jacent. La majoration applicable aux transactions compensées (M_{nette}) est égale à la moyenne pondérée de la majoration brute (M_{brute})²⁷⁸ et de la majoration brute corrigée du ratio coût de remplacement courant net/coût de remplacement courant brut (RNB). Le calcul se résume par la formule suivante :

$$M_{nette} = 0,4 \times M_{brute} + 0,6 \times RNB \times M_{brute}$$

où

RNB = ratio coût de remplacement net/coût de remplacement brut pour les transactions soumises à un accord de compensation juridiquement valable²⁷⁹.

- 96(v). Le barème des majorations brutes à appliquer dans cette formule est celui qui est utilisé pour les contrats non compensés, tel qu'indiqué aux paragraphes 91 à 95 de la présente annexe. Le Comité de Bâle tient à jour ce barème pour s'assurer de son caractère approprié. Pour la détermination du risque de crédit potentiel futur à l'égard d'une contrepartie dans le cadre de transactions compensées, s'agissant de contrats de change à terme et autres contrats semblables dans lesquels le nominal correspond à des flux de trésorerie, le nominal total se définit comme les entrées nettes de fonds attendues, pour chaque date de valeur, dans chaque monnaie. En effet, la compensation de contrats dans la même monnaie venant à échéance à la même date se traduira par un risque de crédit potentiel futur et un risque courant plus faible.

Pondération des risques

- 96(vi). Lorsque l'institution a calculé l'équivalent risque de crédit, elle doit le pondérer selon la catégorie à laquelle appartient la contrepartie, comme dans le cadre de la ligne directrice, en appliquant, le cas échéant, les coefficients de pondération plus favorables aux expositions protégées par des garanties et sûretés

²⁷⁸ M_{brute} est égale à la somme des diverses majorations (calculées en multipliant le montant de principal notionnel par les facteurs de majoration appropriés tels qu'ils sont définis au paragraphe 92(i) de la présente annexe) correspondant à toutes les transactions assujetties à des accords de compensation juridiquement valables conclues avec une même contrepartie.

²⁷⁹ L'Autorité peut laisser à chaque institution le choix du calcul du ratio RNB soit contrepartie par contrepartie, soit sur une base agrégée pour toutes les transactions assujetties à des accords de compensation juridiquement valables. La méthode choisie par l'institution doit être alors utilisée de manière constante. Dans le cadre de l'agrégation, les positions courantes nettes de signe négatif envers une contrepartie ne peuvent pas servir à compenser les positions courantes nettes de signe positif envers une autre : pour chaque contrepartie, la position courante nette prise en compte pour le calcul du ratio RNB est soit le coût de remplacement net, soit zéro, la valeur la plus élevée étant retenue. Il convient de noter que, dans l'approche par agrégation, le ratio RNB s'applique séparément à chaque accord de compensation juridiquement valable, de sorte que l'équivalent risque de crédit puisse être placé dans la catégorie de pondération de risque appropriée en fonction de la contrepartie.

éligibles. Le Comité de Bâle demeurera très attentif à la qualité des participants sur ces marchés et se réserve le droit de relever les pondérations si la note moyenne de crédit se détériore ou si l'on enregistre une augmentation des pertes.

97. à 105. Paragraphes retirés puisqu'applicables au risque de marché.

Ligne directrice sur les normes relatives à la suffisance du capital 263
Caisses non membres d'une fédération, sociétés de fiducie et sociétés d'épargne
Annexe 3-II
Autorité des marchés financiers Janvier 2016

Note de l'Autorité

Tel que mentionné dans la ligne directrice aux paragraphes 97, les exigences de fonds propres pour l'AEC devraient être en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2013. Toutefois, afin que la mise en œuvre de ces dispositions soit harmonisée au niveau national et international, celle-ci prendra effet progressivement de 2014 à 2019, et les entités touchées devront choisir l'une des deux méthodes de calcul présentées ci-dessous.

L'Autorité tient à souligner également que, bien que la couverture du risque de marché n'entre pas dans le calcul de l'exigence de fonds propres pour l'AEC, les instruments de couverture du risque de marché qui servent à atténuer le risque de l'AEC, et qui sont gérés comme tels, n'occasionnent aucune exigence de fonds propres pour risque de marché.

Ainsi, l'institution doit calculer les actifs pondérés des risques (APR) pour AEC selon l'une des deux options suivantes afin d'établir ses ratios des fonds propres de la catégorie 1a, de la catégorie 1 et du total des fonds propres, entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 décembre 2018.

Option 1 :

$$\text{Ratio de FP de la catégorie 1a} = \frac{\text{Fonds propres de la catégorie 1A}}{\text{APR pour les fonds propres de la catégorie 1A}}$$

$$\text{Ratio de FP de la catégorie 1} = \frac{\text{Fonds propres de la catégorie 1}}{\text{APR pour les fonds propres de la catégorie 1}}$$

$$\text{Ratio du total des FP} = \frac{\text{Total des Fonds propres}}{\text{APR pour total des fonds propres}}$$

où :

$$\begin{aligned} \text{APR pour FP de la catégorie 1A} &= \\ \text{APR (hors AEC) + APR(AEC) x Facteur scalaire des FP de catégorie 1A} &= \\ \text{APR pour FP de la catégorie} &= \\ &= \text{APR (hors AEC) + APR(AEC) x Facteur scalaire des FP de catégorie 1} \end{aligned}$$

$$\text{APR pour total des FP} = \text{APR (hors AEC) + APR(AEC) x Facteur scalaire du total des FP}$$

Les facteurs scalaires des trois catégories de fonds propres varieront d'une année à l'autre et sont présentés dans le tableau ci-dessous.

	2014	2015	2016	2017	2018	2019
FP catégorie 1A	0,57	0,64	0,64	0,72	0,80	1,00
FP catégorie 1	0,65	0,71	0,71	0,77	0,83	1,00
Total des FP	0,77	0,77	0,77	0,81	0,86	1,00

Après 2019, le facteur scalaire sera de 1,00 (c.-à-d. que les règles de la ligne directrice ne changeront plus).

Option 2 :

$$\text{Ratio de FP de la catégorie 1A} = \frac{\text{Fonds propres de la catégorie 1A}}{\text{APR pour total des fonds propres}}$$

$$\text{Ratio de FP de la catégorie 1} = \frac{\text{Fonds propres de la catégorie 1}}{\text{APR pour total des fonds propres}}$$

$$\text{Ratio du total des FP} = \frac{\text{Total des Fonds propres}}{\text{APR pour total des fonds propres}}$$

où :

$$\text{APR pour total des FP} = \text{APR (hors AEC)} + \text{APR(AEC)} \times \text{Facteur scalaire du total des FP}$$

IV. Contreparties centrales

Note de l'Autorité

Le comité de Bâle a publié en avril 2014 un document intitulé *Capital requirements for bank exposures to central counterparties*. Les dispositions contenues dans les paragraphes de ce document auront pour effet la suppression de cette section et son remplacement par les nouvelles dispositions. Étant donné la date d'entrée en vigueur (prévue pour le 1^{er} janvier 2017) de ce document, l'Autorité n'a pas intégré les dans la présente révisions les modifications proposées.

106. Il incombe à l'institution financière de constituer des fonds propres suffisants pour couvrir ses expositions envers une CC, que celle-ci soit éligible ou non. En vertu du second pilier (Chapitre 8 de la ligne directrice), il appartient à l'institution financière d'estimer s'il conviendrait qu'elle détienne des fonds propres au-delà des exigences minimales quand, par exemple, i) ses relations avec une CC donnent lieu à des expositions plus risquées ou ii) lorsque, dans le cadre de ses opérations avec une CC, elle n'a pas la certitude que celle-ci satisfait aux critères d'éligibilité.
107. Dans les cas où elle agit en tant que membre compensateur, l'institution financière doit évaluer, au moyen d'analyses par scénarios et de simulations de crise appropriés, si le niveau des fonds propres détenus en regard de ses expositions sur la CC couvre convenablement les risques inhérents à ces transactions. Cette évaluation inclut les expositions potentielles futures ou les expositions conditionnelles résultant d'un appel futur de contributions au fonds de défaut et/ou d'engagements subsidiaires à assumer ou remplacer les opérations de compensation des clients d'un autre membre compensateur, au cas où ce dernier serait défaillant ou deviendrait insolvable.

108. L'institution financière doit surveiller toutes ses expositions sur les CC, y compris les expositions résultant de transactions effectuées par l'intermédiaire d'une CC, et les expositions résultant d'obligations liées à l'adhésion à la CC, telles les contributions au fonds de défaut; ces expositions doivent être communiquées régulièrement à la haute direction et au conseil d'administration.
109. Lorsqu'une institution financière réalise des opérations avec une CC éligible telle que définie à la présente annexe (Section I, A. Termes généraux), les paragraphes 110 à 125 s'appliquent. S'il s'agit d'une CC non éligible, seuls les paragraphes 126 et 127 s'appliquent. Pendant les trois mois qui suivent la date à laquelle une contrepartie centrale n'est plus une CC éligible, à moins d'exigence contraire de la part d'une autorité de contrôle nationale, les transactions réalisées avec cette CC « auparavant » éligible peuvent continuer d'être couvertes par un niveau de fonds propres correspondant à celui d'une CC éligible. Après ce délai, les expositions de l'institution financière à une telle CC devront être couvertes par des fonds propres conformément aux paragraphes 126 et 127 de la présente annexe.

Expositions sur les contreparties centrales éligibles

Expositions de transaction

Expositions des membres compensateurs aux CC

110. Lorsqu'une institution financière agit pour son propre compte en tant que membre compensateur d'une CC, une pondération des risques de 2 % doit être appliquée à l'exposition de transaction de l'institution financière à la CC au titre des opérations sur dérivés de gré à gré, des opérations sur dérivés négociés sur les marchés organisés et des mises/prises en pensions de titres. Lorsque le membre compensateur offre des services de compensation à des clients, la pondération de risque de 2 % s'applique aussi à son exposition de transaction à la CC résultant d'une obligation de rembourser au client toute perte qui serait subie en raison d'une variation de la valeur de ses transactions en cas de défaut de la CC.
111. Le montant de cette exposition de transaction doit être calculé conformément à la présente annexe, en utilisant la méthode des modèles internes (MMI)²⁸⁰, la méthode de l'exposition courante ou la méthode standard, si l'institution financière utilise une de ces méthodes dans le cours normal de ses activités aux expositions de cette nature ou conformément au Chapitre 4 de concert avec les techniques d'atténuation du risque de crédit précisées dans la ligne directrice pour les transactions garanties²⁸¹.

²⁸⁰ Les modifications à la méthode MMI apportées par Bâle III s'appliquent aussi dans ce cas.

²⁸¹ Voir plus précisément les sous-sections 4.1.3 et 4.2.1 de la ligne directrice pour les dérivés gré à gré et les décotes de contrôle standard ou les estimations des décotes, respectivement. Pour les mises/prises en pension de titres, voir le paragraphe 178 de la sous-section 4.2.4.

Lorsque la méthode de l'exposition retenue le permet, le dépôt de marge peut être pris en compte.

Dans le cas des institutions financières qui utilisent la méthode MMI, la valeur minimale de 20 jours pour la période de marge à risque, telle que définie à la première puce du, paragraphe 41(i), ne s'applique pas, à condition que l'ensemble de compensation ne comporte pas de sûreté illiquide ou de transactions exotiques, et qu'il n'y ait pas de transaction sujette à litige. Il s'agit ici du calcul des expositions en vertu de la méthode MMI, ou de la méthode MMI simplifiée décrite au paragraphe 41, ainsi qu'à l'égard des périodes de conservation utilisées dans le calcul de l'exposition des transactions assimilables aux pensions (paragraphe 147 et 181).

112. Lorsqu'en vertu de la loi, un règlement est exécutoire sur une base nette lors d'un défaut et ce, sans égard au fait que la contrepartie soit insolvable ou en faillite, le coût de remplacement total de l'ensemble des contrats permettant de déterminer l'exposition de la transaction peut être assimilé au coût de remplacement net si les ensembles de compensation de liquidation applicables satisfont aux conditions énoncées aux paragraphes suivants²⁸² :

- paragraphes 173 et s'il y a lieu, 174 de la section 4.3 de la ligne directrice dans le cas des transactions assimilables à des pensions;
- paragraphes 96(i) à 96 (iii) de la présente annexe, dans le cas des transactions dérivées;
- paragraphes 10 à 19 de la présente annexe, dans le cas de la compensation multiproduit.

Lorsque les règles exposées dans ces paragraphes comportent le terme « accord-cadre de compensation », ce terme doit être considéré comme incluant tout « accord de compensation » qui confère des droits de compensation juridiquement valides²⁸³. Si l'institution financière ne peut démontrer que l'accord de compensation satisfait à ces règles, chaque transaction est considérée comme un ensemble de compensation pour le calcul de l'exposition de transaction.

Expositions des membres compensateurs aux clients

113. Le membre compensateur doit toujours prévoir une réserve des fonds propres suffisantes pour couvrir son exposition (dont l'exposition potentielle au risque d'ajustement de l'évaluation des actifs – risque AEC) aux clients comme s'il s'agissait de transactions bilatérales, qu'il garantisse la transaction ou agisse en qualité d'intermédiaire entre le client et la CC. Toutefois, pour tenir compte du

²⁸² Aux fins de la présente section portant sur les contreparties centrales, le traitement de la compensation s'applique également aux dérivés négociés sur les marchés organisés.

²⁸³ Cette exigence est attribuable au fait que les accords de compensation utilisés par les CC ne sont pas parvenus à un niveau de standardisation comparable à celui des accords de compensation applicables aux opérations bilatérales de gré à gré.

fait que la période de dénouement (*close-out*) est plus courte pour les opérations compensées, les membres compensateurs peuvent déterminer leur couverture en fonds propres en appliquant une période de marge à risque d'au moins 5 jours (s'ils adoptent la méthode MMI), ou en multipliant l'exposition en cas de défaut (ECD) par un facteur scalaire d'au moins 0,71 (s'ils adoptent l'approche standard)²⁸⁴.

Expositions des clients

114. Lorsqu'une institution financière est cliente d'un membre compensateur et qu'elle réalise une transaction avec ce dernier qui agit en qualité d'intermédiaire financier (c.-à-d. que le membre effectue une opération de compensation avec une CC), ses expositions à l'égard du membre compensateur peuvent être assujetties au traitement décrit aux paragraphes 110 à 112 de la présente annexe, si les deux conditions ci-dessous sont réunies. De la même manière, lorsqu'un client réalise une transaction avec la CC, et qu'un membre compensateur en garantit l'exécution, l'exposition du client sur la CC peut être soumise au traitement décrit aux paragraphes 110 à 112 de la présente annexe, si les deux conditions suivantes sont réunies :

- a) Les opérations de compensation sont considérées par la CC comme des transactions avec un client, et les sûretés correspondantes sont détenues par la CC et/ou le membre compensateur, selon le cas, dans le cadre de dispositions qui éliminent tout risque de perte pour le client résultant : i) du défaut ou de l'insolvabilité du membre compensateur, ii) du défaut ou de l'insolvabilité d'autres clients du membre compensateur et iii) du défaut ou de l'insolvabilité du membre compensateur et d'un de ses autres clients simultanément²⁸⁵.

Le client doit être en mesure de présenter à l'Autorité, sur demande, un avis juridique écrit, indépendant et justifiant qu'en cas de recours, les tribunaux et autorités administratives concernés statueraient, en vertu de la loi pertinente, que le client ne subirait aucune perte découlant de l'insolvabilité d'un membre compensateur agissant en qualité d'intermédiaire ou de tout autre client d'un tel intermédiaire en vertu des lois applicables, à savoir :

- le droit de la ou des juridiction(s) du client, du membre compensateur et de la CC;

²⁸⁴ La réduction des risques au cas où la période de marge à risque est supérieure à 5 jours se résume ainsi : 6 jours – facteur scalaire = 0,77; 7 jours – facteur scalaire = 0,84; 8 jours – facteur scalaire = 0,89; 9 jours – facteur scalaire = 0,95; 10 jours – facteur scalaire = 1.

²⁸⁵ Autrement dit, en cas d'insolvabilité du membre compensateur, il ne doit pas exister d'obstacle juridique (autre que la nécessité d'obtenir l'ordonnance du tribunal à laquelle le client a droit) au transfert des garanties constituées par ses clients à la CC, à un ou plusieurs autres membres compensateurs survivants ou au client ou mandataire du client. Les autorités de contrôle nationales devraient être consultées pour déterminer si cette certitude juridique s'appuie sur des antécédents précis; elles devraient consulter leurs homologues et communiquer avec eux par le biais des « questions fréquemment posées » pour garantir la cohérence des traitements.

- le droit de la ou des juridiction(s) dans lesquelles une succursale étrangère du client, du membre compensateur ou de la CC est établie;
- le droit régissant les transactions individuelles et les sûretés;
- le droit régissant tout contrat ou accord nécessaire pour satisfaire à la présente condition a).

b) Les lois, règlements, règles, ententes contractuelles ou administratives disposent que les opérations de compensation avec le membre compensateur en situation de défaut ou d'insolvabilité continueront, selon toutes vraisemblances, d'être exécutées indirectement par l'intermédiaire de la CC, ou par la CC elle-même, si le membre compensateur faisait défaut ou devenait insolvable. En pareilles circonstances, les positions des clients et les sûretés constituées par les clients auprès de la CC sont transférées à leur valeur du marché, à moins que le client ne demande de dénouer la position à la valeur du marché.

Lorsqu'un client effectue une transaction avec la CC, et qu'un membre d'une chambre de compensation en garantit l'exécution, les expositions du client au regard de la CC peuvent être assujetties au traitement prévu au paragraphe 110 si les conditions susmentionnées sont respectées.

115. Lorsqu'un client n'est pas protégé de ses pertes en cas de défaut ou d'insolvabilité simultanément(e) du membre compensateur et d'un de ses clients, mais que toutes les autres conditions énoncées au paragraphe 114 sont réunies, une pondération des risques de 4 % s'applique à son exposition sur le membre compensateur.
116. Lorsque l'institution financière est un client du membre compensateur et que les conditions énoncées aux paragraphes 114 ou 115 ci-dessus ne sont pas réunies, l'institution financière constitue des fonds propres couvrant son exposition sur le membre compensateur (y compris l'exposition potentielle au risque AEC) comme s'il s'agissait d'une transaction bilatérale.

Traitement de la sûreté constituée

117. Dans tous les cas, les actifs ou sûretés constitués doivent, du point de vue de l'institution financière qui les fournit, être affectés de la pondération des risques qui s'appliquent à ces actifs ou sûretés en vertu de la ligne directrice, même si ces actifs ont été fournis comme sûretés. Lorsque les actifs ou sûretés d'un membre compensateur ou d'un client sont fournis à une CC ou d'un membre compensateur sans être protégés contre leur faillite, l'institution financière qui fournit de tels actifs ou sûretés doit également tenir compte du risque de crédit

en proportion du risque de perte correspondant à la solvabilité de l'institution financière²⁸⁶ détenant de tels actifs ou sûretés.

118. Les sûretés constituées par le membre compensateur (y compris sous forme de liquidités, de titres et d'autres actifs donnés en garantie, ainsi que le dépôt de garantie initial ou la marge de variation excédentaire – aussi appelée excédent de sûreté) qui sont détenues par un gardien de valeur²⁸⁷ et qui sont protégées contre la faillite de la CC, ne sont pas soumises à une exigence de fonds propres au titre de l'exposition au risque de contrepartie envers ce gardien de valeur.
119. Les sûretés constituées par un client, détenues par un gardien de valeur, et qui sont protégées contre la faillite de la CC, du membre compensateur et des autres clients, ne sont pas soumises à une exigence de fonds propres en regard du risque de contrepartie. Si elles sont détenues auprès de la CC pour le compte d'un client et ne sont pas protégées contre la faillite, une pondération des risques de 2 % doit leur être appliquée si les conditions établies au paragraphe 114 sont réunies, ou de 4 % si les conditions énoncées au paragraphe 115 de l'annexe sont réunies.

Expositions à des fonds de défaut

Note de l'Autorité

La méthode de calcul des exigences de fonds propres pour le fonds de défaut est décrite ci-dessous. Dans certaines circonstances, l'Autorité peut octroyer une exemption explicite à l'institution financière, lui permettant d'utiliser la méthode alternative pour des CC éligibles également décrite ci-dessous. Les deux méthodes présentées, soit l'approche en cascade sensible aux risques et la méthode alternative sont des approches temporaires qui pourraient être soumises à un remplacement à une date ultérieure.

120. Lorsqu'un fonds de défaut est commun à des produits ou types d'activités qui présentent uniquement un risque de règlement (p. ex., actions et obligations) et à des produits ou types d'activités qui entraînent un risque de contrepartie (opérations sur dérivés de gré à gré, opérations sur dérivés négociés sur les marchés organisés ou sur les mises/prises en pensions de titres), toutes les contributions au fonds de défaut sont affectées globalement de la pondération des risques déterminée selon les formules et la méthodologie énoncées ci-dessous, sans distinction entre les différentes catégories ou les différents types d'activités ou de produits. Toutefois, lorsqu'il y a ségrégation par type de

²⁸⁶ Lorsque l'institution qui détient les actifs ou sûretés est la CC, une pondération des risques de 2 % s'applique aux sûretés incluses dans la définition des expositions de transaction. La pondération des risques sur la CC s'applique aux actifs ou aux sûretés constituées à d'autres fins.

²⁸⁷ Dans ce paragraphe, le mot « gardien de valeur » peut signifier un fiduciaire, un mandataire, un agent, un créancier gagiste, un créancier garanti ou toute autre partie qui détient des biens d'une façon qui ne lui confère pas un droit de propriété ou d'usufruit sur ces biens, de sorte que les créanciers de ces parties sont dans l'incapacité de faire saisir les biens ou de faire obstacle à leur restitution, au cas où une telle partie devenait insolvable ou faisait faillite.

produit des contributions des membres compensateurs au fonds de défaut et que ces contributions ne peuvent être utilisées que pour certains types de produit spécifiques, les exigences de fonds propres en regard de ces expositions sur le fonds de défaut déterminées selon les formules et la méthodologie énoncées ci-dessous doivent être calculées pour chaque produit spécifique entraînant un risque de contrepartie. Dans l'hypothèse où les ressources propres préfinancées de la CC sont communes à divers types de produits, la CC doit répartir ces fonds, à chaque calcul, proportionnellement à l'exposition en cas de défaut (ECD) spécifique à chaque produit.

121. Lorsque les institutions financières doivent constituer des fonds propres en regard des expositions résultant de leurs contributions au fonds de défaut d'une CC éligible, les membres compensateurs peuvent appliquer l'une des approches suivantes :

Méthode 1 (Approche en cascade sensible aux risques)

122. Les membres compensateurs peuvent appliquer à leur contribution au fonds de défaut une pondération de risque déterminée selon une formule sensible au risque qui tient compte :
- i. de l'ampleur et de la qualité des ressources financières d'une CC éligible;
 - ii. de l'exposition au risque de contrepartie de ladite CC; et
 - iii. des modalités de répartition de ces ressources financières par ordre d'imputation des pertes de la CC, en cas de défaillance d'un ou de plusieurs membres compensateurs.

L'exigence de fonds propres pondérée en fonction des risques du membre compensateur en regard de sa contribution au fonds de défaut (K_{Mci}) doit être calculée à l'aide des formules et de la méthodologie indiquées ci-après. Ce calcul peut être effectué par une CC, une institution financière, une autorité de contrôle ou un autre intervenant ayant accès aux données requises, dans la mesure où les conditions énoncées au paragraphe 124 de la présente annexe sont rencontrées.

123. Le calcul fait intervenir les trois étapes suivantes :

1. Premièrement, il s'agit de calculer l'exigence hypothétique de fonds propres de la CC en regard de ses expositions au risque de contrepartie sur l'ensemble de ses membres compensateurs²⁸⁸. Ce calcul est fait en utilisant la formule de K_{CC} suivante :

$$K_{CC} = \sum_{\text{membre compensateur } i} \max(\text{EBRM}_i - \text{IM}_i - \text{DF}_i; 0) \times \text{RW} \times \text{Ratio de fonds propres}$$

où :

RW est une pondération des risques de 20 %²⁸⁹.

Le ratio de fonds propres (capital ratio) est fixé à 8 %.

$\max(\text{EBRM}_i - \text{IM}_i - \text{DF}_i; 0)$ est le montant de l'exposition de la CC sur le membre compensateur « i », sachant que toutes les valeurs sont relatives à l'évaluation en fin de journée avant échange de la marge relative au dernier appel de marge de la journée

et :

EBRM_i correspond à la valeur de l'exposition sur le membre compensateur « i » avant atténuation du risque en vertu de la méthode d'évaluation du risque courant applicable aux dérivés ou selon l'approche globale décrite aux paragraphes 130 à 153 et 166 à 169 ainsi qu'aux paragraphes 173 à 177 de la présente ligne directrice pour les mises/prises en pension de titres. Pour les besoins de ce calcul, la marge de variation qui a été échangée (avant la marge réclamée par le dernier appel de marge de la journée) est prise en compte dans la valeur des transactions aux prix du marché;

IM_i est le dépôt de garantie initial constitué par le membre compensateur auprès de la CC;

DF_i est la contribution préfinancée du membre compensateur au fonds de défaut qui est mobilisée en cas de défaut du membre compensateur,

²⁸⁸ K_{CC} est une exigence de fonds propres hypothétique qui s'applique à une CC. Elle est calculée de manière homogène dans le seul but de déterminer le niveau de fonds propres à détenir en regard des contributions des membres compensateurs au fonds de garantie. K_{CC} ne représente par l'exigence de fonds propres imposée à une CC, qui peut être déterminée par la CC et son autorité de contrôle.

²⁸⁹ La pondération de 20 % est une exigence minimale. De même que pour d'autres éléments de la ligne directrice, l'Autorité peut accroître le coefficient de pondération. Un tel accroissement serait approprié si, par exemple, les membres compensateurs d'une CC n'étaient pas bien notés. Tout accroissement du coefficient de pondération doit être communiqué par les institutions financières concernées à la personne qui effectue ce calcul.

parallèlement à ou immédiatement après le dépôt de garantie initial du membre compensateur, pour réduire la perte de la CC.

En ce qui concerne le calcul effectué à cette première étape :

- (i) Par souci de clarté, le montant de chaque exposition est le montant de l'exposition au risque de contrepartie d'une CC envers un membre compensateur, calculé comme exposition de transaction bilatérale pour les dérivés de gré à gré et les dérivés négociés sur les marchés organisés, soit selon les paragraphes 186 et 187 (pour les institutions financières utilisant la méthode de l'exposition courante (MEC) décrite à la section VII de la présente annexe), ou conformément aux paragraphes 151 et 176 (pour ce qui est des décotes prudentielles standards applicables aux mises/prises en pension de titres). Les périodes de conservation pour les calculs relatifs aux mises/prises en pension de titres figurant au paragraphe 167 restent applicables, même s'il y a plus de 5 000 transactions dans un ensemble de compensation; autrement dit, la première puce du paragraphe 41 (i) de la présente annexe ne s'applique pas dans ce contexte.
- (ii) Pour calculer KCC par la méthode MEC, la formule présentée au paragraphe 96(iv) est remplacée par $A_{Nette} = 0,15 \times A_{Brute} + 0,85 \times RNB \times A_{Brute}$, où, aux fins de ce calcul, le numérateur du ratio RNB (ratio coût de remplacement net/coût de remplacement courant brut) est $EBRM_i$ – défini ci-dessus – sans majoration pour ce qui est des dérivés de gré à gré, et le dénominateur est le coût de remplacement brut²⁹⁰. En outre, aux fins de ce calcul, le ratio RNB doit être calculé contrepartie par contrepartie (l'autre option du paragraphe 96(iv) énoncée à la note de bas de page N° 278 de la présente annexe, ne s'applique pas). De plus, s'il n'est pas possible de calculer le ratio RNB conformément au paragraphe 96(iv), l'approche énoncée au paragraphe 127 de la présente annexe s'appliquera.
- (iii) Le calcul de l'EPF (exposition potentielle future) dans la méthode MEC pour les options et les options sur swaps dont le règlement est traité par l'intermédiaire d'une CC est ajusté en multipliant le montant notionnel du contrat par la valeur absolue du delta de l'option, valeur calculée conformément aux paragraphes 77 et 78 de la présente annexe.
- (iv) Les ensembles de compensation qui sont applicables aux membres compensateurs soumis à contrôle prudentiel sont les mêmes que ceux indiqués au paragraphe 112 de la présente annexe. Pour tous

²⁹⁰ Si la fréquence minimale de paiement de la marge de variation est quotidienne, mais que les appels de marge d'une CC sont intrajournaliers, le ratio RNB doit être calculé immédiatement avant l'échange de la marge de fin de journée. Le ratio RNB devrait avoir une valeur non égale à zéro.

les autres membres compensateurs, ceux-ci doivent suivre les règles de compensation édictées par la CC et communiquées à chaque membre compensateur. L'Autorité peut exiger des ensembles de compensation plus granulaires que ceux proposés par la CC.

2. La deuxième étape consiste à calculer le montant agrégé de l'exigence de fonds propres (avant l'ajustement pour concentration et granularité), selon un scénario où deux membres compensateurs types font défaut et où leurs contributions au fonds de défaut ne peuvent pas être mobilisées pour partager les pertes. Ce scénario est intégré à la formule sensible au risque suivante :

$$K_{MC}^* = \begin{cases} c_2 \times \mu(K_{CC} - DF') + c_2 \times DF'_{MC} & \text{si } DF' < K_{CC} \text{ (i)} \\ c_2 \times (K_{CC} - DF_{CC}) + c_1 \times (DF' - K_{CC}) & \text{si } DF_{CC} < K_{CC} \leq DF' \text{ (ii)} \\ c_1 \times DF'_{MC} & \text{si } K_{CC} \leq DF_{CC} \text{ (iii)} \end{cases}$$

où:

K_{MC}^* = **montant agrégé de l'exigence de fonds propres** en regard des contributions au fonds de défaut de l'ensemble des membres compensateurs, avant application de l'ajustement pour granularité et concentration.

DF_{CC} = **ressources propres préfinancées de la CC** (fonds propres versés, bénéfices non distribués, etc.), que la CC est tenue d'utiliser pour couvrir ses pertes avant de recourir aux contributions des membres compensateurs au fonds de défaut.

DF'_{MC} = **contributions préfinancées au fonds de défaut des membres compensateurs survivants** pouvant être mobilisées pour partager les pertes dans le scénario retenu. Concrètement :

$$DF'_{MC} = DF_{MC} - 2 \times \overline{DF}_i$$

où :

\overline{DF}_i est la contribution moyenne au fonds de défaut

DF' = **total des contributions préfinancées au fonds de défaut** pouvant être mobilisées pour regrouper les pertes dans le scénario retenu. Concrètement :

$$DF' = DF_{CC} + DF'_{MC}$$

c_1 = coefficient de fonds propres dégressif, entre 1,6 % et 0,16 %, appliqué aux ressources préfinancées excédentaires du fonds de défaut livrées par les membres compensateurs (DF_{MC}) :

$$c_1 = \text{Max} \left\{ \frac{1,6 \%}{(DF'/K_{CC})^{0,3}}; 0,16 \% \right\}$$

c_2 = 100 %, coefficient de fonds propres appliqué quand les ressources propres d'une CC (DF_{CC}) sont inférieures à l'exigence hypothétique de fonds propres de la CC (K_{CC}) et, par conséquent, les fonds de défaut des membres compensateurs devraient être mobilisés pour couvrir K_{CC} .

μ = 1,2; un facteur scalaire de 1,2 est appliqué pour ce qui est de la partie non financée de l'exigence hypothétique de fonds propre K_{CC}

L'équation (i) s'applique lorsque le total des contributions préfinancées au fonds de défaut est inférieur à l'exigence hypothétique de fonds propres de la CC (K_{CC}). En pareil cas, les contributions non financées au fond de défaut devraient absorber la perte subie, et l'exposition d'un membre compensateur, en raison du risque que les autres membres compensateurs ne puissent fournir de contributions supplémentaires si elles sont requises, est donc plus importante que si tous les fonds de défaut avaient été préfinancés²⁹¹. Ainsi, un facteur scalaire (μ) de 1,2 est appliqué au titre de la partie non financée de K_{CC} , pour refléter l'exposition accrue du membre compensateur découlant du recours à des contributions non financées. Si une partie des ressources propres de la CC pouvant être mobilisées pour absorber les pertes est utilisée après que les contributions de l'ensemble des membres compensateurs sont affectées à la couverture des pertes, cette partie de la contribution aux pertes devrait donc être incluse dans le total du fonds de défaut.

L'équation (ii) s'applique quand les ressources propres d'une CC (DF_{CC}) et les contributions des membres compensateurs au fonds de défaut (DF_{MC}) doivent conjointement couvrir l'exigence hypothétique de fonds

²⁹¹ Lorsque le total des contributions préfinancées au fonds de défaut ne suffit pas à couvrir l'exigence de fonds propres hypothétique de la CC (K_{CCP}) et que les membres compensateurs n'ont pas l'obligation de contribuer davantage au fonds de défaut pour combler l'insuffisance des ressources de la CC destinées à absorber les pertes, les membres compensateurs n'en sont pas moins soumis à une exigence de fonds propres supplémentaire. En effet, leurs expositions sur la CC comportent ainsi plus de risques que si la CC avait accès à des ressources suffisantes pour couvrir son exigence hypothétique. Cela s'explique par le postulat de base selon lequel les CC, grâce à leurs ressources propres et au fonds de défaut alimenté par les membres, devraient avoir des ressources financières regroupées suffisantes pour absorber les pertes et pouvoir rendre ainsi les défaillances sur leurs expositions hautement improbables. Si ces ressources sont insuffisantes, les expositions des membres encourrent un risque supplémentaire, d'où la nécessité de détenir des fonds propres supplémentaires.

propres de la CC (K_{CC}), mais que leur total est supérieur à K_{CC} . Comme l'indique la définition ci-dessus, pour que les ressources DF_{CC} soient incluses dans le fonds de défaut pouvant être mobilisé pour partager les pertes (DF'), elles doivent être utilisées avant DF_{MC} . Si tel n'est pas le cas et qu'une partie des ressources propres de la CC est utilisée simultanément (au prorata ou à partir de formules) aux contributions des membres compensateurs au fonds de défaut (DF_{MC}) pour absorber les pertes de la CC, alors cette équation doit être adaptée, en consultation avec l'Autorité, de sorte que cette partie de la contribution de la CC soit traitée comme une contribution d'un membre compensateur au fonds de défaut.

L'équation (iii) s'applique quand les ressources propres d'une CC éligible (DF_{CC}) sont utilisées en priorité dans l'ordre d'imputation des pertes, et qu'elles sont supérieures à l'exigence de fonds propres hypothétiques de la CC (K_{CC}), de sorte qu'elles seraient présumées pouvoir absorber la totalité des pertes de la CC avant que les contributions des membres compensateurs au fonds de défaut (DF_{MC}) ne soient mobilisées pour éponger les pertes.

3. La troisième étape consiste à calculer l'exigence de fonds propres pour un membre compensateur « i » (K_{MCi}) en répartissant K_{MC}^* entre les différents membres compensateurs proportionnellement à la contribution de chacun d'eux au total du fonds de défaut préfinancé²⁹², et en considérant la granularité de la CC (au moyen du facteur « N », nombre de membres) et la concentration de la CC (au moyen du facteur « β »).

$$K_{MCi} = \left(1 + \beta \times \frac{N}{N-2}\right) \times \frac{DF_i}{DF_{MC}} \times K_{MC}^*$$

où

$$\beta = \frac{A_{Net,1} + A_{Net,2}}{\sum_i A_{Net,i}}$$

où

les indices 1 et 2 correspondent aux membres compensateurs ayant les valeurs A_{Net} les plus importantes. En ce qui a trait aux dérivés de gré à gré, A_{Net} est défini comme à l'étape 1, c'est-à-dire que $A_{Net} = 0,15 \times A_{Brut} + 0,85 \times RNB \times A_{Brut}$. Dans le cas des mises/prises en pension de titres, A_{Net} est remplacé par $E^*H_e + C^* (H_c + H_{fx})$, conformément aux paragraphes 147 à 153.

²⁹² Une telle méthode de répartition repose sur l'hypothèse voulant que les pertes soient réparties de façon proportionnelle aux contributions préfinancées des fonds de défaut des membres compensateurs. Si la pratique d'une CC diffère, la méthode de répartition devrait être rajustée après consultation avec les autorités de contrôles nationales.

-
- N = nombre de membres compensateurs
- DF_i = contribution préfinancée d'un membre compensateur « i » au fonds de défaut
- DF_{MC} = contributions préfinancées de l'ensemble des membres compensateurs au fonds de défaut (ou toutes autres ressources financières apportées par les membres pour couvrir les pertes partagées de la CC).

Lorsque cette méthode est inapplicable, du fait que la CC n'a pas de contributions préfinancées au fonds de défaut, la répartition s'effectue selon l'une des deux modalités conservatrices suivantes :

1. Répartir K_{MC}^* en proportion de l'engagement de chaque membre compensateur à contribuer au fonds de défaut (contribution non financée au fonds de défaut);
2. Si cette modalité est inopérante, il convient de répartir K_{MC}^* en proportion du montant du dépôt de garantie initial constitué par chaque membre compensateur.

Ces méthodes de répartition remplaceraient (DF/DF_{MC}) dans le calcul de K_{MCi} .

124. La CC, l'institution financière, l'Autorité ou tout autre intervenant ayant accès aux données nécessaires, doivent calculer K_{CC} , DF_{CC} et DF_{MC} , de façon à permettre à l'autorité de contrôle de la CC de vérifier ces calculs. Ils doivent fournir des informations suffisantes sur les résultats du calcul afin que chaque membre compensateur puisse calculer son exigence de fonds propres en regard du fonds de défaut et que le régulateur des institutions financières membres compensateurs examine et confirme ces calculs.

K_{CC} devrait être calculée au moins une fois par trimestre, mais l'autorité de contrôle nationale pourrait exiger des calculs plus fréquents en cas de changements importants (comme la compensation d'un nouveau produit par la CC). La CC, l'institution financière, l'autorité de contrôle ou tout autre intervenant ayant effectué les calculs devraient mettre à la disposition de l'autorité de contrôle nationale du membre compensateur, les informations globales suffisantes au sujet de la composition des expositions de la CC sur les membres compensateurs, ainsi que les informations fournies au membre compensateur aux fins du calcul de K_{CC} , DF_{CC} et DF_{MC} . Ces informations devraient être fournies à une fréquence qui n'est pas moindre que celle qu'exigerait l'autorité de contrôle nationale pour surveiller le risque du membre compensateur relevant de sa juridiction. K_{CC} et K_{MCi} doivent être recalculés au moins une fois par trimestre, et en cas de modifications importantes concernant le nombre des transactions compensées ou l'exposition des transactions compensées ou des variations importantes des ressources financières de la CC.

Méthode 2 (Méthode alternative)

125. Les institutions financières membres compensateurs peuvent appliquer une pondération des risques de 1 250 % à leurs expositions sur une CC au titre du fonds de défaut, sous réserve d'un plafond global sur les actifs pondérés des risques correspondant à l'ensemble de leurs expositions sur la CC (y compris les expositions de transaction). Ce plafond est égal à 20 % des expositions de transaction sur la CC. Plus précisément, sous cette méthode, les actifs pondérés en fonction des risques pour les expositions de l'institution financière « i » sur chaque CC au titre des transactions et du fonds de défaut sont égaux à²⁹³ :

$$\text{Min} \{(2 \% \times TE_i + 1\,250 \% \times DF_i); (20 \% \times TE_i)\}$$

où :

TE_i est l'exposition de transaction de l'institution financière « i » à la CC, telle que mesurée par l'institution financière conformément aux paragraphes 110 à 112 de la présente annexe;

DF_i est la contribution préfinancée de l'institution financière « i » au fonds de défaut de la CC.

Expositions sur les contreparties centrales non éligibles

126. Les institutions financières doivent, pour leurs expositions de transaction à une CC non éligible, appliquer l'approche standard pour le risque de crédit, en fonction de la catégorie de la contrepartie, comme l'indique la ligne directrice.
127. Pour leurs contributions au fonds de défaut d'une CC non éligible, les institutions financières doivent appliquer un coefficient de pondération des risques de 1 250 %. Aux fins du présent paragraphe, leurs contributions au fonds de défaut incluent les contributions préfinancées et non financées exigibles par la CC. S'il existe une obligation de verser des contributions non financées (engagements illimités légalement contraignants), l'autorité de contrôle nationale devrait déterminer, dans les évaluations réalisées au titre du pilier 2, le montant de contributions non financées auquel s'applique la pondération de 1 250 %.

²⁹³ Selon cette approche, la pondération de 2 % sur les expositions de transaction indiquée au paragraphe 110 ne s'applique pas, car elle est incluse dans l'équation figurant au paragraphe 125.

Annexe 4-I Vue d'ensemble des méthodologies applicables aux transactions couvertes par des sûretés financières dans le cadre de l'approche standard

1. Les dispositions énoncées dans la section Approche standard - Section Atténuation du risque de crédit (ARC) - pour les transactions assorties de sûretés déterminent généralement le traitement applicable, dans l'approche standard, aux créances du portefeuille bancaire couvertes par des sûretés financières de qualité suffisante.
2. Les expositions couvertes qui prennent la forme des transactions assimilables à des pensions (mises en pension/ prises en pension et prêts/emprunts de titres) constituent un cas à part. Elles sont soumises à des exigences à titre du risque de contrepartie lorsqu'elles sont incluses dans le portefeuille de négociation (voir plus bas). En outre, les institutions qui souhaitent prendre en compte les effets de la compensation aux fins du calcul des exigences de fonds propres doivent toutes appliquer la méthodologie de la section ARC pour les transactions du portefeuille bancaire et du portefeuille de négociation soumises à un accord-cadre de compensation.

Approche standard

3. Dans l'approche standard, les institutions peuvent opter pour la méthode simple ou la méthode globale pour déterminer le coefficient de pondération applicable à une transaction couverte par une sûreté financière éligible. Dans le premier cas, le coefficient de pondération de la sûreté se substitue à celle de la contrepartie. À l'exception de quelques types de transactions à risque très faible, le coefficient de pondération plancher est de 20 %.
4. Dans la méthode globale, une sûreté financière éligible diminue le montant de l'exposition au RC. Le montant de la sûreté est réduit et, le cas échéant, celui de l'exposition majorée par l'utilisation de décotes prudentielles établies par le Comité de Bâle, pour prendre en compte les éventuelles fluctuations des cours des titres et de change durant la période de détention; il en résulte un montant ajusté de l'exposition : E^* . Lorsque la période de détention prudentielle pour le calcul des décotes diffère de la période fixée dans les dispositions applicables à ce type de transactions couvertes, les décotes doivent être relevées ou abaissées selon les cas. Après le calcul de E^* , l'institution utilisant l'approche standard affectera au montant obtenu le coefficient de pondération correspondant à la contrepartie.

Transactions assimilables à des pensions

5. Comme les instruments dérivés de gré à gré, les transactions assimilables à des pensions incluses dans le portefeuille de négociation donnent lieu à une exigence de fonds propres au titre du RC. Pour la calculer, l'institution utilisant l'approche standard doit appliquer à la sûreté la méthode globale, la méthode simple n'étant pas appropriée.

-
6. Le traitement des transactions non soumises à un accord-cadre de compensation est identique à celui des autres transactions couvertes. Toutefois, dans le cas des institutions qui utilisent la méthode globale, l'Autorité est libre de décider qu'une décote zéro peut être appliquée si la contrepartie est un intervenant principal et que d'autres critères sont respectés (traitement dérogatoire). Lorsque les transactions font l'objet d'un accord-cadre de compensation, indépendamment de leur classement dans le portefeuille bancaire ou dans le portefeuille de négociation, l'institution peut choisir d'ignorer les effets de la compensation pour le calcul des fonds propres. Dans ce cas, chaque transaction fera l'objet d'une exigence de fonds propres calculée sans prise en compte de l'accord-cadre.
 7. Si une institution souhaite prendre en compte les effets d'accords-cadres, elle doit appliquer à chaque contrepartie le traitement décrit dans la section ARC. Celui-ci vaudrait pour toutes les transactions soumises à un accord-cadre indépendamment de leur classement dans le portefeuille bancaire ou dans le portefeuille de négociation. Pour calculer E^* , l'institution affecte l'exposition nette actuelle sur le contrat d'une majoration pour les éventuelles fluctuations des cours des titres et de change.
 8. La valeur E^* obtenue correspond en fait à un équivalent-prêt non couvert qui serait utilisé pour le montant de l'exposition dans le cadre de l'approche standard.

Annexe 4-II Dérivés de crédit – Types de produits

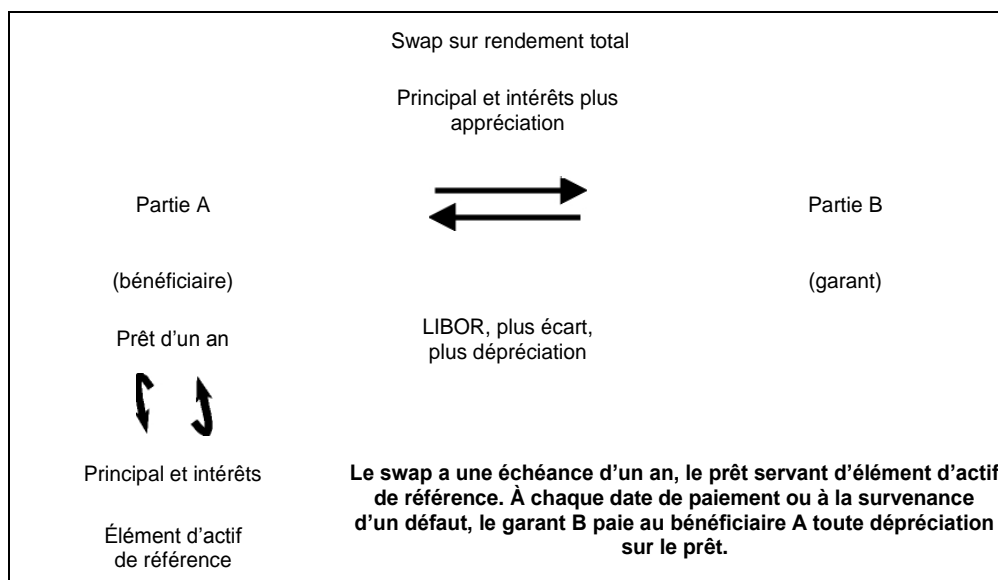
Description des dérivés de crédit

Les dérivés de crédit les plus courants sont les swaps pour défaut de crédit et les swaps rendement total. Même si l'échelonnement et la structure des flux de trésorerie associés à ces deux types de swaps sont différents, leur fondement économique est le même en ce qu'ils visent à faire porter le risque de crédit sur les éléments d'actif en cause.

Une autre forme moins répandue de dérivé du crédit est le billet lié à un effet de crédit, c'est-à-dire une obligation fondée sur un élément d'actif de référence. Ces billets sont semblables à des billets structurés avec dérivés de crédit intégrés. Les paiements de principal et d'intérêts dépendent d'indicateurs du crédit plutôt que de facteurs liés aux prix du marché. En cas de situation de crédit, le remboursement du principal du billet est fonction du prix de l'élément d'actif de référence.

Swap rendement total

Dans un swap rendement total (voir l'illustration ci-dessous), le bénéficiaire (partie A) accepte de verser au garant (partie B) le rendement total de l'élément d'actif de référence, ce qui comprend tous les paiements contractuels et toute appréciation de la valeur marchande de l'élément d'actif de référence. Pour compléter le swap, le garant (partie B) convient de verser au bénéficiaire (partie A) le taux LIBOR plus un écart, et le montant de toute dépréciation. Le garant (partie B) d'un swap rendement total pourrait être considéré comme le propriétaire synthétique de l'élément d'actif de référence puisqu'il assume les risques et profite des avantages de la propriété pendant la durée du swap survenance d'un défaut, auquel cas il peut être mis fin au swap – le montant de la dépréciation ou de l'appréciation de la valeur amortie de l'élément d'actif de référence correspond à la différence entre le solde du principal notionnel de l'élément d'actif de référence et le « prix du négociant ».



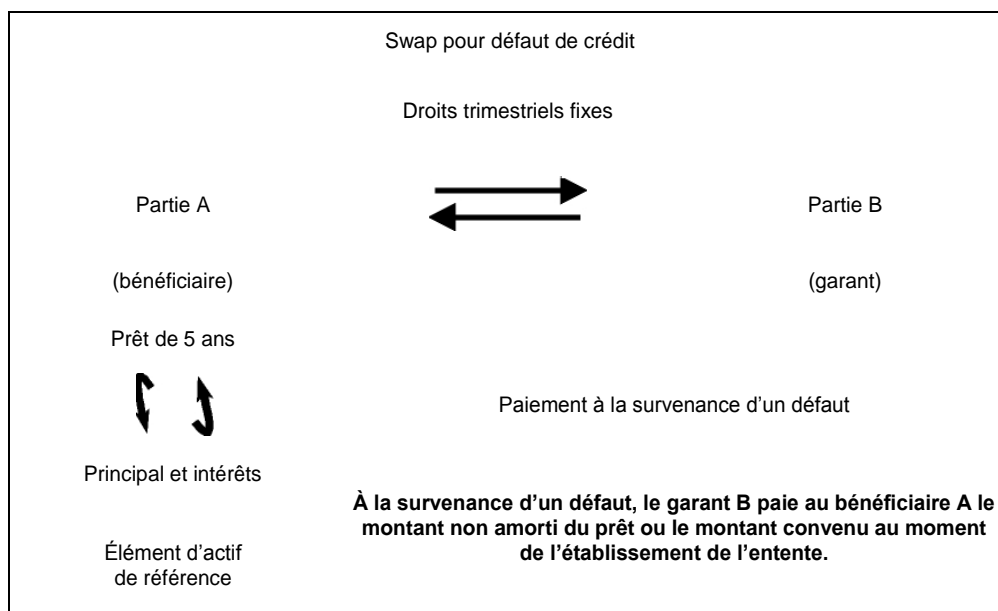
À chaque date d'échange de paiement (y compris à l'échéance du swap) – ou à la survenance d'un défaut, auquel cas il peut être mis fin au swap –, le montant de la dépréciation ou de l'appréciation de la valeur amortie de l'élément d'actif de référence correspond à la différence entre le solde du principal notionnel de l'élément d'actif de référence et le « prix du négociant ».

Le prix du négociant est habituellement déterminé soit par référence à une source de cours du marché, soit en consultant un groupe de négociants, et il reflète les changements dans le profil de crédit du débiteur de référence et de l'élément d'actif de référence.

Si le prix du négociant est inférieur au montant notionnel du contrat (c.-à-d. au prix initial théorique de l'élément d'actif de référence), le garant (partie B) doit verser la différence au bénéficiaire (partie A) et assumer toute perte imputable à la détérioration de la qualité du crédit de l'élément d'actif de référence. Ainsi, un swap rendement total diffère d'un substitut direct du crédit type en ce que le garant (partie B) fournit une garantie tant en cas de défaut du débiteur de référence qu'en cas de détérioration de la qualité du crédit de ce débiteur, ce qui peut survenir même si aucun défaut n'est constaté.

Swaps et produits pour défaut de crédit

Comme son nom l'indique, un swap pour défaut de crédit est conçu pour fournir une protection contre les pertes sur prêt associées à un défaut portant sur un élément d'actif de référence déterminé. L'acquéreur du swap, c'est-à-dire le bénéficiaire (partie A), échange le risque de crédit avec le fournisseur du swap, c'est-à-dire le garant (partie B). Même si cette transaction est appelée un swap, elle est très semblable à une garantie.



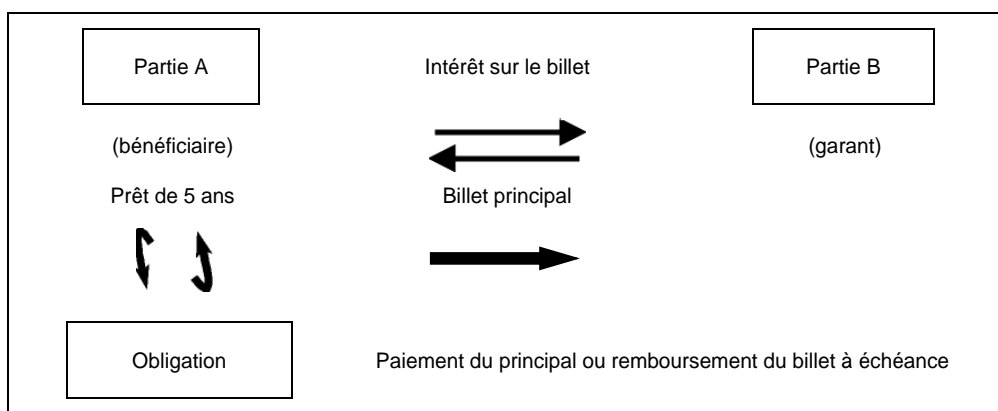
Aux termes d'un swap pour défaut de crédit, le bénéficiaire (partie A) convient de verser au garant (partie B) un droit trimestriel ou annuel qui représente habituellement un certain nombre de points de base établis sur la valeur nominale de l'élément d'actif de référence.

En contrepartie, le garant (partie B) accepte de verser au bénéficiaire (partie A), par suite d'un défaut, un montant convenu fondé sur le cours du marché ou un pourcentage fixe prédéterminé de la valeur de l'élément d'actif de référence. Le garant (partie B) n'effectue aucun paiement tant qu'il n'y a pas de défaut. Le contrat donne une définition stricte de « défaut », qui englobe notamment la faillite, l'insolvabilité ou le défaut de crédit, et le défaut doit être publiquement vérifiable. Dans certains cas, le garant (partie B) n'est pas tenu d'effectuer des paiements au bénéficiaire (partie A) tant que le défaut n'a pas entraîné une perte supérieure à un certain seuil; c'est ce qu'on appelle souvent une échéance du. Le garant (partie B) est redevable de la différence entre le principal initial (ou notionnel) de l'élément d'actif de référence et la valeur marchande réelle de l'élément d'actif de référence visé par le défaut. Le contrat doit établir la méthode de calcul de la valeur marchande de l'élément d'actif de référence consécutive à un défaut. La valeur marchande de l'élément d'actif de référence visé par le défaut peut souvent être établie par échantillonnage des cours auprès des négociants. Le garant (partie B) peut être autorisé à acquérir l'élément d'actif sous-jacent visé par le défaut et à conclure un accord directement avec l'emprunteur. Par ailleurs, le swap peut prévoir un paiement fixe en cas de défaut, disons 15 % de la valeur notionnelle de l'élément d'actif de référence. Le régime des swaps pour défaut de crédit peut différer de celui des garanties selon la définition d'un défaut, l'échéance et la protection.

Billets liés à un effet de crédit

Dans un billet lié à un effet de crédit, le bénéficiaire (partie A) convient de verser au garant (partie B) l'intérêt sur un billet émis avec référence à une obligation. Dans ce cas, le garant (partie B) a payé le principal du billet à la partie émettrice. Si aucun défaut ne survient à l'égard de l'obligation de référence, le billet vient simplement à échéance à la fin de la période. En cas de situation de crédit visant l'obligation, le billet est remboursé, d'après le montant en défaut recouvré.

Billets liés à un effet de crédit



Un billet lié à un effet de crédit représente une version titrisée d'un swap pour défaut de crédit. La différence entre ces deux types de produits réside dans le fait que la partie bénéficiaire (partie A) reçoit le principal du garant (partie B) à l'entrée en vigueur du contrat.

À l'achat du billet lié à un effet de crédit, le garant (partie B) assume le risque de l'obligation et finance ce risque en achetant le billet. La partie garante assume le risque rattaché à la totalité du montant qu'elle a fourni au bénéficiaire (partie A). La partie bénéficiaire couvre l'obligation sans prendre de risque additionnel. Plusieurs variantes de ce produit sont offertes.

Produits fondés sur des écarts de crédit

Les dérivés de crédit ne se limitent pas aux produits de transfert de crédit énoncés ci-dessus; ils englobent également diverses formes de produits fondés sur des écarts de crédit ou sur des indices. Ces types de produits ne sont habituellement pas des mécanismes de gestion du risque de crédit, mais plutôt des options négociées d'après la qualité du crédit ou le transfert du crédit des éléments d'actif sous-jacents. Dans ces cas, l'institution ne transfère ni ne couvre le risque, mais tente plutôt de tirer profit des variations des écarts. Le régime appliqué à ces produits doit correspondre à celui d'autres produits sur options en vertu du risque de marché.

Annexe 6 Ventilation en secteurs d'activités

Niveau 1	Niveau 2	Groupes d'activités
Financement d'entreprise	Financement d'entreprise	Fusions-acquisitions, convention de prise ferme, privatisations, titrisation, recherche, titres de créances (État, haut rendement), actions, syndicats, premier appel public à l'épargne, placements sur le marché secondaire
	Financement des administrations publiques/OPHAC ²⁹⁴	
	Banque d'affaires	
	Service-conseil	
Activités de marché	Ventes	Valeurs à revenu fixe, actions, opérations de change, produits de base, crédit, financement, titres sur position propre, prêts et pensions, courtage, titres de créances, courtage de premier rang
	Tenue de marché	
	Prise de positions pour compte propre	
	Trésorerie	
Banque de détail	Banque de détail	Prêts et dépôts à la clientèle de détail, services bancaires, fiducie et gestion de patrimoine
	Banque privée	Prêts et dépôts, services bancaires, fiducie et gestion de patrimoine, conseils en placement
	Service de cartes	Cartes de commerçants/commerciales/entreprises/ clientèle et commerce de détail
Banque commerciale	Banque commerciale	Financement de projets, immobilier, financement d'exportations et du commerce, affacturation, crédit-bail, prêts, garanties, lettres de change

²⁹⁴ Les pertes subies hors administration centrale (OPHAC), tels que définis à la sous-section 3.1.3 de la présente ligne directrice.

Niveau 1	Niveau 2	Groupes d'activités
Paiements et règlements ²⁹⁵	Clientèle extérieure	Paiements et recouvrements, transferts de fonds, compensation et règlement
Fonctions d'agent	Conservation	Dépôts fiduciaires, certificats de titres en dépôt, prêts de titres (clients), opérations de sociétés
	Prestations d'agent aux entreprises	Agents émetteurs et payeurs
	Services de fiducie aux entreprises	
Gestion d'actifs	Gestion de portefeuille discrétionnaire	Gestion centralisée, séparée, de détail, institutionnelle, fermée, ouverte, capital investissement
	Gestion de portefeuille non discrétionnaire	Gestion centralisée, séparée, de détail, institutionnelle, fermée, ouverte
Courtage de détail	Courtage de détail	Exécution et service complet

²⁹⁵ Les pertes subies à ce titre par une institution financière dans le cadre de ses propres activités sont à intégrer dans l'historique de pertes du secteur d'activités concerné.

Principes de ventilation en secteurs d'activités²⁹⁶

- a) Toutes les activités doivent être ventilées dans les huit secteurs d'activités de niveau 1, sans exception ni chevauchement.
- b) Toute activité de type bancaire ou non bancaire qui ne s'insère pas d'emblée dans le cadre général, mais qui représente une fonction subordonnée à une activité qui y figure, doit être affectée au secteur d'activités correspondant. Si l'activité est subordonnée à plus d'un secteur d'activités, un critère de ventilation objectif doit être utilisé.
- c) S'agissant du revenu brut, si une activité ne s'insère dans aucun secteur d'activités en particulier, c'est le secteur d'activités qui est affecté de l'exigence la plus élevée qui doit être retenu. Ce même secteur d'activités s'applique également à toute activité subordonnée qui lui est associée.
- d) Une institution peut utiliser des méthodes internes de tarification pour répartir le revenu brut entre les secteurs d'activités, à condition que le total (tel qu'il serait enregistré dans le cadre de l'approche indicateur de base) soit toujours égal à la somme du revenu brut des huit secteurs d'activités.
- e) La ventilation des activités à l'intérieur des secteurs d'activités aux fins du calcul des fonds propres au titre du risque opérationnel doit être conforme avec les

²⁹⁶ Recommandations additionnelles pour la ventilation en secteurs d'activités

Il existe diverses méthodes valables que les institutions peuvent appliquer pour répartir leurs activités dans les huit secteurs d'activités, à condition de respecter les principes indiqués. Toutefois, le Comité de Bâle est conscient que certains établissements aimeraient bénéficier de recommandations supplémentaires. Voici donc une approche possible à utiliser pour la répartition du revenu brut :

Le revenu brut de l'activité de banque de détail est constitué du produit net des intérêts sur les prêts et avances aux particuliers et aux PME assimilées à la clientèle de détail ainsi que des commissions liées à l'activité de détail traditionnelle, du revenu net des contrats de swaps et de dérivés détenus pour couvrir le portefeuille bancaire de détail et du revenu procuré par les acquisitions de créances de la clientèle de détail. Pour calculer son revenu d'intérêts net, l'institution soustrait des intérêts perçus sur les prêts et avances à la clientèle de détail le coût moyen pondéré du financement de ces prêts (indépendamment de leur source : opérations de détail ou autres dépôts).

De même, le revenu brut de l'activité de banque commerciale comprend le produit net des intérêts sur les prêts et avances aux entreprises (et aux PME entrant dans cette classification), aux autres banques et emprunteurs souverains et le revenu sur les acquisitions de créances des entreprises ainsi que les commissions liées à l'activité de banque commerciale traditionnelle, notamment : engagements, garanties, lettres de change, produit net (coupons et dividendes, par exemple) sur les titres du portefeuille bancaire et les profits/pertes sur contrats de swaps et de dérivés destinés à couvrir le portefeuille bancaire commercial. Pour calculer son revenu d'intérêts net, l'institution soustrait des intérêts perçus sur les prêts et avances consentis à ses clients (entreprises, banques et emprunteurs souverains) le coût moyen pondéré du financement de ces prêts (indépendamment de leur source).

Pour les activités de marché, le revenu brut se compose des profits/pertes sur les instruments détenus à des fins de négociation (portefeuille évalué aux prix du marché) en termes nets du coût de financement ainsi que des commissions de courtage de gros.

S'agissant des cinq autres secteurs d'activités, le revenu brut est constitué principalement par les commissions nettes perçues dans chacun d'eux. La catégorie des paiements et règlements comprend les commissions reçues en échange de services de paiement/règlement fournis aux partenaires grossistes. La gestion d'actifs représente la gestion du patrimoine pour le compte de tiers.

définitions des secteurs d'activités utilisées pour les autres risques pour le calcul des exigences de fonds propres, c'est-à-dire par exemple le risque de crédit. Toute exception à ce principe doit être clairement justifiée et documentée.

- f) Le processus de ventilation doit être clairement documenté. Il importe, en particulier, que les définitions des secteurs d'activités soient suffisamment claires et détaillées pour permettre à des tiers de refaire l'opération. La documentation doit notamment justifier avec précision toute exception ou déviation et être conservée.
- g) Des procédures doivent être en place pour préciser la ventilation de toute nouvelle activité ou produit.
- h) La haute direction est responsable de la méthode de ventilation (elle-même soumise à l'approbation du conseil d'administration).
- i) Le processus de ventilation en secteurs d'activités doit faire l'objet d'une vérification indépendante.

Note de l'Autorité

Les institutions doivent mettre au point un processus de ventilation conformément à ces principes. Le processus de ventilation doit être objectif et vérifiable et doit pouvoir être répété de sorte que le montant des fonds propres globaux au titre du risque opérationnel ne varierait pas beaucoup en raison d'une classification erronée de la ventilation des secteurs d'activités.

Une institution qui procède à une restructuration de la gestion interne n'a pas à redresser la ventilation réglementaire pour les périodes antérieures si elle peut démontrer que ce genre de restructuration ne ferait pas varier de manière importante les exigences de fonds propres au titre du risque opérationnel. En cas de restructuration de la gestion, l'institution doit documenter cette évaluation et la mettre à la disposition de l'Autorité, à la demande de celle-ci.

5.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

5.4 MODIFICATIONS AUX REGISTRES DE PERMIS DES ASSUREURS, DES SOCIÉTÉS DE FIDUCIE ET SOCIÉTÉS D'ÉPARGNE ET DES STATUTS DES COOPÉRATIVES DE SERVICES FINANCIERS

5.4.1 Assureurs

La Globale Compagnie Réassurances (nom utilisé au Québec par Global Reinsurance Company)

Avis d'annulation du permis

Loi sur les assurances, RLRQ, c. A-32

Avis est donné, par la présente, que l'Autorité des marchés financiers a annulé en date du 21 janvier 2016 le permis d'assureur de La Globale Compagnie Réassurances, nom utilisé au Québec par Global Reinsurance Company, en conformité avec la Loi sur les assurances, c. A-32.

Cette annulation est effectuée à la suite du retrait complet des activités d'assurance au Canada de cette société.

Le siège de l'assureur est situé au 1016 B Sutton Drive, Suite 204, Burlington (Ontario) L7L 6B8 Canada.

À compter du 21 janvier 2016, La Globale Compagnie Réassurances n'est plus autorisée à exercer, au Québec, ses activités d'assurance.

Fait le 21 janvier 2015

Autorité des marchés financiers

5.4.2 Sociétés de fiducie et sociétés d'épargne

Aucune information.

5.4.3 Coopératives de services financiers

Aucune information.

5.5 SANCTIONS ADMINISTRATIVES

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie dans cette section la liste des sanctions administratives pécuniaires imposées en vertu de l'article 405.1 de la *Loi sur les assurances*, RLRQ, c. A-32 (la « Loi sur les assurances ») et en vertu de l'article 349.1 de la *Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne*, RLRQ, c. S-29.01 (la « LSFSE »). Les sanctions administratives pécuniaires sont imposées lorsqu'un assujetti fait défaut de respecter une disposition de l'une de ces lois ou de leurs règlements.

Les décisions rendues en vertu de la Loi sur les assurances sont publiées à la section 5.5.1, alors que celles rendues en vertu de la LSFSE sont publiées à la section 5.5.2. Dans l'éventualité d'une révision du montant imposé, le montant révisé sera indiqué dans la section concernée.

L'imposition d'une sanction administrative, en application de l'article 405.1 de la Loi sur les assurances ou de l'article 349.1 de la LSFSE, est sans préjudice quant à toute autre mesure ou recours que pourrait prendre l'Autorité.

5.5.1 - Loi sur les assurances

La liste publiée dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux assureurs, aux fédérations de sociétés mutuelles d'assurance ou aux fonds de garantie (désignés individuellement un « assujetti ») en vertu de l'article 405.1 de la Loi sur les assurances à la suite du défaut de respecter une disposition de cette loi ou d'un de ses règlements.

L'article 405.1 de la Loi sur les assurances prévoit :

L'Autorité, après l'établissement de faits portés à sa connaissance qui démontrent qu'une personne ou une société a fait défaut de respecter une disposition de la présente loi ou d'un règlement pris en application de celle-ci, peut imposer à cette personne ou société une sanction administrative et en percevoir le paiement.

Le montant de cette sanction doit être proportionné à la gravité du manquement et ne peut, en aucun cas, excéder 1 000 000 \$.

Veillez noter que l'Autorité a publié l'*Avis de l'Autorité des marchés financiers relatif au cadre de sanctions administratives pécuniaires imposées en cas de production tardive de renseignements ou documents (articles 405.1 et suivants de la Loi sur les assurances)* (le « Cadre de sanctions ») dont la dernière mise à jour a été publiée au Bulletin de l'Autorité du 7 juin 2012 (Vol. 9, n° 23, section 5.1).

La publication de la présente liste des sanctions administratives pécuniaires concerne les défauts de déposer dans les délais prescrits un ou plusieurs documents exigés par la Loi sur les assurances ou requis par l'Autorité. Cette publication au Bulletin a été prévue dans la mise à jour du Cadre de sanctions publiée le 16 décembre 2011 et s'applique pour tout défaut de déposer dans le délai indiqué un ou des documents énumérés en annexe du Cadre de sanctions et dont le dépôt était requis à partir du 1^{er} janvier 2012. L'Autorité compte publier une telle liste sur une base trimestrielle, le cas échéant.

Le tableau qui suit présente les balises des sanctions prévues au Cadre de sanctions. Ces balises sont basées sur les actifs totaux d'un assujetti (excluant les actifs de fonds distincts pour un assureur) de l'année financière précédente.

Actifs totaux (excluant les actifs de fonds distincts pour un assureur)	Montant de la sanction, par jour	Montant maximal de la sanction
2,5 G\$ et plus	1 800 \$ le premier jour ouvrable et, le cas échéant, 1 500 \$ par jour additionnel	67 800 \$
Plus de 250 M\$, mais moins de 2,5 G\$	900 \$ le premier jour ouvrable et, le cas échéant, 750 \$ par jour additionnel	33 900 \$
250 M\$ et moins	500 \$ le premier jour ouvrable et, le cas échéant, 300 \$ par jour additionnel	13 700 \$

La computation de la durée du retard ou du défaut se fait à partir du premier jour ouvrable suivant la date limite de dépôt, et ce, pour une période maximale de défaut de 45 jours.

Dans le cas où une sanction a déjà été imposée à un assujetti pour le défaut d'avoir déposé dans le délai indiqué un ou des documents exigés par la Loi sur les assurances ou demandés par l'Autorité, le montant de la sanction est porté au double pour tout autre défaut de déposer.

La liste ci-dessous indique le nom de l'assujetti concerné, le numéro de référence de la décision d'imposer une sanction administrative, ainsi que la date de la décision et le montant imposé.

Nom de l'assujetti	No de référence	Date de décision	Montant imposé
LES ASSURANCES IRONSHORE	2015-SOLV-0034	2015-05-13	800 \$
ALLSTATE, COMPAGNIE D'ASSURANCE	2015-SOLV-0058	2015-07-24	2 900 \$
AXA ART COMPAGNIE D'ASSURANCE	2015-SOLV-0059	2015-07-24	2 800 \$
COMPAGNIE D'ASSURANCE BERKLEY	2015-SOLV-0060	2015-07-24	1 600 \$
COMPAGNIE DE REASSURANCE ARCH	2015-SOLV-0084	2015-11-03	500 \$
ASSURANCES NLF	2015-SOLV-0085	2015-11-03	1 800 \$
AVIVA, COMPAGNIE D'ASSURANCE DU CANADA	2015-SOLV-0086	2015-11-03	6 300 \$
AXA ART COMPAGNIE D'ASSURANCE	2015-SOLV-0087	2015-11-03	1 600 \$
LA COMPAGNIE D'ASSURANCES ELITE	2015-SOLV-0088	2015-11-03	3 150 \$
LA COMPAGNIE D'INSPECTION ET D'ASSURANCE CHAUDIÈRE ET MACHINERIE	2015-SOLV-0089	2015-11-03	500 \$
LES ASSURANCES IRONSHORE	2015-SOLV-0090	2015-11-03	5 200 \$
JEWELERS, COMPAGNIE D'ASSURANCE MUTUELLE	2015-SOLV-0091	2015-11-03	1 000 \$
LA NORD-AMÉRICAINNE, PREMIÈRE COMPAGNIE D'ASSURANCE	2015-SOLV-0092	2015-11-03	1 600 \$
COMPAGNIE D'ASSURANCE SCOTTISH & YORK LIMITÉE	2015-SOLV-0093	2015-11-03	3 150 \$
COMPAGNIE D'ASSURANCE TRADERS GÉNÉRALE	2015-SOLV-0094	2015-11-03	3 150 \$
COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE RELIASTAR	2015-SOLV-0095	2015-11-03	1 000 \$
ASSOCIATION DES VOYAGEURS DE COMMERCE D'AMÉRIQUE	2015-SOLV-0096	2015-11-03	500 \$
ARCH ASSURANCES CANADA LTÉE	2015-SOLV-0097	2015-12-04	9 300 \$

COMPAGNIE D'ASSURANCE TITRES CHICAGO	2015-SOLV-0098	2015-12-04	21 400 \$
COMPAGNIE D'ASSURANCES FÉDÉRALE	2015-SOLV-0099	2015-11-03	1 000 \$
LES ASSURANCES IRONSHORE	2015-SOLV-0100	2015-12-04	4 000 \$
COMPAGNIE D'ASSURANCE MITSUI SUMITOMO LIMITÉE	2015-SOLV-0101	2015-11-03	1 000 \$
WESTERN FINANCIAL, COMPAGNIE D'ASSURANCES	2015-SOLV-0102	2015-12-04	27 400 \$
GAN ASSURANCES VIE COMPAGNIE FRANÇAISE D'ASSURANCES VIE MIXTE	2015-SOLV-0103	2015-11-03	2 800 \$

5.5.2 – Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne

La liste publiée dans cette section présente les sanctions administratives pécuniaires imposées aux sociétés de fiducie et aux sociétés d'épargne (désignés individuellement un « assujetti ») en vertu de l'article 349.1 de LSFSE à la suite du défaut de respecter l'une des dispositions de cette loi ou de ses règlements.

L'article 349.1 de la LSFSE prévoit :

L'Autorité peut, après l'établissement de faits portés à sa connaissance qui démontrent qu'une personne ou une société a fait défaut de respecter une disposition de la présente loi ou de ses règlements, imposer à cette personne ou à cette société une sanction administrative et en percevoir le paiement.

Le montant de cette sanction doit être proportionné à la gravité du manquement et ne peut, en aucun cas, excéder 1 000 000 \$.

Veuillez noter que l'Autorité a publié l'*Avis de l'Autorité des marchés financiers relatif au cadre de sanctions administratives pécuniaires imposées en cas de production tardive de renseignements ou documents (articles 349.1 de la Loi sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne)* (le « Cadre de sanctions SFSE ») au Bulletin de l'Autorité du 16 décembre 2011 (vol. 8, n°50, section 5.1).

La publication de la présente liste des sanctions administratives pécuniaires concerne les défauts de déposer dans les délais prescrits un ou plusieurs documents exigés par la LSFSE ou requis par l'Autorité. Cette publication au Bulletin a été prévue dans le Cadre de sanctions SFSE publié le 16 décembre 2011 et s'applique pour tout défaut de déposer un ou des documents dans le délai indiqué et dont le dépôt était requis en vertu de ce cadre de sanctions. L'Autorité compte publier une telle liste sur une base trimestrielle, le cas échéant.

Le tableau qui suit présente les balises des sanctions prévues au Cadre de sanctions SFSE. Ces balises sont basées sur les actifs totaux au bilan d'un assujetti de l'année financière précédente.

Actifs totaux au bilan	Montant de la sanction par jour	Montant maximal de la sanction
Plus de 2,5 milliards \$	1800 \$ le premier jour ouvrable et, le cas échéant, 1500 \$ par jour additionnel	67 800 \$
Plus de 250 M\$ et moins de 2,5 milliards \$	900 \$ le premier jour ouvrable et, le cas échéant, 750 \$ par jour additionnel	33 900 \$
100 M\$ et moins de 250 M\$	500 \$ le premier jour ouvrable et, le cas échéant, 300 \$ par jour additionnel	13 700 \$
Moins de 100 M\$	250 \$ le premier jour ouvrable et, le cas échéant, 150 \$ par jour additionnel	6 850 \$

La computation de la durée du retard ou du défaut se fait à partir du premier jour ouvrable suivant la date limite de dépôt, et ce, pour une période maximale de défaut de 45 jours.

Dans le cas où une sanction a déjà été imposée à un assujetti pour le défaut d'avoir déposé dans le délai indiqué un ou des documents exigés par la LSFSE ou demandés par l'Autorité, le montant de la sanction est porté au double pour tout autre défaut de déposer.

La liste des sanctions administratives pécuniaires ci-dessous indique le nom de l'assujetti concerné, le numéro de référence de la décision d'imposer une sanction administrative, ainsi que la date de la décision et le montant imposé.

Nom de l'assujetti	No de référence	Date de décision	Montant imposé
SOCIÉTÉ FIDUCIE CST, CANADA	2015-SOLV-0134	2015-12-14	13 500 \$
TRUST ÉTERNA INC.	2015-SOLV-0136	2015-12-18	700 \$
LA SOCIÉTÉ DE FIDUCIE DU NORD, CANADA	2015-SOLV-0137	2015-12-18	1 150 \$

5.6 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.

Marchés de valeurs et des instruments dérivés

- 6.1 Avis et communiqués
 - 6.2 Réglementation et instructions générales
 - 6.3 Autres consultations
 - 6.4 Sanctions administratives pécuniaires
 - 6.5 Interdictions
 - 6.6 Placements
 - 6.7 Agréments et autorisations de mise en marché de dérivés
 - 6.8 Offres publiques
 - 6.9 Information sur les valeurs en circulation
 - 6.10 Autres décisions
 - 6.11 Annexes et autres renseignements
-

6.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS**Erratum****Avis 52-306 du personnel des ACVM (révisé), Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures conformes aux PCGR - Révisé le 14 janvier 2016.**

Veillez prendre note qu'une erreur s'est glissée dans l'avis accompagnant l'Avis 52-306 du personnel des Autorités canadiennes en valeurs mobilière (révisé), *Mesures financières non conformes aux PCGR* publié dans la section 6.1 du bulletin du 14 janvier 2016 (Vol. 13, n° 2).

Le titre de l'Avis 52-306 du personnel des ACVM (révisé), *Mesures financières non conformes aux PCGR et autres mesures conformes aux PCGR* aurait dû se lire, partout où il se trouve, comme suit :

Avis 52-306 du personnel des ACVM (révisé), *Mesures financières non conformes aux PCGR*.

Le 28 janvier 2016

Avis de publication**Avis 45-314 du personnel des ACVM : Liste mise à jour des projets actuels des ACVM relatifs au marché dispensé (révisé)**

(Texte publié ci-dessous)

Avis 45-314 du personnel des ACVM

Liste mise à jour des projets actuels des ACVM relatifs au marché dispensé

Publié le 20 mars 2014 et révisé le 28 janvier 2016

Le 28 janvier 2016

Introduction

La modernisation du régime réglementaire applicable au marché dispensé est une haute priorité pour les Autorités canadiennes en valeurs mobilières (ACVM). Les membres des ACVM ont publié le présent avis dans l'intérêt des intervenants du secteur et des investisseurs pour regrouper sur une seule liste leurs projets importants en matière de dispenses de prospectus.

Pour plus de renseignements concernant chaque projet, le texte des nouvelles dispenses et des projets de modifications peut ou pourra être consulté sur les sites Web des membres des ACVM suivants :

www.lautorite.qc.ca
www.albertasecurities.com
www.besc.bc.ca
nssc.novascotia.ca
www.fcnb.ca
www.osc.gov.on.ca
www.fcaa.gov.sk.ca
www.mbsecurities.ca

Liste mise à jour des projets

Projets	Territoire(s)	Résumé de la situation	Date
Dettes à court terme			
Dette à court terme (article 2.35 du <i>Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus</i>)	Tous	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> • Modifications à l'obligation de notation minimale lorsque l'émetteur obtient plusieurs notations • Retrait des produits titrisés de cette dispense 	5 mai 2015

Projets	Territoire(s)	Résumé de la situation	Date
Produits titrisés à court terme (article 2.35.1 du <i>Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus</i>)	Tous	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle dispense de prospectus pour les produits titrisés à court terme (BTAA) subordonnée à des obligations supplémentaires en matière de notation, de liquidité et d'information 	5 mai 2015
Investisseur qualifié, Somme minimale et Parents, amis et partenaires			
Investisseur qualifié (article 2.3 du <i>Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus</i>)	Tous	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> • Modifications afin d'obliger les personnes qui se prévalent de la dispense de prospectus à obtenir un formulaire de reconnaissance signé de certains investisseurs qualifiés qui sont des personnes physiques • Indications étendues sur les mesures que les émetteurs peuvent prendre pour vérifier le statut d'investisseur qualifié • Ajout des fiducies familiales en tant que catégorie d'investisseur qualifié 	5 mai 2015
	ON	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> • Modifications à la définition de l'expression « investisseur qualifié » pour que les comptes gérés sous mandat discrétionnaire puissent acheter des titres de fonds d'investissement sous le régime de la catégorie de compte géré de la dispense de prospectus 	5 mai 2015
Investissement d'une somme minimale de 150 000 \$ (article 2.10 du <i>Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus</i>)	Tous	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> • Modifications visant à restreindre la dispense de prospectus aux placements auprès d'investisseurs qui ne sont pas des personnes physiques 	5 mai 2015

Projets	Territoire(s)	Résumé de la situation	Date
Parents, amis et partenaires (articles 2.5 et 2.6.1 du Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus)	ON	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> Nouvelle dispense de prospectus pour les émetteurs qui ne sont pas des fonds d'investissement qui est analogue à celle pour les parents, amis et partenaires dans les autres territoires des ACVM Retrait de la dispense de prospectus pour les fondateurs, les personnes participant au contrôle et les parents 	5 mai 2015
Porteurs existants, placement de droits et courtier en placement			
Porteurs existants (décisions générales dans les territoires, sauf en Alberta et en Ontario Article 3 de la Rule 45-516 <i>Prospectus Exemptions for Retail Investors and Existing Security Holders</i> de l'Alberta Securities Commission	CB, AB, SK, MB, QC, TNL, NB, NE, IPE, YK, TNO, NU	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> Nouvelle dispense de prospectus pour permettre aux émetteurs inscrits à la cote de certaines bourses canadiennes de placer des titres auprès de porteurs existants dans certaines circonstances 	13 mars 2014
Article 2.9 de la Rule 45-501 <i>Ontario Prospectus and Registration Exemptions</i> de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario)	ON	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> Nouvelle dispense de prospectus pour permettre aux émetteurs qui ne sont pas des fonds d'investissement et qui sont inscrits à la cote de certaines bourses canadiennes de placer des titres auprès de porteurs existants dans certaines circonstances 	11 février 2015

Projets	Territoire(s)	Résumé de la situation	Date
Placement de droits (article 2.1 du <i>Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus</i>)	Tous	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> • Dispense de prospectus ayant été simplifiée pour permettre aux émetteurs assujettis de réunir des capitaux par l'émission de droits auprès de porteurs existants • Les titres sont assujettis à une période d'acclimatation 	8 décembre 2015
Dispense pour placement par l'intermédiaire d'un courtier en placement (décisions générales dans les territoires, sauf en Alberta Article 4 de la <i>Rule 45-516 Prospectus Exemptions for Retail Investors and Existing Security Holders</i> de l'Alberta Securities Commission)	CB, AB, SK, MB, NB	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle dispense de prospectus pour permettre aux émetteurs inscrits à la cote d'une bourse canadienne de réunir des fonds auprès de tout investisseur ayant reçu d'un courtier en placement inscrit des conseils quant à la convenance du placement 	14 janvier 2016
Notice d'offre, Financement participatif et entreprises en démarrage			
Financement participatif des entreprises en démarrage (décisions générales relatives au financement participatif des entreprises en démarrage)	CB, SK, MB, QC, NB, NE	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelles dispenses de prospectus et d'inscription pour les entreprises en démarrage 	14 mai 2015

Projets	Territoire(s)	Résumé de la situation	Date
Entreprises en démarrage (projet de Multilateral Instrument 45-109 <i>Prospectus Exemption for Start-up Businesses</i>)	AB, NU	Publié pour consultation : <ul style="list-style-type: none"> Projet de dispense de prospectus pour les entreprises en démarrage 	19 octobre 2015
Notice d'offre (article 2.9 du <i>Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus</i>)	ON	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> Nouvelle dispense de prospectus pour les émetteurs qui ne sont pas des fonds d'investissement qui est analogue à la dispense relative à la notice d'offre publiée en Alberta, en Saskatchewan, au Québec, au Nouveau-Brunswick et en Nouvelle-Écosse le 29 octobre 2015 	13 janvier 2016
	AB, SK, QC, NB, NE	Préavis de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> Modifications qui visent à introduire de nouvelles mesures de protection des investisseurs, notamment des plafonds d'investissement variables, l'intégration par renvoi des documents de commercialisation et certaines obligations d'information limitées pour les émetteurs non assujettis après un placement 	29 octobre 2015 (entrée en vigueur prévue le 30 avril 2016)
Financement participatif (<i>Règlement 45-108 sur le financement participatif</i>)	SK	Préavis de mise en œuvre : <ul style="list-style-type: none"> Nouvelle dispense de prospectus pour les émetteurs qui ne sont pas des fonds d'investissement Cadre d'inscription pour les portails de financement en ligne qui agissent comme courtiers 	25 janvier 2016 (date de mise en œuvre assujettie à l'approbation ministérielle)

Projets	Territoire(s)	Résumé de la situation	Date
	MB, ON, QC, NB, NE	En vigueur : <ul style="list-style-type: none"> • Nouvelle dispense de prospectus pour les émetteurs qui ne sont pas des fonds d'investissement • Cadre d'inscription pour les portails de financement en ligne qui agissent comme courtiers 	25 janvier 2016
Déclaration de placement avec dispense			
Déclaration de placement avec dispense (projet d'Annexe 45-106A1)	Tous	Publié pour consultation : <ul style="list-style-type: none"> • Proposition visant à introduire une déclaration de placement avec dispense harmonisée à l'Annexe 45-106A1 	13 août 2015

Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser à l'une des personnes suivantes :

Québec

Alexandra Lee
 Analyste à la réglementation
 Financement des sociétés
 Autorité des marchés financiers
 514 395-0337, poste 4465
Alexandra.Lee@lautorite.qc.ca

Gabriel Araish
 Analyste expert en financement des sociétés
 Financement des sociétés
 Autorité des marchés financiers
 514 395-0337, poste 4414
Gabriel.Araish@lautorite.qc.ca

Colombie-Britannique

Peter Brady
 Director, Corporate Finance
 British Columbia Securities Commission
 604 899-6570
 Sans frais au Canada : 800 373-6393
pbrady@bcsc.bc.ca

Elliott Mak
 Senior Legal Counsel, Corporate Finance
 British Columbia Securities Commission
 604 899-6501
 Sans frais au Canada : 800 373-6393
emak@bcsc.bc.ca

Alberta

Jonathan Taylor
 Manager, CD Compliance & Market Analysis,
 Corporate Finance
 Alberta Securities Commission
 403 297-4770
jonathan.taylor@asc.ca

Denise Weeres
 Manager, Legal, Corporate Finance
 Alberta Securities Commission
 403 297-2930
denise.weeres@asc.ca

Saskatchewan

Sonne Udemgba
 Deputy Director, Legal, Securities Division
 Financial and Consumer Affairs Authority of
 Saskatchewan
 306 787-5879
sonne.udemgba@gov.sk.ca

Tony Herdzik
 Deputy Director, Corporate Finance, Securities
 Division
 Financial and Consumer Affairs Authority of
 Saskatchewan
 306 787-5849
tony.herdzik@gov.sk.ca

Manitoba

Chris Besko
 Directeur, Conseiller juridique
 Commission des valeurs mobilières du Manitoba
 204 945-2561
chris.besko@gov.mb.ca

Ontario

Jo-Anne Matear
 Manager, Corporate Finance
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 416 593-2323
jmatear@osc.gov.on.ca

Marah Smith
 Legal Counsel, Corporate Finance
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 416 204-8969
msmith@osc.gov.on.ca

Denise Morris
 Senior Legal Counsel, Compliance and
 Registrant Regulation
 Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
 416 595-8785
dmorris@osc.gov.on.ca

Nouveau-Brunswick

Susan W. Powell
 Directrice adjointe, Valeurs mobilières
 Commission des services financiers et des
 services aux consommateurs (Nouveau-
 Brunswick)
 506 643-7697
susan.powell@fcnb.ca

Nouvelle-Écosse

Kevin Redden
 Director, Corporate Finance
 Nova Scotia Securities Commission
 902 424-5343
kevin.redden@novascotia.ca

Île-du-Prince-Édouard

Steve Dowling
 General Counsel
 Consumer, Labour and Financial Services
 Division
 Department of Environment, Labour and Justice
 Gouvernement de l'Île-du-Prince-Édouard
 902 368-4551
sddowling@gov.pe.ca

Terre-Neuve-et-Labrador

John O'Brien
 Superintendent of Securities
 Service NL
 Gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador
 709 729-4909
JohnOBrien@gov.nl.ca

Nunavut

Jeff Mason
 Directeur du Bureau d'enregistrement
 Ministère de la Justice
 Gouvernement du Nunavut
 867 975-6591
jmason@gov.nu.ca

Territoires du Nord-Ouest

Thomas Hall
 Surintendant des valeurs mobilières
 Ministère de la Justice
 Gouvernement des Territoires du Nord-Ouest
 867 873-7490
tom_hall@gov.nt.ca

Yukon

Rhonda Horte
 Surintendante adjointe
 Bureau du Surintendant des valeurs mobilières du
 Yukon
 Gouvernement du Yukon
 867 667-5466
Rhonda.Horte@gov.yk.ca

6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

Aucune information.

6.3 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

6.4 SANCTIONS ADMINISTRATIVES PÉCUNIAIRES

Aucune information.

6.5 INTERDICTIONS

6.5.1 Interdictions d'effectuer une opération sur valeurs

Solutions Extenway Inc.

Interdit à Solutions Extenway Inc. et à ses porteurs de titres, aux courtiers et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, toute activité reliée à des opérations sur les valeurs de l'émetteur assujetti parce que celui-ci ne s'est pas conformé aux obligations de dépôt de son rapport financier intermédiaire, son rapport de gestion intermédiaire et ses attestations intermédiaires pour la période terminée le 31 octobre 2015 prévues au Règlement 51-102 et au Règlement 52-109.

L'interdiction est prononcée le 21 janvier 2016 et demeure valide jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou levée.

Décision n°: 2016-IC-0012

6.5.2 Révocations d'interdiction

Corporation pharmaceutique Nymox

Révoque la décision 2015-FIIC-0278, prononcée le 10 décembre 2015, adressée à Corporation pharmaceutique Nymox, à ses porteurs de titres, à tous les courtiers et à leurs représentants, ainsi qu'à toute autre personne, affectant les opérations sur les valeurs de l'émetteur au motif que celui-ci a déposé son rapport financier intermédiaire, son rapport de gestion intermédiaire et ses attestations intermédiaires de la période terminée le 30 septembre 2015.

La révocation est prononcée le 22 janvier 2016.

Décision n°: 2016-IC-0014

6.6 PLACEMENTS

6.6.1 Visas de prospectus

6.6.1.1 Prospectus provisoires

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus provisoire pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus provisoires sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du premier paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Allbanc Split Corp. II	25 janvier 2016	Ontario
FNB de revenu fixe mondial de base plus Mackenzie	26 janvier 2016	Ontario
FNB d'obligations sans contraintes Mackenzie		
FNB de revenu à taux variable Mackenzie		
FNB de revenu fixe canadien de base plus Mackenzie		
Fonds Équilibré Inde Excel	22 janvier 2016	Ontario
Fonds Des Nouveaux Leaders d'entreprises d'Inde Excel		
Investment Grade Managed Duration Income Fund	19 janvier 2016	Ontario
PowerShares DWA Global Momentum Index ETF	25 janvier 2016	Ontario
Shaw Communications Inc.	21 janvier 2016	Alberta

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.2 Prospectus définitifs

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé un prospectus pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières

agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Banque Royale du Canada	22 janvier 2016	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador - Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
Globevest Capital Fonds d'options de vente couvertes (parts de séries A, AH, A3, A5, F, FH, F6H, I, IH, O et OH)	26 janvier 2016	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador - Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
Catégorie Portefeuille de revenu équilibré Partenaires Scotia	25 janvier 2016	Ontario
Catégorie Portefeuille de croissance équilibré Partenaires Scotia		
Catégorie Portefeuille de croissance Partenaires Scotia		
Catégorie Portefeuille de croissance maximale Partenaires Scotia		
First Asset Active Credit ETF	21 janvier 2016	Ontario
First Asset Core Canadian Equity ETF	21 janvier 2016	Ontario
First Asset Core U.S. Equity ETF		
First Asset Core Balanced ETF		

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
FNB d'obligations à rendement élevé à court terme First Trust	26 janvier 2016	Ontario
Master Credit Card Trust II ^{MC}	25 janvier 2016	Ontario
Portefeuille de revenu diversifié Emblème Empire Vie	21 janvier 2016	Ontario
Portefeuille conservateur Emblème Empire Vie		
Portefeuille équilibré Emblème Empire Vie		
Portefeuille de croissance modérée Emblème Empire Vie		
Portefeuille de croissance Emblème Empire Vie		
Portefeuille de croissance dynamique Emblème Empire Vie		
Fonds Empire Vie		
Fonds commun d'actions de petites sociétés Empire Vie		
Fonds commun d'actions canadiennes Empire Vie		
Fonds commun de croissance de dividendes Empire Vie		
Fonds commun de revenu mensuel Empire Vie		
Fonds commun du marché monétaire Empire Vie		

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.3 Modifications de prospectus

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé une modification du prospectus pour laquelle un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières agissant à titre d'autorité principale sous le régime du passeport. Ces derniers visas de modifications du prospectus sont réputés octroyés par l'Autorité des marchés financiers en vertu du deuxième paragraphe de l'article 3.3 du *Règlement 11-102 sur le régime du passeport* :

Nom de l'émetteur	Date du visa	Autorité principale ¹
Fonds d'opportunités de revenu Fiera Quantum (parts de séries A et F)	20 janvier 2016	Québec <ul style="list-style-type: none"> - Colombie-Britannique - Alberta - Saskatchewan - Manitoba - Ontario - Nouveau-Brunswick - Nouvelle-Écosse - Île-du-Prince-Édouard - Terre-Neuve et Labrador - Territoires du Nord-Ouest - Yukon - Nunavut
iShares Core S&P U.S. Total Market Index ETF iShares Core S&P U.S. Total Market Index ETF (CAD-Hedged)	22 janvier 2016	Ontario
Portefeuille de revenu INNOVA Scotia Portefeuille de revenu équilibré INNOVA Scotia Portefeuille de croissance équilibrée INNOVA Scotia Portefeuille de croissance INNOVA Scotia Portefeuille de croissance maximale INNOVA Scotia	25 janvier 2016	Ontario

¹ Si l'Autorité des marchés financiers agit comme autorité principale, un visa sera réputé octroyé par les autres autorités en valeurs mobilières énumérées sous « Québec ».

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces visas, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.1.4 Dépôt de suppléments

Le tableau suivant dresse la liste des émetteurs qui ont déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers un supplément de prospectus qui complète l'information contenue au prospectus préalable ou simplifié de ces émetteurs pour lequel un visa a été octroyé par l'Autorité des marchés financiers ou par une autre autorité canadienne en valeurs mobilières :

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
-------------------	--------------------	---

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
Banque Canadienne Impériale de Commerce	19 janvier 2016	11 mars 2014
Banque Canadienne Impériale de Commerce	21 janvier 2016	19 octobre 2015
Banque Canadienne Impériale de Commerce	21 janvier 2016	19 octobre 2015
Banque Canadienne Impériale de Commerce	21 janvier 2016	19 octobre 2015
Banque Canadienne Impériale de Commerce	21 janvier 2016	19 octobre 2015
Banque de Montréal	20 janvier 2016	27 avril 2015
Banque de Montréal	21 janvier 2016	27 avril 2015
Banque de Montréal	22 janvier 2016	27 avril 2015
Banque de Montréal	22 janvier 2016	27 avril 2015
Banque de Montréal	26 janvier 2016	27 avril 2015
Banque de Montréal	26 janvier 2016	27 avril 2015
Banque de Montréal	26 janvier 2016	27 avril 2015
Banque de Montréal	26 janvier 2016	27 avril 2015
Banque Nationale du Canada	20 janvier 2016	20 juin 2014
Banque Nationale du Canada	21 janvier 2016	20 juin 2014
Banque Nationale du Canada	21 janvier 2016	20 juin 2014
Banque Nationale du Canada	21 janvier 2016	20 juin 2014
Banque Nationale du Canada	22 janvier 2016	20 juin 2014
Banque Nationale du Canada	22 janvier 2016	20 juin 2014
Banque Nationale du Canada	22 janvier 2016	20 juin 2014
Banque Royale du Canada	18 janvier 2016	20 décembre 2013
Banque Royale du Canada	18 janvier 2016	20 décembre 2013

Nom de l'émetteur	Date du supplément	Date du prospectus préalable ou du prospectus simplifié
La Banque de Nouvelle-Écosse	20 janvier 2016	19 décembre 2014
La Banque de Nouvelle-Écosse	25 janvier 2016	19 décembre 2014
La Banque de Nouvelle-Écosse	26 janvier 2016	19 décembre 2014
La Banque Toronto-Dominion	19 janvier 2016	13 juin 2014
La Banque Toronto-Dominion	19 janvier 2016	13 juin 2014
La Banque Toronto-Dominion	22 janvier 2016	13 juin 2014

Pour plus de détails ou pour obtenir copie de ces suppléments, veuillez consulter le site Internet de SEDAR à l'adresse : www.sedar.com.

6.6.2 Dispenses de prospectus

Molson Coors Brewing Company

Vu la demande présentée par Molson Coors Brewing Company (l'« émetteur ») auprès de l'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») le 9 décembre 2015, modifiée le 22 décembre 2015 (la « demande »);

Vu l'article 12 de la *Loi sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1;

Vu l'article 115 du *Règlement sur les valeurs mobilières*, RLRQ, c. V-1.1, r. 1;

Vu les pouvoirs délégués conformément à l'article 24 de la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, RLRQ, c. A-33.2;

Vu la demande visant à obtenir l'accord de l'Autorité pour les placements à l'extérieur du Québec de titres énumérés au *registration statement* sur formulaire S-3 que l'émetteur entend déposer auprès de la Securities and Exchange Commission des États-Unis le ou vers le 26 janvier 2016, le tout conformément aux informations déposées auprès de l'Autorité (les « placements »);

Vu les déclarations faites par l'émetteur.

En conséquence, l'Autorité donne son accord aux placements.

Fait à Montréal, le 26 janvier 2016.

(s) *Patrick Théorêt*
Patrick Théorêt
Directeur du financement des sociétés

Numéro de projet SEDAR : 2427997

Décision n°: 2016-FS-0007

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.6.3 Déclarations de placement avec dispense

L'Autorité publie ci-dessous l'information concernant les placements effectués sous le bénéfice des dispenses prévues au *Règlement 45-106 sur les dispenses de prospectus* (« Règlement 45-106 ») et au *Règlement 45-513 sur la dispense de prospectus pour placement de titres auprès de porteurs existants* (« Règlement 45-513 »).

Nous rappelons qu'il est de la responsabilité des émetteurs de s'assurer qu'ils bénéficient des dispenses prévues au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513, selon le cas, avant d'effectuer un placement. Les émetteurs doivent aussi s'assurer du respect des délais impartis pour déclarer les placements et fournir une information exacte. Toute contravention aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes constitue une infraction.

L'information contenue aux déclarations de placement avec dispense déposées conformément au Règlement 45-106 ou au Règlement 45-513 est publiée ci-dessous tel qu'elle est fournie par les émetteurs concernés. L'Autorité ne saurait être tenue responsable de quelque lacune ou erreur que ce soit dans ces déclarations.

Depuis le 1^{er} octobre 2015, l'information sur les placements avec dispense est présentée sous un nouveau format.

SECTION RELATIVE AUX SOCIÉTÉS

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Artefacts Virtuels inc.	2015-12-03	5 500 \$
Ashburton Ventures Inc.	2015-12-11	321 505 \$
Banque Royale du Canada	2015-12-04	15 000 000 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Clear Sky Income Porfolio Fund-Series I	2015-12-11	3 826 580 \$
Cortina Capital Corp.	2015-12-07	481 000 \$
Exploration Dios inc.	2015-12-03	350 200 \$
Exploration Puma inc.	2015-12-11	329 500 \$
HCA Inc.	215-12-08	29 417 246 \$
Hyteon inc.	2015-12-08	196 445 \$
Immobilier HayesCor inc.	2015-12-09	1 025 000 \$
Immobilier HayesCor inc.	2015-12-11	100 000 \$
Mawson Resources Limited	2015-12-02	3 144 078 \$
Mohawk Medical Properties Real Estate Investment Trust	2015-12-09	6 846 600 \$
Naspers Limited	2015-12-11	27 335 400 \$
Navigate Surgical Technologies Inc.	2015-12-09	1 040 000 \$
North Sur Resources Inc.	2015-12-07	115 000 \$
Nutritional High International Inc.	2015-12-02	210 000 \$
Oikocredit International Share Foundation	2015-06-30	4 354 239 \$
Qu Biologics Inc.	2015-12-07	2 681 539 \$
Ressources KWG inc.	2015-12-08	500 000 \$
Rockspring Capital Texas Real Estate Trust II	2015-12-02	1 868 853 \$
Sigma Industries inc.	2015-11-13	745 000 \$
Société d'épargne des Autochtones du Canada	2015-12-01	877 000 \$
Solar Flow-Through 2015-I Limited Partnership	2015-11-30	1 166 600

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Sundial Growers Inc.	2015-02-23 2015-02-24 2015-02-27 et 2015-03-02	151 002 \$
Teva Pharmaceutical Industries Limited	2015-12-08	29 736 000 \$
TFS Canada Bond Series III Inc.	2015-12-15	751 664 \$
Transurban Finance Company Pty Ltd	2015-11-02	24 662 298 \$
UBS AG, Jersey Branch	2015-12-03, 2015-12-04, 2015-12-08, au 2015-12-10	6 172 385 \$
Walton AB Southridge LP	2015-12-03	391 500 \$
Walton TX Dallas Kemp Ridge Investment Corporation	2015-12-03	469 380 \$
Walton TX Dallas Kemp Ridge Investment Corporation	2015-12-10	327 090 \$

SECTION RELATIVE AUX FONDS D'INVESTISSEMENT

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Bonavista Balanced Fund	1995-02-01 au 2013-12-31	6 735 410 \$
Bonavista Canadian Equity Fund	2014-01-01 au 2014-12-31	4 953 377 \$
Bonavista Canadian Equity Fund	1995-02-01 au 2013-12-31	520 905 486 \$
Bonavista Fixed Income Fund	1995-02-01 au 2013-12-31	211 281 816 \$

Nom de l'émetteur	Date du placement	Montant total du placement
Bonavista International Equity Fund	2014-01-01 au 2014-12-31	113 842 \$
Bonavista International Equity Fund	1995-02-01 au 2013-12-31	132 042 361 \$
Bonavista Money Market Fund	2014-01-01 au 2014-12-31	107 320 \$
Bonavista Money Market Fund	1995-02-01 au 2013-12-31	68 114 762 \$
Bonavista Private Balanced Fund	2014-01-01 au 2014-12-31	1 566 365 \$
Bonavista Private Balanced Fund	1995-02-01 au 2013-12-31	36 514 202 \$
Bonavista U.S. Equity Fund	2014-01-01 au 2014-12-31	56 296 \$
Bonavista U.S. Equity Fund	1995-02-01 au 2013-12-31	118 552 529 \$

Pour de plus amples renseignements relativement aux placements énumérés ci-dessus, veuillez consulter les dossiers disponibles à la salle des dossiers de l'Autorité.

6.6.4 Refus

Aucune information.

6.6.5 Divers

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.7 AGRÉMENTS ET AUTORISATIONS DE MISE EN MARCHÉ DE DÉRIVÉS

Aucune information.

6.8 OFFRES PUBLIQUES

6.8.1 Avis

Aucune information.

6.8.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.8.3 Refus

Aucune information.

6.8.4 Divers

Aucune information.

6.9 INFORMATION SUR LES VALEURS EN CIRCULATION

6.9.1 Actions déposées entre les mains d'un tiers

Aucune information.

6.9.2 Dispenses

Les autorités canadiennes en valeurs mobilières, autre que l'Autorité des marchés financiers, qui ont agi à titre d'autorité principale sous le régime du passeport ont rendu des décisions qui ont pour effet de dispenser les personnes visées de l'application de dispositions équivalentes en vigueur au Québec en vertu de l'article 4.7 du Règlement 11-102 sur le régime du passeport ou de l'article 4.8 de ce règlement, selon le cas.

Pour consulter ces décisions, en obtenir copie ou effectuer une recherche à l'égard de celles-ci, veuillez vous rendre au site Internet de l'Institut canadien d'information juridique (CanLII) à l'adresse www.canlii.org.

Si vous désirez consulter les décisions rendues depuis la publication du dernier numéro du bulletin, vous n'avez qu'à suivre les indications suivantes : rendez-vous à l'adresse Internet www.canlii.org/fr/advancedsearch.html, à l'étape 3 - Date de décision, inscrivez la date du dernier bulletin et la date du jour, à l'étape 4 – Collections, sous la section Compétences, vérifiez que toutes les compétences sont sélectionnées, sous la section Législation, cocher le choix « aucune », sous la section Cours, cocher le choix « aucune », sous la section Tribunaux administratifs, cocher le choix « valeurs mobilières » et lancer la recherche en cliquant le bouton « chercher ».

6.9.3 Refus

Aucune information.

6.9.4 Révocations de l'état d'émetteur assujetti

CI Investments Inc.

En conséquence, l'Autorité révoque l'état d'émetteur assujetti de CI Investments Inc.

La présente décision prend effet à la date de décision de l'autorité principale.

Décision n°: 2016-IC-0013

6.9.5 Divers

Aucune information.

6.10 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

6.11 ANNEXES ET AUTRES RENSEIGNEMENTS

ANNEXE 1 DÉPÔTS DE DOCUMENTS D'INFORMATION

<i>RAPPORTS TRIMESTRIELS</i>	
	Date du document
A&W REVENUE ROYALTIES INCOME FUND	2015-03-22
ADVANCED MICRO DEVICES, INC.	2015-03-28
ALACER GOLD CORP.	2015-03-31
ALPHINAT INC.	2015-02-28
ARC RESOURCES LTD.	2015-03-31
ATCO LTD.	2015-03-31
BALLARD POWER SYSTEMS INC.	2015-03-31
BANK OF AMERICA CORPORATION	2015-03-31
CANADIAN UTILITIES LIMITED	2015-03-31
CAPITAL POWER CORPORATION	2015-03-31
CAPITAL POWER L.P.	2015-03-31
CAPSTONE MINING CORP.	2015-03-31
CARDS II TRUST	2015-02-28
CENOVUS ENERGY INC.	2015-03-31
CENTRAL GOLD-TRUST	2015-03-31
CLINE MINING CORPORATION	2015-02-28
COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER NATIONAUX DU CANADA	2015-03-31
CONSTELLATION SOFTWARE INC.	2015-03-31
CORPORATION CAMECO	2015-03-31
CORPORATION ELEMENTS CRITIQUES	2015-02-28
CORPORATION MINIERE NIOGOLD	2015-02-28
CORPORATION NUVOLT INC.	2015-02-28
CORPORATION TOMAGOLD	2015-02-28
COVINGTON FUND II INC.	2015-02-28
CREDIT FORD DU CANADA LIMITEE	2015-03-31
CU INC.	2015-03-31
DEQ SYSTEMES CORP.	2015-02-28
DETOUR GOLD CORPORATION	2015-03-31
DUNDEE, TECHNOLOGIES DURABLES INC.	2015-03-31
EXPLORATION AZIMUT INC.	2015-02-28
EXPLORATION NQ INC.	2015-02-28
FIDUCIE DE PLACEMENT IMMOBILIER PROPRIETES DE CHOIX	2015-03-31
FIDUCIE DE TITRES DE CAPITAL AUSTRALIAN BANC (31814)	2015-02-28
FIDUCIE DE TITRES DE CAPITAL HBANC (31656)	2015-02-28
FIDUCIE TC (31632)	2015-02-28
FIDUCIE TCA (31791)	2015-02-28
FONDS ACCENT MONDIAL NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS ACCENT MONDIAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS ASIATIQUE RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS AVANTAGE FPI HYPOTHECAIRES D'AGENCES AMERICAINES	2015-02-28
FONDS CANADIEN DE REVENU A COURT TERME FRONTIERES (#16877)	2015-02-28

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
FONDS CANADIEN DE TITRES A REVENU FIXE FRONTIERES (#16877)	2015-02-28
FONDS CHINE PLUS RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS AME. DE CROISSANCE NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES DE CROISSANCE RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES DE VALEUR RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES FRONTIERES (#16877)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES NEUTRE EN DEVISES FRONTIERES (#16877)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS AMERICAINES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES FRONTIERES (#16877)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS CANADIENNES TOUTES CAPITALISATIONS RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS DE MARCHES EMERGENTS FRONTIERES (#16877)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS INTERNATIONALES FRONTIERES (#16877)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS INTERNATIONALES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' ACTIONS INTERNATIONALES NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' INFRASTRUCTURE MONDIAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' INFRASTRUCTURE MONDIAL NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' OBLIGATIONS A HAUT RENDEMENT RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' OBLIGATIONS A RENDEMENT REEL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' OBLIGATIONS CANADIENNES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' OBLIGATIONS DE SOC. A RENDEMENT EN CAPITAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' OBLIGATIONS DE SOCIETES EN DOLLARS AMERICAINS RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' OBLIGATIONS MONDIALES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS D' OBLIGATIONS MONDIALES FRONTIERES (#16877)	2015-02-28
FONDS DE BONS DU TRESOR CANADIENS RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE CROISSANCE CANADIEN RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE CROISSANCE MONDIAL NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE CROISSANCE MONDIAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE DIVIDENDES CANADIEN RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE DIVIDENDES INTERNATIONAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE MARCHES EMERGENTS RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE PETITES CAPITALISATIONS CANADIEN RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE PETITES CAPITALISATIONS MONDIAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE RESSOURCES MONDIAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE REVENU A COURT TERME RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE REVENU A TAUX VARIABLE RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE REVENU D' ACTIONS AMERICAINES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE REVENU D' ACTIONS FRONTIERES (#16877)	2015-02-28
FONDS DE REVENU DIVERSIFIE EN DOLLARS AMERICAINS	2015-02-28

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
RENAISSANCE (#13184)	
FONDS DE REVENU DIVERSIFIE RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE REVENU ELEVE MILLENIUM RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE REVENU MENSUEL CANADIEN RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE SCIENCES DE LA SANTE MONDIAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE SCIENCES ET DE TECHNOLOGIES MONDIAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE SOLUTIONS DE REVENU MONDIALES VOYA	2015-02-28
FONDS DE VALEUR DE BASE CANADIEN RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DE VALEUR MONDIAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DES MARCHES MONDIAUX RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DU MARCHE MONETAIRE AMERICAIN RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS DU MARCHE MONETAIRE RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS EQUILIBRE CANADIEN RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS EUROPEEN RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS IMMOBILIER MONDIAL NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
FONDS IMMOBILIER MONDIAL RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
GENERAL MOTORS COMPANY	2015-03-31
GENWORTH MI CANADA INC.	2015-03-31
GROUPE CGI INC.	2015-03-31
GROUPE COLABOR INC.	2015-03-21
HORIZON NORTH LOGISTICS INC.	2015-03-31
ICONIC MINERALS LTD.	2015-02-28
IVERNIA INC.	2015-03-31
JAGUAR FINANCIAL CORPORATION	2015-03-31
KEG ROYALTIES INCOME FUND (THE)	2015-03-31
KLONDIKE SILVER CORP.	2015-02-28
LAKE SHORE GOLD CORP.	2015-03-31
LES PRODUCTEURS AFFINOR INC.	2015-02-28
LUNDIN MINING CORPORATION	2015-03-31
MANAC INC.	2015-03-28
MATTEL, INC.	2015-03-31
MEDICURE INC.	2015-03-31
NEW GOLD INC.	2015-03-31
NEW KLONDIKE EXPLORATION LTD.	2015-02-28
NEWFOUNDLAND CAPITAL CORPORATION LTD.	2015-03-31
NEWMONT MINING CORPORATION	2015-03-31
NOVADAQ TECHNOLOGIES INC.	2015-03-31
OCEANAGOLD CORPORATION	2015-03-31
OPEN TEXT CORPORATION	2015-03-31
ORBITE ALUMINAE INC.	2015-03-31
PATIENT HOME MONITORING CORP.	2015-03-31
PORTEFEUILLE CANADIEN DE CROISSANCE AXIOM (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE DE CROISSANCE A LONG TERME AXIOM (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE DE TITRES ETRANGERS DE CROISSANCE AXIOM (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE DIVERSIFIE DE REVENU MENSUEL AXIOM (#13184)	2015-02-28

RAPPORTS TRIMESTRIELS

	Date du document
PORTEFEUILLE EQUILIBRE DE CROISSANCE AXIOM (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE EQUILIBRE DE REVENU AXIOM (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE MONDIAL DE CROISSANCE AXIOM (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE OPTIMAL D'ACTIONS MONDIALES NEUTRE EN DEVISES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE OPTIMAL D'ACTIONS MONDIALES RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE OPTIMAL D'AVANTAGES SUR L'INFLATION RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE OPTIMAL DE CROISSANCE ET DE REVENU RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE OPTIMAL DE REVENU RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE OPTIMAL DE REVENU PRUDENT RENAISSANCE (#13184)	2015-02-28
PORTEFEUILLE 100% ACTIONS AXIOM (#13184)	2015-02-28
PRAIRIESKY ROYALTY LTD.	2015-03-31
PRECISION DRILLING CORPORATION	2015-03-31
RESSOURCES ABE INC.	2015-02-28
RESSOURCES BEAUFIELD INC.	2015-02-28
RESSOURCES BRIONOR INC.	2015-02-28
RESSOURCES GEOMEGA INC.	2015-02-28
RESSOURCES MELKIOR INC.	2015-02-28
ROMARCO MINERALS INC.	2015-03-31
SHERRITT INTERNATIONAL CORPORATION	2015-03-31
SOCIETE AURIFERE BARRICK	2015-03-31
SOCIETE DH	2015-03-31
SOCIETE FINANCIERE FIRST NATIONAL	2015-03-31
SOCIETE INVESTORS LIMITEE	2015-03-31
SPX CORPORATION	2015-03-28
STELLA-JONES INC.	2015-03-31
STRONGCO CORPORATION	2015-03-31
SUNCOR ENERGIE INC.	2015-03-31
TAHOE RESOURCES INC.	2015-03-31
TECHNOLOGIES SENSIO INC.	2015-02-28
TRANSALTA CORPORATION	2015-03-31
TRANSFORCE INC.	2015-03-31
TRANSGAMING INC.	2015-02-28
TYCO INTERNATIONAL PLC	2015-03-27
UNIQUE BROADBAND SYSTEMS, INC.	2015-02-28
VICWEST INC.	2015-03-31
WEST FRASER TIMBER CO. LTD.	2015-03-31
YAMANA GOLD INC.	2015-03-31
ZOOMERMEDIA LIMITED	2015-02-28
407 INTERNATIONAL INC.	2015-03-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
ABITIBI ROYALTIES INC.	2014-12-31
BELL COPPER CORPORATION	2014-12-31
BOREALIS INFRASTRUCTURE TRUST	2014-12-31
CAISSE D'ECONOMIE DESJARDINS STRATHCONA	2014-12-31
CAISSE D'ECONOMIE DEUX-MONTAGNES	2014-12-31
CAISSE D'ECONOMIE HENRI-BOURASSA	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE BOIS-FRANC-BORDEAUX-CARTIERVILLE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE RIVIERE-DES-PRAIRIES	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE CLERMONT	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE D'AUTRAY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE DOLBEAU-MISTASSINI	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE DONNACONA	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE KILDARE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'HERITAGE DES BASQUES	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'ILE-D'ORLEANS	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'ILE-DES-SOEURS	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LA CHAUDIERE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LA COTE-DE-BEAUPRE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LA CULTURE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LA NOUVELLE-ACADIE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LA SEIGNEURIE DE RAMEZAY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LIMOILOU	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LONGUE-POINTE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE MERCIER-ROSEMONT	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE MONTREAL-NORD	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE SAINT-BONIFACE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE SAINTE-FOY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE TERREBONNE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE TETREAULTVILLE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DES BOIS-FRANCS	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DES CHAMPS ET DES BOIS	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DES CHUTES MONTMORENCY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DES METAUX BLANCS	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU BAS-SAGUENAY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU CENTRE DE PORTNEUF	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU CENTRE-VILLE DE QUEBEC	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU COEUR DES HAUTES-LAURENTIDES	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU DOMAINE-DU-ROY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU HAUT-ST-LAURENT	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU LAC-MEMPHREMAGOG	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU QUARTIER-LATIN DE MONTREAL	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU SUD DE LA MATAWINIE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU TEMISCAMINGUE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU WENDAKE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS PORTUGAISE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS THERESE-DE BLAINVILLE	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DE ST-LEON-LE-GRAND (LA)	2014-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
CAISSE POPULAIRE DE ST-THEODORE D'ACTON (LA)	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS POINTE-PLATON DE LOTBINIERE	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS SAINTE-GENEVIEVE DE PIERREFONDS	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS D'ANJOU	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BAIE-COMEAU	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BROME-MISSISQUOI	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-AUGUSTIN DALMAS (70031)	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-EUGENE D'ARGENTENAY	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-JUSTE-DU-LAC	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINTE-JEANNE-D'ARC-DE-ROBERVAL	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE TETE-A-LA-BALEINE	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BRANDON	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE FATIMA	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA HAUTE MATAWINIE	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA MAISON DE RADIO-CANADA	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA VALLEE DES LACS	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LAC MISTASSINI	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LES ECUREUILS	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MARIA	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MILOT	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MONT-JOLI	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE VERDUN	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE VIGER	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES MILLE-ILES	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES SEPT-CHUTES	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES HORIZONS	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES RAMEES	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU SAULT-AU-RECOLLET	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU PARC ET VILLERAY	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU PIEMONT LAURENTIEN	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS ST-VICTOR DE MONTREAL	2014-12-31
CANADIAN CAPITAL AUTO RECEIVABLES ASSET TRUST II	2014-12-31
CANADIAN SPIRIT RESOURCES INC.	2014-12-31
CAPITAL DGMC INC.	2014-12-31
CLINE MINING CORPORATION	2014-11-30
CORPORATION DE SECURITE GARDA WORLD	2015-01-31
CORPORATION MINIERE CYPRIUM	2014-12-31
CORPORATION MINIERE GOLDEN SHARE	2014-12-31
CORPORATION RESSOURCES NEVADO	2014-12-31
DISCOVERY AIR INC.	2015-01-31
DUALEX ENERGY INTERNATIONAL INC.	2014-12-31
EAST AFRICA METALS INC.	2014-12-31
EMGOLD MINING CORPORATION	2014-12-31
ENTREPRISES MINIERES DU NOUVEAU-MONDE INC.	2014-12-31
EQUITORIAL EXPLORATION CORP.	2014-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
EXPLORATION FIELDEX INC.	2014-12-31
EXPLOSIFS NORDEX LTEE (LES)	2014-12-31
FIDUCIE A TERME DE CREANCES HOLLIS II	2014-12-31
FIDUCIE CARTES DE CREDIT EAGLE	2014-12-31
FIDUCIE CLAREGOLD	2015-02-28
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER PRO	2014-12-31
GAZIT-GLOBE LTD.	2014-12-31
GESTION ACE AVIATION INC.	2014-12-31
GOLD RESERVE INC.	2014-12-31
GRAVITAS FINANCIAL INC.	2014-12-31
GRIFFIN SKYE CORPORATION	2014-12-31
GROUPE DMD CONNEXIONS SANTE NUMERIQUES INC.	2014-12-31
GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC. (LE)	2015-02-28
GUERRERO VENTURES INC.	2014-12-31
GUNGNIR RESOURCES INC.	2014-12-31
HUMBOLDT CAPITAL CORPORATION	2014-12-31
IMAFLEX INC.	2014-12-31
INTEMA SOLUTIONS INC.	2014-12-31
INTERNATIONAL DATACASTING CORPORATION	2015-01-31
INVENTRONICS LIMITED	2014-12-31
IOU FINANCIAL INC.	2014-12-31
KONTRON AG	2014-12-31
LEUCROTTA EXPLORATION INC.	2014-12-31
M PHARMACEUTICAL INC.	2014-12-31
MAYA OR & ARGENT INC.	2014-12-31
MILL CITY GOLD CORP.	2014-12-31
MILLROCK RESOURCES INC.	2014-12-31
MISTANGO RIVER RESOURCES INC.	2014-12-31
MORIEN RESOURCES CORP.	2014-12-31
NORTHISLE COPPER AND GOLD INC.	2014-12-31
NOVX21 INC.	2014-12-31
NUNAVIK NICKEL MINES LTD.	2014-12-31
OPAL ENERGY CORP.	2014-12-31
PETRICHOR ENERGY INC.	2014-12-31
PETROLYMPIC LTD.	2014-12-31
PLACE MONTFORT APARTMENT PROJECT	2014-12-31
RAINMAKER ENTERTAINMENT INC.	2014-12-31
RESSOURCES ALGOLD LTEE	2014-12-31
RESSOURCES ALTAI INC.	2014-12-31
RESSOURCES DE LA BAIE D'URAGOLD INC.	2014-12-31
RESSOURCES GOLDEN TAG LTEE	2014-12-31
RESSOURCES KOMET INC. (LES)	2014-12-31
RESSOURCES MINIERES RADISSON INC.	2014-12-31
RESSOURCES NSR INC.	2014-12-31
ROI LAND INVESTMENTS LTD.	2014-12-31
RUSORO MINING LTD.	2014-12-31

ÉTATS FINANCIERS ANNUELS

	Date du document
SAVANT EXPLORATIONS LTD.	2014-12-31
SOCIETE MINIERE AURVISTA	2014-12-31
SPECTRA INC.	2014-12-31
STAKEHOLDER GOLD CORP.	2014-12-31
SUNSTONE OPPORTUNITY (2006) DEBENTURE FUND (26113) (26114)	2014-12-31
SUNSTONE OPPORTUNITY (2008) REALTY TRUST (28377) (28378)	2014-12-31
SUNSTONE OPPORTUNITY FUND (2008) LIMITED PARTNERSHIP (28378) (28379)	2014-12-31
TECHNOLOGIES PEAK POSITIONING INC. (LES)	2014-12-31
TELECOM COLBA.NET INC.	2014-12-31
TRINITY VALLEY ENERGY CORP.	2014-12-31
URANIUM VALLEY MINES LTD.	2014-12-31
VALENCIA CAPITAL DE RISQUE INC.	2014-12-31
VIRGINIA ENERGY RESOURCES INC.	2014-12-31
VOICE MOBILITY INTERNATIONAL, INC.	2014-12-31
WILDCAT EXPLORATIONS LTD.	2014-12-31
XEBEC ADSORPTION INC.	2014-12-31
37 CAPITAL INC.	2014-12-31
49 NORTH RESOURCES INC.	2014-12-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
ABITIBI ROYALTIES INC.	2014-12-31
BELL COPPER CORPORATION	2014-12-31
BOREALIS INFRASTRUCTURE TRUST	2014-12-31
CAISSE D'ECONOMIE DESJARDINS STRATHCONA	2014-12-31
CAISSE D'ECONOMIE DEUX-MONTAGNES	2014-12-31
CAISSE D'ECONOMIE HENRI-BOURASSA	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE BOIS-FRANC-BORDEAUX-CARTIERVILLE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE RIVIERE-DES-PRAIRIES	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE CLERMONT	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE D'AUTRAY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE DOLBEAU-MISTASSINI	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE DONNACONA	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE KILDARE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'HERITAGE DES BASQUES	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'ILE-D'ORLEANS	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE L'ILE-DES-SOEURS	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LA CHAUDIERE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LA COTE-DE-BEAUPRE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LA CULTURE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LA NOUVELLE-ACADIE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LA SEIGNEURIE DE RAMEZAY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LIMOILLOU	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE LONGUE-POINTE	2014-12-31

RAPPORTS ANNUELS

	Date du document
CAISSE DESJARDINS DE MERCIER-ROSEMONT	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE MONTREAL-NORD	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE SAINT-BONIFACE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE SAINTE-FOY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE TERREBONNE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DE TETREAULTVILLE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DES BOIS-FRANCS	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DES CHAMPS ET DES BOIS	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DES CHUTES MONTMORENCY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DES METAUX BLANCS	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU BAS-SAGUENAY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU CENTRE DE PORTNEUF	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU CENTRE-VILLE DE QUEBEC	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU COEUR DES HAUTES-LAURENTIDES	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU DOMAINE-DU-ROY	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU HAUT-ST-LAURENT	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU LAC-MEMPHREMAGOG	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU QUARTIER-LATIN DE MONTREAL	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU SUD DE LA MATAWINIE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU TEMISCAMINGUE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS DU WENDAKE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS PORTUGAISE	2014-12-31
CAISSE DESJARDINS THERESE-DE BLAINVILLE	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DE ST-LEON-LE-GRAND (LA)	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DE ST-THEODORE D'ACTON (LA)	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS POINTE-PLATON DE LOTBINIERE	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS SAINTE-GENEVIEVE DE PIERREFONDS	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS D'ANJOU	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BAIE-COMEAU	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BROME-MISSISQUOI	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-AUGUSTIN DALMAS (70031)	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-AUGUSTIN-DE-DESMAURES	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-EUGENE D'ARGENTENAY	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINT-JUSTE-DU-LAC	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE SAINTE-JEANNE-D'ARC-DE-ROBERVAL	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE TETE-A-LA-BALEINE	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE BRANDON	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE FATIMA	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA HAUTE MATAWINIE	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA MAISON DE RADIO-CANADA	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LA VALLEE DES LACS	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LAC MISTASSINI	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE LES ECUREUILS	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MARIA	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MILOT	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE MONT-JOLI	2014-12-31

RAPPORTS ANNUELS	
	Date du document
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE VERDUN	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DE VIGER	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES MILLE-ILES	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES SEPT-CHUTES	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES HORIZONS	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DES RAMEES	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU SAULT-AU-RECOLLET	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU PARC ET VILLERAY	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS DU PIEMONT LAURENTIEN	2014-12-31
CAISSE POPULAIRE DESJARDINS ST-VICTOR DE MONTREAL	2014-12-31
CANADIAN CAPITAL AUTO RECEIVABLES ASSET TRUST II	2014-12-31
CANADIAN SPIRIT RESOURCES INC.	2014-12-31
CAPITAL DGMC INC.	2014-12-31
CLINE MINING CORPORATION	2014-11-30
CORPORATION DE SECURITE GARDA WORLD	2015-01-31
CORPORATION MINIERE CYPRIUM	2014-12-31
CORPORATION MINIERE GOLDEN SHARE	2014-12-31
CORPORATION RESSOURCES NEVADO	2014-12-31
DISCOVERY AIR INC.	2015-01-31
DUALEX ENERGY INTERNATIONAL INC.	2014-12-31
EAST AFRICA METALS INC.	2014-12-31
EMGOLD MINING CORPORATION	2014-12-31
ENTREPRISES MINIERES DU NOUVEAU-MONDE INC.	2014-12-31
EQUITORIAL EXPLORATION CORP.	2014-12-31
EXPLORATION FIELDEX INC.	2014-12-31
EXPLOSIFS NORDEX LTEE (LES)	2014-12-31
FIDUCIE A TERME DE CREANCES HOLLIS II	2014-12-31
FIDUCIE CARTES DE CREDIT EAGLE	2014-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER PRO	2014-12-31
GAZIT-GLOBE LTD.	2014-12-31
GESTION ACE AVIATION INC.	2014-12-31
GOLD RESERVE INC.	2014-12-31
GRAVITAS FINANCIAL INC.	2014-12-31
GRIFFIN SKYE CORPORATION	2014-12-31
GROUPE DMD CONNEXIONS SANTE NUMERIQUES INC.	2014-12-31
GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC. (LE)	2015-02-28
GUERRERO VENTURES INC.	2014-12-31
GUNGNIR RESOURCES INC.	2014-12-31
HUMBOLDT CAPITAL CORPORATION	2014-12-31
IMAFLEX INC.	2014-12-31
INTEMA SOLUTIONS INC.	2014-12-31
INTERNATIONAL DATACASTING CORPORATION	2015-01-31
INVENTRONICS LIMITED	2014-12-31
IOU FINANCIAL INC.	2014-12-31
KONTRON AG	2014-12-31
LEUCROTTA EXPLORATION INC.	2014-12-31

<i>RAPPORTS ANNUELS</i>	
	Date du document
M PHARMACEUTICAL INC.	2014-12-31
MILL CITY GOLD CORP.	2014-12-31
MILLROCK RESOURCES INC.	2014-12-31
MISTANGO RIVER RESOURCES INC.	2014-12-31
MORIEN RESOURCES CORP.	2014-12-31
NORTHISLE COPPER AND GOLD INC.	2014-12-31
NOVX21 INC.	2014-12-31
NUNAVIK NICKEL MINES LTD.	2014-12-31
OPAL ENERGY CORP.	2014-12-31
PETRICHOR ENERGY INC.	2014-12-31
PETROLYMPIC LTD.	2014-12-31
PLACE MONTFORT APARTMENT PROJECT	2014-12-31
RAINMAKER ENTERTAINMENT INC.	2014-12-31
RESSOURCES ALGOLD LTEE	2014-12-31
RESSOURCES ALTAI INC.	2014-12-31
RESSOURCES DE LA BAIE D'URAGOLD INC.	2014-12-31
RESSOURCES KOMET INC. (LES)	2014-12-31
RESSOURCES MINIERES RADISSON INC.	2014-12-31
RESSOURCES NSR INC.	2014-12-31
ROI LAND INVESTMENTS LTD.	2014-12-31
RUSORO MINING LTD.	2014-12-31
SAVANT EXPLORATIONS LTD.	2014-12-31
SOCIETE MINIERE AURVISTA	2014-12-31
SPECTRA INC.	2014-12-31
STAKEHOLDER GOLD CORP.	2014-12-31
SUNSTONE OPPORTUNITY (2006) DEBENTURE FUND (26113) (26114)	2014-12-31
SUNSTONE OPPORTUNITY (2008) REALTY TRUST (28377) (28378)	2014-12-31
SUNSTONE OPPORTUNITY FUND (2008) LIMITED PARTNERSHIP (28378) (28379)	2014-12-31
TECHNOLOGIES PEAK POSITIONING INC. (LES)	2014-12-31
TELECOM COLBA.NET INC.	2014-12-31
TRINITY VALLEY ENERGY CORP.	2014-12-31
URANIUM VALLEY MINES LTD.	2014-12-31
VALENCIA CAPITAL DE RISQUE INC.	2014-12-31
VIRGINIA ENERGY RESOURCES INC.	2014-12-31
VOICE MOBILITY INTERNATIONAL, INC.	2014-12-31
WILDCAT EXPLORATIONS LTD.	2014-12-31
XEBEC ADSORPTION INC.	2014-12-31
37 CAPITAL INC.	2014-12-31
49 NORTH RESOURCES INC.	2014-12-31

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
ASTON HILL FINANCIAL INC.	
ATMANCO INC.	

CIRCULAIRES EN VUE DE LA SOLLICITATION DE PROCURATION

	Date du document
BALLARD POWER SYSTEMS INC.	
BONTERRA ENERGY CORP.	
CATALYST PAPER CORPORATION	
CORRIDOR RESOURCES INC.	
CREW ENERGY INC.	
DOLLARAMA INC.	
DUNDEE, TECHNOLOGIES DURABLES INC.	
EAGLE ENERGY TRUST	
ENDO INTERNATIONAL PLC	
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER ALLIED	
GALAXY RESOURCES LIMITED	
GENERAL MOTORS COMPANY	
GROUPE IBI INC.	
GROUPE WSP GLOBAL INC.	
IMPERIAL METALS CORPORATION	
INDUSTRIES DOREL INC. (LES)	
JOURNEY ENERGY INC.	
LABRADOR IRON ORE ROYALTY CORPORATION	
MDN INC.	
MINES MONETA PORCUPINE INC. (LES)	
MIRATI THERAPEUTICS, INC.	
MISTANGO RIVER RESOURCES INC.	
NEULION, INC.	
NORTH AMERICAN ENERGY PARTNERS INC.	
NORTHERN BLIZZARD RESOURCES INC.	
ONCOTHYREON INC.	
PACIFIC RUBIALES ENERGY CORP.	
PATTERN ENERGY GROUP INC.	
POLLARD BANKNOTE LIMITED	
PULSE SEISMIC INC.	
PURE INDUSTRIAL REAL ESTATE TRUST	
RESSOURCES EVERTON INC.	
SAVARIA CORPORATION	
SIR ROYALTY INCOME FUND	
SLATE OFFICE REIT	
THERATECHNOLOGIES INC.	
TREZ CAPITAL MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	
TREZ CAPITAL SENIOR MORTGAGE INVESTMENT CORPORATION	
TRICON CAPITAL GROUP INC.	
WESTERNONE INC.	

NOTICE ANNUELLE

	Date du document
ALLIANCE PIPELINE LIMITED PARTNERSHIP	2014-12-31
DESCARTES SYSTEMS GROUP INC. (THE)	2015-01-31

<i>NOTICE ANNUELLE</i>	
	Date du document
DOLLARAMA INC.	2015-02-01
FIDUCIE A TERME DE CREANCES HOLLIS II	2014-12-31
FIDUCIE CARTES DE CREDIT EAGLE	2014-12-31
FONDS DE PLACEMENT IMMOBILIER PRO	2014-12-31
GAZIT-GLOBE LTD.	2014-12-31
GOLD RESERVE INC.	2014-12-31
GROUPE JEAN COUTU (PJC) INC. (LE)	2015-02-28
INTERNATIONAL DATACASTING CORPORATION	2015-01-31
LEUCROTTA EXPLORATION INC.	2014-12-31
MORIEN RESOURCES CORP.	2014-12-31
RAINMAKER ENTERTAINMENT INC.	2014-12-31
ROI LAND INVESTMENTS LTD.	2014-12-31
XEBEC ADSORPTION INC.	2014-12-31
49 NORTH RESOURCES INC.	2014-12-31

ANNEXE 2 DÉCLARATIONS D'INITIÉS CONFORMES (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Liste des symboles SEDI

RELATIONS AVEC L'ÉMETTEUR ASSUJETTI	45 : Contrepartie d'un bien
1 : Émetteur assujetti ayant acquis ses propres titres	46 : Contrepartie de services
2 : Filiale de l'émetteur assujetti	47 : Acquisition ou aliénation par don
3 : Porteur de titres qui détient en propriété véritable ou contrôle plus de % des titres d'un émetteur assujetti (Loi sur les valeurs mobilières du Québec – 10 % d'une catégorie d'actions) comportant le droit de vote ou droit de participer, sans limite, au bénéfice et au partage en cas de liquidation.	48 : Acquisition par héritage ou aliénation par legs
4 : Administrateur d'un émetteur assujetti	Dérivés émis par l'émetteur
5 : Dirigeant d'un émetteur assujetti	50 : Attribution d'options
6 : Administrateur ou dirigeant d'un porteur de titres visé en 3	51 : Levée d'options
7 : Administrateur ou dirigeant d'un initié à l'égard de l'émetteur assujetti ou d'une filiale de l'émetteur assujetti, autre que 4, 5 et 6	52 : Expiration d'options
8 : Initié présumé – six mois avant de devenir initié	53 : Attribution de bons de souscription
NATURE DE L'OPÉRATION	54 : Exercice de bons de souscription
Généralités	55 : Expiration de bons de souscription
00 : Solde d'ouverture – Déclaration initiale format SEDI	56 : Attribution de droits de souscription
10 : Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	57 : Exercice de droits de souscription
11 : Acquisition ou aliénation effectuée privément	58 : Expiration de droits de souscription
15 : Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	59 : Exercice au comptant
16 : Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	Dérivés émis par un tiers
22 : Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, un regroupement ou une acquisition	70 : Acquisition ou aliénation (vente initiale) d'un dérivé émis par un tiers
30 : Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	71 : Exercice d'un dérivé émis par un tiers
35 : Dividende en actions	72 : Autre règlement d'un dérivé émis par un tiers
36 : Conversion ou échange	73 : Expiration d'un dérivé émis par un tiers
37 : Division ou regroupement d'actions	Divers
38 : Rachat – annulation	90 : Changements relatifs à la propriété
40 : Vente à découvert	97 : Autres
	99 : Correction d'information
	NATURE DE L'EMPRISE
	D : Propriété directe
	I : Propriété indirecte
	C : Contrôle
	AUTRES MENTIONS
	O : Opération originale
	M : Première modification
	M' : Deuxième modification
	M'' : Troisième modification, etc.
	R : Opération déclarée hors délai (en retard).

* : L'astérisque en regard d'un solde de clôture signifie que l'initié ou son agent déposant a aussi indiqué un solde calculé par lui-même lorsque l'opération a été déposée.

AVIS

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée cidessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais. Le personnel de l'Autorité rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières, déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujetti au Québec dans un délai de 10 jours, sauf dans certains cas précis. Ces opérations doivent être rapportées de façon exacte et claire. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
01 Communique Laboratory Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Train, William, Archibald	4		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(200 000)		305 500
37 Capital Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kalpakistan, Isabel A	3		O	2016-01-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			19 424
			O	2016-01-04	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	0.1000	519 424
<i>Bons de souscription</i>									
Kalpakistan, Isabel A	3		O	2016-01-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			114 167
			O	2016-01-04	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	500 000	0.1350	614 167
			O	2016-01-07	D	55 - Expiration de bons de souscription	(114 167)		500 000
Kalpakistan, Jacob H	4								
Diana Kalpakian	PI		O	2016-01-07	I	55 - Expiration de bons de souscription	(11 667)		0
Isabel Kalpakian	PI		O	2016-01-07	I	55 - Expiration de bons de souscription	(114 167)		0
ACTIVEnergy Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
ACTIVEnergy Income Fund	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	3.4000	33 020 438
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	3.6100	33 021 738
Advantage Oil & Gas Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mah, Andy	5		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	7.3700	966 295
<i>Options</i>									
Blackwood, Donald Craig	5		O	2016-01-25	D	51 - Exercice d'options	(100 000)	4.4300	590 676
Advantaged Canadian High Yield Bond Fund									
<i>Parts de fiducie Class A</i>									
Advantaged Canadian High Yield Bond Fund	1	R	O	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	3 069 386	7.0474	3 069 386*
			O	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(3 069 386)	7.0474	0
<i>Parts de fiducie Class F</i>									
Advantaged Canadian High Yield Bond Fund	1	R	O	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	587 732	7.2375	587 732*
			O	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(587 732)	7.2375	0
AEterna Zentaris Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dinges, Jude	5		O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 500	3.0700USD	6 533
Dodd, David Alan	4, 5		O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 500	3.0550USD	6 203
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	3.0500USD	7 703
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 400	3.0560USD	15 103
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 400	3.0600USD	17 503
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.0590USD	18 503
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	3.0570USD	19 003
Theodore, Philip Allen	5		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 735	2.9963USD	10 894
AgJunction Inc. (formerly Hemisphere GPS Inc.)									
<i>Options</i>									
Barjesteh, Bobac	5		O	2016-01-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	650 000	0.7000	650 000
Bittner, Mark	5		O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.7000	400 000
Cataford, Paul G.	4		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	32 484	0.7000	77 484

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
Kal, Husam	5		O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.7000	300 000
Ladd, Jonathan	4		O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	800 000	0.7000	800 000
Lang, Michael James	4		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	51 974	0.7000	96 974
Monk, Kevin	5		O	2016-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.7000	300 000
Restricted Shares									
Anderson, Mark	4		O	2012-01-31	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 043	0.7000	19 043
Bittner, Mark	5		O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	200 000	0.7000	200 000
Kal, Husam	5		O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	200 000	200000.0000	
			M	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	200 000	0.7000	200 000
Ladd, Jonathan	4		O	2015-10-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	38 086	0.7000	38 086
Monk, Kevin	5		O	2016-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	100 000	0.7000	100 000
Tye III, John M.	4		O	2006-05-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	19 043	0.7000	19 043
Agrium Inc.									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Everitt, David Charles	4		O	2016-01-21	D	35 - Dividende en actions	46	84.4700USD	4 548
Girling, Russell	4		O	2016-01-21	D	35 - Dividende en actions	319	84.4700USD	31 105
Henry, Susan A.	4		O	2016-01-21	D	35 - Dividende en actions	664	84.4700USD	64 746
Homer, Russell James	4		O	2016-01-21	D	35 - Dividende en actions	267	84.4700USD	26 043
McLellan, A. Anne	4		O	2016-01-21	D	35 - Dividende en actions	202	84.4800USD	19 671
Pannell, Derek George	4		O	2016-01-21	D	35 - Dividende en actions	192	84.4700USD	18 675
Schmidt, Mayo	4		O	2016-01-21	D	35 - Dividende en actions	21	84.4700USD	2 474
Zaleschuk, Victor Jack	4		O	2016-01-21	D	35 - Dividende en actions	413	84.4700USD	40 251
Akita Drilling Ltd.									
<i>Actions sans droit de vote</i>									
Heathcott, Linda A.	4, 6								
Southern (the Estate of) Ronald D.	PI		O	1993-12-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			33 666
Southern, Nancy C.	4, 6								
Southern (the Estate of) Ronald D.	PI		O	2003-02-27	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2003-02-27	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			33 666
Alamos Gold Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
Barwell, Christine	5		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	3.5600	7 462*
			O	2015-01-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	66	9.9200	2 566*
			O	2015-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	91	7.1500	
			M	2015-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	96	6.8000	2 662*
			O	2015-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	91	7.1900	2 753*
			O	2015-03-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	87	7.5100	2 840*
			O	2015-03-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	92	7.1500	2 932*
			O	2015-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	90	7.3200	3 022*
			O	2015-04-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	84	7.8300	3 106*
			O	2015-05-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	78	8.3800	3 184*
			O	2015-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	78	8.4300	3 262*
			O	2015-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	83	7.9500	3 345*
			O	2015-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3		3 348*
			O	2015-06-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	86	7.5900	3 434*
			O	2015-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	90	7.3000	3 524*
			O	2015-07-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	122	5.8500	3 646*

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	174	4.0900	3 820*
			O	2015-09-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	249	5.7100	4 069*
			O	2015-09-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	122	5.8200	4 191*
			O	2015-10-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	150	4.7600	4 341*
			O	2015-11-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6		4 347*
			O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 115	4.7100	6 462*
Bostwick, Christopher John	5		O	2015-08-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 317	4.1900	31 814*
			O	2015-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 843	5.2200	33 657*
			O	2015-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	99	4.0600	
			M	2015-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	99		33 756*
Cormier, John Andrew	5		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(33)	3.3200	13 917*
			O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 733	3.7200	20 650*
Daniel, Mark	4		O	2015-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	4.0600	
			M	2015-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17		9 145*
Downey, Patrick D.	4		O	2015-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	4.0600	
			M	2015-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14		10 064*
Fisher, Gregory S.	5		O	2015-02-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	6.8000	2 037*
			O	2015-02-23	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35	7.1900	2 072*
			O	2015-03-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33	7.5100	2 105*
			O	2015-03-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	35	7.1500	2 140*
			O	2015-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	7.3200	2 174*
			O	2015-04-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32	7.8300	2 206*
			O	2015-05-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30	8.3800	2 236*
			O	2015-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30	8.4300	2 266*
			O	2015-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	31	7.9500	2 297*
			O	2015-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1		2 298*
			O	2015-06-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33	7.5900	2 331*
			O	2015-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	34	7.3000	2 365*
			O	2015-07-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	5.8500	2 413*
			O	2015-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	70	4.0900	2 483*
			O	2015-09-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	100	5.7100	2 583*
			O	2015-09-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	49	5.8200	2 632*
			O	2015-10-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	60	4.7600	2 692*
			O	2015-11-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2		2 694*
			O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 127	4.7100	3 821*
MacPhail, Peter	5		O	2015-12-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 523	4.4400	51 156*
			O	2015-08-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 925	4.1900	42 900*
			O	2015-10-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 606	5.2200	46 506*
			O	2015-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	127		46 633*
McCluskey, John	4, 5		O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	3.3950	353 500
Porter, James	5		O	2015-03-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	146	7.5100	15 146*
			O	2015-03-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	153	7.1500	15 299*
			O	2015-04-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	149	7.3200	15 448*
			O	2015-04-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	140	7.8300	15 588*
			O	2015-05-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	131	8.3800	15 719*
			O	2015-05-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	130	8.4300	15 849*
			O	2015-06-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	138	7.9500	15 987*
			O	2015-06-10	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3		15 990*
			O	2015-06-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	144	7.5900	16 134*
			O	2015-07-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	150	7.3000	16 284*
			O	2015-07-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	205	5.8500	16 489*
			O	2015-08-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	293	4.0900	16 782*
			O	2015-09-14	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	419	5.7100	27 201*
			O	2015-09-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	206	5.8200	27 407*
			O	2015-10-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	252	4.7600	32 659*
			O	2015-11-25	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9		32 668*

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
<i>Initié</i>									
<i>Porteur inscrit</i>									
			O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 262	4.7100	45 930*
Smith, Ronald	4		O	2015-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26	4.0600	
			M	2015-12-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26		8 132*
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Daniel, Mark	4		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	41		12 566*
Downey, Patrick D.	4		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	41		12 566*
Fleck, David Alexander	4		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	106		36 017*
Gower, David Patrick	4		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	96		29 446*
Murphy, Paul	4		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	156		47 871*
Smith, Ronald	4		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	71		21 839*
Stowe, Kenneth George	4		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	96		29 446*
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Barwell, Christine	5		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	141		43 267*
Bostwick, Christopher John	5		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	42		12 974*
Daniel, Mark	4		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	78		23 812*
Downey, Patrick D.	4		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	78		23 812*
Fisher, Gregory S.	5		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	141		43 267*
MacPhail, Peter	5		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	28		8 961*
		R	O	2015-12-10	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 961	4.4400	17 922*
Porter, James	5		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	335		102 745*
Smith, Ronald	4		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	78		23 812*
<i>Droits Rights Performance Share Units</i>									
MacPhail, Peter	5		O	2015-11-16	D	56 - Attribution de droits de souscription	223		68 383*
Alvopetro Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hatzinikolas, Andrea	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32 685	0.3800	389 401
Howard, Alison Leanne	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	54 455	0.3700	134 057
Koch, Edward John	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	73 013	0.3700	306 496
Ruttan, Corey Christopher	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	70 415	0.3700	1 392 549
WRIGHT, JOHN DAVID	4		O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	63 000	0.2900	3 563 191
			O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 000	0.2900	3 569 191
American Core Sectors Dividend Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
American Core Sectors Dividend Fund	1		O	2016-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	900	10.5700	2 479 580
Anaconda Mining Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lawrick, Victor Lewis	4								
Thorsen-Fordyce Merchant Capital Inc.	PI		O	2016-01-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.0550	6 926 749
Arbutus Biopharma Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Higgins, Patrick T.	5		O	2015-03-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 764 815
Sofia, Michael Joseph	5		O	2015-03-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 563 403
Irrevocable Deed of Trust of Michael J. Sofia	PI		O	2015-03-04	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			201 412
Symonds, III, William Thomas	5		O	2015-03-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			256 327
<i>Options</i>									
Conrad, Herbert Joseph	4		O	2015-03-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			R	2015-03-30	D	50 - Attribution d'options	15 000	17.5700USD	15 000
			R	2015-08-12	D	50 - Attribution d'options	7 500	9.1100USD	22 500
Henriques, Richard Conover	4		O	2014-12-17	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			R	2015-03-30	D	50 - Attribution d'options	15 000	17.5700USD	15 000
			R	2015-08-12	D	50 - Attribution d'options	7 500	9.1100USD	22 500*
ARC Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anderson, Terry Michael	5								
FirstEnergy Margin	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	290		5 290*
RBC Brokerage	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 412		61 914*

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
RESP	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	398		6 281*
RRSP	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	289		4 585*
Bibby, Kristen Jon							5		
RBC Non-Registered	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	373		6 873*
Calder, Sean Ross Allen							5		
RJ LIRA	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42		850*
RJ Non-Registered	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	304		9 586*
RJ RESP	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	152		2 746*
RJ RRSP Calder	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	172		3 054*
RJ Spousal RRSP	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	366		2 208*
Dafoe, P. Van R.							5		
Broker Account	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 584		48 610*
Groeneveld, Neil Adrian							5		
Indirect Brokerage	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 218		42 571*
Lentz, Wayne							5		
BMO Harris Private Banking	PI		O	2011-07-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 655		3 655*
BMO Investor Line	PI		O	2011-07-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	I	97 - Autre	91 503		91 503*
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 734		93 237*
BMO Spousal	PI		O	2011-07-13	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	I	97 - Autre	3 881		3 881*
Brokerage Account	PI		O	2015-12-31	I	97 - Autre	(91 503)		0
Spousal Account	PI		O	2015-12-31	I	97 - Autre	(3 881)		0
Nielsen, Karen Ann							5		
Scotia iTrade LIRA	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33		1 031*
Scotia iTrade Margin	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	318		8 851*
Scotia iTrade TFSA	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52		1 542*
Scotia iTrade RRSP	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	689		12 018*
Stadnyk, Myron Maurice							4, 5		
Peters Brokerage	PI		O	2015-12-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 188		56 213*
Van Wielingen, Mac Howard							4		
Indirect Brokerage	PI		O	2015-12-31	I	97 - Autre	(463 492)		193 862*
RBC Direct	PI		O	2011-01-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	I	97 - Autre	463 492		463 492*
Aston Hill Financial Inc.									
<i>Restricted Share Unit Plan</i>									
Cheng, Benedict		4	O	2016-01-18	D	58 - Expiration de droits de souscription	(100 000)		300 000
ATCO LTD.									
<i>Actions ordinaires Class II</i>									
Heathcott, Linda A.							7, 6		
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	1999-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	11 447 520		11 447 520
Southern, Nancy C.							4, 7, 6, 5		
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	2003-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	11 451 520		11 451 520
<i>Actions sans droit de vote Class I</i>									
Booth, Robert T.		4	O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 328	39.7000	16 705
Ellard, Denis M.		4	O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 054	39.5200	3 148
Fountain, C. Anthony		4	O	2015-05-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 404	37.3000	1 404
Heathcott, Linda A.		7, 6	O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 592	39.5900	11 182
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	1999-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	25 989 636		25 989 636
Rayfield, Michael		7	O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 315	39.6900	16 798

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Routs, Robert John	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 161	39.5600	7 058
Southern, Nancy C.	4, 7, 6, 5								
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	2003-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	25 989 636		25 989 636
Urwin, Roger J.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 255	41.3700	5 272
Werth, Susan R	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	512	39.5200	15 080
WILSON, Charles W.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	750	40.1400	56 553
Aurinia Pharmaceuticals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gluck, Rashieda	5	R	O	2016-01-14	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	2.9000	3 000*
Triskel Health LLC	PI	R	O	2016-01-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	1.6869USD	3 000*
Australian REIT Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Kovacs, Michael	4, 5		O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 000)	9.5000	0
Avigilon Corporation									
<i>Options</i>									
Fernandes, Alexander	4, 5		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	200 000		1 000 000
Gill, Manjinder	5		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	20 000		105 000
Henderson, James	5		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		157 500
Leong, Dick (Ric)	5		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		280 000
Saptharishi, Mahesh	5		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		280 000
Schuster, Joel	5		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		360 000
<i>Restricted Share Units</i>									
Berg, Lawrence R.	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		8 265
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		11 033
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		13 801
Fernandes, Alexander	4, 5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000		108 012
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000		118 012
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000		128 012
Gill, Manjinder	5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 000		5 143
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 000		6 143
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 000		7 143
Henderson, James	5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		20 413
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		25 413
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		30 413
Jung, Wan	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 304	12.0400	13 801
Leong, Dick (Ric)	5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		25 304
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		30 304
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		35 304
Marginson, Bruce	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		8 265
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		11 033
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		13 801
McKnight, Michael Thomas	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		8 821
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		11 589
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		14 357
Saptharishi, Mahesh	5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		37 936
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		42 936
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		47 936
Schuster, Joel	5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		32 924
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		37 924
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		42 924
Tevlin, Murray	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		8 265
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		11 033
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		13 801
Withers, Frederick George	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		8 265

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		11 033
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 768		13 801
Badger Daylighting Ltd.									
<i>Deferred Shares</i>									
Billing, Grant Donald	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	41		4 951
Kelly, John	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	328		20 611
Lingard, William John	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30		3 667
Mihaichuk, Garry Paul	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	340		25 267
Peterson, Elizabeth	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28		2 987
Reiber, Timothy Hammond	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46		3 094
Roane, Glen Dawson	4		O	2016-01-22	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	370		28 102
Schiefelbein, Jerry	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	142		11 935
Wilson, Tor David	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 488		68 310
Banque Canadienne Imperiale de Commerce									
<i>Actions ordinaires</i>									
CIBC	1		O	2016-01-11	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	88.6637	50 000
			O	2016-01-11	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	88.6637	0
			O	2016-01-12	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	88.6907	50 000
			O	2016-01-12	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	88.6907	0
			O	2016-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	87.8545	50 000
			O	2016-01-13	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	87.8545	0
			O	2016-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	86.2079	50 000
			O	2016-01-14	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	86.2079	0
			O	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	50 000	85.0186	50 000
			O	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	(50 000)	85.0186	0
Desjardins, Luc	4								
Fiducie Famille Luc Desjardins	PI		O	2015-12-31	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	548	96.0300	10 574
HASENFRATZ, LINDA	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	655	96.1400	9 246
Le Pan, Nicholas D'Orr	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	900	96.0900	3 117
Stevenson, Katharine Berghuis	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	523	96.1800	12 032
Zubrow, Barry Lee	4		O	2015-04-23	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	553	72.0900USD	553
<i>Droits RDSU</i>									
Belzberg, Brent	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 280	96.0500	31 262
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 377	94.8300	32 639
Colter, Gary F.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 302	96.0400	1 607
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	95.8500	1 644
Daniel, Patrick Darold	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 306	96.0700	14 915
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	621	94.9000	15 536
Giffin, Gordon D.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 041	96.0400	15 271
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	675	94.8300	15 946
Kelly, Kevin James	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 134	96.0600	5 252
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	181	95.1300	5 433
Le Pan, Nicholas D'Orr	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	337	94.7900	7 629
Manley, John Paul	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 299	96.2400	21 854
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	904	94.9000	22 758
Peverett, Jane Leslie	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 906	96.0300	12 571
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	525	94.8900	13 096
Turcotte, Martine	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 364	96.0800	3 893
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	111	95.4200	4 004
Tysoe, Ronald William	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 041	96.0400	26 548
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 196	94.8100	27 744
Banque Royale du Canada									
<i>Actions ordinaires</i>									
McKay, David Ian	4, 5		O	2016-01-22	D	51 - Exercice d'options	1 447	54.9900	7 320
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 447)	67.5748	5 873

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Tory, Jennifer Anne	5		O	2016-01-22	D	51 - Exercice d'options	1 034	54.9900	9 097
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(922)	67.6498	8 175
Options									
McKay, David Ian	4, 5		O	2016-01-22	D	51 - Exercice d'options	(1 447)	54.9900	785 419
Tory, Jennifer Anne	5		O	2016-01-22	D	51 - Exercice d'options	(1 034)	54.9900	121 776
Baytex Energy Corp.									
Actions ordinaires									
Desrosiers, Murray Joseph	5		O	2014-07-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 749	48.0800	
			M	2014-07-11	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 854	48.0800	29 944
GOEPEL, RUSTON ERNEST TREMAYNE	4		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	2.3900	81 304
Hercus, Cameron	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 900	2.7500	37 028
			O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	835	2.7500	37 863
			O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 042)	2.2100	36 821
Peters, Mary Ellen	4		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	230	2.7500	25 506
			O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	51	2.7500	25 557
			O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(107)	2.2100	25 450
Performance Awards									
Hercus, Cameron	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 300)		57 634
Peters, Mary Ellen	4		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(176)		34 283
Restricted Awards									
Hercus, Cameron	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(700)		31 034
Peters, Mary Ellen	4		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(44)		8 570
Bellatrix Exploration Ltd.									
Actions ordinaires									
Dunn, William Carmichael	4		O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	1.4300	938 228
Birchcliff Energy Ltd.									
Options									
Bosman, Myles	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	140 000	3.3500	817 000
Carlsen, Christopher Andrew	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	140 000	3.3500	825 200
Geremia, Bruno P.	5		O	2015-01-22	D	52 - Expiration d'options	(111 000)	9.7200	
			M	2015-01-22	D	52 - Expiration d'options	(55 500)	9.7200	537 000
			O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	140 000	3.3500	817 000
Humphreys, David	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	140 000	3.3500	817 000
Surbey, James William	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	140 000	3.3500	817 000
Tonken, Aaron Jeffery	4, 5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	140 000	3.3500	817 000
Bonavista Energy Corporation									
Actions ordinaires									
Brown, Ian Stephen	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	186	5.0300	54 450
Jensen, Bruce Wayne	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 600	3.8800	106 879
Lori Jensen (Spousal RRSP)	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 373		16 626
Kobelka, Dean Mark	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15 370	4.4900	121 595
Lake, Magni	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12 985	4.6100	41 660
Lee, Susan	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	311	4.6300	25 033
MacPhail, Keith A.J.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 329	5.0700	2 418 815
McKenzie, Margaret Anne	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	668	4.0400	18 193
Merkel, Wayne Edward	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 496	4.5800	90 344
Phillips, Robert	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	213	3.7500	4 419
Poelzer, Ronald J.M.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 166	5.0900	208 677
Ranger, Colin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12 472	4.6400	44 067
Robinson, Lynda Julie	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14 847	4.8100	63 788
Shimek, Scott	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	11 146	4.5000	29 719
Skehar, Jason Edward	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	33 320	5.0400	309 342
Alex Kildaw Trust (RESP)	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	307		1 521
Lori Skehar	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	137	1660.0000	1 660
Samantha Kildaw Trust (RESP)	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	227		546
Shaleen Griffin Trust (RESP)	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38		556

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Tegan Skehar Trust (RESP)	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	330		1 768
Tyler Skehar Trust (RESP)	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	345		1 975
Slubicki, Christopher Paul	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	567	4.3500	27 441
Stewart, Cory James	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12 880	4.5000	57 162
Wilhelm, Scott	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 221	457.0000	43 671
Boralex inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ouellet, Gabriel	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	320	13.4818	692
Thibodeau, Jean-François	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 258	13.4813	5 760
<i>Débiteures convertibles</i>									
Aubut, Denis	5		O	2015-09-30	D	97 - Autre	(\$ 2 485.00)		\$ 0.00
Girardin, Hugues	5		O	2015-09-30	D	97 - Autre	(\$ 85.00)		\$ 0.00
Ouellet, Gabriel	5		O	2015-09-30	D	97 - Autre	(\$ 67.00)		\$ 0.00
Boss Power Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Netolitzky, Ronald Kort	4, 3		O	2007-09-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2014-04-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2014-04-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M''	2014-04-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'''	2015-07-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			162 500
<i>Options</i>									
Netolitzky, Ronald Kort	4, 3		O	2007-09-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2014-04-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2015-07-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Boston Pizza Royalties Income Fund									
<i>Parts</i>									
Boston Pizza Royalties Income Fund	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 200	15.4767	14 400
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	7 200	15.7569	21 600
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	7 200	16.4819	28 800
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	7 200	16.4800	36 000
			O	2016-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	7 200	16.3331	43 200
BrightPath Early Learning Inc. (formerly Edleun Group, Inc.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
BrightPath Early Learning Inc.	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.2800	93 000
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.2750	103 000
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.2778	113 000
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.2700	123 000
			O	2016-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.2700	133 000
			O	2016-01-27	D	38 - Rachat ou annulation	10 000	0.2700	143 000
Brisset Beer International, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gauvin, Jason	3	R	O	2015-05-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			145 000
Johal, Barinder	3	R	O	2015-02-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			135 000
Sandberg International Limited	3	R	O	2014-11-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			125 000
<i>Bons de souscription Class A</i>									
Gauvin, Jason	3		O	2015-05-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			145 000
Johal, Barinder	3		O	2015-02-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			135 000
Sandberg International Limited	3		O	2014-11-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			125 000
<i>Bons de souscription Class B</i>									
Gauvin, Jason	3		O	2015-05-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			145 000
Johal, Barinder	3		O	2015-02-27	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			135 000
Sandberg International Limited	3		O	2014-11-10	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			125 000
Brookfield Asset Management Inc.									
<i>Actions ordinaires Class A Limited Voting</i>									
Brookfield Asset Management Inc.	1		O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	(1 335 835)		15 800
			O	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	(15 800)		0

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	151 300	40.4000	151 300
			O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	318 200	27.9100USD	469 500
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	331 871	26.7898USD	801 371
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	189 600	28.0584USD	990 971
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	138 500	28.8602USD	1 129 471
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	(1 129 471)		0
BRP Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Langelier, Martin	5		O	2016-01-22	D	51 - Exercice d'options	3 984	0.1500	49 480
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(43)	15.5400	49 437
<i>Options</i>									
Langelier, Martin	5		O	2016-01-22	D	51 - Exercice d'options	(3 984)	0.1500	43 400
Caldwell U.S. Dividend Advantage Fund									
<i>Parts</i>									
Caldwell US Dividend Advantage Fund	1		O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	8.4980	118 200
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	8.2485	120 200
Calfrac Well Services Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Ellingson, Mark Ryan	5		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	44	1.1500	3 918*
Leier, Chad Jeremy	5	R	O	2015-12-16	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 500	1.4700	7 302*
			O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	52	1.1500	7 354*
Link, Lindsay Robert	5		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	83	1.1500	12 090*
McNulty, Michael Joseph	5		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	48	1.1500	15 084*
Medvedic, Tom	5		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	96	1.1500	16 899*
Olinek, Michael Dean	5		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43	1.1500	4 726*
Paslawski, Basil Mark	5		O	2015-05-20	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 120)		0
			M	2015-05-20	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(2 120)		0
Rokosh, Gary John	5		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	79	1.1500	14 868*
Sutherland, Robert	5		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	52	1.1500	11 890*
Toney, Freddie Lynn	5		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15	1.1500	1 362*
Callidus Capital Corporation									
<i>Deferred Share Units (DSUs)</i>									
Davis, Virginia Ann	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	80		3 770
Donath, Tibor	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	80		3 770
sutin, david earl	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	80		3 770
Canaccord Genuity Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Barlow, Jeffrey Griffin	7								
HSBC InvestDirect	PI		O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 053	4.1700	3 404
Daviau, Daniel Joseph	7								
HSBC InvestDirect on behalf of the insider's RRSP	PI		O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 440	4.1700	5 264
Canadian Natural Resources Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bieber, Corey B.	5								
Solium	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 969	33.8300	52 434*
Mendes, Paul Martin	5								
RBC Dominion Securities - Joint	PI		O	2016-01-21	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 650		15 150
Solium	PI		O	2016-01-21	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 650)		5 914
<i>Options</i>									
Bieber, Corey B.	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	62 500	22.9000	465 000*
Doucet, Real J. H.	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	62 500	22.9000	437 500
Edwards, Norman Murray	4, 5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	300 000	22.9000	2 050 000
Fichter, Darren	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	62 500	22.9000	364 000
Jocksch, Terry James	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	62 500	22.9000	575 000
Laut, Stephen W.	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	250 000	22.9000	2 100 000
McKay, Timothy Shawn	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	125 000	22.9000	1 150 000

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Peterson, William Robert	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	62 500	22.9000	575 000*
Stagg, Kendall W.	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	62 500	22.9000	400 000
Stauth, Scott Gerald	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	62 500	22.9000	535 000
wilson, jeffrey warren	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	25 000	22.9000	350 045
CANADIAN RESOURCES INCOME TRUST									
Parts de fiducie									
Canadian Resources Income Trust	1	R	O	2015-12-07	D	38 - Rachat ou annulation	135 369	8.6750	135 369*
			O	2015-12-07	D	38 - Rachat ou annulation	(135 369)	8.6750	0
Canadian Utilities Limited									
Actions ordinaires Class B									
Heathcott, Linda A.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	1999-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	289 608		289 608
Southern, Nancy C.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI	4, 7, 6, 5	O	2003-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	289 608		289 608
Actions privilégiées Series AA									
Heathcott, Linda A.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	1999-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	376 000		376 000
Southern, Nancy C.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI	4, 7, 6, 5	O	2003-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	376 000		376 000
Actions privilégiées Series BB									
Heathcott, Linda A.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	1999-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	340 000		340 000
Southern, Nancy C.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI	4, 7, 6, 5	O	2003-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	340 000		340 000
Actions privilégiées Series CC									
Heathcott, Linda A.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	1999-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	100 000		100 000
Southern, Nancy C.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI	4, 7, 6, 5	O	2003-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	76 000		76 000
Actions privilégiées Series DD									
Heathcott, Linda A.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	1999-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	100 000		100 000
Southern, Nancy C.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI	4, 7, 6, 5	O	2003-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	100 000		100 000
Actions privilégiées Series Y									
Heathcott, Linda A.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	1999-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	120 000		120 000
Southern, Nancy C.									
The Estate of Ronald D. Southern	PI	4, 7, 6, 5	O	2003-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Bichsel, Matthias F.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 373	35.3300	3 671
Charlton, Loraine M.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 519	35.0500	20 919
Francis, Robert, B	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 519	35.3200	11 729
Heathcott, Linda A.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 717	35.4100	1 809
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	1999-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	833 519		833 519
Normand, Robert John	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 794	35.1200	17 687
Politicchio, Sett F.	5		O	2015-12-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 100)		
			M	2015-12-30	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(2 100)	32.3600	18 542
Rangel, Hector A.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 375	35.3200	3 769
Reed, Laura A.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 164	35.2600	2 558
Sembo, William, George	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 394	35.3900	9 790
SIMPSON, JAMES W.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 776	35.1900	18 739
Southern, Nancy C.	4, 7, 6, 5								
The Estate of Ronald D. Southern	PI		O	2003-01-09	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	97 - Autre	833 519		833 519
Urwin, Roger J.	6		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	56	34.4000	19 156
Watson, Karen M	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	611	35.3200	32 178
WILSON, Charles W.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	951	35.4300	78 712
Canadian World Fund Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lally, A. Michelle	4		O	2015-04-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-09-23	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 770	5.0720	8 770
Canlan Ice Sports Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
The Article 6 Marital Trust created under the First Amended	3		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	200	3.2400	2 069 100
			O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	3.2500	2 069 700
Canyon Services Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
den Engelsen, Todd Anthony	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	42 900		50 500
			O	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(42 900)	3.0500	7 600
Fedora, Bradley P. D.	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	107 000		929 200
			O	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(107 000)	3.0500	822 200
Matthies, Jeremy Paul	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	40 500		52 163
			O	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(40 500)	3.0500	11 663
O'Brien, Finbarr (Barry) Joseph	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	59 800		164 800
			O	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(59 800)	3.0500	105 000
Thue, Todd Garth	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	56 100		137 296
			O	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(56 100)	3.0500	81 196
Vozniak, Charles R.	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	47 400		72 400
			O	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(47 400)	3.0500	25 000
Walker, Quentin Maurice	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	34 300		34 300
			O	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(34 300)	3.0500	0
<i>Stock Based Units</i>									
den Engelsen, Todd Anthony	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(42 900)		76 100
Fedora, Bradley P. D.	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(107 000)		269 745
Matthies, Jeremy Paul	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(40 500)		84 101
O'Brien, Finbarr (Barry) Joseph	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(59 800)		150 323
Thue, Todd Garth	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(56 100)		146 323
Vozniak, Charles R.	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(47 400)		108 224
Wagner, Kenneth Arnold	5		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(51 400)	3.9771	84 300
Walker, Quentin Maurice	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	(34 300)		68 400
Capital Power Corporation									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Mulligan, Margaret Jean	4		O	2015-05-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	15	23.7854	11 965
			O	2015-07-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	17	21.4762	11 948
			O	2015-10-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	21	18.9110	12 177
Capstone Mining Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Grm Investments Ltd.	3		O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 300 000	0.3000	48 709 261
Cardinal Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brussa, John Albert	4		O	2016-01-21	D	54 - Exercice de bons de souscription	10 000		640 203
<i>Bons de souscription</i>									
Brussa, John Albert	4		O	2016-01-21	D	54 - Exercice de bons de souscription	(10 000)		10 000
Celestica Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
DelBianco, Elizabeth	7, 5		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 767	13.6800	106 540
McCaughey, Michael	7, 5		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 330	13.6800	72 743
McIntosh, Glen	5		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 253	13.6800	112 284
Myers, Darren	7, 5		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	10 967	13.6800	98 847
<i>Restricted Share Units</i>									
DelBianco, Elizabeth	7, 5		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(21 036)	13.6800	155 110
McCaughey, Michael	7, 5		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(22 143)	13.6800	160 034
McIntosh, Glen	5		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(19 929)	13.6800	144 771
Myers, Darren	7, 5		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(23 620)	13.6800	166 597
Cenovus Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Reid, Alan Craig	5	R	O	2015-04-10	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	495	21.9400	11 327
Central GoldTrust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Sprott Asset Management LP	3								
Sprott Asset Management Gold Bid LP	PI		O	2016-01-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-15	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	3 479 174	12.9900	3 479 174
			O	2016-01-15	I	38 - Rachat ou annulation	(3 479 173)	12.9900	1
Cervus Equipment Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Drake, Graham	4								
SPOUSAL RRSP - Holly Drake	PI		O	2016-01-15	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	703	12.6400	42 539*
<i>Actions ordinaires Deferred Shares</i>									
Drake, Graham	4		O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	651	13.0700	39 370*
Chemtrade Logistics Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Bhardwaj, Rohit	5								
Family Trust - Bhardwaj 2015 Family Trust	PI		O	2006-01-23	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Chinook Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dube, Brent Stephen	5		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 105)	0.4500	64 278
Chorus Aviation Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Collins, Gary	4		O	2014-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	9 964		95 523
Cramm, Karen	4		O	2014-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 128		48 423
Falconer, Richard Douglas	4		O	2014-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 740		37 728
Isaacs, Sydney John	4, 7		O	2014-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	5 832		54 691
MacCormack, G. Ross	4		O	2014-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	8 819		80 776
McCoy, Richard H.	4		O	2014-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	13 755		131 881
Cipher Pharmaceuticals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
Aigner, Stefan	4		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	366	5.1000	16 956
Chyphyha, Joan	5		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	78	5.1000	1 584
Claypool, William	4		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	78	5.1000	156 996
McDole, Gerald P.	4		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	157	5.1000	52 741
O'Brien, Shawn Patrick	5		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	177	5.1000	41 185
Spina, Mark	7		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	253	3.6300USD	1 526
Wellner, Thomas Gordon	4		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	670	5.1000	4 585
Wiseman, Stephen R.	4		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 186	5.1000	6 141
Cogeco Communications Inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>									
ALVES, ELIZABETH	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	144	61.5900	1 211
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(144)	61.5900	1 067
St-Pierre, Louise	5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	21	64.9300	3 429
			O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 429)	61.2900	0
<i>Incentive Units / Unités incitatives</i>									
ALVES, ELIZABETH	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(275)	61.5900	
			M	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(275)	61.5900	400
Cogeco Inc									
<i>Actions à droit de vote subalterne actions subalternes à droit de vote</i>									
ALVES, ELIZABETH	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	117	49.0080	763
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(117)	49.0080	646
<i>Incentive Units/Unités incitatives</i>									
ALVES, ELIZABETH	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(216)	49.0080	
			M	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(216)	49.0080	1 626
Compagnie Pétrolière Impériale Ltée									
<i>Droits</i>									
Gallant, Richard John	5		O	2009-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 325		
			M	2009-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 325		4 325
			O	2010-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 950		
			M	2010-12-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 950		9 275
			O	2011-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 600		
			M	2011-12-05	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 600		14 875
			O	2012-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 550		
			M	2012-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 550		19 425
			O	2013-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 900		
			M	2013-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 900		26 325
			O	2014-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		
			M	2014-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 000		31 325
			O	2015-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 400		
			M	2015-12-04	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 400		33 725
COMPASS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
COMPASS Income Fund	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	500	9.3000	32 781 362
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	9.7000	32 780 362
Concordia Healthcare Corp. (formerly Mercari Acquisition Corp.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Borkowski, Edward	4		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 302		9 217
Deeth, Douglas Norman	4		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 302		11 539
Fuhrmann, Rochelle	4		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 302		6 217
Kupinsky, Jordan	4		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 866		7 206
<i>Parts Restricted Share Units</i>									
Borkowski, Edward	4		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 208	41.8000	5 208
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 302)		3 906
Deeth, Douglas Norman	4		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 208	41.8000	5 208

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Condor Petroleum Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
EurAsia Resource Value SE	3		O	2016-01-18	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(92 993 158)	0.0800	
Novolog B.V.	3		O	2016-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI	(92 993 158)		0
			O	2016-01-18	D	90 - Changements relatifs à la propriété	92 993 158	0.0800	92 993 158
<i>Options</i>									
Novolog B.V.	3		O	2016-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Corporation Aurifère Monarques (auparavant RESSOURCES MONARQUES INC.)									
<i>Bons de souscription</i>									
Baril, Michel	4		O	2015-12-14	D	55 - Expiration de bons de souscription	(10 000)	0.3000	40 000
Corporation Capital Quinto Real									
<i>Actions ordinaires Catégorie "A"</i>									
Corporation TomaGold	3		O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	54 000	0.0400	1 810 000
			O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	99 000	0.0400	1 909 000
Corporation Minière Golden Share									
<i>Actions ordinaires</i>									
Zeng, Nick Nianqing	4, 5		O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.0838	1 080 000*
Keystone Associates Inc.	PI		O	2016-01-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0810	1 090 000*
Corus Entertainment Inc.									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Cecchini, Mario	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 201
<i>Deferred Share Units (DSUs) - Officer Plan (Cash)</i>									
Fullerton, Cheryl Ann	5		O	2015-11-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 500
<i>Options</i>									
Bohm, Colin	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	29 700	10.3800	29 700
Cecchini, Mario	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	32 100	10.3800	32 100
Dyer, Donald Scott	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	63 100	10.3800	245 300
Fullerton, Cheryl Ann	5		O	2015-11-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	24 700	10.3800	24 700
Hale, Maria	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	29 700	10.3800	29 700
Maavara, Gary Aksel	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	54 100	10.3800	169 900
MacDonald, John Joseph	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	31 900	10.3800	31 900
MacKrell, Gerry	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	29 700	10.3800	29 700
McNair, Kathleen	5		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	54 100	10.3800	
			M	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	54 100	10.3800	173 000
Murphy, Douglas Donovan	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	328 500	10.3800	660 700
Peddie, Tom	5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	95 400	10.3800	342 800
Schaefer, Susan Marie	5		O	2015-09-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	29 700	10.3800	29 700
Shaw, Heather Ann	4		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	346 700	10.3800	1 120 400
<i>Performance Share Units (PSUs) - Officer Plan</i>									
Fullerton, Cheryl Ann	5		O	2015-11-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			5 100

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Crescent Point Energy Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Borggard, Bradley Harlan	5		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 875		53 575
			O	2016-01-19	D	97 - Autre	(2 820)		50 755
Christie, Derek Wayne	5		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 375		226 113
			O	2016-01-19	D	97 - Autre	(3 060)		223 053
Eade, Mark Gordon	5		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 375		3 175
			O	2016-01-19	D	97 - Autre	(1 140)		2 035
Gritzfeldt, Ryan Chad Raymond	5		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 875		140 532
			O	2016-01-19	D	97 - Autre	(3 300)		137 232
LAMONT, KENNETH	5		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 500		187 770
			O	2016-01-19	D	97 - Autre	(3 750)		184 020
MacDonald, Tamara	5		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	7 500		333 308
			O	2016-01-19	D	97 - Autre	(3 600)		329 708
Saxberg, Scott	4		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	51 034		551 029
			O	2016-01-19	D	97 - Autre	(24 497)		526 532
Smith, Clifford Neil	5		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 500		322 240
			O	2016-01-19	D	97 - Autre	(4 080)		318 160
Stangl, Trent Terry	5		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 000		212 057
			O	2016-01-19	D	97 - Autre	(2 880)		209 177
Toews, Steven George	5		O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 625		208 222
			O	2016-01-19	D	97 - Autre	(2 813)		205 409
<i>Restricted Share Units</i>									
Borggard, Bradley Harlan	5		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	23 500		88 152
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 875)		82 277
Christie, Derek Wayne	5		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	25 500		113 708
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 375)		107 333
Eade, Mark Gordon	5		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	9 500		63 500
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 375)		61 125
Gritzfeldt, Ryan Chad Raymond	5		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	27 500		126 556
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 875)		119 681
LAMONT, KENNETH	5		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		136 123
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 500)		128 623
MacDonald, Tamara	5		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000		146 588
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(7 500)		139 088
Saxberg, Scott	4		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	204 135		541 891
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(51 034)		490 857
Smith, Clifford Neil	5		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	34 000		170 321
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(8 500)		161 821
Stangl, Trent Terry	5		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	24 000		110 150
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 000)		104 150
Toews, Steven George	5		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 500		102 014
			O	2016-01-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 625)		96 389
Crius Energy Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Ajello, James	4		O	2014-06-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 592		
			M	2014-06-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 858		5 990
Burden, Brian	4		O	2014-06-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 592		
			M	2014-06-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 858		5 990
Huggard, Robert James	4		O	2014-06-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 592		
			M	2014-06-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 858		5 990
Kerr, David	4		O	2014-06-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 592		
			M	2014-06-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 858		5 990
Sullivan, Daniel Francis	4		O	2014-06-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 592		
			M	2014-06-19	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 858		5 990
DELPHI ENERGY CORP.									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Batteke, Hugo	5		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7 380	0.7900	320 194
Galvin, Michael	5		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7 730	0.7900	180 728
Hume, Rod Allan	5		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	8 588	0.7900	282 696
Kohlhammer, Brian	5		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	9 125	0.7900	232 145
Reid, David James	4, 5		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10 735	0.7900	406 691
Denison Mines Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Stefan, Catherine Jean Garrett	4		O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.5800	100 000
DIRTT Environmental Solutions Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Turner, Denise Eileen	4		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 300	5.5887	15 500*
Dream Office Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie Series A</i>									
Dream Office Real Estate Investment Trust	1		O	2016-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	25 000	14.2818	25 000
			O	2016-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	(25 000)		0
			O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	15 200	14.4013	15 200
			O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	(15 200)		0
DREAM Unlimited Corp.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
DREAM Unlimited Corp.	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	6.2500	1 000
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	(1 000)		0
Dundee Precious Metals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
GMT Capital Corp	3								
Bay II Resource Partners LP	PI		O	2016-01-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 100	0.7200USD	3 295 700*
			O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 200	0.7300USD	3 304 900*
			O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 900	0.7300USD	3 324 800*
			O	2016-01-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	41 500	0.7500USD	3 366 300*
Bay Resource Partners LP	PI		O	2016-01-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 600	0.7200USD	4 657 500*
			O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 900	0.7300USD	4 669 400*
			O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 600	0.7300USD	4 695 000*
			O	2016-01-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	53 700	0.7500USD	4 748 700*
Bay Resource Partners Offshore Master Fund LP	PI		O	2016-01-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 900	0.7200USD	6 856 400*
			O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	22 100	0.7300USD	6 878 500*
			O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	47 700	0.7300USD	6 926 200*
			O	2016-01-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	99 800	0.7500USD	7 026 000*
Lyxor/Bay Resource Partners Offshore Fund Ltd	PI		O	2016-01-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 300	0.7200USD	960 900*
			O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 800	0.7300USD	962 700*
			O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 800	0.7300USD	966 500*
			O	2016-01-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.7500USD	974 500*
Thomas Claugus	PI		O	2016-01-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 200	0.7200USD	764 900*
			O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 700	0.7300USD	766 600*
			O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 700	0.7300USD	770 300*
			O	2016-01-26	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 700	0.7500USD	778 000*
Echelon Financial Holdings Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Ross, Alistair Angus Hugh	7	R	O	2015-04-06	D	56 - Attribution de droits de souscription	367	15.9400	3 592
			R	2015-07-02	D	56 - Attribution de droits de souscription	346	15.6100	3 938
			R	2015-10-09	D	56 - Attribution de droits de souscription	478	13.9900	4 416
			R	2016-01-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	869	13.4100	5 285
Enbridge Inc.									
<i>Actions privilégiées Series F</i>									
Beaumont, Glenn William	7	R	O	2015-12-08	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	225	15.4200	400
Enbridge Income Fund									
<i>Trust Units</i>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Enbridge Income Fund Holdings Inc.	3		O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	54 469	26.3900	97 241 387
Enbridge Income Fund Holdings Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Enbridge Inc.	3		O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	10 840	26.3900	19 352 998
EnerCare Inc. (formerly The Consumers' Waterheater Income Fund)									
<i>Performance Units</i>									
Zaguskin, Irit (Irene)	5		O	2016-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			12 484
Enerplus Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Roane, Glen Dawson	4		O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	2.7800	65 000
Equitable Group Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Wilson, Timothy James	5		O	2015-03-10	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(400)		58*
TFSA	PI		O	2012-01-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-03-10	I	90 - Changements relatifs à la propriété	400		400*
Equitorial Exploration Corp.									
<i>Options</i>									
DHILLON, SATVIR SINGH SAF	4		O	2015-12-22	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			300 000
EXFO Inc. (anciennement EXFO Ingénierie Electro-Optique Inc.)									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Rouleau, Sylvain	5		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 788	4.2000	3 788
			O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 788)	4.1900	0
<i>Restricted Share Units</i>									
Rouleau, Sylvain	5		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 788)	4.2000	73 378
Exploration Khalkos Inc.									
<i>Bons de souscription</i>									
Cantin, Nicolas	4		O	2015-12-13	D	58 - Expiration de droits de souscription	(15 000)	0.1200	
			M	2015-12-13	D	55 - Expiration de bons de souscription	(15 000)	0.1200	0
Exploration NQ inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Société de développement de la Baie-James (SDBJ)	3		O	2016-01-06	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	240 658	0.0500	8 144 107
Exploration Puma Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Cordick, Arness William Ross	4, 3	R	O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 000	0.0300	11 559 000
Fiducie dactifs durables non traditionnels Dream									
<i>Parts</i>									
Dream Asset Management Corporation	5		O	2016-01-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 400	5.1545	2 040 900
Dream Unlimited Corp.	PI		O	2016-01-19	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 500	5.1764	2 071 400
			O	2016-01-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	130 000	5.0212	2 201 400
			O	2016-01-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 000	5.1142	2 219 400
			O	2016-01-22	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 700	5.2653	2 234 100
Dream Hard Asset Alternatives Trust	1		O	2016-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	11 022	5.1752	11 022
			O	2016-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	(11 022)		0
			O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	14 222	5.1887	14 222
			O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	(14 222)		0
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	14 222	5.0438	14 222
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	(14 222)		0
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	14 222	5.1161	14 222
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	(14 222)		0
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	5.2657	2 800
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	(2 800)		0
Financière Sun Life inc.									
<i>Débentures Series A</i>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Harris, M. Marianne	4		O	2013-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2013-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M'	2013-12-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 250 000.00
			O	2015-11-23	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 250 000.00)		\$ 0.00
First National Financial Corporation									
<i>Actions privilégiées FN.PR.A</i>									
Tawse, Moray	4, 7, 5								
Joanne Tawse	PI		O	2016-01-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	300	10.1000	600
Webcom Pension Plan	PI		O	2016-01-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	9.4740	109 900
			O	2016-01-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	9.5000	110 900
			O	2016-01-18	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	9.4990	104 900
First National Mortgage Investment Fund									
<i>Class H Units</i>									
First National Financial Corporation	3		O	2014-06-30	D	38 - Rachat ou annulation	(138 000)		782 000
Fonds de placement immobilier BTB									
<i>Parts de fiducie</i>									
Cyr, Benoit	5								
Guy Cyr	PI		O	2007-04-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-25	C	97 - Autre	2 000		2 000
Guy Cyr - CELI	PI		O	2007-04-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-25	C	97 - Autre	7 100		7 100
Guy Cyr - FEER	PI		O	2007-04-01	C	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-25	C	97 - Autre	5 000		5 000
Léonard, Michel	4, 5		O	2015-12-31	D	35 - Dividende en actions	2 816		46 756
Les Placements M.L. Léonard inc.	PI		O	2015-12-31	I	35 - Dividende en actions	20 325		355 518
Lillian Léonard	PI		O	2015-12-31	C	35 - Dividende en actions	919		2 919
Proteau, Jocelyn	4		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	920	4.0300	62 819
Fortis Inc.									
<i>Performance Share Units (UNS)</i>									
Hutchens, David Gerard	7		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	158	36.2024	17 068*
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	173	36.8399	17 241*
Larson, Kevin	7		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	70	36.2024	7 568*
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	77	36.8399	7 645*
<i>Restricted Share Units (UNS)</i>									
Hutchens, David Gerard	7		O	2015-09-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	79	36.2020	8 534*
			O	2015-12-01	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	86	36.8400	8 620*
Freehold Royalties Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacKenzie, Susan Mary	4		O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	10.0350	8 000
George Weston Limitée									
<i>Actions privilégiées Series 1</i>									
Dart, Robert John	6		O	2016-01-18	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	(21 000)	25.0200	1 000
Glen Eagle Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lavigueur, Denis	3		O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0700	11 417 000
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.0750	11 418 000
			O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000	0.0700	11 432 000
			O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 000	0.0750	11 435 000
Global Dividend Growers Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Global Dividend Growers Income Fund	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	11.5600	2 714 956
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	11.5780	2 715 956
			O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(9 500)	11.7000	2 706 456
Global Healthcare Dividend Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Global Healthcare Dividend Fund	1		O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	11.2547	3 636 713

Émetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-ri- se	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Global Infrastructure Dividend Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Global Infrastructure Dividend Fund	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	700	7.7329	1 823 500
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	8.0043	1 824 900
Global Real Estate Dividend Growers Corp.									
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>									
Global Real Estate Dividend Growers Corp.	1		O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	8.3944	363 200
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	8.2536	366 000
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	8.3933	366 300
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	8.5013	367 900
			O	2016-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	200	8.4500	368 100
Globalance Dividend Growers Corp.									
<i>Actions ordinaires Equity Shares</i>									
Globalance Dividend Growers Corp.	1		O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	8.3414	191 300
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	8.1391	193 600
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	3 400	8.0306	197 000
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	6 100	8.2675	203 100
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	500	8.3900	203 600
Gluskin Sheff + Associates Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Themens, Pierre-Andre	4		O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 500	15.3580	6 000
Goldcorp Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Belleau, Guy	7		O	2015-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2015-02-13	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			12 063
Golden Valley Mines Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lee, Jimmy S.H.	3		O	2016-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			10 947 000
<i>Bons de souscription</i>									
Lee, Jimmy S.H.	3		O	2016-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 750 000
<i>Débetures convertibles</i>									
Lee, Jimmy S.H.	3		O	2016-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2016-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			\$ 415 000.00
Goldrush Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Dundee Corporation	3								
Goodman & Company, Investment Counsel Inc.	PI		O	2016-01-18	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(14 500 000)		0
Ravensden Alternative Group	PI		O	2016-01-18	I	22 - Acquisition ou aliénation suivant une offre publique d'achat, regroupement ou acquisition	(6 000 000)		0
Groupe BMTC Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Des Groseillers, Marie-Berthe	4, 5		O	2016-01-25	D	97 - Autre	1 000	13.0000	24 582
			O	2016-01-26	D	97 - Autre	1 000	13.0000	25 582
Tanguay, Jacques	7		O	2016-01-20	D	97 - Autre	1 000	13.0000	65 492
			O	2016-01-20	D	97 - Autre	7	13.0900	65 499
Groupe Colabor Inc.									
<i>Débetures convertibles 5,70 échéance le 30 avril 2017</i>									
The Article 6 Marital Trust created under the First Amended	3		O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 1 000.00	58.9900	\$ 900 000.00
			O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 2 000.00	57.4800	\$ 902 000.00
			O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 1 000.00	57.3900	\$ 903 000.00

Émetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Groupe DATA Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
			O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 1 000.00	57.1900	\$ 904 000.00
			O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 1 000.00	57.1800	\$ 905 000.00
			O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 6 000.00	56.9900	\$ 911 000.00
			O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 1 000.00	56.9900	\$ 912 000.00
Groupe DATA Ltée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gladwish, Jeff	5		O	2015-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	85 021		87 021
Wittal, Stephen	5		O	2015-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	261 776		289 991
<i>Débiteures convertibles 6.00 Convertible Unsecured Subordinated Debenture</i>									
Gladwish, Jeff	5		O	2014-11-24	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			R	2015-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 1 000.00	414.9000	
			M	2015-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 1 000.00	41.4900	\$ 1 000.00
			R	2015-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 3 000.00	1245.0000	
			M	2015-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 3 000.00	41.5000	\$ 4 000.00
			O	2015-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 2 923.00)		\$ 1 077.00
Wittal, Stephen	5		O	2011-12-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			R	2015-11-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 12 000.00	41.4992	\$ 12 000.00
			O	2015-12-23	D	38 - Rachat ou annulation	(\$ 9 000.00)		\$ 3 000.00
Groupe DMD connexions santé numériques inc. (anciennement Aptilon Corporation)									
<i>Actions ordinaires</i>									
BROSSEAU, ANDRE	4		O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.2250	4 412 000
			O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 500	0.2200	4 431 500
Groupe Restaurants Imvescor Inc.									
<i>Options</i>									
Bergeron, Nicolas	5		O	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		
			M	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		25 000
Breton, Isabelle	5		O	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		
			M	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		25 000
Dugas, Vincent	5		O	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		
			M	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		25 000
Fhima, Sandrine	5		O	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		
			M	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		25 000
Hennessey, Frank	4, 5		O	2015-11-01	D	50 - Attribution d'options	400 000		
			M	2015-11-01	D	50 - Attribution d'options	400 000		1 100 000
Longtin, Robert	4		O	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		
			M	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		25 000
Prontzos, John	4		O	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		
			M	2016-01-14	D	50 - Attribution d'options	25 000		25 000
Groupe WSP Global Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Seccareccia, Pierre	4		O	2016-01-20	D	35 - Dividende en actions	30	39.0600	3 211
Healthcare Leaders Income Fund									
<i>Parts</i>									
Healthcare Leaders Income Fund	1		O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 000		5 000
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	(5 000)		0
High Rock Canadian High Yield Bond Fund									
<i>Parts de fiducie Class A Units</i>									
High Rock Canadian High Yield Bond Fund	1		O	2014-08-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			R	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	1 072 065	7.5256	1 072 065*
			O	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(1 072 065)	7.5256	0
Hinterland Metals Inc.									
<i>Options Incentive Stock Options</i>									
MARTIN, INGRID	5		O	2016-01-07	D	52 - Expiration d'options	(118 750)	0.6400	0
Holloway Lodging Corporation									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Haw, Dustin	4		O	2016-01-21	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(7 400)		14 800
Sharon Banbury	PI		O	2013-09-18	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	90 - Changements relatifs à la propriété	7 400	4.8500	
			M	2016-01-21	I	90 - Changements relatifs à la propriété	7 400		7 400
HudBay Minerals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Caba, Eric Edward	5		O	2016-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 807
<i>Droits Share Units</i>									
Caba, Eric Edward	5		O	2016-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			12 733
IAMGOLD Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Banducci, Carol	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	20 000	1.8400	188 176
Letwin, Stephen Joseph James	4		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	39 499	1.8400	473 772
			O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	20 911	1.8400	494 683
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48 949	3.3200	434 273
Little, Benjamin Richard	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 182	1.8400	36 907
MacDougall, Craig Stephen	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	5 576	1.8400	38 666
Snow, Jeffery Alexander	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	9 000	1.8400	184 569
Stothart, Peter Gordon	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	19 035	2.4800	99 679*
			O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	6 500	1.8400	106 179*
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(3 480)	1.8400	102 699*
			O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	20 000	1.8400	122 699*
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 706)	1.8400	111 993*
<i>Performance Share Units</i>									
Banducci, Carol	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(20 000)	1.8400	0
Letwin, Stephen Joseph James	4		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(20 911)	1.8400	24 089
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	(24 089)	1.8400	0
Little, Benjamin Richard	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 182)	1.8400	4 818
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	(4 818)	1.8400	0
MacDougall, Craig Stephen	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(5 576)	1.8400	6 424
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	(6 424)	1.8400	0
Snow, Jeffery Alexander	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(9 000)	1.8400	0
Stothart, Peter Gordon	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(20 000)	1.8400	0
<i>Restricted Share Awards</i>									
Letwin, Stephen Joseph James	4		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(39 499)	1.8400	335 501
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	(45 501)	1.8400	290 000
Stothart, Peter Gordon	5		O	2016-01-20	D	57 - Exercice de droits de souscription	(6 500)	1.8400	90 000*
Imaflex Inc.									
<i>Bons de souscription</i>									
Baril, Michel	4		O	2015-12-31	D	58 - Expiration de droits de souscription	(5 000)	0.6500	
			M	2015-12-31	D	55 - Expiration de bons de souscription	(5 000)	0.6500	0
Imperial Metals Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Imperial Metals Corporation	1		O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	4 500	4.6500	4 945
Inca One Gold Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Kelly, Edward John	4								
EKELLY Investments	PI		O	2016-01-20	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(200 000)	0.2100	
			M	2016-01-20	I	47 - Acquisition ou aliénation par don	(200 000)	0.0800	259 662
Indexplus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
INDEXPLUS Income Fund	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	900	8.9233	37 600 662
Intact Corporation financière									
<i>Deferred Share Units for Directors</i>									
Crispin, Robert William	4		O	2014-01-15	D	46 - Contrepartie de services	96	68.9300	

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre Initié Porteur inscrit									
			M	2014-01-15	D	46 - Contrepartie de services	178	68.9300	6 799
INTEGRATED ASSET MANAGEMENT CORP.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Felkai, Tom	8		O	2016-01-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	28 000	1.0000	81 800
Koloshuk Farrugia Corp.	3		O	2016-01-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30 000	1.0000	9 421 241
Robertson, John	4, 7		O	2016-01-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30 000	1.0000	221 318*
			O	2016-01-22	D	51 - Exercice d'options	70 000	0.7000	291 318
Robson, Philip Spencer	7		O	2016-01-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	30 000	1.0000	189 805
<i>Options</i>									
Robertson, John	4, 7		O	2016-01-22	D	51 - Exercice d'options	(70 000)	0.7000	50 000
IntelGenx Technologies Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Boudreau, James Bernard	4		O	2006-11-03	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	38 000	0.7200	38 000*
Jean Boudreau	PI		O	2006-11-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	0.5900	7 500*
			O	2016-01-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	0.6400	15 000*
			O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	12 000	0.7200	27 000*
Godin, André	5		O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.5800	64 500*
<i>Options</i>									
Boudreau, James Bernard	4		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		267 500
Marinucci, Giovanni (John)	4		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		100 000*
Mayr, Clemens	4		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		125 000*
Melchers, Bernd Josef	4		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		125 000*
Troup, John Archibald	4		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	50 000		200 000
InterRent Real Estate Investment Trust									
<i>Deferred Units</i>									
Awrey, Brian	5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 628		109 484
Inventronics Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
MONETTE, SERGE	3		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	0.1500	176 100
RETROMOBILE INC	PI		O	2016-01-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.1550	447 000
Ivanhoe Mines Ltd.									
<i>Droits Restricted Share Units</i>									
Friedland, Robert Martin	4, 6, 5, 3		O	2012-12-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 750 000		
			M	2015-12-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 750 000		1 750 000
Kelt Exploration Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lalani, Sadiq	5								
Employee Stock Savings Plan Trust Account	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 674	4.4800	5 667
Wilson, David John	4, 5, 3								
Alison Wilson	PI		O	2016-01-22	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 900	3.4600	8 900
David and Penny Wilson Family Foundation	PI		O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	405 100	3.6100	1 551 067
			O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 600	3.5200	1 558 667
Keyera Corp.									
<i>Droits Share Awards</i>									
Martin, Brian	5		O	2015-08-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 150)		
			M	2015-08-17	D	57 - Exercice de droits de souscription	(3 500)		19 318
La Banque de Nouvelle - Ecosse									
<i>Actions ordinaires</i>									
Bonham, Scott Barclay	4		O	2016-01-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 000
O'Sullivan, James Patrick	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 136		54 918
<i>Droits Performance Share Units (PSU)</i>									
O'Sullivan, James Patrick	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	368		34 048
La Compagnie de la Baie d'Hudson									

Émetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
L&T B (Cayman) Inc.	3								
Richard and Christine Mack Family Foundation, Inc.	PI		O	2016-01-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(28 000)	15.9908	57 000
LA SOCIÉTÉ CALDWELL INTERNATIONALE									
<i>Actions ordinaires</i>									
Beck, Carl Christopher	5		O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.8423USD	350 000*
Daoust, Paul	4		O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 100	0.8500USD	185 100*
La Societe Canadian Tire Limitee									
<i>Actions sans droit de vote Class A</i>									
Canadian Tire Corporation, Limited	1		O	2016-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	105.4325	20 000
			O	2016-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	106.8095	20 000
			O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	103.6702	20 000
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	106.2149	20 000
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	20 000	110.4024	20 000
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	(20 000)		0
Le Groupe Jean Coutu (PJC) inc.									
<i>Actions à droit de vote subalterne Catégorie A</i>									
Belzile, André	5		O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27	19.0100	32 500
Le Groupe Jean Coutu (PJC) Inc.	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.2350	352 415
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	17.2500	353 415
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.2800	353 515
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	17.3000	355 015
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	800	17.3200	
			M	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.3200	355 815
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 200	17.3400	
			M	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	8 200	17.3400	364 015
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	17.3500	365 715
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 200	17.3600	370 915
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 100	17.3700	
			M	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	5 100	17.3700	376 015
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	17.3900	378 015
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	17.4100	379 415
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	400	17.4200	
			M	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	400	17.4200	379 815
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.4300	
			M	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.4300	379 915
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	17.4350	
			M	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.4350	380 015
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 500	17.4400	381 515
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	17.4500	383 315
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 600	17.4600	384 915
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	2 600	17.4800	387 515
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	400	17.4900	387 915
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	400	17.5000	388 315
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	17.5100	390 115
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	17.5200	391 215
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.5300	391 315
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	17.5500	392 715
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 200	17.5700	393 915
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	7 043	17.5900	400 958
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	17.6000	402 658
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.6400	403 458

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	129 300	17.5600	532 758
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	900	17.8700	533 658
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	17.9100	536 558
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	900	17.9200	537 458
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.9300	537 758
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	17.9400	540 058
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.9450	540 158
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	17.9500	543 058
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.9550	543 258
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	17.9600	548 958
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.9750	549 158
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.9700	549 458
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	6 900	17.9800	556 358
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.9900	557 158
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	18.0000	562 458
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	18.0050	562 758
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	18.0100	566 558
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	400	18.0150	566 958
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	18.0200	568 258
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	18.0300	573 158
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	600	18.0400	573 758
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	18.0500	580 158
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	1 243	18.0700	581 401
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	18.1000	583 501
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	18.1100	585 901
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	18.1200	588 101
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	900	17.8700	589 201
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	17.9100	592 101
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	900	17.9200	593 001
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.9300	593 301
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	17.9400	595 601
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	100	17.9450	595 701
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 900	17.9500	598 601
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.9550	598 801
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	5 700	17.9600	604 501
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	300	17.9700	604 801
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	200	17.9750	588 301
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	6 900	17.9800	611 701
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	800	17.9900	612 501
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	5 300	18.0000	617 801
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	300	18.0050	618 101
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	18.0100	621 901
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	400	18.0150	622 301
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	18.0200	623 601
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	4 900	18.0300	628 501
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	600	18.0400	629 101
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	6 400	18.0500	635 501
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	1 243	18.0700	636 744
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 100	18.1000	638 844
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 400	18.1100	641 244
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	2 200	18.1200	643 444
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	200	18.6050	643 644
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	800	18.6100	644 444
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	18.6200	647 744
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	20 500	18.6400	668 244
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	900	18.6500	669 144

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	18.6600	671 444
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	300	18.6550	671 744
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	700	18.6700	
			M	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	700	18.6700	672 444
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	200	18.6900	672 644
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	700	18.6700	673 344
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 100	18.7300	674 444
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 400	18.7500	675 844
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 700	18.7600	677 544
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	2 000	18.7650	679 544
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	3 000	18.7700	682 544
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	5 600	18.7800	688 144
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	6 700	18.8000	694 844
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	2 800	18.8200	697 644
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	400	18.8300	698 044
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 900	18.8400	699 944
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	4 343	18.8500	704 287
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	300	18.8550	704 587
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	800	18.8600	705 387
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	400	18.8700	705 787
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	1 300	18.8900	707 087
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	800	18.9300	707 887
Mayrand, Richard	5		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 283)	17.3964	
			M	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 283)	17.3964	
			M'	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(2 289)	17.3964	9 164
			O	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 102)	17.3780	
			M	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 002)	17.3780	8 162
<i>Actions liées au rendement</i>									
Belzile, André	5		O	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 390		
			M	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	7 390		
			M'	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 848		
			M''	2013-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 848		
			M'''	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 848		15 163
Bisson, Hélène	5		O	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 890		
			M	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 890		
			M'	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 240		
			M''	2013-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 240		
			M'''	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 240		3 879
Boudreault, Alain	5		O	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 990		
			M	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 990		
			M'	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 273		
			M''	2013-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 273		
			M'''	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 273		3 273
Dufour, Brigitte	5		O	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 690		
			M	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 690		
			M'	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 421		
			M''	2013-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 421		
			M'''	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 421		2 421
Franche, Guy	5		O	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 190		
			M	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 190		
			M'	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 437		
			M''	2013-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 437		
			M'''	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 437		4 492
Lafortune, Alain	5		O	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 440		
			M	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 440		
			M'	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 225		

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			M"	2013-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 225		
			M"	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 225		13 214
Laurence, Éric	5		O	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 890		
			M	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 890		
			M'	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 240		
			M"	2013-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 240		
			M"	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 240		3 879
Mayrand, Richard	5		O	2012-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 310		
			M	2012-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 480		
			M'	2012-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 480		
			M"	2012-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 480		
			M"	2012-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	8 181		
			M"	2012-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 181		8 181
			O	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 990		
			M	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 990		
			M'	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 929		
			M"	2013-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	3 929		
			M"	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 929		12 110
Messier, Normand	5		O	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 440		
			M	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 440		
			M'	2013-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	4 225		
			M"	2013-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 225		13 214
Les Aliments Maple Leaf Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Huffman, Randall	5		O	2016-01-21	D	51 - Exercice d'options	3 700	11.3600	24 158
<i>Options Employee</i>									
Huffman, Randall	5		O	2016-01-21	D	51 - Exercice d'options	(3 700)		158 300
Les Producteurs Affinor inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brusatore, Nicholas Gordon	4, 3		O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	0.0550	8 769 000
Les Ressources Komet Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gagne, Andre 2846-2059 Québec inc.	4, 5 PI		O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	0.3790	1 658 986
Lightstream Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Belecki, Annie C. RRSP	5 PI		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	40 873	0.6000	55 136
			O	2014-06-16	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	840	0.5900	840
Bulmer, Mary Ann RRSP	5 PI		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	53	1.1300	25 091
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55 674	0.6000	71 808
Fisher, Lawrence Patrick Joseph RRSP	5 PI		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38 408	0.6000	153 132
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	38 438	0.6000	55 057
Hawkes, Peter Norman RRSP	5 PI		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	18 462	1.0800	33 325
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55 889	0.5000	71 019
LaPrade, Rene RRSP	5 PI		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	21 398	1.0400	58 514
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17	1.1300	1 297
Malley, Bradford James RRSP	5 PI		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 361	0.7600	27 916
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	43 661	0.5800	101 693
Scheidt, Doreen Marie	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	66 895	0.6000	192 591
Scott, Peter D. RRSP	5 PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	86 417	0.6000	123 644
WRIGHT, JOHN DAVID	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	95 081	0.7100	6 501 612
<i>Droits Incentive</i>									
Belecki, Annie C.	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	128 777		150 101
Bulmer, Mary Ann	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	157 572		227 100

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Fisher, Lawrence Patrick Joseph	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	143 086		171 780
Hawkes, Peter Norman	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	154 771		252 867
LaPrade, Rene	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	311 355		503 350
Malley, Bradford James	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	143 086		209 101
Scheidt, Doreen Marie	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	120 192		194 522
Scott, Peter D.	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	311 355		451 403
WRIGHT, JOHN DAVID	4, 5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	604 396	0.0500	798 764
Droits PSU									
Belecki, Annie C.	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	215 683	0.6520	239 477
Bulmer, Mary Ann	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	261 724	0.6520	291 864
Fisher, Lawrence Patrick Joseph	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	239 647	0.6520	266 085
Hawkes, Peter Norman	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	257 022	0.6520	286 104
LaPrade, Rene	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	521 472	0.6520	579 002
Malley, Bradford James	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	239 647	0.6520	266 085
Scheidt, Doreen Marie	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	201 304	0.6520	223 512
Scott, Peter D.	5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	521 472	0.6520	579 002
WRIGHT, JOHN DAVID	4, 5		O	2015-09-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 012 270	0.6520	1 123 945
Logistec Corporation									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
LOGISTEC CORPORATION	1		O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	900	40.0000	1 800
Long Run Exploration Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
ANDREW, WILLIAM E.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	184 410	0.5060	739 489
Bushfield, Corine Renae Knight	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	160 067	0.5030	297 801
MILLER, DALE A.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	103 055	0.5408	307 613
Orton, Dale John	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	160 183	0.5000	209 180
Sundstrom, Devin Kent	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	149 057	0.5000	190 678
Manitoba Telecom Services Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Riley, Sanford	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	128		2 360
<i>Droits Director Compensation Units</i>									
Everett, N. Ashleigh	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 084	29.7700	20 201
Fraser, Barbara Helen	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 830	29.7700	2 337
Hand, Judith	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 163	29.7700	1 849
Hanson, Gregory J.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 497	29.7700	27 012
Kapoor, Kishore	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 165	29.7700	41 742
Leith, David Gordon	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 441	29.7700	27 308
Riley, Sanford	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 514	29.7700	24 540
Schellenberg, David Samuel	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 086	29.7700	20 239
Stephenson, Carol M.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 172	29.7700	38 252
Mason Graphite Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Marcotte, Simon	5		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.3200	1 283 000*
MAYA OR & ARGENT INC.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Goulet, Guy	4, 5		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(100 000)	0.1100	498 296
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1200	503 296
MCAN Mortgage Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Misener, Michael	5								
CIBC Wood Gundy (Spousal RRSP - Elizabeth Misener)	PI		O	2015-10-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	196	12.1377	8 704
			O	2016-01-05	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	217	11.6202	8 921
Computershare (ESOP)	PI		O	2015-12-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	12.0492	3 403
			O	2015-12-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	12.0492	3 428
			O	2016-01-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	11.6202	3 442
			O	2016-01-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	68	11.6202	3 510

Émetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-12-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	12.0150	3 327
			O	2015-12-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	12.0150	3 352
			O	2015-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	12.7975	3 252
			O	2015-11-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	12.7975	3 276
			O	2015-11-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	13.0000	3 180
			O	2015-11-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	13.0000	3 204
			O	2015-11-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	12.9992	3 086
			O	2015-11-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	12.9992	3 133
			O	2015-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	13.1302	3 039
			O	2015-10-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	13.1302	3 063
			O	2015-10-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	12.7569	2 944
			O	2015-10-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	12.7569	2 992
			O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	55	12.1377	2 911
			O	2015-09-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9	12.1377	2 920
			O	2015-09-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	13.0000	2 809
			O	2015-09-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	13.0000	2 856
			O	2015-09-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52	11.8748	2 760
			O	2015-09-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26	11.8748	2 786
			O	2015-08-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27	11.3003	2 654
			O	2015-08-14	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	54	11.3003	2 708
			O	2015-08-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	54	11.3700	2 600
			O	2015-08-04	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	27	11.3700	2 627
			O	2015-07-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	11.9100	2 520
			O	2015-07-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26	11.9100	2 546
			O	2015-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	25	12.0231	2 367
			O	2015-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	12.0231	2 418
			O	2015-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46	12.2075	2 464
			O	2015-06-30	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5	12.2075	2 469
			O	2015-06-22	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	12.6669	2 294
			O	2015-06-22	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	48	12.6669	2 342
			O	2015-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	12.9882	2 246
			O	2015-06-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	24	12.9882	2 270
			O	2015-04-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	23	13.2000	2 060
			O	2015-05-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	13.1900	2 199
			O	2015-05-01	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46	13.3600	2 152
			O	2015-04-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46	13.2000	2 106
			O	2015-04-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46	13.4562	1 946
			O	2015-04-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	91	13.4562	2 037
			O	2015-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2	13.2467	1 864
			O	2015-03-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	36	13.2467	1 900
			O	2015-03-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46	13.4200	1 862
			O	2015-03-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42	14.1785	1 732
			O	2015-03-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42	14.1785	1 774
			O	2015-03-03	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42	14.1519	1 816
			O	2015-02-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	45	13.2413	1 645
			O	2015-02-02	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	45	13.2413	1 690
			O	2016-01-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	54	11.6043	3 564
			O	2016-01-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	26	11.6043	3 590
			O	2015-01-16	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	59	13.6100	1 600
<i>Restricted Share Units</i>									
Misener, Michael	5		O	2015-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46	13.5145	4 254
			O	2015-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52	12.2564	4 348
			O	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	52	12.2963	9 163
			O	2016-01-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	56	12.1511	9 373
			O	2015-03-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	42	13.5145	4 296
			O	2015-06-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	12.2564	4 395

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			O	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	47	12.2963	9 210
			O	2016-01-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	51	12.1511	9 424
			O	2015-09-30	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	107	12.2963	9 317
			O	2016-01-04	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	115	12.1511	9 539
Medical Facilities Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Medical Facilities Corporation	1		O	2016-01-18	D	38 - Rachat ou annulation	(6 000)	12.9143	31 079 644
			O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	13.3660	31 077 644
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)	12.9834	31 075 744
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	(1 900)	13.2966	31 073 844
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	(2 000)	13.5503	31 071 844
Methanex Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
ABRARY, NOJAN	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 402		22 733
Cameron, Ian Peter	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 074		21 650
Chadee, Rudinauth	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	659		4 925
Floren, John	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 837		71 551
Gonzalez, Juan Enrique	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 003		36 031
Henderson, Kevin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 276		20 044
Herz, Mike	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	966		36 458
Hognestad, Jone	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	955		25 420
James, Vanessa	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 471		18 973
Khattab, Hussein	2		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	371		20 124
Maddren, Simon Christopher	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 310		9 969
MALONEY, KEVIN	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 429		16 783
Percy, Charles	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 357		23 874
Price, Kevin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	724		5 738
Sumner, Rich	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	395		2 450
Rich Sumner RRSP Account	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	81		1 924
Valembos, David	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	577		3 809
Weake, Harvey	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 633		69 662
Wiggins, Wade	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 184		14 141
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Cameron, Ian Peter	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 133		43 888
<i>Droits Performance Share Units</i>									
ABRARY, NOJAN	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	119		4 710
BACH, WENDY	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	555		21 953
Boyd, Bradley	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147		5 862
Cameron, Ian Peter	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	555		21 953
Chadee, Rudinauth	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	78		3 140
Gonzalez, Juan Enrique	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	153		6 071
Henderson, Kevin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147		5 862
Herz, Mike	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	608		24 073
Hognestad, Jone	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147		5 862
James, Vanessa	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	608		24 073
Khattab, Hussein	2		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	74		2 968
Maddren, Simon Christopher	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147		5 862
MALONEY, KEVIN	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	147		5 862
Percy, Charles	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	145		5 758
Price, Kevin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	83		3 333
Shindy, Mohamed	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	20		820
Sumner, Rich	7, 5		O	2015-03-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			M	2015-03-16	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			4 644
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	121		4 765
Valembos, David	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	46		1 846
Weake, Harvey	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	528		20 892

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Middlefield Can-Global REIT Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Porteur inscrit Wiggins, Wade	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	147		5 862
Middlefield Can-Global REIT Income Fund	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	600	11.2500	3 328 148
			O	2016-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	700	11.2000	3 328 848
			O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(500)	11.3000	3 328 348
Minéraux rares Quest Ltée									
<i>Options</i>									
Beauchamp, Yves	4		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		150 000
Kay, Ronald	4		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		935 000
Lortie, Pierre	4		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		550 000
Pathak, Prashant Shanker	4		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		150 000
Pesner, Michael	4		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		440 000
Wiener, Neil	4, 5		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	100 000		505 000
MINES ABCOURT INC.									
<i>Actions ordinaires catégorie B</i>									
de Guise, André	4		O	2012-12-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	60 000	0.0450	60 000
Mines Agnico Eagle Limitée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Al-Joundi, Ammar	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	823	36.8200	17 099
Allan, Don	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	548	36.8200	29 257
Blackburn, Alain	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	521	36.8200	20 574
Datta, Picklu	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	356	36.8200	8 873
Grondin, Louise	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	394	36.8200	21 629
Haldane, Timothy Quentin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	633	26.6200USD	30 173
Laing, R. Gregory	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	521	36.8200	29 559
Legault, Marc	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	406	36.8200	25 419
Robitaille, Jean	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	496	36.8200	48 956
Smith, David	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	572	36.8200	29 643
Sylvestre, Yvon	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	476	36.8200	16 122
Mines d'Or Dynacor Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Martineau, Jean	4, 5								
REER	PI		O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	1.7000	25 000
			O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	1.7100	25 500
			O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	600	1.7200	26 100
			O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 600	1.7400	28 700
			O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	1.7500	29 600
			O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 400	1.7600	35 000
MINT Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
MINT Income Fund	1		O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	6.0900	63 207 882
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 300	5.9773	63 211 182
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	500	6.1800	63 211 682
Mitel Networks Corporation									
<i>Options</i>									
McBee, Richard	4, 5		O	2016-01-19	D	52 - Expiration d'options	(500 000)	5.1600USD	2 025 000
Moneda LatAm Fixed Income Fund									
<i>Class A Units</i>									
Moneda Latam Fixed Income Fund	1	R	O	2015-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	2 682 180	8.5772	2 682 180*
			O	2015-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	(2 682 180)	8.5772	0
Moneda LatAm Growth Fund									
<i>Parts Class A</i>									
Moneda Latam Growth Fund	1	R	O	2015-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	688 250	7.0975	688 250*
			O	2015-12-11	D	38 - Rachat ou annulation	(688 250)	7.0975	0

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Morguard North American Residential Real Estate Investment Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
Morguard North American Residential Real Estate Investment T	1		O	2016-01-21	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	70 400	10.4300	70 400
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	(70 400)		0
Morien Resources Corp.									
<i>Options</i>									
Bill, Ritchie	4		O	2016-01-26	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-26	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.2200	125 000
Morneau Shepell Inc.									
<i>Droits Post Retirement DSU</i>									
Chisholm, Robert William	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 570	14.2160	32 853
Denham, Gillian H. (Jill)	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	611	14.2160	12 838
MacDiarmid, Diane Barbara	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	961	14.2160	19 634
MINTZ, JACK MAURICE	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 312	14.2160	27 626
Morneau, Sr., William Frank	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	577	14.2160	12 125
Pennington, Kevin	4		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	74	14.2160	3 248
Rogers, John A.	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	705	14.2160	14 811
<i>Droits Retirement DSU</i>									
Beaudoin, René	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 040	14.2160	58 573
Chamberland, Pierre	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 679	14.2160	70 492
Claxton, Hazel Cynthia	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 755	14.2160	37 477
Liptrap, Stephen	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 770	14.2160	84 608
Marsh, Susan Elizabeth	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	221	14.2160	4 733
Milligan, Scott	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 816	14.2160	68 528
Phillips, Randal George	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	3 969	14.2160	70 754
Ponce, Julien	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 842	14.2160	72 956
Salman, Zahid Raza	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	4 437	14.2160	79 202
Sturdee, David	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 799	14.2160	33 557
Torrie, Alan D.	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	18 316	14.2160	241 345
Neptune Technologies & Bioresources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hamilton, James Stuart	4, 5		O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 000	1.5021	32 000
			O	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	4 000	1.4900	36 000
Nevada Exploration Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Higgs, Darcy Alan	3		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44 900)	0.4200	1 703 500
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	0.3826	1 691 500
Higgs, Dennis	4		O	2000-12-29	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privéement	100 000	0.2750	
			M	2000-12-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.2750	
			M'	2015-12-29	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	100 000	0.2750	4 100 000
			O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(44 900)	0.4200	4 055 100
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(12 000)	0.3826	4 043 100
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(10 000)	0.2650USD	4 033 100
			O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(4 500)	0.3744	4 028 600
			O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 250)	0.3811	4 027 350
Newfoundland Capital Corporation Limited									
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A</i>									
STEELE, JOHN RICHARD	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 497	9.8100	588 352*
Northern Blizzard Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
NGP IX Northern Blizzard S.A. R.L.	3		O	2016-01-15	D	35 - Dividende en actions	530 392		45 466 303*
R/C Canada Cooperatif U.A.	3		O	2016-01-15	D	35 - Dividende en actions	360 813		30 929 680*
NorthWest Healthcare Properties Real Estate Investment Trust									
<i>Deferred Units</i>									

Emetteur	Relation	Retard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-prise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
Amado, Gerson	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 717	7.9100	65 204
Barkin, Martin	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 708	8.2900	27 230
Baron, Robert	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 958	8.1300	46 195
Brady, Michael	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	7 845	8.2800	81 559
Cozzi, Vincent	5		O	2016-01-15	D	38 - Rachat ou annulation	(497 845)	8.4700	497 847
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	58 312	7.9100	995 692
Crotty, Bernard W.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12 398	8.0000	196 805
Dalla Lana, Paul	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 743	8.2900	29 998
Krizan, Jan	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32 583	7.9100	570 738
Loudon, Colin	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	342	8.0900	9 674
Naylor, Christopher David (David)	6		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 863	7.9200	38 597
Neto, Teresa	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 886	7.9100	85 609
Petersen, Brian Kenneth	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	459	8.1500	10 958
Riggin, Peter	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9 400	8.2400	108 524
Parts de fiducie									
Cozzi, Vincent	5		O	2015-05-15	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	497 845	8.4700	497 845
NUVOLT CORPORATION INC.									
<i>Bons de souscription</i>									
AM TOTAL INVESTMENTS (GP)	3		O	2015-07-06	D	55 - Expiration de bons de souscription	(500 001)		0
ONEX CORPORATION									
<i>Actions à droit de vote subalterne</i>									
Gelblat, Michael Jay	7								
Gelblat Family 2005 Trust fbo Andrew Gelblat	PI		M	2015-01-22	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 570	67.1564	5 570
			M	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	5 569		11 139
			O	2015-01-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gelblat Family 2005 Trust fbo Brian Gelblat	PI		M	2015-01-22	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 570	67.1564	5 570
			M	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	5 569		11 139
			O	2015-01-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gelblat Family Trust fbo Andrew Gelblat	PI		O	2015-01-22	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 570	67.1564	
			O	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	5 569		
Gelblat Family Trust fbo Brian Gelblat	PI		O	2015-01-22	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	5 570	67.1564	
			O	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	5 569		
Michael J. Gelblat GRAT II	PI		O	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(11 138)		
			M	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(11 138)		0
<i>Options</i>									
Gelblat, Michael Jay	7								
Gelblat Family 2005 Trust fbo Andrew Gelblat	PI		M	2015-01-22	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 000	68.5700	3 000
			M	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 000		6 000
			O	2015-01-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gelblat Family 2005 Trust fbo Brian Gelblat	PI		M	2015-01-22	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 000	68.5700	3 000
			M	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 000		6 000
			O	2015-01-22	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Gelblat Family Trust fbo Andrew Gelblat	PI		O	2015-01-22	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 000	68.5700	
			O	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 000		
Gelblat Family Trust fbo Brian Gelblat	PI		O	2015-01-22	I	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	3 000	68.5700	
			O	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	3 000		
Michael J. Gelblat GRAT II	PI		O	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(6 000)		
			M	2016-01-03	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(6 000)		0
Opsens inc.									
<i>Options</i>									
Dumas, Thierry	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.9300	400 000
Orosur Mining Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Marcet, Pablo	4		O	2016-01-20	D	46 - Contrepartie de services	2 103 894	0.1340	2 188 269
Stephens, Paul H.	3								

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Porteur inscrit									
IRA	PI		O	2015-06-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	206 000	0.1800	
			M	2015-06-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	271 500	0.1800	978 625
Stephens Investment Management LLC	PI		O	2016-01-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 000)	0.1600	
			M	2016-01-11	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(150 000)	0.1600	3 151 000
Options									
Cohen, Ryan	5		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.1050	
			M	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	150 000	0.1050	600 000
Davey, Roger Owen	4		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.1050	550 000
Lee, Horng Dih	4		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.1050	515 000
Marcet, Pablo	4		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.1050	762 500
Salazar, Pedro Ignacio	4, 5		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	200 000	0.1050	2 025 000
Walmsley, John Arthur	4		O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	125 000	0.1050	825 000
Pages Jaunes Limitée									
<i>Actions ordinaires</i>									
Blundell, Jamie	5		O	2016-01-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			29
<i>Bons de souscription</i>									
Blundell, Jamie	5		O	2016-01-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			17
<i>Options</i>									
Blundell, Jamie	5		O	2016-01-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			12 100
<i>Performance Share Unit</i>									
Blundell, Jamie	5		O	2016-01-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			14 241
<i>Restricted Share Unit</i>									
Blundell, Jamie	5		O	2016-01-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 455
Pan American Silver Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Paterson, Cameron	5		O	2015-12-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			7 265
			O	2015-12-11	D	50 - Attribution d'options	17 273	9.7600	24 538
<i>Droits Restricted Share Units ("RSUs")</i>									
Paterson, Cameron	5		O	2015-12-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 102
			M	2015-12-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			1 102
			O	2015-12-11	D	56 - Attribution de droits de souscription	5 840	9.7600	6 942
Papiers Tissu KP Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Holbrook, Mark Kenneth	7, 5		O	2016-01-15	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	37	10.2900	2 224
<i>Droits to acquire common shares pursuant to Exchange Agreement</i>									
Kruger II, Joseph	7, 6, 3		O	2016-01-15	C	56 - Attribution de droits de souscription	401 258		46 278 461
Kruger Inc.	PI		O	2016-01-15	C	56 - Attribution de droits de souscription	401 258		46 278 461
Kruger Inc.	3		O	2016-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	401 258		46 278 461
Pathfinder Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
Pathfinder Convertible Debenture Fund	1		O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	800	8.1800	8 289 683
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 000	8.0090	8 290 683
Pembina Pipeline Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gordon, Lorne	4		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	2 535		60 436
Lorne Gordon RSP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	268		6 493
P. Gordon	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	268		6 493
Michaleski, Robert B.	4		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	17		561
Bryan Michaleski	PI		O	2015-03-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	244		244
Kaylee Michaleski	PI		O	2015-03-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	244		244
			M'	2015-03-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	244		244
			M''	2015-03-10	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	198		2 291
<i>Actions privilégiées Series 7 (G)</i>									
Billing, Grant Donald	4		O	2015-04-10	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	1 000 000	25.0000	

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions privilégiées Series 9</i>									
Billing, Grant Donald	4		M	2015-04-10	D	15 - Acquisition ou aliénation au moyen d'un prospectus	40 000	25.0000	40 000
			O	2012-04-02	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Droits DSU</i>									
Ainsworth, Anne-Marie	4	R	O	2016-01-01	D	50 - Attribution d'options	2 592		4 036
Billing, Grant Donald	4	R	O	2016-01-01	D	50 - Attribution d'options	6 816		10 680
Findlay, Randall J.	4	R	O	2016-01-01	D	50 - Attribution d'options	4 874		7 610
Gordon, Lorne	4	R	O	2016-01-01	D	50 - Attribution d'options	6 984		10 848
KERR, GORDON J.	4	R	O	2016-01-01	D	50 - Attribution d'options	6 479		10 089
LeGresley, David Malcolm Balfour	4	R	O	2016-01-01	D	50 - Attribution d'options	6 934		10 886
Michaleski, Robert B.	4	R	O	2016-01-01	D	50 - Attribution d'options	3 198		4 971
O'Donoghue, Leslie	4	R	O	2016-01-01	D	50 - Attribution d'options	4 923		8 597
Smith, Jeffrey T.	4	R	O	2016-01-01	D	50 - Attribution d'options	6 563		8 767
Performance Sports Group Ltd. (formerly, Bauer Performance Sports Ltd.)									
<i>Droits RSUs granted pursuant to the Omnibus Equity Incentive Plan</i>									
Davis, Kevin	4, 5		O	2016-01-25	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(81 522)		0
One Life Irrevocable Trust of 2011	PI		O	2011-03-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-25	I	90 - Changements relatifs à la propriété	81 522		81 522
<i>Droits RSUs granted pursuant to the Vendetti RSU Award Agreement</i>									
Vendetti, Mark James	5		O	2015-12-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	30 000	5.9200USD	30 000
<i>Options Granted pursuant to the Vendetti Option Award Agreement</i>									
Vendetti, Mark James	5		O	2015-12-14	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-20	D	50 - Attribution d'options	90 000	5.9200USD	90 000
<i>Options Options granted pursuant to Omnibus Equity Incentive Plan</i>									
Davis, Kevin	4, 5		O	2016-01-25	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(252 064)		0
One Life Irrevocable Trust of 2011	PI		O	2011-03-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-25	I	90 - Changements relatifs à la propriété	252 064		252 064
Perpetual Energy Inc.									
<i>8.75 Senior Unsecured Notes - due July 23, 2019</i>									
Riddell, Clayton H.	4, 3								
Treherne Resources Ltd.	PI		O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	\$ 2 009 000.00	49.5000	\$ 28 280 000.00
<i>Actions ordinaires</i>									
Genoway, Karen A.	4		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	127 737	0.0380	157 179
Green, Jeff	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 079 443	0.0380	1 388 127
Spouse TFSA	PI		O	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	86 962	0.0380	107 006
Johnson, Randall	4		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	132 244	0.0380	162 725
Maitland, Robert A.	4		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	383 146	0.0380	
			M	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	349 760	0.0380	428 071
Maitland Family Foundation	PI		O	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	1 758 924	0.0380	1 964 337
McKean, Linda Lee	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 584 140	0.0380	1 949 267
984843 Alberta Ltd.	PI		O	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	16 595	0.0380	20 420
Merritt, Geoffrey Craig	4		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	108 465	0.0380	133 465
Nelson, Donald J.	4		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	156 593	0.0380	192 686
Fairway Resources Inc.	PI		O	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	45 989	0.0380	56 589
Rapini, Marcello	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	633 396	0.0380	769 387
Riddell Rose, Susan	4, 5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	17 455 306	0.0380	19 912 740
Spouse	PI		O	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	13 823 646	0.0380	15 416 746
Riddell, Clayton H.	4, 3		O	2016-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	276 182	0.0380	
			M	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	276 182	0.0380	339 839
Dreamworks Investment Holdings Ltd.	PI		O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	108 283 585	0.3800	

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
			M	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	108 283 585	0.3800	133 241 771
			O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	213 734 503	0.3800	
			M	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	213 734 503	0.3800	346 976 274
Managed account	PI		O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	607 404	0.3800	
			M	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	607 404	0.3800	747 404
			O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	1 198 911	0.3800	
			M	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	1 198 911	0.3800	1 946 315
Riddell Family Charitable Foundation	PI		O	2015-12-31	I	38 - Rachat ou annulation	4 651 008		
			M	2015-12-31	I	38 - Rachat ou annulation	4 651 009		7 628 915
			O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	12 919 942	0.3800	
			M	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	12 919 942	0.3800	20 548 857
Treherne Resources Ltd.	PI		O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	20 607 642	0.0380	
			M	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	20 607 642	0.0380	25 357 479
			O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	40 676 192	0.0380	
			M	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	40 676 192	0.0380	66 033 671
Warner Investment Holdings Ltd.	PI		O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	9 786 944	0.0380	
			M	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	9 786 944	0.0380	12 042 728
			O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	19 317 859	0.0380	
			M	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	19 317 859	0.0380	31 360 587
Sebastian, Cameron R.	5		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	206 057	0.0380	253 551
Ward, Howard	4		O	2016-01-18	D	57 - Exercice de droits de souscription	38 387	0.0380	47 235
Forty-Plus Investments	PI		O	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	5 887	0.0380	7 244
H.R.W. TFSA	PI		O	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	13 519	0.0380	16 635
J.N.W. TFSA	PI		O	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	7 614	0.0380	9 369
RRSP	PI		O	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	144 813	0.0380	178 191
Spouse RRSP	PI		O	2016-01-18	I	57 - Exercice de droits de souscription	52 293	0.0380	64 346
<i>Droits Rights Offering</i>									
Maitland, Robert A.	4		O	2016-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	0.1630	
			M	2016-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 305	0.1630	80 616
			O	2016-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(88 311)	0.1630	
			M	2016-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(80 616)	0.1630	0
Rapini, Marcello	5		O	2016-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	10 000	0.1630	145 991
			O	2016-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(145 991)	0.1630	0
Riddell Rose, Susan	4, 5		O	2016-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	2 011 629	0.1630	4 023 258
			O	2016-01-15	D	57 - Exercice de droits de souscription	(4 023 258)	0.1630	0
Spouse	PI		O	2016-01-15	I	56 - Attribution de droits de souscription	1 593 100	0.1630	3 186 200
			O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	(3 186 200)	0.1630	0
Riddell, Clayton H.	4, 3								
Managed account	PI		O	2016-01-15	I	56 - Attribution de droits de souscription	276 336	0.1630	276 336
			O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	(276 336)	0.1630	0
Treherne Resources Ltd.	PI		O	2016-01-15	I	57 - Exercice de droits de souscription	9 375 419	0.1630	
			M	2016-01-15	I	56 - Attribution de droits de souscription	9 375 419	0.1630	9 375 419
Polaris Materials Corporation (formerly Polaris Minerals Corporation)									
<i>Options</i>									
Singleton, David Forster	4		O	2016-01-24	D	52 - Expiration d'options	(10 000)		429 750*
Precision Drilling Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Foley, Veronica H.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 482	5.1900USD	22 340
Gambles, Leonard C.	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 818	6.5100	16 442
McNally, Robert Joseph	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9 976	5.2200USD	109 033
Neveu, Kevin A.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13 842	6.5100	534 284
Ruhr, Darren	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 884	6.5100	29 422
Stickland, Wane Jacob	7		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	5 406	5.2200USD	25 825
Probe Metals Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Palmer, David Alexander Stephen	4, 5		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	17 621	0.3600	1 032 500
Progressive Waste Solutions Ltd.(formerly IESI-BFC Ltd.)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Herman, William	5								
Sun Life	PI		O	2016-01-19	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			80
<i>Options</i>									
Herman, William	5		O	2016-01-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			8 392
<i>Performance Share Units</i>									
Herman, William	5		O	2016-01-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			9 178
<i>Restricted Share Units</i>									
Herman, William	5		O	2016-01-19	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			23 709
ProMetic Sciences de la Vie inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hakim, Raymond Manuel	4		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	2.7700	284 000
Laurin, Pierre	4, 5								
InvHealth Capital Inc.	PI		O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 500	2.6100	414 964
RRSP	PI		O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 500	2.6100	1 700 615
TFSA	PI		O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000	2.6200	33 300
Pulse Seismic Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pulse Seismic Inc.	1		O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	900	2.1667	21 700
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	3 800	2.1221	25 500
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	300	2.1533	25 800
Redknee Solutions Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Charron, David	5								
ESPP (CS)	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	3 256	3.7800	10 408
Kothari, Vishal	5								
ESPP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9 853	3.7000	
			M	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13 793	4.0200	35 530
Singhal, Nitin	5								
ESPP	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	9 655	4.0200	70 551
REIT INDEXPLUS Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
REIT INDEXPLUS Income Fund	1		O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	900	11.2622	8 680 844
			O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	800	11.1500	8 681 644
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	900	11.3611	8 682 544
Ressources Altai Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
AU, Maria Pui-Ching	5		O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 000	0.0500	1 953 800
Ressources Géoméga Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Gingras, Gilles	4		O	2015-12-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	110 000	0.0900	
			M	2015-12-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	110 000	0.0900	215 000
Hamel, Denis	4		O	2015-11-23	D	46 - Contrepartie de services	75 000	0.0700	
			M	2015-11-23	D	97 - Autre	75 000	0.0700	
			M'	2015-11-23	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	75 000	0.0700	
			M''	2015-11-23	D	97 - Autre	75 000	0.0700	75 000
			O	2015-10-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	110 000	0.0900	
			M	2015-12-30	D	11 - Acquisition ou aliénation effectuée privément	110 000	0.0900	
			M'	2015-12-30	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	110 000	0.0900	185 000
Ressources Minières Radisson Inc.									
<i>Actions ordinaires Catégorie A</i>									
Bouchard, Mario	4, 5		O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1100	3 197 946
Lachance, Denis	4		O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.1200	1 837 767
Ressources Minières Vanstar Inc.									

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Options</i>									
Beauchesne, Eric	4		O	2016-01-27	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.0700	275 000
David, Richard	4		O	2016-01-27	D	50 - Attribution d'options	75 000	0.0700	475 000
Lefebvre, Pierre	4								
9146-1962 Québec Inc.	PI		O	2016-01-22	I	50 - Attribution d'options	150 000	0.0550	350 000
Morissette, Guy	4, 5, 3		O	2016-01-22	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.0550	800 000
Ressources Sirios Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Doucet, Dominique	4, 5		O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	5 000	0.0900	826 660
RIOCAN REAL ESTATE INVESTMENT TRUST									
<i>Parts de fiducie</i>									
Davloor, Raghunath	5		O	2015-11-06	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	77	24.7429	16 345
			O	2015-12-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	78	24.3860	16 423
			O	2016-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	85	22.6168	16 508
Joint Account	PI		O	2015-11-06	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	312	24.7429	66 043
			O	2015-12-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	318	24.3860	66 361
			O	2016-01-08	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	396	22.6168	76 757
Gitlin, Jonathan	5		O	2016-01-26	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 140		20 059
Jonathan Gitlin and Stacey Gitlin	PI		O	2016-01-26	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	219		3 974
Kissoon, Daneshwar	5		O	2015-12-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	156	24.3860	46 637
			O	2016-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	169	22.6168	46 806
RRSP	PI		O	2015-12-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	29	24.3860	6 199
			O	2016-01-08	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	32	22.6168	6 231
Robins, Jordan	5		O	2015-12-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	185	24.3860	38 685
			O	2016-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	200	22.6168	38 885
Rosen, Howard Daniel	5								
Elyse and Howard Rosen	PI		O	2016-01-26	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	143		5 034
Sallows, Sharon	4		O	2015-12-07	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	119	24.3860	27 134
			O	2016-01-08	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	129	22.6168	27 263
Darleen Duchesne	PI		O	2015-12-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	13	24.3860	2 713
			O	2016-01-08	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	14	22.6168	2 727
Mackie Research in trust for Sharon Sallows	PI		O	2015-12-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	246	24.3860	51 398
			O	2016-01-08	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	267	22.6168	51 665
Mackie Research in trust for SMH Holdings	PI		O	2015-12-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	122	24.3860	25 612
			O	2016-01-07	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	133	22.6168	25 745
Rogers Communications Inc.									
<i>Actions sans droit de vote Class B</i>									
Hooper, Dale Edward	5								
Employee Share Accumulation Plan	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	968	43.9260	1 743
Kawale, Nitin	5								
Employee Share Accumulation Plan	PI		O	2014-12-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	714	44.2957	714
Khandelwal, Deepak Kumar	5								
Employee Share Accumulation Plan	PI		O	2014-11-10	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	741	43.0533	741
Laurence, Jonathan Guy	5								
Employee Share Accumulation Plan	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	786	44.0804	1 510
Reid, James M.	5								
Employee Share Accumulation Plan	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	956	44.8872	3 428
Rogers, Edward	4, 7, 6, 5								
Employee Share Accumulation Plan	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	1 183	44.1538	4 015
Staffieri, Anthony	5								
Employee Share Accumulation Plan	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	973	44.0804	3 214
Williams, Jamie John	5								
Employee Share Accumulation Plan	PI		O	2015-04-01	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre Initié Porteur inscrit									
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	128	50.6458	128
<i>Deferred Share Units</i>									
Berner, Robert F.	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	269		8 429
Hooper, Dale Edward	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	306		6 561
Kawale, Nitin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	572		13 788
Khandelwal, Deepak Kumar	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 246		43 434
Laurence, Jonathan Guy	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 890		69 543
Miller, David P.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	283		8 878
Reid, James M.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	321		10 086
Rogers, Melinda M.	4, 7, 6		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	191		4 393
Staffieri, Anthony	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	607		19 057
Williams, Jamie John	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	153		7 235
<i>Performance Deferred Share Units</i>									
Berner, Robert F.	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	587		18 422
Boulben, Frank	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 112		34 892
Glick, Jacob	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	494		15 509
Hooper, Dale Edward	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	494		15 509
Kawale, Nitin	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 071		33 591
Khandelwal, Deepak Kumar	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 442		45 227
Laurence, Jonathan Guy	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 161		99 176
Miller, David P.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	618		19 383
Reid, James M.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	659		20 684
Staffieri, Anthony	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 236		38 766
Williams, Jamie John	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	116		5 501
<i>Performance Restricted Share Units</i>									
Berner, Robert F.	7, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	324		15 811
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	353		16 164
Boulben, Frank	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 157		27 844
Brace, Roderick	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	206		19 936
Hooper, Dale Edward	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	192		4 641
Laurence, Jonathan Guy	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	3 669		102 902
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 943		105 845
Lind, Philip Bridgman	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	462		22 561
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	504		23 065
Miller, David P.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	348		27 095
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	226		27 321
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	587		27 908
Reid, James M.	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	274		25 183
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	151		25 334
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	456		25 790
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	205		25 995
Rogers, Edward	4, 7, 6, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	436		31 727
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	476		32 203
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	343		32 546
Rogers, Melinda M.	4, 7, 6		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	274		20 106
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	300		20 406
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	220		20 626
Staffieri, Anthony	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	474		44 788
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	407		45 195
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	940		46 135
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	112		46 247
Woessner, Dirk Stefan	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	677		32 067
<i>Restricted Share Units</i>									
Glick, Jacob	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	477		7 660
Hooper, Dale Edward	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	239		11 960

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Rogers Sugar Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Rogers Sugar Inc	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	11 500	4.0439	94 600*
			O	2016-01-25	D	38 - Rachat ou annulation	900	4.0500	95 500*
			O	2016-01-26	D	38 - Rachat ou annulation	2 300	4.0500	97 800*
Rubicon Minerals Corporation									
<i>RSU</i>									
Candelario, Allan Raymund	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	972 000		984 336*
Kumoi, Glenn Yoshiaki	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 751 820		1 792 116*
Nikolakakis, Nicholas	5		O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 965 600		2 028 922*
Shand, William	5		O	2015-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	837 900		837 900*
<i>RSU "Phantom"</i>									
Candelario, Allan Raymund	5		O	2015-01-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	972 000		972 000*
Kumoi, Glenn Yoshiaki	5		O	2009-12-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 751 820		1 751 820*
Nikolakakis, Nicholas	5		O	2013-10-07	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 965 600		1 965 600*
Shand, William	5		O	2015-07-01	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-18	D	56 - Attribution de droits de souscription	837 900		837 900*
Sandvine Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Caputo, David	4		O	2016-01-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	554	3.2500	111 450
Donnelly, Tom	5		O	2016-01-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	121	3.2500	20 486
Hamilton, Scott	4		O	2016-01-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	69	3.2500	5 846
Siim, Brad	5		O	2016-01-21	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	308	3.2500	607 102
			O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(13 200)	3.5100	593 902
			O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(57 500)	3.5130	536 402
Savaria Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Chapdelaine, Jean-Louis	4		O	2016-01-25	D	51 - Exercice d'options	25 000	1.5000	125 000
Dumoulin, Sylvain	4		O	2016-01-25	D	51 - Exercice d'options	25 000	1.5000	55 000
Fraser, Alison	7		O	2016-01-25	D	51 - Exercice d'options	12 500	1.5900	106 985
<i>Options</i>									
Chapdelaine, Jean-Louis	4		O	2016-01-25	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	1.5000	50 000
Dumoulin, Sylvain	4		O	2016-01-25	D	51 - Exercice d'options	(25 000)	1.5000	50 000
Fraser, Alison	7		O	2016-01-25	D	51 - Exercice d'options	(12 500)	1.5900	175 000
SCITI Trust									
<i>Parts de fiducie</i>									
SCITI Trust	1	R	O	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	7 136 019	6.2942	7 136 019*
			O	2015-12-31	D	38 - Rachat ou annulation	(7 136 019)	6.2942	0
SEMAFO INC.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Bowles, Terence Francis	4		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	54 255
Konan Djedji, Flore Agohie Marie Chantal	4		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	40 377
Lamarre, Jean	4		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	37 921	3.5600	154 118
LeBoutillier, John	4		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	50 641
Masson, Gilles	4		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	50 641
McBrearty, Lawrence	4		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	50 641
Zongo, Tertius	4		O	2016-01-19	D	56 - Attribution de droits de souscription	22 472	3.5600	55 327

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Seven Generations Energy Ltd.									
<i>Actions ordinaires Class A</i>									
ARC Energy Venture Fund 4	3		O	2015-05-13	D	36 - Conversion ou échange	946 950		1 012 200
<i>Actions ordinaires Class B (Convertible for 2 Class A Common Shares)</i>									
ARC Energy Venture Fund 4	3		O	2015-05-11	D	36 - Conversion ou échange	(473 475)		
			M	2015-05-13	D	36 - Conversion ou échange	(473 475)		0
SHAW COMMUNICATIONS INC.									
<i>Actions sans droit de vote Class "B"</i>									
MEHR, JEFFREY	5		O	2016-01-19	D	51 - Exercice d'options	20 000	16.3100	26 320
			O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(20 000)	24.0200	6 320
<i>Directors' Deferred Share Units (DDSU)</i>									
BURNS, ADRIAN	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 929	27.1700	46 123
			O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	50 505
Galbraith, George	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	773	27.1500	18 632
			O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	23 014
Green, Richard R.	4		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	46 967
Haverstock, Lynda	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 316	27.1600	31 532
			O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	35 914
Keating, Gregory John	4		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	47 658
O'Brien, Michael Wilfrid	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 112	27.1700	50 471
			O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	54 853
Pew, Paul Kenneth	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	967	24.2300	67 816
			O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	72 198
Royer, Jeffrey	4		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	72 951
Shaw, Bradley	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	280	27.1800	6 668
Sparkman, JC	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 775	21.0900USD	42 451
			O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	46 833
Vogel, Carl E.	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	772	21.0700USD	18 632
			O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	23 014
Weatherill, Sheila Christine	4		O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	40 341
Yuill, Willard	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	960	27.1600	23 076
			O	2016-01-18	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 382	23.9600	27 458
<i>Options</i>									
Culmone, Vito	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	40 000	23.9600	140 000
Elliott, Morgan	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	20 000	23.9600	90 000
English, Trevor	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	20 000	23.9600	240 000
Johnson, Peter	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	20 000	23.9600	106 000
Kucharski, Chris	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	20 000	23.9600	90 000
Little, James	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	20 000	23.9600	80 000
McKenzie, Ronald E.	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	20 000	23.9600	82 000
MEHR, JEFFREY	5		O	2016-01-19	D	51 - Exercice d'options	(20 000)	16.3100	358 000
			O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	50 000	23.9600	378 000
Reynolds, John Edward Paul	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	10 000	23.9600	40 000
Shaw, Bradley	4, 5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	60 000	23.9600	810 000
Shaw, Julie	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	10 000	23.9600	395 000
Stacic, Zoran	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	20 000	23.9600	102 500
Stuart, Ellamarja Elizabeth	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	10 000	23.9600	190 000
Williams, Barbara Lynne	5		O	2016-01-18	D	50 - Attribution d'options	40 000	23.9600	140 000
Shopify Inc.									
<i>Actions à droit de vote multiple Class B Multiple Voting Shares</i>									
Shannan, Tobyn David	5		O	2016-01-19	D	51 - Exercice d'options	3 999		3 999
			O	2016-01-19	D	36 - Conversion ou échange	(3 999)		0
<i>Actions à droit de vote subalterne Class A Subordinate Voting Shares</i>									
Jones, Russell Norman	5								

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
R&J Jones Family Trust Lutke, Tobias Albin	PI		O	2016-01-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(5 000)	21.3518USD	130 000
Tobias Lutke Family Trust	PI		O	2016-01-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(4 500)	20.8017USD	250 000
Shannan, Tobyn David	5		O	2016-01-19	D	36 - Conversion ou échange	3 999		3 999
			O	2016-01-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(3 999)	30.6400	0
Weinand, Peter Daniel	5								
Daniel Weinand Family Trust	PI		O	2016-01-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	(19 000)	20.8049USD	69 316
Options									
Shannan, Tobyn David	5		O	2016-01-19	D	51 - Exercice d'options	(3 999)	0.1600	320 504
SILVERCORP METALS INC.									
<i>Actions ordinaires without par value</i>									
Silvercorp Metals Inc.	1		O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	46 000	0.6246	690 500
			O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	0.4389USD	725 500
			O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100 000	0.4626USD	825 500
			O	2016-01-26	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	48 000	0.6571	873 500
Société Financière Manuvie									
<i>Actions ordinaires</i>									
Framke, Gregory Allen	5		O	2016-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Droits Deferred Share Units (DSU)</i>									
Framke, Gregory Allen	5		O	2016-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Droits Performance Share Units (PSU)</i>									
Framke, Gregory Allen	5		O	2016-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
<i>Droits Restricted Share Units (RSU)</i>									
Framke, Gregory Allen	5		O	2016-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Options									
Framke, Gregory Allen	5		O	2016-01-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Société minière Aurvista									
Options									
Keeler, Ronald Bryan	4, 6, 5	R	O	2015-11-16	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.1000	
			M	2015-11-17	D	50 - Attribution d'options	400 000	0.1000	1 152 000
Mitchell, Robert A.	4		R	2015-11-16	D	50 - Attribution d'options	440 000	0.1000	
			M	2015-11-17	D	50 - Attribution d'options	440 000	0.1000	590 000
Sprott Inc.									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Adamson, Alexander James	4		O	2016-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	12 437	1.9700	96 506
Lee, Jack Chuck	4		O	2016-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	8 503	1.9700	141 073
Ranson, Sharon Margaret	4		O	2016-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	16 371	1.9700	153 211
ZIGROSSI, ROSEMARY	4		O	2016-01-15	D	56 - Attribution de droits de souscription	6 599	1.9700	113 969
Stantec Inc.									
<i>Actions ordinaires Deferred Share Units</i>									
Ammerman, Douglas Keith	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	96	32.2900	28 873
Emerson, David Lee	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	145	32.2900	44 092
Etter, Delores Maria	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	96	32.2900	28 873
Franceschini, Anthony P.	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	145	32.2900	44 092
Hartman, Susan Elaine	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	244	32.2900	74 526
Keith, Aram H.	4, 5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	172	32.2900	52 544
LOWRY, Donald James	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	58	32.2900	17 120
Ruste, Ivor Melvin	4		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	194	32.2900	59 310
<i>Common Shares Performance Share Units</i>									
Allen, Richard	7, 5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	186		25 820
Alpern, Paul Jeremy David	7, 5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	33		4 314
Gomes, Robert	4, 7, 5		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	485		70 735
Lefavre, Daniel Joseph	7		O	2015-12-31	D	56 - Attribution de droits de souscription	102		14 977
Storm Resources Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Brussa, John Albert	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	6 984	3.9200	524 109

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Emetteur									
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									
Tiberio, Robert S	5		O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	27 758	4.3800	1 016 550
Turnbull, Gregory George	4		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	6 922	3.9199	184 793
Wilson, James Kenneth	4		O	2015-01-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 823	3.4300	40 621*
			O	2015-04-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 150	4.5000	42 771*
			O	2015-07-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 446	3.9600	45 217*
			O	2015-10-29	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 548	3.8000	11 340*
Sulliden Mining Capital Inc.									
<i>Deferred Share Units</i>									
Humphrey, Raymond Bruce	4		O	2016-01-25	D	97 - Autre	(250 000)		0
			O	2014-08-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			250 000
Lai, Diane E.	4		O	2014-12-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-03-30	D	56 - Attribution de droits de souscription	250 000		250 000
Pettigrew, Pierre Stewart	4		O	2016-01-25	D	97 - Autre	(250 000)		0
			O	2014-08-11	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			250 000
<i>Options</i>									
Lai, Diane E.	4		O	2014-12-30	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-03-30	D	50 - Attribution d'options	50 000	0.2500	50 000
<i>Restricted Share Units</i>									
Pint, Paul	5		O	2016-01-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			500 000
Summit Industrial Income REIT									
<i>Parts de fiducie</i>									
Dykeman, Paul	4, 5								
Paul Dykeman and Teresa Dykeman Investment AC	PI		O	2015-10-19	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 271	6.0600	56 594
			O	2015-11-17	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 268	6.1100	58 862
			O	2015-12-17	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	2 330	5.9900	61 192
PT Investment Management Limited	PI		O	2015-10-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	678	6.0600	248 116
			O	2015-11-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	677	6.1100	248 793
			O	2015-12-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	696	5.9900	249 489
PT Management	PI		O	2015-10-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 417	6.0600	35 615
			O	2015-11-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 415	6.1100	37 030
			O	2015-12-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 454	5.9900	38 484
Teresa Dykeman TFSA	PI		O	2015-10-19	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	6.0600	1 112
			O	2015-11-17	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	44	6.1100	1 156
			O	2015-12-17	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	45	5.9900	1 201
TFSA	PI		O	2015-10-19	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	56	6.0600	1 410
			O	2015-11-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	56	6.1100	1 466
			O	2015-12-17	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	58	5.9900	1 524
Morassutti, Lawrence	4								
Caren Morassutti - RRSP	PI		O	2016-01-15	C	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	288	5.4500	37 672
Travi Inc.	PI		O	2016-01-15	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	11 492	5.4500	1 502 099
Surge Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Colborne, Paul	4	R	O	2016-01-15	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 757	1.6913	3 173 425
Janice RRSP	PI	R	O	2016-01-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 648	1.6913	259 526
Joint Account	PI	R	O	2016-01-15	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	241	1.6913	977
Tanager Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Squarek, John Edward	4, 5		O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	14 000		11 375 500*
Taseko Mines Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Hallbauer, Russell Edward	4, 5		O	2016-01-22	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40 000	0.3190USD	1 557 401
0709634BC Ltd.	PI		O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 748	0.3730	103 900
			O	2016-01-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 036	0.3800	110 936
			O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 000	0.4400	142 936
			O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	23 000	0.4600	165 936
0709649BC Ltd.	PI		O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 626	0.3730	146 600

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié			ra- tion						
Porteur inscrit									
			O	2016-01-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 732	0.3800	156 332
			O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	48 287	0.3150USD	204 619
			O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 000	0.3150USD	223 619
0709654BC Ltd.	PI		O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 626	0.3730	146 050
			O	2016-01-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	9 732	0.3800	155 782
			O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	48 287	0.3150USD	204 069
			O	2016-01-25	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 000	0.3150USD	223 069
Ireland, George R.	4		O	2016-01-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	35 000	0.3600	97 064
			O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.4000	122 064
			O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	15 000	0.3700	137 064
			O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	20 000	0.3800	157 064
			O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	36 986	0.2640USD	194 050
			O	2016-01-19	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	6 800	0.2503USD	200 850
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	7 500	0.2551USD	208 350
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	25 000	0.3800	233 350
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 100	0.2668USD	252 450
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	3 800	0.2645USD	256 250
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	43 750	0.2755USD	300 000
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	100	0.2713USD	300 100
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	18 700	0.2725USD	318 800
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	8 000	0.2745USD	326 800
			O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	900	0.2749USD	327 700
			O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	41 100	0.2750USD	368 800
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Armstrong, William Paul	4		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	102 000		204 000
Dickinson, Robert Allan	4, 5		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	102 000		204 000
Morrison, Alexander	4		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	102 000		237 960
Mundie, Richard A.	4		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	102 000		235 450
Thiessen, Ronald William	4		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	102 000		237 960
Thorstad, Linda Elaine	4		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	102 000		204 000
<i>Droits Performance Share Units</i>									
Battison, Brian	5		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 500		91 000
Hallbauer, Russell Edward	4, 5		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	130 000		260 000
Jones, Scott	5		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	45 500		91 000
McDonald, Stuart David	5		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	71 500		143 000
McManus, John	5		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	78 000		156 000
Rotzinger, Robert John	5		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	39 000		78 000
Rouleau, David Kenneth	5		O	2016-01-25	D	56 - Attribution de droits de souscription	52 000		104 000
<i>Options</i>									
Armstrong, William Paul	4		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	132 000	0.3800	545 000
Battison, Brian	5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	93 000	0.3800	746 200
Bergot, Brian Lee	5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	51 000	0.3800	248 000
Dickinson, Robert Allan	4, 5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	132 000	0.3800	464 000
Hallbauer, Russell Edward	4, 5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	261 000	0.3800	1 987 800
Jones, Scott	5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	93 000	0.3800	761 000
Maguire, Rita	5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	39 000	0.3800	78 000
McDonald, Stuart David	5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	144 000	0.3800	648 000
McManus, John	5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	156 000	0.3800	1 257 000
Morrison, Alexander	4		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	132 000	0.3800	464 000
Mundie, Richard A.	4		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	132 000	0.3800	464 000
Rotzinger, Robert John	5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	78 000	0.3800	506 000
Rouleau, David Kenneth	5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	105 000	0.3800	1 290 000
Thiessen, Ronald William	4		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	165 000	0.3800	580 000
Thomas, Trevor	5		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	51 000	0.3800	279 000
Thorstad, Linda Elaine	4		O	2016-01-25	D	50 - Attribution d'options	132 000	0.3800	314 000
Technologies Interactives Mediagrif Inc.									

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
<i>Actions ordinaires</i>									
Fiducie Familiale Claude Roy	3		O	2016-01-20	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			2 509 100
Les Services de gestion Claude Roy Inc.	3		O	2016-01-20	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 842 300)		950 000
Fiducie Familiale Claude Roy	PI		O	2008-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
Roy, Claude	4, 5, 3		O	2015-12-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	16.5000	
			M	2015-12-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 000	16.2600	668 774
			O	2016-01-20	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(666 800)		2 298
Fiducie Familiale Claude Roy	PI		O	2008-12-15	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-20	I	90 - Changements relatifs à la propriété	666 800		666 800
			O	2016-01-20	I	90 - Changements relatifs à la propriété	1 842 300		2 509 100
Les Services de gestion Claude Roy Inc.	PI		O	2016-01-20	I	90 - Changements relatifs à la propriété	(1 842 300)		950 000
Tembec Inc.									
<i>Options</i>									
Bastien, Reginald	5		O	2016-01-25	D	52 - Expiration d'options	(88)	16.6100	0
Black, Chris	5		O	2016-01-25	D	52 - Expiration d'options	(146)	16.6100	0
Dottori, Paolo G.	5		O	2016-01-25	D	52 - Expiration d'options	(292)	16.6100	0
Dumas, Michel	4, 5		O	2016-01-25	D	52 - Expiration d'options	(2 920)	16.6100	0
TerraVest Capital Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Haw, Dustin	7		O	2016-01-21	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(7 500)		19 400
Sharon Banbury	PI		O	2014-03-03	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-21	I	90 - Changements relatifs à la propriété	7 500		7 500
<i>Débiteures convertibles</i>									
TerraVest Capital Inc.	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 50 000.00	92.0000	\$ 50 000.00
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	\$ 50 000.00	92.0000	\$ 100 000.00
Tesco Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Milligan, R. Vance	4		O	2015-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	11 500	7.8167USD	
			M	2015-11-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(11 500)	7.8167USD	29 833
The Westaim Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
MacDonald, J. Cameron	4, 3								
628088 British Columbia Ltd.	PI		O	2016-01-25	I	97 - Autre	(163 846)		0
C-Mac Capital Inc.	PI		O	2008-12-19	I	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-25	I	97 - Autre	163 846		163 846
Timbercreek Global Real Estate Fund									
<i>Parts Class A</i>									
Timbercreek Asset Management Inc.	2		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	13.2500	28 100
			O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	13.2000	28 600
Titanium Corporation Inc.									
<i>Options</i>									
Kadey, Moss	4		O	2016-01-26	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		0
Kaufield, Jennifer Ann	5		O	2016-01-26	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		150 000
Moran, Kevin Leslie Murray	5		O	2016-01-26	D	52 - Expiration d'options	(175 000)		300 000
Nelson, Scott Eugene	5		O	2016-01-26	D	52 - Expiration d'options	(350 000)		500 000
Pridham, Gordon E.	4		O	2016-01-26	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		0
Sangster, Brant G.	4		O	2016-01-26	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		0
Slavens, Eric W.	4		O	2016-01-26	D	52 - Expiration d'options	(50 000)		0
Total Energy Services Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Halyk, Daniel Kim	4, 5								
Great West Life	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	866	14.6600	12 204*
Touchstone Exploration Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Baay, Paul Raymond	4, 5		O	2016-01-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	12 916	0.1500	1 052 514
Budau, Christopher Scott	5		O	2016-01-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 096	0.1500	162 909

Emetteur	Relation	Re-tard	État opé-ration	Date de l'opération	Emp-rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Tourmaline Oil Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Shipka, James	5		O	2016-01-20	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	7 638	0.1500	187 424
<i>Options</i>									
Angevine, Jill Terilee	4		O	2015-11-04	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
		R	O	2015-11-15	D	50 - Attribution d'options	10 000	26.3900	10 000
Bush, Allan Joseph	5		O	2015-11-15	D	50 - Attribution d'options	40 000	26.3900	
		R	M	2015-11-15	D	50 - Attribution d'options	40 000	26.3900	250 000
Hill, Ronald John	5	R	O	2015-11-15	D	50 - Attribution d'options	30 000	26.3900	230 000
Kirker, William Scott	5	R	O	2015-11-15	D	50 - Attribution d'options	30 000	26.3900	210 000
McKinnon, Earl Henry	5		O	2015-11-15	D	50 - Attribution d'options	30 000	26.3900	
		R	M	2015-11-15	D	50 - Attribution d'options	30 000	26.3900	256 667
Robinson, Brian	5	R	O	2015-11-15	D	50 - Attribution d'options	40 000	26.3900	310 000
Rose, Mike	5	R	O	2015-11-15	D	50 - Attribution d'options	50 000	26.3900	580 000
Tumbach, Drew E.	5	R	O	2015-11-15	D	50 - Attribution d'options	30 000	26.3900	210 000
TransCanada Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Anderson, Brandon M.	7								
Trustee of TransCanada's Employee Savings Plan	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	685	49.1400	2 132
			O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	67	50.7900	2 199
Waugh, Richard Earl	4	R	O	2014-10-24	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	250	54.3700	25 250
		R	O	2014-12-18	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	260	53.9600	25 510
Lynne Waugh	PI	R	O	2014-04-24	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	40	50.5000	4 190
		R	O	2014-05-28	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30	50.6800	4 220
Transcontinental inc.									
<i>Unités d'actions différées (UAD)/Deferred share unit (DSU)</i>									
Desaulniers, Christine	7, 5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	266	16.4600	26 067
Lavolette, Katya	5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	15	16.4600	1 459
LeCavalier, Donald	5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1	16.4600	145
Marcoux, Isabelle	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	60	16.4600	5 886
Marcoux, Pierre	4, 7		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	6	16.4600	559
Olivier, François	4, 7, 5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 630	16.4600	159 456
Reid, Brian	7, 5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	189	16.4600	18 509
<i>Unités d'actions différées (UAD-administrateurs) / (DSU-directors)</i>									
Bouchard, Lucien	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	670	16.3900	65 249
Dubois, Claude	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	640	16.3900	62 329
Fitzgibbon, Pierre	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	174	16.3900	16 987
Fortin, Richard	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	713	16.3900	69 410
Marcoux, Nathalie	4, 6		O	2016-01-20	D	58 - Expiration de droits de souscription	239	16.3900	
		M		2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	239	16.3900	23 334
Martini, Anna	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	281	16.3900	27 312
Plourde, Mario	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	27	16.3900	2 660
Roy, François R.	4		O	2016-01-20	D	58 - Expiration de droits de souscription	163	16.3900	
		M		2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	163	16.3900	15 937
Saputo, Lino Anthony	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	476	16.3900	46 323
Tremblay, André	4		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	387	16.3900	37 742
<i>Unités d'actions restreintes (UAR) / Restricted share unit (RSU)</i>									
Desaulniers, Christine	7, 5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	150	16.4600	45 290
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	173	16.4600	45 463
Gentiletti, Nelson	7, 5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	332	16.4600	99 973
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	383	16.4600	100 356
Lavolette, Katya	5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	124	16.4600	41 915
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	143	16.4600	42 058
LeCavalier, Donald	5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	91	16.4600	24 397
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	74	16.4600	24 471

Emetteur	Relation	Retard	État opéré	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
Titre									
Initié									
Porteur inscrit									
Marcoux, Pierre	4, 7		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	67	16.4600	21 517
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	78	16.4600	21 595
Olivier, François	4, 7, 5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 300	16.4600	391 703
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	1 500	16.4600	393 203
Reid, Brian	7, 5		O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	338	16.4600	102 052
			O	2016-01-20	D	56 - Attribution de droits de souscription	391	16.4600	102 443
TransGlobe Energy Corporation									
<i>Débitures convertibles TGL.DB</i>									
Chase, Geoffrey Charles	4	R	O	2015-11-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(\$ 50 000.00)	92.2700	\$ 0.00
Trez Capital Mortgage Investment Corporation									
<i>Class A Shares</i>									
Greene, Morley	3								
Trez Capital Group Limited Partnership	PI		O	2015-12-21	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	204	7.8100	27 636
Lai, Kenty Hin-Fai	3								
Trez Capital Group Limited Partnership	PI		O	2015-12-21	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	204	7.8100	27 636
Manson, Alexander Maxwell	4, 5, 3								
Trez Capital Group Limited Partnership	PI		O	2015-12-21	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	204	7.8100	27 636
Nisker, Michael John Richard	4, 5, 3								
Trez Capital Group Limited Partnership	PI		O	2015-12-21	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	204	7.8100	27 636
Perkins, Robert Derek	3								
Trez Capital Group Limited Partnership	PI		O	2015-12-21	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	204	7.8100	27 636
Trican Well Service Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Buzinsky, Andrew Antoine	5		O	2013-11-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	4 082	2.8300	4 082
Cox, Robert, John	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	15 667	2.0300	18 905
Girard, David Joseph	5		O	2012-06-25	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 267	2.0300	6 267
Luft, Donald R.	4, 5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	8 305	0.7300	843 105
McKee, James Simon	5		O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	6 531	0.7300	6 896
Venditto, James	5		O	2011-07-18	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionnariat	10 035	2.0900	10 035
Trinidad Drilling Ltd.									
<i>Droits Deferred Share Units</i>									
Brown, Robert James	4		O	2016-01-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	43 400		97 004
Burden, Brian	4		O	2016-01-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	43 400		70 800
Halford, David William	4		O	2016-01-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	43 400		70 800
Heier, Michael Erskine	4		O	2016-01-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	43 400		151 986
Johnson, Dale Patrick	4		O	2016-01-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	43 400		52 695
McDougald, Elson John	4		O	2016-01-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	43 400		52 695
SEAMAN, DONALD ROY	4		O	2016-01-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	43 400		52 695
Stickland, Ken Stanley	4		O	2016-01-21	D	56 - Attribution de droits de souscription	43 400		151 986
Uni-Sélect Inc.									
<i>Unités d'actions différées (UAD) / Deferred Share Unit Plan</i>									
Arndt, Steve	5		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	11	65.7140	4 556
Buzzard, James E.	4		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	25	65.7140	10 268
Chevrier, Robert	4		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	88	65.7140	36 059
Courville, André	4		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	6	65.7140	2 288
Curadeau-Grou, Patricia	4		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	19	65.7140	7 989
Dulac, Jean	4		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	6	65.7140	2 448
Hall, Jeffrey	4		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	1	65.7140	390
Hotte, Annie	5		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	7	65.7140	2 680
Juneau, Louis	5		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	7	65.7140	2 773
Keister, Richard Lewis	4		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	12	65.7140	4 939
Labrecque, Martin	5		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	4	65.7140	1 613
Lees-Buckley, Henry	5		O	2016-01-19	D	35 - Dividende en actions	6	65.7140	2 499

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
United Corporations Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
E-L Financial Corporation Limited	3		O	2016-01-20	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	500	85.0000	6 285 459
			O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	1 600	84.6250	6 287 059
Veresen Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
King, Kevan Scott	5								
BMO Nesbitt Burns	PI		O	2016-01-25	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	39	7.4949	3 630
BMO Nesbitt Burns RRSP	PI		O	2016-01-25	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	32	7.4949	2 986
Veresen Employee Savings Plan	PI		O	2015-12-31	I	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	4 394	13.5036	11 391
Vermilion Energy Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Marchant, Timothy	4		O	2012-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	398	46.4200	
			M	2012-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	518	46.4200	13 242
			O	2013-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	673	53.9400	
			M	2013-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	785	53.9400	18 982
			O	2015-12-31	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	1 441	55.4400	28 902
Victoria Gold Corp. (formerly Victoria Resource Corporation)									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sun Valley Gold LLC	3								
Client accounts	PI		O	2016-01-20	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	115 500	0.1550	14 615 000
			O	2016-01-21	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	222 500	0.1550	14 837 500
			O	2016-01-22	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	231 000	0.1550	15 068 500
			O	2016-01-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	2 000 000	0.1550	17 068 500
			O	2016-01-26	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	50 000	0.1550	17 118 500
Village Farms International, Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Vanzeyst, Albert Wilhelmus	3		O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	(1 000)	0.8600	8 331 233*
Vista Gold Corp.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Sun Valley Gold LLC	3								
Client Accounts	PI		O	2016-01-25	C	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	32 250	0.2800USD	14 583 722
Sun Valley Gold Master Fund, Ltd.	3		O	2016-01-25	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	19 124	0.2800USD	10 508 290
Wallbridge Mining Company Limited									
<i>Actions ordinaires</i>									
Blake, H.J.	5		O	2015-11-05	D	00 - Solde d'ouverture-Déclaration initiale en format SEDI			
			O	2016-01-27	D	47 - Acquisition ou aliénation par don	85 000		85 000
Wesdome Gold Mines Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Uloth, Rowland Wallace	4		O	2016-01-21	D	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	10 500	1.1604	880 225
Westshore Terminals Investment Corporation									
<i>Actions ordinaires</i>									
Pattison, James A.	3								
Great Pacific Capital Corp.	PI		O	2016-01-18	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	34 900	10.2217	5 112 500
			O	2016-01-19	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	28 800	10.7353	5 141 300
			O	2016-01-20	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	46 200	10.6336	5 187 500
			O	2016-01-21	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	30 000	11.9373	5 217 500
			O	2016-01-22	I	10 - Acquisition ou aliénation effectuée sur le marché	54 600	12.1543	5 272 100
Stinson, William W.	4, 5		O	2016-01-19	D	30 - Acquisition ou aliénation en vertu d'un régime d'actionariat	608	10.0944	45 993
Whitecap Resources Inc.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Lebsack, Peter Gary	5		O	2016-01-20	D	90 - Changements relatifs à la propriété	(4 000)	5.8000	256 982
Carol Lebsack	PI		O	2016-01-20	C	90 - Changements relatifs à la propriété	4 000	5.8000	74 278

Emetteur	Rela- tion	Re- tard	État opé- ra- tion	Date de l'opération	Emp- rise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
WPT Industrial Real Estate Investment Trust									
<i>Class B Partnership Units</i>									
Cimino, Matthew James	5								
Welsh Property Trust, LLC	PI		O	2016-01-19	I	36 - Conversion ou échange	(1 902 619)		6 722 695
Doyle, Dennis John	7								
Welsh Property Trust, LLC	PI		O	2016-01-19	I	36 - Conversion ou échange	(1 902 619)		6 722 695
Frederiksen, Scott	4, 5								
Welsh Property Trust, LLC	PI		O	2016-01-19	I	36 - Conversion ou échange	(1 902 619)		6 722 695
Heieie, Dennis Grant	5								
Welsh Property Trust, LLC	PI		O	2016-01-19	I	36 - Conversion ou échange	(1 902 619)		6 722 695
Welsh Property Trust, LLC	3		O	2016-01-19	D	38 - Rachat ou annulation	(1 902 619)		
			M	2016-01-19	D	36 - Conversion ou échange	(1 902 619)		6 722 695
<i>Parts de fiducie</i>									
Cimino, Matthew James	5								
Welsh Property Trust, LLC	PI		O	2016-01-19	I	36 - Conversion ou échange	1 902 619		9 255 319
			O	2016-01-20	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	(4 783 122)	11.7500USD	4 472 197
Doyle, Dennis John	7								
Welsh Property Trust, LLC	PI		O	2016-01-19	I	36 - Conversion ou échange	1 902 619		9 255 319
			O	2016-01-20	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	(4 783 122)	11.7500USD	4 472 197
Frederiksen, Scott	4, 5								
Welsh Property Trust, LLC	PI		O	2016-01-19	I	36 - Conversion ou échange	1 902 619		9 255 319
			O	2016-01-20	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	(4 783 122)	11.7500USD	4 472 197
Heieie, Dennis Grant	5								
Welsh Property Trust, LLC	PI		O	2016-01-19	I	36 - Conversion ou échange	1 902 619		9 255 319
			O	2016-01-20	I	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	(4 783 122)	11.7500USD	4 472 197
Welsh Property Trust, LLC	3		O	2016-01-19	D	36 - Conversion ou échange	1 902 619		9 255 319
			O	2016-01-20	D	16 - Acquisition ou aliénation en vertu d'une dispense de prospectus	(4 783 122)	11.7500USD	4 472 197
Yieldplus Income Fund									
<i>Parts de fiducie</i>									
YIELDPLUS Income Fund	1		O	2016-01-20	D	38 - Rachat ou annulation	1 800	4.9528	86 991 124
			O	2016-01-21	D	38 - Rachat ou annulation	400	5.0000	86 991 524
			O	2016-01-22	D	38 - Rachat ou annulation	5 000	5.2400	86 996 524
Yoho Resources Inc.									
<i>Options</i>									
Drader, Clark Warren	5		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1950	720 000
Kurceba, Peter	4		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1950	198 334
McLachlan, Brian	4, 5		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1950	720 000
Olson, Kevin	4		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1950	198 334
Perron, Gary	4		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.1950	181 668
Stobo, Barry J.	5		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1950	760 000
Woolsey, Wendy S	5		O	2016-01-19	D	50 - Attribution d'options	300 000	0.1950	686 667
Zargon Oil & Gas Ltd.									
<i>Actions ordinaires</i>									
Harrison, K. James	4		O	2016-01-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	2 982	0.5800	235 464*
Merritt, Geoffrey Craig	4		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	1 938	0.5800	13 899
<i>Restricted Share Awards</i>									
Harrison, K. James	4		O	2016-01-24	D	57 - Exercice de droits de souscription	(2 000)	0.5800	16 600*
Merritt, Geoffrey Craig	4		O	2016-01-25	D	57 - Exercice de droits de souscription	(1 300)	0.5800	26 700
ZoomMed inc.									
<i>Options</i>									
Floriani, Bruno	4		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.2100	800 000
Luneau, Micheline	4		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.2100	1 180 000
Marmet, Yves	4, 5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.2100	1 480 000
Matziorinis, Nicolas	4		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.2100	1 180 000
Pinard, Marie-Hélène	4, 5		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.2100	1 480 000
Powell, Robert	4		O	2016-01-21	D	50 - Attribution d'options	100 000	0.2100	1 480 000

Émetteur	Relation	Retard	État opération	Date de l'opération	Emprise	Opération Description de l'opération	Nombre de titres ou valeur nominale	Prix unitaire	Solde courant
<i>Titre</i>									
Initié									
Porteur inscrit									

ANNEXE 3 LISTE DES OPÉRATIONS D'INITIÉS DÉCLARÉES HORS DÉLAI (FORMAT ÉLECTRONIQUE - SEDI)

Vous trouverez, sous la présente annexe, une liste des opérations d'initiés déclarées hors délai dans le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI). Il s'agit de la liste des initiés qui n'ont pas déclaré leur emprise ou une modification à leur emprise à l'intérieur des délais prescrits par la Loi. Cette liste est publiée chaque semaine, mais les opérations déclarées hors délai n'y apparaissent qu'une seule fois.

Le détail des opérations déposées en retard est publié à l'Annexe B1 (Déclarations d'initiés SEDI). Ces opérations sont codifiées « R ».

L'information publiée dans cette annexe est tirée du rapport hebdomadaire produit par le Système électronique de déclaration des initiés (SEDI).

Les initiés ou leurs agents autorisés sont responsables des informations entrées dans le système et, par conséquent, de celles contenues dans le présent rapport. L'information entrée directement dans SEDI prévaut toutefois sur celle présentée ci-dessous. Certaines informations entrées par les initiés ou leurs agents, qui ne sont pas automatiquement traduites par le système, peuvent être publiées en français ou en anglais.

Le personnel rappelle aux initiés qu'ils doivent, en vertu de la Loi sur les valeurs mobilières (LVM), déclarer leur emprise ou une modification à leur emprise sur les titres d'un émetteur assujéti au Québec de façon exacte et claire et ce, dans un délai de dix jours, sauf dans certains cas précis.

L'initié qui ne déclare pas, dans les délais requis, toute modification à son emprise sur les titres de l'émetteur à l'égard duquel il est initié peut être tenu au paiement d'une sanction administrative pécuniaire ou être passible d'une amende à la suite d'une poursuite pénale.

La sanction administrative pécuniaire est prévue à l'article 274.1 LVM et à l'article 271.14 du Règlement sur les valeurs mobilières (RVM). Cette sanction administrative pécuniaire est imposée aux initiés des émetteurs assujétis pour lesquels le Québec agit à titre d'autorité principale. Afin de bien les identifier, les opérations de ces initiés apparaissent en caractère gras dans la présente Annexe. Cette sanction administrative pécuniaire est de 100 \$ par omission de déclarer pour chaque jour au cours duquel il est en défaut, jusqu'à concurrence d'une somme maximale de 5 000 \$.

L'infraction pouvant faire l'objet d'une poursuite pénale est prévue à l'article 202 LVM, avec référence à l'article 97 LVM et à l'article 174 RVM. Une telle infraction rend l'initié passible d'une amende de 1 000 \$ à 20 000 \$ dans le cas d'une personne physique et d'une amende de 1 000 \$ à 50 000 \$ dans les autres cas. Pour informations, veuillez communiquer avec l'Autorité des marchés financiers.

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
Advantaged Canadian High Yield Bond Fund	Advantaged Canadian High Yield Bond Fund	2015-12-31	2016-01-26	ON
	Advantaged Canadian High Yield Bond Fund	2015-12-31	2016-01-26	ON
Ainsworth, Anne-Marie	Pembina Pipeline Corporation	2016-01-01	2016-01-26	AB
Angevine, Jill Terilee	Tourmaline Oil Corp.	2015-11-15	2016-01-26	AB
Beaumont, Glenn William	Enbridge Inc.	2015-12-08	2016-01-21	AB
Billing, Grant Donald	Pembina Pipeline Corporation	2016-01-01	2016-01-26	AB
Bush, Allan Joseph	Tourmaline Oil Corp.	2015-11-15	2016-01-26	AB
Canadian Resources Income Trust	CANADIAN RESOURCES INCOME TRUST	2015-12-07	2016-01-26	ON
Chase, Geoffrey Charles	TransGlobe Energy Corporation	2015-11-20	2016-01-25	AB
Colborne, Paul	Surge Energy Inc.	2016-01-15	2016-01-25	AB
	Surge Energy Inc.	2016-01-15	2016-01-25	AB
	Surge Energy Inc.	2016-01-15	2016-01-25	AB
Conrad, Herbert Joseph	Arbutus Biopharma Corporation	2015-03-30	2016-01-26	BC
	Arbutus Biopharma Corporation	2015-08-12	2016-01-26	BC
Cordick, Arness William Ross	Exploration Puma Inc.	2016-01-15	2016-01-25	QC
Findlay, Randall J.	Pembina Pipeline Corporation	2016-01-01	2016-01-26	AB
Gauvin, Jason	Brisset Beer International, Inc.	2015-05-15	2016-01-22	QC
Gladwish, Jeff	Groupe DATA Ltée	2015-11-24	2016-01-20	ON
	Groupe DATA Ltée	2015-11-24	2016-01-20	ON
Gluck, Rashieda	Aurinia Pharmaceuticals Inc.	2016-01-14	2016-01-21	BC
	Aurinia Pharmaceuticals Inc.	2016-01-15	2016-01-21	BC
Gordon, Lorne	Pembina Pipeline Corporation	2016-01-01	2016-01-26	AB
Henriques, Richard Conover				

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	Arbutus Biopharma Corporation	2015-03-30	2016-01-27	BC
	Arbutus Biopharma Corporation	2015-08-12	2016-01-27	BC
High Rock Canadian High Yield Bond Fund	High Rock Canadian High Yield Bond Fund	2015-12-31	2016-01-26	ON
Hill, Ronald John	Tourmaline Oil Corp.	2015-11-15	2016-01-26	AB
Johal, Barinder	Brisset Beer International, Inc.	2015-02-27	2016-01-21	QC
KERR, GORDON J.	Pembina Pipeline Corporation	2016-01-01	2016-01-26	AB
Kirker, William Scott	Tourmaline Oil Corp.	2015-11-15	2016-01-26	AB
Lai, Diane E.	Sulliden Mining Capital Inc.	2015-03-30	2016-01-26	ON
	Sulliden Mining Capital Inc.	2015-03-30	2016-01-26	ON
Lally, A. Michelle	Canadian World Fund Limited	2015-09-23	2016-01-22	ON
LeGresley, David Malcolm Balfour	Pembina Pipeline Corporation	2016-01-01	2016-01-26	AB
Leier, Chad Jeremy	Calfrac Well Services Ltd.	2015-12-16	2016-01-22	AB
MacPhail, Peter	Alamos Gold Inc.	2015-12-10	2016-01-22	ON
McKinnon, Earl Henry	Tourmaline Oil Corp.	2015-11-15	2016-01-26	AB
Michaleski, Robert B.	Pembina Pipeline Corporation	2016-01-01	2016-01-26	AB
Moneda Latam Fixed Income Fund	Moneda LatAm Fixed Income Fund	2015-12-11	2016-01-26	ON
Moneda Latam Growth Fund	Moneda LatAm Growth Fund	2015-12-11	2016-01-26	ON
O'Donoghue, Leslie	Pembina Pipeline Corporation	2016-01-01	2016-01-26	AB
Reid, Alan Craig	Cenovus Energy Inc.	2015-04-10	2016-01-26	AB
Robinson, Brian	Tourmaline Oil Corp.	2015-11-15	2016-01-26	AB
Rose, Mike	Tourmaline Oil Corp.	2015-11-15	2016-01-26	AB
Ross, Alistair Angus Hugh	Echelon Financial Holdings Inc.	2015-04-06	2016-01-20	ON
	Echelon Financial Holdings Inc.	2015-07-02	2016-01-20	ON
	Echelon Financial Holdings Inc.	2015-10-09	2016-01-20	ON

Opérations d'initiés déclarées hors délai				
Initié	Émetteur	Date de l'opération	Date de réception	Autorité principale
	Echelon Financial Holdings Inc.	2016-01-11	2016-01-20	ON
Sandberg International Limited				
	Brisset Beer International, Inc.	2014-11-10	2016-01-21	QC
SCITI Trust				
	SCITI Trust	2015-12-31	2016-01-26	ON
Smith, Jeffrey T.				
	Pembina Pipeline Corporation	2016-01-01	2016-01-26	AB
Tumbach, Drew E.				
	Tourmaline Oil Corp.	2015-11-15	2016-01-26	AB
Waugh, Richard Earl				
	TransCanada Corporation	2014-04-24	2016-01-22	AB
	TransCanada Corporation	2014-05-28	2016-01-22	AB
	TransCanada Corporation	2014-10-24	2016-01-22	AB
	TransCanada Corporation	2014-12-18	2016-01-22	AB
Wittal, Stephen				
	Groupe DATA Ltée	2015-11-24	2016-01-25	ON

**ANNEXE 4 - LISTE DES TITRES POUVANT CONSTITUER DES ACTIONS VALIDES POUR
L'APPLICATION DU RÉGIME D'ÉPARGNE-ACTIONS II**

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Acasti Pharma Inc.	Actions inscrites	2014-01-24	Actions ordinaires	2017-12-31
Clifton Star Resources Inc.	Actions inscrites	2013-11-22	Actions ordinaires	2016-12-31
CO ₂ Solution inc.	Actions inscrites	2014-11-03	Actions ordinaires	2017-12-31
DEQ Systèmes Corp.	Actions inscrites	2013-06-17	Actions ordinaires	2016-12-31
Diagnocure Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
DIAGNOS inc.	Actions inscrites	2013-12-05	Actions ordinaires	2016-12-31
Groupe d'Alimentation MTY Inc.	Actions inscrites	2013-01-14	Actions ordinaires	2016-12-31
Groupe CVTech inc.	Actions inscrites	2014-08-12	Actions ordinaires	2017-12-31
H ₂ O Innovation inc.	Actions inscrites	2013-09-25	Actions ordinaires	2016-12-31
Intema Solutions inc.	Actions inscrites	2013-12-20	Actions ordinaires	2016-12-31
Junex inc.	Actions inscrites	2014-10-16	Actions ordinaires	2017-12-31
Les Technologies Clemex Inc.	Actions inscrites	2013-04-17	Actions ordinaires	2016-12-31
Manac Inc.	Actions inscrites	2013-11-20	Actions ordinaires	2016-12-31
Lumenpulse inc.	Actions inscrites	2014-03-19	Action ordinaires	2017-12-31
Medicago Inc.	Actions inscrites	2013-02-28	Actions ordinaires	2016-12-31
Mines Richmond Inc.	Actions inscrites	2014-04-10	Actions ordinaires	2017-12-31
Mines Virginia inc.	Actions inscrites	2013-11-29	Actions ordinaires	2016-12-31
Neptune Technologies et Bioressources Inc.	Actions inscrites	2014-01-01	Actions ordinaires	2017-12-31
Novik inc.	Actions inscrites	2013-12-01	Actions ordinaires	2016-12-31
Opsens inc.	Actions inscrites	2014-01-21	Actions ordinaires	2017-12-31
Orbite Aluminae Inc.	Actions inscrites	2013-07-19	Actions ordinaires	2016-12-31

Dénomination	Mode de placement	Date du placement ou de la décision anticipée	Titres	Date maximale d'admissibilité
Pediapharm inc.	Actions inscrites	2013-11-26	Actions ordinaires	2016-12-31
Pétrolia Inc.	Actions inscrites	2014-02-21	Actions ordinaires	2017-12-31
ProMetic Sciences de la Vie inc.	Actions inscrites	2013-09-27	Actions ordinaires	2016-12-31
Technologies D-Box inc.	Placement privé	2013-12-04	Actions ordinaires	2016-12-31

7.

Bourses, chambres de compensation, organismes d'autoréglementation et autres entités réglementées

- 7.1 Avis et communiqués
 - 7.2 Réglementation de l'Autorité
 - 7.3 Réglementation des bourses, des chambres de compensation, des OAR et d'autres entités réglementées
 - 7.4 Autres consultations
 - 7.5 Autres décisions
-

7.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

7.2 RÉGLEMENTATION DE L'AUTORITÉ

Aucune information.

7.3. RÉGLEMENTATION DES BOURSES, DES CHAMBRES DE COMPENSATION, DES OAR ET D'AUTRES ENTITÉS RÉGLEMENTÉES

7.3.1 Consultation

Aucune information

7.3.2 Publication



AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

MISE À JOUR DES RÈGLES ET PROCÉDURES DE BOURSE DE MONTRÉAL INC.

MODIFICATIONS À LA RÈGLE 6 ET 15 DE LA BOURSE

**MODIFICATIONS AUX PROCÉDURES APPLICABLES À L'EXÉCUTION DE
STRATÉGIES IMPLIQUANT DES OPTIONS**

**MODIFICATIONS AUX PROCÉDURES APPLICABLES À L'EXÉCUTION DE
STRATÉGIES IMPLIQUANT DES CONTRATS À TERME ET DES OPTIONS SUR
CONTRATS À TERME**

Le soussigné confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations aux règles, politiques et procédures de Bourse de Montréal inc. ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (chapitre I-14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 18 janvier 20 16 .

(s) Jean-Philippe Joyal

Jean-Philippe Joyal, conseiller juridique
BOURSE DE MONTRÉAL INC.



AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

**MODIFICATIONS DE L'ARTICLE 6602 DE LA RÈGLE SIX DE BOURSE DE MONTRÉAL
INC.**

CRITÈRE D'ÉLIGIBILITÉ POUR LES OPTIONS SUR INDICES

La soussignée confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations aux règles, politiques et procédures de Bourse de Montréal inc. ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (chapitre I-14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 18 janvier 20 16 .

(s) Sabia Chicoine
Sabia Chicoine, conseillère juridique
BOURSE DE MONTRÉAL INC.



AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

**COTATION EN CENTS SUR LES CONTRATS D'OPTIONS- FIN DU PROJET PILOTE ET
MISE EN PLACE D'UN PROGRAMME PERMANENT**

MODIFICATIONS À L'ARTICLE 6624 DES RÈGLES DE LA BOURSE

La soussignée confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations aux règles, politiques et procédures de Bourse de Montréal inc. ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (chapitre I-14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 18 janvier 20 16 .

(s) Sabia Chicoine
Sabia Chicoine, conseillère juridique
BOURSE DE MONTRÉAL INC.



AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

**INTRODUCTION D'OPÉRATIONS EN BLOC SUR LA BASE DE LA VALEUR DE CLÔTURE
DE L'INDICE POUR LES CONTRATS À TERME SUR INDICE S&P/TSX ET SUR INDICE
SECTORIEL**

MODIFICATION DE L'ARTICLE 6380

**MODIFICATION DES PROCÉDURES RELATIVES À L'EXÉCUTION D'OPÉRATIONS EN
BLOC**

La soussignée confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations aux règles, politiques et procédures de Bourse de Montréal inc. ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (chapitre I-14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 18 janvier 20 16 .

(s) Sabia Chicoine
Sabia Chicoine, conseillère juridique
BOURSE DE MONTRÉAL INC.



AVIS DE CONFORMITÉ

EN VERTU DE L'ARTICLE 22 DE LA LOI SUR LES INSTRUMENTS DÉRIVÉS

PRIX DE RÈGLEMENT DES CONTRATS À TERME SUR ACCEPTATIONS BANCAIRES CANADIENNES DE TROIS MOIS

MODIFICATIONS AUX PROCÉDURES APPLICABLES AUX PRIX DE RÈGLEMENT QUOTIDIENS DES CONTRATS À TERME ET DES OPTIONS SUR CONTRATS À TERME

La soussignée confirme que les modifications et, s'il y a lieu, les ajouts et les abrogations aux règles, politiques et procédures de Bourse de Montréal inc. ont été apportés conformément à la *Loi sur les instruments dérivés* (L.R.Q., chapitre I-14.01).

FAIT à MONTRÉAL le 26 janvier 20 16 .

(s) Sabia Chicoine
Sabia Chicoine, conseillère juridique
BOURSE DE MONTRÉAL INC.

7.4 AUTRES CONSULTATIONS

Aucune information.

7.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

8.

Entreprises de services monétaires et Contrats publics

- 8.1 Avis et communiqués
 - 8.2 Réglementation
 - 8.3 Permis d'exploitation d'entreprises de services monétaires
 - 8.4 Autorisation de contracter / sous-contracter avec un organisme public
 - 8.5 Autres décisions
-

8.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

8.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

8.3 PERMIS D'EXPLOITATION D'ENTREPRISES DE SERVICES MONÉTAIRES

La *Loi sur les entreprises de services monétaires*, RLRQ, c. E-12.000001 (la « LESM ») prévoit à son article 3 que toute personne ou entité qui exploite une entreprise de services monétaires contre rémunération (une « ESM ») doit être titulaire d'un permis d'exploitation délivré par l'Autorité des marchés financiers (le « permis »). L'Autorité peut délivrer un permis pour l'une ou plusieurs des catégories suivantes :

- le change de devises
- le transfert de fonds
- l'émission ou le rachat de chèques de voyage, de mandats ou de traites
- l'encaissement de chèques
- l'exploitation de guichets automatiques

L'Autorité tient et met à jour sur son site Web, un registre public des entreprises de services monétaires (ESM) à qui elle délivre le droit d'exercer des activités au Québec. Si vous souhaitez vérifier si une ESM dispose d'un droit d'exercer des activités au Québec, veuillez consulter ce registre. Les sous-sections ci-dessous contiennent l'information sur les décisions prises par l'Autorité ou les circonstances qui amènent une modification à ce registre.

La sous-section 8.3.1 contient l'information relative à la décision d'octroyer un nouveau permis. La sous-section 8.3.2 vise la cessation volontaire d'une ou plusieurs activités visées par le permis. La sous-section 8.3.3 contient les décisions prononcées par l'Autorité en vertu du premier alinéa de l'article 17 de la LESM, de suspendre ou de révoquer un permis pour un motif visé aux articles 11 et 13 de la LESM.

Il est à noter que les décisions rendues par le Bureau de décision et de révision à l'égard d'une ESM en vertu du deuxième alinéa de l'article 17 de la LESM et les avis d'audiences de ce tribunal se retrouvent à la section 2 du bulletin.

8.3.1 Nouveaux permis d'exploitation

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
103467 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-28
121270 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-17
162176 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
2169-1456 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-29
2547-6730 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-06
2629-9123 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-17
2704242 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-04
2737-5377 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-20
2743-8860 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-20
2760-4560 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-24
2851962 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
2952-8007 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-17

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
2971-9499 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-05
3087-9068 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-28
3227014 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-18
3559360 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
3703428 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-30
3785131 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-09
4031083 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-05
4186443 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-28
4547012 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-29
6790852 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-05
6840426 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-18
7212356 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-18
7755287 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-07
8814929 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-04
9015-8080 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-18
9021-2663 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-14
9024-9152 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-13
9025-2685 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-18
9032-5549 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
9051-8754 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-30
9059-2189 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-17
9060-2707 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-19
9063-3090 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-24
9070-9122 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-29
9079-3738 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-11
9093-4829 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-09
9093-5669 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-16
9094-0487 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-18
9100-4432 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-18
9103-3340 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-06
9111-1278 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-16
9121-0757 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-14
9122-3024 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-17
9125-4821 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-09
9125-4920 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-21
9127-6451 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-17

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
9129-8141 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-11
9131-1266 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-04
9134-2840 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-19
9134-5181 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
9135-5974 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
9137-4041 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
9142-1057 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
9143-2476 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-06
9143-5289 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-16
9148-9997 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-18
9153-9528 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-30
9176-8721 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-15
9184-0504 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-05
9184-9679 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-08
9185-0990 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-08
9188-6952 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-21
9189-9203 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-30
9191-0174 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-18
9198-2603 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-27
9207-4996 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-13
9207-6553 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-24
9213-3743 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-17
9214-0144 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
9215-1984 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-30
9217-0547 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-21
9218-6535 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-28
9222-0441 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-08
9222-2256 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-28
9225-2063 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-28
9226-5263 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-22
9232-0688 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-14
9242-1718 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-06
9244140 CANADA INC.	Transfert de fonds	2015-11-03
9244-9792 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-18
9250-0099 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-30
9252-1228 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-04

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
9252-3869 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-29
9258-5868 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-15
9263-1373 QUÉBEC INC.	Encaissement de chèques Exploitation de guichets automatiques	2015-11-24
9265-5554 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-18
9268-2202 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-08
9268-7847 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-14
9269-5055 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
9280-2511 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-21
9283-9455 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-13
9286-3653 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-28
9286-4636 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
9288-4998 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
9290-0034 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-27
9291-2641 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
9296-1010 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-30
9300-6229 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-11
9302-7563 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-11
9304-4337 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-22
9306-4368 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-06
9311-7596 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-15
9315-4557 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
9316-1339 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-30
9317-3979 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-11
9319-6830 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-18
9322-2339 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-19
9322-8450 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-28
9324-6890 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
9326-3911 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-01
9327-5196 QUÉBEC INC.	Change de devises	2015-11-18
ACCÈS2PRO PAIEMENTS INC.	Transfert de fonds	2015-11-05
AGILITY FOREX LTD	Change de devises Transfert de fonds	2015-12-22
ANDRÉ WHITTON	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-17
ANIMATION CENTRE-VILLE SHERBROOKE	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-17
ANNIE XU	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-09

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
ANNIK YERGEAU	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
ASSOCIATED FOREIGN EXCHANGE, ULC	Change de devises, Transfert de fonds, Émission ou rachat de chèques de voyage, de mandats ou de traites	2015-09-29
ASSOCIATION DES BINGOS DE VICTORIAVILLE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-07
ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS ET ÉTUDIANTES DU CAMPUS À LÉVIS (AGECALE)	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
ATELIER DE LOCATION TURBO INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-18
AUBERGE CENTRE-VILLE CHICOUTIMI (1989) INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-22
BAR 4040 INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-09
BAR DE L'O INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-11
BAR D'LA CÔTE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-28
BAR EXPLICITE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-22
BAR LA VOÛTE 2013 INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
BAR LE CABARET CHIBOUGAMAU INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-23
BAR LE MANOIR 2010 INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-30
BAR SALON MORIER INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-28
BENSON DERIVAL	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-15
BILLARD O TIPS INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-20
BILLARD ROYAL (1996) INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-27
BILLETTERIE DU TERMINUS D'AUTOCARS DE QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
BOUBACAR DIALLO	Transfert de fonds	2015-09-28
BOULANGERIE & PATISSERIE SALERNO INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-30
BRASSERIE HAYES LTÉE	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-28
BRASSERIE ST-LOUIS INC.	Encaissement de chèques Exploitation de guichets automatiques	2015-09-09 2015-08-12
CAMPING DE LA MONTAGNE D'ARGENT INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-11
CARL MARTIN	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-30
CENTRE DE CONSERVATION DE LA BIODIVERSITÉ BORÉALE (CCBB) INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
CENTRE DÉPANNEUR DU NORD J.L. INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-05

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
CHABROL HÔTEL ET SUITES INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-17
CLAUDIO SPAGNOLO	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-23
CLUB DE GOLF LE PORTAGE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-17
COMPLEXE MULTI-DISCIPLINAIRE LES ESTACADES	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-08
COMPLEXE SUPER "8" INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-11
DE CASTRIS SERVICE CENTRE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-10
DÉPANNEUR CHARLES BOURGEOIS INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-15
DÉPANNEUR CONRAD-GOSSELIN INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-12
DÉPANNEUR DAVID ET JESSICA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-27
DÉPANNEUR PATRY S.E.N.C.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
DOOLYS SOREL-TRACY INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
ENCOREFX INC.	Change de devises Transfert de fonds	2015-09-30
ENTREPRISE SHEN TIANSHU INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-06
EYECASH SERVICES INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
FRANCIS LAVOIE	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-20
FRANÇOIS PAINCHAUD	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-30
GAB QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-22
GAÉTAN BOUCHARD	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-05
GESTION ERIC CORRIVEAU INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-17
GESTION SERGILI INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-07
GHOSSOUB INVESTISSEMENT CORP.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-17
GOLF & CAFÉ DE LA CÔTE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
GROUPE MACANI INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
GUANG HAO LI	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-29
HÔTEL & GOLF DE LA FAUNE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-21
HÔTEL BERGEROY INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
INSTACOIN ATM INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-20
JONATHAN CÔTÉ	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-28
KONSTANTINOS TRIANTOPOULOS	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-19
LA COOPERATIVE DES HORTICULTEURS DE QUÉBEC	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-19
LAMAR EXCHANGE INC.	Change de devises	2016-01-11

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
L'ASSOCIATION HÉBRAÏQUE DES JEUNES HOMMES, JEUNES FEMMES DE MONTRÉAL	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-30
LE MANOIR SULLY INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
LE ZÉRO PRO INC.	Transfert de fonds	2015-10-27
LES ENTREPRISES AGRICOLES M. BRETON INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-04
LES ENTREPRISES GILLES DUMONT INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-04
LES ENTREPRISES ROBERT PICARD INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-22
LES ENTREPRISES ROBSTAN LTÉE	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-27
LES ENTREPRISES THERESE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-04
LES INVESTISSEMENTS NOVENTA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-09
LES INVESTISSEMENTS RENÉ SIROIS INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-07
LES PRODUCTIONS DE LA HUITIÈME INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-13
LI DU	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-30
LIN MEI	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
LING YUE KONG	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-28
MAGASIN HEIN INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
MARCHÉ KAZ	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-18
MARLÈNE PROULX	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-07
MARYSE HOGUE	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-05
MIKHAEL SAKOVICH	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-18
MONDIAL DES CULTURES DE DRUMMONDVILLE	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-06
MONIQUE VILLENEUVE	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-21
MOTEL LOUISE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-22
MOTEL VILLA MON REPOS	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-13
NR TECHNOLOGIE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-11
OLIVETTE SPOSATO	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-20
PLACEMENTS H. ANJACHAK INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-24
PUB CENTRAL EAST-ANGUS INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-22
PUB LE SPORTIF SENC	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-11
PUB O'CALLAGHAN'S	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-05
PUB OZONE GRANDE-ALLÉE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-06

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
RAOUF FAWZI	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
RESTAURANT EL MESON INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
RESTAURANT JULIEN ST-AMANT LTÉE	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-06
RESTAURANT PASTALI INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-13
RESTAURANT PHO LIEN INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-13
RESTAURANTS MONTAZA P.A.T. INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
RESTO LA BAIE INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-30
RICHARD RACINE	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-11
RONALD FONTAINE	Encaissement de chèques Exploitation de guichets automatiques	2015-12-23 2015-12-14
ROSANN CHAPUT	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-04
SALON DE QUILLES FUTURA LTÉE	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-17
SALON DE QUILLES RIVE-SUD INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-30
SERVICES EN LIGNE TAO INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-14
SKI BROMONT.COM, SOCIÉTÉ EN COMMANDITE	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-01
SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF ACCESS CASH	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-19
SOLUTIONS POINT OF SALE (P.O.S.) INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-24
STATION ET DÉPANNEUR MIA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-28
STEEVE MATHIAS	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-09
SYLVAIN GASSE	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-23
T.C. CAFÉ EUROPA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-11-03
TERMINUS THETFORD (1991) INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-17
THI THU HONG	Change de devises	2015-08-18
THIERRY PIERRE BRÉGAINT	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-05
TIDAN INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-15
TRANSPORT JAPI INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-04
WENHAO CHENG	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-15
WORLD FIRST USA, INC.	Change de devises Transfert de fonds	2015-09-18
XUE LI	Exploitation de guichets automatiques	2015-08-05
YACUB EID	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-22
YANG CHENG XU	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-11
YUN GAO	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-18

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
ZELLAGUI HOCINE	Change de devises	2016-01-11
ZHAO HUI WEI	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-04

8.3.2 Cessations volontaires d'activités

Nom de l'entreprise	Catégories	Date d'émission
2744-6798 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-15
8204632 CANADA INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-22
9152-2870 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-08
9266-1503 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-11
9267-6212 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-30
9291-2831 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-12-08
9305-4146 QUÉBEC INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-10-28
BAR LES DEUX RICHARD INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-29
ENTREPRISE MICHEL ET GINETTE RICHARD INC.	Exploitation de guichets automatiques	2015-09-30
GESTION TONG FANG INC.	Transfert de fonds Change de devises	2015-11-01
LES ENTREPRISES DAIGLE ET THIBAULT INC.	Exploitation de guichets automatiques	2016-01-06
LOYER EXPRESS INC.	Transfert de fonds	2015-09-29

8.3.3 Suspensions ou révocations par l'Autorité

Aucune information.

8.4 AUTORISATION DE CONTRACTER / SOUS-CONTRACTER AVEC UN ORGANISME PUBLIC

Aucune information.

8.5 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.

9.

Régimes volontaires d'épargne-retraite

- 9.1 Avis et communiqués
 - 9.2 Réglementation
 - 9.3 Autorisation d'agir comme administrateur d'un régime volontaire
d'épargne-retraite
 - 9.4 Autres décisions
-

9.1 AVIS ET COMMUNIQUÉS

Aucune information.

9.2 RÉGLEMENTATION

Aucune information.

9.3 AUTORISATION D'AGIR COMME ADMINISTRATEUR D'UN RÉGIME VOLONTAIRE D'ÉPARGNE-RETRAITE

Aucune information.

9.4 AUTRES DÉCISIONS

Aucune information.